

HENRY  
KISSINGER

De la Chine

中国

**fayard**

HENRY  
KISSINGER

De la Chine

中国

**fayard**

Henry Kissinger

## **De la Chine**

Traduit de l'anglais (États-Unis) par  
Odile Demange et Marie-France de Paloméra

Fayard

Titre original :

*On China*

Publié en 2011 par The Penguin Press, New York.

© Henry A. Kissinger, 2011.

© Librairie Arthème Fayard, 2012, pour la traduction française.

© Jeffrey L. Ward pour la carte p. 14-15.

Couverture : © Paul-Raymond Cohen

ISBN : 978-2-213-66731-7

## DU MÊME AUTEUR

*À la Maison-Blanche. 1968-1973*, Paris, Fayard, 1979.

*Diplomatie*, Paris, Fayard, 1996.

*Les Années de renouveau*, Paris, Fayard, 2000.

*La Nouvelle Puissance américaine*, Paris, Fayard, 2003.

*Sortie de crise : Kippour 1973, Vietnam 1975*, Paris, Fayard, 2005.

*À Annette et Oscar de la Renta*

# Table des matières

[Couverture](#)

[Page de titre](#)

[Page de Copyright](#)

[Table des matières](#)

[Carte : La Chine et ses voisins](#)

[Préface](#)

[Note sur la romanisation des noms chinois](#)

[PROLOGUE](#)

[CHAPITRE 1 : La singularité de la Chine](#)

[L'ère de la prééminence chinoise](#)

[Confucianisme](#)

[Concepts de relations internationales : impartialité ou égalité ?](#)

[La \*Realpolitik\* chinoise et « L'Art de la guerre » de Sun Tzu](#)

[CHAPITRE 2 : La question du \*kowtow\* et la guerre de l'Opium](#)

[La mission Macartney](#)

[Le choc de deux ordres mondiaux : la guerre de l'Opium](#)

[La diplomatie Qing : amadouer les barbares](#)

## CHAPITRE 3 : De la prééminence au déclin

Le programme de Wei Yuan : « utiliser les barbares contre les barbares », apprendre leurs techniques

L'érosion de l'autorité : agitation intérieure et empiétements étrangers

Faire face au déclin

Le défi japonais

La Corée

La révolte des Boxers et la nouvelle période de royaumes combattants

## CHAPITRE 4 : La révolution permanente de Mao

Mao et la Grande Harmonie

Mao et les relations internationales : le stratagème de la ville vide, la dissuasion chinoise et la quête d'un avantage psychologique

La révolution permanente et le peuple chinois

## CHAPITRE 5 : Diplomatie triangulaire et guerre de Corée

Acheson et l'attrait du titisme à la chinoise

Kim Il-sung et le déclenchement de la guerre

L'intervention américaine : résister à l'agression

Les réactions chinoises : une autre approche de la dissuasion

L'affrontement sino-américain

## CHAPITRE 6 : La Chine affronte les deux superpuissances



La première crise du détroit de Taïwan

Interlude diplomatique avec les États-Unis

Mao, Khrouchtchev et la rupture sino-soviétique

La deuxième crise du détroit de Taïwan

## CHAPITRE 7 : Une décennie de crises

Le Grand Bond en avant

Le conflit de la frontière himalayenne et la guerre sino-indienne de 1962

La Révolution culturelle

A-t-on laissé passer une chance ?

## CHAPITRE 8 : La voie de la réconciliation

La stratégie chinoise

La stratégie américaine

Premières étapes : heurts sur l'Oussouri

## CHAPITRE 9 : La reprise des relations : premières rencontres avec Mao et Zhou

Zhou Enlai

Nixon en Chine : l'entrevue avec Mao

Le dialogue Nixon-Zhou

Le communiqué de Shanghai

Les conséquences

## CHAPITRE 10 : La quasi-alliance : entretiens avec Mao

La « ligne horizontale » : les Chinois et l'endiguement

Les répercussions du Watergate

## CHAPITRE 11 : La fin de l'ère Mao

La crise de succession

Dernières rencontres avec Mao : les hirondelles et l'annonce de la tempête

La chute de Zhou Enlai

## CHAPITRE 12 : L'indestructible Deng

Le premier retour de Deng au pouvoir

La mort des dirigeants : Hua Guofeng

La montée de Deng : « Réformer et s'ouvrir »

## CHAPITRE 13 : « Toucher les fesses du tigre » : la troisième guerre du Vietnam

Le Vietnam : un camouflet aux grandes puissances

La politique étrangère de Deng : dialogue avec l'Amérique et normalisation

Les voyages de Deng

Visite de Deng en Amérique et nouvelle définition de l'alliance

La troisième guerre du Vietnam

## CHAPITRE 14 : Reagan et l'avènement de la normalité

Les ventes d'armes à Taïwan et le troisième communiqué

La Chine et les superpuissances : le nouvel équilibre

Le programme de réformes de Deng

## CHAPITRE 15 : Tiananmen

Dilemmes américains

La polémique autour de Fang Lizhi

Les déclarations en 12 et 24 caractères

## CHAPITRE 16 : Quel genre de réforme ? Le « voyage dans le Sud » de Deng

## CHAPITRE 17 : Un tour de montagnes russes vers une autre réconciliation : la période Jiang Zemin

La Chine et la désintégration de l'Union soviétique

L'administration Clinton et sa politique chinoise

La troisième crise du détroit de Formose

Renaissance de la Chine et réflexions de Jiang

## CHAPITRE 18 : Le nouveau millénaire

Des différences de perspective

Comment définir une opportunité stratégique

Le débat sur le destin national : la vision triomphaliste

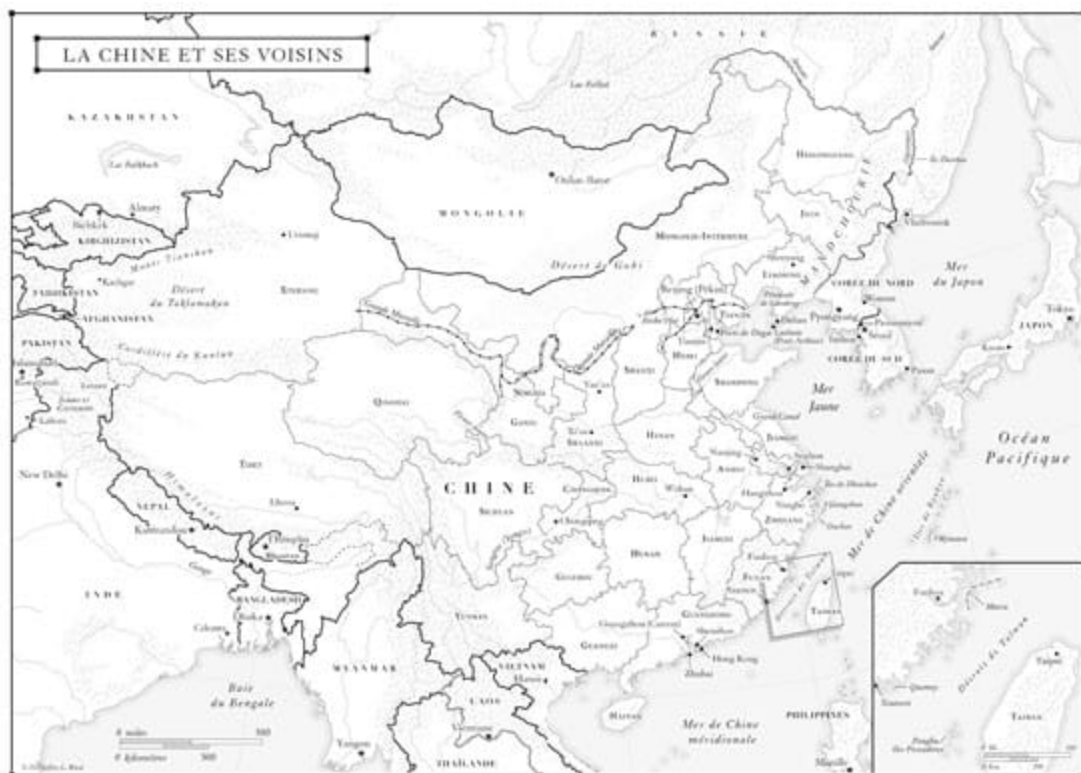
Dai Bingguo : une réaffirmation de la montée pacifique

## ÉPILOGUE : L'histoire se répète-t-elle ? Le mémorandum de Crowe

[Vers une communauté du Pacifique ?](#)

[Notes](#)

[Index des noms](#)



## Préface

Il y a quarante ans presque jour pour jour, le président Richard Nixon m'a fait l'honneur de m'envoyer à Pékin afin de restaurer nos liens avec un pays qui avait joué un rôle essentiel dans l'histoire de l'Asie, mais avec lequel les États-Unis n'entretenaient pas de relations à haut niveau depuis plus de vingt ans. L'objectif de cette démarche était de présenter à notre peuple une vision de paix susceptible de transcender les épreuves de la guerre du Vietnam et les perspectives inquiétantes de la guerre froide. Bien qu'en théorie alliée de l'Union soviétique, la Chine était à la recherche d'une marge de manœuvre qui lui permettrait de résister à une menace d'attaque venant de Moscou.

Depuis ce premier voyage, je suis revenu en Chine une bonne cinquantaine de fois. À l'instar d'un bon nombre des visiteurs qui s'y sont succédé au fil des siècles, j'ai appris à admirer le peuple chinois, son endurance, sa subtilité, son sens de la famille et la culture qu'il incarne. Par ailleurs, la construction de la paix est un sujet qui m'a tenu à cœur toute ma vie durant, dans une optique essentiellement américaine il est vrai. J'ai eu la chance de pouvoir poursuivre ces deux courants de réflexion simultanément comme haut fonctionnaire, comme messenger et comme intellectuel.

Cet ouvrage, qui repose en partie sur des entretiens avec des responsables chinois, cherche à expliquer leur approche conceptuelle des problèmes de paix, de guerre et d'ordre international et à la comparer à la perspective américaine, plus pragmatique, qui tend davantage à régler les difficultés au coup par coup. Des histoires et des cultures différentes peuvent conduire à des conclusions divergentes. Je n'approuve pas toujours la méthode chinoise, et tous les lecteurs n'y adhéreront pas forcément. Mais il est indispensable de la comprendre, car la Chine jouera un rôle majeur dans le monde qui se met en place en ce <sup>xxi</sup><sup>e</sup> siècle.

Depuis mon premier séjour dans ce pays, la Chine est devenue une superpuissance économique et un acteur majeur de l'ordre politique

mondial. Les États-Unis sont sortis vainqueurs de la guerre froide. Les relations qu'ils entretiennent avec la Chine constituent désormais un élément central de la recherche de la paix mondiale et du bien-être planétaire.

Huit présidents américains et quatre générations de dirigeants chinois ont géré cette relation délicate, avec une cohérence étonnante si l'on songe au gouffre qui les séparait au départ. Les deux camps ont refusé de laisser des héritages historiques ou des conceptions antagonistes de la politique intérieure entraver cette relation essentiellement fondée sur la coopération.

Le voyage n'a pas été de tout repos, car ces deux sociétés sont persuadées d'incarner des valeurs uniques. L'exceptionnalisme américain est de nature missionnaire. Il affirme que les États-Unis ont le devoir de propager leurs valeurs aux quatre coins du monde. L'exceptionnalisme chinois, quant à lui, est culturel. La Chine ne fait pas de prosélytisme ; elle ne prétend pas que ses institutions actuelles puissent être copiées hors de ses frontières. Mais elle est l'héritière de la tradition de l'Empire du Milieu qui cataloguait tous les autres États, considérés comme tributaires, en fonction de leur proximité avec les modèles culturels et politiques chinois ; autrement dit, une sorte d'universalité culturelle.

Cet ouvrage consacre une place toute particulière aux interactions entre dirigeants chinois et dirigeants américains depuis la fondation de la République populaire de Chine en 1949. Pendant que j'étais au gouvernement et même lorsque je n'y étais pas, j'ai pris des notes sur les conversations que j'ai pu avoir avec quatre générations de responsables chinois. Ces notes ont été une des sources d'informations majeures du présent ouvrage.

Celui-ci n'aurait pu voir le jour sans l'aide dévouée et compétente de collaborateurs et d'amis qui m'ont permis d'abuser de leur gentillesse et de leur bonne volonté.

Schuyler Schouten m'a été indispensable. J'ai entendu parler de lui il y a huit ans quand le professeur John Gaddis de Yale me l'a recommandé comme l'un de ses meilleurs étudiants. Quand je me suis lancé dans ce projet, je lui ai demandé de se faire accorder un congé de deux mois par le

cabinet de juristes où il travaillait. Il l'a fait, et a fini par s'engager avec une telle passion dans cette entreprise qu'il l'a poursuivie jusqu'à son terme, un an plus tard. Schuyler a pris en charge une grande partie de la recherche fondamentale. Il a traduit des textes chinois et, chose plus précieuse encore, m'a éclairé sur la portée réelle des plus subtils d'entre eux. Il s'est montré infatigable pendant la phase de révision et de relecture des épreuves. Je n'ai jamais eu de meilleur assistant de recherche, et très rarement d'aussi bon.

J'ai eu la chance d'avoir à mes côtés Stephanie Junger-Moat pendant dix ans et elle m'a accompagné dans toute la gamme de mes activités. Elle a été l'équivalent de ce qu'on appellerait au base-ball le joueur d'utilité. Elle s'est chargée de travaux de recherche et de relecture, et a été mon lien privilégié avec mon éditeur. Elle a vérifié toutes les notes. Elle m'a aidé à coordonner la préparation du manuscrit et n'a jamais hésité à travailler d'arrache-pied à l'approche des dates butoirs. Son charme et sa diplomatie ont été les atouts supplémentaires d'une contribution déjà essentielle.

Harry Evans s'était chargé de l'édition de *À la Maison-Blanche* il y a trente ans. Il a accepté au nom de notre amitié de parcourir l'ensemble de ce manuscrit. Ses suggestions éditoriales et structurelles ont été aussi nombreuses qu'avisées.

Theresa Amantea et Jody Williams ont dactylographié l'intégralité de ce texte à plusieurs reprises et ont consacré bien des soirées et des week-ends à m'aider à respecter les délais. Leur bonne humeur, leur efficacité et leur attention au moindre détail ont été vitales.

Stapleton Roy, ancien ambassadeur en Chine et éminent spécialiste de ce pays, Winston Lord, qui fut mon collaborateur lors de l'ouverture vers la Chine où il a été plus tard ambassadeur, et Dick Viets, mon exécuter littéraire, ont lu plusieurs chapitres qui leur ont inspiré des commentaires avisés. Jon Vanden Heuvel s'est chargé de précieuses recherches sur plusieurs chapitres.

Publier chez Penguin Press a été un pur bonheur. Ann Godoff s'est montrée d'une disponibilité sans faille, toujours perspicace, jamais insistante et d'une présence remarquablement agréable. Bruce Giffords, Noirin Lucas et Tory Klose ont accompagné avec compétence ce livre à



travers tout le processus de production éditoriale. Fred Chase a été un correcteur soigneux et efficace. Laura Stickney s'est chargée de l'essentiel du travail d'édition. Malgré sa jeunesse – elle pourrait être ma petite-fille –, elle ne s'est pas laissé impressionner et a si bien su surmonter les réserves que lui inspirent mes idées politiques que j'avais hâte de lire ses commentaires, parfois acerbes et toujours incisifs, dans les marges de mon manuscrit. Elle s'est montrée infatigable, perspicace et d'un immense secours.

J'éprouve une reconnaissance infinie pour toutes ces personnes.

Les documents gouvernementaux dont je me suis servi sont tous déclassifiés depuis un certain temps. Je tiens à remercier tout particulièrement le Cold War International History Project du Woodrow Wilson International Center for Scholars de m'avoir autorisé à utiliser de longs extraits de ses archives de documents russes et chinois déclassifiés. La Carter Library a généreusement mis à ma disposition un grand nombre de transcriptions d'entrevues avec des responsables chinois pendant la présidence Carter, et la Reagan Library m'a fourni de nombreux documents utiles provenant de ses dossiers.

Inutile de préciser que les défauts de ce livre sont exclusivement de mon fait.

Comme toujours depuis plus d'un demi-siècle, ma femme, Nancy, m'a fait bénéficier de son moral d'acier et de son soutien intellectuel dans la solitude que les auteurs (ou du moins le présent auteur) créent autour d'eux quand ils écrivent. Elle a lu la plupart des chapitres et m'a fait d'innombrables suggestions importantes.

J'ai dédié *De la Chine* à Annette et Oscar de la Renta. J'ai commencé ce livre dans leur maison de Punta Cana et c'est également là que je l'ai terminé. Leur hospitalité n'a été qu'une des nombreuses facettes d'une amitié qui a ajouté joie et profondeur à mon existence.

Henry A. Kissinger  
New York, janvier 2011

## Note sur la romanisation des noms chinois

Ce livre contient de très nombreuses références à des noms et à des termes chinois. Un certain nombre de mots chinois peuvent s'écrire de différentes manières, en fonction du système de transcription des idéogrammes chinois en caractères romains que l'on utilise. Les plus répandus sont la méthode Wade-Giles, prédominante dans une grande partie du monde jusque dans les années 1980, et le pinyin, officiellement adopté par la République populaire de Chine en 1979 et de plus en plus courant depuis dans les publications occidentales et asiatiques.

Pour l'essentiel, cet ouvrage recourt au système pinyin. Il utilise par exemple la graphie « Deng Xiaoping » plutôt que celle de Wade-Giles, « Teng H'siao-ping ». Dans les quelques cas où d'autres transcriptions, non pinyin, restent nettement plus familières, elles ont été conservées pour la commodité du lecteur. C'est ainsi que, s'agissant du théoricien militaire ancien « Sun Tzu », la graphie traditionnelle a été préférée à la nouvelle transcription pinyin « Sunzi »<sup>I</sup>.

Occasionnellement, pour ne pas nuire à la cohésion de l'ensemble du texte, des mots figurant dans des citations et originellement transcrits selon la méthode Wade-Giles ont été rendus en pinyin. Ces changements sont indiqués en note. Dans chaque cas, le mot chinois d'origine est le même ; la seule différence réside dans la méthode de romanisation utilisée.

<sup>I</sup>- Contrairement aux habitudes anglo-saxonnes qui ont largement adopté la graphie Beijing, il est resté d'usage en France de parler de Pékin. Nous avons donc décidé de conserver ce nom traditionnel. C'est l'unique cas où nous ne suivons pas la graphie employée par l'auteur. (*Note des traductrices.*)

## Prologue

En octobre 1962, Mao Zedong, le dirigeant révolutionnaire de la Chine, a convoqué à Pékin les membres de son haut commandement militaire et politique. À un peu plus de trois mille kilomètres à l'ouest, dans la région inhospitalière et faiblement peuplée de l'Himalaya, les troupes chinoises et celles de l'Inde se regardaient en chiens de faïence de part et d'autre de la frontière contestée des deux pays. Le conflit trouvait sa source dans des versions divergentes de l'histoire : l'Inde exigeait que la frontière suive le tracé imposé sous la domination britannique tandis que sa voisine ne reconnaissait d'autres limites que celles de la Chine impériale. L'Inde avait déployé des avant-postes jusqu'à la limite de sa conception de la frontière ; la Chine avait encerclé les positions indiennes. Toutes les tentatives de négociations territoriales avaient échoué.

Mao avait décidé de sortir de l'impasse. Il s'inspira à cette fin des traditions de la Chine classique dont il avait entrepris, pour le reste, de se défaire. La Chine et l'Inde, déclara-t-il à ses commandants, s'étaient déjà livré « une guerre et demie ». Il y avait des leçons opérationnelles à tirer de chacune. La première s'était déroulée mille trois cents ans plus tôt, sous la dynastie Tang (618-907) ; la Chine avait alors envoyé des troupes au secours d'un royaume indien menacé par un rival illégitime et agressif. Après l'intervention chinoise, les deux pays avaient connu plusieurs siècles d'échanges religieux et économiques florissants. L'enseignement que l'on pouvait tirer de cette campagne ancienne, telle que Mao la décrivait, était que la Chine et l'Inde n'étaient pas condamnées à une hostilité perpétuelle. Elles pouvaient jouir d'une nouvelle période de paix prolongée mais, pour y parvenir, la Chine devrait faire usage de la force afin d'obliger l'Inde à revenir « à la table de négociations ». Quant à la « demi-guerre » qu'évoquait Mao, elle avait eu lieu sept cents ans après, au moment où le chef mongol Tamerlan avait mis Delhi à sac. (Pour Mao, la Mongolie et la Chine appartenant alors à la même entité politique, il s'agissait donc d'une « demi »-guerre sino-indienne.) Tamerlan avait

remporté une victoire incontestable, mais à son arrivée en Inde, son armée avait massacré plus de cent mille prisonniers. Mao souhaitait que, cette fois, les forces chinoises fassent preuve de « retenue » et de « principes »<sup>1</sup>.

Aucun de ceux qui écoutèrent alors Mao – les membres de la direction du Parti communiste d'une « nouvelle Chine » révolutionnaire proclamant son intention de refondre l'ordre international et d'abolir le passé féodal de la Chine elle-même – ne semble avoir mis en doute la pertinence de ces précédents historiques pour les impératifs stratégiques actuels du pays. Les préparatifs militaires se poursuivirent sur la base des principes esquissés par Mao, et quelques semaines plus tard l'offensive se déroula largement comme il l'avait prévu : la Chine porta un coup soudain et irrésistible aux positions indiennes, avant de se retirer sur sa ligne antérieure, allant même jusqu'à restituer aux Indiens l'armement lourd qu'elle leur avait pris.

Imagine-t-on un autre pays moderne dont le dirigeant puisse se lancer dans une entreprise de première importance en invoquant des principes stratégiques du millénaire précédent et sans douter que ses collaborateurs comprendront le sens de ses allusions ? Il faut reconnaître que la Chine est un pays singulier. Nul autre ne peut se vanter d'avoir connu une civilisation ininterrompue aussi longue, ni d'entretenir un lien aussi intime avec son passé et ses principes classiques de stratégie et d'art politique.

D'autres sociétés, dont les États-Unis, ont prétendu que leurs valeurs et leurs institutions étaient dotées d'une validité universelle. Aucune, pourtant, ne peut rivaliser avec la Chine dans son obstination à affirmer cette conception ambitieuse sur une aussi longue durée et face à autant de vicissitudes historiques – et, qui plus est, à en convaincre ses voisins. Depuis l'unification de l'État chinois au III<sup>e</sup> siècle av. J.-C. et jusqu'à l'effondrement de la dynastie Qing en 1912, la Chine s'est trouvée au centre d'un système international d'une remarquable longévité en Asie orientale. L'empereur de Chine était représenté (et reconnu pour tel par la plupart des États voisins) comme le sommet d'une hiérarchie politique universelle, tous les autres chefs d'État étant théoriquement ses vassaux. La langue, la culture et les institutions politiques chinoises étaient les emblèmes de la civilisation, au point que les rivaux régionaux et les

conquérants étrangers eux-mêmes les adoptèrent à divers degrés pour affirmer leur propre légitimité (cette première étape étant souvent suivie de leur absorption par la Chine).

La cosmologie traditionnelle s'est perpétuée malgré les catastrophes et en dépit de périodes séculaires de déclin politique. Même lorsque la Chine était faible ou divisée, sa place centrale est restée la pierre de touche de la légitimité régionale : des prétendants, chinois ou étrangers, rivalisaient pour l'unifier ou la conquérir, avant de gouverner depuis la capitale chinoise sans remettre en cause la prémisse fondamentale qui en faisait le cœur de l'univers. Alors que d'autres pays devaient leur nom à des groupes ethniques ou à des points de repère géographiques, la Chine s'appelait elle-même *zhongguo* – l'« Empire du Milieu » ou le « Pays central »<sup>2</sup>. Toute tentative pour comprendre la diplomatie chinoise au <sup>xx</sup>e siècle ou son rôle mondial au <sup>xxi</sup>e doit commencer – au prix d'une simplification que l'on pourrait juger outrancière – par un rappel rudimentaire du contexte traditionnel.

# Chapitre 1

## La singularité de la Chine

Les sociétés et les nations ont tendance à se croire éternelles et sont très attachées au récit de leurs origines. Une caractéristique particulière de la Chine est qu'elle semble ne pas avoir de commencement. Elle fait son entrée dans l'histoire non comme un État-nation ordinaire mais sous l'aspect d'un phénomène naturel permanent. Dans l'histoire de l'Empereur Jaune, vénéré par de nombreux Chinois comme le souverain fondateur et légendaire, la Chine paraît avoir toujours existé. Au moment de l'arrivée mythique de l'Empereur Jaune, la civilisation chinoise a sombré dans le chaos. Des princes rivaux se prennent à la gorge et maltraitent le peuple, tandis que le souverain affaibli est impuissant à maintenir l'ordre. Levant une armée, le nouveau héros pacifie le royaume et est acclamé comme empereur<sup>3</sup>.

L'Empereur Jaune est resté dans l'histoire sous les traits du héros fondateur ; pourtant, dans le mythe d'origine, il rétablit un empire, il ne le crée pas. La Chine lui est antérieure ; elle apparaît dans la conscience historique comme un État déjà établi qui n'exige qu'une restauration, et non une création. Ce paradoxe de l'histoire chinoise resurgit avec Confucius, le vieux sage : il est considéré, lui aussi, comme le « fondateur » d'une culture alors qu'il a toujours pris soin d'affirmer qu'il n'avait rien inventé, qu'il cherchait seulement à ranimer les principes d'harmonie qui avaient marqué l'âge d'or, mais s'étaient perdus dans la confusion politique de l'époque de Confucius lui-même.

Réfléchissant sur le paradoxe des origines de la Chine, l'abbé Régis Évariste Huc, missionnaire et voyageur du XIX<sup>e</sup> siècle, observait :

La civilisation chinoise remonte à une antiquité si reculée qu'on a beau scruter son passé, on ne peut jamais découvrir les traces d'un état

d'enfance chez ce peuple. Ce fait est peu ordinaire, et nous sommes habitués au contraire à trouver toujours un point de départ bien déterminé dans l'histoire générale des nations, et les documents historiques, les traditions, les monuments qui nous en restent, tout nous permet de suivre, en quelque sorte pas à pas, les progrès de chaque civilisation, d'assister à sa naissance, de constater son développement et sa marche ascendante, enfin d'être les témoins de sa décadence et de sa chute. Pour les Chinois, il n'en est pas ainsi ; ils paraissent avoir toujours vécu au milieu des civilisations que nous leur connaissons aujourd'hui, et les données de l'Antiquité sont de nature à confirmer cette opinion<sup>4</sup>.

Au moment de l'apparition des premiers idéogrammes chinois, sous la dynastie Shang au II<sup>e</sup> millénaire av. J.-C., l'Égypte ancienne était à l'apogée de sa gloire. Les grandes cités-États de la Grèce antique n'existaient pas encore, et la naissance de Rome se ferait encore attendre plus de mille ans. Pourtant, il existe encore aujourd'hui largement plus d'un milliard de personnes qui utilisent un système d'écriture directement issu de celui des Shang. Les Chinois actuels n'ont aucun mal à comprendre les inscriptions rédigées du temps de Confucius ; les livres et les conversations des Chinois contemporains sont émaillés d'aphorismes séculaires évoquant des batailles et des intrigues de cour d'un passé lointain.

En même temps, l'histoire chinoise a connu de nombreuses périodes de guerre civile, d'inter règne et de désordre. À la suite de chaque effondrement, l'État chinois s'est reconstitué comme par une loi naturelle immuable. Et à chaque étape, une nouvelle figure unificatrice a surgi, suivant pour l'essentiel le modèle de l'Empereur Jaune, a soumis ses rivaux et réuni la Chine (et, parfois, en a repoussé les frontières). Le célèbre début de l'*Épopée des Trois Royaumes*, un ouvrage du XIV<sup>e</sup> siècle qui a fait l'admiration de nombreuses générations de Chinois (parmi lesquels Mao qui, dit-on, s'y serait plongé de façon presque obsessionnelle dans sa jeunesse), évoque ce cycle perpétuel : « L'empire, longtemps divisé, doit s'unir ; longtemps uni, doit se diviser. Il en a toujours été ainsi<sup>5</sup>. » Chaque période de désunion était tenue pour une aberration. Chaque nouvelle dynastie se rattachait aux principes de gouvernement de

la précédente afin de rétablir la continuité. Les préceptes fondamentaux de la culture chinoise se sont perpétués, résistant à l'épreuve de calamités périodiques.

L'événement primordial que fut l'unification chinoise en 221 av. J.-C. avait été précédé par un millénaire d'un règne dynastique qui s'était progressivement érodé, les subdivisions féodales évoluant entre autonomie et indépendance. Ce phénomène eut pour point culminant deux siècles et demi de troubles, consignés dans l'histoire sous l'appellation de période des Royaumes combattants (475-221 av. J.-C.). Son équivalent européen pourrait être la période agitée située entre les traités de Westphalie de 1648 et la fin de la Seconde Guerre mondiale, toutes ces années durant lesquelles une multitude d'États européens luttèrent pour la prééminence au sein du concert des nations. Après 221 av. J.-C., la Chine préserva l'idéal de l'empire et de l'unité, tout en se divisant et en se réunifiant au cours de cycles dont certains ont pu durer plusieurs siècles.

Quand l'État se divisait, les guerres qui opposaient ses différents éléments étaient extrêmement violentes. Mao affirma un jour que la population chinoise était passée de cinquante millions d'habitants à dix millions seulement pendant la période dite des Trois Royaumes (220-280 ap. J.C.)<sup>6</sup>. Dans l'entre-deux-guerres du <sup>xx</sup>e siècle, le conflit entre groupes rivaux fut lui aussi terriblement sanglant.

Dans son étendue maximale, la sphère culturelle chinoise couvrait une superficie continentale beaucoup plus vaste que celle de tout État européen et approchait, en réalité, des dimensions de l'ensemble de l'Europe continentale. La langue et la culture chinoises, tout comme les commandements de l'Empereur, s'appliquaient à toutes les terres connues : des steppes et des forêts de résineux du Nord touchant les confins de la Sibérie aux jungles tropicales et aux rizières en terrasses du Sud ; de la côte est avec ses canaux, ses ports et ses villages de pêcheurs jusqu'aux déserts arides de l'Asie centrale et aux sommets enneigés de la frontière himalayenne. Les dimensions et la diversité de ce territoire soulignaient l'idée que la Chine formait un monde en soi. Elles semblaient confirmer que l'Empereur était un personnage d'importance universelle, dont l'autorité s'exerçait sur *tian xia*, autrement dit sur « Tout ce qui est sous les Cieux ».



## L'ère de la prééminence chinoise

De nombreux millénaires durant, la Chine n'eut jamais à traiter avec d'autres pays ou civilisations susceptibles de rivaliser avec elle en dimensions et en raffinement. L'Inde était connue des Chinois, comme le releva plus tard Mao, mais elle resta divisée en royaumes distincts pendant une grande partie de son histoire. Si les deux civilisations échangeaient des marchandises et des influences bouddhistes le long de la route de la soie, la barrière presque impénétrable de l'Himalaya et du plateau tibétain empêchait tout contact fortuit. Les déserts immenses et inhospitaliers d'Asie centrale séparaient la Chine des cultures persane et babylonienne du Moyen-Orient, et plus encore de l'Empire romain. Certes, quelques caravanes de marchands entreprenaient des voyages occasionnels, mais la Chine en tant que société n'entretenait pas de liens avec d'autres sociétés d'une importance et d'un niveau de réalisations comparables. Bien que la Chine et le Japon aient partagé un certain nombre d'institutions culturelles et politiques, aucun de ces deux pays n'était prêt à reconnaître la supériorité de l'autre ; ils préférèrent donc limiter leurs contacts pendant de longs siècles. Quant à l'Europe, elle était encore plus éloignée. Située dans ce que les Chinois appelaient l'océan Occidental, elle était inaccessible par définition à la culture chinoise et pitoyablement incapable de l'assimiler – comme l'expliqua l'Empereur à un émissaire britannique en 1793.

Les revendications territoriales de l'Empire chinois s'arrêtaient au bord de l'eau. Dès la dynastie Song (960-1279), la technologie navale chinoise fut supérieure à celle du reste du monde, et sa flotte aurait pu inciter l'Empire à se lancer dans une ère de conquête et d'exploration<sup>7</sup>. Mais la Chine ne chercha pas à acquérir de colonies outre-mer et ne manifesta qu'un faible intérêt pour les pays situés au-delà de ses côtes. L'idée de s'aventurer à l'étranger pour convertir les barbares aux principes confucéens ou aux vertus bouddhistes lui était étrangère. Quand les conquérants mongols réquisitionnèrent la flotte des Song en même temps que ses capitaines expérimentés, ils cherchèrent par deux fois à envahir le Japon. Ces tentatives furent déjouées l'une et l'autre par les intempéries – le *kamikaze* (ou « vent divin ») des légendes japonaises<sup>8</sup>. Mais après

l'effondrement de la dynastie mongole, la Chine renonça à ces expéditions, pourtant techniquement réalisables. Aucun dirigeant chinois ne chercha jamais à démontrer l'intérêt de la Chine à prendre le contrôle de l'archipel japonais.

Pourtant, dans les premières années de la dynastie Ming, entre 1405 et 1433, la Chine se lança dans une des entreprises navales les plus remarquables et les plus mystérieuses de l'histoire : l'amiral Zheng He prit la mer avec la « flotte des trésors », des navires d'une supériorité technologique sans égale, pour gagner des destinations aussi lointaines que Java, l'Inde, la Corne de l'Afrique et le détroit d'Hormuz. À l'époque des voyages de Zheng, le temps des grandes explorations européennes n'avait pas encore commencé. La flotte chinoise possédait des atouts technologiques qui devaient paraître absolument insurmontables : par ses dimensions, son raffinement et le nombre de ses bâtiments, elle éclipsait l'Invincible Armada espagnole (qui ne verrait le jour qu'un siècle et demi plus tard).

Les historiens débattent toujours du véritable motif de ces missions. Zheng He était un personnage singulier en cette ère d'explorations : cet eunuque musulman chinois, recruté tout enfant pour le service impérial, ne s'intègre dans aucun modèle historique évident. À chaque étape de ses voyages, il proclama en bonne et due forme la magnificence du nouvel empereur de Chine, accorda des présents somptueux aux souverains qu'il rencontra et les invita à se rendre en personne dans son pays ou à y envoyer des émissaires, afin de reconnaître leur place dans l'ordre du monde sinocentrique en accomplissant le « *kowtow* », la prosternation rituelle qui symbolisait la supériorité de l'Empereur. Mais au-delà de l'affirmation de la grandeur de la Chine et de la remise d'invitations à ce rituel solennel, Zheng He ne manifesta aucune ambition territoriale. Il ne rapporta en Chine que des présents, considérés comme un « tribut » ; il ne revendiqua aucune colonie, aucune ressource, se contentant de la prime métaphysique que constituait l'élargissement de Tout ce qui est sous les Cieux. On peut tout au plus alléguer qu'il créa des conditions favorables pour les marchands de son pays par une forme d'exercice de « *soft power*<sup>1</sup> » à la chinoise<sup>2</sup>.

Les expéditions de Zheng He s'interrompirent brutalement en 1433, lorsque la situation redevint menaçante sur la frontière terrestre du nord de la Chine. L'Empereur suivant ordonna le démantèlement de la flotte et la destruction des comptes rendus des voyages de Zheng He. Ces expéditions ne furent jamais renouvelées. Bien que les négociants chinois aient continué à naviguer sur les routes qu'avait parcourues Zheng He, les compétences navales de la Chine déclinèrent – au point que plus tard, devant la menace d'actes de piraterie au large du littoral sud-est de la Chine, les souverains Ming réagirent par une tentative de déplacement forcé de la population littorale une quinzaine de kilomètres plus à l'intérieur des terres. On pourrait ainsi comparer l'histoire navale de la Chine à une charnière qui ne pivote pas ; techniquement capable de dominer le monde, la Chine se retira volontairement du domaine de l'exploration navale au moment même où l'intérêt occidental commençait à se manifester avec force.

Le splendide isolement de la Chine favorisa une image de soi tout à fait singulière. Les élites chinoises s'habituaient à considérer que leur pays était unique – que ce n'était pas seulement une « grande civilisation » parmi d'autres, mais la civilisation en soi. Un traducteur britannique écrivait ainsi en 1850 :

Un Européen intelligent, habitué à réfléchir sur l'état d'un certain nombre de pays bénéficiant de multiples avantages distincts et souffrant tous d'inconvénients particuliers, pourrait, à l'aide de quelques questions judicieusement posées et de très peu de données, se faire une idée passablement correcte de l'état d'un peuple jusqu'alors inconnu de lui ; mais ce serait commettre une grave erreur que d'en attendre autant des Chinois. Leur refus de tout contact avec des étrangers et leur obstination à s'enfermer dans leur propre pays ont, en les privant de toute possibilité d'établir des comparaisons, tristement borné leur esprit ; ils sont donc parfaitement incapables de se libérer de l'emprise de l'association, et jugent tout selon les règles d'une convention purement chinoise<sup>10</sup>.

La Chine n'ignorait évidemment pas l'existence d'autres sociétés à sa périphérie, en Corée, au Vietnam, en Thaïlande, en Birmanie ; mais pour les Chinois, la Chine était le centre du monde, l'« Empire du Milieu », et

ils évaluaient les autres sociétés à l'aune de cette position centrale. Dans l'idée des Chinois, l'ordre naturel de l'univers était formé par un certain nombre d'États inférieurs qui se pénétraient de la culture chinoise et payaient tribut à la grandeur de la Chine. Les frontières entre la Chine et les peuples voisins étaient moins des démarcations politiques et territoriales que des différenciations culturelles. Le rayonnement de la culture chinoise à travers toute l'Asie a incité le politologue américain Lucian Pye à affirmer qu'à l'époque moderne, la Chine reste « une civilisation qui fait semblant d'être un État-nation<sup>11</sup> ».

Les prétentions étayant cet ordre mondial chinois traditionnel se sont prolongées jusqu'à une date avancée de l'époque moderne. En 1863 encore, l'empereur de Chine (lui-même membre d'une dynastie mandchoue « étrangère » qui avait conquis la Chine deux siècles auparavant) envoya une lettre à Abraham Lincoln pour lui annoncer l'engagement de la Chine à entretenir de bonnes relations avec les États-Unis. Le message de l'Empereur reposait sur l'assurance grandiloquente qu'« ayant reçu avec respect des Cieux la mission de gouverner l'univers, nous considérons à la fois l'empire du milieu [la Chine] et les pays situés à l'extérieur comme les membres d'une seule famille, sans la moindre distinction<sup>12</sup> ». Au moment où cette missive fut envoyée, la Chine avait déjà perdu deux guerres contre les puissances occidentales, fort occupées à se tailler des sphères d'intérêt dans le territoire chinois. L'Empereur semble avoir traité ces catastrophes comme d'autres invasions barbares dont l'endurance et la supériorité culturelle de la Chine avaient fini par triompher.

Pendant la majeure partie de l'histoire, en fait, les revendications chinoises n'eurent rien de particulièrement extravagant. À chaque génération, les Chinois Han avaient élargi leur territoire depuis leur base originelle de la vallée du fleuve Jaune, incitant peu à peu les sociétés voisines à suivre, de plus ou moins près, les modèles chinois. Les réalisations scientifiques et technologiques chinoises égalaient, et dépassaient même souvent, celles de l'Inde, des pays arabes et de l'Europe occidentale<sup>13</sup>.

L'importance démographique et territoriale de la Chine était largement supérieure à celle des États européens ; mais surtout, jusqu'à la révolution industrielle, la Chine était infiniment plus riche qu'eux. Unie par un vaste système de canaux reliant les grands cours d'eau et les principaux centres de population, la Chine put se vanter pendant des siècles d'avoir l'économie la plus productive du monde et la zone d'échanges commerciaux la plus peuplée<sup>14</sup>. Toutefois, sa nature largement autarcique empêchait les autres régions de se faire une idée précise de son étendue et de sa richesse. En fait, durant dix-huit des vingt derniers siècles, la part de la Chine dans le PIB mondial total a été supérieure à celle de toute société occidentale. En 1820, elle réalisait encore plus de 30 % du PIB mondial – plus que l'Europe occidentale, l'Europe orientale et les États-Unis réunis<sup>15</sup>.

Des observateurs occidentaux découvrant la Chine au début de l'époque moderne furent étonnés par sa vitalité et sa prospérité matérielle. En 1736, le jésuite français Jean-Baptiste Du Halde se faisait l'écho de l'admiration d'autres visiteurs occidentaux en observant que les richesses particulières de chaque province et le transport facile des marchandises grâce aux nombreux cours d'eau et canaux avaient assuré la prospérité constante du commerce intérieur de l'Empire. Celui-ci était bien plus important qu'en Europe, les provinces chinoises étant comme autant de royaumes qui s'échangeaient leurs productions respectives<sup>16</sup>.

Trente ans plus tard, François Quesnay, physiocrate français, allait encore plus loin :

On ne peut disconvenir que cet État ne soit le plus beau pays de l'univers, le plus peuplé, le plus florissant royaume que l'on connaisse. On apercevra qu'un gouvernement comme celui de la Chine pourrait réunir toute l'Europe dans un même Empire conduit par un seul souverain<sup>17</sup>.

La Chine commerçait avec des étrangers et adoptait occasionnellement des idées et des inventions venues d'ailleurs. Mais en règle générale, les Chinois étaient convaincus que les possessions et les réalisations intellectuelles les plus précieuses se trouvaient à l'intérieur même de leur pays. Le commerce avec la Chine était si prisé que les élites chinoises

exagéraient à peine en le présentant comme un « tribut » à la supériorité chinoise, et non comme des échanges économiques ordinaires.

## **Confucianisme**

Presque tous les empires ont été créés par la force, mais celle-ci ne saurait assurer leur pérennité. Pour durer, une autorité universelle doit traduire la force en obligation. Faute de quoi, les dirigeants épuisent leur énergie à préserver leur domination aux dépens de leur aptitude à façonner l'avenir, tâche ultime de l'homme d'État. Les empires durent, si la répression cède la place au consensus.

La Chine n'a pas fait exception. Les méthodes utilisées pour l'unifier, la diviser puis la réunifier ont pu être occasionnellement brutales. L'histoire chinoise a connu sa part de rébellions sanguinaires et de tyrans dynastiques. Mais la survie millénaire de la Chine a dû beaucoup moins à la répression exercée par ses empereurs qu'à la communauté de valeurs partagées au sein de sa population et de son gouvernement de fonctionnaires lettrés.

Ces valeurs étaient essentiellement de nature profane, ce qui n'est pas l'aspect le moins exceptionnel de la culture chinoise. À l'époque où le bouddhisme a fait son apparition dans la culture indienne, insistant sur la contemplation et la paix intérieure, et où les prophètes juifs – puis chrétiens et islamiques – proclamèrent le monothéisme et annoncèrent l'existence d'une vie après la mort, la Chine n'a pas produit le moindre thème religieux au sens occidental du terme. Les Chinois n'ont jamais imaginé de mythe de création cosmique. Ils étaient les propres créateurs de leur univers et leurs valeurs, malgré la portée universelle qu'on finit par leur attribuer, passaient pour être d'origine chinoise.

Les valeurs prédominantes de la société chinoise étaient tirées des prescriptions d'un philosophe de l'Antiquité que la postérité connaît sous le nom de Kong Fu-zi (« Confucius » dans sa version latinisée). Confucius (v. 551-479 av. J.-C.) a vécu à la fin de ce qu'on appelle la période des Printemps et des Automnes (770-476 av. J.-C.), une époque de troubles politiques qui déboucha sur les luttes brutales de la période des Royaumes

combattants (475-221 av. J.-C.). Les Zhou, la dynastie régnante, étaient en déclin et n'arrivaient plus à imposer leur autorité aux princes rebelles qui se disputaient le pouvoir politique. Rien ne semblait pouvoir enrayer la cupidité et la violence. Tout ce qui est sous les Cieux sombrait, une fois de plus, dans le chaos.

À l'image de Machiavel, Confucius était un philosophe itinérant qui parcourait son pays en espérant se faire engager comme conseiller par un des princes en lutte. Mais à la différence de Machiavel, il se préoccupait moins des intrigues de pouvoir que d'harmonie sociale. Ses grands thèmes étaient les principes d'un gouvernement compatissant, l'accomplissement des rituels adéquats et la nécessité de promouvoir la piété filiale. Peut-être parce qu'il ne proposait pas à ses éventuels employeurs une voie rapide vers la richesse ou le pouvoir, Confucius mourut sans avoir atteint son objectif : il ne trouva jamais de prince désireux de mettre en œuvre ses maximes, et la Chine continua à se diriger vers l'effondrement politique et la guerre<sup>18</sup>.

Mais les enseignements de Confucius, consignés par ses disciples, ont survécu. Quand les effusions de sang prirent fin et que l'unité de la Chine fut rétablie, la dynastie Han (206 av. J.-C.-220 ap. J.-C.) érigea la pensée confucéenne en philosophie d'État officielle. Rassemblé dans un recueil de citations (les *Analectes*) puis commenté dans des ouvrages d'exégèse, le canon confucéen a donné naissance à quelque chose qui tient tout à la fois de la Bible de la Chine et de sa Constitution. La connaissance approfondie de ces textes devint une condition indispensable pour tous ceux qui souhaitaient travailler dans l'administration impériale de la Chine – un clergé de fonctionnaires lettrés sélectionnés par des concours organisés à travers tout le pays et chargés de préserver l'harmonie dans les vastes domaines de l'Empereur.

La réponse de Confucius au désordre de son temps était la « voie » menant à la société juste et harmonieuse qui, enseignait-il, avait déjà existé un jour – du temps d'un lointain âge d'or chinois. La mission spirituelle essentielle de l'humanité était de recréer cet ordre juste, dont la perte paraissait déjà imminente. L'accomplissement spirituel relevait moins de la révélation ou de la libération que du patient rétablissement de principes de retenue malheureusement oubliés. Le but était la rectification,

et non le progrès<sup>19</sup>. L'apprentissage était la clé de la progression au sein d'une société confucéenne. Confucius enseignait ainsi que

l'amour de la bonté, sans amour d'apprendre, est obscurci par la sottise. L'amour du savoir, sans amour d'apprendre, est obscurci par la vaine spéculation. L'amour de l'honnêteté, sans amour d'apprendre, est obscurci par la naïveté mal dirigée. L'amour de l'audace, sans amour d'apprendre, est obscurci par l'insubordination. Et l'amour de la rectitude du caractère, sans amour d'apprendre, est obscurci par l'intransigeance<sup>20</sup>.

Il prêchait un credo social hiérarchique : le devoir fondamental était de « connaître sa place ». L'ordre confucéen offrait à ses adeptes l'inspiration du service en quête d'une plus grande harmonie. Contrairement aux prophètes des religions monothéistes, Confucius ne prêchait aucune téléologie de l'histoire conduisant l'humanité vers la rédemption personnelle. Sa philosophie recherchait la rédemption de l'État par un comportement individuel vertueux. Orientée vers ici-bas, sa pensée traçait un code de conduite sociale, et non un itinéraire vers l'au-delà.

Le sommet de l'ordre chinois était occupé par l'Empereur, une figure sans équivalent en Occident. Il rassemblait en sa personne les revendications spirituelles aussi bien que séculières de l'ordre social. L'empereur chinois était tout à la fois un homme d'État et un concept métaphysique. Dans son rôle politique, il était conçu comme le souverain suprême du genre humain – l'empereur de l'humanité, se tenant au faîte d'une hiérarchie politique mondiale qui reflétait la structure sociale confucéenne. Le protocole chinois exigeait que l'on reconnût sa domination par le *kowtow* – la prosternation complète, le front touchant le sol par trois fois.

Le deuxième rôle de l'Empereur, métaphysique celui-là, relevait de son statut de « Fils du Ciel », intermédiaire symbolique entre le Ciel, la Terre et le genre humain. Ce rôle imposait également une obligation morale à l'Empereur. Par un comportement bienveillant, par l'observation scrupuleuse de rituels et par des châtements sévères occasionnels, l'Empereur était perçu comme le pivot de la « Grande Harmonie » de toutes choses, grandes et petites. S'il s'écartait du chemin de la vertu, Tout



ce qui est sous les Cieux sombrerait dans le chaos. Les catastrophes naturelles elles-mêmes pouvaient signifier que l'univers souffrait d'une dysharmonie. On considérait alors que la dynastie régnante avait perdu le « Mandat du Ciel » qui lui donnait le droit de régner : des rébellions ne manqueraient pas d'éclater, et une nouvelle dynastie restaurerait la Grande Harmonie de l'univers<sup>21</sup>.

### **Concepts de relations internationales : impartialité ou égalité ?**

De même qu'il n'y a pas de grandes cathédrales en Chine, on n'y rencontre pas de châteaux du genre de Blenheim Palace. Ce pays n'a pas donné naissance à des personnalités politiques aristocratiques comme le duc de Marlborough, fondateur de Blenheim. À son entrée dans l'ère moderne, l'Europe constituait une masse confuse d'entités politiques – des principautés, des duchés et des comtés indépendants, des villes autonomes, l'Église catholique romaine qui revendiquait une autorité échappant aux limites des États, et des groupes protestants qui aspiraient à édifier leurs propres sociétés civiles indépendantes. En revanche, au début des temps modernes, la Chine possédait depuis largement plus de mille ans une administration impériale parfaitement formée, recrutée sur concours, qui marquait de son empreinte et régulait tous les aspects de l'économie et de la société.

L'approche chinoise de l'ordre du monde était donc extrêmement différente du système qui prévalait à l'Ouest. La conception occidentale moderne des relations internationales est apparue aux <sup>xvi</sup>e et <sup>xvii</sup>e siècles, quand la structure médiévale de l'Europe s'est dissoute pour donner naissance à un groupe d'États de force à peu près équivalente, et que l'Église catholique s'est scindée en plusieurs confessions. La diplomatie de l'équilibre des forces relevait moins d'un choix que d'une nécessité inéluctable. Aucun État n'était suffisamment puissant pour imposer sa volonté ; aucune religion ne conservait une autorité suffisante pour prétendre à l'universalité. Le concept de souveraineté et l'égalité juridique des États devinrent le fondement du droit international et de la diplomatie.

La Chine, au contraire, n'a jamais entretenu avec d'autres pays de relations suivies sur un pied d'égalité, pour la bonne raison qu'elle n'a jamais rencontré de sociétés d'une culture ou d'une envergure comparables aux siennes. On considérait que l'Empire chinois dominait sa sphère géographique en vertu d'une loi de la nature, ou presque, et en tout cas d'un Mandat du Ciel. Pour les empereurs chinois, ce mandat n'impliquait pas nécessairement l'hostilité envers les peuples voisins, bien au contraire. Comme les États-Unis, la Chine se flattait de tenir un rôle spécial. Mais elle n'a jamais épousé la notion américaine d'universalisme visant à imposer ses valeurs à toute la planète. Elle s'est contentée de contrôler les barbares qui se trouvaient immédiatement à sa porte. Elle a cherché à obtenir que des États tributaires comme la Corée reconnaissent son statut spécial, en échange de quoi elle leur accordait des avantages, tels que des droits de commerce. Quant aux barbares lointains comme les Européens, dont ils ne savaient pas grand-chose, les Chinois affichaient à leur égard une réserve bienveillante, quoique condescendante. Les convertir aux coutumes chinoises présentait peu d'intérêt à leurs yeux. L'Empereur fondateur de la dynastie Ming exprima ce point de vue en 1372 : « Les pays de l'océan occidental sont, à juste titre, appelés régions lointaines. Ils viennent [à nous] à travers les mers. Et il leur est difficile de calculer l'année et le mois [de leur arrivée]. Quel que soit leur nombre, nous les traitons [selon le principe suivant :] “ceux qui viennent modestement sont renvoyés généreusement”<sup>22</sup>. »

Les empereurs chinois jugeaient déraisonnable d'essayer d'influencer des pays condamnés par la nature à l'infortune d'être situés aussi loin de la Chine. Appliquant une version bien à elle de l'exceptionnalisme, la Chine n'exportait pas ses idées mais laissait les autres venir les chercher. Les peuples voisins, estimaient les Chinois, pouvaient bénéficier du contact avec la Chine et sa civilisation à condition de reconnaître la suzeraineté du gouvernement chinois. Ceux qui s'y refusaient étaient des barbares. La soumission à l'Empereur et le respect des rituels impériaux étaient au cœur de cette culture<sup>23</sup>. Quand l'Empire était fort, cette sphère culturelle s'élargissait : Tout ce qui est sous les Cieux constituait une entité multinationale qui englobait la majorité chinoise appartenant à l'ethnie Han et de nombreux groupes ethniques chinois non Han.

Selon les comptes rendus chinois officiels, les émissaires étrangers ne venaient pas à la cour impériale pour engager des négociations ni pour discuter d'affaires d'État ; ils « venaient pour être transformés » par l'influence civilisatrice de l'Empereur. Ce dernier n'organisait pas de « rencontres au sommet » avec d'autres chefs d'État ; les audiences qu'il accordait exprimaient sa « tendre sollicitude envers des hommes venus de loin » lui apporter un tribut en reconnaissance de sa suzeraineté. Quand la cour chinoise daignait envoyer des émissaires à l'étranger, ceux-ci n'étaient pas des diplomates, mais des « Envoyés célestes » de la Cour du Ciel.

L'organisation du gouvernement chinois reflétait cette approche hiérarchique de l'ordre du monde. La Chine entretenait des liens avec des États tributaires comme la Corée, la Thaïlande et le Vietnam par l'intermédiaire du ministère des Rituels, ce qui supposait que les relations diplomatiques avec ces peuples s'inscrivaient dans la mission métaphysique plus générale consistant à préserver la Grande Harmonie. Dans ses rapports avec les tribus de cavaliers moins sinisées du Nord et de l'Ouest, la Chine finit par s'appuyer sur une « cour des Dépendances », comparable à un bureau colonial, chargée de décerner des titres aux princes vassaux et de maintenir la paix sur la frontière<sup>24</sup>.

Ce n'est qu'en 1861, après avoir été vaincue militairement à deux reprises par les puissances occidentales, que, sous la pression de ces incursions, la Chine se dota d'une institution proche d'un ministère des Affaires étrangères, destinée à administrer les relations internationales comme une fonction gouvernementale à part entière. Cette création était considérée comme une nécessité temporaire, et destinée à disparaître dès que la crise immédiate se serait apaisée. Le nouveau ministère fut délibérément installé dans un vieux bâtiment ordinaire, occupé précédemment par le département des Pièces de fer, afin de transmettre, selon les propos du prince Gong, un des plus éminents hommes d'État de la dynastie Qing, « la signification cachée qu'il ne peut jouir d'un prestige égal à celui des autres bureaux gouvernementaux traditionnels, préservant ainsi la distinction entre la Chine et les pays étrangers<sup>25</sup> ».

Les idées de politique et de diplomatie internationales sur le modèle européen n'étaient pas entièrement inconnues de l'histoire chinoise ; elles

constituaient en fait une sorte de contre-tradition qui s'était imposée en Chine dans les périodes de désunion. Mais comme par une loi non écrite, ces épisodes de division s'achevaient par l'avènement d'une nouvelle dynastie qui procédait à la réunification de Tout ce qui est sous les Cieux et à la réaffirmation de la place centrale de la Chine.

Dans son rôle impérial, la Chine n'offrait pas aux peuples étrangers voisins l'égalité, mais l'impartialité : elle était prête à les traiter avec humanité et compassion en proportion de leur assimilation de la culture chinoise et de leur respect de rituels suggérant leur soumission à la Chine.

Le plus remarquable dans l'approche chinoise des affaires internationales n'était pas tant ses extravagantes prétentions formelles que sa perspicacité stratégique et sa longévité. Pendant la majeure partie de l'histoire de la Chine, les nombreux peuples « inférieurs » installés sur ses frontières longues et mouvantes furent souvent mieux armés et plus mobiles que les Chinois. On trouvait au nord et à l'ouest des populations semi-nomades – les Mandchous, les Mongols, les Ouïghours, les Tibétains et, pour finir, l'Empire russe expansionniste – dont la cavalerie était capable de lancer des incursions par-delà les frontières de la Chine et d'attaquer son cœur agricole avec une relative impunité. Les expéditions de représailles se faisaient en terrain inhospitalier et exigeaient des lignes de ravitaillement redoutablement étirées. Au sud et à l'est, la Chine avait pour voisins des peuples qui, bien que nominalement subordonnés en vertu de la cosmologie chinoise, possédaient des traditions martiales et des identités nationales non négligeables. Les plus tenaces d'entre eux, les Vietnamiens, avaient résisté farouchement aux revendications chinoises de supériorité et pouvaient se targuer d'avoir déjà vaincu la Chine militairement.

La Chine n'était pas en mesure de conquérir tous ses voisins. Sa population était essentiellement formée de paysans attachés à leurs lopins ancestraux. Son élite de mandarins ne devait pas son statut à sa vaillance au combat, mais à sa maîtrise des classiques confucéens et d'arts raffinés tels que la calligraphie et la poésie. Les peuples voisins pouvaient chacun représenter une redoutable menace ; s'ils s'unissaient tant soit peu, ils devenaient invincibles. Comme l'a fait remarquer l'historien Owen Lattimore : « L'invasion barbare était donc une menace permanente pour

la Chine [...]. Toute nation barbare capable de protéger ses arrières et ses flancs contre les autres barbares pouvait en toute confiance entreprendre d'envahir la Chine<sup>26</sup>. » La position centrale et la richesse matérielle tant vantées du pays pouvaient donc se retourner contre lui et se transformer en invitation générale à l'invasion.

La Grande Muraille, qui occupe une si grande place dans l'iconographie occidentale de la Chine, reflétait cette vulnérabilité essentielle, mais ne lui apporta que rarement une solution efficace. Les hommes d'État chinois s'appuyaient sur un vaste arsenal d'instruments diplomatiques et économiques pour inciter des étrangers potentiellement hostiles à nouer avec les Chinois des relations que ces derniers puissent contrôler. Leurs plus hautes ambitions étaient moins de conquérir d'autres terres (bien qu'il ait pu arriver à la Chine d'organiser de grandes campagnes militaires) que d'empêcher les invasions et de prévenir la formation de coalitions barbares.

Par des incitations commerciales et une habile exploitation du contexte politique, la Chine conduisit les peuples voisins à accepter les normes de sa centralité tout en projetant une image de majesté impressionnante propre à dissuader des envahisseurs potentiels de mettre sa force à l'épreuve. Son objectif n'était pas de conquérir et d'asservir les barbares, mais de les « gouverner avec une bride lâche » (*ji mi*). Quant à ceux qui refuseraient d'obéir, la Chine exploiterait leurs divisions, « utilisant les barbares pour tenir les barbares en échec » et, au besoin, « utilisant les barbares pour attaquer les barbares »<sup>27</sup>. En effet, comme l'écrivait un fonctionnaire de la dynastie Ming à propos des tribus potentiellement menaçantes installées à la frontière nord-est de la Chine :

Si les tribus sont divisées entre elles, elles [resteront] faibles et [il sera] facile de les maintenir dans une position de soumission ; si les tribus sont séparées, elles s'évitent et obéissent aisément. Nous favorisons l'un ou l'autre [de leurs chefs] et leur permettons de se combattre réciproquement. C'est un principe d'action politique qui affirme : « Les guerres entre “barbares” sont propices à la Chine<sup>28</sup>. »

Ce système avait une visée essentiellement défensive : éviter la formation de coalitions sur les frontières de la Chine. Cette manière de

gérer le danger barbare s'enracina si bien dans la pensée officielle chinoise que lorsque les « barbares » européens arrivèrent en force sur les rivages chinois au XIX<sup>e</sup> siècle, les fonctionnaires chinois employèrent, pour décrire ce nouveau danger, les mêmes expressions que leurs prédécesseurs dynastiques : ils « utiliseraient les barbares contre les barbares » jusqu'à ce qu'ils soient amadoués et soumis. Et c'est une stratégie traditionnelle qu'ils employèrent lors de la première attaque britannique en invitant d'autres pays européens à venir en Chine, dans l'idée d'exciter d'abord leur rivalité, puis de manipuler celle-ci.

En poursuivant ces objectifs, la cour chinoise choisit ses moyens avec un remarquable pragmatisme. Les Chinois achetèrent les barbares, ou utilisèrent la supériorité démographique des Han pour les diluer ; quand ils étaient vaincus, ils se soumettaient à eux, comme ce fut le cas au début des dynasties Yuan et Qing, avant de les siniser. La cour chinoise pratiquait régulièrement ce qu'on considérerait dans d'autres contextes comme une politique d'apaisement, tout en utilisant un filtre protocolaire complexe qui permettait aux élites chinoises de présenter les choses comme une affirmation de supériorité bienveillante. C'est ainsi qu'un ministre de la dynastie Han décrivit les « cinq appâts » grâce auxquels il se proposait de régler le problème des tribus de cavaliers xiongnu, sur la frontière nord-ouest de la Chine :

Leur donner [...] des vêtements et des équipages raffinés pour corrompre leurs yeux ; leur donner des mets délicats pour corrompre leur bouche ; leur donner de la musique et des femmes pour corrompre leurs oreilles ; leur fournir de hauts bâtiments, des greniers et des esclaves pour corrompre leur estomac [...] et, pour ceux qui viendront se rendre, l'empereur [devrait] leur manifester sa faveur en les honorant d'une réception impériale dans laquelle il leur servirait personnellement du vin et de la nourriture pour corrompre leur esprit.

Voilà ce qu'on peut appeler les cinq appâts<sup>29</sup>.

En période de force, la diplomatie de l'Empire du Milieu relevait de la rationalisation idéologique du pouvoir impérial. En période de déclin, elle permettait de masquer sa faiblesse et d'aider la Chine à manipuler des forces antagonistes.

Comparée à de plus récents prétendants régionaux au pouvoir, la Chine était un empire satisfait, aux ambitions territoriales limitées. Comme l'affirmait un lettré du temps de la dynastie Han, « l'empereur ne gouverne pas les barbares. Ceux qui viennent à lui ne seront pas rejetés, et ceux qui partent ne seront pas poursuivis<sup>30</sup> ». La Chine préférait avoir une périphérie docile et divisée plutôt que directement soumise à son contrôle.

L'expression la plus remarquable du pragmatisme chinois fondamental était sa réaction à l'égard des conquérants. Quand des dynastes étrangers l'emportaient au combat, l'élite bureaucratique chinoise se plaçait à leur service, convaincue qu'un pays aussi vaste et aussi singulier ne pouvait être gouverné que par les méthodes chinoises, la langue chinoise et l'administration chinoise déjà en place. À chaque génération, les conquérants seraient plus profondément assimilés dans l'ordre même qu'ils avaient cherché à dominer. Pour finir, leurs propres territoires d'origine – points de départ de leurs invasions – seraient considérés comme partie intégrante de la Chine. Eux-mêmes se placeraient au service des intérêts nationaux traditionnels de la Chine, leur projet de conquête se retrouvant ainsi littéralement inversé<sup>31</sup>.

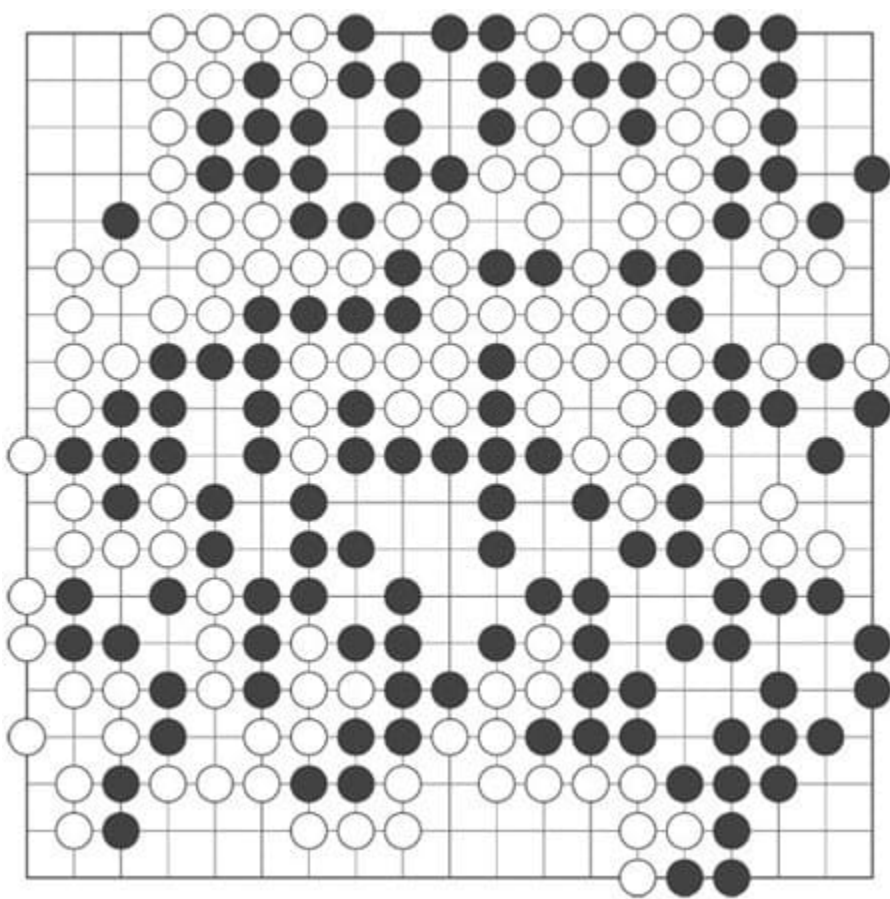
### **La Realpolitik chinoise et « L'Art de la guerre » de Sun Tzu**

Les Chinois ont pratiqué judicieusement la *Realpolitik* et ont élaboré une doctrine stratégique tout à fait distincte de la stratégie et de la diplomatie en faveur à l'Ouest. Une histoire mouvementée a appris aux dirigeants chinois que tout problème n'a pas de solution et que prétendre maîtriser parfaitement certains événements risque de bouleverser l'harmonie de l'univers. Les ennemis potentiels étaient trop nombreux pour que l'Empire pût jamais jouir d'une totale sécurité. Si la Chine était destinée à vivre dans une sécurité relative, cela sous-entendait également une insécurité relative – la nécessité de comprendre le fonctionnement de plus d'une dizaine d'États voisins dotés d'histoires et d'aspirations notablement différentes. Les hommes d'État chinois n'étaient pas adeptes du tout ou rien dans le règlement d'un conflit ; ils préféreraient se livrer à de longues manœuvres complexes. Là où la tradition occidentale prisait les affrontements décisifs et les exploits héroïques, l'idéal chinois insistait

sur la subtilité, les mesures indirectes et la patiente accumulation d'avantages relatifs.

Ce contraste se reflète dans les jeux intellectuels respectifs favorisés de chaque civilisation. Le jeu ancestral de la Chine est le *wei qi* (qui se prononce approximativement « weï chii » et que l'on connaît plus souvent en Occident sous le nom de sa variante japonaise, le jeu de go). Le *wei qi*, que l'on pourrait traduire par « jeu de pièces environnantes », repose sur un concept d'encerclement stratégique. Au départ, le plateau de jeu, un damier de dix-neuf lignes sur dix-neuf, est vide. Chaque joueur dispose de cent quatre-vingts pièces, ou pierres, toutes d'égale valeur. Les joueurs posent à tour de rôle des pierres sur un point quelconque du plateau, établissant ainsi des positions de force tout en cherchant à encercler et à prendre les pions de leur adversaire. De multiples luttes se déroulent simultanément dans différents secteurs du plateau. L'équilibre des forces se déplace insensiblement à chaque mouvement, à mesure que les joueurs appliquent des plans stratégiques et réagissent aux initiatives de leur adversaire. À la fin d'une partie bien menée, le plateau est rempli de zones de forces qui se chevauchent partiellement. La marge d'avance est souvent faible, et pour un observateur non averti, l'identité du gagnant n'est pas toujours évidente à première vue<sup>[32](#)</sup>.





*Le résultat d'un jeu de wei qi entre deux joueurs experts. Les noirs ont gagné de peu.*

*Source : David Lai, *Learning from the Stones : A Go Approach to Mastering China's Strategic Concept*, Shi, Carlisle, PA, U. S. Army War College Strategic Studies Institute, 2004.*

Les échecs, en revanche, ignorent toute autre issue qu'une victoire pleine et entière. L'objectif de la partie est de mettre l'autre joueur échec et mat, de placer le roi adverse dans une position où il ne pourra pas se déplacer sans être pris. La grande majorité des parties s'achèvent par un triomphe intégral obtenu par usure ou, plus rarement, par une manœuvre habile et spectaculaire. La seule autre issue possible est la partie nulle, les deux joueurs abandonnant tout espoir de l'emporter.

Si les échecs font la part belle à la bataille décisive, le *wei qi* privilégie une campagne prolongée. Le joueur d'échecs vise une victoire totale. Le joueur de *wei qi* cherche un avantage relatif. Aux échecs, le joueur a

toujours sous les yeux le potentiel de son adversaire ; toutes les pièces sont toujours intégralement déployées. Le joueur de *wei qi* doit tenir compte non seulement des pièces disposées sur le plateau, mais des renforts que son adversaire est en mesure de déployer. Les échecs enseignent les concepts clausewitzziens de « centre de gravité » et de « point décisif » – la partie commençant d’ordinaire par une lutte pour occuper le centre de l’échiquier. Le *wei qi* enseigne l’art de l’encercllement stratégique. Alors que le bon joueur d’échecs s’efforce d’éliminer les pièces de son adversaire par une série d’attaques frontales, un habile joueur de *wei qi* prend position sur les cases « vides » du plateau, limitant peu à peu le potentiel stratégique de son adversaire. Les échecs sont une école d’acharnement, le *wei qi* de souplesse stratégique.

On relève un contraste comparable dans la théorie militaire de la Chine. Ses fondements remontent à une période troublée, où des luttes implacables entre royaumes rivaux décimèrent la population chinoise. Réagissant à ce massacre (et désireux d’en sortir vainqueurs), des penseurs chinois élaborèrent une pensée stratégique qui valorisait la victoire par l’avantage psychologique et recommandait d’éviter le conflit direct.

La figure phare de cette tradition est entrée dans l’histoire sous le nom de Sun Tzu (ou « maître Sun »), auteur du célèbre traité intitulé *L’Art de la guerre*. Curieusement, personne ne sait exactement qui il était. Depuis l’Antiquité, les spécialistes débattent de l’identité de l’auteur de *L’Art de la guerre* et de la date de sa rédaction. Cet ouvrage se présente sous l’aspect d’un recueil de dictons d’un certain Sun Wu, général et conseiller militaire itinérant de la période des Printemps et des Automnes (770-481 av. J.-C.), consignés par ses disciples. Certains érudits chinois, puis occidentaux, se sont interrogés sur la réalité de l’existence de ce maître Sun, ou, en admettant qu’il ait vraiment vécu, se sont demandé s’il était vraiment responsable du contenu de *L’Art de la guerre*<sup>33</sup>.

Bien plus de deux mille ans après sa rédaction, ce volume d’épigrammes sur la stratégie, la diplomatie et la guerre – des observations écrites en chinois classique, à mi-chemin entre poésie et prose – reste un ouvrage de référence de la pensée militaire. Ses maximes ont trouvé une expression éclatante au cours de la guerre civile du xx<sup>e</sup> siècle entre les mains de Mao Zedong, grand admirateur de Sun Tzu,

tandis que pendant les guerres du Vietnam, Hô Chi Minh et Vô Nguyên Giap ont appliqué contre la France puis contre les États-Unis les principes de l'attaque indirecte et de la lutte psychologique chers à Sun Tzu. (Ce dernier a mené en quelque sorte une deuxième carrière à l'Ouest, des éditions populaires de *L'Art de la guerre* lui attribuant le rôle de gourou de la gestion économique moderne.) Aujourd'hui encore, les textes de Sun Tzu se caractérisent par un degré d'immédiateté et de perspicacité qui le range parmi les tout premiers penseurs stratégiques du monde. On pourrait affirmer que l'indifférence à ses principes a été largement responsable des revers subis par l'Amérique dans ses guerres asiatiques.

Ce qui distingue Sun Tzu des spécialistes occidentaux de stratégie est l'importance qu'il accorde aux éléments psychologiques et politiques par rapport aux éléments purement militaires. Les grands théoriciens militaires européens que sont Carl von Clausewitz et Antoine Henri Jomini traitent la stratégie comme une activité à part entière, distincte de la politique. Le célèbre aphorisme de Clausewitz lui-même affirmant que la guerre est la continuation de la politique par d'autres moyens sous-entend qu'avec la guerre, l'homme d'État s'engage dans une phase nouvelle et distincte.

Sun Tzu opère la fusion entre ces deux sphères. Alors que les stratèges occidentaux réfléchissent aux moyens de rassembler une force supérieure sur le point décisif, Sun Tzu s'interroge sur la façon d'établir une position politique et psychologique dominante, de manière à ce que l'issue d'un conflit ne fasse aucun doute. Les stratèges occidentaux vérifient la validité de leurs principes par des victoires au combat ; Sun Tzu la confirme par des victoires qui rendent les batailles superflues.

Le traité de Sun Tzu n'a rien du ton exalté de certains ouvrages européens sur le sujet, et l'héroïsme personnel n'y a pas sa place. La gravité de son propos trouve une bonne illustration dans le début solennel de *L'Art de la guerre* :

*La guerre est  
Une grave affaire de l'État ;  
C'est un lieu  
De vie et de mort,*

*Une route  
Vers la survie et l'extinction,  
Une affaire  
À méditer soigneusement [34](#).*

Les conséquences de la guerre étant d'une gravité extrême, la prudence est la valeur la plus précieuse qui soit :

*Un souverain  
Ne doit jamais  
Mobiliser ses hommes  
Par colère ;  
Un général ne doit jamais  
Engager le combat  
Par dépit...*

*La colère  
Peut se transformer  
En plaisir ;  
Le dépit  
Peut se transformer  
En joie.  
Mais une nation détruite  
Ne peut  
Être reconstruite ;  
Un homme mort  
Ne peut  
Être ramené à la vie.*

*Aussi le souverain éclairé  
Est-il prudent ;  
Le général efficace  
Circonspect.  
C'est le moyen  
De maintenir une nation  
En paix*

*Et une armée  
Intacte [35](#) .*

Comment se manifeste la prudence d'un homme d'État ? Pour Sun Tzu, la victoire n'est pas le simple triomphe des forces armées. C'est au contraire l'accomplissement des objectifs politiques ultimes que le conflit militaire était censé assurer. Au lieu de provoquer l'ennemi sur le champ de bataille, mieux vaut le démoraliser ou le conduire habilement dans une position défavorable d'où il lui sera impossible de se dégager. Parce que la guerre est une entreprise désespérée et complexe, il est essentiel de bien se connaître. La stratégie se réduit à une lutte psychologique :

*L'excellence ultime  
N'est pas de remporter  
Toutes les batailles  
Mais de vaincre l'ennemi  
Sans jamais se battre.  
La plus haute forme d'art de la guerre  
Est d'attaquer  
La stratégie même [de l'ennemi] ;  
La suivante,  
D'attaquer [ses]  
Alliances.  
La suivante,  
D'attaquer des armées ;  
La forme de guerre la plus vile est  
D'attaquer des villes.  
La guerre de siège  
Est un dernier recours...*

*L'habile stratège  
Vainc l'ennemi  
Sans livrer bataille,  
S'empare de la ville  
Sans en faire le siège,  
Renverse l'État ennemi*

*Sans guerre prolongée<sup>36</sup>.*

Dans l'idéal, le commandant devrait atteindre une position de domination tellement incontestée qu'il pourrait entièrement éviter de se battre. Faute de quoi, il fallait recourir aux armes pour porter un coup de grâce après une analyse et une préparation logistiques, diplomatiques et psychologiques minutieuses. D'où la formule suivante :

*L'armée victorieuse  
Est victorieuse d'abord  
Et cherche la bataille plus tard ;  
L'armée vaincue  
Livre bataille d'abord  
Et cherche la victoire ensuite<sup>37</sup>.*

Parce que les attaques contre la stratégie de l'adversaire et contre ses alliances exigent de la psychologie et de la finesse, Sun Tzu insiste beaucoup sur le recours aux subterfuges et à la désinformation. « *Lorsque cela est possible* », conseillait-il,

*Feins l'impuissance ;  
Quand tu déploies des troupes,  
Donne l'impression de ne pas le faire.  
Quand tu es près,  
Donne l'impression d'être loin ;  
Quand tu es loin,  
Donne l'impression d'être près<sup>38</sup>.*

Pour le commandant qui suit les préceptes de Sun Tzu, une victoire remportée indirectement par la tromperie ou la manipulation est plus humaine (et certainement plus économique) que le triomphe arraché par une force supérieure. *L'Art de la guerre* conseille au commandant d'inciter son adversaire à agir comme lui-même l'entend, ou de l'acculer dans une telle impasse qu'il préférera rendre son armée ou son État intacts.

L'idée la plus perspicace de Sun Tzu est peut-être que, dans une lutte militaire ou stratégique, tout est important et tout est lié : les données climatiques, le terrain, la diplomatie, les rapports d'espions et d'agents doubles, le ravitaillement et la logistique, l'équilibre des forces, les analyses historiques, les impondérables de la surprise et du moral. Chaque élément influe sur les autres, entraînant de subtiles modifications de vitesse et d'avantage relatif. Il n'existe pas d'événements isolés.

Aussi la tâche du stratège est-elle moins d'analyser une situation donnée que de déterminer la relation qu'elle entretient avec le contexte dans lequel elle se produit. Une conjoncture particulière n'est jamais statique ; toute situation est temporaire et par essence évolutive. Le stratège doit saisir le sens de cette évolution et l'exploiter à ses fins. Sun Tzu emploie le terme de « *shi* » pour désigner cette qualité, une notion sans équivalent occidental<sup>39</sup>. Dans le contexte militaire, « *shi* » évoque la tendance stratégique et l'« énergie potentielle » d'une situation en évolution, « le pouvoir inhérent à la disposition particulière d'éléments et [...] le sens dans lequel elle tend à se développer<sup>40</sup> ». Dans *L'Art de la guerre*, ce mot désigne la configuration éternellement mouvante de forces ainsi que leur direction générale.

Pour Sun Tzu, le stratège qui maîtrise le *shi* ressemble à l'eau qui coule vers l'aval, trouvant automatiquement le cours le plus rapide et le plus aisé. Un commandant brillant attend avant de foncer au combat tête baissée. Il répugne à affronter la force adverse ; il passe son temps à observer les changements du paysage stratégique et à les cultiver. Il étudie les préparatifs de l'ennemi et son moral, ménage ses ressources et les définit soigneusement, et exploite les faiblesses psychologiques de son adversaire – au moins jusqu'à ce qu'il trouve le moment opportun pour le frapper à son point le plus faible. Il déploie ensuite ses ressources promptement et soudainement, se précipitant vers l'« aval » en suivant la voie de moindre résistance, affirmant une supériorité devenue fait accompli grâce à un calendrier précis et à une préparation minutieuse<sup>41</sup>. *L'Art de la guerre* énonce moins une doctrine de conquête territoriale que de domination psychologique ; c'est ainsi que les Nord-Vietnamiens ont combattu l'Amérique (bien qu'en général Hanoi ait également traduit ses gains psychologiques en conquêtes territoriales concrètes).

Dans l'ensemble, la diplomatie chinoise a tendance à considérer tout le paysage stratégique comme un simple élément d'une entité unique : le bien et le mal, le proche et le lointain, la force et la faiblesse, le passé et le futur – tout est imbriqué. Contrairement à l'approche occidentale qui considère l'histoire comme un processus qui progresse vers plus de modernité à travers une série de victoires intégrales sur le mal et sur l'arriération, la vision chinoise traditionnelle de l'histoire insiste sur un processus cyclique de déclin et de rectification, dans lequel la nature et le monde peuvent être compris mais jamais entièrement maîtrisés. Le mieux qu'on puisse faire est de se développer en harmonie avec eux. La stratégie et la diplomatie deviennent des moyens de « coexistence combative » avec des adversaires. L'objectif est de les acculer par d'habiles manœuvres dans une position de faiblesse, tout en échafaudant son propre *shi*, sa position stratégique<sup>42</sup>.

Cette méthode de « manœuvres » est évidemment un idéal qui ne recouvre pas toujours la réalité. Tout au long de leur histoire, les Chinois ont connu leur part de conflits violents et dénués de toute subtilité, sur leur territoire ou, occasionnellement, à l'étranger. Lorsque ces conflits éclataient, comme ce fut le cas pendant la période d'unification de la Chine sous la dynastie Qin, du temps des Trois Royaumes, au moment de la répression de la révolte des Taiping et de la guerre civile du <sup>xx</sup><sup>e</sup> siècle, la Chine a subi des pertes humaines d'une ampleur comparable à celle des guerres mondiales européennes. Les conflits armés les plus sanglants ont suivi l'effondrement du système intérieur chinois – ils ont représenté, en d'autres termes, un aspect des ajustements internes d'un État qui se préoccupe à parts égales de stabilité intérieure et de protection contre les menaces d'invasions étrangères.

Pour les sages classiques de la Chine, le monde était impossible à conquérir ; les souverains raisonnables ne pouvaient qu'espérer vivre en harmonie avec ses tendances. Il n'y avait pas de Nouveau Monde à peupler, pas de rédemption attendant l'humanité sur des rivages lointains. La terre promise était la Chine, et les Chinois s'y trouvaient déjà. En théorie, les bienfaits de la culture de l'Empire du Milieu pouvaient être étendus, grâce à l'exemple de la supériorité chinoise, aux étrangers vivant à la périphérie de l'Empire. Mais il n'y avait aucune gloire à attendre



d'expéditions par-delà les mers pour convertir des « païens » au mode de vie chinois ; les coutumes de la Dynastie céleste étaient clairement hors de portée des barbares lointains.

Peut-être touchons-nous ici du doigt le sens profond de l'abandon par la Chine de ses traditions navales. Dans une conférence sur la philosophie de l'histoire prononcée dans les années 1820, Hegel évoquait la tendance chinoise à considérer l'immense océan Pacifique comme un désert sans intérêt. Il notait que la Chine, globalement, ne s'aventurait pas sur les mers et comptait au contraire sur son immense masse continentale. La terre imposait « une multitude infinie de dépendances », alors que la mer envoyait les hommes « au-delà de ces cercles limités de pensée et d'action » : « Cette extension de la mer au-delà des limites de la terre manque aux splendides édifices des États asiatiques, bien qu'eux-mêmes bordent la mer – comme la Chine, par exemple. Pour eux, la mer n'est que la limite, la cessation de la terre ; ils n'entretiennent aucune relation positive avec elle. » L'Occident avait pris la mer pour répandre son commerce et ses valeurs à travers le monde. À cet égard, affirmait Hegel, la Chine, assujettie à la terre – alors qu'en réalité elle avait été un jour la plus grande puissance navale du monde –, était « coupée de l'évolution historique générale<sup>43</sup> ».

Avec ces traditions particulières et ces habitudes millénaires de supériorité, la Chine a fait son entrée dans les temps modernes sous les traits d'un empire très singulier : un État revendiquant pour sa culture et ses institutions une validité universelle, mais ne cherchant guère à faire du prosélytisme ; le pays le plus riche du monde, mais indifférent au commerce extérieur et à l'innovation technologique ; une culture cosmopolite surveillée par une élite politique ignorant que l'ère des grandes explorations occidentales venait de commencer ; et une entité politique d'une étendue géographique sans égale, inconsciente des courants technologiques et historiques qui ne tarderaient pas à menacer son existence même.

<sup>43</sup> - La faculté pour un pays d'obtenir ce qu'il veut par la simple attraction qu'il exerce. (*N.d.T.*)

## Chapitre 2

### La question du *kowtow* et la guerre de l'Opium

À la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, la Chine était au zénith de sa puissance impériale. La dynastie Qing, fondée en 1644 par des tribus de cavaliers mandchous entrées en Chine par le nord-est, avait fait de ce pays une puissance militaire de premier plan. Associant le talent guerrier des Mandchous et des Mongols aux talents culturels et gouvernementaux des Chinois Han, le pays s'engagea dans une campagne d'expansion territoriale au nord et à l'est, établissant une sphère d'influence chinoise qui s'enfonçait profondément en Mongolie, au Tibet et dans l'actuel Xinjiang. La Chine dominait l'Asie ; elle pouvait rivaliser avec n'importe quel empire sur terre<sup>44</sup>.

Néanmoins, l'apogée de la dynastie Qing marqua également le tournant de son existence. En effet, la richesse et l'étendue de la Chine attirèrent l'attention d'empires occidentaux et de sociétés commerciales dont les activités excédaient largement les limites et le bagage conceptuel de l'ordre du monde chinois traditionnel. Pour la première fois de son histoire, la Chine affronta des « barbares » qui ne cherchaient plus à destituer sa dynastie pour exercer eux-mêmes le Mandat du Ciel ; ils se proposaient au contraire de remplacer le système sinocentrique par une conception entièrement nouvelle de l'ordre mondial – la liberté de commerce au lieu du tribut, l'établissement d'ambassades permanentes dans la capitale chinoise, et un système d'échanges diplomatiques qui ne considérerait pas les chefs d'État non chinois comme d'« honorables barbares » faisant serment d'allégeance à leur empereur de Pékin.

À l'insu des élites chinoises, ces sociétés étrangères avaient inventé de nouvelles méthodes industrielles et scientifiques qui surpassaient celles de la Chine pour la première fois depuis des siècles – et peut-être même de

l'histoire. La machine à vapeur, les chemins de fer, de nouvelles méthodes de fabrication et de capitalisation assuraient aux pays occidentaux de remarquables gains de productivité. Mues par un élan de conquête qui les projetait dans la sphère de domination traditionnelle de la Chine, les puissances occidentales se moquaient des prétentions chinoises de suzeraineté universelle sur l'Europe et sur l'Asie. Elles étaient bien décidées à imposer à la Chine – par la force, au besoin – leurs propres normes de comportement international. L'affrontement qui s'ensuivit remit en question la cosmologie chinoise fondamentale et laissa des plaies qui suppuraient encore plus d'un siècle plus tard, en un temps où la Chine avait retrouvé sa grandeur.

Les autorités chinoises avaient pris note dès le <sup>xvii</sup><sup>e</sup> siècle du nombre croissant de marchands européens qui débarquaient sur le littoral sud-est de leur pays. Elles ne voyaient guère de différence entre les Européens et les autres étrangers opérant sur les franges de leur empire, hormis peut-être leur impuissance particulièrement flagrante à rivaliser avec les réalisations culturelles de la Chine. Officiellement, ces « barbares de l'océan occidental » furent rangés dans la catégorie des « envoyés tributaires » ou des « marchands barbares ». En de rares occasions, certains furent autorisés à venir à Pékin, où – pour ceux qui étaient admis en présence de l'Empereur – ils étaient censés accomplir le *kowtow* rituel : l'acte de prosternation, le front touchant terre par trois fois.

Les points d'entrée en Chine et les voies conduisant à la capitale étaient extrêmement limités pour les représentants étrangers. L'accès au marché chinois se réduisait à un commerce saisonnier strictement réglementé à Guangzhou (connu alors sous le nom de Canton). Chaque hiver, les marchands étrangers se voyaient priés de rentrer chez eux. Ils n'étaient pas autorisés à s'enfoncer plus profondément en territoire chinois. Les réglementations les tenaient délibérément à distance. Il était illégal d'enseigner la langue chinoise à ces barbares et de leur vendre des livres sur l'histoire ou la culture chinoises. Toutes leurs communications devaient se faire par l'intermédiaire de marchands locaux spécialement accrédités<sup>45</sup>.

Les notions de liberté du commerce, d'ambassades permanentes et de souveraineté égale – les droits minimaux, à cette date, dont jouissaient les

Européens dans presque toutes les autres régions du monde – étaient inconnues en Chine. On avait fait une exception tacite en faveur de la Russie. Sa rapide expansion vers l'est (les domaines du tsar étaient désormais contigus aux territoires Qing au Xinjiang, en Mongolie et en Mandchourie) la plaçait dans une position unique, particulièrement menaçante pour la Chine. En 1715, la dynastie Qing autorisa l'établissement d'une mission orthodoxe russe à Pékin ; celle-ci assumait en définitive le rôle d'ambassade *de facto*, et resta pendant plus d'un siècle la seule mission étrangère de ce genre en Chine.

Aussi limités fussent-ils, les contacts concédés aux marchands d'Europe de l'Ouest étaient considérés par les Qing comme une faveur exceptionnelle. Le Fils du Ciel leur avait, selon les Chinois, manifesté sa bienveillance en les autorisant à participer à leurs échanges commerciaux – et plus particulièrement au commerce du thé, de la soie, des objets de laque et de la rhubarbe, des articles pour lesquels les barbares de l'océan occidental s'étaient pris d'un appétit insatiable. L'Europe était trop éloignée de l'Empire du Milieu pour qu'il fût possible de la siniser un jour sur le modèle coréen ou vietnamien.

Dans un premier temps, les Européens acceptèrent le rôle de mendiants au sein d'un ordre chinois qui les désignait comme « barbares » et considérait leur commerce comme un « tribut ». Mais à mesure que les puissances occidentales gagnaient en richesse et en assurance, la situation devint intenable.

### **La mission Macartney**

Les postulats de l'ordre du monde chinois étaient particulièrement blessants pour les Britanniques (les « barbares à cheveux rouges », comme les désignaient certains documents). Première puissance commerciale et navale de l'Occident, l'Angleterre renâclait à jouer le rôle que lui attribuait la cosmologie de l'Empire du Milieu, dont l'armée, notait les Britanniques, se servait encore essentiellement d'arcs et de flèches et dont la marine était pour ainsi dire inexistante. Les négociants anglais s'indignaient d'être de plus en plus « étranglés » par les marchands chinois désignés de Guangzhou, intermédiaires obligés de toutes les

transactions occidentales en vertu des réglementations chinoises. Ils voulaient avoir accès au reste du marché chinois, au-delà du littoral du Sud-Est.

La première grande tentative britannique pour remédier à cette situation fut la mission chinoise de Lord George Macartney en 1793-1794. Ce fut l'entreprise européenne la plus remarquable, la mieux conçue et la moins « militariste » destinée à modifier le visage des relations sino-occidentales et à obtenir la liberté du commerce ainsi qu'une représentation diplomatique sur un pied d'égalité. Ce fut un échec complet.

Il peut être instructif d'étudier un peu plus en détail la mission Macartney. Le journal intime de cet émissaire illustre bien comment la conception que les Chinois se faisaient de son rôle s'est traduite dans les faits – tout en révélant l'abîme entre les conceptions occidentales et chinoises de la diplomatie. Macartney était un éminent haut fonctionnaire, très cultivé, qui avait derrière lui de longues années d'expérience des relations internationales et qui possédait un sens aigu de la diplomatie « orientale ». Il avait été pendant trois ans envoyé extraordinaire à la cour de Catherine la Grande à Saint-Pétersbourg, où il avait négocié un traité d'amitié et de commerce. À son retour, il avait publié un recueil de réflexions sur l'histoire et la culture russes qui fut fort bien accueilli. Il avait ensuite été gouverneur de Madras. Il était donc aussi bien armé que n'importe lequel de ses contemporains pour inaugurer une nouvelle forme de diplomatie entre des civilisations différentes.

Les objectifs de la mission Macartney en Chine auraient paru modestes à tout honnête homme britannique de son temps – surtout en comparaison avec la domination que la Grande-Bretagne avait imposée de fraîche date au grand pays voisin, l'Inde. Le Home Secretary, Henry Dundas, présenta les instructions de Macartney comme une tentative pour assurer « la liberté de communication avec un peuple, peut-être le plus singulier de la Planète ». Il s'agissait avant tout d'obtenir un échange d'ambassadeurs entre Pékin et Londres et l'accès des marchands britanniques à d'autres ports du littoral chinois. Sur ce dernier point, Dundas chargea Macartney d'attirer l'attention des Chinois sur le système « décourageant » et « arbitraire » des réglementations de Guangzhou qui empêchait les négociants anglais de se livrer à la « concurrence loyale du Marché » (un

concept sans équivalent direct dans la Chine confucéenne). Il devait, souligna Dundas, nier toute ambition territoriale en Chine – une assurance qui ne pouvait qu’être jugée insultante par le destinataire, car elle supposait que la Grande-Bretagne aurait pu nourrir de telles ambitions<sup>46</sup>.

Le gouvernement britannique s’adressait à la cour chinoise d’égal à égal, ce que l’élite dirigeante anglaise considérait comme un honneur insigne accordé à un pays non occidental, et que les Chinois voyaient comme une insolence et un signe d’insubordination. Dundas donna instruction à Macartney de profiter de la « première occasion » pour faire savoir à la cour chinoise qu’aux yeux du roi George III, la mission Macartney était « une ambassade envoyée à la Nation du Monde la plus civilisée en même temps que la plus ancienne et la plus peuplée, afin d’observer ses célèbres institutions et de transmettre et recevoir les bienfaits qui ne peuvent que résulter de relations ouvertes et amicales entre ce Pays et le sien ». Dundas l’exhorta à respecter « tous les cérémonials de cette Cour qui ne risquent pas d’engager l’honneur de votre Souverain ni d’amoindrir votre propre dignité au risque de compromettre le succès de votre négociation ». Il ne devait pas, soulignait Dundas, « laisser quelque point d’étiquette faire obstacle aux bénéfices majeurs susceptibles de résulter » du succès de sa mission<sup>47</sup>.

Pour seconder ses desseins, Macartney emporta dans ses bagages de nombreux exemples du talent scientifique et industriel de son pays. Sa suite comprenait un chirurgien, un médecin, un mécanicien, un métallurgiste, un horloger, un fabricant d’instruments de mathématiques et « Cinq Musiciens Allemands » qui devaient se produire le soir. (Ces concerts furent au demeurant l’un des aspects les plus réussis de son ambassade.) Les présents qu’il offrit à l’Empereur comprenaient des produits manufacturés destinés, pour une part du moins, à prouver à la Chine les bénéfices fabuleux qu’elle pourrait tirer de relations commerciales avec l’Angleterre : des pièces d’artillerie, un carrosse, des montres-bracelets serties de diamants, de la porcelaine britannique (copiée, comme le relevèrent avec approbation les fonctionnaires Qing, sur la céramique chinoise), ainsi que des portraits du roi et de la reine peints par Joshua Reynolds. Macartney apportait même une montgolfière

dégonflée dans la vaine intention de faire survoler Pékin à des membres de sa mission en guise de démonstration.

La mission Macartney n'accomplit aucun de ses objectifs : la différence de perception entre les deux pays était tout simplement insurmontable. Macartney avait cherché à prouver les bienfaits de l'industrialisation, mais l'Empereur considéra ses présents comme un simple tribut. L'envoyé britannique s'attendait à ce que ses hôtes chinois reconnaissent leur retard spectaculaire sur les progrès de la civilisation technologique et n'aient de cesse de nouer une relation privilégiée avec l'Angleterre afin de remédier à leur arriération. En réalité, les Chinois traitèrent les Anglais comme une tribu barbare arrogante et mal informée, qui cherchait à extorquer des faveurs particulières au Fils du Ciel. La Chine restait attachée à son mode de vie agricole, sa croissance démographique rendant la production alimentaire plus essentielle que jamais et son administration confucéenne ignorant les éléments clés de l'industrialisation : l'énergie de la vapeur, le crédit et le capital, la propriété privée et l'instruction publique.

La première note discordante se fit entendre au moment où Macartney et sa suite se dirigèrent vers Jehol, la capitale d'été située au nord-est de Pékin, en remontant le long de la côte chinoise dans des voiliers chargés de généreux présents et de mets délicats, mais arborant des inscriptions chinoises proclamant : « L'Ambassadeur anglais apportant son tribut à l'Empereur de Chine ». Conformément aux instructions de Dundas, Macartney décida de « ne pas [s']en plaindre, [se] réservant d'en faire état si une occasion opportune se présent[ait]<sup>48</sup> ». Cependant, alors qu'il approchait de Pékin, les principaux mandarins chargés de s'occuper de cette mission engagèrent une négociation qui illustra la divergence de vues des deux parties. La question était de savoir si Macartney se prosternerait devant l'Empereur en accomplissant le *kowtow* ou si, comme il l'exigeait, il pourrait suivre la coutume britannique en mettant simplement un genou en terre.

Le camp chinois ouvrit les discussions de manière indirecte en rappelant, comme le nota Macartney dans son journal, « les différents modes d'habillement en vigueur dans les différentes nations ». Les mandarins en conclurent que le costume chinois était, en définitive, supérieur, car il permettait à celui qui le portait d'accomplir avec plus

d'aisance « les génuflexions et prosternations qu'il était, selon eux, habituel que chacun exécute à chaque apparition publique de l'Empereur ». La délégation britannique ne jugerait-elle pas plus commode de se débarrasser de ses culottes et de ses jarrettières encombrantes avant d'approcher l'auguste présence de l'Empereur ? Macartney rétorqua en suggérant que certainement, l'Empereur ne pourrait qu'être flatté que Macartney lui fasse « le même salut qu'à [s]on propre Souverain<sup>49</sup> ».

Les discussions sur la « question du *kowtow* » se poursuivirent par intermittence pendant plusieurs semaines. Les mandarins plaçaient Macartney devant cette alternative : accomplir le *kowtow* ou rentrer chez lui les mains vides. Macartney résista. Finalement, on accepta qu'il respecte la coutume européenne et mette un genou en terre. Ce serait son unique victoire (s'agissant, du moins, de sa conduite réelle ; le rapport chinois officiel prétendait que, subjugué par la majesté imposante de l'Empereur, Macartney avait tout de même exécuté le *kowtow*<sup>50</sup>).

Tout cela s'inscrivait dans le cadre complexe du protocole chinois, qui permit à ses hôtes de contrecarrer et de repousser les propositions de Macartney tout en lui accordant les plus grandes marques d'attention. Pris dans les rets d'une étiquette envahissante dont chaque aspect, lui expliquait-on, répondait à un objectif inaltérable, prescrit par les lois du cosmos, Macartney ne fut guère en mesure d'engager la moindre négociation. Il nota également avec un mélange de respect et de malaise l'efficacité de la vaste administration de la Chine, relevant que « toutes les circonstances nous concernant et le moindre mot qui sort de nos lèvres [était] minutieusement remémoré et consigné<sup>51</sup> ».

À la consternation de Macartney, les merveilles technologiques de l'Europe n'impressionnèrent apparemment pas ses interlocuteurs. Lorsque les membres de son groupe firent la démonstration de leurs canons montés, « notre accompagnateur a feint de les prendre à la légère et nous en a parlé comme si de tels objets n'étaient pas une nouveauté en Chine<sup>52</sup> ». Ses lentilles, son carrosse et sa montgolfière furent écartés avec une condescendance courtoise.



Un mois et demi plus tard, l'ambassadeur attendait toujours une audience de l'Empereur, ce délai ayant été occupé par des banquets, des divertissements et des discussions sur le cérémonial idoine de cette éventuelle réception impériale. Il fut finalement convoqué à quatre heures du matin dans « une vaste tente de belle allure » pour attendre l'Empereur, lequel apparut effectivement en grande pompe, porté dans un palanquin. Macartney admira la magnificence du protocole chinois en vertu duquel « chaque fonction de la cérémonie a été accomplie dans un silence et une solennité telles qu'elle ressemblait dans une certaine mesure à la célébration d'un mystère religieux<sup>53</sup> ». Après avoir remis des présents à Macartney et à sa suite, l'Empereur accorda un traitement de faveur aux Britanniques en leur « envo[yant] plusieurs plats de sa propre table », puis en offrant « à chacun de nous, de ses propres mains, une coupe de vin chaud, que nous avons immédiatement bue en sa présence<sup>54</sup> ». Rappelez-vous que le fait que l'Empereur serve personnellement du vin aux envoyés étrangers figurait expressément parmi les cinq appâts de la dynastie Han destinés aux barbares<sup>55</sup>.

Le lendemain, Macartney et sa suite furent convoqués pour célébrer l'anniversaire de l'Empereur. Finalement, celui-ci appela Macartney dans sa loge pendant qu'ils assistaient à une représentation théâtrale. Enfin, pensa l'émissaire britannique, il allait pouvoir régler les affaires pour lesquelles il était venu. Mais l'Empereur l'éconduisit avec un nouveau présent, une boîte de pierres précieuses et, nota Macartney, « un petit livre, écrit et peint de sa propre main, qu'il désirait que j'offre au Roi, mon maître, en gage de son amitié, affirmant que la boîte était dans sa famille depuis huit cents ans<sup>56</sup> ».

Ces témoignages de bienveillance impériale ayant été remis, les fonctionnaires chinois firent comprendre à Macartney que, en raison de l'hiver qui approchait, il était temps de reprendre la mer. L'Anglais protesta : les deux camps n'étaient pas encore « entrés en négociation » sur les différents points de ses instructions officielles ; il avait « à peine engagé sa mission ». Le vœu du roi George était, souligna Macartney, qu'il soit autorisé à résider à la cour chinoise en tant qu'ambassadeur britannique permanent.

Le 3 octobre 1793 au matin, un mandarin réveilla Macartney de bonne heure et l'invita à se rendre en grande tenue de cérémonie à la Cité interdite où il serait répondu à sa requête. Après avoir attendu plusieurs heures, il dut gravir un escalier pour s'approcher d'une chaise recouverte de soie sur laquelle se trouvait, non pas l'Empereur, mais une lettre de ce dernier adressée au roi George. Les fonctionnaires chinois se prosternèrent devant la lettre, laissant Macartney mettre genou en terre. Enfin, la communication impériale fut portée en grande pompe dans les appartements de Macartney. Il s'agissait d'un des messages les plus humiliants jamais adressés à la diplomatie britannique.

L'édit commençait par prendre note de la « respectueuse humilité » qu'avait manifestée le roi George en envoyant une mission en Chine apporter son tribut :

Vous vivez, Ô Roi, au-delà des limites de nombreuses mers, et pourtant, poussé par votre humble désir de prendre part aux bienfaits de notre civilisation, vous avez dépêché une mission chargée de transmettre respectueusement votre pétition.

L'Empereur rejetait ensuite toutes les requêtes concrètes présentées par Macartney, y compris sa demande de résider à Pékin en tant que diplomate :

Quant à votre prière d'envoyer un de vos ressortissants afin qu'il soit accrédité à ma Cour céleste et contrôle le commerce de votre pays avec la Chine, cette requête est contraire à tous les usages de ma dynastie et ne saurait en aucun cas être envisagée. [...] [Il ne pourrait] se voir accorder la liberté de mouvement ni le privilège de correspondre avec son propre pays ; vous ne gagneriez donc rien à ce qu'il réside parmi nous.

Il était encore plus absurde, poursuivait la missive, d'imaginer que la Chine pourrait envoyer son propre ambassadeur à Londres :

[À supposer] que j'envoie un ambassadeur résider dans votre pays, comment pourriez-vous prendre les dispositions indispensables à sa venue ? L'Europe est formée de nombreuses autres nations, outre la vôtre : si toutes et chacune demandaient à être représentées à notre

Cour, comment pourrions-nous possiblement y consentir ? La chose est tout à fait infaisable.

Peut-être, supposait l'Empereur, le roi George avait-il envoyé Macartney s'initier aux bienfaits de la civilisation chinoise. Mais c'était, là encore, une chose tout à fait impossible :

Si vous affirmez que la vénération que vous éprouvez pour Notre Dynastie céleste vous inspire le désir d'adopter notre civilisation, sachez que nos cérémonies et notre code de lois sont tellement différents des vôtres que même si votre Envoyé était capable d'acquérir les rudiments de notre civilisation, vous ne pourriez en aucun cas transplanter nos us et coutumes sur votre sol étranger.

S'agissant des propositions de Macartney concernant les bénéfices d'échanges commerciaux entre la Grande-Bretagne et la Chine, la Cour céleste avait déjà manifesté aux Britanniques une grande faveur en leur accordant « une entière liberté du commerce à Canton depuis plusieurs années » ; il était « totalement déraisonnable » de demander davantage. Et Macartney se trompait lourdement en pensant que la Chine pouvait discerner quelque avantage dans les produits du commerce britannique :

Les objets étranges et coûteux ne m'intéressent pas. Si j'ai commandé que les offrandes de tribut que vous nous avez fait porter, Ô Roi, soient acceptées, c'était uniquement en considération de l'esprit qui vous a incité à les envoyer de si loin... Comme votre Ambassadeur peut le constater par lui-même, nous possédons toutes les choses<sup>57</sup>.

Dans ces circonstances, toute relation commerciale outrepassant celles qui existaient déjà était exclue. La Grande-Bretagne n'avait rien à offrir dont la Chine eût besoin, et la Chine avait déjà accordé à la Grande-Bretagne tout ce que ses réglementations divines autorisaient.

De toute évidence, l'affaire était entendue et Macartney décida de regagner l'Angleterre via Guangzhou. Alors qu'il était sur le départ, il remarqua que, depuis le rejet impérial global des requêtes de la Grande-Bretagne, les mandarins se montraient un peu plus prévenants qu'auparavant, ce qui le conduisit à se demander si la cour n'avait pas changé d'avis. Il s'en enquit, mais les Chinois en avaient fini avec la

courtoisie diplomatique. Le requérant barbare semblant imperméable à toute subtilité, on lui remit un édit impérial plutôt menaçant. L'Empereur assurait le roi George qu'il était parfaitement conscient de « l'éloignement isolé de votre île, coupée du monde par des étendues de mer intermédiaires ». Mais la capitale chinoise était « le pivot et le centre autour desquels tournent toutes les régions de la planète... Les sujets de nos dépendances n'ont jamais été autorisés à ouvrir des lieux d'affaires à Pékin ». Il concluait par une remontrance :

Aussi vous ai-je exposé les faits en détail, et il est de votre devoir impérial d'apprécier respectueusement mes sentiments et d'obéir dorénavant et pour toujours à ces instructions, de manière à pouvoir jouir des bienfaits d'une paix perpétuelle<sup>58</sup>.

L'Empereur, manifestement peu au fait de la tendance des dirigeants européens à la rapacité violente, jouait avec le feu, mais il l'ignorait. L'estimation que fit Macartney au moment de quitter la Chine était inquiétante :

Une paire de frégates anglaises serait trop forte partie pour la totalité de la force navale de leur empire... dans la moitié d'un été, elles pourraient anéantir leur navigation côtière et réduire à une famine absolue les habitants des provinces maritimes, qui vivent essentiellement de pêche<sup>59</sup>.

Aussi arrogante que puisse nous paraître aujourd'hui l'attitude des Chinois, il ne faut pas oublier qu'ils avaient su organiser et préserver un ordre impérial de première importance pendant des siècles. Du temps de Macartney, engager des relations commerciales avec l'Occident ne présentait pas, à première vue, d'avantage évident : dans la mesure où le PIB de la Chine était encore près de sept fois supérieur à celui de la Grande-Bretagne, l'Empereur était certainement excusable de penser que c'était Londres qui avait besoin de l'assistance de Pékin et non l'inverse<sup>60</sup>.

La cour impériale se félicita indéniablement de l'habileté avec laquelle elle avait manœuvré les barbares, dont la mission demeura sans suite pendant plus de vingt ans. Mais ce répit tenait moins au talent de la diplomatie chinoise qu'aux guerres napoléoniennes, qui absorbèrent les ressources des États européens. En 1816, dès qu'on se fut débarrassé de

Napoléon, une nouvelle expédition, dirigée par Lord Amherst, surgit au large des côtes chinoises. Cette fois, l'impasse protocolaire dégénéra en une véritable rixe entre les émissaires britanniques et les mandarins de la cour rassemblés devant la salle du trône. Amherst refusant de se prosterner devant l'Empereur que les Chinois s'obstinaient à appeler « le souverain universel », sa mission fut renvoyée sans autre forme de procès. Le prince régent britannique reçut l'ordre de s'efforcer « docilement » de « faire des progrès pour devenir plus civilisé » ; en attendant, il n'était pas besoin d'autres ambassadeurs « pour prouver que vous êtes de fait notre vassal<sup>61</sup> ».

En 1834, le secrétaire britannique aux Affaires étrangères Lord Palmerston envoya une nouvelle mission chargée de soumettre une proposition de première importance. Peu au fait des règlements dynastiques des Qing, Palmerston dépêcha l'officier de marine écossais Lord Napier muni d'instructions contradictoires : il devait se « conformer aux lois et usages de la Chine », tout en réclamant l'établissement de relations diplomatiques permanentes et d'une ambassade britannique à Pékin, l'accès à d'autres ports de la côte chinoise et, pour faire bonne mesure, la liberté de commerce avec le Japon<sup>62</sup>.

Lorsque Napier débarqua à Guangzhou, ce fut l'impasse : le gouverneur local refusa de recevoir ses lettres et inversement, car ils jugeaient l'un comme l'autre humiliant de traiter avec un interlocuteur de rang aussi modeste. Napier, que les autorités locales avaient à cette date affublé d'un nom chinois qui pourrait se traduire par « Laborieusement Infâme », fit appel à un traducteur local et afficha dans tout Guangzhou des placards belliqueux. Le destin se chargea finalement de régler ce problème barbare contrariant pour les Chinois : Napier et son traducteur contractèrent la fièvre paludéenne et passèrent de vie à trépas. Mais avant de rendre l'âme, Napier prit note de l'existence de Hong Kong, un affleurement rocheux peu densément peuplé qui, estima-t-il, offrirait un excellent port naturel.

Les Chinois pouvaient se flatter d'avoir eu raison d'un nouveau groupe de barbares rebelles. Mais ce serait la dernière rebuffade que les Anglais accepteraient. Chaque année, l'insistance britannique se fit plus menaçante. Alain Peyrefitte a résumé de façon laconique la réaction des Anglais à l'échec de la mission Macartney : « La Chine refuse de s'ouvrir

au monde, au moment même où les Anglais veulent, de gré ou de force, ouvrir le monde à tous les échanges<sup>63</sup>. » Toutes les manœuvres diplomatiques chinoises, tous ses rejets abrupts ne firent que retarder un inévitable affrontement avec le système international moderne, conçu sur le modèle européen et américain. Cet affrontement imposerait à la société chinoise une des tensions sociales, intellectuelles et morales les plus déchirantes de sa longue histoire.

### **Le choc de deux ordres mondiaux : la guerre de l'Opium**

Il allait de soi que les puissances industrielles occidentales en pleine ascension ne toléreraient pas longtemps une diplomatie qui les considérerait comme des « barbares » venant apporter leur « tribut », et les cantonnait dans un commerce saisonnier étroitement réglementé et limité à un seul port chinois. Quant aux Chinois, s'ils étaient prêts à accorder des concessions limitées à l'appétit de « profit » des marchands occidentaux (une notion vaguement immorale dans la pensée confucéenne), ils étaient atterrés par les suggestions des émissaires occidentaux selon lesquelles la Chine n'était qu'un État parmi d'autres, et aurait dû supporter la présence permanente d'ambassadeurs barbares dans sa capitale.

D'un point de vue moderne et occidental, les propositions initiales des émissaires britanniques n'avaient rien de particulièrement scandaleux ; des objectifs tels que la liberté du commerce, l'entretien de relations diplomatiques régulières et l'échange d'ambassadeurs permanents n'offensent guère les sensibilités contemporaines et passent même pour des éléments parfaitement ordinaires de la conduite de la diplomatie. Mais l'épreuve de force ultime eut pour objet un des aspects les plus indignes de l'intrusion occidentale : l'exigence britannique de pouvoir importer de l'opium en Chine sans la moindre restriction.

Au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, l'opium était toléré en Angleterre mais interdit en Chine, bien qu'il fût consommé par un nombre croissant de Chinois. L'essentiel de la culture mondiale du pavot à opium se trouvait dans l'Inde britannique, et les marchands britanniques et américains, travaillant de concert avec les contrebandiers chinois, faisaient des affaires lucratives.

L'opium était en fait un des rares produits étrangers dont la vente progressait sur le marché chinois. Les objets manufacturés anglais les plus réputés étaient rejetés comme des articles de fantaisie, inférieurs en tout cas à leurs équivalents de fabrication chinoise. Le commerce de l'opium inspirait un certain embarras à la bonne société occidentale. Mais les marchands n'avaient pas la moindre envie de perdre ce marché profitable.

La cour Qing s'interrogea sur l'opportunité de légaliser l'opium afin d'en contrôler la vente ; elle décida finalement de prendre des mesures draconiennes et d'éradiquer purement et simplement ce négoce. En 1839, Pékin chargea Lin Zexu, un fonctionnaire connu pour sa grande habileté, de mettre fin à ce commerce à Guangzhou et d'obliger les marchands occidentaux à respecter l'interdiction officielle. Lin aborda le problème en bon mandarin confucéen traditionnel : face à une difficulté due aux barbares, il usa d'un mélange de force et de persuasion. À son arrivée à Guangzhou, il exigea que les missions commerciales occidentales lui remettent l'intégralité de leurs coffres d'opium pour destruction. Constatant l'échec de cette mesure, il enferma tous les étrangers – même ceux qui n'avaient rien à voir avec le commerce de l'opium – dans leurs comptoirs, et annonça qu'ils ne seraient libérés que lorsqu'ils auraient livré la totalité de leurs marchandises de contrebande.

Lin adressa ensuite une missive à la reine Victoria, louant, avec ce que le protocole traditionnel autorisait de déférence, la « courtoisie et la docilité » qu'avaient manifestées ses prédécesseurs en envoyant un « tribut » à la Chine. L'objet essentiel de ce message était d'obtenir que la reine Victoria se charge d'éradiquer l'opium dans les territoires indiens de la Grande-Bretagne :

En plusieurs lieux d'Inde sous votre contrôle tels que le Bengale, Madras, Bombay, Patna, Bénarès et le Malwa... l'opium [a] été planté d'une colline à l'autre et des usines ont été ouvertes pour sa transformation... L'odeur détestable s'élève, irritant le ciel et effrayant les esprits. De fait, vous pouvez, Ô Roi, éradiquer les plants d'opium de ces lieux, sarcler entièrement les champs et planter à la place les cinq céréales. Quiconque osera tenter à nouveau de planter et de fabriquer de l'opium devrait être sévèrement puni<sup>64</sup>.

La requête était raisonnable, même si sa formulation s'appuyait sur l'hypothèse traditionnelle de la suzeraineté chinoise universelle :

Supposez qu'un homme d'un autre pays vienne en Angleterre pour faire du commerce ; il lui faudrait tout de même obéir aux lois anglaises ; ne devrait-il pas, en Chine, obéir bien davantage encore aux lois de la Dynastie céleste ?... s'ils souhaitent faire des affaires pendant une période prolongée, les marchands barbares de votre pays doivent obéir respectueusement à nos lois et couper définitivement la source de l'opium...

Puissiez-vous, Ô Roi, arrêter vos méchants et passer vos individus haineux au crible avant qu'ils ne viennent en Chine, afin de garantir la paix de votre nation, de confirmer la sincérité de votre courtoisie et de votre soumission et de laisser nos deux pays jouir ensemble des bienfaits de la paix. Quel bonheur, quel bonheur en vérité ! Après avoir reçu cette dépêche, vous nous donnerez immédiatement une prompte réponse concernant les détails et les circonstances de votre cessation du trafic de l'opium. Veillez à ne pas la différer<sup>65</sup>.

Surestimant les moyens de pression de la Chine, l'ultimatum de Lin menaçait de mettre fin à l'exportation de produits chinois, qu'il supposait vitale pour les barbares occidentaux : « Si la Chine retient ces bienfaits sans compassion pour ceux qui souffriront, sur quoi pourront s'appuyer les barbares pour rester en vie ? » La Chine n'avait pas à craindre de représailles. « Les articles qui arrivent en Chine de l'extérieur ne peuvent servir que de jouets. Nous pouvons les prendre aussi bien que nous en passer<sup>66</sup>. »

Il semblerait que Victoria n'ait jamais reçu la lettre de Lin. Entre-temps, l'opinion anglaise s'était convaincue que le siège auquel Lin avait soumis la communauté britannique de Guangzhou était un affront intolérable. Des lobbyistes défendant le « commerce de la Chine » adressèrent au Parlement une pétition pour réclamer une déclaration de guerre. Palmerston envoya à Pékin une lettre exigeant « satisfaction et réparation des préjudices infligés par les autorités chinoises aux sujets britanniques résidant en Chine, et des insultes de ces mêmes autorités à l'adresse de la Couronne britannique », ainsi que la cession permanente « d'une ou



plusieurs îles suffisamment vastes et commodément situées sur la Côte de Chine », qui serviraient de dépôt au commerce britannique<sup>67</sup>.

Dans ce message, Palmerston reconnaissait que selon la loi chinoise l'opium était un article de « contrebande », mais il s'abaissait à défendre ce commerce en usant d'arguments légalistes, prétendant qu'en vertu des principes juridiques occidentaux l'interdiction chinoise était devenue caduque du fait de la collusion de fonctionnaires corrompus. Cette casuistique avait peu de chances de convaincre qui que ce fût, et, en tout état de cause, Palmerston était bien décidé à ne pas perdre de temps ; devant l'« importance urgente » de cette affaire et en raison de la grande distance entre l'Angleterre et la Chine, le gouvernement britannique donna ordre à une flotte de « bloquer » immédiatement « les principaux ports chinois », de s'emparer de « tous les vaisseaux chinois qu'elle pourrait rencontrer » et de s'emparer d'« une portion convenable du territoire chinois » jusqu'à ce que Londres ait obtenu satisfaction<sup>68</sup>. La guerre de l'Opium avait commencé.

Les Chinois considérèrent tout d'abord la perspective d'une offensive britannique comme une menace sans fondement. Un fonctionnaire affirma à l'Empereur que la distance considérable entre la Chine et l'Angleterre condamnait les Anglais à l'impuissance : « Les barbares anglais sont une race insignifiante et détestable, ils ne comptent que sur leurs puissants navires et leurs gros canons ; mais la distance immense qu'ils ont franchie empêchera l'arrivée de fournitures de saison et leurs soldats, à l'issue d'une unique défaite, seront privés de tout approvisionnement, seront découragés et perdus<sup>69</sup>. » Même après que les Britanniques eurent établi le blocus de la rivière de la Perle et eurent donné une démonstration de force en s'emparant de plusieurs îles en face de la ville portuaire de Ningbo, Lin écrivit, indigné, à la reine Victoria : « Vous autres, sauvages des mers lointaines, vous vous êtes enhardis au point, semble-t-il, de provoquer et d'insulter notre puissant Empire. En vérité, il est grand temps que vous vous “fustigiez le visage et purifiiez le cœur” et que vous vous amendiez. Si vous vous soumettiez humblement à la Dynastie céleste et faisiez acte d'allégeance, vous pourriez avoir une chance de vous purger de vos péchés passés<sup>70</sup>. »

Plusieurs siècles d'hégémonie avaient altéré le sens des réalités de la Cour céleste. Sa prétention à la supériorité ne fit qu'aggraver une humiliation inéluctable. Les navires britanniques contournèrent rapidement les défenses côtières chinoises et imposèrent un blocus aux principaux ports. Les canons qu'avaient jadis refusés les négociateurs mandarins de Macartney donnèrent toute la mesure de leur efficacité et de leur brutalité.

Un haut fonctionnaire chinois, Qishan, vice-roi de Zhili (la division administrative qui comprenait Pékin et les provinces environnantes), prit conscience de la vulnérabilité chinoise quand on l'envoya nouer des contacts préliminaires avec une flotte britannique qui avait fait voile au nord, à Tianjin. Il reconnut que les Chinois étaient incapables de riposter à la puissance de feu maritime des Anglais : « Sans le moindre vent, et même sans marée favorable, ils [les navires à vapeur] glissent contre le courant et sont capables d'une vitesse fantastique... Leurs affûts sont montés sur pivots, ce qui permet aux canons d'être tournés et dirigés dans n'importe quelle direction. » Par comparaison, les canons de la Chine n'étaient, selon Qishan, que des vestiges de la dynastie Ming, et « tous ceux qui sont responsables des affaires militaires sont des fonctionnaires lettrés... ils n'ont aucune connaissance des armements<sup>71</sup> ».

Concluant que la ville ne pouvait se défendre contre la puissance navale britannique, Qishan décida d'amadouer les Anglais et de les détourner de leur projet en affirmant que l'imbroglio de Guangzhou avait été un malentendu et ne reflétait pas les « intentions modérées et justes de l'Empereur ». Les fonctionnaires chinois « enquêteraient et régleraient l'affaire équitablement », mais d'abord il fallait « impérativement que [la flotte britannique] fasse voile vers le sud » et y attende les inspecteurs chinois. Chose remarquable, la manœuvre fut efficace. La force anglaise reprit la mer en direction des ports du Sud, laissant intactes les villes exposées du nord de la Chine<sup>72</sup>.

Fort de ce succès, Qishan fut alors envoyé à Guangzhou pour remplacer Lin Zexu et affronter les barbares à son tour. L'Empereur, qui n'avait manifestement toujours pas saisi l'ampleur de l'avantage technologique britannique, donna instruction à Qishan d'entraîner les représentants anglais dans d'interminables discussions pendant que la Chine

rassemblerait ses forces : « Après qu'une négociation prolongée aura lassé et épuisé les Barbares, nota-t-il de la plume impériale vermillon, nous pourrons les attaquer brusquement et, ainsi, les soumettre<sup>73</sup>. » Lin Zexu fut disgracié pour avoir provoqué une attaque barbare. Il partit en exil intérieur dans la lointaine Chine de l'Ouest, où il eut tout loisir de méditer sur la supériorité de l'armement occidental et de rédiger des mémoires secrets conseillant à la Chine de développer le sien<sup>74</sup>.

Ayant rejoint son poste en Chine méridionale, Qishan se trouva pourtant devant une situation plus difficile. Les Britanniques exigeaient des concessions territoriales et une indemnité. Ils étaient venus dans le Sud pour obtenir satisfaction ; il ne fallait pas espérer les faire lanterner. Après que les forces britanniques eurent ouvert le feu contre plusieurs sites du littoral, Qishan et son homologue britannique, le capitaine Charles Elliot, négocièrent un accord écrit, la convention de Chuan-pi, qui accordait aux Britanniques des droits privilégiés sur Hong Kong, promettait une indemnité de six millions de dollars et prévoyait que les futures négociations entre fonctionnaires chinois et anglais se feraient sur un pied d'égalité (autrement dit, on épargnerait aux Britanniques le protocole habituellement réservé aux suppliants barbares).

Cet accord fut rejeté par le gouvernement chinois aussi bien que par le gouvernement britannique, qui l'un comme l'autre estimèrent que ces conditions étaient humiliantes. Accusé d'avoir outrepassé ses instructions et accordé trop de concessions aux barbares, Qishan fut rappelé par l'Empereur. Il regagna Pékin enchaîné et fut condamné à mort (une sentence commuée ensuite en exil). Le négociateur anglais, Charles Elliot connut un sort un peu plus clément, mais essuya tout de même une admonestation extrêmement sévère de Palmerston, lequel lui reprocha d'avoir obtenu vraiment trop peu : « D'un bout à l'autre de vos négociations, récriminait-il, vous avez donné l'impression de considérer mes instructions comme pur gaspillage de papier. » Hong Kong était « une île désolée sur laquelle il y avait à peine une maison ». Elliot s'était montré beaucoup trop conciliant ; il aurait dû exiger un territoire plus précieux et imposer des conditions plus dures<sup>75</sup>.

Palmerston nomma alors un nouvel envoyé, Sir Henry Pottinger, à qui il ordonna d'adopter une ligne plus intransigeante, car « le gouvernement de Sa Majesté ne saurait permettre que, dans une transaction entre la Grande-Bretagne et la Chine, les usages déraisonnables des Chinois l'emportent sur les usages raisonnables de tout le reste de l'humanité<sup>76</sup> ». Arrivant en Chine, Pottinger poussa l'avantage militaire de l'Angleterre, soumettant d'autres ports à un blocus et interrompant le trafic sur le Grand Canal et sur le cours inférieur du Yangtze. Quand les Britanniques s'apprêtèrent à attaquer l'ancienne capitale de Nanjing, les Chinois demandèrent la paix.

### **La diplomatie Qing : amadouer les barbares**

On envoya alors à Pottinger un autre négociateur chinois, le troisième à être chargé de cette mission fort peu prometteuse par une cour qui se prenait encore pour la puissance suprême de l'univers. Il s'agissait cette fois du prince mandchou Qiying. La méthode de négociation de Qiying avec les Britanniques s'inscrivait dans une stratégie chinoise traditionnelle face à la défaite. Ayant déjà fait l'essai du défi et de la diplomatie, la Chine chercha à user les barbares par une feinte servilité. Négociant sous la menace de la flotte britannique, Qiying estima que les ministres de la cour n'avaient qu'à renouer avec la méthode que les élites de l'Empire du Milieu avaient si souvent adoptée par le passé : grâce à un savant mélange d'atermoiements, de circonlocutions et de faveurs, ils amadoueraient et dompteraient les barbares tout en faisant gagner du temps à la Chine afin qu'elle puisse résister à leur attaque.

Qiying chercha avant tout à établir des relations personnelles avec le « chef barbare », Pottinger. Il le couvrit de présents et s'adressa à lui comme s'il était son meilleur ami, son « intime » (un mot spécialement transcrit du chinois à cette fin). Pour illustrer la profondeur de leurs liens, Qiying alla jusqu'à proposer qu'ils échangent des portraits de leurs épouses respectives et proclama même son intention d'adopter le fils de Pottinger (lequel resta en Angleterre, mais fut désormais connu sous le nom de « Frederick Keying Pottinger »)<sup>77</sup>.

Dans une dépêche remarquable, Qiying exposa cette démarche à une Cour céleste qui avait quelque mal à comprendre ce procédé de séduction. Il y exposait comment il avait cherché à apaiser les barbares britanniques : « Avec des gens de cette espèce, venus de par-delà les confins de la civilisation, qui sont aveugles et ne sont pas encore éveillés au style de discours et aux formes de cérémonie... bien que nos langues aient été sèches et nos gorges assoiffées (à force de les exhorter à suivre nos usages), ils n'ont pu s'empêcher de fermer leurs oreilles et d'agir comme s'ils étaient sourds<sup>78</sup>. »

Les banquets offerts par Qiying et la chaleur extravagante qu'il avait manifestée à l'égard de Pottinger et de sa famille servaient donc un dessein essentiellement stratégique ; la conduite chinoise était calculée en doses très précises et des qualités telles que la confiance et la sincérité étaient utilisées comme des armes – peu importait qu'elles reflètent des convictions réelles ou non. Il poursuivait :

Certainement nous devons les brider par la sincérité, mais il a été encore plus nécessaire de les contrôler par des méthodes habiles. Il y a des moments où il est possible de les inciter à suivre nos instructions, mais sans leur en laisser comprendre les raisons. Tantôt nous exposons tout pour éviter qu'ils ne se méfient, ce qui nous permet ensuite de dissiper leur agitation rebelle. Tantôt nous donnons des réceptions et des divertissements en leur honneur, ce qui leur inspire un sentiment de reconnaissance. Il nous est aussi arrivé de leur manifester de la confiance avec une grande tolérance et nous avons jugé inutile d'entrer dans des discussions de détail avec eux, ce qui nous a permis ensuite d'obtenir leur aide dans les affaires en cours<sup>79</sup>.

Cette interaction entre une force occidentale écrasante et les manœuvres psychologiques chinoises eut pour fruits deux traités négociés par Qiying et Pottinger, le traité de Nanjing et le traité complémentaire du Bogue. Ce dernier accordait aux Anglais davantage de concessions que la convention de Chuan-pi. Il était intrinsèquement humiliant, mais les termes en étaient moins rigoureux que la situation militaire n'aurait permis aux Britanniques de l'imposer. Il prévoyait le versement d'une indemnité de six millions de dollars par la Chine, la cession de Hong Kong et l'ouverture sur le littoral chinois de cinq « ports du traité » où les

Occidentaux seraient autorisés à résider et à faire du commerce. Cette mesure mettait fin au « système de Canton », qui avait permis à la cour chinoise de réglementer le commerce avec l'Occident et de réserver l'accès du territoire chinois à quelques marchands accrédités. Ningbo, Shanghai, Xiamen et Fuzhou vinrent s'ajouter à la liste des ports du traité. Les Anglais obtinrent le droit d'établir des missions permanentes dans les villes portuaires et de négocier directement avec les fonctionnaires locaux, contournant ainsi la cour de Pékin.

Les Anglais furent également autorisés à exercer leur juridiction sur leurs ressortissants résidant dans les ports chinois du traité. Concrètement, cela signifiait que les marchands d'opium étrangers seraient soumis aux lois et aux réglementations de leur propre pays, et non à celles de la Chine. Ce principe d'« extraterritorialité », considéré sur le moment comme une des dispositions les moins controversées du traité, finirait par être tenu pour une violation majeure de la souveraineté chinoise. À l'époque, néanmoins, le concept européen de souveraineté étant inconnu en Chine, ce système d'extraterritorialité symbolisa moins une infraction à une règle juridique que le déclin de la puissance impériale. L'amoindrissement du Mandat du Ciel qui en résulta provoqua une explosion de mouvements de rébellion intérieure.

Thomas Meadows, traducteur anglais du XIX<sup>e</sup> siècle, observa que, dans un premier temps, les conséquences à long terme de la guerre de l'Opium échappèrent à la plupart des Chinois. À leurs yeux, ces concessions représentaient une application de la méthode traditionnelle d'absorption et d'usure des barbares. « La grande majorité de la nation, soupçonnait-il, ne peut considérer la récente guerre que comme l'irruption rebelle d'une tribu de barbares qui, bien en sécurité dans leurs puissants vaisseaux, ont attaqué et pris quelques lieux de la côte, et ont même réussi à s'emparer d'un point important sur le Grand Canal, obligeant ainsi l'Empereur à faire certaines concessions<sup>80</sup>. »

Mais les puissances occidentales ne se laisseraient pas amadouer aussi aisément. Chaque renoncement chinois avait tendance à entraîner de nouvelles demandes de leur part. Les traités, conçus initialement comme une concession temporaire, inaugurèrent en réalité un processus qui conduisit la cour des Qing à perdre le contrôle d'une grande partie de la

politique commerciale et étrangère de la Chine. À la suite du traité britannique, le président des États-Unis, John Tyler, envoya promptement une mission en Chine afin d'obtenir les mêmes avantages pour ses compatriotes, amorçant ainsi la future politique « de la porte ouverte ». Les Français négocièrent leur propre traité dans des conditions similaires. Chacun de ces pays ajouta tour à tour une clause de « la nation la plus favorisée » stipulant que toute concession accordée par la Chine à d'autres pays devait l'être également au signataire. (La diplomatie chinoise exploita plus tard cette disposition pour limiter les exactions en stimulant la rivalité entre ceux qui exigeaient des privilèges particuliers.)

Ces traités sont tristement célèbres, et à juste titre, dans l'histoire chinoise, qui les présente comme les premiers d'une série de « traités inégaux » conclus sous la menace militaire d'une puissance étrangère. Sur le moment, la disposition la plus âprement contestée fut l'exigence d'égalité de statut incluse dans ces textes. Jusque-là, la Chine avait toujours insisté sur sa suprématie, ancrée dans son identité nationale et reflétée par le système du tribut. Elle se trouvait désormais devant une puissance étrangère bien décidée à effacer son nom de la liste des « États tributaires » de la Chine et à affirmer que ses souverains étaient les égaux de la Dynastie céleste, en usant au besoin de la force.

Les dirigeants des deux camps comprirent que l'objet de cette querelle dépassait largement les questions de protocole ou d'opium. La cour Qing était prête à apaiser les étrangers cupides avec de l'argent et des relations commerciales ; mais si le principe d'égalité politique entre les barbares et le Fils du Ciel était établi, c'était tout l'ordre chinois du monde qui se trouvait menacé ; la dynastie risquait de perdre le Mandat du Ciel. Dans ses communications fréquemment caustiques avec ses négociateurs, Palmerston estimait que le montant de l'indemnité était plutôt symbolique ; en revanche, il les réprimanda systématiquement lorsqu'ils donnaient leur accord à des communications chinoises dont le langage dénotait des « hypothèses de supériorité de la part de la Chine », ou sous-entendait que l'Angleterre, qui avait remporté la guerre, restait une requérante, implorant l'Empereur de lui accorder sa faveur divine<sup>81</sup>. Finalement, ce fut le point de vue de Palmerston qui l'emporta, et l'on fit figurer dans le traité de Nanjing une clause assurant explicitement que



dorénavant, les fonctionnaires chinois et britanniques « correspondr[aient] ... sur un pied d'entière égalité » ; elle allait jusqu'à dresser une liste de caractères écrits chinois précis dont les connotations présentaient une neutralité acceptable. Les textes officiels chinois (ceux, du moins, auxquels les étrangers avaient accès) n'affirmeraient plus que les Britanniques « suppliaient » les autorités chinoises ou « obéissaient en tremblant » à leurs ordres<sup>82</sup>.

La Cour céleste avait fini par prendre conscience de l'infériorité militaire de la Chine, mais n'avait pas encore trouvé comment y remédier. Elle commença par appliquer ses méthodes traditionnelles à l'égard des barbares. La longue histoire de la Chine n'ignorait pas la défaite. Ses dirigeants l'avaient affrontée en utilisant les cinq appâts décrits au chapitre précédent. À leurs yeux, la caractéristique commune de ces envahisseurs était de souhaiter s'installer sur le sol de la Chine et de bénéficier des avantages de sa civilisation. On pouvait donc les dompter progressivement grâce à certaines des méthodes psychologiques illustrées par le prince Qiying et, le temps passant, les intégrer à la vie chinoise.

Mais cette aspiration était étrangère aux envahisseurs européens, et leur objectif était loin d'être aussi restreint. Estimant que leurs sociétés étaient bien plus avancées, ils voulaient exploiter la Chine afin d'en tirer un profit économique et n'avaient aucune intention d'adopter son mode de vie. La seule limite imposée à leurs exigences était celle de leurs ressources et de leur avidité. Les relations personnelles ne pouvaient jouer aucun rôle décisif parce que, au lieu d'être des voisins, les chefs des envahisseurs vivaient à des milliers de kilomètres et répondaient à des motivations qui échappaient à la subtilité et aux moyens détournés de la stratégie chère à Qiying.

En l'espace d'une décennie, l'Empire du Milieu était passé de la prééminence au rang d'objet de rivalité de puissances coloniales. En équilibre précaire entre deux époques et deux conceptions divergentes des relations internationales, la Chine lutta pour affirmer une nouvelle identité et, surtout, pour réconcilier les valeurs qui faisaient sa grandeur avec la technologie et le commerce sur lesquels elle devrait faire reposer sa sécurité.



## Chapitre 3

### De la prééminence au déclin

Dans le courant du XIX<sup>e</sup> siècle, une série d'événements vint ébranler l'image que la Chine se faisait d'elle-même. Avant la guerre de l'Opium, elle voyait essentiellement dans la diplomatie et le commerce international des formes de reconnaissance de sa propre prééminence. Désormais, alors même que s'amorçait une période d'agitation intérieure, elle devait relever trois défis extérieurs, dont chacun aurait suffi à renverser une dynastie. Ces menaces venaient des quatre horizons et prenaient des visages que l'on aurait eu peine à imaginer par le passé.

Depuis l'ouest, par-delà les mers, la Chine vit arriver les nations européennes. Le problème, en l'occurrence, relevait moins de la défense territoriale que de visions inconciliables de l'ordre mondial. Pour l'essentiel, les puissances occidentales se contentèrent d'arracher à la Chine des concessions économiques sur son littoral et d'exiger le droit de se livrer librement au négoce et à des activités missionnaires. Cette attitude était paradoxalement menaçante, parce que les Européens ne concevaient pas du tout cette entreprise comme une conquête. Ils n'avaient pas la moindre ambition de supplanter la dynastie régnante – ils se contentaient d'imposer un ordre du monde inédit, fondamentalement incompatible avec les conceptions chinoises.

Du nord et de l'ouest, une Russie expansionniste et dominatrice cherchait à détacher à son profit le vaste arrière-pays de la Chine. Il était possible d'acheter provisoirement la coopération de la Russie, mais cette puissance ne reconnaissait pas de frontières entre ses propres domaines et les possessions périphériques de la Chine. Et contrairement aux conquérants d'autrefois, la Russie ne s'intégrait pas dans la culture

chinoise ; les territoires où elle s'imposait étaient définitivement perdus pour l'Empire.

Néanmoins, ni les puissances occidentales ni la Russie n'avaient l'intention d'évincer les Qing et de revendiquer le Mandat du Ciel ; en dernière analyse, elles arrivèrent même à la conclusion qu'une chute des Qing leur serait extrêmement préjudiciable. Pour le Japon, au contraire, la survie des institutions antiques de la Chine et de l'ordre mondial sinocentrique ne présentait aucun intérêt. Opérant depuis l'est, il n'entreprit pas seulement d'occuper d'importantes fractions du territoire chinois, mais chercha à supplanter Pékin pour devenir lui-même le centre d'un nouvel ordre international en Asie orientale.

Les catastrophes qui suivirent inspirèrent aujourd'hui encore la consternation des Chinois ; ceux-ci les situent dans le contexte d'un funeste « siècle d'humiliation », qui ne prit fin qu'avec la réunification du pays sous un régime communiste d'un nationalisme affirmé. En même temps, cette ère d'épreuves témoigne à maints égards des remarquables facultés de la Chine à surmonter des tensions qui n'auraient pas manqué de provoquer l'éclatement d'autres sociétés.

Alors que des armées étrangères parcouraient la Chine et lui imposaient des conditions humiliantes, la Cour céleste continua obstinément à revendiquer l'exercice de l'autorité centrale et réussit à la faire valoir sur l'essentiel de son territoire. Les envahisseurs furent traités comme d'autres l'avaient été au cours des siècles précédents : un embarras, un hiatus importun dans le rythme éternel de la vie chinoise. La cour de Pékin pouvait adopter cette attitude parce que les déprédations étrangères se cantonnaient pour l'essentiel à la périphérie de la Chine et parce que les envahisseurs étaient venus faire du commerce et avaient tout intérêt à ce que les vastes régions centrales, ainsi que la majorité de la population, restent tranquilles. Le gouvernement de Pékin y gagna une certaine marge de manœuvre. Toutes les exigences des envahisseurs devaient être négociées avec la cour impériale, laquelle pouvait ainsi exploiter leurs rivalités.

Les hommes d'État chinois jouèrent leurs médiocres cartes avec un talent remarquable et évitèrent sans doute le pire. S'agissant de l'équilibre des forces, la situation objective pouvait donner à penser que la survie de

la Chine sous forme d'un État unitaire de dimensions continentales était impossible. Pourtant, malgré les défis souvent violents lancés à son hégémonie, les vagues d'exactions coloniales et les mouvements d'agitation intérieure, la Chine réussit finalement à triompher de ses épreuves par ses propres efforts. À l'issue d'un processus douloureux et souvent humiliant, les responsables chinois surent préserver les prétentions morales et territoriales de leur ordre du monde en déliquescence.

Chose plus remarquable peut-être, ils y parvinrent par des méthodes presque entièrement traditionnelles. Certains membres de la classe dirigeante Qing rédigèrent des requêtes éloquentes dans le style classique sur les problèmes posés par l'Occident, par la Russie et par un Japon en plein essor, ainsi que sur la nécessité pour la Chine de pratiquer l'« auto-renforcement » et d'améliorer ses propres capacités technologiques. Mais ce genre de conseils inspirait des sentiments profondément ambivalents à l'élite confucéenne et à la population chinoise, généralement conservatrice. Beaucoup voyaient dans l'importation de la technologie occidentale et de textes en langue étrangère une menace contre l'essence culturelle et l'ordre social de la Chine. À l'issue de batailles parfois éprouvantes, la faction dominante décréta que se moderniser sur le modèle occidental revenait à cesser d'être chinois et que rien ne saurait justifier l'abandon de cet héritage unique. C'est ainsi que la Chine affronta l'ère d'expansion impériale sans bénéficier d'un appareil militaire moderne d'envergure tant soit peu nationale et qu'elle se contenta de quelques adaptations ponctuelles aux innovations financières et politiques étrangères.

Pour résister à la tempête, la Chine ne misa pas sur la puissance technologique ou militaire, mais sur deux ressources éminemment traditionnelles : l'habileté analytique de ses diplomates d'une part, l'endurance et la confiance culturelle de son peuple de l'autre. Elle élaborait d'ingénieuses stratégies pour exploiter la rivalité entre les nouveaux barbares. Les fonctionnaires responsables des relations étrangères de la Chine leur offrirent des concessions dans différentes villes – mais invitèrent délibérément de nombreux groupes d'étrangers à se partager le butin, afin d'« utiliser les barbares contre les barbares » et d'éviter la

domination d'une puissance unique, quelle qu'elle fût. Ils exigèrent finalement un respect scrupuleux des « traités inégaux » avec l'Occident et des principes étrangers du droit international, non parce qu'ils s'étaient convaincus de leur validité, mais parce que cette attitude leur permettait de circonscrire les ambitions étrangères. Face à deux prétendants à la domination du nord-est du pays et ne disposant pour ainsi dire d'aucune force militaire susceptible de repousser ces nations d'une puissance potentiellement écrasante, les diplomates chinois montèrent la Russie et le Japon l'un contre l'autre, atténuant ainsi dans une certaine mesure l'ampleur et la permanence de leurs empiétements respectifs.

Si l'on songe au contraste entre la quasi-impuissance militaire de la Chine et la vision de son rôle mondial qu'elle s'employait à imposer, il faut reconnaître que sa défense d'arrière-garde pour préserver un gouvernement chinois indépendant fut une remarquable réussite. Cet exploit ne s'accompagna d'aucune célébration de victoire ; ce fut une entreprise incomplète qui s'étendit sur plusieurs décennies, jalonnée de nombreux revers et marquée par la présence d'adversaires intérieurs, une lutte qui se poursuivit par-delà la mort de certains de ceux qui la livrèrent et qui parfois les détruisit. Le prix en fut très élevé pour le peuple chinois – dont la patience et l'endurance servirent d'ultime ligne de défense –, et ce ne fut ni la première fois ni la dernière. Mais l'idée de la Chine comme entité continentale assumant sa propre destinée fut préservée. Avec une grande discipline et beaucoup d'assurance, la Chine laissa la porte ouverte à une résurgence future.

### **Le programme de Wei Yuan : « utiliser les barbares contre les barbares », apprendre leurs techniques**

En louvoyant à travers les écueils des attaques des nations d'Europe occidentale dotées d'une grande supériorité technologique et des nouvelles ambitions de la Russie et du Japon, la Chine put s'appuyer sur sa cohésion culturelle et sur le talent exceptionnel de ses diplomates – d'autant plus remarquable que la cour impériale manifestait une inintelligence générale. Au milieu du <sup>xix</sup><sup>e</sup> siècle, seuls quelques représentants de l'élite chinoise avaient pris conscience que la Chine ne vivait plus dans un système

marqué par sa prédominance et qu'elle devait apprendre les rudiments du fonctionnement d'un système de blocs de puissances rivaux.

Un de ces fonctionnaires s'appelait Wei Yuan (1794-1856). C'était un mandarin confucéen de rang moyen lié à Lin Zexu, le gouverneur de Guangzhou dont les mesures répressives contre le commerce de l'opium avaient déclenché l'intervention britannique, le condamnant finalement lui-même à l'exil. Malgré sa loyauté à l'égard de la dynastie Qing, Wei Yuan s'inquiétait profondément de sa suffisance. Il rédigea un traité novateur de géographie étrangère en utilisant des documents traduits, recueillis auprès de négociants et de missionnaires étrangers. Son objectif était d'encourager la Chine à porter le regard au-delà des pays tributaires proches de ses frontières immédiates.

Les « plans de défense maritime » (1842) de Wei Yuan, qui constituaient pour l'essentiel une analyse des échecs de la Chine dans la guerre de l'Opium, proposaient d'appliquer aux problèmes contemporains de la Chine les leçons de la diplomatie européenne d'équilibre des forces. Reconnaisant la faiblesse matérielle de son pays par rapport aux puissances étrangères – une prémisse que ses contemporains n'admettaient généralement pas –, Wei Yuan suggéra quelques méthodes qui permettraient à la Chine de dégager une marge de manœuvre. Il proposa une stratégie sur plusieurs fronts :

Il existe deux méthodes pour attaquer les barbares, à savoir stimuler des pays qui leur sont hostiles pour qu'ils les attaquent et apprendre les talents supérieurs des barbares afin de les contrôler. Il existe deux méthodes pour faire la paix avec les barbares, à savoir laisser les différentes nations négociantes se livrer à leur commerce de façon à préserver la paix avec les barbares et soutenir le premier traité de la guerre de l'Opium afin de préserver le commerce international<sup>83</sup>.

La faculté de comprendre que, en présence d'un ennemi supérieur et aux revendications potentiellement croissantes, le fait de s'accrocher à un traité, fût-il humiliant, imposait une limite aux futures exactions offre une excellente illustration du talent analytique de la diplomatie chinoise.

En attendant, Wei Yuan passa en revue les pays qui, s'appuyant sur les principes européens d'équilibre, devaient pouvoir faire pression sur la

Grande-Bretagne. Rappelant des épisodes au cours desquels les Han, les Tang et les premiers représentants de la dynastie Qing avaient su faire face aux ambitions de tribus agressives, Wei Yuan se livrait à un tour d'horizon planétaire, relevant « les pays ennemis dont les barbares britanniques ont peur ». Faisant comme si le slogan « laisser les barbares combattre les barbares » s'appliquait de lui-même, Wei Yuan désignait « la Russie, la France et l'Amérique » à l'ouest, et « les Gurkhas [du Népal], la Birmanie, le Siam [la Thaïlande] et l'Annam [Vietnam du Nord] » à l'est comme des candidats potentiels. Il imaginait une attaque en tenaille de la Russie et des Gurkhas contre les intérêts les plus lointains, mal défendus, de l'Angleterre, c'est-à-dire son empire indien. Stimuler les animosités françaises et américaines de longue date à l'égard de la Grande-Bretagne, les inciter à attaquer l'Angleterre sur mer, était une autre arme qu'envisageait l'analyse de Wei Yuan.

Cette solution éminemment originale n'avait qu'un défaut : le gouvernement chinois ne savait absolument pas comment l'appliquer. Il connaissait mal les pays potentiellement alliés en question et n'avait de représentant dans aucune de leurs capitales. Wei Yuan finit par prendre conscience des limites de son pays. En un temps de politique mondiale, affirmait-il, la difficulté n'était pas qu'« on ne peut pas utiliser les barbares extérieurs » ; c'était plutôt qu'il fallait trouver « des gens capables de conclure des arrangements avec eux », qui connaissent « leurs lieux [et] leurs interactions d'amitié et d'inimitié<sup>84</sup> ».

N'ayant pu empêcher la progression britannique, poursuivait Wei Yuan, Pékin devait s'employer à affaiblir la position relative de Londres dans le monde et en Chine. Il lui vint une nouvelle idée originale : inviter d'autres barbares en Chine et stimuler la rivalité entre leur avidité et celle de l'Angleterre, la Chine pouvant ainsi jouer un rôle de balancier et agir sur le morcellement de sa propre substance. Wei Yuan continuait :

Aujourd'hui, les barbares britanniques n'ont pas seulement occupé Hong Kong et accumulé beaucoup de richesses tout en affichant un visage orgueilleux parmi les autres barbares. Ils ont aussi ouvert les ports et réduit les différents frais pour favoriser d'autres barbares. Au lieu de laisser les barbares britanniques faire preuve de bonté à leur égard afin de multiplier leurs partisans, n'aurions-nous pas intérêt à

faire nous-mêmes preuve de bonté envers eux, pour les placer sous notre contrôle comme les doigts au bout du bras<sup>85</sup> ?

En d'autres termes, la Chine ferait bien d'offrir des concessions à toutes les nations rapaces au lieu de laisser l'Angleterre les lui extorquer et en tirer profit en offrant de partager le butin avec d'autres pays. Le mécanisme conduisant à cet objectif était le principe de la nation la plus favorisée : tout privilège accordé à une puissance devait automatiquement être élargi à toutes les autres<sup>86</sup>.

Le moment n'est pas insignifiant. L'intérêt des manœuvres subtiles de Wei Yuan devrait se mesurer à l'aune de l'aptitude de la Chine à s'armer en utilisant « les techniques supérieures des barbares ». La Chine, ajoutait Wei Yuan, devait « faire venir des artisans occidentaux à Canton », depuis la France ou les États-Unis, « pour construire des navires et fabriquer des armes ». Wei Yuan résuma la nouvelle stratégie en ces termes : « Avant le règlement de paix, il nous appartient d'utiliser les barbares contre les barbares. Après le règlement, il est judicieux d'apprendre leurs techniques supérieures afin de les contrôler<sup>87</sup>. »

Tout en rejetant, dans un premier temps, les appels à la modernisation technologique, la Cour céleste adopta effectivement la stratégie de respect littéral des traités de la guerre de l'Opium afin de fixer un plafond aux exigences occidentales. Elle agirait, écrivit plus tard un éminent fonctionnaire, « en vertu des traités et ne permettr[ait] pas aux étrangers d'aller au-delà, fût-ce légèrement » ; les fonctionnaires chinois devaient donc « être sincères et amicaux, mais chercher discrètement à les maîtriser<sup>88</sup> ».

### **L'érosion de l'autorité : agitation intérieure et empiétements étrangers**

Les puissances occidentales signataires du traité n'avaient évidemment pas la moindre intention de se laisser maîtriser – et une nouvelle divergence de vues se manifesta dans le sillage des négociations Qiyong-Pottinger. Pour la cour chinoise, les traités n'étaient qu'une concession temporaire à la force barbare : ils seraient respectés autant que nécessaire,

mais on n'en élargirait jamais volontairement la portée. Pour l'Occident, ils étaient l'amorce d'un processus de longue haleine qui conduirait peu à peu la Chine à adopter les normes occidentales régissant les échanges politiques et économiques. Mais alors que les puissances occidentales étaient convaincues d'apporter les Lumières à la Chine, certains Chinois y virent une agression philosophique.

C'est pourquoi ils refusèrent les demandes étrangères d'élargissement des traités à la liberté de commerce dans tout le pays et à une représentation diplomatique permanente dans la capitale chinoise. Pékin comprit – malgré sa connaissance extrêmement limitée de l'Occident – que l'association entre la force supérieure des étrangers, leur liberté d'action à l'intérieur du pays et l'établissement de multiples missions occidentales dans sa capitale compromettrait gravement les vues chinoises sur l'ordre du monde. Dès que la Chine serait devenue un État « normal », elle perdrait son autorité morale historique unique ; elle ne serait qu'un pays faible parmi d'autres, assailli par des envahisseurs. Dans ce contexte, des controverses apparemment mineures sur les prérogatives diplomatiques et économiques se transformèrent en affrontement majeur.

Ces événements se produisirent sur la toile de fond d'une agitation intérieure massive, largement masquée par l'assurance imperturbable des fonctionnaires chinois chargés des contacts avec les étrangers – une caractéristique que l'on retrouve à l'époque moderne. Macartney avait déjà relevé en 1793 le difficile compromis entre la classe dirigeante mandchoue des Qing, l'élite bureaucratique chinoise Han et l'ensemble de la population majoritairement Han. « Il ne s'écoule à présent guère d'année, notait-il, sans que se produise une insurrection dans l'une ou l'autre des provinces<sup>89</sup>. »

Le Mandat du Ciel qu'exerçait la dynastie ayant été remis en question, on assista à une escalade de la contestation intérieure. Les défis des opposants étaient d'ordre à la fois religieux et ethnique, alimentant ainsi des conflits d'une brutalité générale. Dans les confins occidentaux de l'Empire, on assista à des rébellions musulmanes et à la déclaration de khanats séparatistes éphémères, mouvements qui ne furent réprimés qu'à un prix financier et humain élevé. En Chine centrale, un soulèvement connu sous le nom de révolte des Nian fut activement soutenu par les



classes laborieuses chinoises Han, et l'insurrection qui commença en 1851 dura près de deux décennies.

Le défi le plus grave fut celui de la révolte des Taiping (1851-1864), lancée dans le Sud par une secte chrétienne chinoise. La présence de missionnaires remontait à plusieurs siècles déjà, mais ils étaient étroitement circonscrits. Ils commencèrent à affluer en plus grand nombre dans le pays après la guerre de l'Opium. Conduite par un mystique chinois charismatique qui se présentait comme le frère cadet de Jésus et par un de ses collaborateurs qui prétendait posséder des pouvoirs télépathiques, la révolte des Taiping cherchait à remplacer les Qing par un nouveau « Royaume céleste de grande paix » régi par l'interprétation bizarre que ses chefs de file donnaient de textes missionnaires d'importation. Les forces des Taiping réussirent à arracher aux Qing le contrôle de Nanjing et d'une grande partie de la Chine méridionale et centrale, gouvernant à la manière d'une dynastie naissante. Bien qu'il soit mal connu de l'historiographie occidentale, le conflit entre les Taiping et les Qing compte parmi les plus dévastateurs de l'histoire, et ses victimes se chiffrent probablement en dizaines de millions. Malgré l'absence de données officielles, on estime que la population chinoise déclina considérablement au cours des soulèvements des Taiping, des Musulmans et des Nian ; forte d'environ quatre cent dix millions d'habitants en 1850, elle n'était plus que de trois cent cinquante millions en 1873<sup>20</sup>.

Le traité de Nanjing et ses équivalents français et américain durent être renégociés dans les années 1850, alors que la Chine était déchirée par ces conflits intérieurs. Les puissances du traité exigèrent que leurs diplomates soient autorisés à résider toute l'année dans la capitale chinoise ; il ne s'agissait donc plus d'envoyés tributaires, mais de représentants d'États souverains égaux. Les Chinois déployèrent alors toute leur panoplie de tactiques d'atermoiements avec une motivation d'autant plus forte que, vu le sort des précédents négociateurs, aucun fonctionnaire Qing n'avait évidemment la moindre envie de céder au sujet de la représentation diplomatique permanente.

En 1856, l'inspection importune par les Chinois d'un navire chinois enregistré en Angleterre, l'*Arrow*, et la prétendue profanation de son pavillon britannique furent le prétexte à une reprise des hostilités. Comme

au temps du conflit de 1840, le *casus belli* n'était pas à toute épreuve (l'enregistrement du navire, découvrit-on plus tard, était théoriquement caduc) ; mais les deux camps savaient que les enjeux étaient nettement plus élevés. Le développement des défenses de la Chine étant encore inachevé, les forces britanniques s'emparèrent de Guangzhou et des forts de Dagu en Chine du Nord. À partir de là, il leur était facile de marcher sur Pékin.

Pendant les négociations qui suivirent, la divergence de vues fut plus flagrante que jamais. Les Britanniques insistèrent avec une conviction toute missionnaire, présentant leurs exigences comme un véritable service public qui permettrait enfin à la Chine de progresser du même pas que le monde moderne. Le négociateur adjoint de Londres, Horatio Lay, résuma en ces termes la vision occidentale dominante : « Une représentation diplomatique vous sera profitable autant qu'à nous, comme vous le constaterez sûrement. Le médicament est peut-être déplaisant, mais ses effets seront remarquables<sup>21</sup>. »

Les autorités Qing étaient loin de partager cet enthousiasme. Elles n'acceptèrent les conditions du traité qu'après un échange animé de communications internes angoissées entre la cour impériale et son négociateur, et après une nouvelle menace britannique de marcher sur Pékin<sup>22</sup>.

L'article central du texte qui en résulta, le traité de Tianjin de 1858, fut la concession que Londres réclamait vainement depuis plus de soixante ans – le droit d'ouvrir une ambassade permanente à Pékin. Le traité autorisait également les étrangers à voyager sur le Yangtze, ouvrait de nouveaux « ports du traité » au commerce occidental et protégeait les convertis chrétiens chinois ainsi que les activités occidentales de prosélytisme en Chine (une perspective particulièrement contrariante pour les Qing en raison de la révolte des Taiping). Les Français et les Américains conclurent leurs propres traités selon des conditions comparables, en vertu de leurs clauses de « nation la plus favorisée ».

Les puissances du traité consacrèrent alors leur attention à l'établissement d'ambassades permanentes dans une capitale où elles n'étaient de toute évidence pas les bienvenues. En mai 1859, le nouvel

envoyé britannique, Frederick Bruce, arriva en Chine pour faire ratifier le traité qui lui accorderait le droit de s'installer à Pékin. Trouvant la principale route fluviale de la capitale fermée par des chaînes et des lances, il ordonna à un contingent de fusiliers marins britanniques de la débloquer. Mais les forces chinoises prirent le détachement de Bruce par surprise en ouvrant le feu depuis les forts de Dagou récemment fortifiés. La bataille qui suivit fit cinq cent dix-neuf morts et quatre cent cinquante-six blessés parmi les soldats anglais<sup>93</sup>.

C'était la première fois que les Chinois remportaient une victoire au combat contre des forces occidentales modernes, et cet exploit détruisit, au moins temporairement, l'image de l'impuissance militaire chinoise. Mais l'avance de l'ambassadeur de Grande-Bretagne n'avait été arrêtée que provisoirement. Palmerston envoya Lord Elgin à la tête d'une force conjointe anglo-française qui marcha contre Pékin avec ordre d'occuper la capitale et d'« amener l'Empereur à la raison ». En représailles à la « rebuffade de Dagou » et afin de manifester symboliquement la puissance occidentale, Elgin ordonna que l'on incendie le palais d'Été de l'Empereur, détruisant ainsi des trésors artistiques inestimables – un acte qui inspire encore des rancœurs en Chine un siècle et demi plus tard.

De toute évidence, les soixante-dix années de résistance chinoise contre les règles occidentales de relations internationales avaient désormais atteint un point critique. Les efforts diplomatiques d'atermoisement avaient fait leur temps ; on avait répondu à la force par une force supérieure. Les revendications barbares d'égalité souveraine, jadis jugées risibles par Pékin et repoussées comme telles, se muèrent en démonstrations menaçantes d'ascendant militaire. Des armées étrangères occupèrent la capitale de la Chine et imposèrent l'interprétation occidentale d'égalité politique et de privilèges diplomatiques.

À cet instant, un autre prétendant au patrimoine de la Chine entra en lice. En 1860, la Russie était représentée à Pékin depuis plus de cent cinquante ans – par une mission ecclésiastique qui faisait d'elle le seul pays européen autorisé à y établir une résidence. Dans la défense de ses intérêts, la Russie s'était à maints égards engouffrée dans la brèche des autres puissances européennes ; elle avait obtenu tous les bénéfices accordés aux puissances du traité sans rejoindre les Britanniques dans

leurs démonstrations régulières de force. D'un autre côté, son objectif général dépassait largement le prosélytisme religieux ou le commerce côtier. La Russie voyait dans le déclin des Qing l'occasion de démembrer l'Empire chinois et d'annexer ses « possessions extérieures ». Elle visait tout particulièrement les domaines administrés avec une certaine négligence et mal délimités de la Mandchourie (le cœur du territoire mandchou situé au nord-est de la Chine), la Mongolie (steppe tribale alors quasi autonome du nord de la Chine) et le Xinjiang (l'étendue de montagnes et de déserts de l'extrême ouest, dont la population était alors essentiellement musulmane). Dans ce dessein, la Russie avait entrepris progressivement et délibérément d'accroître sa présence le long de ces frontières terrestres, débauchant certains princes locaux et s'attachant leur loyauté en leur offrant des rangs prestigieux et des avantages matériels, complétés par l'argument imparable d'une cavalerie redoutable<sup>94</sup>.

Au moment où la Chine affrontait le plus grand des périls, la Russie s'affirma comme une puissance coloniale, proposant de jouer les intermédiaires dans le conflit de 1860 – ce qui était, en réalité, une façon d'annoncer qu'elle envisageait d'intervenir. Une diplomatie astucieuse – d'aucuns diraient fourbe – fut étayée par la menace implicite de faire usage de la force. Le comte Nikolaï Ignatieff, plénipotentiaire du tsar à Pékin, un jeune homme brillant et retors, réussit à convaincre la cour chinoise que seule la Russie pouvait obtenir le départ des puissances d'occupation de la capitale chinoise, tout en persuadant les puissances occidentales que seule la Russie pouvait obtenir de la Chine l'application des traités. Ayant facilité la marche anglo-française contre Pékin grâce à des cartes détaillées et aux informations de ses services secrets, Ignatieff fit volte-face et mit en garde les puissances occupantes : l'hiver arrivant, le Beihe, le fleuve permettant l'accès et la sortie de Pékin, allait geler, les laissant entourées de foules chinoises hostiles<sup>95</sup>.

En échange de ses services, Ignatieff exigea un prix territorial exorbitant : un vaste secteur de ce qu'on appelait la Mandchourie extérieure le long du littoral du Pacifique, avec la ville portuaire qui porte aujourd'hui le nom de Vladivostok<sup>96</sup>. D'un seul coup, la Russie s'emparait ainsi d'une nouvelle base navale majeure, prenait pied en mer du Japon et obtenait près d'un million de kilomètres carrés d'un territoire autrefois

considéré comme chinois. Ignatieff négocia également une disposition qui ouvrait Ourga (l'actuelle Oulan-Bator) en Mongolie et la ville de Kachgar, à l'extrême ouest, au commerce et aux consulats russes. Comble de l'humiliation pour les Chinois, Elgin obtint pour la Grande-Bretagne une extension de sa colonie de Hong Kong dans le territoire adjacent de Kowloon. La Chine avait enrôlé la Russie pour couper l'herbe sous le pied de ce qui était à ses yeux une nouvelle attaque des puissances du traité qui dominaient la capitale et la côte chinoises ; mais en ces temps de faiblesse, « utiliser les barbares contre les barbares » pouvait coûter cher.

### **Faire face au déclin**

La Chine n'avait pas préservé sa civilisation unique pendant quatre mille ans et son unité étatique pendant deux mille autres en observant passivement les constantes intrusions étrangères. Pendant toute cette période, les conquérants avaient été contraints d'adopter la culture chinoise ou de se faire progressivement absorber par leurs nouveaux sujets, lesquels masquaient leur pragmatisme sous des dehors de patience. Une nouvelle période d'épreuves du même genre s'annonçait.

Au lendemain du conflit de 1860, l'Empereur et la faction de la cour qui avait prôné la résistance à la mission britannique prirent la fuite, abandonnant la capitale. Désormais, le prince Gong, demi-frère de l'Empereur, joua *de facto* le rôle de chef du gouvernement. Ayant négocié la fin des hostilités, il résuma en 1861 dans un mémoire adressé à l'Empereur les choix stratégiques consternants qui s'offraient à la Chine :

En ce moment, la révolte des Nian sévit dans le Nord et celle des Taiping dans le Sud, nos ressources militaires sont épuisées et nos troupes exténuées. Les barbares exploitent notre faiblesse et cherchent à nous contrôler. Si nous ne contenons pas notre colère mais poursuivons les hostilités, nous risquons une catastrophe soudaine. D'un autre côté, si nous fermons les yeux sur le mal qu'ils nous ont fait et n'entreprenons aucun préparatif pour lutter contre eux, alors nous léguons une source d'ennuis à nos fils et à nos petits-fils<sup>97</sup>.

C'était le dilemme classique du vaincu : une société peut-elle conserver sa cohésion en donnant l'impression de s'adapter au conquérant – et comment se doter des moyens d'inverser un équilibre des forces défavorable ? Le prince Gong invoqua un vieux dicton chinois : « Recours à la paix et à l'amitié quand tu es temporairement obligé de le faire ; utilise la guerre et la défense comme véritable politique<sup>98</sup>. »

Faute de solution idéale, le mémoire de Gong établissait une priorité entre les dangers, s'appuyant dans les faits sur le principe consistant à écraser les barbares voisins avec le concours des barbares lointains. C'était une stratégie chinoise classique avec laquelle Mao renouerait près d'un siècle plus tard. Le texte de Gong témoignait d'une grande clairvoyance géopolitique dans l'évaluation du type de menaces qu'incarnaient les différents envahisseurs. Malgré le danger imminent et concret que représentait l'Angleterre, Gong rangeait la Grande-Bretagne en queue de la liste des risques à long terme pour la cohésion de l'État chinois. La Russie arrivait en première position :

Les Taiping comme les Nian remportent des victoires et constituent une maladie organique. La Russie, dont le territoire jouxte le nôtre et qui cherche à le grignoter comme un ver à soie, peut être considérée comme une menace tapie dans notre sein. Quant à l'Angleterre, son objectif est de faire du commerce, mais elle agit violemment, sans égard pour la bienséance humaine. Si elle n'est pas contenue dans certaines limites, nous ne pourrons plus tenir debout. On peut donc la comparer à une affection touchant nos membres. Aussi faut-il commencer par réprimer les Taiping et les Nian, maîtriser les Russes ensuite, et nous occuper des Britanniques en dernier lieu<sup>99</sup>.

Pour atteindre ses objectifs à long terme concernant les puissances étrangères, le prince Gong proposait de créer un nouveau bureau gouvernemental – un ministère des Affaires étrangères embryonnaire – chargé des relations avec les puissances occidentales et devant lire tous les journaux étrangers afin de se tenir informé des événements qui se déroulaient au-delà des frontières de la Chine. Plein d'espoir, il prédisait que ce ne serait qu'une mesure provisoire que l'on abolirait « dès que les campagnes militaires seraient achevées et les affaires des différents pays

simplifiées<sup>100</sup> ». Ce nouveau ministère ne figura pas sur les listes officielles des services métropolitains et nationaux avant 1890. On avait tendance à lui affecter en mission intérimaire des fonctionnaires détachés d'autres ministères plus importants. Leur rotation était fréquente. Malgré l'occupation étrangère de certaines de ses villes, la Chine considérait toujours la politique extérieure comme un expédient temporaire plus que comme un élément permanent de son avenir<sup>101</sup>. Le nom complet de ce nouveau ministère était le Zongli Geguo Shiwu Yamen (« Bureau d'administration générale des affaires de toutes les nations »), une formule ambiguë qui pouvait signifier que la Chine ne s'engageait pas le moins du monde dans des relations diplomatiques avec les peuples étrangers, mais organisait leurs affaires dans le cadre de l'administration de son empire universel<sup>102</sup>.

L'application de la politique du prince Gong fut confiée à Li Hongzhang, un mandarin de haut rang qui s'était fait un nom en commandant des forces lors des campagnes des Qing contre les Taiping. Ambitieux, raffiné, stoïque face à l'humiliation, remarquable connaisseur de la tradition chinoise classique mais exceptionnellement sensible à sa vulnérabilité, Li fut pendant près de quarante ans le visage que la Chine présenta au monde extérieur. Il se posa en médiateur entre les demandes insistantes de concessions territoriales et économiques des puissances occidentales et les vastes revendications de supériorité politique de la cour chinoise. Par définition, sa politique ne pouvait jamais obtenir l'approbation inconditionnelle d'un des deux camps, quel qu'il fût. En Chine même, Li a laissé un héritage controversé, surtout parmi les tenants d'une attitude plus agressive. Pourtant, ses efforts – considérablement entravés par la bellicosité de la faction traditionnelle de la cour qui réclamait périodiquement d'affronter les puissances étrangères au combat avec des préparatifs notoirement insuffisants – prouvent une remarquable faculté à louvoyer entre les possibilités fort peu attrayantes qui s'offraient à la Chine de la fin de dynastie Qing et, généralement, à en atténuer les pires effets.

Li se fit une réputation d'expert en affaires militaires et en « gestion barbare » en ces temps difficiles du milieu du siècle, marqués par de nombreuses révoltes. En 1862, on le chargea d'administrer la riche



province orientale du Jiangsu, où il trouva les plus grandes villes assiégées par les rebelles Taiping mais contrôlées par des armées occidentales bien décidées à défendre leurs nouveaux privilèges commerciaux. Appliquant les maximes du mémoire de Gong, Li s'allia avec les forces occidentales – leur imposant son autorité suprême – pour mieux écraser leur ennemi commun. Durant ce qui fut dans les faits une opération de contre-insurrection conjointe sino-occidentale, Li noua des relations cordiales avec Charles « Chinese » Gordon, Gordon « le Chinois », le célèbre aventurier britannique qui serait tué plus tard par le Mahdi lors du siège de Khartoum, au Soudan. (Li et Gordon finirent par se brouiller quand Li ordonna l'exécution de chefs rebelles captifs auxquels Gordon avait promis la vie sauve.) La menace des Taiping ayant été définitivement écartée en 1864, Li fut nommé à une série de postes de plus en plus prestigieux, apparaissant *de facto* comme le ministre des Affaires étrangères de la Chine et comme son principal négociateur lors de ses nombreuses crises diplomatiques<sup>103</sup>.

Le représentant d'une société assiégée par des pays bien plus puissants et par des cultures significativement différentes a le choix entre deux solutions. Il peut s'efforcer de combler cet écart culturel, adopter les us et coutumes du pays militairement supérieur au sien et réduire ainsi les pressions nées de la tentation de discrimination contre l'étrangeté culturelle. Il peut également insister sur la valeur de sa propre culture en affichant ses caractéristiques singulières et en imposant le respect pour la force de ses convictions.

Au XIX<sup>e</sup> siècle, les dirigeants japonais adoptèrent la première méthode ; il est vrai que, au moment de leur rencontre avec l'Occident, leur pays était déjà en bonne voie d'industrialisation et avait fait la preuve de sa cohésion sociale, ce qui leur fut d'un précieux secours. Représentant un pays en proie à une rébellion qu'il ne pouvait écraser qu'avec l'aide étrangère, Li n'avait pas cette possibilité. En tout état de cause, quels qu'aient été les avantages de pareille démarche, il n'aurait pas accepté de renier ses origines confucéennes.

L'exposé des voyages de Li Hongzhang à l'intérieur de la Chine trace une triste chronique de l'agitation du pays : en l'espace de deux années assez caractéristiques, entre 1869 et 1871, il fut catapulté au sud-ouest de



la Chine, où des représentants français protestaient contre des émeutes antichrétiennes, puis au nord où une nouvelle série de révoltes avait éclaté ; il dut ensuite revenir à l'extrême sud-ouest, où une tribu minoritaire vivant sur la frontière vietnamienne s'était soulevée, avant de se rendre au nord-ouest pour faire face à une importante rébellion musulmane, repartant vers le port de Tianjin au nord, où un massacre de chrétiens avait provoqué l'envoi de navires de guerre français et une menace d'intervention militaire, et se rendant pour finir dans le sud-est, où une nouvelle crise couvait sur l'île de Taïwan (plus connue alors en Occident sous le nom de Formose)<sup>104</sup>.

Li présentait une apparence peu commune sur une scène diplomatique dominée par des codes de conduite définis par l'Occident. Vêtu de la robe flottante du mandarin confucéen, il arborait fièrement d'anciens insignes de rang, comme la « plume de paon à deux yeux » et la « veste jaune » qui ne pouvaient qu'éveiller la perplexité de ses homologues occidentaux. Il avait le crâne rasé – dans le style Qing – à l'exception d'une longue tresse, et se coiffait du bonnet oblong des fonctionnaires. Il s'exprimait sous forme d'épigrammes dans une langue que seule une poignée d'étrangers comprenait. Il se comportait avec une sérénité si détachée du monde qu'un contemporain britannique le compara, avec un mélange d'admiration et d'incompréhension, à un visiteur d'une autre planète. Les épreuves et les concessions imposées à la Chine, semblait suggérer son attitude, n'étaient que des obstacles fugaces sur la voie menant au triomphe ultime de la civilisation chinoise. Son mentor, Zeng Guofan, un éminent lettré confucéen, ancien commandant des campagnes contre les Taiping, avait conseillé à Li en 1862 de faire de la valeur confucéenne fondamentale de la retenue un instrument diplomatique : « Dans tes relations avec des étrangers, ton attitude et ton maintien ne doivent pas être trop hautains et tu devrais présenter un aspect un peu vague, nonchalant. Fais comme si tu comprenais leurs insultes, leur fourberie et leur mépris à l'égard de tout et en même temps comme si tu ne les comprenais pas, car il serait bon que tu aies l'air légèrement stupide<sup>105</sup>. »

À l'image de tous les autres hauts fonctionnaires chinois de son époque, Li était convaincu de la supériorité des valeurs morales de la Chine et du bien-fondé de ses prérogatives impériales traditionnelles. S'il se

distinguait d'eux, c'était moins dans son jugement sur la prééminence de la Chine que dans le diagnostic qu'il portait sur l'insuffisance actuelle de ses bases matérielles ou militaires. Ayant étudié l'armement occidental au moment du conflit des Taiping et recueilli des informations sur les tendances économiques étrangères, il s'était rendu compte que la Chine était dangereusement déphasée par rapport au reste du monde. Comme il le signalait en 1872 à l'Empereur dans une note de politique non dénuée de brutalité : « Vivre aujourd'hui et continuer à dire “repoussez les barbares” et “chassez-les de notre territoire” relève indéniablement d'un discours superficiel et absurde... Ils produisent quotidiennement des armes destinées à lutter contre nous pour la suprématie et la victoire, opposant leurs techniques supérieures à nos insuffisances<sup>106</sup>. »

Li était parvenu à une conclusion analogue à celle de Wei Yuan – sauf qu'à présent, la nécessité d'une réforme était d'une urgence exponentiellement supérieure à celle de son époque. Aussi Li lançait-il cette mise en garde :

Dans la situation actuelle, il est nécessaire, à l'extérieur, que nous vivions en harmonie avec les barbares et, à l'intérieur, que nous réformions nos institutions. Si nous restons conservateurs et ne changeons rien, la nation se réduira et s'affaiblira de jour en jour... Aujourd'hui, tous les pays étrangers entreprennent une réforme après l'autre et progressent chaque jour comme la fumée qui monte. Seule la Chine continue à préserver ses institutions traditionnelles avec tant de prudence que, bien qu'elle soit ruinée et anéantie, les conservateurs n'éprouveront aucun regret<sup>107</sup>.

Au cours d'une série de débats marquants sur la politique chinoise qui eut lieu dans les années 1860, Li et ses alliés bureaucratiques définirent une méthode d'action qu'ils baptisèrent « autorenforcement ». Dans un mémoire de 1863, Li partait de l'idée (qui lui permettait d'atténuer le coup pour son lectorat impérial) selon laquelle « tout, dans le système civil et militaire de la Chine, est largement supérieur à ce qui existe à l'ouest. Il n'y a que dans le domaine des armes à feu qu'il est absolument impossible de rattraper leur niveau<sup>108</sup> ». Mais à la lumière des récentes catastrophes, ajoutait Li, l'élite chinoise ne pouvait plus se permettre de mépriser les

innovations étrangères, de « ricaner devant les armes acérées des pays étrangers en n'y voyant que des objets produits par des techniques étranges et un métier retors, qu'elle juge inutile d'apprendre<sup>109</sup> ». La Chine avait besoin d'armes à feu, de bateaux à vapeur et d'outillage lourd, ainsi que du savoir et des techniques nécessaires pour les fabriquer.

Afin de pouvoir étudier plus aisément les textes et les projets étrangers et discuter avec les experts des autres pays, il fallait que les jeunes Chinois apprennent des langues étrangères (une entreprise à laquelle on avait renoncé jusqu'alors, la jugeant inutile puisque tous les étrangers étaient censés aspirer à devenir chinois). Li plaidait pour que l'on ouvre dans les grandes villes chinoises – parmi lesquelles la capitale, qu'on avait cherché si longtemps à préserver de toute influence étrangère – des écoles où l'on enseignerait les langues étrangères et les techniques de construction mécanique. Il présentait ce projet comme un défi : « La sagesse et l'intelligence chinoises seraient-elles inférieures à celles des Occidentaux ? Une fois que nous aurons maîtrisé les langues occidentales et qu'à notre tour nous nous les enseignerons les uns aux autres, nous pourrions apprendre progressivement et intégralement toutes leurs techniques astucieuses de bateaux à vapeur et d'armes à feu<sup>110</sup>. »

Le prince Gong rédigea en 1866 une proposition abondant dans ce sens et exhortant l'Empereur à soutenir l'étude des innovations scientifiques occidentales :

Ce que nous désirons, c'est que nos étudiants aillent jusqu'au fond de ces sujets... car nous sommes fermement convaincus que si nous parvenons à maîtriser les mystères du calcul mathématique, de la recherche physique, de l'observation astronomique, de la construction de moteurs, de l'aménagement des cours d'eau, cela, et cela seulement, assurera la croissance régulière de la puissance de l'Empire<sup>111</sup>.

La Chine devait s'ouvrir sur le monde extérieur – et tirer des enseignements de pays qu'elle avait considérés jusqu'alors comme des vassaux et des barbares –, d'abord pour renforcer sa structure traditionnelle, ensuite pour retrouver sa prééminence.

Si la cour chinoise avait unanimement adopté la conception de la politique étrangère préconisée par le prince Gong et approuvé son application par Li Hongzhang, elle se serait lancée dans une entreprise héroïque. En réalité, un immense abîme séparait ces fonctionnaires progressistes de la faction traditionaliste plus bornée. Cette dernière restait fidèle à la vision classique selon laquelle la Chine n'avait rien à apprendre des étrangers, comme l'avait exprimé le philosophe antique Mencius du temps de Confucius : « J'ai entendu parler d'hommes qui avaient utilisé les doctrines de notre grand pays pour changer des barbares, mais je n'ai encore jamais entendu dire que quelqu'un ait été changé par les barbares<sup>112</sup>. » Dans la même veine, Wo-ren, président de la prestigieuse académie Hanlin d'érudition confucéenne, s'opposa au projet du prince Gong qui souhaitait engager des instructeurs étrangers dans les écoles chinoises :

La fondation d'un empire repose sur les convenances et la vertu, et non sur des manœuvres et des stratagèmes. Ses racines s'enfoncent dans le cœur des hommes, et non dans des compétences et des métiers. Nous n'allons certainement pas, pour un simple tour de main insignifiant, honorer les barbares comme nos maîtres... L'empire est vaste et contient des talents humains en abondance. S'il est nécessaire d'étudier l'astronomie et les mathématiques, il existe forcément des Chinois versés dans ces deux domaines<sup>113</sup>.

La confiance dans l'autosuffisance de la Chine était le fruit d'une expérience millénaire. Mais elle n'apportait aucune réponse sur la manière dont le pays devait surmonter les périls immédiats et, plus spécifiquement, combler son retard sur la technologie occidentale. De nombreux hauts fonctionnaires chinois semblaient encore persuadés que la solution aux problèmes des étrangers consistait à exécuter ou à exiler ses négociateurs. Li Hongzhang fut dégradé et disgracié à trois reprises pendant les démêlés de Pékin avec les puissances étrangères ; mais chaque fois il fut rappelé parce que ses adversaires étaient bien obligés de miser sur ses talents de diplomate pour résoudre les crises qu'ils avaient eux-mêmes provoquées.

Prises en étau entre les contraintes d'un État fragilisé et les revendications d'un empire universel, les réformes de la Chine progressèrent par à-coups. Finalement, une révolution de palais entraîna

l'abdication d'un empereur favorable aux réformes et remit aux commandes les traditionalistes, sous la houlette de l'impératrice douairière Cixi. Faute de modernisation et de réformes internes fondamentales, les diplomates chinois furent chargés dans les faits de limiter les dommages causés à l'intégrité territoriale de leur pays et d'éviter que sa souveraineté ne continue à s'éroder sans pour autant disposer d'aucun moyen pour remédier à sa faiblesse fondamentale. Ils étaient censés gagner du temps sans savoir à quoi employer le temps qu'ils auraient ainsi gagné. Ce défi prit une acuité singulière avec l'ascension d'un nouveau venu dans l'équilibre des forces du nord-est de l'Asie : un Japon en voie d'industrialisation rapide.

### **Le défi japonais**

À la différence de la plupart des voisins de la Chine, le Japon résistait depuis des siècles à son intégration dans l'ordre sinocentrique du monde. Cet archipel, situé à quelque cent cinquante kilomètres au large du continent asiatique à l'endroit le plus étroit, avait longtemps cultivé dans l'isolement ses traditions et sa culture bien particulière. Doté d'une homogénéité ethnique et linguistique presque complète et d'une idéologie officielle mettant l'accent sur l'origine divine de son peuple, le Japon vouait un attachement quasi religieux à son identité.

La société et la vision du monde japonaises étaient dominées par l'Empereur, un personnage qui, à l'instar du Fils du Ciel chinois, faisait figure d'intermédiaire entre la sphère humaine et la sphère divine. Prise au pied de la lettre, la philosophie politique traditionnelle du Japon posait en postulat que ses empereurs étaient des divinités issues de la déesse du Soleil, laquelle avait donné naissance au premier d'entre eux et accordé à ses descendants un droit éternel à gouverner. À l'image de la Chine, le Japon se considérait donc comme bien plus qu'un État ordinaire<sup>114</sup>. Le titre même d'« empereur » – proclamé avec insistance sur les dépêches diplomatiques japonaises adressées à la cour de Chine – était un défi direct à l'ordre du monde chinois. Dans la cosmologie chinoise, le genre humain ne possédait qu'un empereur, et son trône se trouvait en Chine<sup>115</sup>.

Si l'exceptionnalisme chinois reflétait les revendications d'un empire universel, l'exceptionnalisme japonais avait pour origine l'insécurité d'une nation insulaire qui empruntait beaucoup à sa voisine, tout en redoutant sa domination. Pour les Chinois, la Chine était unique parce qu'elle était la seule vraie civilisation. Aussi invitait-elle les barbares à venir dans l'Empire du Milieu pour « y être transformés ». L'attitude des Japonais s'enracinait dans l'idée de la pureté raciale et culturelle unique de leur propre pays, et ils n'avaient aucune intention d'en élargir les bienfaits à d'autres nations ni même de l'expliquer à ceux qui étaient nés au-delà de ses limites ancestrales et sacrées<sup>116</sup>.

Pendant de longues périodes, le Japon s'était presque entièrement refusé à toute relation avec l'étranger, comme si de tels contacts, fussent-ils intermittents, risquaient de compromettre la singularité de son identité. Dans la mesure où il participait à un ordre international, c'était par le biais du système de tribut qu'il appliquait dans les îles Ryukyu (l'actuelle Okinawa et les îles environnantes) et différents royaumes de la péninsule coréenne. Non sans quelque ironie, les dirigeants japonais firent de cette institution typiquement chinoise un moyen d'affirmer leur indépendance à l'égard de la Chine<sup>117</sup>.

D'autres peuples d'Asie acceptaient le protocole du système chinois et consentaient à apposer l'étiquette de « tribut » sur leurs activités commerciales à seule fin d'accéder au marché chinois. Le Japon, quant à lui, refusait de faire du commerce avec la Chine sous les dehors d'un tribut. Il exigeait d'être traité en puissance égale – voire supérieure – à la Chine. Malgré les liens commerciaux naturels entre ces deux pays, les discussions engagées au <sup>xvii</sup><sup>e</sup> siècle sur le négoce bilatéral aboutirent à une impasse parce que aucun d'eux n'était prêt à se plier au protocole découlant des prétentions de l'autre à être le centre du monde<sup>118</sup>.

Si la sphère d'influence de la Chine croissait et décroissait le long de ses vastes frontières en fonction de la puissance respective de l'Empire et des tribus environnantes, les dirigeants du Japon en vinrent à concevoir leur dilemme sécuritaire comme un choix beaucoup plus épineux. Éprouvant un sentiment de supériorité aussi fort que celui de la cour chinoise mais jugeant leur marge d'erreur beaucoup plus étroite, les

hommes d'État japonais jetaient des regards prudents vers l'ouest – vers un continent dominé par une succession de dynasties dont certaines avaient étendu leur pouvoir sur le plus proche voisin du Japon, la Corée – et tendaient à y voir un défi existentiel. La politique étrangère du Japon oscilla ainsi, parfois avec une brutalité surprenante, entre une attitude réservée à l'égard du continent asiatique et des tentatives audacieuses de conquête visant à supplanter l'ordre sinocentrique.

Comme la Chine, le Japon affronta au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle des navires occidentaux d'une complexité technologique inconnue et d'une force écrasante – en l'occurrence le débarquement en 1853 des « bateaux noirs » du commodore américain Matthew Perry. Mais le Japon réagit à l'inverse de la Chine : il ouvrit tout grand ses portes à la technologie étrangère et remania ses institutions pour essayer d'égaler l'essor des puissances occidentales. (Cette réaction fut peut-être facilitée par le fait qu'au Japon, les idées étrangères n'étaient pas desservies par la question de la dépendance à l'opium, que ce pays réussit largement à éviter.) En 1868, dans son serment de charte, l'empereur Meiji annonça la décision du Japon : « On recherchera les connaissances tout autour du monde et l'on renforcera ainsi les fondements du pouvoir impérial<sup>119</sup>. »

La restauration Meiji et la volonté de maîtriser la technologie occidentale engendrèrent des progrès économiques stupéfiants. Alors qu'il se dotait d'une économie moderne et d'un appareil militaire redoutable, le Japon commença à exiger de jouir des prérogatives accordées aux grandes puissances occidentales. Son élite gouvernante décréta que, comme l'affirmait Shimazu Nariakira, un seigneur du XIX<sup>e</sup> siècle, grand défenseur de la modernisation technologique, « si nous prenons l'initiative, nous pouvons dominer ; sinon, nous serons dominés<sup>120</sup> ».

Li Hongzhang avait compris dès 1863 que la plus grave menace contre la sécurité de la Chine viendrait du Japon. Avant même la restauration Meiji, il évoquait la réaction japonaise au défi occidental. En 1874, après que le Japon eut lancé une expédition punitive, en prenant comme prétexte un incident entre des membres d'une tribu taïwanaise et un équipage des îles Ryukyu qui avait fait naufrage<sup>121</sup>, il écrivait à propos du Japon :



Son pouvoir s'élargit de jour en jour, et son ambition n'est pas mince. Aussi ose-t-il manifester sa force dans les pays de l'Est, méprise-t-il la Chine et passe-t-il à l'action en envahissant Taïwan. Bien que les différentes puissances européennes soient fortes, elles sont encore à 70 000 lis de nous, alors que le Japon est aussi proche que la cour ou le seuil de la maison et furète dans notre vacuité et notre solitude. Il deviendra indéniablement la grande source d'inquiétude permanente de la Chine<sup>122</sup>.

Contemplant le géant encombrant situé à l'ouest de leurs côtes et constatant ses prétentions de plus en plus vaines à la suprématie mondiale, les Japonais commençaient à envisager d'évincer la Chine du rang de puissance asiatique dominante. La lutte entre ces prétentions rivales déboucha sur une crise dans un pays situé à l'intersection entre ces deux grands voisins ambitieux – la Corée.

### **La Corée**

L'Empire chinois était vaste, mais n'exerçait pas une présence importune. Il réclamait, certes, un tribut et la reconnaissance de la suzeraineté de l'Empereur. Cependant, le tribut était plus symbolique que substantiel, et l'exercice de la suzeraineté autorisait une autonomie qui ressemblait à s'y méprendre à l'indépendance. Avant le xix<sup>e</sup> siècle, les Coréens, farouchement indépendants, avaient conclu un arrangement pragmatique avec le géant chinois situé au nord et à l'ouest de leur pays. La Corée était en théorie un État tributaire dont les rois payaient régulièrement tribut à Pékin. Elle avait adopté les règles morales confucéennes et les idéogrammes chinois pour sa correspondance officielle. Pékin, pour sa part, s'intéressait de près à ce qui se passait dans la péninsule qui, par sa situation géographique, représentait un couloir potentiel d'invasion de la Chine depuis la mer.

La Corée jouait à maints égards un rôle symétrique dans la conception que le Japon se faisait de ses impératifs stratégiques. Le Japon voyait, lui aussi, une menace potentielle dans toute domination étrangère sur la Corée. La saillie que formait la péninsule depuis le continent asiatique en



direction du Japon avait incité les Mongols à chercher à en faire la base de deux tentatives d'invasion de l'archipel japonais. Désormais, devant l'affaiblissement de l'influence impériale de la Chine, le Japon voulut s'assurer une position dominante en Corée et commença à affirmer ses propres prétentions économiques et politiques.

Tout au long des années 1870 et 1880, la Chine et le Japon se livrèrent à toutes sortes d'intrigues de cour à Séoul, se disputant la prééminence parmi les factions royales. La Corée devant faire face à des ambitions étrangères rivales, Li Hongzhang conseilla à ses dirigeants de tirer la leçon des expériences de la Chine en présence d'envahisseurs. La Corée devait jouer les colonisateurs potentiels les uns contre les autres en leur ouvrant ses portes. Dans une lettre adressée en octobre 1879 à un haut fonctionnaire coréen, Li lui recommandait de chercher un défenseur parmi les barbares lointains, et plus particulièrement auprès des États-Unis :

Vous pourriez prétendre que le moyen le plus simple d'éviter les ennuis est de se refermer sur soi et de rester tranquille. Hélas, en ce qui concerne l'Est, cela n'est pas possible. Il n'est pas d'entremise humaine capable de mettre un terme au mouvement expansionniste du Japon : votre gouvernement n'a-t-il pas été obligé d'inaugurer une ère nouvelle en concluant un traité de commerce avec lui ? Dans l'état actuel des choses, la meilleure solution n'est-elle donc pas de neutraliser un poison par un autre, d'opposer une énergie à une autre<sup>123</sup> ?

Sur ce principe, Li suggérait que la Corée « s'empare de toutes les occasions d'établir des relations et de conclure des traités avec les nations occidentales, que vous pourrez utiliser pour faire échec au Japon ». Le commerce occidental, avertissait-il, s'accompagnerait d'« influences corruptrices », telles que l'opium et le christianisme ; mais à la différence du Japon et de la Russie qui recherchaient des gains territoriaux, « le seul objectif [des puissances occidentales] serait de commercer avec votre royaume ». Il fallait s'efforcer d'équilibrer les dangers de chaque puissance extérieure, de n'en laisser aucune prendre l'ascendant : « Puisque vous êtes conscient de la force de vos adversaires, usez de tous les moyens possibles pour les diviser ; soyez méfiants, employez la ruse – vous vous affirmerez ainsi comme de bons stratèges<sup>124</sup>. » Li n'évoquait

pas les intérêts chinois en Corée – soit parce qu’il tenait pour admis que la suzeraineté chinoise ne représentait pas une menace de même nature que les autres influences étrangères, soit parce qu’il avait conclu que la Chine n’avait aucun moyen concret d’éviter à la Corée d’être soumise à ces influences.

Les prétentions chinoises et japonaises à établir des relations particulières avec la Corée ne pouvaient que se heurter tôt ou tard. En 1894, le Japon et la Chine envoyèrent des troupes en Corée à la suite d’une rébellion. Le Japon finit par s’emparer du roi de Corée et par installer un gouvernement projaponais. À Pékin comme à Tokyo, des nationalistes appelèrent à la guerre ; mais le Japon était le seul à disposer d’une force navale moderne, les fonds initialement levés pour moderniser la marine chinoise ayant été réquisitionnés pour rénover le palais d’Été.

Quelques heures après le déclenchement de la guerre, le Japon écrasa les forces navales de la Chine, insuffisamment financées malgré plusieurs décennies prétendument consacrées à leur renforcement. On rappela Li Hongzhang d’une de ses périodiques retraites forcées et on lui donna l’ordre de se rendre dans la ville japonaise de Shimonoseki négocier un traité de paix. Il était chargé de la mission presque impossible de sauver la dignité chinoise en dépit du désastre militaire. Dans une guerre, la partie qui a le dessus a souvent intérêt à retarder un règlement, surtout si le temps qui passe améliore sa position de négociation. Aussi le Japon avait-il encore aggravé l’humiliation de la Chine en rejetant toute une série de négociateurs qu’elle avait proposés, sous prétexte que leur rang protocolaire n’était pas assez élevé – un affront délibéré à un empire qui avait toujours présenté ses diplomates comme l’incarnation de prérogatives célestes, supérieurs par définition à tous les étrangers, quel que fût leur rang en Chine.

Les conditions négociées à Shimonoseki portèrent un coup brutal à l’image que la Chine se faisait de sa supériorité. Elle dut céder Taïwan au Japon, renoncer à la cérémonie du tribut avec la Corée et reconnaître l’indépendance de celle-ci (l’ouvrant ainsi à une influence japonaise croissante), verser une forte indemnité de guerre et céder au Japon la péninsule de Liaodong en Mandchourie, comprenant les ports stratégiques de Dalian et de Lushun (Port-Arthur). Seule la balle d’un nationaliste

japonais épargna à la Chine une issue plus dégradante encore. Effleurant le visage de Li sur le théâtre des négociations, elle conduisit le gouvernement japonais, mortifié, à renoncer à certaines de ses revendications plus radicales.

Li poursuivit les pourparlers depuis son lit d'hôpital afin de montrer qu'il gardait la tête haute en dépit de l'humiliation. Peut-être son stoïcisme tenait-il en partie au fait qu'il savait que, sans attendre la fin des tractations, des diplomates chinois approchaient d'autres puissances qui possédaient des intérêts en Chine, notamment la Russie dont l'expansion dans le Pacifique avait préoccupé la Chine depuis la fin de la guerre de 1860. Li avait prévu la rivalité du Japon et de la Russie en Corée et en Mandchourie et avait donné instruction à ses diplomates, en 1894, de traiter la Russie avec une extrême délicatesse. Dès son retour de Shimonoseki, il s'employa à convaincre celle-ci de prendre la tête d'une « triple intervention » regroupant autour d'elle la France et l'Allemagne, et qui obligea le Japon à restituer la péninsule de Liaodong à la Chine.

Cette manœuvre eut des conséquences de grande portée. Une fois de plus, en effet, la cour du tsar appliqua son interprétation désormais solidement ancrée de l'amitié sino-russe. Pour prix de ses services, elle extorqua des droits privilégiés sur une autre fraction non négligeable du territoire chinois. Cette fois, elle fut assez subtile pour ne pas le faire directement. Mais à la suite de la triple intervention, elle convoqua Li à Moscou pour signer un traité secret contenant une clause habile, aux visées clairement expansionnistes, précisant que, afin de garantir la sécurité chinoise contre de nouvelles attaques éventuelles du Japon, la Russie construirait une extension du chemin de fer transsibérien à travers la Mandchourie. Dans cet accord secret, la Russie s'engageait à ne pas utiliser la voie ferrée comme « prétexte à une violation du territoire chinois, ni à un empiétement sur les droits et privilèges légitimes de S[a] M[ajesté] I[mpériale], l'empereur de Chine<sup>125</sup> » – ce fut pourtant exactement ce à quoi elle s'employa alors. Dès que le chemin de fer eut été construit, les représentants du tsar exigèrent évidemment la présence de forces russes sur le territoire avoisinant afin de protéger l'investissement de leur pays. En l'espace de quelques années, la Russie

avait pris le contrôle de la région que le Japon avait été contraint d'évacuer, et de bien plus encore.

Cet épisode demeurerait l'héritage le plus controversé de Li. Cette intervention avait empêché, temporairement du moins, la progression du Japon, mais au prix d'une influence russe dominante en Mandchourie. L'établissement par le tsar d'une sphère d'influence dans cette région incita toutes les puissances établies à se précipiter pour réclamer des concessions comparables. Chaque pays réagit aux avancées des autres. L'Allemagne occupa Qingdao dans la péninsule de Shandong. La France obtint une enclave au Guangdong et consolida son emprise sur le Vietnam. La Grande-Bretagne élargit sa présence dans les nouveaux territoires au large de Hong Kong et acquit une base navale en face de Port-Arthur.

La stratégie de neutralisation des barbares avait fait ses preuves, dans une certaine mesure. Aucun n'avait acquis une prééminence absolue en Chine, ce qui laissait une certaine marge de manœuvre au gouvernement de Pékin. Mais la méthode astucieuse consistant à préserver l'essence de la Chine en incitant des puissances extérieures à s'affronter sur le territoire chinois ne pouvait être efficace à long terme que si la Chine restait suffisamment forte pour être prise au sérieux. Or ses prétentions à un contrôle central s'effritaient.

Le terme d'apaisement a pris une connotation péjorative dans le contexte des années 1930, où il a servi à désigner l'attitude des démocraties occidentales à l'égard d'Hitler. Mais une politique d'affrontement ne peut se mener en toute sécurité que si le faible est en mesure de faire payer sa défaite plus cher que ne saurait le tolérer le plus fort. Faute de quoi, la prudence impose un accommodement plus ou moins important. Les démocraties ont malheureusement pratiqué l'apaisement alors qu'elles disposaient d'une force militaire supérieure. Or c'est une stratégie politiquement risquée, elle aussi, car elle met la cohésion sociale en jeu. Elle exige en effet que l'opinion publique continue à faire confiance à ses responsables, alors même qu'ils semblent céder aux exigences des vainqueurs.

Tel fut le dilemme que vécut Li pendant les décennies où il chercha à guider la Chine entre la rapacité européenne, russe et japonaise et la stupidité intransigeante de sa propre cour. Les générations chinoises

ultérieures ont reconnu le talent de Li Hongzhang, mais ont exprimé des sentiments ambivalents ou hostiles vis-à-vis des concessions auxquelles il a prêté sa signature, principalement à l'égard de la Russie et du Japon, ainsi que de la cession de Taïwan à ce dernier pays. Cette politique portait atteinte à la dignité d'une société orgueilleuse. Elle a néanmoins permis à la Chine de préserver les éléments de sa souveraineté, aussi amoindris fussent-ils, tout au long d'un siècle d'expansion coloniale qui a vu tous les autres pays affectés perdre intégralement leur indépendance. La Chine a transcendé l'humiliation en donnant l'impression de s'y adapter.

Li a résumé l'impulsion de sa diplomatie dans un mémoire mélancolique adressé à l'impératrice douairière peu avant sa mort en 1901 :

Inutile de dire combien je serais heureux que la Chine puisse s'engager dans une guerre glorieuse et triomphante ; voir les nations barbares, enfin assujetties dans une allégeance soumise, rendre respectueusement hommage au Trône du Dragon serait la joie de mes vieux jours. Malheureusement, force m'est de reconnaître que la Chine n'est pas à la hauteur de pareille entreprise et que nos forces ne sont à aucun égard en mesure de s'y engager. En considérant que cette question affecte principalement l'intégrité de notre Empire, qui serait assez fou pour lancer des projectiles contre un rat à proximité d'une porcelaine hors de prix<sup>126</sup> ?

La stratégie consistant à opposer la Russie au Japon en Mandchourie engendra une rivalité qui conduisit ces deux puissances à se mettre peu à peu à l'épreuve. Dans son entreprise d'expansion incessante, la Russie abandonna l'accord tacite entre les exploiters de la Chine visant à préserver un certain équilibre entre leurs revendications respectives et à maintenir un degré de souveraineté chinoise.

Les exigences rivales du Japon et de la Russie dans le nord-est de la Chine entraînèrent en 1904 une guerre pour l'hégémonie, qui s'acheva par une victoire japonaise. Le traité de Portsmouth de 1905 accordait au Japon une position dominante en Corée et potentiellement en Mandchourie. Mais cette prééminence resta inférieure à celle que sa victoire aurait pu lui assurer, en raison de l'intervention du président américain Theodore

Roosevelt. Ses médiations à la fin de la guerre russo-japonaise, appuyées sur les principes de l'équilibre des forces, une rareté dans la diplomatie américaine, empêchèrent le Japon de s'emparer de la Mandchourie et préservèrent une situation plus pondérée en Asie. Ses menées asiatiques ayant été contrecarrées, la Russie révisa ses priorités stratégiques en se tournant vers l'Europe, un processus qui accéléra le déclenchement de la Première Guerre mondiale.

### **La révolte des Boxers et la nouvelle période de royaumes combattants**

À la fin du <sup>xix</sup><sup>e</sup> siècle, l'ordre du monde chinois était entièrement disloqué ; la cour de Pékin ne pouvait plus jouer son rôle de garante de la culture ou de l'autonomie de la Chine. L'exaspération populaire éclata en 1898 à travers ce qu'on appelle la révolte des Boxers. Pratiquant une forme de mysticisme antique et prétendant jouir d'une immunité magique contre les balles étrangères, les Boxers – qui devaient leur nom à l'exercice des arts martiaux traditionnels – organisèrent une campagne d'agitation violente contre les étrangers et les symboles de l'ordre nouveau que ceux-ci avaient imposés. Diplomates, chrétiens chinois, voies ferrées, lignes télégraphiques et écoles occidentales furent la cible de leurs attaques. Craignant peut-être que la cour mandchoue (elle-même une création « étrangère » imposée de l'extérieur, et qui avait largement perdu de son efficacité) ne soit leur cible suivante, l'impératrice douairière épousa la cause des Boxers et fit l'éloge de leurs actions. L'élément central du conflit était, une fois encore, la présence contestée de longue date d'ambassades étrangères à Pékin – que les Boxers assiégèrent au printemps de 1900. Après avoir hésité pendant un siècle entre dédain hautain, défi et conciliation angoissée, la Chine s'engagea dans un état de guerre avec toutes les puissances étrangères à la fois<sup>127</sup>.

Cela lui valut d'essuyer un nouveau revers brutal. Une force expéditionnaire alliée regroupant huit puissances – France, Grande-Bretagne, États-Unis, Japon, Russie, Allemagne, Autriche-Hongrie et Italie – débarqua à Pékin en août 1900 pour se porter au secours des ambassades. Après avoir réprimé les Boxers et les troupes Qing alliées (et

dévasté, ce faisant, une grande partie de la capitale), les huit pays dictèrent un nouveau « traité inégal » imposant le versement d'une indemnité financière et leur accordant de nouveaux droits d'occupation<sup>128</sup>.

Une dynastie incapable d'empêcher les étrangers de marcher de façon réitérée sur sa capitale ou d'éviter les exactions étrangères sur son territoire avait de toute évidence perdu le Mandat du Ciel. Et la dynastie Qing, qui avait remarquablement su préserver son existence pendant sept décennies depuis le tout premier heurt avec l'Occident, s'effondra en 1912.

L'autorité centrale de la Chine était en miettes une fois de plus, et le pays s'engagea dans une nouvelle période de royaumes combattants. Une République chinoise, profondément divisée dès l'origine, émergea dans un environnement international périlleux. Mais elle n'eut jamais l'occasion de pratiquer les vertus démocratiques. Le leader nationaliste Sun Yat-sen fut proclamé président de cette nouvelle république en janvier 1912. Comme si quelque loi mystérieuse imposait l'unité impériale, Sun n'était en fonction que depuis six semaines lorsqu'il s'inclina devant Yuan Shikai, commandant de la seule force militaire capable d'unifier le pays. Yuan ayant vainement proclamé l'avènement d'une nouvelle dynastie impériale en 1916, le pouvoir politique passa ensuite aux mains de gouverneurs régionaux et de commandants militaires. Pendant ce temps, au centre de la Chine, le nouveau Parti communiste chinois, fondé en 1921, administrait une sorte de gouvernement fantôme et un ordre social parallèle, vaguement aligné sur le mouvement communiste mondial. Chacun de ces postulants réclamait le droit de gouverner, mais aucun n'était suffisamment fort pour l'emporter sur les autres.

En l'absence d'autorité centrale reconnue de tous, la Chine ne possédait pas l'instrument indispensable à la conduite de sa diplomatie traditionnelle. À la fin des années 1920, le Parti nationaliste dirigé par Chiang Kai-shek exerçait un contrôle théorique sur l'intégralité de l'ancien empire Qing. Mais dans les faits, les prérogatives territoriales traditionnelles de la Chine étaient de plus en plus contestées.

Épuisées par la guerre et vivant dans un monde influencé par les principes wilsoniens d'autodétermination, les puissances occidentales

n'étaient plus en mesure d'élargir leurs sphères d'influence en Chine ; c'est à peine si elles étaient capables de les conserver. La Russie consolidait sa révolution intérieure, et sa situation ne lui permettait pas de mener une nouvelle politique expansionniste. L'Allemagne avait été purement et simplement privée de ses colonies.

Parmi les anciens candidats à la domination chinoise, il n'en restait qu'un, le plus dangereux pour l'indépendance de la Chine : le Japon. La Chine n'était pas assez forte pour se défendre. Et aucun pays n'était prêt à faire militairement contrepoids à l'Empire nippon. Après la défaite de l'Allemagne à l'issue de la Première Guerre mondiale, le Japon occupa les anciennes concessions allemandes du Shandong. En 1932, Tokyo fut à l'origine de la création en Mandchourie d'un État sécessionniste, le Mandchoukouo, dominé par le Japon. En 1937, ce dernier se lança dans un programme de conquête à travers une grande partie de la Chine orientale.

Le Japon se trouvait à présent dans la position des conquérants d'autrefois. La soumission d'un pays aussi vaste n'était pas une mince affaire ; il était impossible de l'administrer sans s'appuyer sur une partie de ses caractéristiques culturelles, ce que le Japon, faisant grand cas de la singularité de ses propres institutions, ne fut jamais disposé à faire. Peu à peu, ses anciens partenaires – les puissances européennes soutenues par les États-Unis – commencèrent à se dresser contre lui, politiquement d'abord, puis militairement. Ce fut une sorte d'apogée de la politique d'autorenforcement, les anciens colonialistes se liguant désormais pour défendre l'intégrité de la Chine.

Les États-Unis prirent la tête de cette entreprise et leur instrument fut la politique de la porte ouverte proclamée par le secrétaire d'État John Hay en 1899. Destinée initialement à revendiquer au profit des États-Unis les avantages de l'impérialisme individuel d'autres pays, cette doctrine évolua dans les années 1930 pour devenir un moyen de préserver l'indépendance de la Chine. Les puissances occidentales participèrent à cet effort. La Chine serait désormais capable de surmonter la phase impérialiste, à condition de survivre à la Seconde Guerre mondiale et de reforge, une fois encore, son unité.

Au lendemain de la capitulation japonaise de 1945, la Chine était dévastée et divisée. Les nationalistes comme les communistes



prétendaient incarner l'autorité centrale. Deux millions de soldats japonais se trouvaient sur le territoire chinois dans l'attente de leur rapatriement. L'Union soviétique reconnut le gouvernement nationaliste, mais prit soin de garder toutes ses options ouvertes en livrant des armes au Parti communiste ; en même temps, sans y avoir été invitée, elle avait envoyé une force militaire soviétique massive dans le nord-est de la Chine afin de faire valoir une partie de ses anciennes revendications coloniales. Le contrôle déjà précaire de Pékin sur le Xinjiang n'avait cessé de s'éroder. Le Tibet et la Mongolie avaient gravité vers une quasi-autonomie, dans les orbites respectives de l'Empire britannique et de l'Union soviétique.

L'opinion publique américaine se rangeait du côté de Chiang Kai-shek, son allié de guerre. Mais celui-ci ne gouvernait qu'une fraction d'un pays déjà fragmenté par l'occupation étrangère. La Chine fut traitée comme l'un des « Cinq Grands » chargés d'organiser le monde d'après guerre et disposant d'un droit de veto au Conseil de sécurité des Nations unies. Sur les cinq, seuls les États-Unis et l'Union soviétique avaient la puissance nécessaire pour s'acquitter de cette mission.

On assista alors à une recrudescence de la guerre civile chinoise. Washington chercha à appliquer sa solution habituelle face à ce type de conflit, une solution qui a échoué de façon réitérée, à l'époque comme dans les décennies suivantes. Il recommanda la création d'une coalition entre nationalistes et communistes, qui se combattaient depuis vingt ans. En septembre 1945, l'ambassadeur des États-Unis, Patrick Hurley, organisa une entrevue entre Chiang Kai-shek et le responsable du Parti communiste, Mao Zedong, à Chongqing, la capitale de Chiang. Les deux leaders s'y rendirent docilement, tout en se préparant à une ultime épreuve de force.

Dès la fin de l'entrevue de Hurley, les deux camps reprirent les hostilités. La stratégie des forces nationalistes de Chiang consistait à tenir les villes, tandis que les armées de guérilleros de Mao s'appuyaient sur la campagne ; chacun chercha à cerner l'autre en appliquant les stratégies d'encerclement du *wei qi*<sup>129</sup>. Tandis que l'on réclamait à grands cris une intervention américaine afin de soutenir les nationalistes, le président Harry Truman envoya le général George Marshall en Chine où il passa un

an à encourager les deux camps à collaborer. Pendant ce temps, la position militaire des nationalistes ne cessait de se dégrader.

Écrasés par les communistes sur le continent, les soldats nationalistes se réfugièrent sur l'île de Taïwan en 1949. Les nationalistes emportèrent avec eux tout leur appareil militaire, leurs responsables politiques et les vestiges de leur autorité nationale (parmi lesquels des trésors artistiques et culturels provenant de la collection du palais impérial)<sup>130</sup>. Ils déclarèrent que la capitale de la République de Chine était déplacée à Taipei et s'engagèrent à revenir sur le continent lorsqu'ils auraient reconstitué leurs forces. Ils conservèrent le siège chinois au Conseil de sécurité des Nations unies.

Pendant ce temps, la Chine réalisait une fois de plus son unité et proclamait l'avènement de la République populaire de Chine. La Chine communiste constituait un univers nouveau : structurellement, une nouvelle dynastie ; substantiellement, une nouvelle idéologie – une première dans l'histoire du pays. Stratégiquement, son territoire jouxtait celui de plus d'une dizaine de voisins, ses frontières étaient ouvertes et ses moyens insuffisants pour faire face simultanément à chaque menace potentielle – ce qui la plaçait dans la même situation que tous les gouvernements chinois de l'histoire. Et pour couronner le tout, les nouveaux dirigeants de la Chine devaient faire face à l'ingérence des États-Unis dans les affaires asiatiques. S'étant imposés à l'issue de la Seconde Guerre mondiale comme une superpuissance pleine d'assurance, ils étaient en train de faire volte-face et de renoncer à leur passivité face à la victoire communiste dans la guerre civile chinoise. Tous les hommes d'État doivent préserver un juste équilibre entre l'expérience du passé et les revendications de l'avenir. C'était encore plus vrai dans la Chine dont Mao et le Parti communiste venaient de prendre les rênes.

## Chapitre 4

### La révolution permanente de Mao

L'avènement d'une nouvelle dynastie en Chine avait pris un rythme bien précis au fil des millénaires. On commençait à juger que l'ancienne dynastie n'assurait plus correctement sa mission de protéger la population chinoise et de satisfaire ses aspirations fondamentales. Sous l'effet cumulé d'une série de désastres plus souvent qu'à la suite d'une unique catastrophe, la dynastie régnante perdait ainsi le Mandat du Ciel aux yeux du peuple chinois, lequel considérait que la nouvelle dynastie l'avait acquis, ne fût-ce qu'en réussissant à s'imposer.

Ce genre de bouleversement s'était reproduit à maintes reprises dans l'histoire agitée de la Chine. Mais aucun dirigeant n'avait jamais suggéré de renverser tout le système de valeurs de la société. Les précédents prétendants au Mandat du Ciel – même, et peut-être surtout, les conquérants étrangers – avaient assuré leur légitimité en adoptant les valeurs antiques de la société dont ils s'étaient rendus maîtres et en gouvernant selon ses principes. Ils avaient maintenu en place l'administration dont ils avaient hérité, ce qui leur permettait de gouverner plus aisément un pays plus peuplé et plus riche que tout autre. Cette tradition a été le mécanisme du processus de sinisation et a fait du confucianisme la doctrine dominante de la Chine.

Un colosse était à la tête de la nouvelle dynastie qui afflua en masse de la campagne en 1949 pour s'emparer des villes : Mao Zedong. D'une autorité et d'une influence écrasantes, impitoyable et distant, poète et guerrier, prophète et fléau, il a unifié la Chine et l'a engagée dans un voyage qui a failli détruire sa société civile. Mais au terme de ce processus implacable, la Chine s'est affirmée comme une des plus grandes puissances de la planète et comme le seul pays communiste, avec Cuba, la

Corée du Nord et le Vietnam, dont la structure politique ait résisté à l'effondrement du communisme dans le reste du monde.

### **Mao et la Grande Harmonie**

Les révolutionnaires ont, par nature, des personnalités fortes et résolues. Ils partent presque invariablement d'une position de faiblesse par rapport à leur environnement politique et s'imposent grâce à leur charisme et à leur aptitude à mobiliser les rancœurs et à tirer parti des faiblesses d'adversaires en déclin.

La plupart des révolutions ont éclaté pour défendre une cause précise. Une fois parvenues à leurs fins, elles se sont institutionnalisées dans un nouveau système d'ordre. La révolution de Mao n'avait pas de terme précis ; l'objectif ultime de la « Grande Harmonie » qu'il proclamait était une vision vague, plus proche de l'exaltation spirituelle que de la reconstruction politique. Les cadres du Parti communiste composaient un clergé, chargé d'une croisade plus que de la mise en œuvre d'un programme défini. Sous Mao, ces cadres marchaient également au bord de l'abîme. Ils couraient perpétuellement le risque – une quasi-certitude avec le temps – d'être engloutis par les soulèvements mêmes qu'ils étaient incités à encourager. Parmi les dirigeants de la deuxième génération (celle de Deng Xiaoping), presque tous ont connu ce sort, ne revenant au pouvoir qu'après de terribles épreuves personnelles. Tous les proches de Mao pendant la période révolutionnaire – et même, finalement, celui qui fut longtemps son Premier ministre et son diplomate en chef, Zhou Enlai – furent un jour ou l'autre victimes de purges.

On ne s'étonnera donc pas d'apprendre que le souverain chinois que Mao admirait le plus était l'empereur Qin Shihuang, qui mit fin à la période des Royaumes combattants en triomphant de tous ses rivaux et en les unifiant dans une entité politique unique en 221 av. J.-C. On s'accorde généralement à voir en lui le fondateur de l'unité chinoise. Cependant, l'historiographie chinoise a toujours refusé de lui accorder un respect sans faille, parce qu'il a brûlé des livres et persécuté les lettrés confucéens traditionnels (il en a enterré vivants quatre cent soixante). Mao a remarqué un jour que pour gouverner la Chine, il fallait associer les méthodes de

Marx et celles de Qin Shihuang, et il a rédigé un poème à la louange de l'empereur :

Je vous en prie, Monsieur, ne dites pas de mal de l'empereur Qin Shihuang,

Car il faut accorder plus de réflexion à ces livres brûlés.

Bien que mort, notre dragon ancestral vit toujours en esprit,

Alors que malgré sa renommée, Confucius n'était réellement personne.

L'ordre de Qin a survécu à travers les âges<sup>[131](#)</sup>.

La Chine de Mao était, à dessein, un pays en crise permanente ; dès les tout premiers jours du gouvernement communiste, Mao déclencha des vagues de lutte successives. Les Chinois ne pourraient jamais se reposer sur leurs lauriers. La destinée que Mao leur imposait était de purifier leur société et de se purifier eux-mêmes par de vertueux efforts.

Mao a été le premier dirigeant depuis l'unification de la Chine à faire de la rupture avec les traditions nationales un acte délibéré de politique d'État. Il estimait que sa tâche était de rajeunir la Chine en détruisant, parfois par la violence, son héritage antique. Comme il le déclara à André Malraux en 1965 :

Il faut que disparaissent la pensée, la culture et les coutumes qui ont conduit la Chine là où nous l'avons trouvée et il faut que paraissent la pensée, la culture et les coutumes de la Chine prolétarienne, qui n'existe pas encore... Pensée, culture, coutumes doivent naître d'un combat, et la lutte doit continuer aussi longtemps qu'il existe un risque de retour en arrière<sup>[132](#)</sup>.

Il fallait que la Chine soit « désintégrée » comme un atome, afin de détruire l'ordre ancien mais de produire en même temps une explosion d'énergie populaire qui la propulserait à des sommets de réussite encore plus élevés :

Maintenant, notre enthousiasme a surgi. Notre nation est une nation ardente, balayée désormais par une marée brûlante. Il y a une bonne métaphore pour exprimer cela : notre nation est comme un atome... Quand le noyau de cet atome sera désintégré, l'énergie thermique

dégagée sera d'une puissance vraiment immense. Nous serons capables de faire des choses que nous ne pouvions pas faire auparavant<sup>133</sup>.

Dans le cadre de ce processus, Mao lança une attaque tous azimuts contre la pensée politique traditionnelle. Alors que la tradition confucéenne faisait grand cas de l'harmonie universelle, Mao idéalisa le chambardement et le heurt de forces antagonistes, et ce dans les affaires intérieures aussi bien qu'extérieures (il considérait du reste que ces deux domaines étaient liés et associa régulièrement aux crises extérieures des purges ou des campagnes idéologiques intérieures). La tradition confucéenne tenait en haute estime la doctrine du juste milieu et cultivait l'équilibre et la modération ; quand réforme il y avait, elle était progressive et se présentait sous l'aspect d'une « restauration » de valeurs du passé. Mao, au contraire, visait une transformation radicale et immédiate ainsi qu'une rupture totale avec le passé. La théorie politique chinoise traditionnelle n'accordait qu'une utilité très relative à la force militaire et insistait pour que les souverains chinois atteignent la stabilité intérieure et l'influence extérieure par leur vertu et leur compassion. Poussé par son idéologie et par la souffrance que lui inspirait le siècle d'humiliations que la Chine venait de vivre, Mao fut à l'origine d'une militarisation sans précédent de la vie chinoise. Alors que la Chine traditionnelle vénérât le passé et chérissait une riche culture littéraire, Mao déclara la guerre à l'art, à la culture et aux modes de pensée traditionnels de son pays.

Mao incarnait pourtant à maints égards les contradictions dialectiques sur lesquelles il prétendait agir. Il était passionnément et publiquement anticonfucéen, ce qui ne l'empêchait pas de lire avec assiduité les classiques chinois et de citer fréquemment des textes anciens. Mao proclamait la doctrine de la « révolution permanente », mais lorsque les intérêts nationaux de la Chine l'exigeaient, il pouvait se montrer patient et adopter une vision à long terme. Il affirmait avoir pour stratégie la manipulation des « contradictions », mais plaçait celle-ci au service d'un objectif ultime emprunté au concept confucéen du *da tong*, la « Grande Harmonie ».

Le gouvernement maoïste se transforma donc en une version inversée de la tradition confucéenne. Il proclamait une rupture totale avec le passé tout en s'appuyant sur un grand nombre des institutions traditionnelles chinoises, parmi lesquelles un style de pouvoir impérial, une conception de l'État comme projet éthique et une bureaucratie de mandarins que Mao abhorrait et qu'il détruisait périodiquement avant d'être contraint, tout aussi périodiquement, de la recréer.

Les desseins ultimes de Mao ne pouvaient pas s'exprimer dans une structure organisationnelle unique, ni s'accomplir par la réalisation d'une série précise d'objectifs politiques. Il voulait prolonger le processus même de la révolution, estimant avoir pour mission personnelle de le mener à bien par une série de bouleversements toujours plus importants, n'autorisant aucune pause avant que son peuple ait surmonté l'épreuve pour en ressortir purifié et transformé :

Se faire renverser est douloureux et insupportable à envisager pour ceux qui sont renversés, par exemple pour les réactionnaires du Kuomintang [le Parti nationaliste] que nous sommes en train de renverser et pour l'impérialisme japonais que nous avons renversé il y a quelque temps avec d'autres peuples. Cependant, pour la classe ouvrière, les travailleurs et le Parti communiste, il ne s'agit pas d'être renversés, mais de travailler dur afin de créer les conditions dans lesquelles les classes, le pouvoir d'État et les partis politiques mourront de mort naturelle, tandis que l'humanité entrera dans le royaume de la Grande Harmonie<sup>134</sup>.

Dans la Chine traditionnelle, l'Empereur était le pivot de la Grande Harmonie de toutes les créatures vivantes. Par son exemple vertueux, il était censé préserver l'ordre cosmique existant, ainsi que l'équilibre entre ciel, homme et nature. Dans la vision chinoise, l'Empereur « transformait » les barbares rebelles et les faisait rentrer dans le rang ; il occupait le sommet de la hiérarchie confucéenne et attribuait à tous leur juste place dans la société.

Voilà pourquoi, jusqu'à la période moderne, la Chine ne poursuivait pas l'idéal de « progrès » au sens occidental du terme. Le moteur chinois du service public était le concept de rectification – remettre en ordre une

société qu'on avait laissée glisser dans une situation de dangereux déséquilibre. Confucius déclarait que sa mission était d'essayer de *retrouver* des vérités profondes que sa société avait négligées et de restaurer ainsi un âge d'or.

Mao considérait son rôle comme l'exact opposé. La Grande Harmonie serait atteinte au terme d'un processus douloureux qui risquait de broyer tous ceux qui le vivraient. Selon l'interprétation maoïste de l'histoire, l'ordre confucéen avait condamné la Chine à la faiblesse ; son « harmonie » n'était qu'une forme d'assujettissement. Le progrès ne s'accomplirait que par une série d'épreuves brutales dressant des forces antagonistes les unes contre les autres, à l'intérieur du pays comme sur la scène internationale. Et si ces contradictions n'apparaissaient pas d'elles-mêmes, il était du devoir du Parti communiste et de son dirigeant de maintenir une agitation permanente, quitte à agir contre lui-même si besoin était.

En 1958, au début de la campagne nationale de collectivisation économique qu'on a appelée le Grand Bond en avant, Mao a esquissé sa vision d'une Chine en perpétuel mouvement. Chaque vague d'effort révolutionnaire, a-t-il proclamé, anticipait organiquement un nouveau bouleversement dont il fallait précipiter le déclenchement, de crainte que les révolutionnaires ne sombrent dans l'indolence et ne commencent à se reposer sur leurs lauriers :

Nos révolutions ressemblent à des batailles. À l'issue d'une victoire, nous devons immédiatement proposer une nouvelle tâche. Ainsi, les cadres et les masses seront toujours mus par la ferveur révolutionnaire, et non par la vanité. En fait, ils n'auront pas le temps d'être vains, même s'ils en ont envie. Avec de nouvelles tâches sur les bras, ils seront tout entiers préoccupés par les problèmes de leur réalisation<sup>[135](#)</sup>.

Les cadres révolutionnaires devaient être mis à l'épreuve par des défis de plus en plus exigeants à intervalles de plus en plus brefs. « Le déséquilibre est une règle objective et générale », écrivait Mao.

Le cycle, qui est infini, évolue du déséquilibre à l'équilibre, puis à nouveau au déséquilibre. Chaque cycle, cependant, nous porte à un



niveau de développement plus élevé. Le déséquilibre est normal et absolu, alors que l'équilibre est temporaire et relatif<sup>136</sup>.

Mais comment un État en constant bouleversement peut-il trouver sa place dans le système international ? S'il applique à la lettre la doctrine de révolution permanente, il sera constamment en proie à l'agitation et, probablement, à la guerre. Les États qui tiennent à la stabilité se ligueront contre lui. Mais s'il cherche à instaurer un ordre international ouvert aux autres, il se heurtera fatalement aux adeptes de la révolution permanente. Ce dilemme a obsédé Mao toute sa vie sans qu'il y trouve de solution définitive.

### **Mao et les relations internationales : le stratagème de la ville vide, la dissuasion chinoise et la quête d'un avantage psychologique**

Mao a proclamé sa vision fondamentale des relations internationales le jour qui a précédé sa prise du pouvoir. À la veille de la Conférence consultative politique du peuple nouvellement constituée, il a résumé d'une phrase l'attitude de la Chine à l'égard de l'ordre international existant : « Le peuple chinois s'est levé. »

Nous avons le sentiment général que notre œuvre trouvera place dans l'histoire de l'humanité et démontrera clairement que les Chinois, qui constituent le quart de l'humanité, ont entrepris de se lever. Les Chinois ont toujours été un grand peuple, courageux et industriels. Ce n'est qu'aux temps modernes qu'ils ont pris du retard, un retard exclusivement dû à l'oppression et à l'exploitation de l'impérialisme étranger et d'un gouvernement intérieur réactionnaire... Nos prédécesseurs nous ont chargés d'achever leur œuvre. C'est ce que nous faisons aujourd'hui. Nous nous sommes unis et nous avons vaincu nos oppresseurs extérieurs et intérieurs grâce à la guerre de libération du peuple et à la grande révolution du peuple, et nous proclamons la création de la République populaire de Chine<sup>137</sup>.

Se lever ainsi à la face du monde était une perspective qui pouvait paraître redoutable à la Chine de 1949. Le pays était sous-développé et

dépourvu de la capacité militaire d'imposer ses propres choix à un monde qui l'éclipsait largement par ses ressources et, surtout, par sa technologie. Quand la République populaire fit son apparition sur la scène internationale, les États-Unis étaient la principale superpuissance nucléaire (l'Union soviétique venait de faire exploser sa première arme atomique). Les États-Unis avaient soutenu Chiang Kai-shek pendant la guerre civile chinoise, transportant les troupes nationalistes dans les villes du nord de la Chine après la reddition japonaise à l'issue de la Seconde Guerre mondiale, pour couper l'herbe sous le pied des armées communistes. La victoire de Mao Zedong avait été accueillie avec consternation à Washington, où l'on avait cherché à désigner les responsables de la « perte » de la Chine. Cela donnait à penser, aux yeux de Pékin en tout cas, que les États-Unis s'efforceraient peut-être d'inverser ce résultat – une conviction renforcée en 1950 quand, à la suite de l'invasion de la Corée du Sud par la Corée du Nord, le président Truman déplaça la VII<sup>e</sup> flotte dans le détroit de Taïwan, anticipant une tentative du nouveau gouvernement continental pour reprendre cette île.

L'Union soviétique était une alliée idéologique de la Chine et, dans un premier temps, joua un rôle utile de partenaire stratégique pour faire contrepoids aux États-Unis. Mais les dirigeants chinois n'avaient pas oublié la série de « traités inégaux » extorqués par la Russie un siècle plus tôt pour prendre possession de ses provinces maritimes d'Extrême-Orient et d'une zone d'influence spéciale en Mandchourie et au Xinjiang. Ils se rappelaient également que l'Union soviétique n'avait pas renoncé à la validité de concessions arrachées à Chiang Kai-shek dans le nord-est de la Chine par des accords de guerre de 1945. Pour Staline, la domination soviétique sur le monde communiste était une donnée immuable, une position incompatible à long terme avec le nationalisme farouche de Mao et sa volonté d'affirmer son importance idéologique.

La Chine fut également mêlée à une querelle frontalière avec l'Inde dans l'Himalaya, à propos du territoire de l'Aksai Chin à l'ouest et de la ligne McMahon à l'est. La région contestée n'était pas insignifiante : couvrant environ cent vingt-cinq mille kilomètres carrés, sa superficie totale était légèrement inférieure à celle de la Grèce et, comme le releva

plus tard Mao en présence de ses commandants supérieurs, presque équivalente à celle de la province chinoise du Fujian<sup>138</sup>.

Mao rangeait tous ces défis en deux catégories. À l'intérieur du pays, il proclama la révolution permanente, qu'il put appliquer grâce au contrôle sans faille qu'il exerça avec une rigueur croissante. À l'étranger, la révolution mondiale était un slogan, éventuellement un objectif à long terme, mais les dirigeants chinois étaient suffisamment réalistes pour reconnaître qu'ils n'avaient pas les moyens de contester l'ordre international en vigueur, sinon par des moyens idéologiques. En Chine même, Mao admettait peu de limites objectives à ses visions philosophiques, si ce n'est les comportements ataviques du peuple chinois qu'il essayait de surmonter. S'agissant de politique étrangère, il se montrait nettement plus circonspect.

Quand le Parti communiste prit le pouvoir en 1949, des régions substantielles s'étaient détachées de l'Empire chinois historique, notamment le Tibet, certaines parties du Xinjiang et de la Mongolie, ainsi que les régions frontalières de la Birmanie. L'Union soviétique conservait une sphère d'influence dans le Nord-Est et maintenait une force d'occupation ainsi qu'une flotte dans le port stratégique de Lushun. Comme d'autres fondateurs de dynasties avant lui, Mao revendiquait les frontières qui avaient été celles de la Chine au moment de l'étendue historique maximale de l'Empire, et il appliqua aux territoires qui appartenaient selon lui à cette Chine historique – Taïwan, le Tibet, le Xinjiang, la Mongolie, des régions frontalières dans l'Himalaya ou au nord – la même maxime qu'en politique intérieure : il se montra intraitable ; il chercha à imposer l'autorité chinoise et y parvint le plus souvent. Dès que la guerre civile prit fin, Mao entreprit de réoccuper les régions sécessionnistes, comme le Xinjiang, la Mongolie-Intérieure et, enfin, le Tibet. Dans ce contexte, le rattachement de Taïwan représentait moins une mise à l'épreuve de l'idéologie chinoise qu'une exigence historique. Même lorsqu'il évitait toute opération militaire, Mao exprimait des revendications sur des territoires cédés par les « traités inégaux » du XIX<sup>e</sup> siècle – par exemple, les territoires perdus dans l'Extrême-Orient russe en vertu des règlements de 1860 et 1895.

Face au reste du monde, Mao imposa un style bien à lui qui remplaçait la force physique par le militantisme idéologique et l'analyse psychologique. Il associait une vision sinocentrique du monde, une touche de révolution mondiale et une diplomatie fidèle à la tradition chinoise de manipulation des barbares, auxquelles s'ajoutait l'attention la plus vive à la planification minutieuse et à la domination psychologique du camp adverse.

Mao se garda bien d'adopter une attitude qui paraissait pourtant frappée au coin du bon sens aux yeux des diplomates occidentaux, persuadés que, pour se remettre de plusieurs décennies de bouleversements la Chine aurait besoin de se concilier les grandes puissances. Il refusa de donner la moindre apparence de faiblesse, préféra le défi au compromis et évita tout contact avec les pays occidentaux après la fondation de la République populaire de Chine.

Zhou Enlai, qui en fut le premier ministre des Affaires étrangères, a résumé cette posture de réserve distante par une série d'aphorismes. La nouvelle Chine ne se contenterait pas de se couler dans le moule des relations diplomatiques en place. Elle aménagerait « une cuisine séparée ». Les relations avec le nouveau régime devraient se négocier au coup par coup. La Chine nouvelle « balaierait la maison avant de convier les invités » – en d'autres termes, elle se débarrasserait des influences coloniales subsistantes avant de nouer des relations diplomatiques avec les pays occidentaux « impérialistes ». Elle userait de son influence pour « unir les peuples du monde » – autrement dit, pour encourager la révolution dans le monde en développement<sup>139</sup>.

Les diplomates conventionnels auraient rejeté cette attitude de défi distant, irréaliste à leurs yeux. Mais Mao croyait à l'effet objectif des facteurs idéologiques et, avant tout, psychologiques. Il avait l'intention d'arriver à la parité psychologique avec les superpuissances grâce à une indifférence calculée à leurs capacités militaires.

Un des récits classiques de la tradition stratégique chinoise est celui du « Stratagème de la ville vide » de Zhuge Liang, qui figure dans l'*Épopée des Trois Royaumes*. Un commandant remarque une armée qui s'avance et dont la force est largement supérieure à la sienne. Conscient que toute

résistance entraînerait à coup sûr la destruction et que la reddition compromettrait toute maîtrise de l'avenir, il imagine un stratagème. Il ouvre les portes de la ville, y prend la pose en train de jouer du luth dans une attitude de repos, tandis que derrière lui la vie normale se poursuit sans le moindre signe de panique ou d'inquiétude. Le général de l'armée d'invasion interprète ce sang-froid comme le signe de l'existence de réserves cachées, il s'arrête puis se retire.

L'indifférence notoire de Mao à la menace d'une guerre nucléaire devait certainement quelque chose à cette tradition. D'emblée, la République populaire de Chine dut manœuvrer au sein d'une relation triangulaire avec les deux puissances nucléaires : chacune prise individuellement représentait une grande menace, et toutes ensemble, elles étaient en mesure de l'écraser. Mao fit face à ce péril endémique en faisant comme s'il n'existait pas. Il se déclara imperméable au risque nucléaire ; de fait, il prétendit publiquement être prêt à accepter plusieurs centaines de millions de victimes et même accueillir cette perspective avec joie, car elle assurerait une victoire plus rapide de l'idéologie communiste. Nul ne sait si Mao croyait à ce qu'il disait de la guerre nucléaire, mais de toute évidence il réussit à en convaincre une grande partie du monde – test ultime de crédibilité. (Bien sûr, dans le cas de la Chine, la ville n'était pas entièrement « vide ». Ce pays finit par se doter de sa propre capacité nucléaire, laquelle resta pourtant largement inférieure à celles de l'Union soviétique ou des États-Unis.)

Mao put s'appuyer sur une longue tradition de diplomatie chinoise qui assurait l'accomplissement d'objectifs à long terme à partir d'une position de faiblesse relative. Pendant des siècles, les hommes d'État de son pays avaient pris les « barbares » au piège, établissant avec eux des relations qui les tenaient à distance et préservaient soigneusement la fiction politique de la supériorité chinoise grâce à un remarquable art de la mise en scène diplomatique. Depuis la naissance de la République populaire, la Chine a joué un rôle mondial dépassant sa force objective. En défendant farouchement sa propre définition de son patrimoine national, elle s'est imposée comme une force influente du mouvement des non-alignés – le regroupement de pays ayant récemment accédé à l'indépendance et qui cherchaient à se positionner entre les superpuissances. La Chine s'est

affirmée comme une grande puissance que l'on ne peut pas traiter à la légère, tout en s'employant à redéfinir l'identité chinoise à l'intérieur du pays et en défiant diplomatiquement les puissances nucléaires, tantôt simultanément, tantôt tour à tour.

Dans l'application de son programme de politique étrangère, Mao a emprunté davantage à Sun Tzu qu'à Lénine. Il s'est inspiré de la lecture des classiques chinois et de la tradition pour lesquels il affichait un si grand mépris. En esquissant ses initiatives de politique étrangère, il s'est montré moins enclin à se référer à la doctrine marxiste qu'aux écrits chinois traditionnels : les textes de Confucius, les « Vingt-quatre histoires dynastiques » retraçant l'ascension et la chute des dynasties impériales chinoises, l'*Épopée des Trois Royaumes* de Sun Tzu, et d'autres ouvrages sur la guerre et la stratégie, des récits d'aventures et de révolte comme *Les Hors-la-loi du marais*, sans oublier le roman d'amour et d'intrigues de cour, *Le Rêve de la chambre rouge*, que Mao prétendait avoir lu cinq fois<sup>140</sup>. Suivant la trace des fonctionnaires lettrés confucéens traditionnels qu'il dénonçait comme des oppresseurs et des parasites, il écrivait de la poésie et des essais philosophiques et s'enorgueillissait de sa calligraphie peu orthodoxe. Loin de représenter une détente après un dur travail politique, ces activités littéraires et artistiques en faisaient partie intégrante. En 1959, quand Mao regagna son village natal après trente-deux ans d'absence, il composa un poème dans lequel on chercherait en vain le moindre élément marxiste et matérialiste, mais qui possédait indéniablement un élan romantique : « Ce sont les sacrifices amers qui renforcent notre ferme résolution, qui nous donnent le courage d'oser changer le firmament et le ciel, d'oser changer le soleil et créer un monde nouveau<sup>141</sup>. »

Cette tradition littéraire était si profondément enracinée qu'en 1969, à un tournant de la politique étrangère de Mao, quatre maréchaux qu'il avait chargés de tracer les grandes lignes de ses options stratégiques illustrèrent leurs recommandations sur la nécessité de nouer des relations avec l'ennemi par excellence, l'Amérique, en citant l'*Épopée des Trois royaumes*, interdit en Chine mais dont ils savaient pertinemment que Mao l'avait lu. De même, au moment de lancer ses attaques les plus radicales contre l'héritage ancien de la Chine, Mao définit ses doctrines de politique

étrangère par analogie avec des jeux intellectuels chinois on ne peut plus traditionnels. Il décrivit ainsi les premières manœuvres de la guerre sino-indienne comme le « franchissement de la frontière Han-Chu », une métaphore ancienne empruntée à la version chinoise des échecs<sup>142</sup>. Il considérait le jeu d'argent traditionnel du mah-jong comme une école de la pensée stratégique : « Si vous saviez y jouer, déclara-t-il à son médecin, vous comprendriez la relation entre le principe de probabilité et le principe de certitude<sup>143</sup>. » Enfin, dans les conflits de la Chine tant avec les États-Unis qu'avec l'Union soviétique, Mao et ses principaux collaborateurs présentaient la menace en termes de *wei qi* – éviter l'encerclement stratégique.

C'étaient précisément ces aspects pour le moins traditionnels qui déroutaient les superpuissances désireuses de comprendre les motifs stratégiques de Mao. Vues à travers le prisme de l'analyse stratégique occidentale, la plupart des entreprises militaires de Pékin au cours des trois premières décennies de la guerre froide paraissaient défier le bon sens et être irréalisables, sur le papier en tout cas. Opposant la Chine à des États généralement bien plus puissants qu'elle, situés dans des territoires auxquels on attribuait jusque-là une importance stratégique secondaire – la Corée du Nord, les îles au large du détroit de Taïwan, des régions peu peuplées de l'Himalaya, des étendues glacées des berges de l'Oussouri –, ces interventions et ces offensives chinoises prirent par surprise presque tous les observateurs – et tous ses adversaires. Mao était déterminé à empêcher son pays de se faire encercler par toute puissance ou association de puissances, quelle que fût leur idéologie, qui s'emparaient selon lui de trop nombreuses « pierres » de *wei qi* autour de son pays. À cette fin, il s'employa à déjouer tous leurs calculs.

C'est ainsi que la Chine s'engagea dans la guerre de Corée malgré sa faiblesse relative – et que, après la mort de Mao, Pékin décida de faire la guerre au Vietnam, encore récemment son allié, sans tenir compte d'un traité de défense mutuelle entre Hanoi et Moscou, et alors que l'Union soviétique maintenait un million de soldats sur les frontières septentrionales de la Chine. Les calculs à longue échéance sur la situation militaire à la périphérie de la Chine passaient avant le calcul prosaïque de l'équilibre immédiat des forces. Cette association entre le long terme et la

psychologie s'exprima également dans l'approche de Mao de la dissuasion face à ce qu'il percevait comme des menaces militaires.

Quoi que Mao ait pu assimiler de l'histoire de la Chine, aucun dirigeant chinois avant lui n'avait conjugué pareillement tradition, autorité impitoyable et portée mondiale : un mélange de férocité face au défi et de diplomatie habile quand les circonstances l'empêchaient de recourir, comme il le préférait, à des initiatives d'une énergie écrasante. Aussi traditionnelle que fût sa tactique, ses interventions de politique extérieure, d'une ampleur et d'une audace remarquables, furent menées alors qu'une violente effervescence parcourait toute la société chinoise. Le monde entier, promettait-il, serait transformé, et tout deviendrait son contraire :

De toutes les classes du monde, le prolétariat est celle qui est la plus impatiente de changer de situation ; vient ensuite le semi-prolétariat, car le premier ne possède rien du tout tandis que le second n'est pas beaucoup mieux loti. Les États-Unis contrôlent aujourd'hui la majorité aux Nations unies et dominant de vastes régions du monde – cet état de choses est temporaire et changera un de ces jours. La position de la Chine en tant que pays pauvre qui se voit refuser ses droits dans les affaires internationales changera elle aussi – le pays pauvre se transformera en pays riche, le pays à qui ses droits sont refusés en un pays qui en jouit – une transformation des choses en leur contraire<sup>144</sup>.

Toutefois, Mao était trop réaliste pour se fixer la révolution mondiale pour objectif concret. Aussi l'effet tangible de la Chine sur celle-ci fut-il essentiellement idéologique, se limitant à un soutien accordé aux partis communistes locaux en matière de renseignement. Mao expliqua cette attitude dans une interview accordée à Edgar Snow, le premier journaliste américain à décrire la base communiste chinoise de Yan'an pendant la guerre civile, en 1965 : « La Chine a soutenu des mouvements révolutionnaires, mais elle ne l'a pas fait en envahissant d'autres pays. Bien sûr, partout où il y avait une lutte de libération, la Chine a publié des déclarations et organisé des manifestations pour la soutenir<sup>145</sup>. »

Dans la même veine, *Vive la victoire de la guerre populaire*, une brochure rédigée en 1965 par Lin Biao, alors successeur présomptif de Mao, affirmait que la « campagne du monde » (autrement dit les pays en



développement) vaincrait les villes du monde (autrement dit les pays développés) comme l'armée populaire de libération (APL) avait vaincu Chiang Kai-shek. Aux yeux de l'administration de Lyndon Johnson, ces propos trahissaient l'intention chinoise de soutenir la subversion communiste dans le monde entier, et plus particulièrement en Indonésie – et probablement d'y participer directement. La brochure de Lin ne fut pas étrangère à la décision d'envoyer des forces américaines au Vietnam. Pourtant, les recherches contemporaines considèrent que ce document ne fait qu'exposer les limites de l'appui militaire chinois au Vietnam et à d'autres mouvements révolutionnaires. Lin proclamait en effet que « la libération des masses s'accomplit par les masses elles-mêmes – c'est un principe de base du marxisme-léninisme. La révolution ou la guerre populaire dans quelque pays que ce soit est l'affaire des masses de ce pays et devrait être menée essentiellement par leurs propres efforts ; il n'y a pas d'autre moyen<sup>146</sup> ».

Cette retenue reflétait une estimation réaliste de l'équilibre réel des forces. Nul ne peut savoir ce que Mao aurait décidé si cet équilibre avait penché en faveur du pouvoir communiste. Mais que ce fût une manifestation de réalisme ou une motivation philosophique, l'idéologie révolutionnaire devait transformer le monde par ses accomplissements plus que par la guerre, ce qui était parfaitement dans l'esprit du rôle que s'étaient attribué les empereurs traditionnels.

Une équipe de chercheurs chinois qui a eu accès aux archives centrales de Pékin a donné une description fascinante de l'ambivalence de Mao : voué corps et âme à la révolution mondiale, prêt à l'encourager partout où cela était possible, mais également attentif aux impératifs de la survie de la Chine<sup>147</sup>. Cette ambivalence a trouvé une bonne illustration en 1969, dans une conversation avec le chef du Parti communiste australien, E. F. Hill, alors que Mao envisageait une ouverture en direction des États-Unis, avec lesquels la Chine entretenait des relations conflictuelles depuis une vingtaine d'années. Il demanda à son interlocuteur : Nous dirigeons-nous vers une révolution qui empêchera la guerre ? ou vers une guerre qui entraînera une révolution<sup>148</sup> ? Dans le premier cas, se rapprocher des États-Unis aurait été faire preuve d'imprévoyance. Dans le second, une telle démarche était impérative pour éviter une attaque contre la Chine. En

définitive, et non sans hésitation, Mao choisit l'option du rapprochement avec l'Amérique. Il était plus important d'éviter la guerre (qui, à cette date, aurait très certainement provoqué une attaque soviétique contre la Chine) que d'encourager la révolution mondiale.

### **La révolution permanente et le peuple chinois**

L'ouverture de Mao en direction des États-Unis fut une décision majeure, aussi bien sur le plan idéologique que sur le plan stratégique. Mais elle ne modifia pas son engagement en faveur de la révolution permanente à l'intérieur de son propre pays. En 1972, l'année de la visite du président Richard Nixon en Chine, il fit même distribuer à l'échelle de la nation une lettre qu'il avait adressée à sa femme, Jiang Qing, au début de la Révolution culturelle, six ans auparavant :

La situation passe tous les sept ou huit ans d'un grand bouleversement à une grande paix. Les fantômes et les monstres surgissent tout seuls... Notre tâche actuelle est de débarrasser tout le parti et tout le pays des droitiers. Nous lancerons un autre mouvement pour balayer tous les fantômes et les monstres dans sept ou huit ans, puis nous en lancerons encore un autre plus tard<sup>149</sup>.

Cet appel à l'engagement idéologique résumait également le dilemme de Mao, qui était celui de toute révolution victorieuse : une fois qu'ils ont pris le pouvoir, les révolutionnaires sont obligés d'imposer un gouvernement hiérarchique afin d'éviter la paralysie ou le chaos. Plus le bouleversement est vaste, plus la hiérarchie doit remplacer le consensus pour assurer la cohésion et le fonctionnement d'une société. Plus la hiérarchie est complexe, plus elle risque de se transformer en une version encore plus complexe de l'establishment oppressif qu'elle a remplacé.

C'est ainsi que Mao s'engagea d'emblée dans une entreprise dont l'aboutissement logique ne pouvait qu'être une attaque contre les institutions du communisme, en fût-il personnellement l'auteur. Alors que le léninisme avait affirmé que l'avènement du communisme résoudrait les « contradictions » de la société, la philosophie de Mao était perpétuellement en marche. Il ne suffisait pas d'industrialiser le pays à

l'image de l'Union soviétique. Dans l'affirmation de la singularité historique de la Chine, l'ordre social devait être constamment en mouvement pour échapper au péché du « révisionnisme », dont Mao accusait de plus en plus fréquemment la Russie poststalinienne. Un État communiste, selon Mao, ne devait pas se transformer en société bureaucratique ; la force motrice devait être l'idéologie, et non la hiérarchie.

Mao fut ainsi à l'origine d'une série de contradictions intrinsèques. Dans sa recherche de la Grande Harmonie, il lança en 1956 la campagne des Cent Fleurs qui invitait au débat public, avant de s'en prendre aux intellectuels qui le pratiquaient ; il prit l'initiative du Grand Bond en avant de 1958, censé rattraper le niveau d'industrialisation occidental en l'espace de trois ans, mais qui entraîna une des famines les plus vastes de l'histoire moderne et provoqua une scission au sein du Parti communiste ; et il engagea la Révolution culturelle de 1966, qui envoya à la campagne toute une génération de dirigeants formés, de professeurs, de diplomates et d'experts pour travailler aux champs et s'instruire au contact des masses.

La mise en œuvre des ambitions égalitaristes du président Mao a fait des millions de morts. Pourtant, dans sa révolte contre la bureaucratie chinoise omniprésente, il n'a cessé de se heurter à ce dilemme : tous ses efforts pour sauver son peuple de lui-même ne faisaient qu'engendrer des bureaucraties encore plus envahissantes. Pour finir, la destruction de ses propres disciples devint la grande entreprise de Mao.

Sa confiance dans le succès ultime de sa révolution permanente puisait à trois sources : l'idéologie, la tradition et le nationalisme chinois. Mais avant tout, il croyait à la faculté de résistance, aux capacités et à la cohésion du peuple chinois. En vérité, on imagine mal un autre peuple capable de supporter l'ébullition incessante que Mao a imposée à sa société. Ou qui ait été dirigé par un homme capable de le convaincre, comme l'affirma si souvent Mao, qu'il finirait par l'emporter même s'il était contraint d'évacuer toutes les villes du pays face à une invasion étrangère, même si une guerre nucléaire faisait des millions de victimes. Mao n'a pu agir ainsi que grâce à une foi profonde dans l'aptitude du peuple chinois à rester fidèle à son essence en dépit de toutes les vicissitudes.

C'était là une différence fondamentale avec la révolution russe, menée une génération plus tôt. Lénine et Trotski considéraient que leur révolution serait le déclencheur de la révolution mondiale. Convaincus de l'imminence de celle-ci, ils acceptèrent de céder le tiers du territoire de la Russie européenne, qui passa sous contrôle allemand en vertu du traité de Brest-Litovsk de 1918. Tout ce qui pouvait arriver à la Russie serait subsumé par la révolution qui ne manquerait pas d'éclater prochainement dans le reste de l'Europe et qui, pensaient Lénine et Trotski, emporterait dans son sillage l'ordre politique existant.

Une telle approche aurait été impensable pour Mao, dont la révolution était largement sinocentrique. La révolution chinoise pouvait sans doute exercer une influence sur la révolution mondiale, mais, le cas échéant, ce serait grâce aux efforts, au sacrifice et à l'exemple du peuple chinois. Aux yeux de Mao, la grandeur du peuple chinois était invariablement le principe organisateur ; dès 1919, il avait vanté dans un article ses qualités uniques :

Je me risque à faire une singulière affirmation : un jour, la réforme du peuple chinois sera plus profonde que celle de tout autre peuple, et la société du peuple chinois sera plus rayonnante que celle de tout autre peuple. La grande union de l'ensemble du peuple chinois sera réalisée plus tôt que celle de tout autre lieu ou peuple<sup>150</sup>.

Vingt ans plus tard, en pleine invasion japonaise et alors que la guerre civile chinoise faisait rage, Mao porta aux nues les réalisations historiques de sa nation en des termes que n'auraient pas désavoués les souverains dynastiques :

D'un bout à l'autre de l'histoire de la civilisation chinoise, son agriculture et son artisanat ont été réputés pour leur haut niveau de développement ; elle a compté de nombreux penseurs, savants, inventeurs, hommes d'État, soldats, hommes de lettres et artistes, et nous possédons un riche patrimoine d'œuvres classiques. La boussole a été inventée en Chine il y a très longtemps. L'art de la fabrication du papier a été découvert il y a déjà 1 800 ans. La xylogravure a été inventée il y a 1 300 ans, et la technique des caractères mobiles il y a 800 ans. Les Chinois connaissaient l'usage de la poudre à canon avant

les Européens. La civilisation de la Chine est l'une des plus vieilles du monde ; son histoire écrite a près de 4 000 ans<sup>151</sup>.

Mao ne cessait d'en revenir à un dilemme aussi ancien que la Chine elle-même. Intrinsèquement universelle, la technologie moderne menace toutes les revendications d'unicité d'une société. Or la société chinoise s'était toujours distinguée par cette prétention à la singularité. Pour préserver celle-ci, la Chine avait refusé d'imiter l'Occident au XIX<sup>e</sup> siècle, au risque de se faire coloniser et humilier. Un siècle plus tard, un des objectifs de la Révolution culturelle de Mao – auquel elle devait du reste son nom – avait été d'éradiquer précisément les éléments de la modernisation qui menaçaient d'intégrer la Chine dans une culture universelle.

En 1968, Mao en était revenu au point de départ. Poussé par un mélange de ferveur idéologique et de pressentiment de sa propre mortalité, il s'était adressé à la jeunesse pour purifier l'armée et le Parti communiste et confier la responsabilité du pouvoir à une génération de communistes idéologiquement purs. Mais la réalité avait déçu le dirigeant vieillissant. Gouverner un pays par l'exaltation idéologique s'était révélé impossible. Les jeunes qui avaient suivi ses instructions avaient créé plus de désordre que d'engagement et furent finalement envoyés eux-mêmes dans la campagne profonde ; certains des dirigeants balayés initialement par la campagne de purification furent rappelés pour rétablir l'ordre – principalement dans l'armée. En avril 1969, près de la moitié des membres du comité central du Parti – 45 % – appartenaient à l'armée, contre 19 % en 1956 ; la moyenne d'âge des nouveaux membres était de soixante ans<sup>152</sup>.

Un rappel poignant de ce dilemme est apparu au cours de la première conversation entre Mao et le président Nixon en 1972. Alors que Nixon le félicitait d'avoir su transformer une civilisation ancestrale, Mao répondit : « Je n'ai pas pu la changer. Je n'ai pu changer que quelques endroits à proximité de Pékin<sup>153</sup>. »

Après avoir consacré toute sa vie à une lutte titanesque visant à couper la société chinoise de ses racines, cet aveu résigné reconnaissant la force de résistance de la culture et du peuple chinois n'était pas dépourvu de

pathos. Un des dirigeants chinois les plus puissants de l'histoire s'était heurté à cette masse paradoxale – tout à la fois obéissante et indépendante, soumise et autonome, imposant des limites moins par des défis directs que par la réticence à exécuter des ordres qui lui paraissaient incompatibles avec l'avenir de sa famille.

Aussi, pour finir, Mao s'appuya-t-il moins sur les aspects matériels de sa révolution marxiste que sur la foi qu'elle incarnait. L'un de ses récits préférés tirés du patrimoine chinois classique était celui du « Vieillard stupide » qui croyait pouvoir déplacer des montagnes à mains nues. Voici comment Mao raconta cette histoire lors d'une conférence du Parti communiste :

Il y a une vieille fable chinoise qui s'appelle « Le vieillard stupide qui déplaça les montagnes ». C'est l'histoire d'un vieil homme qui vivait dans le nord de la Chine il y a très, très longtemps et qu'on appelait le vieillard stupide de la montagne du nord. Sa maison donnait au sud, et au-delà de son seuil s'élevaient deux grands sommets, Taihang et Wangwu, qui lui barraient le chemin. Il fit venir ses fils et, binette à la main, ils entreprirent de déterrer ces montagnes avec une grande détermination. Un autre vieux, qu'on appelait le vieillard sage, les vit et se moqua d'eux : « Que vous êtes bêtes de faire cela ! Vous n'arriverez jamais à déterrer ces deux immenses montagnes. » Le vieillard stupide répliqua : « Quand je mourrai, mes fils continueront ; quand ils mourront, ce seront mes petits-fils, et puis leurs fils et leurs petits-fils et ainsi de suite jusqu'à l'infini. Aussi hautes soient-elles, les montagnes ne peuvent pas pousser plus haut et à chaque morceau que nous creuserons, elles seront d'autant plus basses. Pourquoi ne pourrions-nous pas nous en débarrasser ? » Ayant réfuté les idées fausses du vieillard sage, il continua de creuser tous les jours, sans se laisser ébranler dans sa conviction. Dieu en fut ému et envoya deux anges qui emportèrent les montagnes sur leur dos. Aujourd'hui, deux grandes montagnes de ce genre reposent comme un poids mort sur le peuple chinois. L'une est l'impérialisme, l'autre le féodalisme. Le Parti communiste chinois a décidé depuis longtemps de les déterrer. Il faut persévérer et travailler sans trêve, et alors, nous toucherons nous aussi le cœur de Dieu<sup>154</sup>.

Un mélange ambivalent de confiance dans le peuple chinois et de mépris pour ses traditions permit à Mao d'accomplir un étonnant tour de force : une société appauvrie qui venait d'être ravagée par une guerre civile navrante se déchira à intervalles de plus en plus brefs et, dans le même temps, mena des guerres contre les États-Unis et l'Inde, défia l'Union soviétique et repoussa les frontières de la Chine presque jusqu'à leur extension historique maximale.

Surgissant dans un monde dominé par deux superpuissances nucléaires, la Chine est parvenue, malgré une propagande communiste insistante, à se conduire pour l'essentiel comme un électron libre géopolitique dans le contexte de la guerre froide. Malgré sa faiblesse relative, elle a joué un rôle parfaitement indépendant et extrêmement influent. La Chine est passée de l'hostilité à l'égard des États-Unis à une quasi-alliance avec eux et a suivi une évolution inverse – de l'alliance à l'affrontement – dans ses relations avec l'Union soviétique. Chose encore plus remarquable, la Chine a finalement réussi à s'émanciper de l'Union soviétique et à apparaître, à la fin de la guerre froide, comme appartenant au camp des « gagnants ».

Néanmoins, malgré tous ses succès, la volonté insistante de Mao de renverser le système ancien n'a pu échapper au rythme immuable de la vie chinoise. Quarante ans après sa mort, à l'issue d'un voyage violent, spectaculaire et impitoyable, ses successeurs ont entrepris de redonner une empreinte confucéenne à leur société de plus en plus aisée. En 2011, une statue de Confucius a été érigée sur la place Tiananmen, à portée de vue du mausolée de Mao – l'unique grande figure à faire l'objet d'un tel hommage. Seul un peuple aussi tenace et aussi patient que les Chinois pouvait émerger, unifié et dynamique, d'un parcours historique aussi cahoteux.

## Chapitre 5

### Diplomatie triangulaire et guerre de Corée

La première grande initiative de politique étrangère de Mao Zedong fut de se rendre à Moscou le 16 décembre 1949, deux mois à peine après avoir proclamé la création de la République populaire de Chine. Ce tout premier voyage à l'étranger avait pour objectif de conclure une alliance avec la superpuissance communiste, l'Union soviétique. En réalité, cette rencontre inaugura une série de démarches qui finiraient par transformer l'alliance espérée en un jeu diplomatique triangulaire dans lequel les États-Unis, la Chine et l'Union soviétique manœuvreraient les uns avec et contre les autres.

Lors de sa première entrevue avec Staline, le jour même de son arrivée, Mao annonça qu'il fallait à la Chine « une période de paix de trois à cinq ans pour que l'économie retrouve son niveau d'avant guerre et pour rendre sa stabilité au pays en général<sup>155</sup> ». Et pourtant, moins d'un an après le voyage de Mao, les États-Unis et la Chine seraient en guerre.

La raison en est à chercher dans les machinations d'un acteur apparemment de second ordre : Kim Il-sung, l'ambitieux dirigeant installé par l'Union soviétique à la tête de la Corée du Nord, un État qui n'avait été créé que deux ans plus tôt par un accord entre les États-Unis et l'Union soviétique en fonction des zones de la Corée libérée que chacune de ces puissances occupait depuis la fin de la guerre contre le Japon.

Il se trouve que Staline n'avait pas particulièrement envie d'aider la Chine à se redresser. Il n'avait pas oublié la défection de Josip Broz Tito, le dirigeant de la Yougoslavie et le seul leader communiste européen à être arrivé au pouvoir par ses propres forces, et non à la suite de l'occupation soviétique. Tito avait rompu avec l'Union soviétique l'année précédente, et Staline était bien décidé à éviter une situation du même genre en Asie.



Il n'ignorait rien de la signification géopolitique de la victoire communiste en Chine ; son objectif stratégique était de peser sur ses conséquences et d'en tirer profit.

Staline ne pouvait guère douter qu'il avait affaire en Mao à un personnage redoutable. Les communistes chinois l'avaient emporté à l'issue de la guerre civile contre toute attente soviétique et en ignorant les conseils de Moscou. Bien que Mao eût fait savoir que son pays avait l'intention de « pencher d'un côté » – celui de Moscou – dans les affaires internationales, de tous les leaders communistes il était celui qui devait le moins sa position à Moscou, et il gouvernait désormais le pays communiste le plus peuplé du monde. Aussi la rencontre entre les deux géants communistes aboutit-elle à un pas de deux complexe qui mena, six mois plus tard, à la guerre de Corée, un conflit auquel la Chine et les États-Unis participèrent directement, et l'Union soviétique par procuration.

Convaincu que le débat qui faisait rage en Amérique pour savoir qui avait « perdu » la Chine laissait présager une ultime tentative des Américains pour inverser ce résultat – une conclusion à laquelle le portait, en tout état de cause, l'idéologie communiste –, Mao chercha à obtenir de l'Union soviétique le plus grand soutien matériel et militaire possible. Il voulait conclure une alliance officielle.

Mais les deux autocrates n'étaient pas destinés à coopérer aisément. À cette date, cela faisait presque trente ans que Staline était au pouvoir. Il avait écrasé toute opposition intérieure et conduit son pays à la victoire contre les envahisseurs nazis au prix terrifiant de millions de vies. Ayant mené des purges chroniques qui avaient fait des millions de victimes et étant alors sur le point d'en déclencher une nouvelle série, Staline ne s'arrêtait plus à la moindre considération idéologique. Il exerçait désormais le pouvoir en faisant preuve d'un machiavélisme impitoyable et cynique fondé sur son interprétation brutale de l'histoire nationale russe.

Dans les années 1930 et 1940, pendant les longues luttes de la Chine avec le Japon, Staline avait critiqué le potentiel des forces communistes et dénigré la stratégie rurale de Mao, fondée sur les paysans. Moscou n'avait jamais rompu ses liens officiels avec le gouvernement nationaliste. À la fin de la guerre contre le Japon en 1945, Staline avait obligé Chiang Kai-

shek à accorder à l'Union soviétique des privilèges comparables en Mandchourie et au Xinjiang à ceux qu'avait obtenus le régime tsariste et à reconnaître la Mongolie-Extérieure comme une République populaire théoriquement indépendante, sous contrôle soviétique. Staline encourageait activement les forces séparatistes au Xinjiang.

À Yalta, la même année, il posa des conditions à la participation de son pays à la guerre contre le Japon, exigeant de ses homologues, Franklin D. Roosevelt et Winston Churchill, la reconnaissance internationale des droits particuliers de l'Union soviétique en Mandchourie, parmi lesquels une base navale à Lushun (anciennement Port-Arthur) et un port à Dalian. En août 1945, Moscou et les autorités nationalistes avaient signé un traité confirmant les accords de Yalta.

En pareilles circonstances, la rencontre des deux géants communistes à Moscou avait peu de chances d'être l'étreinte chaleureuse que réclamait une idéologie commune. Comme l'a raconté Nikita Khrouchtchev, alors membre du Politburo de Staline :

Staline adorait faire étalage de son hospitalité envers les invités qu'il estimait, et il savait fort bien le faire. Mais pendant le séjour de Mao, il est arrivé à Staline de ne pas poser les yeux sur lui pendant plusieurs journées d'affilée – et comme Staline ne voyait pas Mao et n'ordonnait à personne d'autre de s'occuper de lui, *personne* n'osait aller le voir... Mao a fait savoir que si cela continuait, il s'en irait. Quand Staline a eu vent des doléances de Mao, je crois qu'il a donné un nouveau dîner en son honneur<sup>156</sup>.

Il apparut d'emblée que Staline ne considérait pas la victoire communiste comme une raison suffisante pour le faire renoncer aux gains obtenus pour l'Union soviétique en échange de son entrée en guerre contre le Japon. Mao engagea la conversation en insistant sur son besoin de paix : « Les décisions sur les questions les plus importantes en Chine, expliqua-t-il, dépendent des possibilités de paix pour l'avenir. Dans cette perspective, le [comité central du Parti communiste chinois] m'a chargé de m'informer auprès de vous, camarade Staline, afin de savoir comment et pendant combien de temps la paix internationale sera préservée<sup>157</sup>. »

Staline se montra rassurant sur les perspectives de paix, peut-être pour différer toute demande d'assistance et rendre la conclusion d'une alliance moins urgente :

La question de la paix préoccupe beaucoup l'Union soviétique, elle aussi, bien que nous soyons déjà en paix depuis quatre ans. S'agissant de la Chine, il n'y a pas de menace immédiate pour l'instant : le Japon doit encore se remettre sur pied et n'est donc pas prêt pour la guerre ; tout en poussant des cris de guerre, l'Amérique a en réalité plus peur de la guerre que de toute autre chose ; l'Europe a peur de la guerre ; fondamentalement, il n'y a personne pour se battre contre la Chine, à moins que Kim Il-sung ne décide d'envahir la Chine ? La paix dépendra de nos efforts. Si nous continuons à entretenir des relations amicales, la paix peut ne pas durer seulement cinq à dix ans, mais vingt ou vingt-cinq ans, et peut-être même plus<sup>158</sup>.

Dans ce cas, une alliance militaire n'était pas vraiment nécessaire. Staline formula explicitement cette réserve au moment où Mao posa officiellement la question. Un nouveau traité d'alliance était superflu, affirma-t-il de façon étonnante ; le traité existant, signé avec Chiang Kai-shek dans des circonstances fort différentes, était tout à fait suffisant. Staline étaya cette allégation en précisant que la position soviétique cherchait à éviter de donner à « l'Amérique et [à] l'Angleterre des motifs juridiques pour poser des questions sur une modification » des accords de Yalta<sup>159</sup>.

Dans les faits, les propos de Staline revenaient à dire que la meilleure protection du communisme en Chine tenait à un accord conclu par l'URSS avec le gouvernement que Mao venait de renverser. Cet argument plaisait tant à Staline qu'il alla jusqu'à l'appliquer aux concessions que l'Union soviétique avait arrachées à Chiang Kai-shek concernant le Xinjiang et la Mandchourie, lesquelles devaient, selon lui, être maintenues à la demande de Mao. En bon nationaliste, Mao rejeta ce point de vue en redéfinissant la requête de Staline. Les arrangements existants le long de la voie ferrée de Mandchourie, affirma-t-il, répondaient aux « intérêts chinois » dans la mesure où ils fournissaient « une école de formation pour la préparation de cadres chinois spécialisés dans les chemins de fer et l'industrie<sup>160</sup> ».

Mais un personnel chinois devrait prendre le relais dès qu'on aurait pu le former. Les conseillers soviétiques pouvaient rester jusqu'à ce que cette formation soit achevée.

Au milieu de protestations d'amitié et de solidarité idéologique, deux grands machiavéliens manœuvraient pour la domination ultime (et pour des étendues de territoire non négligeables à la périphérie de la Chine). Staline était l'aîné et, provisoirement, le plus puissant ; Mao était le plus sûr de lui, d'un point de vue géopolitique. Tous deux stratèges hors pair, ils comprenaient bien que, vu la voie qu'ils s'apprêtaient à emprunter officiellement, il était presque fatal que leurs intérêts finissent par se heurter.

Au terme d'un mois de marchandage, Staline céda et accepta un traité d'alliance. Mais il exigea que Dalian et Lushun restent des bases soviétiques jusqu'à la signature d'un traité de paix avec le Japon. Moscou et Pékin conclurent finalement un traité d'amitié, d'alliance et d'assistance mutuelle le 14 février 1950. Ce texte accordait ce que Mao avait cherché à obtenir et que Staline avait essayé d'éviter : une obligation d'assistance mutuelle en cas de conflit avec une puissance tierce. En théorie, il obligeait la Chine à se porter au secours de l'Union soviétique à l'échelle mondiale.

Sur le plan opérationnel, il offrait à Mao un filet de sécurité en cas d'escalade des différentes crises qui se profilaient autour des frontières de son pays.

Le prix à payer pour la Chine était considérable : mines, chemin de fer et autres concessions en Mandchourie et au Xinjiang ; reconnaissance de l'indépendance de la Mongolie-Extérieure ; droit d'utilisation par les Soviétiques du port de Dalian ; et droit d'utilisation, jusqu'en 1953, de la base navale de Lushun. Des années plus tard, Mao se plaindrait encore amèrement à Khrouchtchev de la tentative de Staline pour établir des « semi-colonies » en Chine grâce à ces concessions<sup>161</sup>.

Quant à Staline, l'émergence d'un voisin oriental potentiellement puissant était pour lui un vrai cauchemar géopolitique. Aucun dirigeant russe ne pouvait ignorer l'extraordinaire disparité démographique entre la Chine et la Russie le long d'une frontière de plus de trois mille

kilomètres : une population chinoise de plus de cinq cents millions d'habitants jouxtait en Sibérie une population russe totale inférieure à quarante millions. À quelle étape du développement de la Chine ces chiffres commenceraient-ils à compter ? Le consensus idéologique apparent aggravait l'inquiétude plus qu'il ne l'apaisait. Staline était trop cynique pour douter qu'un homme puissant et qui estimait être arrivé à une position éminente par ses propres moyens résisterait à l'affirmation d'une orthodoxie supérieure de la part d'un allié, aussi proche soit-il. Ayant pris la mesure de Mao, Staline devait savoir qu'il ne concéderait jamais la primauté doctrinale à personne.

### **Acheson et l'attrait du titisme à la chinoise**

Au cours du séjour de Mao à Moscou, un épisode illustra aussi bien les relations tendues au sein du monde communiste que le rôle potentiel et menaçant des États-Unis dans ce triangle émergent. Il se produisit à l'occasion d'une tentative du secrétaire d'État Dean Acheson pour répondre au chœur d'experts américains débattant la question de savoir qui avait « perdu » la Chine. Sur ses instructions, le Département d'État avait publié en août 1949 un livre blanc consacré à l'effondrement des nationalistes chinois. Bien que les États-Unis aient continué à reconnaître qu'ils constituaient le gouvernement légitime de la totalité de la Chine, ce livre blanc les présentait comme « corrompus, réactionnaires et inefficaces<sup>162</sup> ». Acheson en avait donc conclu – et en avait avisé Truman dans la lettre d'envoi du livre blanc –, que

la réalité regrettable mais inéluctable est que l'issue préoccupante de la guerre civile en Chine échappait au contrôle du gouvernement des États-Unis. Rien de ce que ce pays a fait ou aurait pu faire dans les limites raisonnables de ses capacités n'aurait pu modifier cette issue... C'était le produit de forces chinoises intérieures, de forces que notre pays a essayé, vainement, d'influencer<sup>163</sup>.

Dans un discours prononcé devant le Club national de la presse le 12 janvier 1950, Acheson réitéra plus énergiquement encore le message du livre blanc et présenta une politique asiatique radicalement nouvelle. Son

discours contenait trois points d'une importance fondamentale. Le premier était que Washington se lavait les mains de la guerre civile chinoise. Les nationalistes, déclarait Acheson, avaient fait preuve à la fois d'insuffisances politiques et de l'« incompétence la plus crasse jamais manifestée par un commandement militaire quel qu'il soit ». Les communistes, raisonnait-il, n'avaient « pas créé cette situation », mais avaient habilement exploité les possibilités qu'elle offrait. Chiang Kai-shek n'était plus désormais qu'« un réfugié sur une petite île au large du littoral chinois accompagné des vestiges de ses forces<sup>164</sup> ».

Les communistes contrôlaient à présent le continent, et quelles que puissent être les conséquences géopolitiques d'une telle opération, il était absurde de résister aux tentatives communistes pour occuper Taïwan. Telle était en fait l'opinion consignée dans le document NSC-48/2 reflétant la politique nationale, préparé par les membres du Conseil de sécurité nationale et approuvé par le Président. Adopté le 30 décembre 1949, il concluait que « l'importance stratégique de Formose [Taïwan] ne justi[fiait] pas une action militaire manifeste ». Truman ne déclara pas autre chose lors d'une conférence de presse du 5 janvier : « Le gouvernement des États-Unis ne fournira ni aide militaire ni conseils aux forces chinoises de Formose<sup>165</sup>. »

Deuxièmement, et la chose était encore plus significative, Acheson ne laissait planer aucun doute sur l'identité de la puissance qui menaçait l'indépendance de la Chine à long terme :

Ce concept et ces techniques communistes ont fourni à l'impérialisme russe une nouvelle arme de pénétration tout à fait insidieuse. Ce qui se passe en Chine, c'est que, armée de ces nouveaux pouvoirs, l'Union soviétique a entrepris de détacher de la Chine ses provinces [régions] du Nord et de les rattacher à l'Union soviétique. Ce processus est achevé en Mongolie-Extérieure. Il l'est presque en Mandchourie et je suis sûr qu'en Mongolie-Intérieure et au Sinkiang, les agents soviétiques envoient des rapports très optimistes à Moscou. Voilà ce qui se passe<sup>166</sup>.

Le nouveau point final du discours d'Acheson avait des implications encore plus importantes pour l'avenir. Car il ne faisait rien de moins que

suggérer une option explicitement titiste pour la Chine. Proposant de faire reposer les relations avec elle sur l'intérêt national, Acheson affirmait que l'intégrité de ce pays relevait de l'intérêt national américain, quelle que fût l'idéologie intérieure de ce pays : « Nous devons adopter la position qui a toujours été la nôtre : quiconque viole l'intégrité de la Chine est l'ennemi de la Chine et agit en opposition avec nos propres intérêts<sup>167</sup>. »

Acheson esquissait la perspective d'une nouvelle relation sino-américaine, fondée sur l'intérêt national et non sur l'idéologie :

[Aujourd'hui], les anciennes relations entre l'Est et l'Ouest n'existent plus, des relations qui, sous leur pire aspect, étaient de l'exploitation et, sous leur meilleur jour, du paternalisme. Ces relations ont pris fin, et désormais, les relations entre l'Est et l'Ouest doivent être, en Extrême-Orient, des relations de respect mutuel et d'entraide<sup>168</sup>.

Vingt années s'écouleraient avant que l'on entende un autre haut responsable américain exposer une vision comparable des relations avec la Chine communiste. Cela se produirait le jour où Richard Nixon ferait des propositions similaires à son cabinet.

Le discours d'Acheson était brillamment conçu pour piquer au vif la plupart des nerfs sensibles de Staline. Celui-ci se laissa effectivement prendre au piège et décida de réagir. Il envoya son ministre des Affaires étrangères, Andreï Vichinski, et son ministre le plus en vue, Viatcheslav Molotov, chez Mao, lequel se trouvait toujours à Moscou dans le cadre des négociations de l'alliance, pour l'informer des « calomnies » que répandait Acheson et l'inviter, dans les faits, à lui donner des garanties. C'était une démarche quelque peu désespérée, peu conforme à la perspicacité habituelle de Staline. En effet, la demande de garanties définit la capacité potentielle de déloyauté de l'autre partie. Si l'on juge un partenaire capable de désertion, comment ajouter foi à ses garanties ? Et dans le cas contraire, pourquoi seraient-elles nécessaires ? En outre, Mao comme Staline savaient parfaitement que les « calomnies » d'Acheson ne faisaient que décrire avec exactitude les relations sino-soviétiques existantes<sup>169</sup>.

Les deux émissaires soviétiques demandèrent à Mao de réfuter les accusations d'Acheson prétendant que l'Union soviétique pourrait chercher à détacher de la Chine certaines de ses régions, ou à y assumer une position dominante, et lui recommandèrent de les présenter comme une insulte faite à la Chine. Mao ne fit aucun commentaire aux envoyés de Staline et se contenta de demander une copie du discours et de les interroger sur les motifs possibles d'Acheson. Au bout de quelques jours, Mao approuva une déclaration qui attaquait sarcastiquement Acheson – mais, à la différence de la réponse de Moscou, publiée au nom du ministre des Affaires étrangères soviétiques, Pékin confia au chef du bureau officiel d'information de la République populaire de Chine le soin de rejeter les ouvertures d'Acheson<sup>170</sup>. Le vocabulaire de ce texte critiquait vertement les « calomnies » de Washington, mais son niveau protocolaire relativement modeste laissait le champ ouvert pour la Chine. Mao préféra ne pas aborder toutes les implications de sa manière de voir les choses pendant son séjour à Moscou, et tenta de mettre en place un filet de sécurité autour de son pays encore isolé.

Mao ne révéla que plus tard, en décembre 1956, ses véritables sentiments sur la possibilité de rompre avec Moscou. Il s'exprima alors avec une complexité bien dans son style, et donna l'impression de rejeter cette option une nouvelle fois, mais plus en sourdine :

La Chine et l'Union soviétique sont solidaires... Il y a encore des gens qui éprouvent des doutes sur cette politique... Ils estiment que la Chine devrait adopter une voie médiane et servir de pont entre l'Union soviétique et les États-Unis... Si la Chine se place entre l'Union soviétique et les États-Unis, elle donnera l'impression de se trouver dans une position favorable et d'être indépendante, mais en réalité, elle ne pourra pas être indépendante. On ne peut pas faire confiance aux États-Unis, ils sont prêts à vous donner un petit quelque chose, mais pas beaucoup. Comment l'impérialisme pourrait-il vous donner un repas complet ? Il ne le fera pas<sup>171</sup>.

Et si les États-Unis étaient prêts à offrir ce que Mao appelait « un repas complet » ? Cette question ne trouverait de réponse qu'en 1972, au moment où le président Nixon ferait de premières ouvertures à la Chine.



## Kim Il-sung et le déclenchement de la guerre

La situation aurait pu s'enliser pendant de nombreuses années, en un round d'observation interminable entre les deux despotes absolus, chacun poussé par une méfiance pathologique à prendre la mesure de son adversaire en le soupçonnant de nourrir les mêmes visées que lui. Mais il se trouve que Kim Il-sung, le dirigeant nord-coréen que Staline avait ridiculisé lors de sa première entrevue avec Mao en décembre 1949, entra alors dans l'arène géopolitique avec des résultats surprenants. Lors de leur entretien de Moscou, Staline avait nié la nécessité d'une alliance militaire entre la Chine et l'Union soviétique en suggérant d'un ton railleur que la seule menace contre la paix pourrait émaner de la Corée du Nord, si « Kim Il-sung décide d'envahir la Chine<sup>172</sup> ».

Ce n'est pas ce que Kim Il-sung décida de faire. Il choisit d'envahir la Corée du Sud et, ce faisant, conduisit les grandes puissances au bord d'une guerre mondiale et poussa la Chine et les États-Unis vers un affrontement militaire concret.

Avant que la Corée du Nord n'envahisse le Sud, personne n'aurait pu imaginer qu'une Chine qui sortait à peine d'une guerre civile ferait la guerre à une Amérique dotée de l'arme nucléaire. Le déclenchement du conflit était dû aux soupçons réciproques des deux géants communistes et à l'aptitude de Kim Il-sung, bien qu'entièrement dépendant de ses alliés incomparablement plus puissants, à manipuler leur méfiance mutuelle.

La Corée avait été rattachée en 1910 au Japon impérial et n'avait pas tardé à servir de tremplin à des incursions japonaises en Chine. En 1945, après la défaite du Japon, le nord de la Corée fut occupé par les armées soviétiques, le sud par les forces américaines. La ligne de démarcation fixée sur le 38<sup>e</sup> parallèle était parfaitement arbitraire. Elle reflétait simplement les limites atteintes par les armées respectives à la fin de la guerre<sup>173</sup>.

Quand les puissances occupantes se retirèrent en 1949 et que les zones occupées jusqu'alors devinrent des États souverains, nul n'était satisfait à l'intérieur de ses frontières. Leurs dirigeants, Kim Il-sung au nord et Syngman Rhee au sud, avaient passé leur vie à se battre pour la cause

nationale. Ils ne voyaient aucune raison d'y renoncer et prétendaient l'un comme l'autre exercer leur autorité sur l'ensemble de la péninsule. Les heurts militaires le long de la ligne de démarcation étaient fréquents.

À partir du retrait des forces américaines de Corée du Sud en juin 1949 et jusqu'à la fin de 1950, Kim Il-sung avait cherché à convaincre Staline et Mao de donner leur aval à une grande campagne d'invasion du Sud. Ils commencèrent tous deux par rejeter cette suggestion. Staline avait profité de la visite de Mao à Moscou pour lui demander ce qu'il pensait d'une telle invasion. Tout en étant favorable à ce dessein, Mao jugeait le risque d'une intervention américaine trop élevé<sup>174</sup>. Il estimait qu'il fallait repousser toute entreprise de conquête de la Corée du Sud jusqu'au terme de la guerre civile chinoise, c'est-à-dire jusqu'à la reprise de Taïwan.

Cet objectif chinois était précisément ce qui encourageait Kim Il-sung à mettre son projet en œuvre. Malgré les déclarations ambiguës des États-Unis, Kim Il-sung était persuadé que ces derniers ne toléreraient certainement pas deux agressions militaires communistes. Il avait donc hâte de réaliser ses objectifs en Corée du Sud avant que Washington ne se ravise, si la Chine réussissait à occuper Taïwan.

Quelques mois plus tard, en avril 1950, Staline changea son fusil d'épaule. Lors d'une visite de Kim Il-sung à Moscou, il lui donna le feu vert, se disant convaincu que les États-Unis n'interviendraient pas. Un document diplomatique soviétique affirmait ainsi que

le camarade Staline a confirmé à Kim Il-sung que l'environnement international a suffisamment changé pour autoriser une position plus active sur l'unification de la Corée... Maintenant que la Chine a signé un traité d'alliance avec l'URSS, les Américains hésiteront encore davantage à défier les communistes en Asie. Selon des informations en provenance des États-Unis, c'est effectivement le cas. L'humeur dominante est à la non-ingérence. Cette humeur est renforcée par le fait que l'URSS possède maintenant la bombe atomique et que nous avons consolidé nos positions à Pyongyang<sup>175</sup>.

Il n'y a plus trace ensuite de dialogue sino-soviétique direct à ce sujet. Kim Il-sung et ses envoyés servirent désormais de truchement aux deux géants communistes lorsqu'ils souhaitaient communiquer sur la Corée.

Staline comme Mao manœuvraient pour exercer une influence dominante en Corée ou, à tout le moins, pour en priver l'autre. Au cours de ce processus, Mao accepta de transférer en Corée du Nord jusqu'à cinquante mille soldats coréens de souche, avec leurs armes, qui servaient dans des unités de l'armée populaire de libération. Cherchait-il à encourager l'entreprise de Kim Il-sung ou à donner des gages de son soutien idéologique, tout en limitant un véritable engagement militaire chinois ? Quelles qu'aient été les véritables intentions de Mao, le résultat concret fut de renforcer considérablement la position militaire de Pyongyang.

Au cours du débat qui s'installa aux États-Unis à propos de la guerre de Corée, le discours de Dean Acheson sur la politique asiatique de janvier 1950 finit par être largement critiqué. On lui reprochait d'avoir placé la Corée à l'extérieur du « périmètre défensif » de l'Amérique dans le Pacifique, donnant ainsi, prétendument, le « feu vert » à l'invasion nord-coréenne. La présentation des engagements américains dans le Pacifique contenue dans le discours d'Acheson n'avait pourtant rien de novateur. Le général Douglas MacArthur, commandant en chef du commandement américain en Extrême-Orient, avait lui aussi placé la Corée hors du périmètre de défense américain lors d'une interview accordée en mars 1949 à Tokyo :

À présent, le Pacifique est un lac anglo-saxon et notre ligne de défense traverse la chaîne d'îles qui borde le littoral de l'Asie.

Elle commence aux Philippines et se poursuit à travers l'archipel de Ryukyu, qui comprend son principal bastion, Okinawa. Puis elle redessine une courbe à travers le Japon et les îles Aléoutiennes jusqu'à l'Alaska<sup>176</sup>.

Depuis lors, les États-Unis avaient retiré la majorité de leurs forces de Corée. Un projet de loi d'aide à ce pays venait d'être soumis au Congrès, où il se heurtait à une forte opposition. Acheson ne pouvait que répéter l'exposé de MacArthur, affirmant que la « sécurité militaire de la région pacifique » impliquait « un périmètre de défense [qui] longe les Aléoutiennes vers le Japon puis se dirige vers les Ryukyu... [et] va des Ryukyu jusqu'aux Philippines<sup>177</sup> ».

Sur la question de la Corée, Acheson présenta un compte rendu ambigu qui reflétait l'indécision de l'Amérique. Puisque la Corée du Sud était désormais « un pays indépendant et souverain reconnu par presque tout le reste du monde », Acheson estimait que les « responsabilités [des États-Unis étaient] plus directes et [leurs] possibilités plus claires » (sans expliquer pour autant quelles étaient ces responsabilités et ces possibilités et, surtout, sans préciser si elles incluaient une opération défensive en cas d'invasion). Si une attaque armée devait avoir lieu dans une région du Pacifique qui n'était pas explicitement située au sud ou à l'est du périmètre défendu par les États-Unis, Acheson suggérait qu'il fallait « d'abord se fier à la capacité de résistance du peuple attaqué et ensuite aux engagements de l'ensemble du monde civilisé en application de la charte des Nations unies<sup>178</sup> ». Dans la mesure où, pour être efficace, la dissuasion exige que les intentions d'un pays soient parfaitement claires, le discours d'Acheson manqua son but.

On ne connaît à l'heure actuelle aucun document chinois ou soviétique qui fasse précisément référence à cet aspect du discours d'Acheson. Mais certains textes diplomatiques accessibles depuis peu suggèrent que le rapport NSC-48/2 sur lequel les espions soviétiques avaient mis la main – probablement grâce au renégat britannique Donald Maclean – ne fut pas étranger au revirement de Staline. Ce rapport plaçait lui aussi explicitement la Corée à l'extérieur du périmètre de défense américain. Son caractère top secret lui aura conféré une crédibilité toute particulière aux yeux des experts soviétiques<sup>179</sup>.

Un autre motif du revirement de Staline fut peut-être la déception que lui inspira Mao à la suite des négociations que nous avons évoquées ci-dessus et qui avaient conduit au traité d'amitié sino-soviétique. Mao avait clairement fait comprendre que les privilèges spéciaux dont jouissait l'URSS en Chine ne dureraient pas éternellement. Le contrôle russe du port libre de glace de Dalian ne pouvait être que temporaire. Il n'est pas exclu que Staline en ait conclu qu'une Corée communiste unifiée ferait preuve de plus de compréhension à l'égard des nécessités maritimes soviétiques.

Toujours retors et complexe, Staline exhorta Kim à aborder le sujet avec Mao, relevant qu'il avait « une bonne compréhension des affaires

asiatiques<sup>180</sup> ». En réalité, il cherchait à rejeter autant que possible les responsabilités sur la Chine. Il demanda à Kim de ne pas « attendre trop d'assistance et de soutien de l'Union soviétique », expliqua que Moscou était inquiète et préoccupée par « la situation à l'Ouest<sup>181</sup> ». Et il mit Kim en garde : « Si vous recevez une dérouillée, je ne bougerai pas le petit doigt. Il faudra que vous demandiez à Mao toute l'aide nécessaire<sup>182</sup>. » C'était du Staline tout craché : hautain, prévoyant, manipulateur, prudent et grossier, arrachant un profit géopolitique pour l'Union soviétique tout en se déchargeant sur la Chine de tous les risques de l'entreprise.

Staline, qui avait favorisé le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale en protégeant les arrières d'Hitler au moment de la signature du pacte germano-soviétique, montra une fois de plus qu'il était passé maître dans l'art de mettre toutes les chances de son côté. Si les États-Unis intervenaient tout de même, la menace contre la Chine accroîtrait la dépendance de ce pays à l'égard de l'Union soviétique. Si elle relevait le défi américain, la Chine aurait besoin d'une assistance soviétique massive, ce qui aboutirait au même résultat. Si la Chine préférait ne pas intervenir, l'influence de Moscou sur une Corée du Nord désabusée ne pouvait que grandir.

Kim prit alors l'avion pour Pékin où il rencontra secrètement Mao entre le 13 et le 16 mai 1950. Lors d'une réunion qui eut lieu le soir de son arrivée, Kim informa Mao que Staline avait approuvé le projet d'invasion et demanda à son interlocuteur de confirmer son appui.

Pour limiter encore les risques, Staline prit une garantie supplémentaire peu avant l'attaque qu'il avait encouragée en retirant tous les conseillers soviétiques qui secondaient les unités nord-coréennes. Lorsqu'il constata que cette mesure entravait les réalisations de l'armée nord-coréenne, il renvoya des conseillers sur place, en les présentant cependant comme des correspondants de Tass, l'agence de presse soviétique.

Comment un allié mineur des deux géants communistes a-t-il déclenché une guerre qui allait avoir des conséquences mondiales majeures ? C'est ce que Shi Zhe, le traducteur de Mao, a expliqué à l'historien Chen Jian, lequel a paraphrasé le contenu de l'entretien clé entre Mao et Kim Il-sung :

[Kim] a déclaré à Mao que Staline avait approuvé ses projets d'attaquer le Sud. Mao a demandé à Kim ce qu'il pensait d'une éventuelle réaction américaine si la Corée du Nord attaquait le Sud, soulignant que, dans la mesure où les États-Unis soutenaient le régime de Syngman Rhee et où la Corée était proche du Japon, l'éventualité d'une intervention américaine ne pouvait pas être entièrement exclue. Kim semblait pourtant convaincu que les États-Unis n'engageraient pas de troupes ou, du moins, n'auraient pas le temps d'en envoyer, parce que les Nord-Coréens seraient en mesure de mettre fin aux combats en deux ou trois semaines. Mao demanda à Kim si la Corée du Nord avait besoin du soutien militaire de la Chine et proposa de déployer trois armées chinoises le long de la frontière entre la Chine et la Corée. Kim répondit « avec arrogance » (selon les propres termes de Mao, rapportés par Shi Zhe) que les propres forces de la Corée du Nord et la coopération des guérilleros communistes du Sud leur permettraient de régler le problème tout seuls, et que l'engagement militaire de la Chine était donc superflu<sup>183</sup>.

Apparemment, l'exposé de Kim ébranla suffisamment Mao pour qu'il interrompe précipitamment l'entretien et ordonne à Zhou Enlai d'envoyer un télégramme à Moscou réclamant une « réponse urgente » et des « éclaircissements personnels » de Staline<sup>184</sup>. La réponse de Moscou arriva le lendemain. Staline se défaussait une fois de plus sur Mao. Le télégramme expliquait que

dans ses entretiens avec les camarades coréens, [Staline] et ses amis [...] sont tombés d'accord avec les Coréens à propos de leur projet de se diriger vers la réunification. Une réserve a toutefois été formulée, à savoir que la question devrait être définitivement tranchée collectivement par les camarades chinois et coréens, et que, dans l'éventualité d'un désaccord des camarades chinois, toute décision sur ce point devrait être repoussée en attendant de nouvelles discussions<sup>185</sup>.

Autrement dit, si ce projet faisait l'objet d'un veto, Mao en serait seul responsable. Se dissociant encore plus clairement du résultat (et offrant à Kim une possibilité supplémentaire d'exagération et de déformation),

Staline anticipait un télégramme en retour de Pékin, en expliquant : « Les camarades coréens pourront vous transmettre les détails de la conversation<sup>186</sup>. »

On ne dispose encore d'aucun compte rendu de l'entretien qui eut lieu ensuite entre Mao et Kim. Kim regagna Pyongyang le 16 mai muni de la bénédiction de Mao à propos d'une invasion de la Corée du Sud – c'est du moins ainsi qu'il présenta les choses à Moscou. Peut-être Mao avait-il également calculé qu'en cautionnant la conquête de la Corée du Sud, il établirait la prémisse d'une assistance militaire soviétique lors d'une attaque chinoise ultérieure contre Taïwan. Si tel était le cas, il avait commis une grave erreur. En effet, même si les États-Unis s'étaient tenus sur la réserve lors de l'invasion de la Corée du Sud, l'opinion publique américaine n'aurait pas laissé l'administration Truman ignorer une autre intervention militaire communiste dans le détroit de Taïwan.

Dix ans plus tard, Moscou et Pékin se disputaient encore pour déterminer qui avait réellement donné à Kim le feu vert définitif à son opération. Lors d'une entrevue à Bucarest en juin 1960, Khrouchtchev, qui était alors secrétaire général du Parti communiste soviétique, affirma avec force à Peng Zhen, membre du Politburo chinois, que « si Mao Zedong n'avait pas été d'accord, Staline n'aurait pas fait ce qu'il a fait ». Peng répliqua que cette allégation était « entièrement fausse » et que « Mao Zedong était hostile à la guerre... C'est Staline qui l'a approuvée<sup>187</sup> ».

Les deux géants communistes se sont ainsi laissé entraîner dans un conflit armé sans aborder les conséquences mondiales que celui-ci ne manquerait pas d'avoir si les prévisions optimistes de Kim Il-sung et de Staline se révélaient erronées. Ils seraient bien obligés de les envisager lorsque les États-Unis seraient entrés en guerre.

### **L'intervention américaine : résister à l'agression**

Le problème de la planification politique est que ses analyses sont incapables de prévoir l'humeur qui régnera au moment où une décision devra être prise. Les déclarations de Truman, Acheson et MacArthur avaient correctement reflété la pensée américaine à l'instant où elles

avaient été prononcées. La nature de l'engagement américain en faveur de la sécurité internationale était un sujet de controverse intérieure et la défense de la Corée n'avait même jamais été envisagée. L'OTAN était encore en cours de constitution. Mais quand les responsables politiques américains durent faire face à une invasion communiste concrète, ils ne tinrent plus aucun compte de leurs déclarations de principe.

Les États-Unis prirent les dirigeants communistes par surprise après l'agression de Kim Il-sung du 25 juin, non seulement en intervenant, mais en établissant un lien entre la guerre de Corée et la guerre civile chinoise. Ils envoyèrent des forces terrestres en Corée pour établir un périmètre défensif autour de Pusan, la ville portuaire du Sud. Cette décision fut appuyée par une résolution du Conseil de sécurité des Nations unies, qui put être votée parce que l'Union soviétique avait choisi de s'abstenir, pour protester contre le fait que Taïpei occupait toujours le siège de la Chine dans cette instance. Deux jours plus tard, le président Truman ordonna à la flotte américaine stationnée dans le Pacifique de « neutraliser » le détroit de Taïwan en empêchant toutes les forces militaires de le franchir, dans un sens comme dans l'autre. L'objectif était de rallier le plus vaste soutien possible en faveur de la guerre de Corée, tant au Congrès que dans l'opinion publique ; rien n'indique que Washington ait pris conscience que, en agissant ainsi, il élargissait le conflit à un affrontement avec la Chine.

Jusqu'à cette décision, Mao avait prévu que sa prochaine action militaire serait l'attaque de Taïwan. Il avait rassemblé dans ce dessein d'importantes forces dans la province du Fujian, au sud-est de la Chine. Les États-Unis avaient fait savoir dans plusieurs déclarations – dont une conférence de presse de Truman le 5 janvier – qu'ils ne feraient pas obstacle à une telle tentative.

La décision de Truman de stationner la VII<sup>e</sup> flotte dans le détroit de Taïwan était censée apaiser son opinion publique et limiter les risques des États-Unis en Corée. En annonçant l'envoi de la flotte, Truman évoquait l'importance de la défense de Taïwan, tout en exhortant le « gouvernement chinois de Formose à cesser toutes ses opérations aériennes et maritimes



contre le continent ». Truman lançait cet avertissement : « La VII<sup>e</sup> flotte y veillera<sup>188</sup>. »

Pour Mao, un geste impartial était tout bonnement inimaginable ; il ne vit qu'hypocrisie dans ces assurances. De son point de vue, les États-Unis se réinvitaient dans la guerre civile chinoise. Le 28 juin 1950, le lendemain de la proclamation de Truman, Mao s'adressa à la huitième session du Comité du gouvernement central du peuple et présenta les opérations américaines comme une invasion de l'Asie :

L'invasion américaine ne peut qu'inspirer une résistance déterminée et de grande ampleur à la population d'Asie. Truman a déclaré le 5 janvier que les États-Unis n'interviendraient pas à Taïwan. Il vient de prouver que c'était un mensonge. Il a également mis en pièces tous les accords internationaux garantissant que les États-Unis n'interviendraient pas dans les affaires intérieures de la Chine<sup>189</sup>.

En Chine, les instincts du *wei qi* ne tardèrent pas à entrer en action. En envoyant des troupes en Corée et une flotte dans le détroit de Taïwan, les États-Unis avaient, aux yeux des Chinois, posé sur le plateau du *wei qi* deux pierres qui les menaçaient l'une comme l'autre de l'encerclement tant redouté.

Les États-Unis n'avaient aucun plan militaire pour la Corée au moment où la guerre éclata. Leur objectif déclaré dans ce conflit était de faire échouer une « agression », une notion juridique désignant l'emploi non autorisé de la force contre une entité souveraine. Quelle serait la définition du succès ? S'agirait-il d'un retour au statu quo du 38<sup>e</sup> parallèle ? Dans ce cas, l'agresseur apprendrait que le pire résultat possible était de ne pas gagner – ce qui risquait d'encourager une nouvelle tentative. Ou fallait-il détruire le potentiel militaire de la Corée du Nord afin d'empêcher toute nouvelle agression ? Rien n'indique que cette question ait été posée dans les premières phases de l'engagement américain, ne fût-ce que parce que toute l'attention gouvernementale était requise pour défendre le périmètre autour de Pusan. Le résultat concret fut que les opérations militaires déterminèrent les décisions politiques.

Après la victoire stupéfiante de MacArthur en septembre 1950 à Inchon – où un débarquement amphibie surprise, loin du front de Pusan, arrêta

l'élan nord-coréen et ouvrit la voie à la reprise de la capitale sud-coréenne de Séoul –, l'administration Truman décida de poursuivre les opérations militaires jusqu'à la réunification de la Corée. Elle supposait que Pékin ne verrait rien à redire à la présence de forces américaines le long de la route d'invasion traditionnelle de la Chine.

La décision de porter le conflit à l'intérieur du territoire nord-coréen fut officiellement autorisée par une résolution des Nations unies du 7 octobre. Elle fut adoptée cette fois par l'Assemblée générale, en vertu d'un mécanisme parlementaire récent, la résolution intitulée « Union pour le maintien de la paix » qui permettait à l'Assemblée générale d'approuver des décisions en matière de sécurité internationale par un vote à la majorité des deux tiers. Elle autorisait « tous les actes constitutifs » destinés à mettre en place « un gouvernement unifié, indépendant et démocratique dans l'État souverain de Corée<sup>190</sup> ». Une intervention chinoise contre les forces américaines était jugée impossible en l'état actuel des capacités de la Chine.

Aucune de ces idées ne coïncidait, de près ou de loin, avec la conception chinoise des affaires internationales. Dès que les forces américaines intervinrent dans le détroit de Taïwan, Mao présenta le déploiement de la VII<sup>e</sup> flotte comme une « invasion » de l'Asie. Selon toute apparence, la Chine et les États-Unis allaient à l'affrontement en raison d'une mauvaise interprétation réciproque de leurs intentions stratégiques. Les États-Unis voulaient obliger la Chine à admettre leur conception de l'ordre international, fondée sur des organisations comme les Nations unies, et n'envisageaient pas d'autre solution. Or Mao n'avait jamais eu l'intention d'accepter un système international dont le modèle avait été défini sans que la Chine ait eu son mot à dire. Aussi le résultat de la stratégie militaire américaine ne pouvait-il qu'être un armistice sur la ligne de démarcation qui serait tracée – le long du fleuve Yalou, qui marquait la frontière entre la Corée du Nord et la Chine, si les Américains parvenaient à leurs fins ; le long d'une autre ligne admise si la Chine intervenait ou si les États-Unis s'arrêtaient unilatéralement avant d'avoir atteint la frontière nord de la Corée (par exemple sur le 38<sup>e</sup> parallèle ou sur une ligne allant de Pyongyang à Wonsan, mentionnée plus tard dans un message de Mao à Zhou).

Il était tout à fait improbable que les Chinois acceptent la présence américaine sur une frontière qui était une voie d'invasion traditionnelle de leur pays, et plus précisément la base depuis laquelle le Japon avait entrepris l'occupation de la Mandchourie et l'invasion du nord de la Chine. Ils avaient d'autant moins de chances de demeurer passifs que pareille attitude aurait entraîné un revers stratégique sur deux fronts – le détroit de Taïwan et la Corée –, en partie parce que Mao avait, dans une certaine mesure, perdu la main pendant le prélude au conflit coréen. Les idées fausses des deux camps s'aggravaient réciproquement. Les États-Unis ne s'attendaient pas à une invasion ; la Chine ne s'attendait pas à une réaction. Chaque camp conforta les erreurs d'interprétation de l'autre par ses propres agissements. Ce processus aboutirait à deux années de guerre et vingt années de brouille.

### **Les réactions chinoises : une autre approche de la dissuasion**

Aucun spécialiste des affaires militaires n'aurait imaginé que l'armée populaire de libération, qui émergeait à peine de la guerre civile et était pour l'essentiel équipée d'armes prises au camp nationaliste, pourrait s'attaquer à une armée moderne disposant de la force nucléaire. Mais Mao n'était pas un stratège militaire comme les autres. Pour comprendre son attitude pendant la guerre de Corée, il convient de nous attarder un instant sur sa conception de ce que la stratégie occidentale appellerait dissuasion, voire prévention, et qui, dans la pensée chinoise, associe réflexion à long terme, considérations stratégiques et éléments psychologiques.

En Occident, la guerre froide et le potentiel de destruction des armes nucléaires ont donné naissance au concept de dissuasion qui revient à faire savoir à un agresseur potentiel que les risques de destruction qu'il encourt sont disproportionnés par rapport à tout gain envisageable. L'efficacité de la menace se mesure par ce qui n'advient pas, autrement dit par les guerres que l'on réussit à éviter.

Le concept occidental de dissuasion était trop passif pour Mao. Il rejetait une posture qui obligeait la Chine à attendre une attaque et préférait prendre l'initiative partout où cela était possible. D'un certain point de vue, cette attitude se rapprochait du concept occidental

d'intervention préventive – anticiper une attaque en portant le premier coup. Mais dans la doctrine occidentale, l'objectif d'une intervention préventive est d'assurer la victoire et l'avantage militaire. L'approche de Mao différait par l'attention peu commune qu'il portait aux éléments psychologiques. Sa motivation première n'était pas tellement d'infliger un premier coup militairement décisif que de déplacer l'équilibre psychologique, moins pour vaincre l'ennemi que pour modifier son évaluation des risques. Comme nous le verrons dans les chapitres suivants, les opérations chinoises lors des crises du détroit de Taïwan de 1954-1958, dans les heurts frontaliers avec l'Inde en 1962, le conflit avec les Soviétiques le long de l'Oussouri en 1969-1971 et dans la guerre sino-vietnamienne de 1979, présentaient toutes un point commun : il s'agissait de porter un coup brutal qui laissait rapidement place à une phase politique. Ayant rétabli l'équation psychologique, les Chinois estimaient avoir véritablement fait œuvre de dissuasion<sup>191</sup>.

Quand la vision chinoise de l'intervention préventive rencontre le concept occidental de dissuasion, on risque d'aboutir à un cercle vicieux : des actions conçues comme défensives par la Chine peuvent être interprétées comme des agressions par le monde extérieur ; des démarches occidentales de dissuasion peuvent être considérées en Chine comme une manœuvre d'encerclement. Les États-Unis et la Chine ont affronté ce dilemme à maintes reprises au cours de la guerre froide ; dans une certaine mesure, ils n'ont toujours pas réussi à le transcender.

On a couramment attribué la détermination de la Chine à intervenir dans la guerre de Corée à la décision américaine de franchir le 38<sup>e</sup> parallèle au début d'octobre 1950 et de faire progresser les forces des Nations unies jusqu'au Yalou, qui marque la frontière entre la Chine et la Corée. Une autre hypothèse était celle de l'agressivité communiste innée, sur le modèle des dictateurs européens de la décennie précédente. Des recherches récentes prouvent qu'aucune de ces théories n'est exacte. Mao et ses collaborateurs n'avaient aucun dessein stratégique pour la Corée, si l'on entend par là la volonté de contester sa souveraineté ; avant la guerre, ils se préoccupaient davantage d'y faire contrepoids à la Russie. Et ils n'avaient pas non plus l'intention de défier les États-Unis militairement.

Ils ne sont entrés dans cette guerre qu'après de longues délibérations et beaucoup d'hésitations, y voyant une sorte de manœuvre préventive.

L'événement déterminant fut l'envoi initial de troupes américaines en Corée, associé à la neutralisation du détroit de Taïwan. Dès cet instant, Mao ordonna de préparer une intervention de la Chine dont l'objectif minimal serait d'éviter l'effondrement de la Corée du Nord – et, si l'occasion se présentait, dont le dessein révolutionnaire maximal serait d'expulser entièrement les forces américaines de la péninsule<sup>192</sup>. Il supposait – bien avant que les forces américaines ou sud-coréennes ne soient passées au nord du 38<sup>e</sup> parallèle – que si la Chine ne s'interposait pas, la Corée du Nord serait écrasée. Arrêter la progression des Américains jusqu'au Yalou était accessoire. Cela ménageait, dans l'esprit de Mao, une possibilité d'attaque surprise et de mobilisation de l'opinion publique ; mais ce n'était pas sa principale motivation. Une fois que les États-Unis eurent repoussé la première avancée nord-coréenne en août 1950, la probabilité d'une intervention chinoise augmenta considérablement ; quand ils inversèrent le sort des armes en débordant l'armée nord-coréenne à Inchon puis en franchissant le 38<sup>e</sup> parallèle, elle devint inévitable.

La stratégie chinoise se caractérise généralement par trois éléments : une analyse méticuleuse des tendances à long terme, une étude approfondie des options tactiques et une exploration sans préjugés des décisions opérationnelles. Zhou Enlai engagea ce processus en présidant des conférences de dirigeants chinois les 7 et 10 juillet – deux semaines après le déploiement américain en Corée –, afin d'analyser l'impact des actions américaines sur la Chine. Les participants acceptèrent de redéployer sur la frontière coréenne des troupes initialement destinées à l'invasion de Taïwan et de les regrouper au sein de l'armée de défense de la frontière du Nord-Est, dont la mission était « de défendre les frontières du Nord-Est et de se préparer à soutenir les opérations de guerre de l'armée populaire coréenne en cas de besoin ». À la fin de juillet – soit plus de deux mois avant que les forces américaines ne franchissent le 38<sup>e</sup> parallèle –, plus de deux cent cinquante mille soldats chinois étaient massés sur la frontière coréenne<sup>193</sup>.

Les réunions du Politburo et de la Commission militaire centrale se poursuivirent tout au long du mois d'août. Le 4, six semaines avant le débarquement d'Inchon, alors que la situation militaire était encore favorable aux forces d'invasion nord-coréennes et que le front était encore profondément enfoncé en Corée du Sud autour de la ville de Pusan, Mao, doutant des capacités de la Corée du Nord, déclara au Politburo : « Si les impérialistes américains sont victorieux, ils seront grisés par le succès, et seront alors en mesure de nous menacer. Nous devons aider la Corée ; nous devons lui prêter assistance. Cela peut se faire sous forme d'une force volontaire et au moment de notre choix, mais nous devons commencer à nous préparer<sup>194</sup>. » Au cours de la même réunion, Zhou présenta une analyse fondamentalement identique : « Si les impérialistes américains écrasent la Corée du Nord, ils seront bouffis d'arrogance et la paix sera menacée. Pour assurer la victoire, nous devons donner plus de poids au facteur chinois ; cela peut faire évoluer la situation internationale. Nous devons adopter une vision à long terme<sup>195</sup>. » Autrement dit, il fallait s'opposer à la défaite de la Corée du Nord – laquelle n'était pourtant pas encore d'actualité à cette date – et non à une position précise des forces américaines. Le lendemain, Mao ordonna à ses commandants suprêmes d'« achever leurs préparatifs avant la fin du mois et d'être prêts à recevoir les ordres de mener des opérations de guerre<sup>196</sup> ».

Le 13 août, le 13<sup>e</sup> corps d'armée chinois organisa une conférence de responsables militaires de haut rang afin de discuter de cette mission. Tout en exprimant des réserves sur la date butoir de la fin d'août, les participants conclurent que la Chine « devait prendre l'initiative, coopérer avec l'armée populaire coréenne, marcher en avant sans hésitation et briser le rêve d'agression de l'ennemi<sup>197</sup> ».

Pendant ce temps, on se livrait à des analyses d'effectifs et à des études cartographiques. Elles inspirèrent aux Chinois des conclusions que les Occidentaux auraient jugées contraires au bon sens, à savoir que la Chine pouvait gagner une guerre contre les forces armées américaines. Les engagements des États-Unis ailleurs dans le monde, estimaient les Chinois, limiteraient leur déploiement à cinq cent mille hommes tout au plus, alors que la Chine pouvait s'appuyer sur une armée de quatre

millions de soldats. La proximité de la Chine par rapport au théâtre des opérations lui accordait un avantage logistique. Les planificateurs chinois se prévalaient en outre d'un avantage psychologique, certains que la plupart des peuples du monde soutiendraient leur pays<sup>198</sup>.

L'éventualité d'une frappe nucléaire ne les intimida pas – sans doute parce qu'ils n'avaient aucune expérience directe de ces armes et aucun moyen d'en acquérir. Ils conclurent (non sans que quelques éminentes voix discordantes se soient fait entendre) qu'il était hautement improbable que les États-Unis se servent de l'arme nucléaire en raison de l'existence de la force de frappe soviétique et du risque, dû à la disposition « en puzzle » des troupes sur la péninsule, qu'une frappe nucléaire américaine contre les troupes chinoises qui s'avanceraient en Corée puisse anéantir en même temps des troupes américaines<sup>199</sup>.

Le 26 août, lors d'une discussion avec la Commission militaire centrale, Zhou résuma la stratégie chinoise. Pékin ne devait « pas traiter le problème coréen comme un simple problème concernant un pays frère ni comme un problème relatif aux intérêts du Nord-Est ». En réalité, la Corée « devait être considérée comme une question internationale majeure ». La Corée, affirmait Zhou, « se trouve en fait au centre des luttes mondiales... Après avoir conquis la Corée, les États-Unis se tourneront certainement vers le Vietnam et d'autres pays coloniaux. Aussi le problème coréen est-il à tout le moins la clé de l'Orient<sup>200</sup> ». Zhou concluait que, à la suite de récents revers nord-coréens, « notre devoir est devenu beaucoup plus lourd [...], nous devrions nous préparer au pire, et nous préparer vite ». Zhou souligna la nécessité de garder le secret, afin que « nous puissions entrer en guerre et porter à l'ennemi un coup soudain »<sup>201</sup>.

Tout cela se passait, rappelons-le, plusieurs semaines avant le débarquement amphibie de MacArthur à Inchon (qu'avait prédit un groupe d'étude chinois) et un bon mois avant que les forces de l'ONU ne franchissent le 38<sup>e</sup> parallèle. En un mot, la Chine entra en guerre en se fondant sur une évaluation méthodique des tendances stratégiques, et non à la suite d'une manœuvre tactique américaine – ni parce qu'elle était mue par une détermination légaliste à défendre l'inviolabilité du 38<sup>e</sup> parallèle. L'offensive chinoise relevait d'une stratégie préventive contre des dangers

qui ne s'étaient pas encore matérialisés, fondée sur des idées erronées des objectifs ultimes des Américains à l'égard de la Chine. Elle reflétait également le rôle capital que la Corée jouait dans les calculs à long terme de la Chine – un élément peut-être encore plus pertinent dans le monde contemporain. La volonté insistante de Mao d'emprunter cette voie exprimait sans doute aussi la conviction que c'était le seul moyen de remédier à son approbation de la stratégie d'invasion de Kim Il-sung et de Staline. Dans le cas contraire, d'autres responsables auraient pu lui reprocher d'avoir aggravé la situation stratégique de la Chine en provoquant l'envoi de la VII<sup>e</sup> flotte dans le détroit de Taïwan et celui de forces américaines sur les frontières de la Chine.

Les obstacles à une intervention chinoise étaient tels que Mao dut recourir à toute son autorité de chef d'État pour obtenir l'approbation de ses collaborateurs. Deux commandants supérieurs, dont Lin Biao, refusèrent le commandement de l'armée de défense de la frontière du Nord-Est sous différents prétextes, avant que Mao ne trouve en Peng Dehuai un commandant prêt à se charger de cette mission.

Mao l'emporta comme il l'avait toujours fait lors de toutes les décisions clés, et les préparatifs de l'entrée de forces chinoises en Corée progressèrent inexorablement. Au mois d'octobre, les forces américaines et alliées marchaient sur le Yalou, déterminées à unifier la Corée et à la protéger par une résolution de l'ONU. Leur objectif était de défendre le nouveau *statu quo* en s'appuyant sur ces forces, qui constituaient théoriquement un commandement des Nations unies. La marche des deux armées l'une vers l'autre prit ainsi un aspect inéluctable ; les Chinois se préparaient à porter un coup brutal, tandis que les Américains et leurs alliés étaient inconscients du défi qui les attendait au terme de leur avancée vers le nord.

Zhou prit soin de préparer le terrain diplomatique. Le 24 septembre, il protesta officiellement devant les Nations unies contre ce qu'il présenta comme des tentatives des États-Unis pour « étendre la guerre d'agression contre la Corée, mener une agression armée contre Taïwan et élargir encore leur agression contre la Chine<sup>202</sup> ». Le 3 octobre, il avertit l'ambassadeur indien K. M. Panikkar que des troupes américaines



franchiraient le 38<sup>e</sup> parallèle ; le cas échéant, ajouta-t-il, « nous ne pourrions pas y assister sans réagir et dans l'indifférence. Nous interviendrons. Je vous en prie, faites-le savoir au Premier ministre de votre pays<sup>203</sup> ». Panikkar répondit qu'il estimait que le parallèle serait franchi dans les douze heures à venir, mais que le gouvernement indien ne « serait pas capable de mener la moindre action efficace » moins de dix-huit heures après la réception de son télégramme<sup>204</sup>. Zhou répliqua : « C'est l'affaire des Américains. Le but de l'entretien de ce soir est de vous informer de notre attitude sur l'une des questions posées par le Premier ministre Nehru dans sa lettre<sup>205</sup>. » Cet entretien cherchait à annoncer publiquement une décision déjà prise, bien plus qu'à plaider une dernière fois pour la paix, comme on le prétend si souvent.

À cet instant, Staline réapparut sur scène tel un *deus ex machina* pour veiller à la poursuite du conflit qu'il avait encouragé et qu'il ne souhaitait pas voir cesser. L'armée nord-coréenne s'effondrait et les services de renseignement soviétiques prévoyaient (à tort) un nouveau débarquement américain sur la côte opposée, près de Wonsan. Les préparatifs chinois d'intervention étaient très avancés, mais n'avaient encore rien d'irrévocable. Staline décida donc, dans un message du 1<sup>er</sup> octobre adressé à Mao, de demander aux Chinois d'agir. Mao ayant temporisé en invoquant le risque d'intervention américaine, Staline envoya un télégramme supplémentaire. Il était disposé, insista-t-il, à garantir un soutien militaire soviétique dans une guerre totale si les États-Unis devaient réagir à l'intervention chinoise :

Bien sûr, j'ai également pris en compte [la possibilité] que les États-Unis, bien qu'ils ne soient pas prêts à mener une grande guerre, puissent tout de même s'y laisser entraîner par [des considérations de] prestige, ce qui, à son tour, entraînerait la Chine dans la guerre et y engagerait en même temps l'URSS liée à la Chine par le pacte d'assistance mutuelle. Devons-nous le craindre ? Je ne le pense pas parce que, ensemble nous serons plus forts que les États-Unis et l'Angleterre, alors que les autres États européens capitalistes (à l'exception de l'Allemagne qui est incapable actuellement d'apporter la moindre assistance aux États-Unis) ne possèdent pas de forces

militaires sérieuses. Si une guerre est inévitable, menons-la maintenant et non dans quelques années, à un moment où le militarisme japonais sera rétabli dans le cadre d'une alliance avec les États-Unis et où les États-Unis et le Japon disposeront d'une tête de pont sous forme de la Corée tout entière, gouvernée par Syngman Rhee<sup>206</sup>.

Prise au pied de la lettre, cette communication extraordinaire semblait affirmer que Staline était prêt à faire la guerre aux États-Unis pour éviter que la Corée ne soit intégrée dans la sphère stratégique de l'Amérique. Une Corée unie et proaméricaine – dont tôt ou tard, selon Staline, un Japon renaissant deviendrait le partenaire – représentait, dans cette analyse, la même menace en Asie que l'OTAN émergent en Europe. Ensemble, ces deux dangers risquaient de devenir ingérables pour l'Union soviétique.

En réalité, mis au pied du mur, Staline se montra peu disposé à respecter l'engagement sans réserve qu'il avait donné à Mao – et même réticent à prendre part à un affrontement direct avec les États-Unis sous quelque forme que ce fût. Il savait que le déséquilibre était trop important pour qu'il se lance dans une épreuve de force, et plus encore dans une guerre sur deux fronts. Il préférait immobiliser le potentiel militaire américain en Asie et inciter la Chine à s'engager dans des entreprises qui la rendraient encore plus dépendante du soutien soviétique. Ce que démontre toutefois la lettre de Staline, c'est le sérieux avec lequel les stratèges soviétiques et chinois évaluaient l'importance stratégique de la Corée, malgré des motifs fort différents.

Cette lettre plaçait Mao en fâcheuse posture. Planifier abstraitement une intervention sous forme, grosso modo, d'un exercice de solidarité révolutionnaire était une chose. S'y engager pour de bon en était une autre, surtout au moment où l'armée nord-coréenne semblait sur le point de se déliter. Si les Chinois intervenaient, ils auraient impérativement besoin de matériel soviétique et, surtout, d'une couverture aérienne soviétique, car l'ALP n'avait pour ainsi dire pas d'aviation moderne. Aussi, lorsque le Politburo se pencha sur la question d'une intervention, Mao reçut-il une réponse d'une ambivalence inhabituelle qui l'incita à ne pas se prononcer immédiatement. Il envoya donc en Russie Lin Biao (qui avait refusé, nous l'avons dit, le commandement des forces chinoises, en invoquant des

problèmes de santé) et Zhou pour discuter des perspectives d'une assistance soviétique. Staline était en vacances dans le Caucase et ne vit aucune raison de modifier son emploi du temps. Il obligea Zhou à le rejoindre dans sa résidence, alors même que (ou peut-être parce que) Zhou n'aurait aucun moyen de communiquer avec Pékin depuis la datcha de Staline, sinon en passant par des voies soviétiques.

Zhou et Lin Biao avaient reçu instruction d'avertir Staline que, sans la promesse ferme de livraisons de matériel, la Chine pourrait, finalement, renoncer à mettre à exécution les plans qu'elle préparait depuis deux mois. Car la Chine serait le principal théâtre du conflit que Staline encourageait. En l'occurrence, ses perspectives dépendraient du ravitaillement et du soutien direct que Staline lui accorderait. Face à cette réalité, la réaction des collaborateurs de Mao fut loin d'être unanime. Certains opposants allèrent même jusqu'à affirmer qu'il fallait accorder la priorité au développement intérieur. Pour une fois, Mao sembla hésiter, ne fût-ce qu'un instant. S'agissait-il d'une manœuvre destinée à s'assurer du soutien de Staline avant que les forces chinoises ne soient irrévocablement engagées ? Ou était-il vraiment indécis ?

Les divisions chinoises internes trouvent une illustration dans la mystérieuse affaire du télégramme envoyé par Mao à Staline dans la nuit du 2 octobre, dont les archives de Pékin et de Moscou conservent respectivement deux versions contradictoires.

Dans le premier de ces deux textes – rédigé de la main de Mao, classé dans les archives pékinoises, publié dans un recueil chinois *neibu* (« pour diffusion intérieure seulement ») de manuscrits de Mao, mais qui ne fut probablement jamais envoyé à Moscou –, Mao écrivait que Pékin avait « décidé d'envoyer quelques troupes en Corée sous l'appellation de Volontaires [du peuple chinois] pour combattre les États-Unis et leur laquais Syngman Rhee et prêter assistance à nos camarades coréens<sup>207</sup> ». Mao évoquait le risque que, faute d'intervention chinoise, « la force révolutionnaire coréenne subisse une défaite majeure et que les agresseurs américains se déchaînent en toute liberté jusqu'à ce qu'ils occupent la totalité de la Corée. Cela sera préjudiciable à tout l'Est<sup>208</sup> ». « Nous devons, notait Mao, nous préparer à une déclaration de guerre des États-Unis et à l'emploi ultérieur de la force aérienne américaine pour

bombarder plusieurs des plus grandes villes et des bases industrielles de la Chine, ainsi qu'à une attaque de la marine américaine contre [nos] régions littorales. » La Chine prévoyait d'envoyer douze divisions depuis le sud de la Mandchourie le 15 octobre. « Dans une première étape, » écrivait Mao, elles se déploieraient au nord du 38<sup>e</sup> parallèle et « se livrer[ai]ent uniquement à une guerre défensive » contre les soldats ennemis qui franchiraient ce parallèle. Entre-temps, « elles attendront la livraison d'armes soviétiques. Une fois qu'elles seront [bien] équipées, elles coopéreront avec les camarades coréens en lançant des contre-attaques qui anéantiront les troupes de l'agresseur américain<sup>209</sup> ».

Dans l'autre version de ce télégramme du 2 octobre – envoyée par l'intermédiaire de l'ambassadeur soviétique à Pékin, reçue à Moscou et classée dans les archives présidentielles russes –, Mao informait Staline que Pékin n'était pas prêt à envoyer des troupes. Il n'excluait pas que, après de nouvelles consultations avec Moscou (et, sous-entendait-il, des promesses de soutien militaire soviétique plus important), Pékin puisse être disposé à participer au conflit.

Pendant des années, les spécialistes ont analysé la première mouture du télégramme comme s'il s'agissait du seul texte existant ; quand la seconde version a fait surface, certains se sont demandé si l'un des documents pouvait être un faux. L'explication la plus plausible est celle qu'a présentée le chercheur chinois Shen Zhihua : Mao aurait rédigé la première version du télégramme dans l'intention de l'envoyer, mais la direction chinoise était si divisée qu'on lui a substitué un texte plus ambigu. La divergence entre les deux donne à penser que, au moment même où les troupes chinoises marchaient vers la Corée, la direction chinoise se demandait combien de temps encore elle pourrait réclamer à son allié soviétique un engagement définitif avant de franchir irrévocablement le pas<sup>210</sup>.

Les deux autocrates avaient été formés à la rude école de la politique de coercition et ils se l'appliquaient réciproquement. En l'occurrence, Staline démontra qu'il était le maître quand il s'agissait d'user de la manière forte. Il informa froidement Mao (par un télégramme rédigé en commun avec Zhou) que, au vu des hésitations des Chinois, la meilleure solution

serait que les vestiges de l'armée nord-coréenne se replient en Chine, où Kim Il-sung pourrait constituer un gouvernement provisoire en exil. Les malades et les mutilés pourraient rejoindre l'Union soviétique. La présence d'Américains sur sa frontière asiatique, affirmait Staline, ne le dérangeait pas : il les affrontait déjà sur les lignes de démarcation européennes.

Staline savait que la seule issue que Mao désirait moins que la présence de forces américaines aux frontières de la Chine était celle d'un gouvernement coréen provisoire en Mandchourie, au contact de la minorité coréenne qui y vivait. Ce gouvernement réclamerait tôt ou tard une forme de souveraineté et n'aurait de cesse d'obtenir que la Chine se lance dans des aventures militaires en Corée. De plus, Staline avait certainement senti que Mao avait dépassé le point de non-retour. En cet instant, l'alternative de la Chine était simple. Soit elle affronterait une armée américaine sur le Yalou, menaçant directement la moitié de l'industrie chinoise, aisément accessible, et une Union soviétique contrariée, réticente à livrer du matériel et invoquant peut-être une nouvelle fois ses « droits » en Mandchourie. Soit elle poursuivrait sur la voie que Mao n'avait pas quittée tout en marchandant avec Staline. La position où se trouvait le dirigeant chinois l'obligeait à intervenir, en partie, paradoxalement, pour se mettre à l'abri des desseins de Staline.

Le 19 octobre, après avoir passé plusieurs jours à attendre une garantie de livraisons soviétiques, Mao ordonna à l'armée d'entrer en Corée. Staline s'engagea à assurer un soutien logistique substantiel, à condition qu'il n'entraînât pas d'affrontement direct avec les États-Unis (une couverture aérienne au-dessus de la Mandchourie, par exemple, mais pas de la Corée).

La méfiance réciproque était telle que, sitôt Zhou de retour à Moscou, d'où il pouvait communiquer librement avec Pékin, Staline parut faire machine arrière. Afin d'éviter que Mao ne cherche à persuader l'Union soviétique de se charger de l'essentiel de l'équipement de l'ALP sans obtenir en contrepartie le bénéfice de contraindre les forces américaines à se battre en Corée, Staline fit savoir à Zhou que rien ne leur serait livré avant que les forces chinoises ne soient entrées pour de bon en Corée. Mao donna cet ordre le 19 octobre, sans disposer de l'assurance concrète d'un

soutien soviétique. Ce dernier fut dûment réaffirmé, bien que Staline, toujours prudent, ait limité l'appui aérien soviétique au territoire chinois. On était bien loin de la guerre générale qu'il était prêt à risquer, ainsi qu'il l'avait écrit plus tôt à Mao, au sujet de la Corée.

Les deux dirigeants communistes avaient exploité leurs contraintes et leurs fragilités respectives. Mao avait réussi à obtenir le matériel militaire soviétique nécessaire à la modernisation de son armée – certaines sources chinoises affirment que pendant la guerre de Corée, il reçut de quoi équiper soixante-quatre divisions d'infanterie et vingt-deux divisions aériennes<sup>211</sup> – tandis que Staline obligeait la Chine à s'engager dans un conflit avec les États-Unis en Corée.

### **L'affrontement sino-américain**

Les États-Unis observèrent passivement ces manœuvres communistes. Ils n'envisagèrent aucune solution intermédiaire entre l'arrêt sur le 38<sup>e</sup> parallèle et l'unification de la Corée, et ignorèrent toutes les mises en garde de la Chine sur les conséquences d'un éventuel franchissement de cette ligne. Chose troublante, Acheson ne considérait pas les Chinois comme des interlocuteurs officiels et pensait pouvoir les ignorer. Sans doute croyait-il possible d'intimider Mao.

Aucun des nombreux documents publiés à ce jour par les différents camps ne révèle le moindre examen sérieux d'une option diplomatique de la part de l'une ou l'autre des parties en présence. Les nombreuses réunions de Zhou avec la Commission militaire centrale ou le Politburo ne trahissent aucune intention de ce genre. Contrairement aux idées reçues, l'« avertissement » de Pékin à Washington le sommant de ne pas franchir le 38<sup>e</sup> parallèle relevait très certainement de la tactique de diversion. À cette date, Mao avait déjà envoyé des troupes de l'APL de souche coréenne depuis la Mandchourie vers la Corée afin d'aider les Nord-Coréens. Il avait retiré une force militaire significative de Taïwan pour la détacher sur la frontière coréenne et promis le soutien de la Chine à Staline et Kim.

La seule possibilité éventuelle d'éviter une confrontation directe entre les États-Unis et la Chine figure dans une lettre de Mao adressée à Zhou le 14 octobre : il y expose ses intentions stratégiques, au moment où les troupes chinoises s'apprêtaient à franchir la frontière coréenne :

Nos troupes continueront à améliorer [leurs] dispositifs de défense si elles en ont le temps. Si l'ennemi défend opiniâtrement Pyongyang et Wonsan et ne progresse pas [vers le nord] au cours des six prochains mois, nos troupes n'attaqueront pas Pyongyang ni Wonsan. Elles n'attaqueront Pyongyang et Wonsan que lorsqu'elles seront bien équipées et bien formées, et disposeront d'une supériorité évidente sur l'ennemi en matière de forces aériennes et terrestres. Bref, nous n'envisagerons pas de mener d'offensives avant six mois<sup>212</sup>.

La Chine n'avait évidemment aucune chance de prétendre, en six mois, à une supériorité évidente dans l'une ou l'autre de ces armes.

Si les forces américaines s'étaient arrêtées sur la ligne allant de Pyongyang à Wonsan (l'isthme étroit de la péninsule coréenne), aurait-on abouti à une zone tampon susceptible de répondre au souci stratégique de Mao ? Une démarche diplomatique américaine en direction de Pékin aurait-elle pu changer quelque chose ? Mao se serait-il contenté de profiter de sa présence en Corée pour rééquiper son armée ? Peut-être la pause de six mois que Mao avait évoquée devant Zhou aurait-elle permis d'établir des contacts diplomatiques, des mises en garde militaires, peut-être aussi aurait-elle permis à Mao ou Staline de changer d'avis. D'un autre côté, la création d'une zone tampon sur un territoire précédemment communiste ne correspondait certainement pas à l'idée que Mao se faisait de sa mission révolutionnaire ou stratégique. Mais il adhéraït suffisamment aux principes de Sun Tzu pour mener de front deux stratégies apparemment contradictoires. Les États-Unis, en tout état de cause, n'avaient pas cette possibilité. Ils choisirent une ligne de démarcation approuvée par l'ONU et suivant le cours du Yalou, sur un territoire qu'ils pouvaient protéger par leurs propres forces et leur propre diplomatie, le long de l'isthme étroit de la péninsule coréenne.

C'est ainsi que chaque camp de cette relation triangulaire marcha vers la guerre et fit planer la menace d'un conflit mondial. Les lignes de

bataille étaient mouvantes. Les forces chinoises s'emparèrent de Séoul mais furent repoussées ; la zone de combats se figea ensuite dans une impasse militaire pendant que se déroulaient des négociations d'armistice qui durèrent près de deux ans, durant lesquels les forces américaines s'abstinrent de lancer la moindre opération offensive – un résultat presque idéal du point de vue soviétique. De bout en bout, Moscou conseilla de faire traîner les négociations et, partant, la guerre, le plus longtemps possible. Le 27 juillet 1953, on parvint enfin à un accord d'armistice qui revenait pour l'essentiel sur la ligne d'avant guerre, le long du 38<sup>e</sup> parallèle.

Aucun des participants n'avait atteint l'intégralité de ses objectifs. Pour les États-Unis, l'accord d'armistice justifiait leur entrée en guerre en sanctionnant l'échec de l'agression nord-coréenne ; en même temps, ce conflit avait permis à la Chine, à un moment de grande faiblesse, de combattre la superpuissance nucléaire, de la condamner à la paralysie et même de l'obliger à reculer par rapport à son avancée ultime. Cet accord préservait la crédibilité des États-Unis, qui avaient prouvé qu'ils étaient capables de protéger leurs alliés, mais au prix d'une révolte naissante de ces derniers et d'une dissension intérieure. Les observateurs ne pouvaient oublier le débat qui avait agité les États-Unis sur les buts de guerre. Le général MacArthur, fidèle aux maximes traditionnelles, brigua la victoire ; l'administration, voyant dans cette guerre une feinte pour entraîner l'Amérique en Asie – ce qui répondait indéniablement à la stratégie de Staline –, était prête à accepter un match nul (et probablement un revers politique à long terme), pour la première fois de l'histoire militaire des États-Unis. L'impuissance à harmoniser les objectifs politiques et militaires incita peut-être d'autres leaders asiatiques à croire à la vulnérabilité intérieure de l'Amérique devant des guerres dépourvues d'une issue parfaitement tranchée – un dilemme qui réapparut de plus belle dans le tourbillon vietnamien dix ans plus tard.

On ne peut pas davantage prétendre que Pékin avait atteint tous ses objectifs, du moins en termes militaires conventionnels. Mao n'avait pas réussi à libérer l'intégralité du territoire coréen de l'« impérialisme américain », contrairement à ce qu'avait initialement affirmé la propagande chinoise. Mais il était parti en guerre à des fins plus générales,



à certains égards plus abstraites, et même romantiques : pour soumettre la « Chine nouvelle » à l'épreuve du feu et éliminer ce que Mao concevait comme la mollesse et la passivité historiques de son pays ; pour prouver à l'Occident (et, dans une certaine mesure, à l'Union soviétique) que la Chine était devenue une puissance militaire et n'hésiterait pas à faire usage de la force pour faire valoir ses intérêts ; pour assurer à la Chine le leadership du mouvement communiste en Asie ; et pour frapper les États-Unis (à qui Mao attribuait l'intention de préparer une invasion ultime de la Chine) à un moment qu'il jugeait opportun. La principale contribution de la nouvelle idéologie s'inscrivait moins dans ses concepts stratégiques que dans la volonté de défier les nations les plus puissantes et de tracer sa propre voie.

Vue sous cet angle plus général, la guerre de Corée fut un peu plus qu'un match nul. Elle affirma le statut de puissance militaire et de cœur de la révolution asiatique de la République populaire de Chine nouvellement fondée. Elle ancrera aussi la crédibilité militaire de la Chine, adversaire digne de crainte et de respect, une crédibilité sur laquelle elle s'appuierait tout au long des décennies à venir. Le souvenir de l'intervention chinoise en Corée freinerait plus tard significativement la stratégie américaine au Vietnam. Pékin réussit à exploiter la guerre et la propagande – « Résistez à l'Amérique ! Aidez la Corée » –, ainsi que la campagne de purges qui l'accompagna, pour accomplir deux objectifs majeurs de Mao : éliminer l'opposition intérieure à la domination du Parti et inspirer à la population « enthousiasme révolutionnaire » et orgueil national. Nourrissant le ressentiment à l'égard de l'exploitation occidentale, Mao définit la guerre comme une lutte pour « vaincre l'arrogance américaine » ; les victoires militaires furent présentées comme une forme de régénération spirituelle après des décennies de faiblesse et de mauvais traitements infligés à la Chine. La Chine émergea de la guerre épuisée, mais redéfinie tant à ses propres yeux qu'à ceux du monde.

Paradoxalement, le grand perdant de la guerre de Corée fut Staline, qui avait donné le feu vert à Kim Il-sung et exhorté Mao jusqu'au chantage à intervenir massivement. Encouragé par le consentement américain à la victoire communiste en Chine, il avait pensé que Kim Il-sung pourrait reproduire ce schéma en Corée. L'intervention américaine contraria cet

objectif. Staline poussa Mao à agir, convaincu qu'une telle initiative entraînerait une hostilité durable entre la Chine et les États-Unis et renforcerait la dépendance de la Chine à l'égard de Moscou.

Staline avait raison dans sa prédiction stratégique, mais il se trompait lourdement dans son évaluation des conséquences. La dépendance de la Chine à l'égard de l'Union soviétique était à double tranchant. Le réarmement de la Chine qu'entreprit l'Union soviétique abrégea en réalité le laps de temps dont elle aurait eu besoin pour pouvoir agir en toute indépendance. Le schisme sino-américain que Staline voulait favoriser n'entraîna aucune amélioration des relations sino-soviétiques, pas plus qu'il ne réduisit l'option titiste de la Chine. Au contraire, Mao estima pouvoir défier simultanément les deux superpuissances. Les conflits qui opposaient l'Amérique à l'Union soviétique étaient si profonds que Mao jugea qu'il pouvait se passer de payer le prix du soutien soviétique dans la guerre froide et qu'il pouvait même l'utiliser en guise de menace, fût-ce sans l'approbation de Moscou – ce dont il ne se priva pas dans un certain nombre de crises. À partir de la fin de la guerre de Corée, les relations entre l'Union soviétique et la Chine se dégradèrent, en grande partie à cause de l'opacité avec laquelle Staline avait encouragé l'entreprise de Kim Il-sung, la brutalité avec laquelle il avait poussé la Chine à intervenir et, par-dessus tout, à cause de la réticence du soutien soviétique, lequel avait intégralement pris la forme de prêts remboursables. Moins de dix ans plus tard, l'Union soviétique deviendrait le principal adversaire de la Chine. Et avant qu'une autre décennie se soit écoulée, on assisterait à un nouveau renversement d'alliances.

## Chapitre 6

### La Chine affronte les deux superpuissances

Otto von Bismarck, qui fut sans doute le plus grand diplomate de la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, a déclaré que dans un ordre mondial composé de cinq États, il est toujours préférable de faire partie d'un groupe de trois. Si l'on applique ce principe à l'interaction de trois pays, on peut en conclure qu'il vaut toujours mieux être membre d'un groupe de deux.

Cette vérité a manifestement échappé aux protagonistes du trio Chine – Union soviétique – États-Unis pendant une quinzaine d'années – en partie en raison des manœuvres sans précédent de Mao. En politique étrangère, les hommes d'État défendent souvent leurs objectifs en favorisant une convergence d'intérêts. La politique de Mao reposait sur le principe inverse. Il cherchait à exploiter des hostilités qui se chevauchaient. Le conflit entre Moscou et Washington constituait l'essence stratégique de la guerre froide, tandis que l'inimitié entre Washington et Pékin dominait la diplomatie asiatique. Mais les deux États communistes ne réussirent jamais à faire front commun contre les États-Unis – sinon de façon aussi brève qu'incomplète lors la guerre de Corée –, en raison de la rivalité croissante de Mao avec Moscou sur des questions de primauté idéologique et d'analyse géostratégique.

Du point de vue de la politique traditionnelle fondée sur la puissance, Mao n'était évidemment pas en mesure de se poser en égal des autres partenaires de cette relation triangulaire. Il était de loin le plus faible et le plus vulnérable. Mais en exploitant l'hostilité réciproque des superpuissances nucléaires et en jouant l'indifférence à la perspective d'un éventuel désastre atomique, il a réussi à créer une sorte de sanctuaire diplomatique pour la Chine. Il a ajouté à la politique de puissance une

dimension inédite, sans précédent à ma connaissance. Loin de rechercher le soutien de l'une ou l'autre des superpuissances – comme l'aurait conseillé la théorie traditionnelle de l'équilibre des forces –, il a exploité la crainte réciproque entre États-Unis et Union soviétique en défiant simultanément ces deux rivaux.

Moins d'un an après la fin de la guerre de Corée, Mao affronta militairement les États-Unis dans le détroit de Taïwan. Presque au même moment, il entreprit de s'opposer idéologiquement à l'Union soviétique. Il n'a pas hésité à mener ces deux offensives car il était convaincu qu'aucune des superpuissances n'accepterait qu'il soit vaincu par l'autre. C'était une brillante application du stratagème de la ville vide de Zhuge Liang que nous avons décrit dans un chapitre précédent, et qui consiste à transformer une faiblesse matérielle en atout psychologique.

À la fin de la guerre de Corée, les experts habituels des affaires internationales – et plus particulièrement les universitaires occidentaux – prévoyaient que Mao aspirerait à une période de répit. Depuis la victoire des communistes, il n'avait pas connu un mois de tranquillité, fût-elle apparente. La réforme agraire, l'application du modèle économique soviétique et la répression de l'opposition intérieure lui avaient imposé un programme intérieur aussi spectaculaire que chargé. En même temps, ce pays encore largement sous-développé s'était engagé dans une guerre avec une superpuissance nucléaire, en possession d'une technologie militaire avancée.

Mao n'avait pas l'intention d'entrer dans l'histoire pour avoir accordé aux Chinois des instants de détente. Il précipita au contraire son pays dans une série de nouvelles crises : deux conflits avec les États-Unis dans le détroit de Taïwan, le début d'un conflit avec l'Inde, et une controverse idéologique et géopolitique de plus en plus opiniâtre avec l'Union soviétique.

Pour les États-Unis, en revanche, la fin de la guerre de Corée et l'avènement de l'administration de Dwight Eisenhower marquèrent le retour à une « normalité » intérieure qui se maintiendrait jusqu'à la fin de la décennie. Sur le plan international, la guerre de Corée devint le parangon de la volonté d'expansion communiste par la subversion politique ou l'agression militaire, partout où cela était possible. D'autres

régions d'Asie vinrent confirmer ce jugement : la guérilla en Malaisie, la recherche violente du pouvoir par les forces de gauche à Singapour et, de façon croissante, les guerres d'Indochine. L'analyse américaine se fourvoya partiellement en considérant le communisme comme un monolithe et en se montrant incapable d'appréhender la profondeur de la méfiance réciproque qui opposait, dès cette étape précoce, les deux géants qui s'en réclamaient.

L'administration Eisenhower répondit à la menace d'agression par des méthodes qui devaient beaucoup à l'expérience européenne des Américains. Elle chercha à renforcer les pays limitrophes du monde communiste par des moyens inspirés du plan Marshall et tissa des alliances militaires sur le modèle de l'OTAN, telles que l'Organisation du traité de l'Asie du Sud-Est (OTASE) entre les nouveaux États régionaux frontaliers de la Chine. Elle resta largement aveugle à la différence fondamentale entre la situation européenne et celle qui régnait sur les marges de l'Asie. Les pays européens d'après guerre étaient des États établis, dotés d'institutions complexes. Leur viabilité dépendait de leur aptitude à combler l'écart entre les attentes de leur population et la réalité d'un pays ravagé par la Seconde Guerre mondiale. Ce projet de grande ampleur prouva cependant qu'il était réalisable en l'espace d'une période relativement brève. Leur stabilité intérieure étant largement assurée, le problème de la sécurité se résuma à une politique de défense contre une éventuelle attaque militaire sur des frontières internationales parfaitement définies.

Les États asiatiques qui entouraient la Chine, en revanche, étaient encore en cours de formation. La difficulté consistait à créer des institutions et un consensus politiques à partir de divisions ethniques et religieuses. C'était une tâche plus conceptuelle que militaire ; les menaces contre la sécurité étaient le fait de mouvements intérieurs d'insurrection ou de guérilla plutôt que de forces armées organisées prêtes à franchir des frontières. La situation était particulièrement tendue en Indochine, où la fin de l'emprise coloniale française laissait quatre pays (le Nord-Vietnam, le Sud-Vietnam, le Cambodge et le Laos) aux frontières contestées et aux traditions d'indépendance nationale mal établies. Ces conflits répondaient à une dynamique propre que Pékin, Moscou ou Washington ne pouvaient

pas contrôler dans le détail, mais qui influençait la politique de ce trio stratégique. Aussi n’existait-il guère de défis purement militaires en Asie. Stratégie militaire et réforme politique et sociale étaient inextricablement liées.

### **La première crise du détroit de Taïwan**

Pékin et Taipei proclamaient ce qui était dans les faits deux versions concurrentes d’une seule identité nationale chinoise. Du point de vue nationaliste, Taïwan n’était pas un État indépendant : c’était le siège du gouvernement en exil de la République de Chine, temporairement évincé du pouvoir par des usurpateurs communistes, mais qui – comme le proclamait avec insistance la propagande nationaliste – reprendrait un jour sa place légitime sur le continent. Aux yeux de Pékin, Taïwan était une province renégate dont la séparation avec le continent et l’alliance avec des puissances étrangères incarnaient l’ultime vestige du « siècle d’humiliation » infligé à la Chine. Les deux camps s’accordaient pour affirmer que Taïwan et le continent appartenaient à la même entité politique. Leur désaccord portait sur l’identité du gouvernement chinois légitime.

Washington et ses alliés envisageaient périodiquement de reconnaître la République de Chine et la République populaire de Chine comme deux États distincts – la solution dite des deux Chines. Les deux camps chinois rejetaient avec véhémence cette proposition, coupable à leurs yeux de les empêcher d’accomplir un devoir national sacré : libérer l’autre partie de la Chine. Revenant sur son opinion première, Washington se faisait l’écho de la position de Taipei selon laquelle la République de Chine incarnait le « vrai » gouvernement chinois, habilité à occuper le siège de la Chine aux Nations unies et dans d’autres instances internationales. Dean Rusk, sous-secrétaire d’État chargé des Affaires orientales – et futur secrétaire d’État –, énonça cette position au nom de l’administration Truman en 1951, affirmant que, en dépit des apparences, « le régime de Peiping [nom que les nationalistes donnaient alors à Pékin]... n’est pas le gouvernement de la Chine... Il n’est pas chinois. Il n’a pas autorité pour s’exprimer au nom de la Chine dans la communauté des nations<sup>213</sup> ». Pour Washington, la

République populaire de Chine, dont la capitale se trouvait à Pékin, n'avait pas d'existence juridique ni diplomatique, bien qu'elle contrôlât provisoirement la plus vaste population du monde. Cette vision des choses resterait, moyennant d'infimes variations, la position américaine officielle pendant les vingt années qui suivirent.

Sa conséquence imprévue fut l'implication américaine dans la guerre civile chinoise. Dans la vision que se faisait Pékin des affaires internationales, les États-Unis s'affirmaient ainsi comme la dernière des puissances étrangères qui conspiraient depuis un siècle, estimait-on, pour diviser et dominer la Chine. Pour Pékin, tant que Taïwan resterait soumise à une autorité administrative distincte et bénéficierait d'une aide politique et militaire étrangère, le projet de fondation d'une « Chine nouvelle » demeurerait incomplet.

Les États-Unis, principaux alliés de Chiang, n'étaient guère tentés par une reconquête nationaliste du continent. Bien que les partisans de Taipei au Congrès aient régulièrement demandé à la Maison-Blanche de « déchaîner Chiang », aucun président américain n'envisagea jamais sérieusement de lancer une campagne pour invalider la victoire communiste dans la guerre civile chinoise – une source de profond malentendu de la part du camp communiste.

La première véritable crise de Taïwan éclata en août 1954, un peu plus d'un an après la fin des hostilités en Corée. Le prétexte en fut une singularité territoriale de la retraite des nationalistes, qui, ayant évacué le continent, avaient maintenu des forces sur plusieurs îles lourdement fortifiées situées tout près des côtes chinoises. Ces îles, beaucoup plus proches du continent que de Taïwan, comprenaient Quemoy, Matsu et plusieurs affleurements rocheux plus modestes<sup>214</sup>. Selon le point de vue auquel on se plaçait, ces îles constituaient la première ligne de défense de Taïwan, ou bien, comme l'affirmait la propagande nationaliste, sa base d'opérations avancée pour une éventuelle reconquête du continent.

Ces îles littorales offraient un curieux décor à deux crises majeures d'une décennie qui vit l'Union soviétique comme les États-Unis laisser entendre, à un moment, qu'ils étaient prêts à faire usage de leur force nucléaire. Ces îles ne présentaient aucun intérêt stratégique, ni pour

l'Union soviétique ni pour les États-Unis. Pas plus, au demeurant, que pour la Chine. Mao s'en servit en réalité afin d'effectuer une mise au point générale dans le domaine des relations internationales : dans le cadre de sa grande stratégie contre les États-Unis lors de la première crise, et contre l'Union soviétique – et plus particulièrement Khrouchtchev – lors de la seconde.

Au point le plus proche, Quemoy n'était qu'à quelque trois kilomètres de la grande ville portuaire chinoise de Xiamen ; Matsu se situait à peu près à la même distance de Fuzhou<sup>215</sup>. Visibles du continent à l'œil nu, ces îles étaient évidemment à portée de son artillerie. Taïwan, en revanche, était distante de plus de cent cinquante kilomètres. Les incursions de l'ALP contre les îles en 1949 avaient été repoussées par une forte résistance des nationalistes. L'envoi par Truman de la VII<sup>e</sup> flotte dans le détroit de Taïwan au début de la guerre de Corée avait contraint Mao à retarder *sine die* l'invasion prévue de Taïwan, et les appels de Pékin à Moscou réclamant son soutien en vue de la « libération » intégrale de Taïwan n'obtinrent que des réponses évasives – première étape vers la brouille ultime.

La situation se compliqua quand Eisenhower succéda à Truman. Le 2 février 1953, dans son premier discours sur l'état de l'Union, le nouveau président annonça la fin de la patrouille de la VII<sup>e</sup> flotte dans le détroit de Taïwan. La flotte ayant déjoué des attaques dans un sens comme dans l'autre, Eisenhower estimait que cette mission avait, « dans les faits, conduit la marine américaine à servir d'arme défensive à la Chine communiste », au moment même où les forces chinoises tuaient des soldats américains en Corée. Il lui donna donc l'ordre de quitter le détroit, les Américains n'ayant « certainement aucune obligation de protéger une nation qui nous combat en Corée »<sup>216</sup>.

En Chine, le déploiement de la VII<sup>e</sup> flotte dans le détroit avait été considéré comme une manœuvre offensive majeure des Américains. Et voilà que paradoxalement, son redéploiement fraya la voie à une nouvelle crise. Taïpei entreprit de renforcer Quemoy et Matsu en envoyant plusieurs milliers de soldats supplémentaires et un stock significatif de matériel militaire.



Les deux camps se trouvaient devant un dilemme. La Chine ne renoncerait jamais à obtenir la restitution de Taïwan, mais des obstacles insurmontables, tels que la présence de la VII<sup>e</sup> flotte, pouvaient l'obliger à retarder cette entreprise. Après le retrait de cette force, il n'y avait plus de barrage devant les îles. Quant à l'Amérique, elle s'était engagée à défendre Taïwan, mais de là à faire la guerre pour des îles côtières que le secrétaire d'État John Foster Dulles décrivait comme « une poignée de rochers<sup>217</sup> »... L'affrontement se fit plus âpre quand l'administration Eisenhower entreprit de négocier un traité de défense mutuelle avec Taïwan, démarche qui fut suivie par la création de l'Organisation du traité de l'Asie du Sud-Est.

Face à un défi, Mao adoptait généralement la voie la plus inattendue et la plus tortueuse. Pendant que le secrétaire d'État John Dulles était dans l'avion qui le conduisait à Manille pour la création de l'OTASE, Mao ordonna un bombardement massif de Quemoy et Matsu – un coup de semonce contre l'autonomie croissante de Taïwan et une mise à l'épreuve de la solidité de l'engagement de Washington en faveur d'une défense multilatérale de l'Asie.

Le premier tir de barrage d'artillerie contre Quemoy coûta la vie à deux officiers de l'armée américaine et entraîna le redéploiement immédiat de trois porte-avions avec leurs escortes au voisinage du détroit de Taïwan. Fidèle à sa décision de ne plus jouer le rôle d'« arme défensive » de la République populaire de Chine, Washington accepta que les forces nationalistes se livrent à des frappes terrestres et aériennes de représailles contre le continent<sup>218</sup>. Entre-temps, les membres de l'état-major des trois corps d'armée commencèrent à envisager l'utilisation d'armes nucléaires tactiques en cas d'escalade de la crise. Eisenhower s'y opposa, pour le moment en tout cas, et approuva un plan visant à faire adopter une résolution de cessez-le-feu par le Conseil de sécurité des Nations unies. Cette crise autour d'un territoire dont personne ne voulait avait pris des dimensions mondiales.

Elle n'avait pourtant aucun objectif politique évident. La Chine ne menaçait pas Taïwan directement ; les États-Unis ne cherchaient pas à modifier le statut du détroit. Il s'agissait moins d'une course à

l'affrontement – comme la présentèrent les médias – que d'un subtil exercice de gestion de crise. Les deux camps manœuvrèrent pour aboutir à des règles complexes destinées à *éviter* l'affrontement militaire qu'ils menaçaient de déclencher sur le plan politique. Sun Tzu était très présent dans la diplomatie du détroit de Taïwan.

Le résultat ne fut pas la guerre, mais une « coexistence combative ». Pour décourager une agression due à un malentendu touchant la détermination américaine – à l'image de ce qui s'était passé en Corée –, Dulles et l'ambassadeur de Taïwan à Washington paraphèrent le 23 novembre 1954 le texte du traité de défense prévu de longue date entre les États-Unis et Taïwan. Néanmoins, s'agissant du territoire qui venait d'être concrètement attaqué, l'engagement américain était ambigu : le traité ne s'appliquait spécifiquement qu'à Taïwan et aux îles Pescadores (un archipel plus important situé à une quarantaine de kilomètres de Taïwan). Il ne disait pas un mot de Quemoy, Matsu et des autres territoires proches du continent chinois, lesquels devaient faire l'objet d'une définition ultérieure « dans le cadre d'un consentement mutuel<sup>[219](#)</sup> ».

Mao, quant à lui, interdit à ses commandants d'attaquer les forces américaines, tout en posant un jalon destiné à émousser l'arme la plus redoutable de l'Amérique. La Chine, proclama-t-il, dans le cadre incongru d'une entrevue avec le nouvel ambassadeur de Finlande à Pékin, était insensible à la menace d'une guerre nucléaire :

Le peuple chinois ne se laissera pas intimider par le chantage atomique des États-Unis. Notre pays a une population de 600 millions d'habitants et une superficie de 9 600 000 kilomètres carrés. Les États-Unis ne peuvent pas anéantir la nation chinoise avec leur petit tas de bombes atomiques. En admettant même que les bombes atomiques américaines soient assez puissantes pour que, larguées sur la Chine, elles fassent un trou à travers la terre, ou même pour qu'elles la fassent exploser, cela n'aurait guère d'effet sur l'ensemble de l'univers, bien que cela puisse constituer un événement majeur pour le système solaire... si les États-Unis avec leurs avions et avec la bombe A déclenchent une guerre d'agression contre la Chine, la Chine avec son millet et ses fusils est sûre de vaincre. La population du monde entier nous soutiendra<sup>[220](#)</sup>.

Les deux camps chinois appliquant les règles du *wei qi*, la Chine continentale entreprit de se glisser dans la faille laissée par les lacunes du traité. Le 18 janvier, elle envahit les îles Dachen et Yijiangshan, deux petits archipels qui n'étaient pas spécifiquement mentionnés dans ce texte. Les deux camps continuaient à définir soigneusement leurs limites. Les États-Unis ne cherchèrent pas à défendre ces petites îles ; la VII<sup>e</sup> flotte participa en fait à l'évacuation des forces nationalistes. Les forces de l'ALP reçurent l'ordre de ne pas tirer sur les forces armées américaines.

Il se trouve que la rhétorique de Mao eut plus d'effet sur ses alliés soviétiques que sur les États-Unis. Elle plaçait en effet Khrouchtchev devant un dilemme : devait-il soutenir son allié pour une cause qui ne présentait aucun intérêt stratégique pour la Russie et pouvait fort bien provoquer une guerre nucléaire, un risque que Khrouchtchev jugeait de plus en plus inacceptable ? Les alliés européens de l'Union soviétique, avec leurs populations dérisoires, étaient encore plus terrifiés par les déclarations de Mao affirmant que la Chine pouvait perdre la moitié de sa population, mais finirait par l'emporter.

Quant aux États-Unis, Eisenhower et Dulles rivalisaient avec l'habileté de Mao. Ils n'avaient pas l'intention de mettre à l'épreuve la résistance de ce dernier s'agissant de guerre nucléaire. Mais ils n'étaient pas non plus disposés à renoncer à la défense de leurs intérêts nationaux. Dans le courant de la dernière semaine de janvier, ils réussirent à faire adopter par les deux chambres du Congrès une résolution autorisant Eisenhower à faire usage des forces américaines pour défendre Taïwan, les îles Pescadores et des « positions et territoires connexes » du détroit de Taïwan<sup>221</sup>. L'art de la gestion de crise consiste à faire monter les enchères jusqu'au point où l'adversaire ne pourra plus suivre, mais de manière à éviter qu'il ne rende coup pour coup. Fort de ce principe, Dulles annonça lors d'une conférence de presse le 15 mars 1955 que les États-Unis étaient prêts à répondre à toute nouvelle offensive communiste majeure en employant des armes nucléaires tactiques, que la Chine ne possédait pas. Le lendemain, Eisenhower confirma cette mise en garde, observant que tant que des civils n'étaient pas en danger, il ne voyait aucune raison pour que les États-Unis ne fassent pas usage d'armes nucléaires tactiques « exactement comme on utiliserait une balle de fusil ou autre chose<sup>222</sup> ».

C'était la première fois que les États-Unis brandissaient une menace nucléaire précise dans une crise en cours.

Mao se révéla plus enclin à affirmer l'insensibilité de la Chine à la guerre nucléaire qu'à la mettre en pratique. Il ordonna à Zhou Enlai, qui se trouvait alors à Bandung, en Indonésie, pour la conférence afro-asiatique des pays non-alignés, de sonner la retraite. Le 23 avril 1955, Zhou tendit la branche d'olivier : « Le peuple chinois ne veut pas la guerre avec les États-Unis d'Amérique. Le gouvernement chinois est prêt à s'asseoir et à ouvrir des négociations avec le gouvernement américain pour examiner comment il serait possible de relâcher la tension en Extrême-Orient, et plus particulièrement dans la région de Taïwan<sup>223</sup>. » La semaine suivante, la Chine mit fin à sa campagne de bombardements dans le détroit de Taïwan.

L'issue, comme celle de la guerre de Corée, fut un match nul dans lequel chaque camp atteignit ses objectifs à court terme. Les États-Unis avaient tenu tête à une menace militaire. Mao, conscient que les forces continentales n'avaient pas la capacité d'occuper Quemoy et Matsu face à une opposition concertée, expliqua plus tard que sa stratégie avait été bien plus complexe. Loin de chercher à occuper ces îles littorales, il avait, déclara-t-il à Khrouchtchev, brandi la menace de le faire afin d'empêcher Taïwan de rompre ses liens avec le continent :

Nous ne voulions qu'une chose : montrer notre potentiel. Nous ne voulons pas que Chiang soit trop loin de nous. Nous voulons le garder à notre portée. Sa présence [sur Quemoy et Matsu] signifie que nous pouvons l'atteindre avec nos batteries côtières et avec notre force aérienne. Si nous avions occupé les îles, nous aurions perdu la faculté de l'incommoder chaque fois que nous en avons envie<sup>224</sup>.

Selon cette version des faits, Pékin aurait bombardé Quemoy pour réaffirmer ses droits sur « une seule Chine », mais limité son opération pour éviter que la « solution de deux Chines » ne s'impose.

Moscou, dont l'approche stratégique était plus littérale et la connaissance des armes nucléaires plus concrète, ne comprenait pas qu'un dirigeant puisse risquer la guerre nucléaire pour une question largement symbolique. Comme Khrouchtchev le reprocha à Mao : « Si vous tirez, il

faut vous emparer de ces îles, et si vous ne jugez pas nécessaire de vous en emparer, il ne sert à rien de tirer. Je ne comprends pas à quoi rime votre politique<sup>225</sup>. » Une biographie de Mao partielle mais souvent stimulante est allée jusqu'à affirmer que son vrai but dans cette crise avait été de créer un risque de guerre nucléaire si pressant que Moscou serait obligé d'aider Pékin à concrétiser son programme d'armement nucléaire encore balbutiant pour limiter ses demandes d'assistance<sup>226</sup>. Parmi les nombreux aspects qui défient le bon sens dans cette affaire, on peut évoquer la décision soviétique apparente – annulée plus tard à la suite de la deuxième crise des îles littorales – de soutenir le programme atomique de Pékin afin de mettre un peu de distance entre cet allié difficile et l'Union soviétique dans toute future crise, en laissant à la Chine le soin d'assurer elle-même sa défense nucléaire.

### **Interlude diplomatique avec les États-Unis**

Une des conséquences de ce conflit fut la reprise d'un dialogue officiel entre les États-Unis et la Chine. À l'occasion de la conférence de Genève de 1954 destinée à mettre fin à la première guerre du Vietnam entre la France et le mouvement d'indépendance d'obédience communiste, Pékin et Washington avaient accepté, bon gré, mal gré, de maintenir des contacts par l'intermédiaire de fonctionnaires de rang consulaire en poste à Genève.

Cet arrangement créa la structure indispensable à la mise en place d'une sorte de filet de sécurité destiné à éviter les affrontements dus à des malentendus. Mais aucun des deux camps n'y consentit de bon cœur. On pourrait même dire que leurs convictions allaient en sens inverse. La guerre de Corée avait mis fin à toutes les initiatives diplomatiques de l'administration Truman en direction de la Chine. L'administration Eisenhower – arrivée au pouvoir alors que la guerre de Corée n'était pas encore terminée – considérait la Chine comme la puissance communiste la plus intransigeante et la plus révolutionnaire de toutes. Aussi son objectif stratégique prioritaire était-il d'établir en Asie un système de sécurité susceptible d'endiguer une éventuelle agression chinoise. On évita toute ouverture diplomatique en direction de la Chine de crainte qu'elle ne mît

en péril des systèmes de sécurité encore fragiles comme l'OTASE, ainsi que les alliances naissantes avec le Japon et la Corée du Sud. Le refus de Dulles de serrer la main à Zhou Enlai à la conférence de Genève exprimait à la fois un rejet moral et une intention stratégique.

L'attitude de Mao était le reflet de celle de Dulles et Eisenhower. La question de Taïwan serait une cause permanente de friction aussi longtemps, surtout, que les États-Unis considéreraient les autorités de Taïwan comme le gouvernement légitime de l'ensemble de la Chine. La diplomatie sino-américaine se trouvait de manière structurelle dans l'impasse, car la Chine refusait de discuter de quoi que ce soit tant que les États-Unis n'auraient pas accepté de se retirer de Taïwan ; or les États-Unis refusaient d'envisager une telle éventualité aussi longtemps que la Chine n'aurait pas renoncé à l'usage de la force pour régler la question de Taïwan.

De même, après la première crise du détroit de Taïwan, le dialogue entre la Chine et les États-Unis s'enlisa parce que toute discussion était impossible tant que chaque partie campait sur ses positions. Les États-Unis répétaient que le statut de Taïwan devait être réglé par des négociations entre Pékin et Taipei, négociations auxquelles devraient également participer les États-Unis et le Japon. À Pékin, cette proposition était considérée comme une remise en question de la décision prise lors de la conférence du Caire : pendant la Seconde Guerre mondiale, on avait alors déclaré que Taïwan faisait partie de la Chine. On refusa également de renoncer à l'usage de la force, y voyant une ingérence dans le droit souverain de la Chine d'exercer le contrôle sur son propre territoire national. L'ambassadeur Wang Bingnan, principal négociateur chinois pendant dix ans, a résumé cette impasse dans ses Mémoires : « Rétrospectivement, il faut reconnaître que les États-Unis ne pouvaient pas changer de politique chinoise à l'époque. Les circonstances ont voulu que nous abordions directement la question de Taïwan qui était la plus ardue, celle qui avait le moins de chances d'être résolue, et la plus chargée d'émotion. Il n'était que trop naturel que les discussions ne puissent pas aboutir<sup>227</sup>. »

Elles ne débouchèrent effectivement que sur deux accords. Le premier était purement procédural : relever au niveau des ambassadeurs les

contacts déjà existants à Genève, qui avaient été maintenus au niveau consulaire. (C'était une évolution importante dans la mesure où l'ambassadeur est théoriquement le représentant personnel de son chef d'État ; il devait jouir de plus de latitude qu'un consul, et exercer une influence supérieure.) Cela ne fit qu'institutionnaliser la paralysie. Cent trente-six réunions furent organisées sur une période de seize ans, de 1955 à 1971, entre les ambassadeurs locaux des États-Unis et de Chine (la plupart de ces entrevues eurent lieu à Varsovie, choisie comme site des négociations en 1958). Le seul accord de quelque importance fut conclu en septembre 1955, lorsque la Chine et les États-Unis autorisèrent les citoyens bloqués dans chaque pays par la guerre civile à rentrer chez eux<sup>228</sup>.

Par la suite, pendant une quinzaine d'années, la politique américaine s'obstina à essayer d'arracher à la Chine un renoncement en bonne et due forme au recours à la force. « J'ai recherché année après année, a témoigné le secrétaire d'État Dean Rusk devant la commission des Affaires étrangères de la Chambre en mars 1966, un signe montrant que la Chine communiste était prête à renoncer à l'usage de la force pour résoudre les différends. Nous avons aussi cherché un indice révélant qu'elle était prête à abandonner le principe fondamental faisant des États-Unis son principal ennemi. Les attitudes et les actions des communistes chinois ont été hostiles et rigides<sup>229</sup>. »

Jamais la politique étrangère américaine n'avait imposé à quelque pays que ce fût une mesure aussi draconienne que le renoncement pur et simple à l'usage de la force en préalable à des négociations. Rusk prit bonne note de l'écart entre la virulence de la rhétorique chinoise et la réserve relative de ses agissements en politique internationale dans les années 1960. Ce qui ne l'empêcha pas d'affirmer que dans les faits, la politique américaine devait s'appuyer sur la rhétorique – autrement dit que, pour elle, l'idéologie comptait plus que le comportement concret :

Certains prétendent que nous devrions ignorer ce que disent les dirigeants communistes chinois et ne les juger que sur leurs actes. Il est vrai qu'ils se sont montrés plus prudents en actes qu'en paroles – plus prudents dans leurs propres entreprises que dans celles qu'ils ont exhorté l'Union soviétique à mener... Mais il n'en découle pas que



nous ne devons tenir aucun compte des intentions et des projets d'avenir qu'ils ont annoncés<sup>230</sup>.

Sur ce principe, et prenant pour prétexte le refus chinois de renoncer à l'usage de la force à propos de Taïwan, les États-Unis rétrogradèrent en 1957 les discussions de Genève du niveau d'ambassadeur à celui de premier secrétaire d'ambassade. La Chine annonça alors le retrait de sa délégation, et les négociations furent suspendues. La deuxième crise du détroit de Taïwan était imminente – sans que cette mesure en ait été la cause, du moins prétendument.

### **Mao, Khrouchtchev et la rupture sino-soviétique**

Staline mourut en 1953 après avoir exercé le pouvoir pendant plus de trente ans, et Nikita Khrouchtchev lui succéda après une brève période de transition. La terreur du régime stalinien avait laissé son empreinte sur la génération de Khrouchtchev. Ses membres avaient fait leur ascension à l'époque des purges des années 1930, au moment où toute une classe d'âge de responsables avait été balayée. Ils avaient payé cette accession rapide aux responsabilités suprêmes du prix d'une insécurité constante. Ils avaient assisté – et participé – à la décapitation complète d'un groupe dirigeant et n'ignoraient pas qu'ils risquaient de subir le même sort ; de fait, Staline envisageait de nouvelles purges au moment de sa mort. Ces hommes n'étaient pas encore prêts à moderniser le système qui avait engendré une terreur institutionnalisée. Ils préférèrent chercher à en modifier certaines pratiques tout en réaffirmant les convictions essentielles auxquelles ils avaient consacré leur vie, reprochant tous les revers aux abus de pouvoir de Staline. (C'était le fondement psychologique de ce qu'on appellerait le rapport secret de Khrouchtchev, dont nous reparlerons.)

Ils avaient beau dire, les nouveaux dirigeants savaient pertinemment qu'en dernière analyse l'Union soviétique n'était pas compétitive. On peut affirmer qu'une grande partie de la politique étrangère de Khrouchtchev s'inscrit dans la recherche d'une solution miracle : l'explosion d'un engin thermonucléaire à très haut rendement en 1961 ; l'enchaînement



d'ultimatums sur Berlin ; la crise des missiles de Cuba en 1962. Avec le recul, ces démarches peuvent être considérées comme la quête d'une sorte d'équilibre psychologique permettant de négocier avec un pays dont Khrouchtchev savait, au fond de lui, qu'il était infiniment plus puissant que le sien.

À l'égard de la Chine, Khrouchtchev adopta une condescendance teintée d'exaspération devant l'outrecuidance de ses dirigeants, qui se permettaient de contester la prédominance idéologique de Moscou. Il comprenait l'intérêt stratégique de l'alliance avec la Chine, tout en redoutant les conséquences de la version chinoise de l'idéologie communiste. Il s'efforça d'impressionner Mao, mais n'apprit jamais le b.a.-ba nécessaire pour agir et être pris au sérieux par lui. Ce dernier exploita la menace soviétique sans prêter la moindre attention aux priorités de l'URSS. Et finalement, Khrouchtchev renonça à défendre l'alliance avec la Chine, se retranchant dans une réserve maussade tout en accroissant progressivement les forces militaires soviétiques stationnées le long de la frontière chinoise – ce qui incita son successeur, Leonid Brejnev, à examiner l'éventualité d'une action préventive contre la Chine.

L'idéologie avait rapproché Pékin et Moscou, et ce fut elle qui les sépara. Trop de pans de leur histoire commune restaient lourds d'interrogations non résolues. Les dirigeants chinois ne pouvaient oublier les exactions territoriales des tsars ni l'empressement de Staline, pendant la Seconde Guerre mondiale, à s'entendre avec Chiang Kai-shek aux dépens du Parti communiste chinois. La première rencontre entre Staline et Mao ne s'était pas bien passée. Quand Mao était venu demander à Moscou d'assurer sa sécurité, il lui avait fallu deux mois pour convaincre Staline, et cette alliance lui avait coûté en Mandchourie et au Xinjiang des concessions économiques majeures qui avaient porté préjudice à l'unité de la Chine.

L'histoire était le point de départ, mais l'expérience contemporaine donna lieu à des frictions à n'en plus finir. L'Union soviétique considérait le monde communiste comme une entité stratégique unique dont la direction se trouvait à Moscou. Elle avait établi en Europe de l'Est des régimes satellites qui dépendaient de son soutien militaire et, dans une

certaine mesure, économique. Le Politburo soviétique ne voyait pas pourquoi le même schéma de domination ne s'imposerait pas en Asie.

Pour qui connaît l'histoire chinoise, la vision sinocentrique de Mao et sa définition personnelle de l'idéologie communiste, il va de soi que rien n'aurait pu le hérissier davantage. Les différences culturelles exacerbèrent les tensions latentes – d'autant plus que les dirigeants soviétiques ne tinrent généralement aucun compte des sensibilités historiques de la Chine. On en trouve un bon exemple dans la requête de Khrouchtchev réclamant à la Chine l'envoi de travailleurs pour des projets d'exploitation des forêts en Sibérie. Horripilé, Mao lui déclara en 1958 :

Vous savez, camarade Khrouchtchev, pendant des années, beaucoup de gens ont estimé que parce que la Chine est un pays sous-développé et surpeuplé, qui souffre d'un chômage important, elle représente une excellente source de main-d'œuvre bon marché. Mais voyez-vous, nous autres Chinois, nous trouvons cette attitude très insultante. Venant de vous, elle est plutôt embarrassante. Si nous acceptons votre proposition, d'autres [...] pourraient penser que l'Union soviétique se fait de la Chine la même image que l'Occident capitaliste<sup>231</sup>.

Le sinocentrisme fervent de Mao l'empêchait de partager les prémisses fondamentales de l'empire soviétique dirigé par Moscou. Le cœur des efforts de sécurité et de politique de cet empire était situé en Europe, laquelle n'avait pour Mao qu'une importance secondaire. En 1955, quand l'Union soviétique rassembla les pays communistes au sein du pacte de Varsovie pour faire contrepoids à l'OTAN, Mao refusa d'y participer. Il n'était pas question que la Chine subordonne la défense de ses intérêts nationaux à une coalition.

En revanche, Zhou Enlai assista à la conférence afro-asiatique de Bandung de 1955. Il s'agissait d'un regroupement inédit et paradoxal : l'alignement des non-alignés. Mao avait recherché l'appui soviétique pour contrebalancer d'éventuelles pressions américaines sur la Chine nées de la volonté hégémonique des États-Unis en Asie. Mais en même temps, il chercha à organiser les non-alignés pour qu'ils fassent obstacle à la suprématie soviétique. En ce sens, on peut dire que les deux géants communistes ont été, presque d'emblée, des rivaux.

Les divergences fondamentales touchaient à l'essence même de l'image que les deux sociétés se faisaient d'elles-mêmes. La Russie, sauvée de l'invasion étrangère par la force brutale et l'endurance, n'avait jamais prétendu être une source d'inspiration universelle pour d'autres sociétés. Une partie non négligeable de sa population n'était pas de souche russe. Ses plus grands dirigeants, comme Pierre le Grand et Catherine II, avaient fait venir à leur cour des penseurs et des experts étrangers pour bénéficier des enseignements de pays plus avancés – une idée impensable à la cour impériale chinoise. Les dirigeants russes faisaient appel à leur peuple en comptant sur sa faculté de résistance, et non sur sa grandeur. La diplomatie russe s'appuyait de façon peu commune sur la supériorité de son armée. La Russie eut rarement des alliés dans des pays où ses forces militaires n'étaient pas stationnées. La diplomatie russe tendait à faire la part belle à la puissance, s'accrochant avec ténacité à des positions établies et transformant la politique étrangère en guerre de tranchées.

Mao était le représentant d'une société qui avait été, au fil des siècles, l'institution politique la plus grande, la mieux organisée et, du point de vue chinois en tout cas, la plus profitable du monde. Il allait de soi que ses réalisations ne pouvaient qu'exercer d'immenses effets à l'échelle internationale. Quand un dirigeant chinois exhortait son peuple à travailler dur pour devenir le plus grand du monde, il l'engageait à reconquérir une prééminence qui, dans l'interprétation chinoise de l'histoire, n'avait été perdue que de fraîche date et temporairement. Pareil pays ne pouvait évidemment pas se contenter d'un rôle de comparse.

Dans des sociétés fondées sur l'idéologie, le droit de définir sa légitimité est essentiel. Mao, qui se présentait au journaliste Edgar Snow comme un enseignant et se considérait comme un philosophe de premier plan, n'aurait jamais concédé à qui que ce fût la direction intellectuelle du monde communiste. La prétention de la Chine à définir l'orthodoxie menaçait la cohésion de l'empire moscovite et ouvrait la porte à d'autres interprétations, essentiellement nationales, du marxisme. Ce qui commença par quelques frictions sur des nuances d'interprétation se transforma en querelles sur la pratique comme sur la théorie, et finit par aboutir à des affrontements militaires concrets.

La République populaire suivit d'abord le modèle économique soviétique des années 1930 et 1940. En 1952, Zhou alla jusqu'à se rendre à Moscou pour demander conseil à propos du premier plan quinquennal chinois. Staline envoya ses commentaires au début de 1953, exhortant Pékin à adopter une approche plus équilibrée et à revoir à la baisse ses prévisions de croissance économique pour ne pas dépasser 13 à 14 % par an<sup>232</sup>.

Mais en décembre 1955, Mao établit une distinction manifeste entre les économies chinoise et soviétique. Il énuméra les « grands » défis « uniques » que la Chine avait affrontés et surmontés, à la différence de ses alliés soviétiques :

Nous avons derrière nous vingt années d'expérience dans les domaines fondamentaux et avons été entraînés au cours de trois guerres révolutionnaires ; notre expérience [de la prise du pouvoir] était d'une grande richesse [...]. Ce qui nous a permis d'établir un État très rapidement, et de mener à bien les tâches de la révolution. (L'Union soviétique était un État nouvellement créé ; au moment de la révolution d'Octobre<sup>233</sup>, elle n'avait ni armée ni appareil gouvernemental, et il y avait très peu de membres du Parti.) [...] Notre population est très nombreuse, et notre situation excellente. [Notre peuple] travaille avec assiduité et supporte beaucoup d'épreuves [...]. Par conséquent, nous pouvons atteindre le socialisme de façon plus complète, mieux et plus vite<sup>234</sup>.

Dans un discours d'avril 1956 consacré à la politique économique, Mao fit de cette différence pratique une différence philosophique. À ses yeux, la voie conduisant la Chine vers le socialisme était unique et supérieure à celle de l'Union soviétique :

Nous avons fait mieux que l'Union soviétique et qu'un certain nombre de pays d'Europe de l'Est. L'échec prolongé de l'Union soviétique à atteindre le niveau maximum de production céréalière antérieur à la révolution d'Octobre, les graves problèmes qui résultent du déséquilibre flagrant entre le développement de l'industrie lourde et celui de l'industrie légère dans certains pays d'Europe de l'Est – ces problèmes n'existent pas dans notre pays<sup>235</sup>.

Les divergences entre les conceptions chinoise et soviétique des impératifs concrets de leurs pays respectifs tournèrent à l'affrontement idéologique en février 1956, quand Khrouchtchev s'adressa au XX<sup>e</sup> congrès du Parti communiste de l'Union soviétique et dénonça toute une série de crimes de Staline, dont il détailla certains. Le discours de Khrouchtchev provoqua un véritable séisme à travers le monde communiste. Cela faisait des décennies que tout reposait sur l'affirmation rituelle de l'infailibilité de celui-ci, même en Chine où, quels qu'aient pu être ses doutes à propos de la conduite de celui-ci en tant qu'allié, Mao reconnaissait officiellement son exceptionnelle contribution idéologique. Aggravant encore l'affront, on interdit aux délégués non soviétiques – dont les Chinois – l'accès à la salle où Khrouchtchev prononçait son discours, et Moscou refusa de communiquer, même à ses alliés frères, un texte faisant autorité. Pékin concocta sa réponse initiale à partir des notes incomplètes que les délégués chinois avaient prises d'une version de seconde main des remarques de Khrouchtchev ; finalement, la direction chinoise fut obligée de s'appuyer sur des traductions chinoises de comptes rendus du *New York Times*<sup>236</sup>.

Pékin ne tarda pas à accuser Moscou d'avoir « jeté » le « glaive de Staline ». Le titisme chinois que Staline avait redouté dès le début surgit alors et prit la forme d'une défense de l'importance idéologique de l'héritage stalinien. Mao qualifia l'initiative de déstalinisation de Khrouchtchev de « révisionnisme » – une nouvelle insulte idéologique –, sous-entendant que l'Union soviétique s'éloignait du communisme et renouait avec son passé bourgeois<sup>237</sup>.

Pour rétablir un semblant d'unité, Khrouchtchev organisa une conférence des pays socialistes à Moscou en 1957. Mao y assista ; ce n'était que la deuxième fois qu'il quittait la Chine et ce serait son dernier séjour à l'étranger. L'Union soviétique venait de lancer le Spoutnik – le premier satellite orbital –, et cette réunion fut dominée par la conviction, partagée par de nombreux Occidentaux, que la technologie et la puissance soviétiques étaient en plein essor. Mao adopta cette idée, déclarant caustiquement que le « vent d'est » l'emportait désormais sur le « vent d'ouest ». Mais il tira du déclin relatif apparent de la puissance américaine une conclusion embarrassante pour ses alliés soviétiques, affirmant que la

Chine était en mesure de revendiquer son autonomie avec une force croissante : « Leur véritable objectif, déclara Mao plus tard à son médecin, est de nous contrôler. Ils voudraient que nous soyons pieds et poings liés. Mais ils prennent leurs désirs pour des réalités, comme des idiots qui racontent leurs rêves<sup>238</sup>. »

Entre-temps, la conférence de Moscou de 1957 réaffirma l'appel lancé par Khrouchtchev au bloc soviétique en faveur d'une « coexistence pacifique » avec le monde capitaliste, un objectif adopté pour la première fois lors du fameux congrès de 1956 où Khrouchtchev avait prononcé son discours secret critiquant Staline. Infligeant une réprimande cinglante à la politique de Khrouchtchev, Mao en profita pour appeler ses collègues socialistes aux armes dans la lutte contre l'impérialisme, n'oubliant pas d'inclure son discours habituel sur l'insensibilité de la Chine à la menace de destruction nucléaire. « Nous ne devrions pas craindre la guerre », déclara-t-il :

Nous ne devrions pas craindre les bombes atomiques ni les missiles. Peu importe quel genre de guerre éclate – conventionnelle ou thermonucléaire –, nous gagnerons. Quant à la Chine, si les impérialistes déclenchent une guerre contre nous, nous perdrons peut-être plus de trois cents millions d'hommes. Et alors ? La guerre, c'est la guerre. Les années passeront et nous nous mettrons au travail, engendrant plus de bébés que jamais encore<sup>239</sup>.

Khrouchtchev trouva ce discours « profondément dérangeant » et évoqua les rires tendus et nerveux de l'auditoire lorsque Mao avait décrit l'apocalypse nucléaire en termes aussi saugrenus que truculents. Après ce discours, le dirigeant communiste tchécoslovaque Antonin Novotny rétorqua : « Et nous ? Nous n'avons que douze millions d'habitants en Tchécoslovaquie. Nous les perdrons tous jusqu'au dernier dans une guerre. Il n'y aurait plus personne pour recommencer<sup>240</sup>. »

La Chine et l'Union soviétique se livraient désormais à des escarmouches verbales incessantes, souvent publiques, tout en restant officiellement des alliées. Khrouchtchev semblait convaincu que le rétablissement de relations cordiales n'attendait qu'une nouvelle initiative soviétique. Il ne comprenait pas – ou, le cas échéant, il refusait de se

l'avouer – que sa politique de coexistence pacifique, surtout liée à l'aveu qu'il redoutait une guerre nucléaire, était incompatible avec l'alliance sino-soviétique aux yeux de Mao. Car ce dernier était persuadé qu'en cas de crise, la peur d'une guerre nucléaire l'emporterait sur la loyauté due à un allié.

Dans ces circonstances, Mao ne laissa passer aucune occasion d'affirmer l'autonomie de la Chine. Par l'intermédiaire de l'ambassadeur soviétique à Pékin, Khrouchtchev proposa en 1958 l'installation en Chine d'une station de radio pour communiquer avec les sous-marins soviétiques et suggéra également que l'Union soviétique pourrait aider la Chine à construire des sous-marins en échange de la possibilité pour la marine soviétique d'utiliser les ports chinois. La Chine était une alliée officielle, et l'Union soviétique lui avait fourni une grande partie de la technologie nécessaire à l'amélioration de ses propres capacités militaires. Aussi Khrouchtchev pensait-il que Mao ferait bon accueil à cette offre. Il se trompait lourdement. Mao réagit avec colère à ses propositions, admonestant vivement l'ambassadeur soviétique à Pékin et alarmant si bien Moscou que Khrouchtchev se rendit lui-même sur place pour apaiser l'orgueil blessé de son allié.

Arrivé à Pékin, pourtant, Khrouchtchev soumit une proposition complémentaire encore moins attrayante : il offrit à la Chine un accès privilégié aux bases de sous-marins soviétiques dans l'océan Arctique en échange de l'utilisation par les Soviétiques des ports chinois libres de glace sur le Pacifique. « Non, répondit Mao, il n'en est pas question non plus. Chaque pays doit garder ses forces armées sur son propre territoire et pas sur celui d'un autre<sup>241</sup>. » Comme il le rappela : « Nous avons eu les Britanniques et d'autres étrangers sur notre sol pendant des années, et nous ne laisserons plus personne utiliser notre terre à ses propres fins<sup>242</sup>. »

Dans une alliance ordinaire, les désaccords sur un point entraînent généralement un redoublement d'efforts pour régler les différends sur le reste du programme. Pendant la visite calamiteuse de Khrouchtchev à Pékin en 1958, ils furent au contraire à l'origine d'une liste de griefs apparemment interminable, d'un côté comme de l'autre.

Khrouchtchev se plaça d'emblée en position de faiblesse en imputant la querelle sur les bases navales à une démarche non autorisée de son ambassadeur. Mao, qui ne connaissait que trop bien l'organisation des États communistes et la séparation très stricte qui y régnait entre filières militaires et filières civiles, n'eut aucun mal à percer à jour l'invraisemblance de cette allégation. La présentation de l'enchaînement des faits donna lieu à un long dialogue au cours duquel Mao entraîna Khrouchtchev à faire des propositions de plus en plus humiliantes et absurdes – sans doute s'agissait-il de démontrer aux cadres chinois le peu de fiabilité du dirigeant qui s'était permis de faire tomber Staline de son piédestal.

Mao en profita également pour faire comprendre à quel point l'attitude dominatrice de Moscou avait été blessante. Il se plaignit du comportement condescendant de Staline lors de sa visite à Moscou dans le courant de l'hiver 1949-1950 :

MAO : [...] Après la victoire de notre révolution, Staline a été pris de doutes sur sa nature. Il a pensé que la Chine était une seconde Yougoslavie.

KHROUCHTCHEV : Oui, il a pensé que c'était possible.

MAO : Quand je suis venu à Moscou [en décembre 1949], il n'a pas voulu conclure de traité d'amitié avec nous et n'a pas voulu annuler l'ancien traité avec le Guomindang<sup>243</sup>. Je me rappelle que [l'interprète soviétique Nikolaï] Fedorenko et [l'émissaire de Staline en République populaire, Ivan] Kovalev m'ont transmis son conseil [le conseil de Staline] de me promener un peu à travers le pays, de regarder autour de moi. Mais je leur ai répondu que je n'avais que trois tâches : manger, dormir et chier. Je n'étais pas venu à Moscou simplement pour souhaiter un bon anniversaire à Staline. Alors j'ai dit : Si vous ne voulez pas conclure de traité d'amitié, très bien. J'accomplirai mes trois tâches<sup>244</sup>.

Les piques réciproques quittèrent rapidement la sphère de l'histoire pour s'attacher à des conflits contemporains. Quand Khrouchtchev demanda à Mao si les Chinois considéraient vraiment les Soviétiques comme des « impérialistes rouges », son interlocuteur lui fit comprendre



combien il avait mal digéré les contreparties exigées en échange de l'alliance. « Ce n'est pas une question d'impérialistes rouges ou blancs. Il y a eu un certain Staline qui a pris Port-Arthur et transformé le Xinjiang et la Mandchourie en semi-colonies, et qui a aussi créé quatre entreprises communes. Voilà à quoi se résument ses bonnes actions<sup>245</sup>. »

Néanmoins, quels que fussent les griefs de Mao sur le plan national, il respectait la contribution idéologique de Staline :

KHROUCHTCHEV : Vous avez défendu Staline. Et vous m'avez critiqué pour avoir critiqué Staline. Et maintenant, c'est l'inverse.

MAO : Vous [l']avez critiqué pour d'autres motifs.

KHROUCHTCHEV : Au congrès du Parti, j'ai aussi parlé de cela.

MAO : J'ai toujours dit, maintenant comme à l'époque où j'étais à Moscou, qu'il est justifié de critiquer les erreurs de Staline. Nous ne désapprouvons que l'absence de strictes limites à la critique. Nous pensons que sur les dix doigts de Staline, trois étaient pourris<sup>246</sup>.

Mao donna le ton de la réunion du lendemain en ne recevant pas Khrouchtchev dans une salle de cérémonie, mais dans sa piscine. Khrouchtchev, qui ne savait pas nager, fut obligé de porter des brassards. Les deux hommes d'État discutèrent en barbotant, les interprètes faisant l'aller-retour au bord du bassin pour les suivre. Khrouchtchev protesterait plus tard : « Mao a fait ça pour se mettre en position de supériorité. J'en ai eu assez [...]. Je suis sorti, je me suis assis au bord, et j'ai laissé mes jambes pendre dans la piscine. Cette fois, c'est moi qui étais en haut, et lui il nageait au-dessous<sup>247</sup>. »

Les relations s'étaient encore dégradées un an plus tard, le 3 octobre 1959, quand Khrouchtchev, de retour des États-Unis, s'arrêta à Pékin pour informer son allié revêché de ce qui s'était passé lors de son sommet avec Eisenhower. Les dirigeants chinois, que le séjour américain de Khrouchtchev avait déjà rendus très méfiants, se mirent dans tous leurs états quand celui-ci prit le parti de l'Inde à propos des premiers heurts frontaliers entre forces indiennes et forces chinoises qui venaient de se produire dans l'Himalaya.

Khrouchtchev, qui n'avait rien d'un fin diplomate, crut bon d'évoquer la question très sensible du dalaï-lama ; il était peu de sujets susceptibles de provoquer une réaction plus explosive des Chinois. Il reprocha à Mao de n'avoir pas été assez dur un peu plus tôt la même année au moment des soulèvements du Tibet, qui avaient abouti à la fuite du dalaï-lama dans le nord de l'Inde : « Je vais vous dire quelque chose qu'un invité ne devrait pas dire [:] vous êtes entièrement responsables des événements du Tibet. Vous gouverniez au Tibet, vos services de renseignement auraient dû être sur place et vous auriez dû connaître les projets et les intentions du dalaï-lama<sup>248</sup>. » Mao ayant protesté, Khrouchtchev insista en suggérant que les Chinois auraient dû éliminer le dalaï-lama au lieu de le laisser s'enfuir :

KHROUCHTCHEV : [...] Quant à l'évasion du dalaï-lama du Tibet, si nous avions été à votre place, nous ne l'aurions pas laissé s'échapper. Il aurait mieux valu qu'il soit dans un cercueil. Maintenant, il est en Inde et il va peut-être partir aux États-Unis. Est-ce profitable aux pays socialistes ?

MAO : C'est impossible, nous ne pouvions pas l'arrêter à ce moment-là. Nous ne pouvions pas l'empêcher de partir, car la frontière avec l'Inde est très étendue, et il pouvait la franchir n'importe où.

KHROUCHTCHEV : Il ne s'agit pas d'arrestation. Je dis simplement que vous avez eu tort de le laisser partir. Si vous lui laissez l'occasion de s'enfuir en Inde, que va faire Nehru ? Nous estimons que les événements du Tibet sont de la responsabilité du Parti communiste de Chine, pas de celle de Nehru<sup>249</sup>.

Ce serait la dernière entrevue entre Mao et Khrouchtchev. On ne peut que s'étonner que le monde ait encore considéré pendant une bonne dizaine d'années les tensions sino-soviétiques comme une sorte de querelle familiale entre les deux géants communistes et que nul n'ait compris qu'elles étaient en train de se transformer en une véritable bataille existentielle. C'est au milieu de ces difficultés croissantes avec l'Union soviétique que Mao provoqua une nouvelle crise avec les États-Unis.

## **La deuxième crise du détroit de Taïwan**

Le 23 août 1958, l'armée populaire de libération soumit les îles littorales à de nouveaux bombardements massifs, accompagnés de salves de propagande réclamant la libération de Taïwan. Au bout de deux semaines, l'offensive fut interrompue, mais les bombardements reprirent ensuite pendant vingt-neuf jours. Pour finir, l'opération prit une forme presque saugrenue : les îles étaient soumises à des bombardements tous les jours impairs du mois, assortis de mises en garde explicites à l'adresse de la population, et évitant souvent les sites militaires majeurs – une manœuvre qui relevait, déclara Mao à ses proches collaborateurs, d'une « bataille politique » plus que d'une stratégie militaire conventionnelle<sup>250</sup>.

Certains aspects de cette crise étaient familiers. Pékin cherchait une fois de plus à tester les limites de l'engagement américain à défendre Taïwan. Les bombardements étaient aussi une réponse à la rétrogradation américaine des entretiens Chine-États-Unis, qui avaient repris après la dernière crise des îles littorales. Mais le mobile essentiel était, semble-t-il, la volonté de la Chine de jouer un rôle sur l'échiquier mondial. Mao expliqua à ses collaborateurs, lors d'une réunion des dirigeants du pays organisée au début de la crise, que le bombardement de Quemoy et Matsu était une riposte à l'intervention américaine au Liban, où les troupes américaines et britanniques avaient débarqué dans le courant de l'été :

Pour le bombardement de Jinmen [Quemoy], à franchement parler, c'était notre tour de créer délibérément une tension internationale. Nous avons voulu donner une leçon aux Américains. L'Amérique nous brutalisait depuis plusieurs années, alors, puisque nous en avons la possibilité, pourquoi ne pas lui en faire voir de toutes les couleurs ? [...] L'Amérique a déclenché un feu au Proche-Orient, et nous en avons déclenché un autre en Extrême-Orient. Nous voulions voir comment ils réagiraient<sup>251</sup>.

En ce sens, le bombardement des îles littorales était un coup dans la partie que la Chine jouait contre l'Union soviétique. Il soulignait le contraste entre la passivité soviétique face à une opération stratégique de l'Amérique au Proche-Orient et la vigilance idéologique et stratégique des Chinois.

Ayant prouvé sa détermination militaire, expliqua Mao, la Chine reprendrait les négociations avec les États-Unis et disposerait à la fois d'« un théâtre d'action et [d']un théâtre de discussion<sup>252</sup> » – une application du principe de coexistence combative de Sun Tzu dans sa version moderne de dissuasion offensive.

L'objectif majeur de ces bombardements était moins d'accabler la superpuissance américaine de sarcasmes que de défier l'alliée officielle de la Chine, l'Union soviétique. Aux yeux de Mao, la politique de coexistence pacifique de Khrouchtchev avait fait de l'Union soviétique une alliée problématique de la Chine, et peut-être même une adversaire potentielle. Ainsi, raisonna probablement Mao, si la crise du détroit de Taïwan s'intensifiait au point que l'on frôle la guerre, Khrouchtchev pourrait être contraint de choisir entre sa nouvelle politique de coexistence pacifique et son alliance avec la Chine.

En un sens, Mao réussit son pari. Ses manœuvres avaient ceci de piquant que, aux yeux du reste du monde, la politique que menait la Chine dans le détroit jouissait de la bénédiction de Moscou. En effet, Khrouchtchev s'était rendu à Pékin trois semaines avant la seconde crise du détroit de Taïwan – pour les entrevues désastreuses sur la question de la base de sous-marins –, et avait également été présent en Chine dans les premières semaines de la crise initiale, quatre ans auparavant. Ni dans un cas ni dans l'autre, Mao n'avait révélé ses intentions aux Soviétiques avant ou durant leur visite. Mais dans chacun des cas, Washington avait été convaincu – ce qu'Eisenhower alla jusqu'à affirmer dans une lettre à Khrouchtchev – que Mao n'agissait pas seulement avec le feu vert de Moscou, mais sur son ordre. Pékin enrôlait ainsi son allié soviétique dans son équipe diplomatique contre sa volonté et sans même que Moscou ait conscience d'être instrumentalisé. (Une école de pensée va jusqu'à prétendre que Mao a inventé la « crise de la base de sous-marins » pour attirer Khrouchtchev à Pékin et lui faire tenir le rôle qu'il lui avait assigné.)

La seconde crise du détroit de Taïwan ressembla beaucoup à la première, à cette différence près que l'Union soviétique accepta de brandir la menace nucléaire au bénéfice d'un allié qui était en réalité en train de l'humilier.

Les bombardements de 1958 firent environ un millier de morts ou de blessés. Comme au moment de la première crise, Pékin associa les provocations en évoquant une guerre nucléaire et une stratégie opérationnelle soigneusement calculée. Mao demanda d'abord à ses commandants que les bombardements ne fassent pas de morts dans le camp américain. Quand ils lui répondirent qu'ils n'étaient pas en mesure de lui donner pareille garantie, il leur ordonna de ne pas pénétrer dans l'espace aérien situé au-dessus des îles, de se contenter de tirer sur des navires nationalistes et de ne pas riposter, même en cas de tirs des bateaux américains<sup>253</sup>. Avant comme pendant la crise, la propagande de la République populaire de Chine martela le slogan : « Il faut libérer Taïwan ». Mais quand la station de radio de l'armée populaire de libération diffusa une émission annonçant « l'imminence » d'un débarquement chinois et invitant les forces nationalistes à changer de camp et à « rejoindre la grande cause de la libération de Taïwan », Mao déclara que c'était une « grave erreur »<sup>254</sup>.

Mao rencontra en la personne de John Foster Dulles un adversaire qui savait jouer le jeu de la coexistence combative. Le 4 septembre 1958, Dulles confirma que les États-Unis défendraient Taïwan ainsi que des « positions liées comme Quemoy et Matsu ». Dulles sentait intuitivement que la Chine n'avait que des objectifs restreints et fit comprendre que l'Amérique était disposée à limiter la portée de la crise. « Cependant, malgré ce que disent, et ont fait jusqu'à présent, les communistes chinois, il n'est pas encore certain qu'ils aient réellement l'intention d'engager un effort maximum pour conquérir par la force Taïwan (Formose) et les îles littorales<sup>255</sup>. » Le 5 septembre, Zhou Enlai confirma les buts limités de la Chine : par ce conflit, Pékin souhaitait obtenir la reprise des discussions entre Chine et États-Unis au niveau des ambassadeurs. Le 6 septembre, la Maison-Blanche publia une déclaration prenant note des remarques de Zhou et indiquant que l'ambassadeur américain à Varsovie était prêt à représenter les États-Unis lors de nouvelles négociations.

Cet échange aurait dû mettre fin à la crise. Comme si elles jouaient une pièce désormais bien connue, les deux parties avaient réitéré des menaces rebattues et étaient parvenues à un dénouement familier : la reprise de négociations au niveau des ambassadeurs.

Khrouchtchev fut le seul membre de la relation triangulaire à ne pas comprendre ce qui se passait. Ayant entendu Mao proclamer son indifférence à une guerre nucléaire lors de son séjour à Moscou l'année précédente et, plus récemment encore, à Pékin, il était déchiré entre des craintes contradictoires : celle d'une guerre nucléaire et celle de perdre un allié de poids s'il n'épaulait pas la Chine. Son marxisme enthousiaste ne lui permettait pas de prendre conscience que son allié idéologique était devenu un adversaire stratégique, mais sa connaissance des armes nucléaires était trop grande pour qu'il puisse les intégrer confortablement dans une diplomatie qui ne cessait d'en brandir la menace.

Devant un dilemme, un homme d'État déconcerté peut être tenté d'explorer simultanément toutes les voies qui s'offrent à lui. Khrouchtchev envoya à Pékin son ministre des Affaires étrangères, Andreï Gromyko, pour conseiller la retenue, un message dont il savait qu'il ne serait pas bien reçu ; pour mieux faire passer la pilule, Gromyko devait montrer aux dirigeants chinois un projet de lettre qu'il avait l'intention d'envoyer à Eisenhower, menaçant d'accorder à la Chine un soutien total – sous-entendant un soutien nucléaire – en cas d'escalade de la crise du détroit de Taïwan. Cette lettre soulignait qu'« attaquer la République populaire de Chine, qui est une grande amie, alliée et voisine de notre pays, revient à attaquer l'Union soviétique » et avertissait que l'Union soviétique ferait « tout [...] pour défendre la sécurité des deux États »<sup>256</sup>.

L'initiative échoua auprès de ses deux destinataires. La lettre de Khrouchtchev fut poliment rejetée par Eisenhower le 12 septembre. Faisant bon accueil à la volonté chinoise de reprendre les discussions entre ambassadeurs et répétant que Washington exigeait que Pékin renonce à l'usage de la force à Taïwan, Eisenhower exhorta Khrouchtchev à recommander la retenue à Pékin. Ignorant qu'en réalité Khrouchtchev était l'acteur d'une pièce rédigée par autrui, Eisenhower suggérait l'existence d'une collusion entre Moscou et Pékin, relevant que « cette activité militaire intense a commencé le 23 août – trois semaines environ après votre visite à Peiping<sup>257</sup> ».

Dans un discours public prononcé à peu près au même moment, le 11 septembre 1958, Eisenhower présenta une justification à l'emporte-pièce de l'engagement américain dans l'affaire des îles littorales. Le

bombardement de Quemoy et Matsu, déclara-t-il, pouvait se comparer à l'occupation de la Rhénanie par Hitler, de l'Éthiopie par Mussolini ou (une comparaison qui dut déplaire tout particulièrement aux Chinois) à la conquête japonaise de la Mandchourie dans les années 1930.

Gromyko ne s'en tira pas mieux à Pékin. Mao réagit au projet de lettre en évoquant ouvertement l'éventualité d'une guerre nucléaire et les conditions dans lesquelles les Soviétiques devraient riposter en employant l'arme atomique contre les États-Unis. Ces menaces pouvaient être brandies en toute sécurité parce que Mao savait pertinemment que le risque de guerre s'était déjà éloigné. Dans ses Mémoires, Gromyko avoue avoir été « sidéré » par la bravade de Mao et affirme que le dirigeant chinois lui avait dit mot pour mot :

Je suppose que les Américains pourraient aller jusqu'à déclencher une guerre contre la Chine. La Chine doit tenir compte de cette possibilité et nous le faisons. Mais nous n'avons pas l'intention de capituler ! Si les États-Unis attaquent la Chine au moyen d'armes nucléaires, les armées chinoises devront se retirer des régions frontalières pour se replier dans les profondeurs du pays. Elles devront attirer l'ennemi suffisamment loin pour enfermer les forces américaines dans une pince à l'intérieur de la Chine... Ce n'est qu'au moment où les Américains seront au milieu des provinces centrales qu'il faudra leur donner tout ce que vous avez<sup>258</sup>.

Mao ne réclamait pas de soutien soviétique tant que les forces américaines n'auraient pas été attirées dans les profondeurs de la Chine – ce que le scénario déjà parfaitement au point ne prévoyait pas, il le savait parfaitement. Le rapport que Gromyko adressa depuis Pékin à Khrouchtchev semble avoir ébranlé ce dernier. Bien que la reprise des discussions au niveau des ambassadeurs ait déjà été acceptée par Washington et Pékin, Khrouchtchev entreprit deux démarches supplémentaires afin d'éviter une guerre nucléaire. Pour apaiser ce qu'il prenait pour les craintes chinoises d'une invasion américaine, il proposa d'envoyer des unités de défense antiaérienne dans le Fujian<sup>259</sup>. Pékin différa sa réponse avant d'accepter l'offre alors que la crise était déjà réglée, mais à condition que les troupes soviétiques soient placées sous



commandement chinois – ce qui ne risquait guère d’être accepté<sup>260</sup>.  
Donnant une nouvelle preuve de sa nervosité, Khrouchtchev adressa une deuxième lettre à Eisenhower le 19 septembre, l’exhortant à la modération tout en le mettant en garde contre l’imminence d’une guerre nucléaire<sup>261</sup>. En réalité, la Chine et les États-Unis avaient déjà réglé l’affaire avant même que cette lettre arrive à Washington.

Lors de leur entrevue du 3 octobre 1959, Khrouchtchev a résumé pour Mao l’attitude soviétique pendant les crises de Taïwan :

Entre nous, en confidence, nous affirmons que nous ne nous battons pas pour Taïwan, mais pour la consommation extérieure, en quelque sorte, nous prétendons le contraire, autrement dit qu’en cas d’aggravation de la situation à cause de Taïwan, l’URSS défendra la RPC. À leur tour, les États-Unis déclarent qu’ils défendront Taïwan. C’est ainsi qu’on en arrive à une sorte de situation d’avant-guerre<sup>262</sup>.

Khrouchtchev avait laissé Mao l’entraîner sur une voie aussi stérile en s’efforçant de faire preuve d’intelligence autant que de cynisme. Surtout lorsqu’il s’agit de décisions ultimes de paix et de guerre, un stratège doit être conscient qu’il risque d’être pris au mot et doit tenir compte des conséquences que de vaines menaces peuvent avoir sur sa crédibilité future. À propos de Taïwan, Mao exploita l’ambivalence de Khrouchtchev pour l’inciter à brandir une menace nucléaire qu’il n’avait aucune intention d’exécuter, mettant à rude épreuve les relations entre Moscou et les États-Unis sur une question que Khrouchtchev considérait comme insignifiante et au profit d’un dirigeant allié qui le méprisait.

On ne peut qu’imaginer la stupéfaction de Mao : il avait poussé Moscou et Washington à menacer de se livrer réciproquement une guerre nucléaire à propos d’un territoire géopolitique comptant parmi les moins importants du monde dans ce qui était une pièce de théâtre politique chinois qui n’avait, par essence, rien de militaire. En outre, Mao avait agi au moment de son choix, alors que la Chine était encore nettement plus faible que les États-Unis ou l’URSS et d’une façon qui lui permettait de revendiquer une indéniable victoire de propagande et de participer aux discussions sino-américaines entre ambassadeurs depuis ce que ses services de



communication ne se priveraient pas de présenter comme une position de force.

Ayant déclenché la crise et l'ayant conduite à son terme, Mao déclara avoir atteint ses objectifs :

Nous avons mené cette campagne qui a incité les États-Unis à accepter de discuter. Les États-Unis ont ouvert la porte. La situation ne leur paraît pas favorable, et ils seront inquiets tous les jours s'ils ne discutent pas avec nous. Très bien, dans ce cas, discutons. Il est préférable pour la situation générale que nous réglions nos différends avec les États-Unis par des discussions ou par des moyens pacifiques, parce que nous sommes tous des gens pacifiques<sup>263</sup>.

Zhou Enlai se livra à une évaluation encore plus complexe de la situation. Il considérait que la seconde crise de Taïwan avait démontré la capacité des deux camps chinois à s'engager dans un marchandage tacite de part et d'autre de barrières idéologiques opposées, et même quand les puissances nucléaires s'affrontaient verbalement en brandissant des menaces de guerre nucléaire. Près de quinze ans plus tard, en 1972, Zhou a exposé la stratégie chinoise à Richard Nixon au cours du séjour du président américain à Pékin :

En 1958, Dulles, qui était alors secrétaire d'État, a voulu que Chiang Kai-shek renonce aux îles de Quemoy et Matsu de façon à couper complètement Taïwan et le continent et à tracer une ligne à cet endroit-là. Chiang Kai-shek n'a pas accepté de le faire<sup>264</sup>. Nous lui avons également conseillé de ne pas se retirer de Quemoy et Matsu. Nous le lui avons conseillé en tirant des obus contre eux – enfin, nous les bombardions les jours impairs mais pas les jours pairs, ni les jours fériés. Ainsi, ils ont compris nos intentions et ne se sont pas retirés. Il n'y a pas eu besoin d'autres moyens ni d'autres messages ; ils ont compris grâce à cette méthode très simple du bombardement<sup>265</sup>.

Ces brillantes réalisations doivent cependant être mises en regard des conséquences mondiales de la crise. Les discussions entre ambassadeurs aboutirent à une impasse dès leur reprise, ou presque. Les manœuvres ambiguës de Mao figèrent en réalité les relations sino-américaines dans une attitude d'affrontement dont elles mettraient plus de dix ans à sortir.

L'idée que la Chine était bien décidée à expulser les États-Unis du Pacifique Ouest devint un article de foi à Washington, privant les deux camps de toute possibilité d'engager une diplomatie plus souple.

Les effets sur la direction soviétique furent à l'inverse de ce que Mao avait recherché. Loin de renoncer à sa politique de coexistence pacifique, Moscou fut affolé par la rhétorique de Mao et déstabilisé par sa stratégie de la corde raide nucléaire, ses divagations réitérées sur les éventuels effets positifs d'une guerre nucléaire pour le socialisme mondial et son refus de consulter l'URSS. À la suite de ces crises, Moscou suspendit sa coopération nucléaire avec Pékin et revint en juin 1959 sur son engagement à livrer à la Chine une bombe atomique qui lui servirait de modèle. En 1960, Khrouchtchev annonça le retrait de Chine des techniciens russes et annula tous les projets d'aide, ce qu'il justifia en ces termes : « Nous ne pouvions tout simplement pas continuer comme ça, et accepter que certains de nos spécialistes les plus qualifiés – des gens formés dans notre propre agriculture et notre propre industrie – n'obtiennent que des vexations en échange de leur aide<sup>266</sup>. »

Sur le plan international, Mao avait donné une nouvelle démonstration de la réactivité explosive de la Chine dès qu'elle avait l'impression que sa sécurité nationale ou son intégrité territoriale étaient menacées. Cette susceptibilité dissuaderait efficacement ses voisins de tenter d'exploiter le bouleversement intérieur dans lequel Mao était sur le point d'entraîner sa société. Mais elle amorça également un processus d'isolement progressif qui inciterait Mao à repenser sa politique étrangère une dizaine d'années plus tard.

## Chapitre 7

### Une décennie de crises

Pendant les dix premières années d'existence de la République populaire de Chine, ses dirigeants ont piloté avec opiniâtreté l'empire décrépit qu'ils avaient conquis et en ont fait une grande puissance internationale. La deuxième décennie a été dominée par la tentative de Mao pour accélérer la révolution permanente à l'intérieur du pays. Le moteur de cette révolution était le principe maoïste selon lequel la vigueur morale et idéologique est capable de surmonter les limites physiques. Le début et la fin de cette décennie ont été marqués par une agitation intérieure provoquée par les dirigeants eux-mêmes. Cette crise a été si générale que la Chine s'est fermée au reste du monde, rappelant presque tous ses diplomates à Pékin. On a assisté à deux refontes intégrales de la structure intérieure du pays : d'abord celle de l'économie, avec le Grand Bond en avant du début de la décennie ; puis celle de l'ordre social, avec la Révolution culturelle à la fin de cette même décennie. La diplomatie était passée de mode, mais pas la guerre. Quand Mao eut l'impression que l'intérêt national était en danger au milieu des douleurs d'enfantement que le pays s'était imposées à lui-même, la Chine se dressa une fois encore pour porter la guerre sur sa frontière la plus occidentale, dans la chaîne inhospitalière de l'Himalaya.

#### **Le Grand Bond en avant**

Le rapport secret de Khrouchtchev avait obligé les dirigeants chinois à s'interroger sur l'essence de la légitimité politique communiste dans la mesure où le président du Parti ne revendiquait pas une infaillibilité de nature quasi divine. Au cours des mois qui suivirent le discours de

février 1956, ils semblèrent se diriger à tâtons vers une plus grande transparence de leur propre mode de gouvernement, sans doute pour éviter les chocs dus aux changements de cap périodiques. Les références révérencieuses à Mao Zedong furent supprimées de la Constitution du Parti communiste, lequel adopta des résolutions qui mettaient en garde contre « un développement précipité » dans le domaine économique et donnaient à penser que la principale phase de la « lutte des classes » approchait désormais de son terme<sup>267</sup>.

Mais cette approche prosaïque ne tarda pas à se heurter à la vision de révolution permanente chère à Mao, qui quelques mois plus tard proposa une autre conception de la rectification politique : le Parti communiste chinois inviterait à débattre de ses méthodes et à les critiquer, et favoriserait le développement de la vie intellectuelle et artistique en Chine afin que « cent fleurs s'épanouissent, que cent écoles de pensée rivalisent ». Les motifs précis qui incitèrent Mao à lancer cet appel restent sujets à controverse. On a présenté la campagne des Cent Fleurs comme un appel sincère au Parti afin qu'il rompe son isolement bureaucratique pour écouter le peuple, aussi bien que comme un stratagème pour pousser les adversaires du régime à se démasquer. En tout état de cause, la critique populaire dépassa rapidement les suggestions d'ajustements tactiques pour se répandre en récriminations contre le système communiste. À Pékin, des étudiants édifièrent un « mur de la démocratie ». Certains protestèrent contre les abus des fonctionnaires locaux et contre les privations imposées par une politique économique calquée sur le modèle soviétique ; certains se livrèrent à des comparaisons défavorables entre la première décennie du régime communiste et l'ère nationaliste qui l'avait précédée<sup>268</sup>.

Quelle qu'ait été son intention première, Mao ne supportait jamais la contestation bien longtemps. Il exécuta une volte-face brutale qu'il justifia en la présentant comme un élément de son approche dialectique. Le mouvement des Cent Fleurs se transforma en une « campagne contre le droitisme » dirigée contre ceux qui avaient mal compris les limites de la précédente invitation au débat. Une purge massive entraîna l'incarcération, la rééducation ou l'exil intérieur de milliers d'intellectuels. Au terme de ce processus, Mao s'était débarrassé de ses critiques et était redevenu le leader incontesté de la Chine. Il exploita sa

prééminence pour accélérer la révolution permanente, qu'il transforma en Grand Bond en avant.

Lors de la conférence des partis socialistes qui s'était tenue à Moscou en 1957, Mao avait fait une déclaration lourde de conséquences sur le développement économique de son pays. Réagissant à la prédiction de Khrouchtchev selon laquelle l'Union soviétique aurait dépassé économiquement les États-Unis dans un délai de quinze ans, il prononça un discours improvisé proclamant que la production d'acier chinoise aurait éclipsé celle de la Grande-Bretagne dans le même laps de temps<sup>269</sup>.

Ce commentaire fut rapidement érigé en directive. Le délai de quinze ans pour relever la production d'acier – réduit ensuite, par une série de remarques impromptues, à *trois ans*<sup>270</sup> – s'accompagna d'une série d'objectifs agricoles tout aussi ambitieux. Mao s'apprêtait à engager la révolution permanente de la Chine dans une phase plus active et à conduire le peuple chinois vers le défi le plus prodigieux qu'il ait jamais été appelé à relever.

Comme de nombreuses entreprises de Mao, le Grand Bond en avant associait des éléments de politique économique, d'exaltation idéologique et de politique étrangère. Il ne les considérait pas comme des branches d'activité distinctes, mais comme des pièces étroitement imbriquées du grandiose projet de révolution chinoise<sup>271</sup>.

Au sens le plus littéral, le Grand Bond en avant était censé appliquer les idées radicales de Mao concernant le développement industriel et agricole. On supprima la plupart des derniers vestiges de propriété privée et de motivations individuelles, et le pays fut réorganisé en « communes populaires » où tout – biens, nourriture et travail – était mis en commun. Les paysans furent enrôlés dans des brigades quasi militaires pour participer à d'immenses projets de travaux publics, improvisés pour beaucoup.

Ces entreprises avaient des incidences internationales en plus de leurs conséquences intérieures – surtout dans le contexte du conflit avec Moscou. En cas de succès, le Grand Bond en avant infirmerait les consignes de développement progressif données par l'Union soviétique et ferait définitivement de la Chine le centre idéologique du monde

communiste. Quand Khrouchtchev se rendit à Pékin en 1958, Mao affirma opiniâtrément que la Chine aurait réalisé le communisme intégral avant l'Union soviétique, cette dernière ayant choisi une voie de développement plus lente, plus bureaucratique et moins stimulante. Aux oreilles soviétiques, ce genre de discours avait tout d'une hérésie idéologique choquante.

Mais, pour une fois, Mao avait lancé un défi tellement éloigné de la réalité objective qu'il dépassait les capacités du peuple chinois lui-même. Les objectifs de production du Grand Bond en avant étaient démesurés ; quant à la possibilité de dissensions ou d'échec, c'était une perspective tellement terrifiante que les cadres locaux préférèrent falsifier les chiffres de production et transmettre à Pékin des résultats artificiellement gonflés. Prenant ces rapports au pied de la lettre, le pouvoir continua à exporter des céréales vers l'Union soviétique en échange d'industrie lourde et d'armes. Pour aggraver encore la catastrophe, les objectifs de production d'acier de Mao avaient été appliqués avec une telle rigueur qu'on avait fini, pour réaliser les quotas, par fondre comme ferraille des éléments d'équipement utiles. En définitive, personne n'avait le pouvoir d'abroger les lois de la nature et de l'économie, et la facture du Grand Bond en avant fut lourde. De 1959 à 1962, la Chine connut une des pires famines de l'histoire humaine, qui provoqua la mort de plus de vingt millions de personnes<sup>272</sup>. Mao avait demandé une fois de plus aux Chinois de déplacer des montagnes, mais cette fois les montagnes n'avaient pas bougé.

### **Le conflit de la frontière himalayenne et la guerre sino-indienne de 1962**

En 1962, dix ans exactement après sa naissance, la République populaire de Chine avait déjà derrière elle une guerre avec les États-Unis en Corée et deux affrontements impliquant les États-Unis à propos des îles littorales de Taïwan. Elle avait rétabli son autorité jusqu'aux frontières historiques de la Chine impériale (à l'exception de la Mongolie et de Taïwan) en réoccupant le Xinjiang et le Tibet. La famine provoquée par le Grand Bond en avant venait d'être surmontée. Néanmoins, Mao n'hésita pas à se lancer dans un nouveau conflit militaire le jour où il estima que

l'Inde mettait en péril la définition chinoise des frontières historiques du pays.

La crise de la frontière sino-indienne concernait deux territoires situés sur les hauteurs de l'Himalaya, dans la région inhospitalière faite de plateaux sans chemins qui séparait des sommets imposants, entre le Tibet et l'Inde. Fondamentalement, le problème portait sur l'interprétation de l'histoire coloniale.

La Chine réclamait le respect des frontières impériales qui longeaient les contreforts méridionaux de l'Himalaya et englobaient ce qu'elle considérait comme le « Sud-Tibet ». Mais, pour l'administration indienne, cette région était un État, l'Arunachal Pradesh. La conception indienne était relativement récente. Elle était née de la volonté britannique de tracer une ligne de démarcation avec l'Empire russe en direction du Tibet. Le document final à cet effet avait été signé en 1914 par la Grande-Bretagne et le Tibet, et définissait la frontière du secteur est, appelée ligne McMahon, du nom du principal négociateur britannique.

La Chine entretenait des relations de longue date avec le Tibet. Les Mongols avaient conquis à la fois le Tibet et le cœur agricole de la Chine au cours de la même vague de conquêtes à la fin du XIII<sup>e</sup> siècle, les mettant en étroit contact politique. Plus tard, la dynastie Qing était régulièrement intervenue au Tibet pour expulser les forces d'autres peuplades non Han qui s'y livraient à des incursions depuis le nord et l'ouest. Pour finir, Pékin y avait établi une forme de suzeraineté exercée par des « résidents impériaux » à Lhassa. Depuis la dynastie Qing, Pékin traitait le Tibet comme une partie de Tout ce qui est sous le Ciel, gouvernée par l'empereur de Chine, et se réservait le droit d'en expulser des intrus hostiles. Mais la distance et le nomadisme des Tibétains faisaient de toute sinisation intégrale un vœu pieu. Aussi les Tibétains bénéficiaient-ils d'un large degré d'autonomie dans leurs affaires quotidiennes.

En 1912, au moment où la dynastie Qing prit fin et où le régime chinois fut soumis à de vives tensions, la présence gouvernementale de la Chine au Tibet avait diminué. Peu après l'effondrement de la dynastie, les autorités britanniques en place en Inde organisèrent dans la station de villégiature de Simla une conférence avec des représentants chinois et

tibétains, dans le but de délimiter les frontières entre l'Inde et le Tibet. Ne disposant pas d'une force suffisante pour contester efficacement ces décisions, le gouvernement chinois formula une objection de principe à la cession de tout territoire sur lequel la Chine possédait des droits historiques. L'attitude de Pékin à l'égard de cette conférence fut résumée par son représentant à Calcutta – alors siège de l'administration britannique en Inde –, Lu Hsing-chi : « Notre pays se trouve actuellement dans une situation affaiblie ; nos relations extérieures sont complexes et difficiles, nous avons des difficultés financières. Néanmoins, le Tibet revêt une importance suprême pour les deux [provinces du Sichuan et du Yunnan, au sud-ouest de la Chine] et nous ne devons pas ménager notre peine pendant cette conférence<sup>273</sup>. »

Le délégué chinois à la conférence régla le dilemme en paraphant le document final mais en refusant de le signer. Les délégués tibétains et britanniques le signèrent. Dans la pratique diplomatique, un paraphe gèle le texte ; il signifie que les négociations ont été menées à leur terme. La signature du document le fait entrer en vigueur. La Chine partait du principe que les représentants tibétains n'avaient pas le statut juridique leur permettant de signer cet accord frontalier, car le Tibet faisait partie de la Chine et n'était donc pas une puissance souveraine. Elle refusait de reconnaître la validité de l'administration indienne sur le territoire situé au sud de la ligne McMahon, sans avoir cherché pourtant, au départ, à la contester.

Dans le secteur ouest, le litige portait sur le territoire connu sous le nom d'Aksai Chin. Il s'agit d'un territoire presque inaccessible depuis l'Inde, raison pour laquelle celle-ci mit quelques mois à se rendre compte, en 1955, que la Chine construisait une route qui le traversait, reliant ainsi le Xinjiang au Tibet. Le statut historique de cette région posait également un problème. La Grande-Bretagne en revendiquait la possession sur la plupart des cartes officielles, mais ne l'avait semble-t-il jamais administrée. Quand l'Inde rejeta le joug britannique et proclama son indépendance, elle ne renonça pas pour autant aux revendications territoriales britanniques. Elle fit figurer sur toutes ses cartes le territoire d'Aksai Chin, au même titre que la ligne tracée par McMahon.



Ces deux lignes de démarcation avaient une grande importance stratégique. Dans les années 1950, un certain équilibre régnait entre les positions des deux camps. Aux yeux des Chinois, la ligne McMahon symbolisait l'intention des Anglais d'obtenir un relâchement du contrôle chinois sur le Tibet et, peut-être, d'y imposer leur domination. Le Premier ministre indien Jawaharlal Nehru alléguait un intérêt culturel et sentimental pour cette région, reposant sur les liens historiques entre la culture bouddhiste classique de l'Inde et le bouddhisme tibétain. Toutefois, il était prêt à reconnaître la souveraineté chinoise sur le Tibet pourvu qu'une autonomie substantielle fût préservée. Dans cet esprit, Nehru refusa de soutenir les pétitions réclamant que la question du statut politique du Tibet fût soumise aux Nations unies.

Mais, en 1959, quand le dalaï-lama prit la fuite et obtint l'asile en Inde, la Chine se mit à envisager la question des lignes de démarcation en termes de plus en plus stratégiques. Zhou proposa un marché, renonçant aux revendications chinoises sur la partie est de la ligne en échange de l'abandon par l'Inde de ses revendications à l'ouest – en d'autres termes, acceptant la ligne McMahon comme base de négociations en contrepartie de la reconnaissance des droits chinois sur l'Aksai Chin.

Presque tous les pays postcoloniaux ont tenu à conserver les frontières en place au moment de leur accession à l'indépendance. En effet, accepter de négocier sur ce point ouvre la porte à des controverses et à des pressions intérieures interminables. Partant du principe qu'il n'avait pas été élu pour renoncer à un territoire qu'il considérait comme incontestablement indien, Nehru rejeta la proposition chinoise en la laissant sans réponse.

En 1961, l'Inde adopta ce qu'elle appela la « Forward Policy », la politique de la marche en avant. Pour éviter qu'on ne la croie disposée à céder sur cette question territoriale, elle déplaça ses avant-postes tout près de ceux que la Chine avait précédemment établis de l'autre côté de la ligne de démarcation. Les commandants indiens furent autorisés à tirer sur les forces chinoises si bon leur semblait, sous prétexte que les Chinois avaient indûment envahi un territoire indien. L'opportunité de cette politique leur parut confirmée après les premiers heurts de 1959, lorsque Mao, pour éviter une crise, ordonna aux forces chinoises de reculer d'une vingtaine

de kilomètres. Les planificateurs indiens en conclurent que les forces chinoises ne résisteraient pas à une progression de l'Inde ; elles en tireraient plutôt un prétexte pour se désengager. Les forces indiennes reçurent donc l'ordre – pour citer les termes de l'histoire indienne officielle de la guerre – de « patrouiller aussi loin en avant que possible de notre présente position en direction de la frontière internationale telle que nous la reconnaissons, d'empêcher toute nouvelle avancée de la Chine et de prendre le contrôle de tous les postes chinois déjà établis sur notre territoire<sup>274</sup> ».

C'était un mauvais calcul. Mao annula sur-le-champ les précédents ordres de retrait. Il n'en restait pas moins prudent, comme le montre la déclaration qu'il fit à une réunion de la Commission militaire centrale à Pékin : « Le manque de patience dans les petites affaires bouleverse les grands projets. Nous devons prêter attention à la situation<sup>275</sup>. » Ce n'était pas encore un ordre d'affrontement militaire, plutôt une sorte d'alerte destinée à provoquer la préparation d'un plan stratégique. On renoua alors avec l'approche chinoise habituelle des décisions stratégiques : analyse consciencieuse ; préparation soignée ; attention aux facteurs psychologiques et politiques ; recherche de l'effet de surprise ; conclusion rapide.

À l'occasion de réunions de la Commission militaire centrale et de rencontre entre hauts responsables, Mao commenta la Forward Policy de Nehru à l'aide d'une de ses épigrammes : « Quelqu'un qui dort dans un lit confortable n'est pas facilement réveillé par les ronflements d'autrui<sup>276</sup>. » En d'autres termes, les troupes chinoises stationnées dans l'Himalaya avaient réagi trop passivement à la politique indienne de marche en avant – laquelle, du point de vue chinois, avait lieu en territoire chinois. (C'était, évidemment, l'essence du conflit, chaque camp affirmant que l'autre s'était aventuré sur son propre sol.)

La Commission militaire centrale ordonna d'interrompre les retraits chinois ; il convenait désormais de contrer l'implantation de tout nouvel avant-poste indien par l'installation de postes avancés à proximité immédiate, afin de les encercler. Mao résuma ainsi la situation : « Vous brandissez un fusil, et je brandirai un fusil. Nous nous ferons face et

pourrons, l'un comme l'autre, exercer notre courage. » Il employa l'expression de « coexistence armée » pour définir cette politique<sup>277</sup>. C'était, de fait, l'exercice du *wei qi* dans l'Himalaya.

Des instructions précises furent données. L'objectif déclaré restait d'éviter toute extension du conflit. Les troupes chinoises ne furent pas autorisées à tirer tant que les forces indiennes ne s'approchaient pas à moins de cinquante mètres de leurs positions. Au-delà, toute action militaire ne pouvait être engagée que sur ordre d'autorités supérieures.

Les planificateurs indiens notèrent que la Chine avait mis fin à ses retraits, mais également qu'elle faisait preuve de retenue en matière de tirs. Ils en conclurent qu'ils pouvaient procéder sans risque à une nouvelle tentative. Au lieu de contester un terrain désert, ils se fixèrent pour objectif de « chasser les Chinois des postes qu'ils occupaient déjà<sup>278</sup> ».

Constatant l'échec des deux desseins de la politique qu'ils avaient énoncée – empêcher toute nouvelle avancée indienne et éviter les effusions de sang –, les dirigeants chinois commencèrent à se demander si un coup brutal ne contraindrait pas l'Inde à négocier, mettant ainsi fin à l'enchaînement d'opérations et de représailles.

Mais, en poursuivant cet objectif, ils craignaient également que les États-Unis ne profitent de la menace du conflit sino-indien pour inciter Taïwan à lancer une offensive contre le continent. Ils s'inquiétaient en outre à l'idée que la diplomatie américaine, qui cherchait à neutraliser les efforts d'Hanoi pour transformer le Laos en base dans la guerre du Vietnam, puisse être le signe précurseur d'une attaque américaine ultime contre le sud de la Chine à travers le Laos. Ils ne pouvaient pas croire que l'Amérique s'engageait aussi énergiquement qu'elle le faisait en Indochine (dès cette époque, c'est-à-dire avant le début de la grande escalade) pour des enjeux stratégiques locaux.

Les dirigeants chinois réussirent à obtenir des assurances sur ces deux points, donnant dans le même temps une nouvelle preuve de la vision globale de leur planification politique. Ils choisirent les entretiens de Varsovie pour sonder les intentions américaines dans le détroit de Taïwan. L'ambassadeur chinois qui participait à ces entrevues fut rappelé de vacances avec instruction de réclamer une réunion. Il y affirma que Pékin

avait noté que Taïwan se livrait à des préparatifs en vue d'un débarquement sur le continent. L'ambassadeur américain, qui n'avait entendu parler de rien de tel – pour la bonne raison que ces préparatifs étaient purement imaginaires –, reçut l'ordre de répondre que les États-Unis voulaient la paix et que, « dans les circonstances actuelles », ils ne soutiendraient pas une offensive nationaliste. L'ambassadeur de Chine présent à ces discussions, Wang Bingnan, a écrit dans ses Mémoires que cette information avait joué un « très grand rôle » dans la décision finale de Pékin de poursuivre les opérations dans l'Himalaya<sup>279</sup>. Rien n'indique que le gouvernement des États-Unis se soit demandé quelle mesure avait bien pu provoquer cette demande de réunion spéciale. Voilà toute la différence entre une approche politique segmentée et une approche politique générale.

Le problème laotien fut bientôt réglé. À la conférence de Genève de 1962, la proclamation de la neutralité du Laos et le retrait des forces américaines de son territoire apaisèrent les inquiétudes chinoises.

Fort de ces assurances, Mao convoqua les dirigeants chinois au début d'octobre 1962 pour leur annoncer sa décision finale. Ce serait la guerre :

Nous avons fait la guerre au vieux Chiang [Kai-shek]. Nous avons fait la guerre au Japon, et à l'Amérique. Nous n'avons eu peur ni de l'un ni de l'autre. Et, dans les deux cas, nous avons gagné. Maintenant, les Indiens veulent nous faire la guerre. Nous n'avons pas peur, cela va de soi. Nous ne pouvons pas céder, car si nous cédions, ce serait comme si nous acceptions qu'ils s'emparent d'un grand morceau de terre équivalant à la province du Fujian... Puisque Nehru se hausse du col et insiste pour que nous le combattions, il ne serait pas très amical de notre part de ne pas le combattre. La courtoisie exige la réciprocité<sup>280</sup>.

Le 6 octobre, une décision de principe fut prise. Le plan stratégique prévoyait une attaque massive qui produirait un choc obligeant l'Inde à engager des négociations ou, du moins, à mettre fin à ses opérations militaires dans un avenir prévisible.

Avant que la décision ultime ne fût prise, Khrouchtchev annonça que, s'il devait y avoir une guerre, l'Union soviétique soutiendrait la Chine en

vertu du traité d'amitié et d'alliance de 1950. Cet engagement contrastait avec le ton des relations sino-soviétiques des années précédentes et avec la neutralité affichée jusqu'alors par le Kremlin sur la question des relations entre l'Inde et la Chine. Une explication possible est que Khrouchtchev, conscient que le déploiement d'armes nucléaires soviétiques à Cuba allait provoquer une épreuve de force imminente, tenait à s'assurer le soutien chinois dans la crise des Caraïbes<sup>281</sup>.

L'attaque chinoise eut lieu en deux étapes : une offensive préliminaire qui commença le 20 octobre et dura quatre jours, suivie à la mi-novembre d'une opération massive qui atteignit les contreforts de l'Himalaya à proximité de la ligne de démarcation impériale traditionnelle. Arrivée sur cette position, l'ALP s'arrêta et fit demi-tour, regagnant son point de départ très en arrière de la ligne revendiquée par les Chinois. Le territoire contesté l'est encore aujourd'hui, mais aucun camp n'a cherché à imposer ses revendications au-delà des lignes de contrôle en vigueur.

La stratégie chinoise était comparable à celle des crises des îles littorales. La Chine ne conquiert pas un centimètre carré au cours de la guerre sino-indienne de 1962 – tout en continuant à affirmer ses droits sur le territoire situé au sud de la ligne McMahon. Peut-être faut-il y voir le fruit d'une réflexion politique ou d'une reconnaissance de réalités logistiques. Tenir le territoire conquis dans le secteur est exigerait des lignes de ravitaillement redoutablement étirées à travers un terrain inhospitalier.

Au terme de la guerre, Mao avait surmonté une nouvelle crise majeure – et y avait même pris l'avantage –, alors même que la famine venait de cesser en Chine. Le scénario ressemblait assez à celui de l'expérience américaine dans la guerre de Corée : une sous-estimation de la Chine par son adversaire ; l'absence de toute remise en question des évaluations des services de renseignement sur le potentiel chinois ; le tout associé à de graves erreurs dans l'analyse de l'interprétation que faisait la Chine de son environnement de sécurité et de ses réactions aux menaces militaires.

En même temps, la guerre de 1962 imposa à la Chine un nouvel adversaire redoutable à un moment où ses relations avec l'Union soviétique avaient dépassé le point de non-retour. En effet, l'offre de

soutien de l'URSS se révéla aussi éphémère que la présence nucléaire soviétique à Cuba.

Dès la première escalade des heurts militaires dans l'Himalaya, Moscou adopta une attitude de neutralité. Retournant encore le fer dans la plaie chinoise, Khrouchtchev justifia cette politique en prétendant encourager le principe abhorré de coexistence pacifique. En décembre 1962, un éditorial du *Quotidien du peuple*, le journal officiel du Parti communiste chinois, relevait avec indignation que c'était la première fois qu'un État communiste ne faisait pas cause commune avec un autre État communiste contre un pays « bourgeois » : « Le moins qu'on puisse demander à un communiste est qu'il établisse une distinction claire et nette entre l'ennemi et nous, qu'il soit impitoyable envers l'ennemi et bon avec ses propres camarades<sup>282</sup>. » Suivait un appel légèrement plaintif aux alliés de la Chine, leur enjoignant de « faire leur examen de conscience et de se demander ce [qu'étaient] devenus leur marxisme-léninisme et leur internationalisme prolétarien<sup>283</sup> ».

En 1964, les Soviétiques allèrent jusqu'à renoncer au moindre semblant de neutralité. Faisant allusion à la crise des missiles de Cuba, Mikhaïl Souslov, membre du Politburo et idéologue du Parti, accusa les Chinois d'avoir agressé l'Inde à un moment où l'Union soviétique connaissait de très grandes difficultés :

Le fait est que, précisément au point culminant de la crise des Caraïbes, la République populaire de Chine a étendu le conflit armé sur la frontière sino-indienne. Peu important les efforts que les dirigeants chinois ont prodigués depuis pour justifier leur conduite de l'époque, ils ne peuvent éluder leur responsabilité et nier que, par leurs actions, ils ont en réalité aidé les cercles les plus réactionnaires de l'impérialisme<sup>284</sup>.

À peine remise d'une famine de grande ampleur, la Chine se trouvait face à des adversaires déclarés sur toutes ses frontières.

## **La Révolution culturelle**

En cette heure d'urgence nationale potentielle, Mao décida de frapper un grand coup contre l'État chinois et le Parti communiste. Il lança ce qu'il espérait être un dernier assaut contre les vestiges tenaces de la culture chinoise traditionnelle – des ruines de laquelle, prophétisait-il, surgirait une nouvelle génération idéologiquement pure, mieux équipée pour défendre la cause révolutionnaire contre ses ennemis intérieurs et extérieurs. Il projeta ainsi la Chine dans la décennie de délire idéologique, de politique de factions haineuse et de quasi-guerre civile connue sous le nom de Grande Révolution culturelle prolétarienne.

Les vagues d'agitation qui suivirent n'épargnèrent aucune institution. D'un bout à l'autre du pays, les gouvernements locaux furent dissous au terme de violents affrontements avec les « masses » encouragées par la propagande de Pékin. D'éminents cadres du Parti communiste et de l'armée populaire de libération, parmi lesquels des chefs de file des guerres révolutionnaires, furent victimes de purges et d'humiliations publiques. Le système éducatif de la Chine – qui avait été si longtemps la charpente de tout l'ordre social chinois – fut paralysé, les cours suspendus *sine die* afin que les jeunes générations puissent sillonner le pays et répondre à l'exhortation de Mao, qui les incitait à « apprendre la révolution en faisant la révolution<sup>285</sup> ».

Un grand nombre de ces jeunes soudain affranchis de toute contrainte rejoignirent des factions des gardes rouges, des milices de jeunes gens soudés par l'ardeur idéologique, dont les agissements étaient au-dessus des lois et étrangers aux structures institutionnelles ordinaires (auxquelles, bien souvent, ils s'opposaient du reste explicitement). Mao approuva leurs actions par des slogans vagues mais incendiaires tels que « Il est justifié de se rebeller » et « Bombardez les quartiers généraux »<sup>286</sup>. Il approuva leurs violentes attaques contre la bureaucratie du Parti communiste et les mœurs sociales traditionnelles, et les encouragea à ne pas craindre le « désordre » dans leur lutte pour éradiquer les « Quatre Vieilleries » – les vieilles idées, la vieille culture, les vieilles coutumes et les vieilles habitudes – qui, selon lui, étaient à l'origine de la faiblesse durable de la Chine<sup>287</sup>. Le *Quotidien du peuple* attisa les flammes en publiant un éditorial intitulé « Éloge du non-respect des lois » – une critique explicite,

approuvée par le gouvernement, de la tradition chinoise millénaire d'harmonie et d'ordre<sup>288</sup>.

Il en résulta un spectaculaire carnage humain et institutionnel, tandis que, un par un, les organes chinois de pouvoir et d'autorité – et notamment les plus hautes instances du Parti communiste – tombaient sous les coups de troupes de choc idéologiques composées d'adolescents. La Chine – une civilisation qui s'était fait connaître jusqu'alors pour son respect de l'éducation et de l'érudition – se mit à marcher sur la tête : les enfants s'en prenaient à leurs parents, les étudiants brutalisaient les enseignants et brûlaient les livres, tandis que les membres des professions libérales et les hauts fonctionnaires étaient envoyés dans les fermes et les usines pour apprendre la pratique révolutionnaire auprès de paysans illettrés. Des scènes de cruauté se déroulèrent d'un bout à l'autre du pays, les gardes rouges et les citoyens qui s'étaient ralliés à eux – dont certains s'étaient contentés de choisir une faction au hasard, dans l'espoir de survivre à la tempête – dirigeant leur fureur contre toutes les cibles susceptibles à leurs yeux d'augurer un retour à l'ancien ordre « féodal » chinois.

Le fait que certains objets de leur fureur aient été morts depuis des siècles ne diminua pas la violence de leurs attaques. Des étudiants et des professeurs révolutionnaires de Pékin se précipitèrent dans le village natal de Confucius et jurèrent de mettre fin une fois pour toutes à l'influence du vieux sage sur la société chinoise en brûlant tous les livres anciens, en brisant les plaques commémoratives et en rasant la sépulture de Confucius ainsi que celles de ses descendants. À Pékin, les attaques des gardes rouges anéantirent 4 922 des 6 843 « lieux d'intérêt culturel ou historique » enregistrés de la capitale. La Cité interdite elle-même ne fut sauvée, dit-on, que grâce à l'intervention personnelle de Zhou Enlai<sup>289</sup>.

Une société traditionnellement gouvernée par une élite de lettrés confucéens recherchait désormais la source de la sagesse auprès des paysans illettrés. Les universités furent fermées. Tous ceux que l'on identifiait comme des « experts » étaient suspects, la compétence professionnelle étant un concept dangereusement bourgeois.

La politique diplomatique de la Chine sombra dans le délire. Le monde assista au spectacle quasiment incompréhensible d'une Chine qui se



déchaînait avec une fureur aveugle contre le bloc soviétique et les puissances occidentales, en même temps que contre son histoire et sa culture propres. Les diplomates et le personnel des services diplomatiques à l'étranger haranguaient les citoyens de leurs pays hôtes en les appelant à la révolution et en les conviant à des conférences sur « la pensée de Mao Zedong ». Dans des scènes qui évoquaient la révolte des Boxers soixante-dix ans plus tôt, des hordes de gardes rouges donnèrent l'assaut contre les ambassades étrangères à Pékin, mettant notamment à sac la mission britannique et rossant et molestant son personnel qui cherchait à fuir. Quand le secrétaire britannique au Foreign Office écrivit au ministre chinois des Affaires étrangères, le maréchal Chen Yi, en suggérant que, « sans rompre leurs relations diplomatiques », la Grande-Bretagne et la Chine « retirent réciproquement et provisoirement leurs missions et leur personnel de leurs capitales respectives », il se heurta au silence : lui-même « combattu », le ministre chinois des Affaires étrangères était dans l'incapacité de lui répondre<sup>290</sup>. Finalement, tous les ambassadeurs chinois à une exception près – Huang Hua, un homme compétent et idéologiquement irréprochable en poste au Caire – et près des deux tiers des personnels d'ambassade furent rappelés en Chine, où ils participèrent aux actions révolutionnaires ou furent envoyés à la campagne à des fins de rééducation<sup>291</sup>. Au cours de cette période, la Chine se trouva activement mêlée à des conflits avec les gouvernements de plusieurs dizaines de pays. Elle n'entretenait de relations véritablement amicales qu'avec un État – la République populaire d'Albanie.

La Révolution culturelle eut pour emblème le « Petit Livre rouge » de Mao, un recueil de citations compilées en 1964 par Lin Biao, qui fut ensuite son successeur désigné avant de trouver la mort dans un étrange accident d'avion, alors qu'il fuyait le pays après avoir, prétendit-on, fomenté un coup d'État. Tous les Chinois étaient censés avoir sur eux un exemplaire du « Petit Livre rouge ». Des gardes rouges le brandissaient lorsqu'ils s'emparaient de bâtiments publics à travers tout le pays avec l'autorisation – ou du moins la tolérance – de Pékin, contestant violemment les administrations provinciales en place.

Mais, pas plus que les cadres qu'ils étaient censés purger, les gardes rouges n'étaient à l'abri du dilemme des révolutions qui dévorent leurs

enfants. Davantage liés par l'idéologie que par une réelle formation, ils se transformèrent en factions se battant pour imposer leurs propres choix idéologiques et personnels. Leurs conflits internes prirent une telle virulence que, en 1968, Mao se décida à les dissoudre et chargea des responsables loyaux du Parti et du gouvernement de rétablir des gouvernements provinciaux.

On mit en place une nouvelle politique consistant à envoyer des jeunes gens dans des régions reculées du pays afin qu'ils s'éduquent auprès des paysans. L'armée était alors la seule grande institution chinoise dont la structure de commandement demeurerait intacte, et elle fut appelée à assumer des fonctions dépassant de loin ses compétences ordinaires. Le personnel militaire assurait le fonctionnement des ministères gouvernementaux pillés, il cultivait les champs et administrait les usines – le tout en sus de sa mission normale de défense du pays contre d'éventuelles agressions.

L'effet immédiat de la Révolution culturelle fut désastreux. Après la mort de Mao, le jugement qu'ont porté la deuxième et la troisième génération de dirigeants sur ce mouvement – dont ils avaient presque tous été victimes, à un moment ou à un autre – a été extrêmement sévère. Deng Xiaoping, le plus haut responsable de la Chine de 1979 à 1991, a affirmé que la Révolution culturelle avait bien failli détruire le Parti communiste en tant qu'institution et l'avait privé de toute crédibilité, temporairement en tout cas<sup>292</sup>.

Ces dernières années, alors que les souvenirs personnels se sont estompés, une nouvelle perspective semble timidement se faire jour en Chine. Sans nier les préjudices considérables causés par la Révolution culturelle, certains commencent à se demander si la question posée par Mao n'était pas capitale, quand bien même sa réponse avait été catastrophique. Le problème sur lequel Mao aurait ainsi mis le doigt est celui de la relation d'un État moderne – et plus particulièrement d'un État communiste – avec le peuple qu'il gouverne. Dans des sociétés largement agricoles – voire industrielles émergentes –, la mission du gouvernement porte sur des questions que le grand public est capable d'appréhender. Bien sûr, dans les sociétés aristocratiques, le public concerné est limité. Mais, quelle que soit la légitimité formelle du gouvernement, il faut qu'il jouisse

d'un minimum de consensus tacite de la part de ceux qui sont chargés d'appliquer ses directives – faute de quoi, le gouvernement se fera exclusivement par la contrainte, un régime généralement impossible à préserver tout au long d'une période historique.

Une des difficultés de l'époque moderne est que les problèmes ont acquis une telle complexité que le cadre législatif est de plus en plus impénétrable. Le système politique donne des directives, mais leur exécution est de plus en plus souvent déléguée à des administrations coupées à la fois du processus politique et de la population, laquelle ne dispose au mieux que d'un moyen de contrôle, celui des élections périodiques. Même aux États-Unis, les grands textes législatifs couvrent souvent des milliers de pages qu'un très petit nombre de législateurs seulement – dans le meilleur des cas – ont lus dans le détail. Et dans les États communistes surtout, les bureaucraties fonctionnent comme des entités indépendantes, appliquant leurs propres règles pour faire respecter des procédures qu'elles définissent souvent elles-mêmes. Des failles s'ouvrent ainsi entre les classes politiques et les classes bureaucratiques, et entre celles-ci et le grand public. D'où le risque de voir la force d'impulsion bureaucratique faire surgir une nouvelle classe de mandarins. La tentative de Mao pour régler ce problème à l'aide d'un assaut massif et unique a bien failli détruire la société chinoise. Néanmoins, parmi les nouvelles générations de Chinois, on avance parfois l'idée que la Révolution culturelle a apporté un sentiment d'expérience spirituelle collective qui fait cruellement défaut à l'époque contemporaine, ou que, malgré son échec, ce mouvement a frayé la voie aux réformes de Deng. Un ouvrage récent du chercheur et conseiller gouvernemental Hu Angang propose que l'on fasse désormais de la Révolution culturelle une étude de cas pour examiner comment les « systèmes de prise de décision » du régime existant de la Chine pourraient devenir « plus démocratiques, plus scientifiques et plus institutionnalisés<sup>293</sup> ».

### **A-t-on laissé passer une chance ?**

Rétrospectivement, on peut se demander si les États-Unis n'auraient pas pu engager le dialogue avec la Chine dix ans plus tôt. L'agitation chinoise

aurait-elle pu être le point de départ d'un dialogue sérieux ? Autrement dit, a-t-on laissé passer dans les années 1960 une occasion de rapprochement sino-américain ? L'ouverture vers la Chine aurait-elle pu se faire à une date plus précoce ?

En vérité, le principal obstacle à une politique extérieure américaine plus imaginative était le concept de révolution permanente de Mao. Ce dernier était bien décidé à empêcher tout répit. Une tentative de réconciliation avec l'ennemi capitaliste juré était inconcevable tant que le conflit acharné avec Moscou portait sur le rejet inflexible par Mao du plaidoyer de Khrouchtchev en faveur de la coexistence pacifique.

On assista pourtant du côté américain à quelques timides tentatives pour prôner une plus grande souplesse à l'égard de la Chine. En octobre 1957, le sénateur J. F. Kennedy publia dans *Foreign Affairs* un commentaire sur « la fragmentation de l'autorité au sein de l'orbite soviétique », dans lequel il affirmait notamment que la politique américaine en Asie était « probablement trop rigide ». Il admettait qu'il fallait continuer à refuser de reconnaître la République populaire de Chine, mais ajoutait que l'Amérique devait se préparer à réviser « la conception précaire d'une Chine définitivement totalitaire » en fonction des circonstances. Il conseillait de « veiller à ne pas imposer un carcan à notre politique par ignorance et à être en mesure de déceler un changement dans la situation objective lorsqu'il se manifestera[it] »<sup>294</sup>.

L'analyse de Kennedy était subtile, mais, au moment où il accéda à la présidence des États-Unis, la dialectique de Mao avait opéré une nouvelle volte-face – favorable à *plus* d'hostilité, et non moins, prônant l'élimination de plus en plus violente des adversaires intérieurs et des structures institutionnelles en place, et non une réforme modérée.

Au cours des années qui suivirent immédiatement l'article de Kennedy, Mao s'engagea dans la campagne antidroitière de 1957, dans un deuxième affrontement l'année suivante dans le détroit de Taïwan (qu'il présenta comme une tentative pour « donner une leçon aux Américains<sup>295</sup> ») et dans le Grand Bond en avant. Quand Kennedy devint président, la Chine passa à l'offensive militaire dans son conflit frontalier avec l'Inde, un pays dans lequel l'administration Kennedy voyait une alternative asiatique

au communisme. Ce n'étaient pas à proprement parler les indices d'une volonté de conciliation et de changement auxquels JFK avait conseillé aux Américains d'être attentifs.

L'administration Kennedy proposa pourtant de faire un geste humanitaire pour remédier à la situation agricole désastreuse de la Chine pendant la famine provoquée par le Grand Bond en avant. Présentée comme une opération destinée à assurer « de la nourriture pour la paix », cette offre exigeait cependant une requête en bonne et due forme de la part des Chinois, dans laquelle ils affirmeraient leur « sérieux désir » d'assistance. L'engagement de Mao en faveur de l'indépendance excluait tout aveu de subordination à une quelconque aide étrangère. La Chine fit savoir par son représentant aux discussions d'ambassadeurs de Varsovie qu'elle était en train de « surmonter ses difficultés par ses propres efforts<sup>[296](#)</sup> ».

Dans les dernières années de la présidence de Lyndon Johnson, plusieurs membres importants de son entourage et, pour finir, le président lui-même commencèrent à envisager l'adoption d'une attitude moins conflictuelle. En 1966, le Département d'État donna instruction à ses négociateurs de se montrer plus ouverts lors des conversations de Varsovie et les autorisa à prendre l'initiative de nouer des contacts sociaux informels en marge des négociations. En mars de cette même année, le représentant américain à ces entretiens tendit la branche d'olivier en affirmant que « le gouvernement des États-Unis [était] prêt à développer ses relations avec la République populaire de Chine » – c'était la première fois qu'un responsable américain dans l'exercice de ses fonctions utilisait l'appellation officielle de la Chine d'après 1949.

Enfin, Johnson en personne exposa une option pacifique dans un discours de juillet 1966 consacré à la politique asiatique. « Une paix durable, fit-il remarquer, ne pourra pas s'installer en Asie tant que les sept cents millions d'habitants de la Chine continentale resteront isolés du monde extérieur par la volonté de leurs dirigeants. » Tout en s'engageant à résister à la « politique d'agression par procuration » que menait la Chine en Asie du Sud-Est, il appelait de ses vœux une ère de « coopération pacifique » et de « réconciliation entre des nations qui se qualifient aujourd'hui d'ennemies »<sup>[297](#)</sup>.

Ces idées furent présentées comme des espoirs abstraits liés à un hypothétique changement d'attitude de la Chine. Elles n'eurent aucune conséquence pratique. C'eût été impossible, du reste. Car ces déclarations coïncidèrent presque exactement avec le déclenchement de la Révolution culturelle, qui vit la Chine renouer avec une posture d'hostilité provocante<sup>298</sup>.

Au cours de cette période, la politique chinoise ne fit pas grand-chose pour inciter les États-Unis à adopter une approche conciliante – peut-être était-elle même destinée à les en dissuader. Pour sa part, Washington témoigna d'un remarquable talent tactique en sachant résister aux provocations militaires, notamment lors des deux crises du détroit de Taïwan, mais fit preuve de beaucoup moins d'imagination lorsqu'il s'agit de définir sa politique étrangère dans un cadre politique mouvant et instable.

Une étude prévisionnelle des services secrets américains de 1960 illustre bien l'opinion sous-jacente – et contribua peut-être à la façonner :

Un principe de base de la politique étrangère de la Chine communiste – établir l'hégémonie chinoise en Extrême-Orient – n'évoluera certainement pas de façon sensible pendant la période couverte par cette étude. Le régime continuera à se montrer violemment antiaméricain et à frapper les intérêts américains en tout lieu et à tout moment où il pourra le faire sans avoir à payer un prix disproportionné... Son assurance arrogante, sa ferveur révolutionnaire et sa vision déformée du monde peuvent conduire Pékin à mal calculer les risques<sup>299</sup>.

De nombreux indices semblaient confirmer ce point de vue. Mais l'analyse ne précisait pas dans quelle mesure la Chine pouvait éventuellement atteindre des objectifs aussi ambitieux. Ruinée par les conséquences catastrophiques du Grand Bond en avant, la Chine des années 1960 était exsangue. En 1966, elle s'engagea dans la Révolution culturelle, qui la conduisit à se retirer *de facto* de la scène internationale, la plupart de ses diplomates étant rappelés à Pékin (dont un grand nombre pour y être rééduqués). Quelles furent les retombées de ces événements

sur la politique étrangère américaine ? Était-il possible de parler d'un bloc asiatique uni ? Qu'en était-il du principe fondamental de la politique américaine en Indochine, selon lequel le monde faisait face à un complot dirigé depuis Moscou et Pékin ? Préoccupés par le Vietnam et par leur propre agitation intérieure, les États-Unis n'eurent guère l'occasion de se pencher sur ces questions.

Une des raisons de l'opiniâtreté américaine était que de nombreux spécialistes du monde chinois avaient quitté le Département d'État dans les années 1950, au cours des différentes enquêtes chargées d'identifier qui avait « perdu » la Chine. C'est ainsi qu'un groupe d'experts des questions soviétiques absolument extraordinaires – parmi lesquels George Kennan, Charles « Chip » Bohlen, Llewellyn Thompson et Foy Kohler – dominaient la pensée du Département d'État sans que personne puisse leur faire contrepoids. Or ces hommes étaient persuadés que le moindre rapprochement avec la Chine risquait de provoquer une guerre avec l'Union soviétique.

Néanmoins, même si l'on avait posé les bonnes questions, il n'aurait pas été possible de vérifier la justesse des réponses. Certains décideurs politiques chinois exhortèrent Mao à adapter sa politique à la nouvelle situation. En février 1962, Wang Jiaxiang, chef du département de liaison internationale du comité central du Parti communiste, adressa à Zhou un mémoire affirmant clairement qu'un environnement international pacifique aiderait plus efficacement la Chine à construire un État socialiste fort et une économie en croissance rapide que l'attitude actuelle d'affrontement tous azimuts<sup>[300](#)</sup>.

Mao ne voulut pas en entendre parler et riposta :

Il y en a dans notre Parti qui recommandent les « trois modérations et une réduction ». Ils disent que nous devrions nous montrer plus modérés envers l'impérialiste, plus modérés envers les réactionnaires et plus modérés envers les révisionnistes, alors que, face à la lutte des peuples d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine, nous devrions réduire notre assistance. C'est une ligne révisionniste<sup>[301](#)</sup>.

Mao exigeait de continuer à défier tous les adversaires potentiels à la fois. Il rétorqua que « la Chine [devait] se battre contre les impérialistes,

les révisionnistes et les réactionnaires de tous les pays », et accorder « une plus grande assistance aux partis politiques et aux factions anti-impérialistes, révolutionnaires et marxistes-léninistes<sup>302</sup> ».

Pour finir, dans le courant des années 1960, Mao lui-même commença à admettre que les dangers susceptibles de menacer la Chine se multipliaient. Le long de ses vastes frontières, elle affrontait un ennemi en puissance sous les traits de l'Union soviétique, un adversaire humilié qui était l'Inde, un déploiement américain massif et une escalade de la guerre au Vietnam, des gouvernements en exil autoproclamés à Taipei et dans l'enclave tibétaine du nord de l'Inde, un rival historique au Japon, sans oublier, de l'autre côté du Pacifique, une Amérique qui la considérait comme une ennemie implacable. Seules les rivalités entre tous ces pays avaient empêché jusqu'à présent une offensive collective. Mais aucun homme prudent ne pouvait parier que cette réserve durerait éternellement – d'autant que l'Union soviétique semblait se préparer à mettre fin aux provocations croissantes de Pékin. Le président Mao ne tarderait pas à devoir prouver qu'il savait être aussi prudent qu'audacieux.



## Chapitre 8

### La voie de la réconciliation

Au moment où Richard Nixon et Mao Zedong – couple insolite s’il en fut – décidèrent de se rapprocher, leurs pays étaient en pleine effervescence. La Chine était à deux doigts d’être dévorée par le brasier de la Révolution culturelle ; aux États-Unis, le consensus politique était mis à mal par la contestation croissante contre la guerre du Vietnam. La Chine risquait la guerre sur toutes ses frontières – en particulier sur celle du nord, où se produisaient des heurts concrets entre forces soviétiques et forces chinoises. Héritier d’une guerre à laquelle son opinion publique l’obligeait à mettre fin, Nixon avait fait son entrée à la Maison-Blanche au terme d’une décennie marquée par des assassinats et par les conflits raciaux.

Mao décida de faire face au péril que courait son pays en renouant avec un stratagème chinois classique : monter les barbares les uns contre les autres et recruter des ennemis lointains contre les ennemis proches. Fidèle aux valeurs de sa société, Nixon invoqua quant à lui les principes wilsoniens en suggérant d’inviter la Chine à rejoindre la communauté des nations : « Nous ne pouvons tout simplement pas nous permettre – écrivit-il dans un article publié dans *Foreign Affairs* en octobre 1967 –, de laisser éternellement la Chine au ban de la famille des nations, nourrissant ses fantasmes, cultivant ses haines et menaçant ses voisins. Il n’y a pas assez de place sur cette petite planète pour qu’un milliard de ses habitants potentiellement les plus compétents vivent dans un isolement furieux<sup>303</sup>. »

Non content d’appeler à un réalignement diplomatique, Nixon alla jusqu’à prôner la réconciliation. Il établit un parallèle entre ce défi diplomatique et le problème de la réforme sociale dans les quartiers difficiles des villes américaines. « Dans un cas comme dans l’autre, il faut

ouvrir le dialogue ; dans un cas comme dans l'autre, il faut endiguer l'agressivité en améliorant l'éducation ; et enfin, en aucun cas nous ne pouvons nous permettre de laisser ceux qui se sont exilés de la société en rester exilés à jamais<sup>304</sup>. »

La nécessité peut servir d'impulsion à la politique, mais elle n'en définit pas obligatoirement les moyens. Or d'immenses obstacles se dressaient contre la volonté de Mao et Nixon de nouer un dialogue entre les États-Unis et la Chine, sans même parler de réconciliation. Cela faisait plus de vingt ans que leurs pays se considéraient comme des ennemis jurés. La Chine avait classé l'Amérique dans la catégorie des pays « capitalistes-impérialistes » – la forme ultime du capitalisme en termes marxistes, laquelle, affirmait la théorie, ne pourrait surmonter ses « contradictions » que par la guerre. Le conflit avec les États-Unis était inévitable, la guerre probable.

La vision de l'Amérique était l'exact reflet de celle de la Chine. Une décennie de conflits ou de quasi-conflits militaires semblait confirmer l'idée courante aux États-Unis selon laquelle la Chine, fer de lance de la révolution mondiale, était bien décidée à les expulser du Pacifique Ouest. Aux yeux des Américains, Mao paraissait encore plus implacable que les dirigeants soviétiques.

Pour toutes ces raisons, Mao et Nixon se voyaient dans l'obligation d'agir avec la plus extrême prudence. Faire le premier pas risquait de heurter leurs électeurs de base à l'intérieur de leurs pays respectifs et de troubler leurs alliés. La difficulté était particulièrement grande pour Mao, pris dans les rets de la Révolution culturelle.

### **La stratégie chinoise**

Bien que peu d'observateurs l'aient relevé sur le moment, Mao commença à changer légèrement de ton à l'égard de l'Amérique à partir de 1965 – et, du fait de son statut quasi divin, la moindre nuance pouvait avoir des conséquences majeures. Pour faire connaître son point de vue aux États-Unis, Mao recourait volontiers aux interviews qu'il accordait au journaliste américain Edgar Snow. Les deux hommes s'étaient rencontrés

aux environs de la base communiste de Yan'an dans les années 1930. Snow s'était inspiré de cette expérience pour écrire un livre, *Red Star over China* (*Étoile rouge sur la Chine*), qui présentait Mao sous les traits d'une sorte de guérillero agrarien romantique.

En 1965, pendant les prémices de la Révolution culturelle, Mao avait invité Snow à Pékin et s'était livré à quelques commentaires surprenants – ou, plus exactement, qui auraient été surprenants si quelqu'un à Washington y avait prêté attention. Comme le déclara Mao à Snow : « Naturellement, je regrette personnellement que des forces historiques aient divisé et séparé les peuples américain et chinois, empêchant presque toute communication depuis une quinzaine d'années. Aujourd'hui, le gouffre paraît plus large que jamais. Cependant, je ne crois pas personnellement que cela aboutira à une guerre et à une des grandes tragédies de l'histoire<sup>305</sup>. »

Ces propos, chose remarquable, sortaient de la bouche du dirigeant qui, depuis une décennie et demie, se disait prêt à affronter une guerre nucléaire américaine avec une telle force de conviction que l'Union soviétique et ses satellites européens, affolés, s'étaient dissociés de lui. Mais, devant l'attitude menaçante de l'URSS, Mao était plus disposé qu'on ne le comprit sur le coup à envisager d'appliquer la recette traditionnelle en se rapprochant de son adversaire lointain, les États-Unis.

Au moment de l'interview de Snow, une armée américaine d'une importance croissante prenait position au Vietnam, sur les frontières de la Chine. Bien que le défi fût comparable à celui que Mao avait affronté en Corée quinze ans plus tôt, cette fois il choisit la retenue. Se limitant à un soutien logistique, la Chine fournit au Nord-Vietnam du matériel, de puissants encouragements moraux et quelque cent mille soldats non combattants chargés de travailler dans les communications et l'infrastructure<sup>306</sup>. De l'avis de Snow, Mao était très clair : la Chine ne combattrait les États-Unis que sur le territoire chinois, pas au Vietnam. « Nous ne déclencherons pas la guerre ; nous ne riposterons que si les États-Unis attaquent... Comme je l'ai déjà dit, vous pouvez être assuré que nous n'attaquerons pas les États-Unis<sup>307</sup>. »

De crainte de n'être pas parfaitement compris des Américains, Mao répéta que, pour la Chine, les Vietnamiens devaient s'en sortir par leurs propres moyens : « Les Chinois étaient très occupés par leurs affaires intérieures. Il était criminel de porter le combat au-delà de leurs propres frontières. Pourquoi les Chinois devraient-ils agir ainsi ? Les Vietnamiens pouvaient se débrouiller<sup>308</sup>. »

Mao se mit ensuite à présenter des hypothèses sur les différentes issues possibles de la guerre du Vietnam, à la manière d'un scientifique analysant un événement naturel, et non d'un dirigeant commentant un conflit militaire sur ses frontières. Le contraste avec ses réflexions durant la guerre de Corée – où il avait invariablement lié les impératifs de sécurité coréens et chinois – n'aurait pu être plus marqué. Le Président envisagea ainsi plusieurs résultats susceptibles d'emporter son adhésion. Il imagina notamment qu'« on organise une conférence, mais que les États-Unis puissent rester autour de Saïgon, comme dans le cas de la Corée du Sud » – autrement dit, le maintien de deux États vietnamiens<sup>309</sup>. Tout président américain désireux de se sortir du borbier vietnamien aurait été prêt à accepter une telle solution.

Rien n'indique que l'interview réalisée par Snow ait jamais fait l'objet de discussions politiques aux échelons supérieurs de l'administration Johnson, ni que les tensions historiques entre la Chine et le Vietnam aient été prises en compte par une des administrations (dont celle de Nixon) qui poursuivirent la guerre du Vietnam. Washington continuait à faire comme si la menace chinoise dépassait toujours celle de l'Union soviétique. En 1965, McGeorge Bundy, conseiller à la Sécurité nationale du président Johnson, fit un commentaire parfaitement typique du point de vue américain sur la Chine dans les années 1960 : « La Chine communiste constitue un problème très différent [de l'Union soviétique] ; son explosion nucléaire [allusion au premier test nucléaire de la Chine en octobre 1964] et son attitude agressive à l'égard de ses voisins en font un problème majeur pour tous les peuples attachés à la paix<sup>310</sup>. »

Le 7 avril 1965, Johnson justifia principalement l'intervention américaine au Vietnam par la nécessité de s'opposer au dessein commun de Pékin et de Hanoï : « Une autre réalité plane au-dessus de cette guerre –

et de toute l'Asie : l'ombre de plus en plus dense de la Chine communiste. Les dirigeants de Hanoi sont talonnés par Pékin... La lutte qui se déroule au Vietnam s'inscrit dans un plan plus général aux objectifs agressifs<sup>311</sup>. » Le secrétaire d'État Dean Rusk déclina le même thème devant la commission des Relations étrangères de la Chambre un an plus tard<sup>312</sup>.

Ce que Mao avait décrit à Snow était une forme de renoncement à la doctrine communiste traditionnelle de révolution mondiale : « Partout où se produit une révolution, nous publierons des déclarations et nous tiendrons des réunions pour la soutenir. C'est exactement ce qui contrarie les impérialistes. Nous aimons prononcer des paroles en l'air et faire tirer des canons vides, mais nous n'enverrons pas de troupes<sup>313</sup>. »

Quand on réexamine rétrospectivement les déclarations de Mao, on ne peut que s'interroger : l'administration Johnson aurait-elle adopté une autre stratégie au Vietnam si elle avait pris ses propos au sérieux ? Il faut bien voir par ailleurs que Mao n'en fit jamais sa politique officielle ; il lui aurait fallu pour cela tourner le dos à quinze ans d'endoctrinement, à un moment où il ne jurait que par la pureté idéologique à l'intérieur du pays et où le conflit avec l'Union soviétique se nourrissait du rejet de la politique de coexistence pacifique de Khrouchtchev. Les propos que Mao tint à Snow tenaient probablement du ballon d'essai. Mais Snow n'était pas un intermédiaire idéal pour une telle démarche. Il jouissait de la confiance de Pékin – autant qu'un Américain pût en jouir. Mais, à Washington, on le considérait comme un propagandiste de Pékin. L'instinct ne pouvait qu'inciter Washington – comme ce serait à nouveau le cas cinq ans plus tard – à attendre d'autres preuves, plus concrètes, d'une évolution politique chinoise.

De toute évidence, comme aurait pu le confirmer n'importe quel calcul stratégique pondéré, Mao avait placé son pays dans une situation de grave danger. Si les États-Unis ou l'Union soviétique attaquaient la Chine, l'autre superpuissance pouvait parfaitement ne pas intervenir. Dans le conflit frontalier avec l'Inde, la logistique était favorable à l'Inde, car l'Himalaya était très éloigné des centres qui faisaient la force de la Chine. Les États-Unis étaient militairement présents au Vietnam. Quant au Japon,

avec tout son bagage historique, il était hostile et en plein redressement économique.

Ce fut l'un des rares moments où Mao donna l'impression d'hésiter face aux choix de politique étrangère qui s'offraient à lui. En novembre 1968, lors d'une entrevue avec le leader communiste australien E. F. Hill, il manifesta une certaine perplexité qui tranchait avec l'assurance habituelle de ses sermons. (Dans la mesure où les manœuvres de Mao étaient toujours complexes, on ne peut exclure qu'il ait cherché par ce biais à transmettre un message aux autres dirigeants du pays qui liraient les transcriptions, afin de leur faire savoir qu'il explorait de nouvelles options.) La période écoulée depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale ayant désormais duré plus longtemps que l'entre-deux-guerres, Mao semblait redouter l'imminence d'une nouvelle catastrophe planétaire : « L'un dans l'autre, il n'y a en ce moment ni guerre ni révolution. Une telle situation ne durera pas longtemps<sup>314</sup>. » Il posa une question : « Savez-vous ce que feront les impérialistes ? Je veux dire, vont-ils déclencher une guerre mondiale ? Ou bien ne déclencheront-ils pas de guerre maintenant, mais dans quelque temps seulement ? En vous fondant sur l'expérience que vous avez de votre pays et d'autres, qu'en pensez-vous<sup>315</sup> ? » En d'autres termes, la Chine devait-elle choisir dès à présent, ou était-il plus sage d'attendre la suite des événements ?

Mao tenait avant tout à comprendre la signification de ce qu'il appela plus tard « un grand désordre sous le ciel ».

Nous devons prendre en considération la conscience des gens. Quand les États-Unis ont cessé de bombarder le Nord-Vietnam, les soldats américains au Vietnam ont été très contents, ils ont même poussé des cris de joie. Cela révèle que leur moral n'est pas bon. Le moral des soldats américains est-il bon ? Le moral des soldats soviétiques est-il bon ? Le moral des soldats français, britanniques, allemands et japonais est-il bon ? La grève des étudiants est un phénomène nouveau dans l'histoire européenne. En général, les étudiants des pays capitalistes ne font pas la grève. Mais, à présent, il y a partout un grand désordre sous le ciel<sup>316</sup>.

Quel était, en résumé, l'équilibre des forces entre la Chine et ses adversaires potentiels ? Les interrogations de Mao sur le moral des soldats américains et européens trahissaient-elles des doutes sur leur aptitude à endiguer l'expansionnisme soviétique, conformément au rôle que leur attribuait la stratégie chinoise – un rôle paradoxalement très proche de celui attribué par la stratégie américaine ? Mais si les troupes américaines étaient démoralisées et si les grèves étudiantes étaient symptomatiques d'un effondrement politique général de la volonté, l'Union soviétique risquait de s'imposer comme la puissance mondiale dominante. Certains responsables chinois plaidaient déjà en faveur d'un compromis avec Moscou<sup>317</sup>. Quelle que fût l'issue de la guerre froide, la démoralisation de l'Occident prouvait peut-être que l'idéologie révolutionnaire était enfin en train de l'emporter. La Chine devait-elle compter sur une vague révolutionnaire pour renverser le capitalisme ou se concentrer sur la manipulation des rivalités au sein du camp capitaliste ?

Il était très rare que Mao pose des questions ne donnant pas à entendre qu'il mettait son interlocuteur à l'épreuve, ou qu'il connaissait lui-même la réponse mais préférait ne pas la révéler pour le moment. Après quelques propos plus généraux, il conclut cet entretien par le sujet qui l'obsédait :

Permettez-moi de poser une question, j'essaierai d'y répondre et vous essaieriez d'y répondre. Je l'examinerai et je vous demanderai de l'examiner aussi. C'est un problème d'importance mondiale. C'est le problème de la guerre. Le problème de la guerre et de la paix. Assisterons-nous à une guerre, ou assisterons-nous à une révolution ? La guerre donnera-t-elle naissance à une révolution, ou la révolution évitera-t-elle la guerre<sup>318</sup> ?

Si un conflit armé était imminent, il fallait impérativement que Mao prenne position – il risquait en effet d'en être la première cible. Mais si le monde était emporté par une révolution, il devait mettre en pratique les convictions de sa vie, c'est-à-dire la révolution. Ce dilemme continuerait à le tarauder jusqu'à la fin de sa vie, et il ne le résoudre jamais entièrement.

Quelques mois plus tard, Mao avait choisi la voie qu'il emprunterait dans l'immédiat. Son médecin a relaté une conversation qu'ils ont eue en



1969 : « Mao m’a présenté une énigme. “Réfléchissez à cela”, m’a-t-il dit un jour. “Nous avons l’Union soviétique au nord et à l’ouest, l’Inde au sud, et le Japon à l’est. Si tous nos ennemis s’unissaient et nous attaquaient depuis le nord, le sud, l’est et l’ouest, que devrions-nous faire, selon vous ?” » Devant la perplexité de son interlocuteur, Mao poursuivit : « Réfléchissez encore... Au-delà du Japon, il y a les États-Unis. Nos ancêtres ne conseillaient-ils pas de négocier avec des pays lointains tout en combattant ceux qui sont proches de nous<sup>319</sup> ? »

Mao s’engagea ainsi sur la pointe des pieds vers le renversement de deux décennies de stratégie gouvernementale communiste en accomplissant deux gestes, l’un symbolique, l’autre pratique. Il profita du discours d’investiture de Nixon le 20 janvier 1969 pour faire comprendre à l’opinion publique chinoise qu’une nouvelle attitude à l’égard de l’Amérique commençait à se dessiner. Nixon avait fait une allusion subtile à une ouverture en direction de la Chine, paraphrasant ce qu’il avait déjà dit dans son article de *Foreign Affairs* : « Que toutes les nations sachent que, sous cette administration, nos lignes de communication seront ouvertes. Nous recherchons un monde ouvert – ouvert aux idées, ouvert aux échanges de marchandises et d’hommes –, un monde dans lequel aucun peuple, grand ou petit, ne vivra dans un isolement furieux<sup>320</sup>. »

La réaction chinoise semblait révéler que Pékin avait envie de mettre fin à son isolement mais n’était pas pressé de renoncer à sa fureur. Les journaux chinois reproduisirent le discours de Nixon ; depuis la prise de pouvoir communiste, jamais on n’avait accordé pareille attention à l’allocution d’un président américain. Les invectives n’en furent pas oubliées pour autant. Un article du *Quotidien du peuple* du 27 janvier raillait le président américain : « Bien qu’au bout du rouleau, Nixon a le culot de parler d’avenir... Un homme qui a un pied dans la tombe essaie de se consoler en rêvant du paradis. Ce sont les illusions et les convulsions d’une classe agonisante<sup>321</sup>. »

Mao avait pris bonne note de l’offre de Nixon et lui accordait suffisamment de crédit pour la présenter à son opinion publique. Il n’était cependant pas prêt à se laisser convaincre de nouer des contacts par une simple exhortation. Il lui fallait quelque chose de plus substantiel – ne fût-



ce que parce que le moindre geste chinois en direction de l'Amérique risquait de provoquer une escalade des heurts militaires hebdomadaires le long de la frontière sino-soviétique et de rendre la menace bien plus sérieuse.

Presque au même moment, Mao entreprit d'analyser les implications pratiques de sa décision de principe. À cette fin, il rappela quatre maréchaux de l'ALP victimes des purges de la Révolution culturelle – Chen Yi, Nie Rongzhen, Xu Xiangqian et Ye Jianying –, qui avaient été envoyés « pour recherches et études » dans des usines de province – un euphémisme désignant le travail manuel<sup>322</sup>. Il leur demanda une étude approfondie des options stratégiques de la Chine.

L'intervention de Zhou Enlai fut indispensable pour convaincre les maréchaux qu'il ne s'agissait pas d'un piège qu'on leur tendait afin qu'ils se condamnent eux-mêmes dans le cadre de la campagne de rééducation de la Révolution culturelle. Il ne leur fallut ensuite qu'un mois pour prouver tout ce que la Chine avait perdu en se privant de leurs talents. Ils présentèrent une évaluation sérieuse de la situation internationale. Passant en revue les capacités et les intentions d'un certain nombre de pays clés, ils résumèrent en ces termes le défi stratégique de la Chine :

Pour les impérialistes américains et les révisionnistes soviétiques, la vraie menace est celle qu'ils font peser les uns sur les autres. Pour tous les autres pays, la vraie menace vient des impérialistes américains et des révisionnistes soviétiques. Sous le couvert de s'opposer à la Chine, les impérialistes américains et les révisionnistes soviétiques collaborent tout en se combattant réciproquement. Les contradictions qui les opposent, cependant, ne sont pas réduites par leur collaboration ; en fait, leur hostilité réciproque est plus féroce que jamais<sup>323</sup>.

Ces propos semblaient confirmer le bien-fondé de la politique existante : Mao pouvait continuer à défier les deux superpuissances en même temps. Les maréchaux affirmaient que l'Union soviétique n'oserait pas envahir la Chine car les difficultés seraient trop grandes : absence de soutien populaire à la guerre, lignes de ravitaillement trop étirées, zones arrière peu sûres, et doutes quant à l'attitude des États-Unis. Les

maréchaux résumèrent cette dernière par un proverbe chinois évoquant le fait d'« être assis au sommet de la montagne pour assister au combat entre deux tigres<sup>324</sup> ».

Cependant, quelques mois plus tard, en septembre, ils révisèrent ce jugement pour en formuler un autre, celui-là même auquel Nixon venait d'aboutir. Les maréchaux estimaient désormais que, dans l'éventualité d'une invasion soviétique de la Chine, les États-Unis ne pourraient pas se contenter d'un rôle de spectateurs. Ils seraient obligés de prendre position : « La dernière chose que souhaitent les impérialistes américains, c'est une victoire des révisionnistes soviétiques dans une guerre sino-soviétique, car cela [permettrait aux Soviétiques] d'établir un grand empire, plus puissant en ressources et en main-d'œuvre que l'empire américain<sup>325</sup>. » En d'autres termes, la sécurité du pays exigeait des contacts avec les États-Unis, si vilipendés qu'ils fussent pour le moment par les médias chinois.

Cette analyse perspicace s'achevait par une conclusion dont la teneur paraît relativement prudente – malgré la remise en cause audacieuse des prémisses fondamentales de la politique étrangère chinoise pendant la Révolution culturelle. En mars 1969, les maréchaux recommandèrent vivement que la Chine sorte de son isolement et décourage l'aventurisme soviétique ou américain en « adopt[ant] une stratégie militaire de défense active et une stratégie politique d'offensive active », « [en] se démen[ant] sur le plan diplomatique » et « [en] élargi[ssant] le front international uni d'anti-impérialisme et d'antirévisionnisme<sup>326</sup> ».

Ces encouragements très vagues à laisser la Chine reprendre place dans la diplomatie internationale étaient insuffisants pour satisfaire les ambitions plus vastes de Mao. En mai 1969, celui-ci ordonna aux maréchaux de se remettre au travail et de lui livrer de nouvelles analyses et de nouvelles recommandations. À cette date, les heurts sur la frontière sino-soviétique s'étaient multipliés. Comment la Chine devait-elle réagir à ce péril croissant ? Un compte rendu ultérieur de Xiong Xianghui, un ancien diplomate et agent des services secrets que Mao avait nommé secrétaire particulier des maréchaux, consignait que le groupe s'était demandé « si, d'un point de vue stratégique, la Chine [devait] jouer la

carte américaine dans l'éventualité d'une attaque soviétique massive<sup>327</sup> ». En quête de précédents d'une manœuvre aussi peu orthodoxe, Chen Yi suggéra à ses collègues d'étudier l'exemple moderne du pacte de non-agression entre Staline et Hitler.

Ye Jianying leur soumit alors un cas chinois bien plus ancien, remontant à la période des Trois Royaumes ; lorsque, à la suite de l'effondrement de la dynastie Han, l'empire s'était scindé en trois États rivaux. Les luttes entre ces États avaient été relatées dans un roman du <sup>xiv</sup><sup>e</sup> siècle, l'*Épopée des Trois Royaumes*, alors interdit en Chine. Ye évoqua la stratégie appliquée par l'un de ses protagonistes : « Nous pouvons prendre en exemple le principe stratégique directeur de Zhuge Liang au moment où les trois États de Wei, Shu et Wu s'affrontaient : "S'allier avec Wu à l'est pour s'opposer à Wei au nord"<sup>328</sup> » » Après plusieurs décennies de dénigrement du passé historique de la Chine, Mao se voyait invité par les maréchaux purgés à rechercher auprès des « ancêtres » une inspiration stratégique qui équivalait à un renversement d'alliances.

Les maréchaux poursuivirent en présentant les relations potentielles avec les États-Unis comme un atout stratégique : « La décision des révisionnistes soviétiques de lancer une guerre d'agression contre la Chine dépend dans une large mesure de l'attitude des impérialistes américains<sup>329</sup> ». » Dans une démarche intellectuellement courageuse et politiquement risquée, ils recommandèrent de reprendre les conversations entre ambassadeurs avec les États-Unis, alors dans l'impasse. Tout en rendant hommage à la doctrine établie, qui présentait les deux superpuissances comme aussi menaçantes l'une que l'autre pour la paix, le conseil des maréchaux ne laissait guère place au doute : à leurs yeux, le plus grave danger venait de l'Union soviétique. Le maréchal Chen Yi présenta un addendum aux idées de ses collègues. Il fit remarquer que si, par le passé, les États-Unis avaient rejeté les ouvertures chinoises, le nouveau président, Richard Nixon, semblait souhaiter « gagner la Chine à sa cause ». Il avança une proposition qu'il qualifia d'« idée "folle"<sup>330</sup> » : porter le dialogue sino-américain entre ambassadeurs à un niveau supérieur – ministériel au moins, peut-être plus haut encore. La suggestion

la plus révolutionnaire consistait à renoncer à poser en condition un règlement préalable sur le retour de Taïwan :

Primo, quand les réunions de Varsovie [les conversations entre ambassadeurs] auront recommencé, nous pourrons prendre l'initiative de proposer de porter les entretiens sino-américains au niveau ministériel, voire plus haut, de façon à régler les problèmes fondamentaux et connexes des relations sino-américaines... Secundo, une réunion sino-américaine à un niveau supérieur revêt une importance stratégique. Nous ne devrions pas poser de condition préalable... La question de Taïwan pourra être progressivement réglée par des discussions à un plus haut niveau. Par ailleurs, nous pourrons discuter avec les Américains d'autres questions d'importance stratégique<sup>331</sup>.

La pression soviétique fournit une impulsion supplémentaire. Le 28 août, face aux concentrations de troupes soviétiques de plus en plus importantes et à la suite d'une bataille majeure à la frontière du Xinjiang, le comité central du Parti communiste chinois ordonna la mobilisation de l'ensemble des unités militaires chinoises le long de toutes les frontières du pays. Renouer avec les États-Unis était devenu une nécessité stratégique.

### **La stratégie américaine**

Au moment où Richard Nixon prêta serment et prit ses fonctions, les inquiétudes chinoises lui offrirent une extraordinaire possibilité stratégique, qui échappa cependant dans un premier temps à une administration divisée sur la question du Vietnam. Une grande partie des élites politiques qui avaient pris la décision de défendre l'Indochine contre ce qu'elles avaient considéré comme une attaque concertée de Moscou et de Pékin commençaient à changer leur fusil d'épaule. Une fraction significative de l'establishment – assez significative pour rendre difficile la conduite d'une politique efficace – en était venue à juger que la guerre du Vietnam non seulement était impossible à remporter, mais reflétait une faille morale congénitale du système politique américain.

Nixon ne pensait pas qu'on pût mettre fin à une guerre qui avait conduit ses prédécesseurs à envoyer cinq cent mille Américains à l'autre bout du monde en entreprenant un retrait inconditionnel – comme l'exigeaient un grand nombre de ses détracteurs. Et il prenait très au sérieux les engagements de ses prédécesseurs des deux partis, dont les décisions avaient entraîné les dilemmes qu'il affrontait désormais. Nixon savait que, quel que fût le calvaire que représentait leur implication au Vietnam, les États-Unis restaient le membre le plus puissant d'une alliance contre les agressions communistes à travers le monde, et que la crédibilité américaine était essentielle. L'administration Nixon – dans laquelle j'ai été conseiller à la Sécurité nationale puis secrétaire d'État – s'est donc fixé pour objectif d'opérer un retrait gradué d'Indochine afin de donner aux habitants de la région la possibilité de définir eux-mêmes leur avenir et de préserver la confiance internationale dans le rôle de l'Amérique.

Pour ceux qui critiquaient Nixon, toute nouvelle approche de politique étrangère se résumait à un unique impératif : le retrait inconditionnel du Vietnam, au mépris des millions d'Indochinois qui s'étaient engagés dans cette guerre en ayant foi dans la parole de l'Amérique, ainsi que des dizaines de pays qui avaient participé à cet effort sur l'ordre des États-Unis. Nixon était bien décidé à mettre fin à ce conflit, mais il tenait également à ce que l'Amérique joue un rôle dynamique dans la refonte de l'ordre international qui commençait tout juste à se mettre en place, morceau par morceau. Il souhaitait que la politique américaine cesse d'osciller entre les deux pôles de l'engagement et du retrait, et qu'elle s'enracine dans une notion de l'intérêt national capable de se maintenir en dépit des changements d'administration.

Or la Chine jouait un rôle clé dans ce dessein. Les responsables des deux pays envisageaient leurs objectifs communs en partant de perspectives différentes. Pour Mao, le rapprochement était un impératif stratégique, alors que pour Nixon c'était une occasion de redéfinir l'approche américaine de la politique étrangère et du leadership international. Il souhaitait profiter de l'ouverture vers la Chine pour prouver à l'opinion publique américaine que, même plongés dans une guerre épuisante, les États-Unis étaient capables de présenter un projet de paix durable. Ses collaborateurs et lui-même s'efforcèrent de renouer avec

un pays qui représentait le cinquième de la population mondiale afin de replacer dans un contexte plus général le retrait inévitablement imparfait d'une région de l'Asie du Sud-Est, et d'atténuer la souffrance qui en découlerait.

C'est sur ce point que les itinéraires de Mao, l'avocat de la révolution permanente, et de Nixon, le stratège pessimiste, se rejoignirent. Mao était convaincu qu'il suffisait de voir loin et d'avoir de la volonté pour surmonter tous les obstacles. Nixon ne jurait que par la planification méticuleuse, tout en étant obsédé par la crainte que même les plans les mieux préparés ne tournent mal à la suite d'un coup du sort imprévu et imprévisible. Ce qui ne l'empêchait pas de les mettre à exécution. Mao et Nixon avaient une caractéristique commune : une tendance à suivre la logique générale de leurs réflexions et de leurs instincts jusqu'à leurs conclusions ultimes. Nixon tendait à être le plus pragmatique des deux. Une de ses maximes favorites était : « On paie le même prix quand on fait les choses à moitié ou quand on les fait complètement. Alors autant les faire complètement. » Ce que Mao accomplissait avec une vitalité élémentaire, Nixon le recherchait avec une conscience résignée des mécanismes et des contraintes du destin. Mais, une fois lancé sur une voie, il la poursuivait avec une détermination qui n'avait rien à envier à celle de Mao.

Les nécessités du temps rendaient un rapprochement entre la Chine et les États-Unis inéluctable. Il se serait produit tôt ou tard, quelle qu'ait été l'identité des dirigeants en place dans ces pays. Mais la nature résolue et rectiligne de ce rapprochement est à porter au crédit de ceux qui en prirent l'initiative. Les chefs d'État ne peuvent pas créer le contexte dans lequel ils opèrent. Leur vrai talent consiste à opérer dans les limites de ce qu'autorise une situation donnée. S'ils dépassent ces limites, ils vont droit dans le mur ; s'ils restent en deçà de ce qui est nécessaire, leur politique stagne. S'ils agissent comme il faut, ils peuvent définir un nouveau jeu de relations qui se prolongera pendant toute une période historique, parce que toutes les parties en présence estiment qu'il sert leurs intérêts personnels.

### **Premières étapes : heurts sur l'Oussouri**

La réconciliation était au bout du chemin, pourtant les États-Unis et la Chine eurent bien du mal à engager un dialogue stratégique. L'article de Nixon dans *Foreign Affairs* et l'étude des quatre maréchaux pour Mao parvenaient à des conclusions parallèles, mais dans les deux camps toute initiative concrète fut entravée par les complexités de la politique intérieure, par l'expérience historique et par les perceptions culturelles. D'un côté comme de l'autre, l'opinion publique avait été exposée à deux décennies d'hostilité et de défiance ; il fallait préparer les esprits à une révolution diplomatique.

Nixon affrontait un problème tactique plus épineux que celui de Mao. Une fois qu'il avait pris une décision, Mao avait le pouvoir de la faire appliquer impitoyablement. Ses adversaires ne pouvaient que se remémorer le sort de ceux qui l'avaient critiqué par le passé. Nixon, en revanche, devait surmonter le lourd héritage de vingt années de politique étrangère américaine fondée sur l'hypothèse que la Chine saisirait toutes les occasions possibles pour affaiblir les États-Unis et les expulser d'Asie. Au moment où il accéda à la Maison-Blanche, cette vision s'était figée en doctrine établie.

Nixon devait donc agir prudemment, de crainte que les ouvertures diplomatiques de la Chine ne soient en réalité que pure propagande et ne recouvrent aucune évolution concrète de l'attitude de Pékin. Cette éventualité n'avait rien d'absurde, dans la mesure où le seul contact que les Américains avaient eu avec les Chinois depuis vingt ans était constitué par les conversations d'ambassadeurs à Varsovie – au total cent trente-six réunions qui ne s'étaient distinguées que par leur régularité et leur stérilité monotones. La moindre démarche devait être portée à la connaissance d'une vingtaine de membres du Congrès, et les nouvelles approches avaient toutes chances de se perdre dans les pressions conflictuelles des informations à transmettre à une quinzaine de pays tenus au courant des discussions de Varsovie et incluant Taïwan – toujours reconnue comme le gouvernement légitime de la Chine par la plupart d'entre eux, et notamment par les États-Unis.

Le projet général de Nixon se transforma en possibilité concrète à la suite d'un heurt entre les forces soviétiques et les forces chinoises dans l'île de Zhenbao (ou Damanski), sur le fleuve Oussouri, là où la Sibérie

jouxte la frontière chinoise. Cet affrontement n'aurait pas attiré aussi rapidement l'attention de la Maison-Blanche si l'ambassadeur soviétique, Anatoli Dobrynine, n'était venu à plusieurs reprises dans mon bureau pour me communiquer la version soviétique des événements. En cette ère glaciale de la guerre froide, le fait que l'URSS nous tienne informés d'un événement aussi étranger à nos sujets de dialogue habituels – de n'importe quel événement en réalité – était sans précédent. Nous en déduisîmes que l'Union soviétique était probablement l'agresseur et que ces briefings, moins d'un an après l'occupation de la Tchécoslovaquie, dissimulaient un objectif plus important. Ce soupçon fut confirmé par une étude d'Allen Whiting, de la RAND Corporation, sur les heurts frontaliers. Whiting concluait que, les incidents ayant eu lieu près des bases de ravitaillement soviétiques et loin de celles de la Chine, les Soviétiques étaient probablement les agresseurs, et qu'il n'était pas du tout exclu que l'étape suivante soit une attaque contre les installations nucléaires chinoises. Si une guerre sino-soviétique était imminente, il fallait que le gouvernement américain définisse sa position. En qualité de conseiller à la Sécurité nationale, j'ai donné l'ordre de préparer une étude interministérielle.

En fait, l'analyse des causes immédiates des heurts était erronée, s'agissant du moins de l'incident de Zhenbao. Il s'agit là d'un excellent exemple d'analyse inexacte conduisant à un jugement correct. Des recherches historiques récentes ont révélé que, en réalité, c'étaient bien les Chinois qui, comme le prétendait Dobrynine, avaient provoqué l'incident de Zhenbao : ils avaient tendu un piège à une patrouille frontalière soviétique, lui infligeant de lourdes pertes<sup>332</sup>. Toutefois, l'objectif de la Chine était défensif, dans le droit fil de son concept de dissuasion exposé au chapitre précédent. Les Chinois espéraient que cet incident constituerait une sorte d'électrochoc pour les responsables soviétiques et les inciterait à mettre fin à une série de heurts frontaliers, ceux-là probablement provoqués par les Soviétiques, que Pékin considérait comme du harcèlement. Le concept de dissuasion offensive implique le recours à une stratégie préventive, moins pour écraser militairement l'ennemi que pour lui porter un coup psychologique qui le conduira à interrompre ses opérations.



Mais l'action chinoise eut l'effet inverse. Les Soviétiques accentuèrent leur pression tout au long de la frontière, entraînant l'anéantissement d'un bataillon chinois sur les confins du Xinjiang. C'est dans ce climat que, durant l'été 1969, les États-Unis et la Chine commencèrent à échanger des signaux sans grande conséquence. Les États-Unis assouplirent quelques restrictions commerciales annexes. Zhou Enlai libéra deux plaisanciers américains détenus parce qu'ils s'étaient égarés dans les eaux chinoises.

Les indices d'une guerre possible entre la Chine et l'Union soviétique se multiplièrent dans le courant de l'été 1969. Les troupes soviétiques massées sur la frontière chinoise furent renforcées jusqu'à atteindre environ quarante-deux divisions – plus d'un million d'hommes. Des fonctionnaires soviétiques de rang moyen commencèrent à sonder leurs homologues du monde entier pour tenter de savoir comment leurs gouvernements respectifs réagiraient à une attaque soviétique préventive contre les installations nucléaires chinoises.

Ces événements incitèrent l'administration américaine à accélérer l'analyse de cette potentialité : une attaque de grande envergure de l'Union soviétique contre la Chine. En soi, cette simple prospection était diamétralement opposée à l'expérience de ceux qui avaient mené la politique étrangère de la guerre froide. Cela faisait une génération que l'on considérait la Chine comme le plus belliqueux des deux géants communistes. On n'avait jamais envisagé que les États-Unis puissent prendre parti dans une guerre qui les opposerait ; le fait que les décideurs politiques chinois aient étudié de façon obsessionnelle les attitudes possibles de l'Amérique prouvait à quel point leur long isolement avait émoussé leur compréhension du processus de prise de décision américain.

Mais Nixon était bien décidé à définir sa politique à partir de considérations géopolitiques ; aussi tout bouleversement de l'équilibre des forces devait-il inspirer au moins une prise de position américaine et, s'il était important, une décision politique. Même si nous faisons le choix de nous tenir à l'écart, cela ne devait pas être par absence de politique, mais à la suite d'une décision délibérée. Lors d'une réunion du Conseil de sécurité nationale en août 1969, Nixon se prononça donc pour une prise de position, à défaut, pour le moment, d'une politique. Il affirma – thèse choquante pour l'époque – que, dans les circonstances présentes, l'Union

soviétique représentait le camp le plus dangereux et qu'il serait contraire aux intérêts de l'Amérique que la Chine se fasse « démolir » en cas de guerre avec l'URSS<sup>333</sup>. Sur le coup, on n'examina pas ce que cela signifiait concrètement. Mais tous ceux qui connaissaient la pensée de Nixon auraient pu en conclure que, s'agissant de la Chine, la géopolitique l'emportait sur toute autre considération. Dans cette ligne, je publiai une directive affirmant que, en cas de conflit entre l'Union soviétique et la Chine, les États-Unis adopteraient une position de neutralité mais que, sans sortir de ce cadre, ils pencheraient le plus possible en direction de la Chine<sup>334</sup>.

C'était une véritable révolution dans la politique étrangère américaine : un président des États-Unis déclarait que nous avions un intérêt stratégique à ce que survive un grand pays communiste avec lequel nous n'entretenions pas de relations dignes de ce nom depuis vingt ans, et contre lequel nous avions mené une guerre et nous étions livrés à deux affrontements militaires. Comment communiquer cette décision ? Les conversations de Varsovie entre ambassadeurs étaient interrompues depuis des mois, et elles n'auraient pas constitué une tribune assez prestigieuse pour exposer une vision d'une telle portée. L'administration décida donc de jouer son va-tout et d'affirmer publiquement que les États-Unis estimaient qu'un conflit entre les deux géants communistes touchait leurs intérêts nationaux.

Au milieu de déclarations soviétiques belliqueuses sur fond de roulements de tambour et de menaces de guerre tous azimuts, les fonctionnaires américains reçurent pour instruction de faire savoir que leur pays n'était pas indifférent et ne resterait pas passif. On réclama à Richard Helms, directeur de la CIA, un exposé général dans lequel il révéla que, apparemment, des responsables soviétiques sondaient d'autres leaders communistes sur leurs intentions dans l'éventualité d'une attaque préventive contre les installations nucléaires chinoises. Le 5 septembre 1969, le sous-secrétaire d'État Elliot Richardson prononça un discours explicite devant l'American Political Science Association : « Les divergences idéologiques entre les deux géants communistes ne sont pas notre affaire. Nous ne pourrions cependant qu'être profondément préoccupés par une escalade de cette querelle, qui déboucherait sur une

violation massive de la paix et de la sécurité internationales<sup>335</sup>. » Dans le code de la guerre froide, cette déclaration revenait à dire que, quelle que fût la voie qu'adopteraient les États-Unis, ce ne serait pas celle de l'indifférence ; et qu'ils agiraient conformément à leurs intérêts stratégiques.

L'objectif premier de ces mesures était de mettre en place le cadre psychologique d'une ouverture vers la Chine. Ayant consulté depuis de nombreux documents publiés par les différents protagonistes de cette affaire, j'ai tendance à penser aujourd'hui que l'Union soviétique était beaucoup plus près de déclencher une attaque préventive que nous n'en avons l'impression, et que son incertitude au sujet des réactions américaines fut l'une des raisons majeures qui la conduisirent à différer ce projet. Ainsi, nous savons désormais que, en octobre 1969, Mao était tellement convaincu de l'imminence d'une attaque qu'il donna ordre à l'ensemble des dirigeants (à l'exception de Zhou, indispensable à la tête du gouvernement) de se disperser à travers le pays et de mettre en alerte les forces nucléaires chinoises, toutes modestes qu'elles aient été.

Que ce fût le fait des mises en garde américaines ou de la dynamique interne propre au monde communiste, toujours est-il que les tensions entre les deux géants s'atténuèrent dans le courant de l'année et que la menace immédiate de guerre s'éloigna. Le Premier ministre soviétique, Alekseï Kossyguine, qui en septembre s'était rendu à Hanoi pour les obsèques de Hô Chi Minh en passant par l'Inde et non par la Chine – ce qui l'avait obligé à faire un grand détour –, changea soudain son itinéraire de retour, alors qu'il était déjà en vol, et fit passer son avion par Pékin, une mesure spectaculaire comme en prennent les pays quand ils veulent lancer un ultimatum ou inaugurer une ère nouvelle. Ni l'un ni l'autre ne se produisirent, ou bien les deux, selon le point de vue auquel on se place. Kossyguine et Zhou se rencontrèrent pendant trois heures à l'aéroport de Pékin – un accueil que l'on ne peut guère qualifier de chaleureux pour le Premier ministre d'un pays qui restait théoriquement un allié. Zhou Enlai présenta un accord préliminaire prévoyant des retraits mutuels sur des positions contestées de la frontière nord et d'autres mesures propres à apaiser les tensions. Ce document était censé être cosigné lorsque Kossyguine aurait regagné Moscou. Ce ne fut pas le cas. Les tensions

atteignirent un point culminant en octobre, quand Mao ordonna aux plus hauts dirigeants chinois d'évacuer Pékin et que le ministre de la Défense, Lin Biao, plaça l'armée en état d'alerte « maximum » et de « préparation au combat »<sup>336</sup>.

Ces événements ménageaient une marge de manœuvre pour le développement de relations sino-américaines. Chaque camp traînait cependant les pieds pour éviter de donner l'impression d'avoir fait publiquement le premier pas – les États-Unis parce qu'ils n'avaient aucune tribune où traduire la stratégie présidentielle en position officielle, la Chine parce qu'elle ne voulait pas faire preuve de faiblesse face aux menaces. Il s'ensuivit un menuet si complexe que les deux camps pouvaient continuer à prétendre n'entretenir aucun contact, si stylisé qu'aucun des deux pays n'aurait à assumer la responsabilité d'une initiative que l'autre risquait de rejeter, et si elliptique qu'il était possible de maintenir les relations politiques existantes sans avoir à consulter un scénario qui restait à écrire. Entre novembre 1969 et février 1970, on vit au moins à dix reprises, dans différentes capitales du monde, des diplomates américains et chinois échanger quelques propos – un événement particulièrement remarquable dans la mesure où ils s'étaient toujours soigneusement évités jusqu'alors. On sortit de l'impasse le jour où nous donnâmes ordre à Walter Stoessel, ambassadeur des États-Unis à Varsovie, d'aborder les diplomates chinois à la première occasion mondaine qui se présenterait, et d'exprimer le désir d'engager le dialogue.

Cette rencontre eut pour cadre un défilé de mode yougoslave organisé dans la capitale polonaise. Les diplomates chinois qui y assistaient, et qui n'avaient reçu aucune instruction, prirent précipitamment la fuite. Le récit que l'attaché chinois a fait de cet incident montre bien à quel point de crispation les relations entre nos deux pays en étaient arrivées. Interrogé des années plus tard, il s'est rappelé avoir aperçu deux Américains en train de parler et de désigner du doigt le groupe chinois, à l'autre bout de la salle ; il n'en fallait pas plus pour que les Chinois se lèvent et se retirent, de crainte d'être entraînés malgré eux dans une conversation. Bien décidés à respecter les instructions, les Américains leur emboîtèrent le pas. Quand les diplomates chinois aux abois pressèrent l'allure, les Américains leur coururent après, leur criant en polonais (leur seule langue commune) :

« Nous sommes de l'ambassade américaine. Nous voulons rencontrer votre ambassadeur... Le président Nixon a dit qu'il voulait reprendre les discussions avec les Chinois<sup>337</sup>. »

Deux semaines plus tard, l'ambassadeur chinois à Varsovie invita Stoessel à participer à une réunion à l'ambassade de Chine pour préparer une reprise des entretiens de Varsovie. Inévitablement, la réouverture de cette tribune souleva des questions fondamentales. De quoi les deux camps allaient-ils parler ? Et dans quel dessein ?

Ce rapprochement étala au grand jour les différences de tactique et de style de négociation entre les directions chinoise et américaine – ou du moins entre les Chinois et les milieux diplomatiques américains qui avaient supervisé les entretiens de Varsovie au cours d'une centaine de réunions manquées. Ces différences étaient restées masquées tant que les deux camps estimaient que l'impasse servait leurs objectifs : les Chinois réclamaient que la souveraineté chinoise s'exerce sur Taïwan ; les Américains exigeaient un renoncement à la force dans ce qui était présenté comme un conflit entre deux parties chinoises.

Maintenant que les deux camps souhaitaient aller de l'avant, les divergences entre leurs modes de négociation prirent une importance nouvelle. Les négociateurs chinois ont recours à la diplomatie pour intégrer des éléments politiques, militaires et psychologiques dans un dessein stratégique d'ensemble. Pour eux, la diplomatie est l'élaboration d'un principe stratégique. Ils n'attribuent aucune signification particulière au processus de dialogue en soi ; et ils ne considèrent pas l'ouverture de tels ou tels pourparlers comme un événement propre à produire un changement. Ils ne pensent pas que les relations personnelles puissent affecter leur jugement, bien qu'il leur arrive d'invoquer des liens personnels pour faciliter leurs propres démarches. Les impasses ne leur inspirent aucune réaction émotionnelle négative ; ils y voient le mécanisme inévitable de la diplomatie. Ils n'apprécient les gestes de bonne volonté que s'ils servent un objectif ou une tactique définissables. Et ils adoptent patiemment une vision à long terme face à des interlocuteurs impatients, faisant du temps leur allié.

L'attitude du diplomate américain est tout à fait différente. La majorité des représentants du corps politique américain considèrent la force militaire et la diplomatie comme deux phases d'action séparées, fondamentalement distinctes. L'action militaire peut occasionnellement créer les conditions préalables aux négociations, mais ces dernières, une fois engagées, suivent, estime-t-on, leur propre logique interne. Voilà pourquoi, au début des pourparlers, les États-Unis ont ralenti leurs opérations militaires en Corée et accepté de mettre fin aux bombardements contre le Vietnam, remplaçant dans chacun de ces cas les pressions par des démarches rassurantes et réduisant les incitations matérielles au profit de motivations intangibles. La diplomatie américaine préfère d'ordinaire le spécifique au général, le pratique à l'abstrait. On l'exhorte à se montrer « flexible » ; elle se croit obligée de sortir des impasses par de nouvelles propositions – incitant, sans le vouloir, l'autre partie à rechercher de nouvelles impasses pour faire monter les enchères. Des adversaires déterminés peuvent aisément exploiter cette tactique au service d'une stratégie de tergiversations.

S'agissant des entretiens de Varsovie, les penchants américains eurent l'effet inverse. La Chine était revenue à Varsovie parce que Mao avait pris la décision stratégique de suivre les recommandations des quatre maréchaux et de rechercher un dialogue à haut niveau avec les États-Unis. Mais les diplomates américains (contrairement à leur président) n'envisageaient pas – et n'imaginaient même pas – une telle avancée ; ou plus exactement, à leurs yeux, une avancée aurait consisté à insuffler un semblant de vie à un processus qu'ils avaient préservé tant bien que mal durant cent trente-quatre réunions à cette date. Ce long voyage leur avait permis d'élaborer un programme reflétant les questions pragmatiques qui s'étaient accumulées entre les deux pays : règlement des revendications financières que les deux camps se présentaient réciproquement ; cas des prisonniers détenus dans leurs prisons respectives ; contrôle des armements ; échanges culturels. Que la Chine accepte de discuter de ce programme : voilà ce que les négociateurs entendaient par « avancée ».

Les deux conversations de Varsovie des 20 février et 20 mars 1970 se résumèrent à un dialogue de sourds. En tant que conseiller à la Sécurité nationale à la Maison-Blanche, j'avais vivement incité notre équipe à

répéter ce que nos envoyés avaient cherché à dire aux diplomates chinois qui s'étaient esquivés, à savoir que les États-Unis « seraient prêts à envisager d'envoyer un représentant à Pékin pour engager des discussions directes avec [leurs] autorités, ou à recevoir un représentant de [leur] gouvernement à Washington ». Les négociateurs chinois exposèrent une fois de plus la position habituelle de leur pays sur Taïwan, quoique sous une forme atténuée. Mais cette réaction convenue dissimulait une démarche sans précédent : la Chine était prête à envisager d'autres entretiens que les conversations entre ambassadeurs de Varsovie ou à explorer d'autres voies « pour réduire les tensions entre la Chine et les États-Unis et améliorer fondamentalement les relations<sup>338</sup> ». Elle ne faisait pas dépendre ces discussions du règlement de la question de Taïwan.

Les négociateurs américains à Varsovie cherchèrent à éviter cette approche plus globale. La première fois qu'elle leur fut présentée, ils ne réagirent pas du tout. Ils élaborèrent ensuite des points de discussion propres à faire dévier la proposition chinoise d'une révision générale des relations afin de la rapprocher du programme américain élaboré en vingt années de conversations stériles<sup>339</sup>.

Nixon ne fut pas moins agacé par cette posture que Mao ne le fut probablement. « Ils tueront ce bébé avant même qu'il soit né », déclara le président américain quand on lui présenta un plan mis au point par l'équipe de négociateurs. Mais il hésitait à ordonner à ces derniers de s'engager dans un dialogue géopolitique, de crainte que le système de briefings ne provoque une levée de boucliers et n'oblige les États-Unis à rassurer tout le monde avant même que la position chinoise ait été clairement formulée. L'attitude de Mao était plus ambivalente. D'un côté, il souhaitait explorer la possibilité de rapprochement avec les États-Unis. Mais ces échanges avaient lieu au début des années 1970, à un moment où l'administration Nixon faisait face à un mouvement massif de contestation populaire contre la décision d'envoyer des forces au Cambodge pour perturber les bases et les voies de ravitaillement permettant à Hanoi de lancer des offensives au Sud-Vietnam. Mao ne pouvait que se demander si ces manifestations ne marquaient pas le début de la vraie révolution mondiale, celle que les marxistes attendaient, en vain, depuis si

longtemps. La Chine allait-elle se rapprocher des États-Unis au moment précis où le projet de révolution mondiale se réalisait ? Attendre la suite des événements occupa une grande partie du programme de Mao en 1970<sup>340</sup>. Il prit prétexte de l'incursion américaine au Cambodge pour annuler la séance de conversations de Varsovie prévue pour le 20 mai 1970. Ces conversations ne reprirent jamais.

Nixon cherchait une tribune sur laquelle pèseraient moins de contraintes bureaucratiques et où il pourrait exercer un contrôle plus direct. Mao voulait trouver le moyen de s'adresser aux échelons supérieurs du gouvernement américain lorsqu'il aurait pris une décision ferme. Ils devaient l'un comme l'autre agir prudemment, de crainte qu'une révélation prématurée ne provoque une attaque soviétique ou qu'un rejet du camp opposé ne sonne le glas de toute cette initiative. Quand les entretiens de Varsovie s'enlisèrent, l'échelon opérationnel du gouvernement américain parut soulagé d'être débarrassé des perplexités et des risques intérieurs d'une négociation avec Pékin. Pendant toute l'année au cours de laquelle Nixon et Mao s'efforcèrent de trouver des lieux possibles pour organiser un dialogue à haut niveau, jamais les échelons inférieurs des milieux diplomatiques américains ne demandèrent à la Maison-Blanche ce qu'il en était des entretiens de Varsovie ni ne suggérèrent de les reprendre.

Durant presque un an après l'annulation par la Chine de la réunion prévue pour le 20 mai, les dirigeants américains et chinois approuvèrent un objectif identique sans réussir à surmonter le gouffre de vingt années d'isolement. Le problème ne se limitait plus aux différences culturelles entre les visions chinoise et américaine des négociations. La vraie difficulté était que l'approche de Nixon était plus éloignée de celle de ses propres diplomates que de celle de Mao. Nous voulions, lui comme moi, étudier sous tous ses aspects la situation stratégique créée par la relation triangulaire entre l'Union soviétique, la Chine et les États-Unis. Nous recherchions moins une possibilité de supprimer les sources de friction qu'une occasion d'engager un dialogue géopolitique.

Alors qu'ils tournaient l'un autour de l'autre en essayant de se rapprocher, les deux camps choisirent des intermédiaires très révélateurs de leur conception de la tâche qui les attendait. Nixon profita d'un tour du



monde en juillet 1970 pour annoncer à ses hôtes, au Pakistan et en Roumanie, qu'il était désireux d'engager des échanges à haut niveau avec des dirigeants chinois, et qu'ils étaient libres de le faire savoir à Pékin. En tant que conseiller à la Sécurité nationale, je tins le même discours à Jean Sainteny, l'ancien ambassadeur de France à Hanoi, un ami de longue date qui connaissait l'ambassadeur de Chine à Paris, Huang Zhen. En d'autres termes, la Maison-Blanche prit pour intermédiaires un État non-aligné ami de la Chine (le Pakistan), un membre du pacte de Varsovie célèbre pour son indépendance farouche à l'égard de Moscou (la Roumanie), et un membre de l'OTAN connu pour son engagement en faveur de l'indépendance stratégique (la France – en partant bien sûr de l'hypothèse que Sainteny communiquerait notre message au gouvernement français). Pékin, quant à lui, nous adressa quelques signaux par le biais de ses ambassades à Oslo (la Norvège était membre de l'OTAN) et, curieusement, à Kaboul, en Afghanistan (pensant peut-être que ce lieu était tellement inattendu qu'il attirerait forcément notre attention). Nous avons ignoré Oslo, car notre ambassade ne possédait pas le personnel de soutien nécessaire ; quant à Kaboul, c'était encore plus loin, évidemment. De plus, nous ne voulions plus mener le dialogue en passant par des ambassades.

La Chine a ignoré notre approche directe par Paris, mais a fini par réagir à nos ouvertures par l'intermédiaire de la Roumanie et du Pakistan. Toutefois, avant cela déjà, Mao avait cherché à communiquer, mais si subtilement et si indirectement que cela nous avait échappé. En octobre 1970, il accorda une nouvelle interview à Edgar Snow, en qui la Maison-Blanche de Nixon voyait un sympathisant de la Chine communiste. Pour prouver l'importance qu'il accordait à cet événement, Mao offrit à Snow une place près de lui à la tribune qu'il occupait lors du défilé commémorant la victoire communiste dans la guerre civile, le 8 octobre 1970. La simple présence d'un Américain à côté du président Mao symbolisait – ou devait symboliser aux yeux du peuple chinois – le fait que les contacts avec l'Amérique n'étaient pas seulement acceptables, mais relevaient d'une priorité absolue.

Le déroulement de l'interview elle-même fut complexe. On remit à Snow une transcription de l'entretien assortie d'une contrainte : il ne

devait faire que des citations indirectes. Il reçut également pour instruction de ne pas publier ce texte avant trois mois. Le raisonnement des Chinois était sans doute que Snow soumettrait la version originale au gouvernement américain et que le résumé publié viendrait ensuite renforcer un processus déjà engagé.

Les choses ne se passèrent pas comme prévu, pour la même raison que celle qui avait empêché l'interview de 1965 d'influencer le gouvernement américain. Snow étant depuis longtemps un ami de la RPC, ce simple fait suffisait à le discréditer aux yeux des spécialistes américains de politique étrangère, qui le considéraient comme un propagandiste de Pékin. Aucune transcription de son interview ne parvint donc dans les plus hautes sphères du gouvernement, et encore moins à la Maison-Blanche, et lorsque l'article fut publié, plusieurs mois plus tard, d'autres communications l'avaient éclipsé.

On ne peut que regretter que ce texte ne nous ait pas été transmis, car il contenait quelques déclarations révolutionnaires du président Mao. Cela faisait une dizaine d'années que la Chine s'était coupée du monde extérieur. Or Mao annonçait qu'il avait désormais l'intention d'inviter prochainement des Américains de tout bord politique à se rendre en Chine. Nixon serait le bienvenu, « comme touriste ou comme président », Mao ayant conclu que « les problèmes entre la Chine et les États-Unis devaient être réglés avec Nixon » – en raison de l'élection présidentielle qui devait se tenir deux ans plus tard<sup>341</sup>.

Mao était passé de la stigmatisation des États-Unis à la proposition d'un dialogue avec le président américain. Il ajoutait de surcroît un commentaire surprenant sur la situation intérieure chinoise, qui donnait à penser que le dialogue se nouerait avec une Chine nouvelle.

Mao déclara à Snow qu'il avait décidé de mettre fin à la Révolution culturelle. Ce qu'il avait conçu comme une rénovation morale et intellectuelle avait tourné à la coercition, affirma-t-il. « Quand des étrangers ont remarqué que la Chine se trouvait dans un grand désordre, ils ne mentaient pas. C'était vrai. Une lutte [entre Chinois] se déroulait... d'abord avec des lances, puis avec des fusils, puis des mortiers<sup>342</sup>. » Mao, raconta Snow, déplorait à présent le culte de la personnalité dont il faisait

l'objet : « Les gens ont eu du mal à renoncer aux habitudes de trois mille ans de tradition de culte impérial. » Les titres qu'on lui avait donnés, tels que « le Grand Timonier... seraient tous supprimés tôt ou tard ». Le seul titre qu'il souhaitait conserver était celui d'« enseignant »<sup>343</sup>.

C'étaient des propos pour le moins extraordinaires. Après avoir imposé à son pays des crises qui avaient ravagé jusqu'au Parti communiste, ne laissant que le culte de la personnalité pour assurer un minimum de cohésion, Mao annonçait la fin de la Révolution culturelle, laquelle avait été proclamée pour permettre au président de gouverner sans entraves doctrinales ni bureaucratiques. Elle avait poursuivi sur sa lancée, détruisant les structures existantes et pratiquant ce que Mao décrivait à présent comme un « mauvais traitement des “captifs” – membres du Parti et autres individus écartés du pouvoir et soumis à la rééducation<sup>344</sup> ».

Vers quoi le système de gouvernement chinois se dirigeait-il ? Ou bien fallait-il considérer que ces propos, tenus devant un journaliste étranger dans le style elliptique et méandreux cher à Mao, devaient simplement servir son principal objectif, à savoir encourager une nouvelle phase de relations entre la Chine, les États-Unis et le reste du monde en donnant l'impression d'une évolution du régime ? Comme l'a noté Snow, Mao estimait nécessaire « qu'il n'y ait pas de préjugés entre les Chinois et les Américains. Il pourrait y avoir un respect et une égalité mutuels. Il a dit qu'il plaçait de grands espoirs dans les peuples des deux pays<sup>345</sup>. »

Rompant avec les traditions américaines en matière de politique étrangère, Nixon avait encouragé la détente sur la base de considérations géopolitiques afin de ramener la Chine dans le giron du système international. Mais, pour Mao le sinocentriste, le système international comptait moins que l'avenir de la Chine. Pour assurer sa sécurité, il était prêt à déplacer le centre de gravité de la politique chinoise et à provoquer un renversement d'alliances – non pas, cependant, au nom de quelque théorie de relations internationales, mais en imprimant à la société chinoise une nouvelle direction qui permettrait peut-être même à la Chine de tirer quelques leçons de l'expérience américaine :

La Chine devrait tirer des enseignements de la manière dont l'Amérique s'est développée, en décentralisant et en répartissant la

responsabilité et la richesse entre les cinquante États. Un gouvernement central ne pouvait pas tout faire. La Chine doit s'appuyer sur des initiatives régionales et locales. Il ne serait pas bon [*écartant les mains*] qu'il [Mao] doive prendre toutes les décisions<sup>346</sup>.

En résumé, Mao réaffirmait les principes classiques du gouvernement chinois contenus dans les maximes de rectitude morale de Confucius. Il consacra une partie de l'interview à fustiger l'habitude du mensonge, qu'il ne reprochait pas aux Américains mais aux Gardes rouges récemment écartés du pouvoir. Snow rapporta : « Si on ne dit pas la vérité, a conclu Mao, comment obtenir la confiance d'autrui ? Qui vous croira<sup>347</sup> ? » L'idéologue radical et enflammé d'hier se présentait désormais sous les traits d'un sage confucéen. Sa dernière phrase semblait exprimer un sentiment de résignation devant des circonstances nouvelles, non sans laisser place, comme toujours, à un sarcasme à double sens : « Il n'était, a-t-il dit, qu'un moine solitaire qui parcourt le monde avec un parapluie percé<sup>348</sup>. »

Cette ultime déclaration n'était pas une simple boutade visant à montrer que l'auteur du Grand Bond en avant et de la Révolution culturelle renouait avec sa vocation philosophique première de professeur solitaire. En effet, comme le relevèrent par la suite plusieurs commentateurs chinois, la citation contenue dans le texte anglais de Snow était en réalité le premier vers d'un distique chinois familier<sup>349</sup>. Dans son intégralité, ce distique est d'ailleurs moins railleur que menaçant. Le deuxième vers, qui n'avait pas été prononcé ou, du moins, pas été traduit, était : « *wu fa wu tian* ». Les caractères chinois tels qu'ils sont écrits signifient : « sans cheveux, sans ciel » – autrement dit, le moine est chauve et, comme il tient un parapluie, il ne voit pas le ciel au-dessus de lui. Mais dans le langage tonal chinois, ce vers contient un jeu de mots. Prononcé un tout petit peu différemment, il prend un autre sens : « sans loi, sans cieux » – c'est-à-dire, moins littéralement, « défiant les lois humaines et divines », « ne craignant pas Dieu, ne tolérant pas de loi », « foulant la loi aux pieds sans ciller »<sup>350</sup>.

La dernière salve de Mao était donc encore plus subtile et de plus grande portée qu'elle ne le paraissait à première vue. Il se présentait

comme un sage classique errant, mais aussi comme la loi à lui seul. S'amusait-il aux dépens de son intervieweur anglophone ? Pouvait-il imaginer que Snow comprendrait ce jeu de mots presque impénétrable à des oreilles occidentales ? (Il est arrivé en effet à Mao de surestimer la subtilité occidentale, de même que l'Ouest a parfois surestimé la sienne.) Dans le contexte en question, il est plus probable que le jeu de mots de Mao s'adressait à son public intérieur, et plus particulièrement aux responsables susceptibles de s'opposer au rapprochement avec les États-Unis jusqu'alors abhorrés, et dont l'opposition culminerait dans la crise – et le prétendu coup d'État – de Lin Biao peu après l'ouverture américaine vers la Chine. Dans les faits, Mao annonçait qu'il s'apprêtait à mettre le monde à l'envers une fois de plus. Il ne serait tenu dans cette mission par « aucune loi humaine ou divine », pas même celles de sa propre idéologie. Il conseillait aux sceptiques de ne pas se mettre en travers de son chemin.

Le texte de l'interview de Mao circula certainement dans les plus hautes sphères pékinoises, alors même qu'il était ignoré à Washington. On avait demandé à Snow d'en retarder la publication pour laisser à la Chine le temps de lancer une initiative officielle. Mao décida d'interrompre le ballet des communications par l'intermédiaire de tiers en s'adressant directement à l'administration américaine, au plus haut niveau. Le 8 décembre 1970, un message de Zhou Enlai arriva dans mon bureau de la Maison-Blanche. Renouant avec une pratique diplomatique des siècles passés, l'ambassadeur du Pakistan l'avait apporté d'Islamabad, où il lui avait été remis sous forme manuscrite. La missive de Pékin accusait officiellement réception des messages transmis par des intermédiaires. Elle prenait bonne note d'un commentaire que Nixon avait fait au président Agha Muhammad Yahya Khan du Pakistan lorsque ce dernier était venu à la Maison-Blanche quelques semaines auparavant. Le président américain avait affirmé que, dans ses négociations avec l'Union soviétique, l'Amérique ne participerait pas à un « condominium contre la Chine », et qu'elle était prête à envoyer un émissaire en un lieu opportun pour tous afin d'organiser des contacts à haut niveau avec la Chine<sup>351</sup>.

Zhou Enlai répondit à cette ouverture, alors qu'il ne l'avait pas fait précédemment, parce que c'était, déclara-t-il, le premier message « d'un chef d'État, adressé par l'intermédiaire d'un chef d'État à un chef

d'État<sup>352</sup> ». Soulignant que sa réponse avait été approuvée par Mao et Lin Biao, alors héritier désigné du premier, Zhou invitait un émissaire spécial à Pékin pour discuter de « la vacance [*sic*] des territoires chinois appelés Taïwan », qui « sont occupés par les troupes étrangères des États-Unis depuis quinze ans »<sup>353</sup>.

C'était un document astucieux. En effet, de quoi Zhou Enlai proposait-il exactement de discuter ? Du retour de Taïwan à la Chine ou de la présence de troupes américaines sur l'île ? Il n'y avait aucune allusion au traité d'assistance mutuelle. Quel qu'en fût le sens, il s'agissait de la formulation la plus modérée à propos de Taïwan qu'on eût reçue de Pékin depuis vingt ans. S'appliquait-elle uniquement aux forces américaines stationnées à Taïwan, dont la plupart étaient des troupes de soutien destinées au Vietnam ? Ou fallait-il y voir une revendication de plus grande portée ? En tout état de cause, inviter le représentant des « capitalistes monopolistiques<sup>354</sup> » vilipendés à Pékin reflétait forcément un impératif plus profond que le simple désir de discuter de Taïwan, sujet qui disposait déjà d'une tribune ; la sécurité de la Chine était évidemment en jeu.

La Maison-Blanche décida de laisser la porte ouverte à des contacts directs concrets. Notre réponse acceptait le principe de l'envoi d'un émissaire, mais prévoyait qu'il aurait pour mission d'évoquer « le vaste éventail de questions en suspens entre la République populaire de Chine et les États-Unis » – autrement dit, l'envoyé américain refuserait de limiter son programme de travail à Taïwan<sup>355</sup>.

Ne voulant rien laisser au hasard dans l'éventualité où la voie pakistanaise ne serait pas efficace, Zhou Enlai adressa aux États-Unis un message parallèle par l'intermédiaire de la Roumanie, message qui, sans que l'on ait jamais su pourquoi, arriva un mois après le texte pakistanaï, en janvier. Ce message avait lui aussi, nous dit-on, été « relu par le président Mao et par Lin Piao [Lin Biao]<sup>356</sup> ». Il présentait Taïwan comme la seule question en suspens entre la Chine et les États-Unis, mais ajoutait un élément entièrement nouveau : puisque le président Nixon s'était déjà rendu à Belgrade et à Bucarest – capitales de pays communistes –, il serait également le bienvenu à Pékin. Si l'on songe aux heurts militaires qui

avaient jalonné les quinze années précédentes, il n'était pas insignifiant que Taïwan fût présentée comme le *seul* problème entre la Chine et les États-Unis ; en d'autres termes, le Vietnam n'était manifestement pas un obstacle à la réconciliation.

Nous répondîmes par le truchement de la Roumanie, acceptant cette fois encore le principe de l'envoi d'un émissaire, mais ignorant l'invitation lancée au président. À cette étape précoce du rapprochement, accepter une visite présidentielle paraissait inopportun, voire outrageusement risqué. Pour éviter toute confusion, nous présentâmes ce qui était à nos yeux un programme approprié en choisissant la même formulation que celle du message que nous avons adressé à la Chine par l'intermédiaire du Pakistan : les États-Unis étaient prêts à discuter de tous les points qui préoccupaient les deux camps, dont Taïwan.

Zhou Enlai avait rencontré Yahya en octobre et le vice-Premier ministre roumain en novembre. Mao avait reçu Snow au début d'octobre. La quasi-simultanéité de tous ces messages – ils étaient séparés de quelques semaines seulement – révélait que la diplomatie avait quitté le niveau tactique et se dirigeait vers un dénouement majeur.

Mais, à notre grande surprise – une surprise teintée de malaise –, les choses en restèrent là pendant trois mois. Sans doute le silence chinois était-il dû à l'offensive du Sud-Vietnam, soutenue par l'aviation américaine, contre la piste Hô Chi Minh qui traversait le sud du Laos et représentait la principale voie de ravitaillement des forces nord-vietnamiennes dans le Sud. Il semblerait également que les manifestations contre la guerre du Vietnam avaient conduit Mao à s'interroger sur l'éventualité d'une révolution américaine<sup>357</sup>. Peut-être était-ce aussi parce que Pékin préfère avancer à une allure qui témoigne de son indifférence aux simples considérations tactiques et exclut toute manifestation d'impatience, et plus encore de faiblesse. Mais l'hypothèse la plus probable est que Mao avait besoin de temps pour mettre son électorat intérieur au diapason.

Nous n'eûmes plus aucune nouvelle de la Chine jusqu'au début du mois d'avril. Et, le jour venu, elle ne choisit aucune des voies de communication que nous avions établies, préférant employer une méthode



bien à elle, qui révélait brutalement au grand jour sa volonté d'améliorer ses relations avec l'Amérique et dépendait moins des agissements du gouvernement américain.

Telle est la toile de fond d'un épisode qui est entré dans l'histoire sous le nom de « diplomatie du ping-pong ». Une équipe chinoise de tennis de table s'était rendue au Japon pour un tournoi international ; c'était la première fois depuis le début de la Révolution culturelle qu'une délégation sportive chinoise participait à une compétition à l'extérieur des frontières du pays. On a appris ces dernières années que la rencontre possible entre les équipes chinoise et américaine avait donné lieu à un vif débat au sein de la direction de la Chine. Le ministre chinois des Affaires étrangères avait d'abord recommandé d'éviter purement et simplement ce tournoi, ou au minimum d'esquiver tout contact avec l'équipe américaine. Zhou présenta le problème à Mao, qui délibéra pendant deux jours. Tard dans la nuit, après un de ses accès périodiques d'insomnie, Mao était « affalé sur la table », le cerveau embrumé par les somnifères. Il s'adressa soudain d'une voix pâteuse à son infirmière, lui demandant d'appeler le ministère des Affaires étrangères « pour inviter l'équipe américaine à se rendre en Chine ». L'infirmière se rappela lui avoir demandé : « Votre parole compte-t-elle quand vous avez absorbé des somnifères ? » Mao répondit : « Oui, elle compte, chaque parole compte. Dépêchez-vous ou bien il sera trop tard<sup>358</sup> ! »

Ayant cet ordre de Mao en main, les joueurs chinois profitèrent du tournoi pour inviter l'équipe américaine à venir en Chine. Le 14 avril 1971, les jeunes Américains stupéfaits se retrouvèrent dans le Grand Palais du peuple en présence de Zhou Enlai, un honneur que la majorité des ambassadeurs étrangers en poste à Pékin ne s'étaient jamais vu accorder.

« Vous avez ouvert un nouveau chapitre des relations entre le peuple américain et le peuple chinois », déclara le Premier ministre chinois. « Je suis sûr que le début de notre amitié sera soutenu par la majorité de nos populations. » Les athlètes, n'en revenant pas de se voir ainsi propulsés au plus haut niveau de la diplomatie, restèrent sans voix, ce qui incita Zhou Enlai à conclure par une phrase qui allait finir par nous être familière :



« *Don't you think so ?* » – « Vous n'êtes pas de cet avis ? » –, provoquant une salve d'applaudissements<sup>359</sup>.

Fidèles à la tradition de la diplomatie chinoise, Mao et Zhou agissaient simultanément à plusieurs niveaux. D'une part, la diplomatie du ping-pong était une réponse aux messages américains de janvier. Elle engageait publiquement la Chine sur la voie réservée jusque-là aux réseaux diplomatiques les plus secrets. En ce sens, c'était une démarche rassurante. Mais elle devait également nous avertir que, en cas d'échec des communications secrètes, Pékin avait une autre corde à son arc. La Chine pourrait fort bien lancer une campagne publique – ce qu'on appellerait aujourd'hui une « diplomatie des peuples » –, un peu comme le faisait Hanoi en poursuivant ses objectifs au Vietnam, et faire appel au mouvement de contestation croissant de la société américaine en présentant cet échec comme une nouvelle « occasion manquée pour la paix ».

Zhou nous fit rapidement comprendre que la voie diplomatique restait sa solution préférée. Le 29 avril, l'ambassadeur pakistanais apporta un autre message manuscrit de Pékin daté du 21 avril. Il expliquait ce long silence par « la situation du moment<sup>360</sup> », sans préciser s'il s'agissait de la situation intérieure ou internationale, mais répétant que Pékin était prêt à recevoir un envoyé spécial. Zhou spécifiait même à qui Pékin songeait, mentionnant le secrétaire d'État William Rogers, moi-même ou « même le président des États-Unis en personne<sup>361</sup> ». Zhou n'avancait qu'une condition au rétablissement des relations entre la Chine et les États-Unis : le retrait des forces armées américaines de Taïwan et du détroit de Taïwan – la question la moins litigieuse, et de loin –, n'évoquant même pas le retour de Taïwan à la Chine populaire.

C'est alors que le secret qui avait présidé à toutes ces manœuvres diplomatiques faillit faire échouer toute l'affaire – et il y serait sans doute parvenu en toute autre période des négociations avec Pékin. Nixon avait décidé que la voie de communication avec la Chine devait se limiter à la Maison-Blanche. Aucun autre service gouvernemental n'avait été informé des deux communications de Zhou Enlai, celle de décembre et celle de janvier. C'est ainsi que, dans un communiqué public, le 28 avril,

un porte-parole du Département d'État déclara que, en ce qui concernait la souveraineté sur Taïwan, les États-Unis partaient du principe qu'il s'agissait d'« une question en suspens soumise à une résolution internationale future ». Et, le lendemain, quand le secrétaire d'État, venu assister à Londres à une rencontre diplomatique, apparut à la télévision, il commenta l'interview de Snow et écarta l'invitation faite à Nixon comme une démarche « fantaisiste » n'ayant « rien de sérieux ». Il qualifia la politique étrangère chinoise d'« expansionniste » et de « plutôt paranoïaque ». Tout progrès en matière de négociations – de même qu'un éventuel voyage de Nixon en Chine – ne serait envisageable que si la Chine se décidait à rejoindre la communauté internationale selon des modalités non précisées et respectait « les règles du droit international »<sup>362</sup>.

Les progrès vers une reprise du dialogue ne s'en poursuivirent pas moins, ce qui donne la mesure des impératifs stratégiques de la Chine. L'allusion à Taïwan en tant que question en suspens fut certes dénoncée par le porte-parole gouvernemental comme « frauduleuse » et comme une « intervention éhontée dans les affaires du peuple chinois ». Mais cette invective était associée à une phrase rappelant que la visite de l'équipe de ping-pong marquait une nouvelle étape dans l'amitié entre les peuples chinois et américain.

Le 10 mai, nous acceptâmes l'invitation que Zhou avait faite à Nixon, tout en répétant que nous tenions à ce que l'ordre du jour soit aussi large que possible. Notre communiqué disait : « Lors d'une telle réunion, chaque camp sera libre d'évoquer le sujet qui le préoccupe le plus<sup>363</sup>. » Pour préparer ce sommet, le président Nixon proposa que je le représente, en tant qu'assistant à la Sécurité nationale, lors d'une entrevue préliminaire secrète avec Zhou pour laquelle nous proposions déjà une date. Le cabinet et la Maison-Blanche avaient en effet prévu une série de déplacements à la fin du printemps et au début de l'été, et la date proposée était le premier moment où un des avions réservés aux hauts responsables était disponible.

La réponse chinoise nous parvint le 2 juin. Zhou nous faisait savoir que c'était « avec grand plaisir<sup>364</sup> » qu'il avait fait savoir à Mao que Nixon

acceptait l'invitation de la Chine, et que lui-même m'accueillerait volontiers à Pékin pour des entretiens préliminaires à la date que nous avions suggérée. Le nom de Lin Biao n'apparaissait pas dans cette communication, mais ce détail n'attira guère notre attention.

En l'espace d'un an, la diplomatie sino-américaine avait considérablement évolué : un conflit insoluble avait laissé place à la visite à Pékin d'un émissaire présidentiel chargé de préparer un voyage du Président en personne. Il fallut pour cela tirer un trait sur deux décennies de rhétorique et rester concentré sur l'objectif stratégique fondamental : un dialogue géopolitique menant à une refonte totale de l'ordre international de la guerre froide. Si Nixon avait suivi les avis des professionnels, il aurait profité de l'invitation chinoise pour chercher à réimposer l'ordre du jour traditionnel et exiger son réexamen en préalable à tout entretien de plus haut niveau. Mais pareille attitude aurait très bien pu passer pour un refus, et, surtout, les pressions intérieures et internationales seraient certainement venues compromettre tout le processus d'intensification des contacts sino-américains dans les deux pays. La contribution majeure de Nixon à la compréhension sino-américaine naissante fut moins la prise de conscience qu'elle était souhaitable que l'aptitude à lui prêter un fondement conceptuel auquel la pensée chinoise pût se rattacher. Pour Nixon, l'ouverture vers la Chine s'inscrivait dans un dessein stratégique global ; ce n'était pas une liste de récriminations mutuelles.

Les dirigeants chinois menaient une approche parallèle. Invoquer un retour à un ordre international existant n'avait aucun sens pour eux, ne fût-ce que parce qu'à leurs yeux le système international existant, qui s'était créé sans eux, ne les concernait pas. Ils n'avaient jamais estimé que leur sécurité pût reposer sur les dispositions juridiques d'une communauté d'États souverains. Aujourd'hui encore, les Américains voient souvent l'ouverture vers la Chine comme l'inauguration d'un état d'amitié statique. C'est oublier que les dirigeants chinois avaient été élevés dans la culture du *shi* – l'art de comprendre tout ce qui est mouvant.

Quand Zhou parlait de rétablir l'amitié entre les peuples chinois et américain, il décrivait une attitude indispensable à un nouvel équilibre international, et non un état définitif des relations entre peuples. On

rencontre rarement dans les écrits chinois les mots sacro-saints du vocabulaire américain désignant un ordre juridique international. L'objectif était plutôt d'aboutir à un monde dans lequel la Chine pourrait accéder à la sécurité et au progrès par une sorte de coexistence combative, un principe qui accordait autant de mérite à la disposition à se battre qu'au concept de coexistence. C'est dans ce monde que les États-Unis s'engagèrent lors de leur première mission diplomatique en Chine communiste.

## Chapitre 9

### La reprise des relations : premières rencontres avec Mao et Zhou

L'événement le plus spectaculaire de la présidence de Nixon se produisit dans une quasi-obscurité. Nixon avait en effet estimé que le succès de cette mission à Pékin exigeait le plus grand secret. Une mission publique aurait déclenché un processus complexe d'autorisations internes au sein du gouvernement américain, et des demandes insistantes de consultation en provenance des quatre coins du monde, et notamment de Taïwan (toujours reconnu comme le gouvernement de la Chine). Nos possibilités de découvrir la position réelle de Pékin – finalité même de notre voyage – en auraient été compromises. La transparence est un objectif essentiel, mais les occasions historiques de bâtir un ordre international plus pacifique ont certains impératifs, elles aussi.

Mon équipe s'envola donc pour Pékin via Saigon, Bangkok, New Delhi et Rawalpindi, sous prétexte d'effectuer une mission d'enquête au nom du Président. Elle était formée d'un certain nombre de fonctionnaires américains, ainsi que d'un groupe plus restreint qui se rendrait à Pékin – mes collaborateurs Winston Lord, John Holdridge et Dick Smyser, les agents des services secrets Jack Ready et Gary McLeod, et moi-même bien sûr. Le coup de théâtre final exigeait toutes ces escales épuisantes, d'une banalité tellement assommante que nous espérions que les médias renonceraient à nous suivre à la trace. Pendant notre séjour à Rawalpindi, nous disparûmes pendant quarante-huit heures en prétendant aller prendre un peu de repos (j'avais fait semblant d'être malade) dans une station de villégiature pakistanaise située sur les contreforts de l'Himalaya. À Washington, seuls le Président et le colonel (et futur général) Alexander

Haig, mon plus proche collaborateur, étaient informés de notre véritable destination.

Le 9 juillet 1971, quand la délégation américaine arriva à Pékin, nous avions déjà une certaine pratique des subtilités de la communication chinoise, mais ignorions encore comment Pékin menait concrètement ses négociations, et plus encore comment les Chinois recevaient leurs visiteurs. Notre expérience de la diplomatie communiste reposait sur nos contacts avec les dirigeants soviétiques, et plus particulièrement avec Andreï Gromyko, lequel avait tendance à en faire une lutte de volonté bureaucratique ; il était toujours d'une correction irréprochable dans la négociation, mais se montrait implacable sur le fond – allant parfois, avait-on l'impression, jusqu'aux limites de la maîtrise de soi.

L'accueil que les Chinois réservèrent à leurs visiteurs clandestins ne contenait pas la moindre trace de tension, pas plus du reste que le dialogue qui suivit. Tout au long des tractations qui avaient précédé ce voyage, il nous était arrivé d'être intrigués par les hiatus inexplicables entre leurs messages, que nous attribuions aux effets de la Révolution culturelle. Mais à présent, rien ne semblait troubler l'aplomb et la sérénité de nos hôtes, qui agissaient comme s'il n'y avait rien de plus naturel que de recevoir l'émissaire spécial du président américain pour la première fois de l'histoire de la République populaire de Chine.

Nous découvrîmes en effet une approche de la diplomatie plus proche des traditions chinoises que des formulations pédantes auxquelles nous avions habitués nos négociations avec d'autres États communistes. Tout au long de l'histoire, les hommes d'État chinois ont excellé dans l'art de l'hospitalité, des cérémonies et des relations personnelles soigneusement cultivées comme instruments de leur politique. C'était une méthode qui convenait bien aux défis ancestraux de la sécurité chinoise – préserver une civilisation sédentaire et agricole entourée de peuples qui, s'ils se liguèrent contre elle, possédaient une capacité militaire potentiellement écrasante. La Chine avait survécu, et généralement dominé, en sachant conjuguer habilement récompenses ou sanctions et représentation culturelle empreinte de majesté. Dans ce contexte, l'hospitalité devient partie intégrante de la stratégie.

Dans notre cas, les témoignages d'attention ne débutèrent pas à l'arrivée de notre délégation à Pékin, mais dès notre départ d'Islamabad. À notre grande surprise, un groupe de diplomates chinois anglophones avait été envoyé au Pakistan pour nous escorter et apaiser toutes les inquiétudes qu'aurait pu susciter un vol de cinq heures vers une destination peu familière. Ils avaient embarqué dans l'avion avant nous, au grand dam de nos agents de sécurité formés à considérer les costumes Mao comme des uniformes ennemis. Les envoyés chinois purent également mettre le trajet à profit pour vérifier la pertinence de leurs renseignements, exercer certains détails de leur comportement et rassembler quelques informations sur les caractéristiques personnelles de leurs visiteurs à l'intention de leur Premier ministre.

Cette équipe avait été choisie par Zhou deux ans auparavant, lorsque l'idée d'une ouverture avec les États-Unis avait été abordée pour la première fois à la suite du rapport des quatre maréchaux. Elle comprenait trois membres du ministère des Affaires étrangères dont l'un, Tang Longbin, collabora par la suite avec l'équipe protocolaire chargée de la visite de Nixon ; il était accompagné de Zhang Wenjin, ancien ambassadeur, spécialiste de ce que les Chinois appelaient « les affaires ouest-européennes, américaines et océaniques », et linguiste hors pair, comme nous eûmes l'occasion de le découvrir. La délégation comprenait encore deux membres plus jeunes, qui représentaient Mao et en référaient directement à lui. Il s'agissait de Wang Hairong, sa petite-nièce, et de Nancy Tang, une interprète remarquablement compétente, née à Brooklyn ; sa famille avait émigré en Chine pour rejoindre la révolution et elle jouait aussi, plus ou moins, le rôle de conseillère politique. Nous apprîmes tout cela plus tard, tout comme le fait que, approchés pour la première fois, les fonctionnaires du ministère des Affaires étrangères avaient réagi comme les maréchaux. Il avait fallu l'assurance personnelle de Zhou pour les convaincre que cette mission répondait vraiment à une directive de Mao et n'était pas une mise à l'épreuve de leur loyauté révolutionnaire.

Le maréchal Ye Jianying, vice-président de la Commission militaire centrale – un des quatre maréchaux que Mao avait chargés d'analyser les options stratégiques de la Chine – nous attendait à l'aéroport de Pékin où notre avion se posa à midi, symbolisant ainsi le soutien de l'armée

populaire de libération à la nouvelle diplomatie sino-américaine. Le maréchal me fit monter dans une longue limousine de fabrication chinoise, aux rideaux tirés, pour me conduire à Diaoyutai, la résidence officielle des invités située dans un parc entouré de murs, dans un quartier ouest de la ville. Ce domaine avait servi jadis de lac de pêche impérial. Ye proposa à notre délégation de se reposer en attendant la visite du Premier ministre Zhou. Il devait venir quatre heures plus tard à la résidence pour nous accueillir et entamer une première série de discussions.

Que Zhou se déplace pour nous voir était une marque de courtoisie peu ordinaire. La procédure diplomatique habituelle veut que la délégation en visite soit reçue dans un bâtiment public du pays d'accueil, surtout lorsque la différence de rang protocolaire entre le chef des deux délégations est aussi importante. (Par rapport à Zhou, Premier ministre, mon rang protocolaire de conseiller à la Sécurité nationale était l'équivalent de celui de secrétaire adjoint du cabinet et lui était donc inférieur de trois échelons.)

Nous découvrîmes rapidement que nos hôtes chinois nous avaient préparé un emploi du temps incroyablement décontracté – comme pour nous faire comprendre que, après avoir survécu à plus de vingt ans d'isolement, ils n'étaient pas particulièrement pressés de conclure immédiatement un accord substantiel. Nous avions prévu de rester exactement quarante-huit heures à Pékin. Il nous était impossible de prolonger notre séjour car nous étions attendus à Paris pour des entretiens sur le Vietnam ; et nous ne pouvions pas disposer à notre guise de l'avion présidentiel pakistanais, qui nous avait conduits à Pékin.

En consultant notre programme, nous découvrîmes que, en plus de la pause précédant l'arrivée de Zhou, on nous avait organisé une visite de quatre heures de la Cité interdite. Huit heures sur les quarante-huit disponibles étaient donc déjà occupées. Nous apprîmes ensuite que Zhou était pris le lendemain soir par la visite d'un membre du Politburo nord-coréen qu'il était impossible de repousser – peut-être parce qu'elle servait de couverture à notre voyage secret. En tenant compte de deux nuits, soit seize heures de sommeil en tout, il restait moins de vingt-quatre heures pour le premier dialogue entre des pays qui avaient été en guerre, ou au



seuil de la guerre, et sans le moindre contact diplomatique digne de ce nom pendant vingt ans.

En fait, il ne restait que deux créneaux pour les négociations officielles : sept heures le jour de mon arrivée, de seize heures trente à vingt-trois heures vingt ; six heures le lendemain, entre midi et dix-huit heures trente environ. La première rencontre eut lieu à la résidence officielle des visiteurs – les États-Unis étant ainsi conduits à jouer les hôtes en vertu du protocole chinois. La seconde au Grand Palais du peuple, où nous fûmes reçus par le gouvernement chinois.

On pourrait voir dans l'apparente nonchalance chinoise une forme de pression psychologique. Certes, si nous étions repartis sans avoir enregistré le moindre progrès, c'eût été une source d'embarras majeure pour Nixon, qui n'avait informé aucun autre membre du cabinet de ma mission. Mais si les calculs de deux années de diplomatie chinoise étaient exacts, l'échec d'une mission américaine à Pékin pourrait rendre incontrôlable la situation difficile qui avait conduit Mao à lancer cette invitation.

Aucun des deux camps n'avait intérêt à aller à l'affrontement ; c'était la raison même de notre présence à Pékin. Nixon avait hâte que les Américains portent le regard au-delà du Vietnam. Mao avait entrepris cette démarche pour obliger les Soviétiques à réfléchir à deux fois avant d'attaquer la Chine militairement. Personne ne pouvait se permettre d'échouer. Les enjeux étaient connus de tous.

Dans une rare symbiose d'analyses, les deux camps décidèrent de consacrer l'essentiel du temps disponible à étudier leurs perceptions respectives de l'ordre international. L'objectif ultime de cette visite étant d'engager un processus qui permettrait de vérifier la possibilité d'un alignement entre les politiques étrangères jusque-là antagonistes des deux pays, une discussion conceptuelle – qui tenait plus, par moments, de la conversation entre deux professeurs de relations internationales que d'un dialogue de travail diplomatique – représentait, en fait, la forme ultime de la diplomatie concrète.

Quand le Premier ministre arriva, notre poignée de main fut un geste d'autant plus symbolique – en attendant du moins que Nixon pût se rendre

en Chine pour le réitérer publiquement – que le secrétaire d'État John Foster Dulles avait refusé de serrer la main de Zhou à la conférence de Genève en 1954, un affront qui était resté sur le cœur des Chinois quoi qu'ils aient pu en dire à maintes reprises. Nous nous rendîmes ensuite dans une salle de réunion de la résidence et nous assîmes face à face devant une table recouverte d'un tapis vert. La délégation américaine put alors faire personnellement la connaissance de l'homme étonnant qui avait travaillé aux côtés de Mao pendant presque un demi-siècle de révolution, de guerre, d'agitation et de manœuvres diplomatiques.

### **Zhou Enlai**

Au cours de près de soixante années de vie publique, je n'ai jamais rencontré de personnage plus fascinant que Zhou Enlai. Petit, élégant, avec un visage expressif encadrant des yeux lumineux, il dominait par une intelligence peu commune et une remarquable capacité à percevoir intuitivement à jour les éléments insaisissables de la psychologie de son interlocuteur. Quand je l'ai rencontré, cela faisait près de vingt-quatre ans qu'il était Premier ministre, et quarante ans qu'il était le collaborateur de Mao. Il s'était rendu indispensable dans le rôle d'intermédiaire entre celui-ci et le peuple qui constituait la matière première du vaste programme du président Mao, traduisant les larges visions de ce dernier en mesures concrètes. En même temps, il s'était acquis la reconnaissance de nombreux Chinois en modérant les excès de ces visions, du moins lorsque l'ardeur de Mao autorisait une certaine modération.

La différence entre les deux leaders se reflétait dans leurs personnalités. Mao dominait n'importe quelle assemblée ; Zhou l'imprégnait. La passion de Mao cherchait à écraser l'opposition ; l'intelligence de Zhou s'efforçait de la persuader ou de la contourner. Mao était sardonique ; Zhou pénétrant. Mao se considérait comme un philosophe ; Zhou voyait son rôle comme celui d'un administrateur ou d'un négociateur. Mao voulait accélérer l'histoire ; Zhou se contentait d'exploiter ses courants. Il prononçait souvent ce dicton : « Un timonier doit se laisser porter par les vagues. » Quand ils étaient ensemble, personne ne pouvait se poser la moindre question sur leur rang hiérarchique respectif, non seulement sur le plan

officiel mais de façon plus profonde, au vu de la déférence extrême de la conduite de Zhou.

On a reproché plus tard à Zhou d'avoir plus cherché à adoucir certaines des pratiques de Mao qu'à s'y opposer. Quand la délégation américaine a rencontré Zhou, la Chine venait de traverser la Révolution culturelle, dont il était – en tant que cosmopolite, éduqué à l'étranger et défenseur d'un rapprochement pragmatique avec l'Ouest – une cible évidente. L'encouragea-t-il ou chercha-t-il à la freiner ? Les méthodes de survie politique de Zhou le conduisirent certainement à mettre ses compétences administratives au service de mesures politiques qui lui déplaisaient peut-être à titre personnel ; et peut-être est-ce pour cette raison même qu'il fut épargné par les purges qui touchèrent la plupart des responsables de son âge dans les années 1960 (jusqu'à ce qu'il fasse l'objet d'attaques croissantes et doive quitter ses fonctions à la fin de 1973).

Il arrive au conseiller du prince de devoir mettre en balance les bénéfices de la faculté de peser sur les événements et le risque d'exclusion, s'il devait pousser ses objections contre telle ou telle mesure jusqu'à un point critique. La possibilité de modifier la conduite dominante du prince doit-elle l'emporter sur la responsabilité morale d'une participation à sa politique ? Comment mesure-t-on la nécessité du compromis qui s'impose avec le temps par rapport aux exigences immédiates d'absolu ? Comment s'équilibrent l'effet cumulatif de tendances modératrices et l'impact d'un geste grandiose (et probablement voué à l'échec) ?

Deng Xiaoping a compris toute la dimension du dilemme dans le jugement qu'il a porté ultérieurement sur le rôle de Zhou dans une Révolution culturelle qui imposa des souffrances considérables à Deng et à sa famille. « Sans le Premier ministre, la Révolution culturelle aurait été bien pire. Et sans le Premier ministre, la Révolution culturelle ne se serait pas prolongée aussi longtemps<sup>365</sup>. » Publiquement du moins, Deng trancha en faveur de Zhou. Dans une interview qu'il accorda à la journaliste italienne Oriana Fallaci en 1980, après son retour d'exil, Deng affirma :

Le Premier ministre Zhou était un homme qui a travaillé dur toute sa vie, sans jamais se plaindre. Il a travaillé douze heures par jour et

parfois seize ou plus, pendant toute sa vie. Nous avons fait connaissance assez tôt, c'est-à-dire pendant les années 1920, à l'époque où nous étions en France pour un programme d'études et de travail. Je l'ai toujours considéré comme mon grand frère. Nous nous sommes engagés dans la voie révolutionnaire à peu près en même temps. Il était très respecté par ses camarades et par l'ensemble du peuple. Par bonheur, il a survécu pendant la « Révolution culturelle », au moment où nous avons été renversés. Il s'est trouvé alors dans une position extrêmement difficile, et il a dit et fait bien des choses qui allaient contre ses désirs. Mais on lui a pardonné parce que s'il n'avait pas fait et dit ces choses, il n'aurait pas pu survivre et assumer le rôle de neutralisation qu'il a joué et qui a limité les pertes. Il a réussi à protéger un grand nombre de gens<sup>366</sup>.

D'autres avis se sont fait entendre, et tous les analystes n'approuvent pas la conclusion de Deng sur les exigences de la survie politique de Zhou<sup>367</sup>.

Dans mes rapports avec lui, la subtilité et la sensibilité de Zhou ont contribué à nous permettre de surmonter bien des embûches dans les relations naissantes entre deux grands pays précédemment hostiles. Le rapprochement sino-américain, qui constituait initialement un aspect tactique de la guerre froide, a évolué pour devenir un élément central de l'évolution du nouvel ordre mondial. Aucun de nous n'imaginait pouvoir modifier les convictions fondamentales de l'autre. Et c'est précisément l'absence d'une telle illusion qui a facilité notre dialogue. Nous avons cependant énoncé des objectifs communs qui ont survécu à notre passage au pouvoir – une des plus hautes récompenses auxquelles puisse prétendre un homme d'État.

Tout cela appartenait encore à un avenir lointain quand Zhou et moi nous sommes assis devant la table verte pour examiner la possibilité éventuelle d'une amorce de réconciliation. Zhou m'engagea, en qualité d'invité, à prendre la parole le premier. J'avais décidé de ne pas énumérer les sujets qui avaient divisé nos deux pays, pour me concentrer sur l'évolution des relations sino-américaines d'un point de vue philosophique. Mes premières remarques contenaient cette expression légèrement ampoulée : « Bien des visiteurs sont venus dans ce beau pays,

si mystérieux à nos yeux... » Zhou m'interrompt immédiatement : « Vous verrez qu'il n'est pas mystérieux. Quand vous le connaîtrez mieux, il ne sera plus aussi mystérieux qu'avant<sup>368</sup>. »

Élucider nos mystères respectifs était une bonne façon de définir le défi qui nous attendait, mais Zhou ne s'arrêta pas là. Dans ses premiers commentaires adressés à un envoyé américain depuis vingt ans, il affirma que l'un des principaux objectifs de cette relation naissante était la restauration de l'amitié – un point qu'il avait déjà souligné en recevant l'équipe américaine de ping-pong.

Lors de ma deuxième visite, trois mois plus tard, Zhou accueillit ma délégation comme si cette amitié était déjà un fait accompli :

Ce n'est que notre deuxième rencontre et je vous dis ce que je veux. Vous y êtes habitués, vous et Mr [Winston] Lord, mais pas Miss [Diane] Matthews [ma secrétaire] ni notre nouvel ami [allusion au colonel Jon Howe, mon assistant militaire]. Vous pensiez sans doute que le Parti communiste chinois a trois têtes et six bras. Eh bien vous voyez, je suis comme vous. Quelqu'un avec qui vous pouvez tenir des propos raisonnables et parler franchement<sup>369</sup>.

En février 1973, Mao réitéra le même message : les États-Unis et la Chine avaient été jadis « deux ennemis », affirma-t-il en me recevant dans son bureau, mais « maintenant, nous pouvons appeler amitié la relation qui nous unit<sup>370</sup> ».

Il s'agissait toutefois d'une conception réaliste de l'amitié, sans rien de sentimental. Les responsables communistes chinois restaient partiellement fidèles à l'approche traditionnelle des relations avec les barbares : flatter le camp adverse en l'admettant dans le « cercle » chinois en qualité de « vieil ami », une position qui rend tout désaccord plus difficile, et tout affrontement plus douloureux. Quand ils renouent avec les pratiques de l'Empire du Milieu, les diplomates chinois manœuvrent pour inciter leurs interlocuteurs à proposer eux-mêmes ce qui a la préférence des Chinois, permettant à ces derniers de présenter leur approbation comme une faveur personnelle accordée à leurs partenaires.

En même temps, cette insistance sur le caractère personnel des relations dépasse le niveau tactique. Plusieurs millénaires d'expérience ont appris

aux diplomates chinois que, dans les affaires internationales, chaque solution apparente entraîne généralement une nouvelle série de problèmes connexes. Aussi considèrent-ils le maintien des relations comme une tâche majeure, plus importante peut-être que les documents officiels. En revanche, la diplomatie américaine tend à fragmenter les questions en entités indépendantes qu'il convient de traiter au coup par coup. Les diplomates américains apprécient évidemment, eux aussi, que les relations personnelles soient cordiales. La différence est que les dirigeants chinois rattachent moins l'« amitié » à des qualités personnelles qu'à des liens culturels, nationaux ou historiques à long terme ; en revanche, les Américains mettent l'accent sur les qualités individuelles de leurs homologues. Les protestations chinoises d'amitié ont pour objectif d'établir des relations durables à long terme à travers des échanges empreints de sous-entendus ; lorsque les Américains en font autant, c'est pour faciliter les activités en cours en insistant sur le contact social. Ajoutons que les dirigeants chinois sont prêts à payer un prix (qui n'est pas exorbitant, cependant) pour soigner leur réputation de fidélité en amitié – comme en témoigne l'invitation faite par Mao à Nixon peu après sa démission, à un moment où il était largement ostracisé. Ce geste a été réitéré en faveur de l'ancien Premier ministre japonais Kakuei Tanaka, quand il a quitté son poste à la suite d'un scandale en 1974.

Un échange que j'ai eu avec Zhou pendant ma visite d'octobre 1971 illustre bien l'importance que les Chinois accordent à la litote. J'ai présenté les propositions de l'équipe venue préparer la visite présidentielle, en affirmant que nous avions tant de questions substantielles à régler qu'il n'était pas question de laisser les problèmes théoriques nous mettre des bâtons dans les roues. Zhou a répondu en transformant mon argument opérationnel en paradigme culturel : « C'est cela, a-t-il approuvé. Confiance mutuelle et respect mutuel. Ces deux points. » J'avais souligné la fonctionnalité ; Zhou insistait sur le contexte.

Parmi les caractéristiques culturelles régulièrement invoquées par les dirigeants chinois figurait leur perspective historique – la faculté, la nécessité même, de penser le temps en catégories qui n'ont rien à voir avec celles de l'Occident. À la différence des autres leaders mondiaux, tout ce qu'accomplit un responsable chinois s'intègre dans un cadre

temporel qui représente une infime fraction de l'expérience totale de sa société. La durée et l'échelle du passé de la Chine permettent à ses leaders de se draper dans le manteau d'une histoire quasiment illimitée, pour imposer à leurs homologues une certaine modestie (même si, dans les exposés ultérieurs, ce qui est présenté comme de l'histoire est parfois défini par une interprétation métaphorique). L'interlocuteur étranger peut finir par avoir l'impression de se dresser contre les voies de la nature et par se dire que tout ce qu'il peut faire n'apparaîtra que comme une note en bas de page, une simple aberration dans le grand courant de l'histoire chinoise.

Lors de ces premiers échanges, à notre arrivée à Pékin, Zhou a fait un effort louable pour attribuer à l'Amérique une histoire plus longue que celle de la Chine, en guise de cadeau de bienvenue. Mais dès la phrase suivante, il renouait avec la perspective traditionnelle :

Nous sommes deux pays situés sur deux rives de l'océan Pacifique, le vôtre avec une histoire de deux cents ans, et le nôtre avec une histoire de vingt-deux ans seulement, depuis la fondation de la Chine nouvelle. Nous sommes donc plus jeunes que vous. Quant à notre culture antique, tous les pays en ont une – les Indiens aux États-Unis et au Mexique, l'Empire inca en Amérique du Sud, qui était encore plus ancien que la Chine. Quel dommage que leurs écrits n'aient pas été conservés, qu'ils aient été perdus. En ce qui concerne la longue histoire de la Chine, nous avons la chance d'avoir disposé d'un langage écrit, qui conserve la trace d'un héritage de quatre mille ans fondé sur des vestiges historiques. C'est une bonne chose pour l'unification et le développement de notre nation<sup>371</sup>.

Dans l'ensemble, Zhou chercha à esquisser une nouvelle approche des relations internationales, revendiquant une qualité morale particulière qui s'était développée sous le confucianisme, et était désormais attribuée au communisme :

Le président Mao a dit en maintes occasions que nous ne deviendrons en aucun cas une superpuissance. Notre ambition est que tous les pays, grands ou petits, soient égaux. Il ne s'agit pas seulement d'égalité entre deux pays. Bien sûr, c'est une bonne chose pour nos

deux pays de négocier en égaux pour échanger des idées, et de chercher à trouver des points communs tout en mettant nos divergences sur le tapis. Pour obtenir une vraie détente sur la scène internationale pendant une période relativement longue, il faut négocier sur la base de l'égalité. Ce n'est pas si facile<sup>372</sup>.

Machiavel aurait affirmé que le pays qui a besoin d'être rassuré mais ne veut pas le demander a tout intérêt à essayer d'obtenir une proposition générale qui pourra ensuite être appliquée à des cas particuliers. C'était l'une des raisons pour lesquelles Zhou affirmait avec insistance que, aussi forte qu'elle puisse devenir, la Chine conserverait une approche bien à elle des affaires internationales, qui s'écartait de la conception traditionnelle de la puissance :

Nous ne nous considérons pas comme une puissance. Malgré le développement de notre économie, par rapport à d'autres nous sommes encore relativement arriérés. Bien sûr, votre président a affirmé que la Chine connaîtrait un développement rapide au cours des cinq ou dix prochaines années. Nous estimons que cela ne se fera pas aussi vite, mais nous ne ménagerons pas notre peine, nous nourrirons de hautes ambitions et développerons notre construction socialiste d'une façon meilleure, plus rapide et plus économique.

Le second volet de notre réponse est que, quand notre économie se sera développée, nous ne nous considérerons toujours pas comme une superpuissance et ne rejoindrons pas les rangs des superpuissances<sup>373</sup>.

Déclarer que la Chine ne recherchait que l'égalité parmi les nations revenait indéniablement à prendre ses distances avec une histoire impériale qui la présentait comme l'Empire du Milieu. C'était aussi une façon de rassurer les États-Unis : la Chine ne représentait pas une menace potentielle qui risquait d'exiger une riposte par la force. Le principe qui faisait reposer la conduite internationale de la Chine sur des normes transcendant toute affirmation de puissance remontait à Confucius. S'agissant de bâtir de nouvelles relations, il faudrait vérifier si ces normes étaient capables de résister aux pressions d'une période d'agitation.

Le défi sous-jacent de notre visite clandestine était d'établir une confiance suffisante pour transformer cette première entrevue en



processus. Les échanges diplomatiques à haut niveau commencent presque toujours par débroussailler les problèmes quotidiens. Ce voyage avait ceci d'inhabituel que, en l'absence de tout contact depuis vingt ans, il n'y avait que deux problèmes quotidiens que l'on s'accordait à juger insolubles à court terme : Taïwan et le Vietnam. La difficulté était d'arriver à les écarter.

Il faut reconnaître que ces deux problèmes étaient des anomalies. En 1971 – on a du mal à s'en souvenir –, les États-Unis ne reconnaissaient pas Pékin comme capitale de la Chine. La Chine et l'Amérique n'avaient pas de diplomates en poste dans leurs capitales respectives, et aucun moyen de communiquer directement l'une avec l'autre. L'ambassadeur des États-Unis en Chine résidait à Taipei, et l'ambassadeur chinois aux États-Unis était le représentant de Taïwan. Aucun diplomate, aucun fonctionnaire américain n'était en poste à Pékin. (Les « bureaux de liaison » n'ont été établis que dix-huit mois plus tard.)

La deuxième anomalie était la guerre du Vietnam. Une partie de ma mission consistait à faire accepter à la Chine une guerre que l'Amérique menait à la frontière de la Chine, contre un allié de la Chine. Nous savions, Zhou comme moi, que ma présence même, à Pékin, était un coup dur pour Hanoi, qui voyait ainsi surgir le spectre de l'isolement – bien que ni Zhou ni moi n'ayons jamais abordé la question en ces termes<sup>374</sup>.

La question de Taïwan était désormais profondément ancrée dans la politique intérieure des deux pays, et était définie par deux conditions préalables qui avaient empêché jusque-là toute action diplomatique. Pékin partait de l'idée qu'aucun progrès n'était envisageable tant que l'Amérique n'aurait pas accepté le « principe d'une seule Chine ». Quant aux États-Unis, ils n'accepteraient de discuter que lorsque la Chine se serait engagée à résoudre pacifiquement le problème.

Zhou trancha ce nœud gordien dès le premier entretien sur le programme de notre séjour. Il avait déjà accepté, dans les échanges qui avaient précédé cette réunion, que les deux camps aient toute latitude pour aborder n'importe quel sujet, mais n'avait pas encore renoncé à exiger que la question de Taïwan soit discutée et probablement réglée d'abord. Au cours de ce premier entretien, Zhou fit savoir qu'il était prêt à aborder les

sujets dans l'ordre qui me conviendrait – autrement dit, il n'était plus indispensable de parler de Taïwan avant toute autre chose, et moins encore de régler la question. Il accepta également d'établir un lien inverse – c'est-à-dire de faire dépendre un règlement des questions relatives à Taïwan de la solution d'autres problèmes, par exemple celui de l'Indochine :

KISSINGER : Je voudrais demander au Premier ministre comment il compte procéder. Nous avons le choix entre deux méthodes – chacun peut énumérer les problèmes qui le préoccupent, réservant les réponses à plus tard, ou bien nous pouvons examiner les problèmes un par un. Que préférez-vous ?

ZHOU : Qu'en pensez-vous ?

KISSINGER : Je n'ai pas d'idée préconçue. Une solution envisageable serait que, puisque le Premier ministre Zhou nous a présenté son point de vue sur Taïwan, nous présentions notre point de vue sur l'Indochine. Je pourrais ensuite lui communiquer ma réaction sur sa déclaration concernant Taïwan, et il pourrait me faire part de sa réaction à mes propos sur l'Indochine. Mais nous pouvons également aborder une seule question à la fois.

ZHOU : Comme vous voulez. C'est à vous de décider. Dites ce que vous préférez. Vous pouvez parler d'abord de la question de Taïwan ou de l'Indochine, ou bien les aborder ensemble parce que vous estimez peut-être qu'elles sont liées.

KISSINGER : Je pense qu'elles le sont effectivement, dans une certaine mesure<sup>375</sup>.

Finalement, nous avons fait dépendre le retrait de nos forces militaires de Taïwan du règlement de la guerre en Indochine.

La position fondamentale de Zhou sur Taïwan, qu'il exposa au cours de la longue discussion d'ouverture du premier jour, nous était familière ; nous l'avions entendue lors de cent trente-six reprises des conversations de Varsovie. Les États-Unis devaient « reconnaître la RPC comme le seul gouvernement légitime de la Chine et ne faire aucune exception », et admettre que Taïwan était « une partie inaliénable de la Chine »<sup>376</sup>. « La logique naturelle » exigeait que les États-Unis « retirent toutes leurs forces armées et démontent toutes leurs installations militaires en place sur

Taïwan et dans le détroit de Taïwan, dans un délai limité<sup>377</sup> ». Lorsque ces processus se mettraient en place, le traité de défense entre les États-Unis et la République de Chine – dont Pékin ne reconnaissait pas la légalité – finirait par « ne plus exister<sup>378</sup> ».

Au moment de notre voyage secret en Chine, la nature de l'État chinois ne faisait l'objet d'aucune divergence de vues entre Pékin et Taipei. Ils souscrivaient l'un comme l'autre au principe d'une Chine unique, et les autorités de Taïwan interdisaient toute agitation indépendantiste. Aussi le problème des États-Unis était-il moins d'accepter le principe d'une seule Chine que d'intégrer la reconnaissance de Pékin comme capitale d'une Chine unie, dans un cadre temporel compatible avec les exigences intérieures de l'Amérique. Notre voyage amorçait le délicat processus qui a conduit les États-Unis à accepter point par point le concept d'une seule Chine, Pékin faisant preuve d'une remarquable souplesse quant à la chronologie de son exécution. Quel qu'ait été leur parti, les présidents américains successifs ont effectué un numéro d'équilibriste d'une grande habileté. Ils ont progressivement développé les relations avec Pékin, tout en créant des conditions permettant l'épanouissement de l'économie et de la démocratie de Taïwan. Quant aux dirigeants chinois successifs, tout en insistant énergiquement sur leur idée d'une Chine unique, ils ne l'ont pas poussée jusqu'à l'épreuve de force.

Zhou a adopté, à propos du Vietnam, la démarche qui avait été la mienne à propos de Taïwan : il a évité tout engagement immédiat, en même temps que tout sentiment d'urgence. Il a écouté mon exposé et a posé des questions pertinentes ; mais il s'est abstenu de toute pression, fût-elle seulement morale, et plus encore de toute menace. Le soutien que la Chine accordait au Vietnam avait une origine historique, m'a-t-il expliqué, et ne reposait pas sur des bases idéologiques ni stratégiques. « La dette que nous avons à son égard a été contractée par nos ancêtres. Depuis la libération, notre responsabilité n'existe plus parce que nous avons rejeté l'ancien système. Mais cela ne nous empêche pas de continuer à éprouver pour eux une sympathie profonde et entière<sup>379</sup>. » La sympathie, évidemment, n'était pas synonyme de soutien politique ou militaire ; c'était une façon délicate de nous faire savoir que la Chine ne

s'impliquerait pas militairement et ne nous soumettrait à aucune pression diplomatique.

Au déjeuner qui eut lieu le deuxième jour au Grand Palais du peuple, Zhou évoqua soudain la question de la Révolution culturelle. Nous en avions certainement suivi le déroulement de l'extérieur, nous dit-il, mais il souhaitait que ses invités comprennent la route qui avait conduit la Chine – malgré bien des détours – au point où elle se trouvait aujourd'hui, et qui permettait cette rencontre entre responsables chinois et américains.

Mao avait cherché à épurer le Parti communiste et à percer une brèche dans les structures bureaucratiques, expliqua Zhou. Dans ce dessein, il avait créé les gardes rouges, un organe extérieur au Parti et au gouvernement, qui était chargé de rendre au système son authenticité et sa pureté idéologiques. Cette décision avait fini par provoquer des troubles, différentes unités de gardes rouges poursuivant des politiques d'une autonomie et d'une incompatibilité croissantes. La situation s'était tellement aggravée, raconta Zhou, que, pour finir, différentes organisations et même des régions avaient créé leurs propres unités de gardes rouges pour se protéger du chaos envahissant. Le spectacle de ces unités dissidentes de gardes rouges se combattant mutuellement avait été absolument choquant pour un peuple éduqué dans la vérité universelle des idées communistes, et dans la foi dans l'unité chinoise. Le président Mao avait alors demandé à l'ALP de rétablir l'ordre, maintenant que l'ensemble du pays avait accompli des progrès en remportant la victoire contre la bureaucratie et en clarifiant ses convictions.

Présenter cet exposé, tâche qui lui avait certainement été dictée par Mao, plaçait Zhou dans une position délicate. Il cherchait manifestement à prendre ses distances avec la Révolution culturelle tout en restant loyal à Mao, lequel en lirait évidemment la transcription. À l'époque, j'ai cherché à résumer pour moi-même la teneur des propos de Zhou, que j'interprétais comme une volonté de se dissocier de Mao à travers l'expression d'un soutien mitigé : la Révolution culturelle s'était accompagnée d'un immense désordre. À un moment, les gardes rouges avaient même enfermé Zhou dans son propre bureau. D'un autre côté, Zhou n'avait pas été aussi clairvoyant que le président Mao, qui avait compris la nécessité d'insuffler une vigueur nouvelle à la révolution<sup>380</sup>.

Pourquoi tenir de tels propos à une délégation américaine dont c'était la première visite depuis deux décennies ? Parce que l'objectif était d'aller au-delà d'une simple normalisation des relations pour atteindre ce que nos interlocuteurs appelaient amitié, mais que l'on pourrait désigner avec plus d'exactitude comme une coopération stratégique. Pour ce faire, il était essentiel de présenter la Chine comme un pays qui avait triomphé de ses troubles intérieurs, et sur lequel on pouvait donc compter. Ayant réussi à surmonter la Révolution culturelle, sous-entendait Zhou, elle était capable d'offrir un front uni à n'importe quel ennemi étranger, et était donc une partenaire potentielle contre la menace soviétique. Zhou reprit explicitement le même thème lors de la réunion officielle qui suivit immédiatement. Elle se tint dans la salle du Fujian du Grand Palais du peuple, dont chaque salle porte le nom d'une province chinoise. Or le Fujian est celle à laquelle appartenaient Taïwan et les fameuses îles littorales, dans les divisions administratives de Pékin comme dans celles de Taipei<sup>381</sup>. Zhou ne souligna pas le symbolisme et les Américains l'ignorèrent.

Zhou commença par rappeler l'attitude de défi de la Chine, prête à résister, quand bien même tous les ennemis imaginables se ligueraient contre elle :

Vous aimez parler de philosophie. Le pire serait que la Chine soit à nouveau morcelée. Vous pourriez vous liguer, l'URSS occupant toutes les régions situées au nord du fleuve Jaune tandis que vous occuperiez toutes les régions au sud du Yangtze, la section orientale entre ces deux fleuves étant laissée au Japon...

Si une manœuvre d'une telle envergure devait se produire, comment réagiraient le Parti communiste chinois et le président Mao ? Nous nous préparerions à résister pendant une période prolongée en menant une guerre du peuple, nous engageant dans une lutte à long terme jusqu'à la victoire finale. Cela prendrait du temps et, bien sûr, nous serions obligés de sacrifier des vies, mais c'est quelque chose que nous devrions envisager<sup>382</sup>.

Des thèses historiques chinoises récentes affirment que Zhou avait spécifiquement reçu instruction de Mao de « se vanter » que « bien qu'il y

eût un grand désordre sous le ciel, la situation [était] merveilleuse<sup>383</sup> ». La perspective d'une agression soviétique préoccupait Mao, mais il ne voulait pas exprimer son inquiétude et moins encore donner l'impression d'appeler à l'aide. L'évocation d'un grand désordre sous le ciel était sa façon à lui d'obtenir que les États-Unis prennent certaines positions sans qu'il ait à le demander, ce qui aurait trahi ses craintes : mieux valait faire allusion tout à la fois à la pire menace qu'on pût concevoir et à la force d'âme qui permettrait à la Chine d'y résister. Aucune évaluation des services de renseignement américains n'avait jamais envisagé une éventualité aussi cataclysmique ; aucun homme politique américain n'avait jamais imaginé un affrontement aussi global. Mais son ampleur même laissait dans le flou la source d'inquiétude dominante – une attaque soviétique –, évitant ainsi à la Chine de se poser en suppliante.

Malgré son caractère apparemment explicite, la présentation de Zhou constituait une approche subtile d'une discussion de coopération stratégique. Dans la région atlantique, nous étions les alliés de pays amicaux, soumis à une grave menace. Ces pays avaient tendance à chercher des réassurances, en transformant des engagements verbaux en obligation juridique. Les dirigeants chinois adoptaient la voie inverse. La Chine, disaient-ils dans une version préliminaire d'un énoncé qui deviendrait monnaie courante au cours des dix ans à venir, était prête à rester seule, même devant une menace nucléaire, et à mener de son côté une guérilla prolongée contre une coalition de toutes les grandes puissances. L'objectif sous-jacent de cette déclaration était de transformer l'autonomie en une arme et une méthode d'assistance mutuelle fondée sur des perceptions analogues. Les obligations réciproques entre la Chine et les États-Unis ne figureraient pas dans un document juridique mais dans la même conception d'une menace commune. Bien que la Chine ne réclamât aucune assistance extérieure, celle-ci émergerait tout naturellement de cette communauté de vues ; elle deviendrait superflue si l'autre partie ne partageait pas – ou ne partageait plus – la vision chinoise du défi.

Tout à la fin de la séance du deuxième jour, Zhou, qui devait consacrer sa soirée à la visite du dignitaire nord-coréen – environ dix-huit heures avant l'heure irrévocable de notre départ –, évoqua la question d'une visite du président Nixon. Nous y avons fait quelques allusions détournées, lui

et moi, mais avons évité toute précision car nous ne souhaitions ni l'un ni l'autre risquer un refus ou nous placer en position de demandeur. Zhou adopta finalement la solution élégante consistant à aborder le sujet comme un point de procédure :

ZHOU : Comment envisagez-vous d'annoncer la visite ?

KISSINGER : Quelle visite ?

ZHOU : Parlez-vous uniquement de votre visite ou aussi de celle du président Nixon ?

KISSINGER : Nous pourrions annoncer ma visite et dire que le président Mao a adressé une invitation au président Nixon et que celui-ci l'a acceptée, soit en principe, soit à une date fixée, au printemps prochain. Que préférez-vous ? Il me semble qu'associer les deux présente certains avantages.

ZHOU : Dans ce cas, serait-il possible que les deux camps désignent des collaborateurs pour rédiger un projet d'annonce ?

KISSINGER : Nous devrions le rédiger dans le contexte dont nous avons discuté.

ZHOU : Les deux visites.

KISSINGER : Ce serait parfait.

ZHOU : Nous allons essayer... J'ai, à six heures, un rendez-vous qui durera jusqu'à dix heures. Mon bureau est à votre disposition. Vous pouvez aussi vous rendre à votre résidence pour des entretiens. Vous pouvez dîner, vous reposer et regarder un film.

KISSINGER : Nous nous retrouverons à dix heures.

ZHOU : Oui, je viendrai vous voir à votre résidence. Nous travaillerons jusqu'à une heure avancée de la nuit<sup>384</sup>.

Nous n'avons pas réussi, finalement, à mettre au point le communiqué à cause d'une impasse sur un point précis : il s'agissait de préciser qui avait invité qui. Or chaque camp souhaitait donner l'impression que le plus empressé des deux était l'autre. Nous avons fini par couper la poire en deux. Mais le projet de texte devait être approuvé par Mao, lequel était allé se coucher. Mao donna finalement son aval à une formule indiquant



que Zhou, « informé du désir exprimé par le président Nixon de se rendre en République populaire de Chine », lui avait « transmis une invitation » que Nixon avait acceptée « avec plaisir ».

Nous avons fini de rédiger les termes d'une déclaration relative à la visite du président Nixon juste avant l'heure de notre départ, dans l'après-midi du dimanche 11 juillet. « Notre annonce va ébranler le monde », déclara Zhou, et la délégation repartit, dissimulant son impatience pendant les quelques heures précédant l'ébranlement du monde. Je transmis un message à Nixon qui se trouvait dans sa « Western White House » de San Clemente. Puis, simultanément le 15 juillet, depuis Los Angeles et depuis Pékin, le voyage secret et l'invitation furent rendus publics.

### **Nixon en Chine : l'entrevue avec Mao**

Le 21 février 1972, sept mois après notre visite secrète, le président Nixon arriva à Pékin par une âpre journée d'hiver. Ce fut un instant de triomphe pour le Président, anticommuniste invétéré, qui avait discerné une occasion géopolitique et s'en était audacieusement emparé. Pour illustrer la force d'âme qui lui avait permis de maintenir le cap jusqu'à ce jour, et pour symboliser l'ère nouvelle qu'il inaugurerait, il tint à descendre seul d'Air Force One pour rencontrer Zhou Enlai, qui se tenait sur la piste venteuse, impeccable dans sa veste Mao, pendant qu'une fanfare militaire chinoise jouait « The Star-Spangled Banner », l'hymne américain. La poignée de main symbolique qui effaça la rebuffade de Dulles fut échangée en bonne et due forme. Mais cet événement historique fut étrangement étouffé. Quand le cortège de voitures de Nixon s'engagea dans Pékin, il n'y avait pas l'ombre d'un badaud dans les rues. Et son arrivée fut mentionnée tout à la fin du bulletin d'informations du soir<sup>[385](#)</sup>.

Aussi révolutionnaire qu'ait été cette ouverture, le communiqué final – et plus particulièrement le paragraphe clé consacré à Taïwan – n'avait pas encore fait l'objet d'un accord intégral. Toute célébration aurait été prématurée et aurait pu affaiblir l'attitude de sérénité étudiée avec laquelle les Chinois abordèrent les négociations. De surcroît, les dirigeants chinois savaient que leurs alliés vietnamiens étaient furieux que la Chine ait donné



à Nixon une possibilité de rallier l'opinion publique américaine. Un hommage public à leur ennemi dans la capitale de leur alliée aurait mis à trop rude épreuve la relation sino-vietnamienne toujours précaire.

Nos hôtes compensèrent l'absence de manifestations en invitant Nixon à rencontrer Mao quelques heures seulement après notre arrivée. « Inviter » n'est peut-être pas le mot juste pour désigner la procédure suivie lors des entrevues avec Mao. Aucun rendez-vous n'était jamais fixé ; les rencontres se faisaient comme s'il s'agissait d'événements tout naturels. Elles suivaient en quelque sorte le modèle des audiences qu'accordaient jadis les empereurs. La première allusion à une invitation de Mao à Nixon fut faite peu après notre arrivée, lorsqu'on m'annonça que Zhou désirait me voir dans une salle de réception. Il m'informa que « le président Mao souhaitait rencontrer le Président ». Pour éviter de donner l'impression que Nixon se faisait convoquer, j'évoquai quelques questions purement théoriques sur l'organisation des événements lors du banquet du soir. Avec une impatience qui ne lui ressemblait guère, Zhou répondit : « Dans la mesure où le Président l'invite, il tient à le voir relativement vite. » En recevant Nixon tout au début de sa visite, Mao faisait savoir à l'opinion publique intérieure et internationale qu'il approuvait pleinement ces entretiens, avant même qu'ils commencent. Flanqués de Zhou, nous partîmes donc pour la résidence de Mao dans des véhicules chinois. Aucun membre de l'équipe de sécurité américaine ne fut autorisé à nous accompagner, et la presse ne serait informée de cette entrevue qu'a posteriori.

On accédait à la résidence de Mao par un large portail situé sur l'axe est-ouest, percé à l'endroit où se trouvait l'ancienne enceinte de la ville avant la révolution communiste. À l'intérieur de la Cité impériale, la route longeait un lac, sur l'autre rive duquel se dressaient un certain nombre de résidences destinées aux dignitaires du régime. Construites du temps de l'amitié sino-soviétique, elles reflétaient le style stalinien pesant de l'époque, à l'image des résidences réservées aux invités officiels.

La demeure de Mao n'était pas différente des autres, mais se trouvait un peu à l'écart. Il n'y avait ni gardes visibles, ni autres insignes de pouvoir. Une petite antichambre était presque entièrement occupée par une table de ping-pong. Peu importait, car nous fûmes immédiatement introduits dans

le bureau de Mao, une pièce aux dimensions modestes dont trois murs étaient couverts d'étagères remplies de manuscrits dans un désordre effroyable. Des livres s'empilaient sur les tables et sur le sol. Un lit de bois tout simple se dressait dans un angle. Le dirigeant tout-puissant du pays le plus peuplé du monde cherchait à donner l'image d'un roi philosophe, qui n'avait pas besoin d'étayer son autorité par des symboles traditionnels de majesté.

Assis dans un fauteuil situé au centre d'un demi-cercle de sièges, Mao se leva pour nous accueillir. Un domestique se tenait à son côté, prêt à le soutenir au besoin. Nous apprîmes par la suite qu'il avait souffert de divers problèmes cardiaques et pulmonaires au cours des semaines précédentes, et avait du mal à se déplacer. Surmontant ses infirmités, Mao dégageait une impression de volonté et de détermination peu communes. Il prit les deux mains de Nixon entre les siennes et lui adressa son sourire le plus bienveillant. Ce cliché fut publié dans tous les journaux chinois. Les Chinois avaient l'art d'utiliser les photographies de Mao pour communiquer un climat et une orientation politiques. Quand il avait l'air renfrogné, l'orage approchait. Quand on le montrait agitant l'index devant un visiteur, cela exprimait les réserves d'un professeur plutôt indulgent.

Cette entrevue nous donna une première occasion de nous initier au style de conversation badin et elliptique de Mao. La plupart des dirigeants politiques présentent leurs idées sous forme d'une liste de points essentiels. Mao avançait les siennes de façon socratique. Il commençait par une question ou une observation, invitant à un commentaire en réponse. Il poursuivait alors par une autre observation. Cet enchaînement de remarques caustiques, de réflexions et d'interrogations laissait émerger une orientation, mais rarement un engagement ferme.

D'emblée, Mao renonça à mener le moindre dialogue philosophique ou stratégique avec Nixon. Celui-ci avait confié au vice-ministre chinois des Affaires étrangères, Qiao Guanhua, chargé d'escorter l'équipe présidentielle de Shanghai à Pékin (Air Force One avait fait escale à Shanghai pour faire monter un navigateur chinois à bord), qu'il se réjouissait à l'idée de discuter philosophie avec le président Mao. Lequel n'en avait pas la moindre intention. Alléguant que j'étais l'unique docteur en philosophie présent, il ajouta : « Et si vous lui demandiez d'être le

principal orateur aujourd'hui ? » Comme par habitude, Mao jouait sur les « contradictions » entre ses invités : cette dérobade sarcastique aurait pu avoir pour objet d'ouvrir une faille entre le président américain et son conseiller à la Sécurité nationale – les présidents n'appréciant généralement guère de se voir souffler la vedette par un simple conseiller.

Mao s'abstint également de saisir la perche que lui tendait Nixon et d'aborder les problèmes que posaient un certain nombre de pays qu'il énuméra. Nixon formula ainsi les questions majeures :

Nous devons par exemple nous demander – sans sortir des limites de cette pièce – pourquoi les Soviétiques ont plus de forces sur la frontière qu'ils partagent avec vous que sur leur frontière avec l'Europe occidentale. Nous devons nous interroger sur l'avenir du Japon. Est-il préférable – et je sais que nous sommes en désaccord sur ce point –, est-il préférable que le Japon soit neutre, sans aucune défense, ou est-il préférable que, pendant un temps, le Japon entretienne certaines relations avec les États-Unis ?... La question est de savoir quel est le danger qu'affronte la République populaire, s'il s'agit du danger d'une agression américaine ou d'une agression soviétique<sup>386</sup>.

Mao refusa de mordre à l'hameçon. « Je ne souhaite pas m'engager dans toutes ces questions embarrassantes. » Il suggéra d'en discuter avec le Premier ministre.

Que souhaitait donc faire comprendre Mao par ce dialogue apparemment filandreux ? Les messages les plus importants furent peut-être ceux qui demeurèrent tacites. Pour commencer, après des décennies de récriminations mutuelles à propos de Taïwan, le sujet ne fut pour ainsi dire pas abordé. Les discussions sur ce point se résumèrent à ces quelques propos :

MAO : Notre vieil ami commun, le généralissime Chiang Kai-shek, n'approuve pas cela. Il nous traite de bandits communistes. Il a publié récemment un discours. L'avez-vous vu ?

NIXON : Chiang Kai-shek traite le Président de bandit. Et de quoi le Président traite-t-il Chiang Kai-shek ?

ZHOU : En général, nous parlons de la clique de Chiang Kai-shek. Dans les journaux, nous le traitons parfois de bandit ; et nous sommes traités de bandits à notre tour. En vérité, nous nous insultons réciproquement.

MAO : En fait, l'histoire de notre amitié avec lui est beaucoup plus longue que l'histoire de votre amitié avec lui<sup>387</sup>.

Pas de menaces, pas d'exigences, pas de dates butoirs, pas d'allusion à l'impasse d'autrefois. Après une guerre, deux affrontements militaires et cent trente-six réunions d'ambassadeurs qui n'avaient abouti à rien, la question de Taïwan avait perdu de son urgence. Elle était remise, provisoirement en tout cas, comme l'avait déjà laissé entendre Zhou lors de notre réunion secrète.

Mao souhaitait également faire comprendre que Nixon était le bienvenu. Son photographe y avait veillé. Troisièmement, il tenait à faire savoir que la Chine ne menaçait pas les États-Unis :

À l'heure actuelle, la question d'une agression de la part des États-Unis ou d'une agression de la part de la Chine est relativement insignifiante ; en fait, on pourrait dire que ce n'est pas une question majeure, parce que, dans les circonstances présentes, il n'y a pas d'état de guerre entre nos deux pays. Vous voulez retirer certaines de vos troupes pour les rapatrier sur votre sol ; les nôtres ne se rendent pas à l'étranger<sup>388</sup>.

Cette phrase sibylline affirmant que les soldats chinois restaient chez eux levait un motif d'inquiétude : le Vietnam ne s'achèverait pas, comme la Corée, par une intervention chinoise massive.

Quatrièmement, Mao tenait à souligner que sa volonté d'ouverture vers l'Amérique s'était heurtée à un certain nombre d'obstacles qu'il avait cependant réussi à surmonter. Il accorda une épitaphe sardonique à Lin Biao qui, à la suite de ce qu'on avait présenté comme un coup d'État manqué, avait fui la capitale en septembre 1971 dans un avion militaire, lequel s'était écrasé en Mongolie :

Dans notre pays aussi, il y a un groupe réactionnaire qui est hostile à ce que nous prenions contact avec vous. Le résultat a été qu'ils sont montés dans un avion et se sont enfuis à l'étranger... Quant à l'Union

soviétique, ils ont fini par aller chercher les cadavres, mais ils n'en ont rien dit<sup>389</sup>.

Cinquièmement, Mao était partisan d'une accélération de la coopération bilatérale et très favorable à des discussions techniques sur ce sujet :

Notre camp aussi est bureaucratique quand il s'agit de régler des affaires. Par exemple, vous souhaitiez des échanges de personnes à un niveau individuel, ce genre de choses ; et aussi le commerce. Mais au lieu de prendre cette décision, nous nous sommes entêtés à affirmer que, sans règlement des questions majeures, il n'était pas question de s'occuper des petites. Je me suis moi-même cramponné à cette position. Plus tard, j'ai compris que vous aviez raison, et nous avons joué au ping-pong<sup>390</sup>.

Sixièmement, il fit valoir sa bonne volonté personnelle à l'égard de Nixon, ajoutant qu'il préférerait traiter avec des gouvernements de droite parce qu'ils étaient plus dignes de confiance. Mao, l'auteur du Grand Bond en avant et de la campagne antidroitière, remarqua de façon insolite qu'il avait « voté pour » Nixon et était « relativement heureux quand ces gens de droite arrivent au pouvoir » (à l'Ouest du moins) :

NIXON : Quand le Président dit qu'il a voté pour moi, c'est qu'il a voté pour le moindre mal.

MAO : J'aime les hommes de droite. Les gens disent que vous êtes de droite, que le Parti républicain est de droite, que le Premier ministre Heath<sup>391</sup> est lui aussi de droite.

NIXON : Et le général de Gaulle<sup>392</sup>.

MAO : De Gaulle, c'est une autre affaire. On dit aussi que le Parti chrétien-démocrate d'Allemagne de l'Ouest est également de droite. Je suis relativement heureux quand ces gens de droite arrivent au pouvoir<sup>393</sup>.

Il n'en souligna pas moins que si les démocrates prenaient le pouvoir à Washington, la Chine établirait également des contacts avec eux.

Au début de la visite de Nixon, Mao était prêt à s'engager dans la direction que celle-ci impliquait, sans entrer pour le moment dans le détail des négociations qui étaient sur le point de s'ouvrir. On ignorait encore s'il

serait possible de trouver une formule concernant Taïwan (toutes les autres questions ayant été réglées, pour l'essentiel). Mais Mao se montra prêt à approuver un programme substantiel de coopération au cours des quinze heures de discussion prévues entre Nixon et Zhou. L'orientation fondamentale ayant été donnée, Mao conseilla la patience et minimisa la gravité d'une éventuelle impossibilité de présenter un communiqué commun. Au lieu de traiter un tel revers comme un échec, il affirma qu'il devait nous inciter à redoubler d'efforts. Le plan stratégique imminent prenait le pas sur toutes les autres préoccupations – et même sur l'impasse de Taïwan. Mao conseillait aux deux camps de ne pas trop miser sur une unique série de négociations :

Il est bon de bien parler et il est aussi bon qu'il n'y ait pas d'accords ; qu'importe en effet que nous nous trouvions dans l'impasse ? Pourquoi devrions-nous absolument arriver à des résultats ? Les gens diront... Si nous échouons la première fois, les gens demanderont pourquoi nous ne sommes pas capables de réussir la première fois ? La seule raison serait que nous nous sommes engagés sur une mauvaise voie. Et que diront-ils si nous réussissons la deuxième fois<sup>394</sup> ?

En d'autres termes, si, pour quelque raison imprévue, les discussions imminentes devaient ne pas aboutir, la Chine persévérerait pour obtenir, un peu plus tard, la coopération stratégique souhaitée avec l'Amérique.

Alors que la réunion allait être levée, Mao, le chantre de la révolution permanente, affirma avec force au président de la société capitaliste impérialiste jusqu'alors vilipendée que l'idéologie n'avait plus place dans les relations entre les deux pays :

MAO [*désignant le Dr Kissinger*] : « Ne laissez pas passer l'heure, ne laissez pas passer le jour. » Je pense que, généralement parlant, les gens comme moi ressemblent beaucoup à de gros canons. [*Rires de Zhou.*] Je songe à des choses comme « Le monde entier devrait s'unir et écraser l'impérialisme, le révisionnisme et tous les réactionnaires, et établir le socialisme<sup>395</sup>. »

Mao rit à gorge déployée à l'idée que quelqu'un aurait pu prendre au sérieux un slogan qui avait pourtant figuré sur les bâtiments publics de

toute la Chine pendant des dizaines d'années. Il mit fin à la conversation par un commentaire typiquement sardonique, moqueur et rassurant :

Mais peut-être n'êtes-vous pas, en tant qu'individu, de ceux qu'il faut renverser. On dit qu'il [le Dr Kissinger] fait lui aussi partie de ceux qu'il ne faut pas renverser personnellement. D'ailleurs, si vous étiez tous renversés, il ne nous resterait plus d'amis<sup>396</sup>.

Notre sécurité personnelle à long terme étant ainsi assurée, et le fondement non idéologique de nos relations garanti par la plus haute autorité compétente, les deux camps entamèrent cinq journées de dialogue et de banquets entrecoupés d'excursions touristiques.

### **Le dialogue Nixon-Zhou**

Les questions de fond avaient été réparties en trois catégories, la première étant les objectifs à long terme des deux camps et leur coopération contre des puissances hégémoniques – un code désignant l'Union soviétique sans qu'il soit besoin de la nommer. Ces discussions seraient menées par Zhou et Nixon, accompagnés d'un nombre restreint de collaborateurs, dont je faisais partie. Nous nous retrouvions pendant trois heures au moins tous les après-midi.

Un deuxième groupe, chargé de parler de coopération économique ainsi que d'échanges scientifiques et techniques, se réunissait sous l'égide des ministres des Affaires étrangères des deux camps. S'y ajoutait enfin une équipe chargée de la rédaction du communiqué final, dirigée par le vice-ministre des Affaires étrangères, Qiao Guanhua, et moi-même. Cette équipe se réunissait tard le soir, après les banquets.

Les rencontres entre Nixon et Zhou eurent ceci d'exceptionnel pour des entrevues entre chefs de gouvernement (Nixon étant aussi, évidemment, chef d'État) qu'elles n'abordèrent *aucun* sujet d'actualité ; ceux-ci étaient du ressort des rédacteurs du communiqué et de l'équipe des ministres des Affaires étrangères. Nixon chercha avant tout à présenter à son homologue une feuille de route conceptuelle de la politique américaine. En raison du point de départ des deux camps, il était important que nos interlocuteurs chinois disposent d'un exposé fiable et officiel des objectifs américains.

Nixon était extraordinairement compétent dans ce rôle. En tant que négociateur, son peu de goût pour les affrontements directs – qu’il avait même l’habitude d’éviter – tendait à engendrer flou et ambiguïté. Mais il savait comme peu d’autres exposer clairement une situation. Des dix présidents américains que j’ai connus, c’est indéniablement celui qui avait la meilleure compréhension des tendances internationales à long terme. Il profita de ses quinze heures d’entrevue avec Zhou pour lui communiquer sa vision des relations sino-américaines et de leurs conséquences sur les affaires du monde.

Pendant que j’étais en route pour la Chine, Nixon avait esquissé sa conception des choses à l’ambassadeur américain à Taipei, lequel serait chargé de la pénible mission d’expliquer à ses hôtes que, dans les années à venir, le centre d’intérêt de la politique chinoise de l’Amérique se déplacerait de Taipei vers Pékin :

Nous devons avoir à l’esprit, et ils [Taipei] doivent s’y préparer, que nos relations avec l’autre – le continent chinois – se normaliseront peu à peu. Parce que nos intérêts l’exigent. Pas parce que nous les aimons, mais parce qu’ils sont là... et parce que la situation mondiale a radicalement changé<sup>397</sup>.

Nixon prévoyait que, malgré les troubles et les privations qu’avait connus la Chine, les remarquables capacités de son peuple finiraient par la propulser au premier rang des puissances mondiales :

Prenez simplement le temps de vous demander ce qui adviendrait si un individu capable de mettre en place un système de gouvernement correct prenait le contrôle de ce continent. Grands dieux... Il n’y aurait aucune puissance au monde qui pourrait ne serait-ce... – imaginez une chose pareille, vous mettez huit cents millions de Chinois au travail sous un régime correct... ils seront les maîtres du monde<sup>398</sup>.

À Pékin, Nixon était dans son élément. Quelles qu’aient été ses idées négatives profondément ancrées sur le régime communiste, il n’était pas venu en Chine pour convertir ses dirigeants aux principes américains de la démocratie et de la libre entreprise – il savait que c’était parfaitement inutile. Tout au long de la guerre froide, l’ambition de Nixon fut de créer



un ordre international stable pour un monde où pullulaient les armes nucléaires. Voilà pourquoi, lors de sa première entrevue avec Zhou, Nixon rendit hommage à la sincérité des révolutionnaires dont il avait autrefois dénigré le succès en le présentant comme un échec insigne de la politique américaine : « Nous savons que vous croyez profondément à vos principes et nous croyons profondément aux nôtres. Nous ne vous demandons pas de transiger sur vos principes, de même que vous ne nous demanderez pas de transiger sur les nôtres<sup>399</sup>. »

Nixon reconnut que ses principes l'avaient conduit jadis – à l'image d'un grand nombre de ses compatriotes – à prôner une politique hostile aux visées chinoises. Mais le monde avait changé et les intérêts américains exigeaient que Washington s'adapte à cette évolution :

Comme j'étais membre de l'administration Eisenhower, mes idées étaient identiques à celles de M. Dulles à l'époque. Mais le monde n'est plus le même, et les relations entre la République populaire et les États-Unis doivent changer, elles aussi. À l'instar de ce qu'a déclaré le Premier ministre dans une entrevue avec le Dr Kissinger, le timonier doit se laisser porter par les vagues s'il ne veut pas être englouti<sup>400</sup>.

Nixon proposait de fonder la politique étrangère sur la réconciliation des intérêts des deux pays. À condition que l'intérêt national soit clairement perçu et prenne en compte le besoin mutuel de stabilité, ou du moins la volonté commune d'éviter une catastrophe, les relations sino-américaines y gagneraient en prévisibilité :

À ce propos, le Premier ministre sait aussi bien que moi que l'amitié – qui nous lie, me semble-t-il, de façon personnelle – ne saurait être le fondement d'une relation solide, pas l'amitié seule... En tant qu'amis, nous pourrions nous entendre sur de jolis mots, mais si l'exécution des accords présentés par ces mots ne sert pas nos intérêts nationaux, cela n'aura guère de sens<sup>401</sup>.

Dans pareille approche, la sincérité était la condition essentielle à une vraie coopération. Comme Nixon l'exposa à Zhou : « Il est important que nous instaurions une sincérité totale et que nous reconnaissons qu'aucun de nous ne fera rien que nous pourrions juger contraire à nos intérêts<sup>402</sup>. » Les adversaires de Nixon ont souvent critiqué ces déclarations et d'autres

de la même veine en les présentant comme une forme d'égoïsme. Mais les dirigeants chinois s'y sont fréquemment référés en estimant qu'elles garantissaient le sérieux de l'Amérique – parce qu'elles étaient précises, calculables et réciproques.

À partir de là, Nixon défendit le principe d'une présence durable de l'Amérique en Asie, même après le retrait de l'essentiel des forces américaines du Vietnam, insistant, chose inhabituelle, sur le fait que cette présence dans la région servait les intérêts *des deux camps*. Pendant des dizaines d'années, la propagande chinoise l'avait présentée comme une forme d'oppression capitaliste et avait appelé « le peuple » à s'élever contre elle. Mais à Pékin, Nixon rappela avec force que les impératifs géopolitiques devaient l'emporter sur l'idéologie – ce dont témoignait, du reste, sa présence en ce lieu. Avec un million de soldats soviétiques sur la frontière nord de la Chine, Pékin ne pourrait plus faire reposer sa politique étrangère sur des slogans évoquant la nécessité de terrasser « l'impérialisme américain ». Nixon m'avait exposé, avant notre voyage, le rôle capital que l'Amérique jouait dans le monde :

Il ne faut pas exprimer trop de regrets à propos du rôle de l'Amérique. Qu'il s'agisse du passé, du présent ou de l'avenir. Il ne faut pas nous montrer trop arrangeants à propos de ce que fera l'Amérique. En d'autres termes, battre notre coulpe, porter le cilice, dire : nous nous retirerons, nous ferons ceci, et puis cela, et je ne sais quoi encore. À mon avis, voici ce que nous devons dire : « Qui l'Amérique menace-t-elle ? Par qui préféreriez-vous voir jouer ce rôle<sup>403</sup> ? »

Invoquer l'intérêt national sous la forme absolue présentée par Nixon ne peut guère constituer l'unique concept organisateur de l'ordre international. Les conditions de définition de l'intérêt national divergent trop, et les éventuelles fluctuations d'interprétation sont trop grandes pour qu'on puisse en faire le seul principe directeur solide. Il faut généralement une relative convergence de valeurs pour assurer une certaine retenue.

Quand la Chine et les États-Unis ont commencé à négocier après un hiatus de vingt ans, les valeurs des deux camps étaient différentes, voire opposées. Aussi un consensus sur l'intérêt national, malgré tous ses

inconvenients, était-il l'élément de modération le plus important dont on pût disposer. L'idéologie ne pouvait que pousser les deux camps vers l'affrontement, et inciter à des épreuves de force sur une large zone périphérique.

Le pragmatisme était-il suffisant ? Il peut tout aussi aisément aggraver les conflits d'intérêts que les résoudre. Chaque camp connaît forcément mieux ses objectifs que ceux de l'autre. Bien des choses dépendent de la solidité de sa position intérieure : en effet, des concessions nécessaires d'un point de vue pragmatique peuvent être exploitées par les opposants intérieurs, qui les présenteront comme une manifestation de faiblesse. D'où la tentation constante de faire monter les enchères. Au cours des premières négociations avec la Chine, il s'agissait de savoir jusqu'à quel point les définitions de nos intérêts se rejoignaient, ou jusqu'à quel point il était possible de les rapprocher. Les entretiens Nixon-Zhou ont assuré le cadre de cette convergence, et le pont qui y a conduit a été le communiqué de Shanghai et son paragraphe abondamment débattu sur l'avenir de Taïwan.

### **Le communiqué de Shanghai**

Le plus souvent, les communiqués ont une courte durée de conservation. Ils définissent un climat plus qu'une orientation. Ce ne fut pas le cas de celui qui récapitula la visite de Nixon à Pékin.

Les dirigeants aiment à faire croire que les communiqués jaillissent tout prêts de leur esprit et des conversations avec leurs homologues. Ils ne tiennent pas à réfuter l'idée répandue selon laquelle ils en rédigent eux-mêmes le texte et en approuvent la moindre virgule. Les dirigeants expérimentés et sages agissent différemment. Nixon et Zhou savaient parfaitement qu'il est risqué d'obliger des responsables politiques à se lancer dans des séances de rédaction, dans le peu de temps imparti à un sommet. Il n'est pas rare que des hommes dotés d'une forte volonté – et n'en faut-il pas pour exercer de telles fonctions ? – se trouvent dans l'incapacité de surmonter les pierres d'achoppement quand le temps presse et que les médias se font insistants. Aussi les diplomates se

présentent-ils généralement aux rencontres de première importance munis de communiqués déjà largement rédigés.

C'est à cette fin que Nixon m'avait envoyé à Pékin en octobre 1971 – lors d'une deuxième visite. Au cours de nos échanges ultérieurs, nous décidâmes de donner à ce voyage le nom de code de Polo II, nos réserves d'imagination ayant été épuisées par le seul fait de baptiser mon premier voyage secret Polo I. L'objectif majeur de Polo II était de nous entendre sur un communiqué susceptible d'obtenir l'approbation des autorités chinoises et du président américain au terme du voyage de Nixon, quatre mois plus tard.

Notre arrivée à Pékin coïncida avec une période de bouleversement de la structure gouvernementale chinoise. Quelques semaines plus tôt, le successeur désigné de Mao, Lin Biao, avait été accusé d'avoir fomenté un complot dont toutes les dimensions n'ont jamais été officiellement révélées. On en a donné différentes explications. À l'époque, l'opinion dominante était que Lin Biao, le compilateur du « Petit Livre rouge », estimait la sécurité de la Chine mieux assurée par un retour aux principes de la Révolution culturelle que par un rapprochement avec l'Amérique. On a également suggéré qu'à cette date, Lin s'était opposé à Mao en incarnant une position plus proche du pragmatisme de Zhou et de Deng, et que son fanatisme idéologique apparent n'était qu'une tactique défensive<sup>404</sup>.

Toujours est-il que les vestiges de cette crise nous entouraient encore lorsque nous arrivâmes, mes collaborateurs et moi, le 20 octobre. En rejoignant la ville depuis l'aéroport, nous sommes passés devant des affiches sur lesquelles était écrit le slogan familier « À bas l'impérialisme américain et ses chiens de garde ». Certaines étaient en anglais. Des tracts sur le même thème avaient été laissés dans nos chambres à la résidence des invités. J'ai demandé à un de mes collaborateurs de les ramasser et de les remettre à l'agent du protocole chinois, en précisant qu'ils avaient dû être oubliés par un précédent occupant.

Le lendemain, le ministre des Affaires étrangères par intérim, qui m'accompagna à une réunion avec Zhou au Grand Palais du peuple, prit note de cette source d'embarras potentielle. Il attira mon attention sur une affiche murale qui avait remplacé un placard insultant et sur laquelle

figurait l'inscription suivante, en anglais : « Bienvenue au tournoi de ping-pong afro-asiatique ». Toutes les autres affiches devant lesquelles nous passâmes avaient été repeintes. Zhou mentionna sans s'appesantir que nous ferions mieux d'observer les actions de la Chine que ses « canons vides » rhétoriques – une anticipation de ce que Mao dirait à Nixon quelques mois plus tard.

La discussion sur le communiqué s'ouvrit de façon assez conventionnelle. Je présentai un projet de texte que j'avais préparé avec mes collaborateurs, et que Nixon avait approuvé. Les deux camps y affirmaient leur attachement à la paix et s'engageaient à coopérer sur les questions en suspens. Le passage sur Taïwan était resté vierge. Zhou accepta ce brouillon comme base de négociation et promit de nous soumettre les modifications ou suggestions chinoises le lendemain matin. Rien de tout cela ne s'écartait de la routine habituelle de la rédaction d'un communiqué.

La suite allait être bien différente. Mao intervint pour ordonner à Zhou d'interrompre la rédaction de ce qu'il appela « un communiqué de merde ». Il avait beau qualifier ses exhortations à l'orthodoxie communiste de « canons vides », il n'était pas prêt pour autant à y renoncer comme directives des cadres communistes. Il donna instruction à Zhou de préparer un communiqué qui réaffirmerait les thèses communistes orthodoxes en les présentant comme la position chinoise. Les Américains n'auraient qu'à formuler leurs vues à leur guise. Mao avait bâti toute son existence sur l'idée que la paix ne pouvait surgir que de la lutte et n'était pas une fin en soi. La Chine ne craignait pas de reconnaître ses divergences avec l'Amérique. Le brouillon de Zhou (et le mien) relevait du genre de banalités que les Soviétiques seraient prêts à signer, mais qu'ils ne prendraient pas au sérieux et n'appliqueraient pas<sup>405</sup>.

Zhou se plia aux instructions de Mao. Il soumit un projet de communiqué qui affirmait la position chinoise en des termes sans équivoque. Il avait laissé des pages blanches réservées à notre position, dont on prévoyait qu'elle serait tout aussi explicite, mais à l'opposé. Une section finale était réservée aux positions communes.

Dans un premier temps, je fus interloqué. Mais en y réfléchissant bien, je me dis que cette présentation peu conventionnelle paraissait régler les problèmes des deux camps. Chacun pouvait réaffirmer ses convictions fondamentales, ce qui rassurerait son opinion publique et ses alliés inquiets. Les divergences de vues étaient connues depuis vingt ans. Le contraste mettrait en relief les accords passés, et les conclusions positives n'en prendraient que plus de crédibilité. N'ayant pas la possibilité d'en référer à Washington puisque nous n'avions pas de représentation diplomatique ni de moyen de communication assez sûr, je pensais connaître suffisamment le fond de la pensée de Nixon pour aller de l'avant.

C'est ainsi qu'un communiqué présenté sur le sol chinois et publié par les médias chinois permit à l'Amérique d'affirmer son engagement en faveur de « la liberté individuelle et [du] progrès social pour tous les peuples du monde », de proclamer ses liens étroits avec ses alliés de Corée du Sud et du Japon et d'exposer une vision de l'ordre international qui rejetait l'infailibilité de tout pays, quel qu'il fût, et permettait à chaque nation de se développer à l'abri de toute ingérence étrangère<sup>406</sup>. Le projet de communiqué chinois exprimait, bien sûr, des opinions contraires, en des termes tout aussi explicites. Elles n'avaient rien de surprenant pour la population chinoise, qui les entendait et les voyait tous les jours dans ses médias. Mais, en signant un document présentant côte à côte les deux optiques, chaque camp concluait en réalité une trêve idéologique et soulignait les quelques points de convergence.

Le plus important de ceux-ci était indéniablement l'article consacré à l'hégémonie. En voici la teneur :

– Aucun [camp] ne devrait rechercher l'hégémonie dans la région Asie-Pacifique et chacun est opposé aux efforts de tout autre pays ou groupe de pays pour établir une telle hégémonie<sup>407</sup>.

Certaines alliances se sont conclues sur des bases bien plus fragiles. Malgré sa phraséologie pédante, c'était une conclusion stupéfiante. Deux pays qui étaient encore ennemis un peu plus de six mois auparavant annonçaient leur opposition commune à toute nouvelle expansion de la sphère d'influence soviétique. C'était une authentique révolution

diplomatique, car de toute évidence, cette démarche déboucherait, dans une étape ultérieure, sur des discussions à propos d'une stratégie capable de contrecarrer les ambitions soviétiques.

La viabilité de cette stratégie dépendrait de nos éventuels progrès touchant Taïwan. Au moment où le sujet fut abordé, pendant le voyage de Nixon, les deux parties avaient déjà étudié consciencieusement la question depuis ma visite secrète sept mois plus tôt.

Les négociations en étaient arrivées au point où le diplomate est contraint de faire un choix. Une tactique – la méthode traditionnelle, en fait – consiste à affirmer une position extrême et à reculer peu à peu jusqu'à une attitude plus acceptable par l'autre camp. Ce genre de méthode est très appréciée des négociateurs qui tiennent à préserver leur prestige à l'intérieur de leur pays. Néanmoins, quand bien même on peut donner l'impression d'être « coriace » en présentant d'emblée des exigences maximales, le processus revient à un affaiblissement progressif, inauguré par le premier recul. L'autre partie est tentée de camper sur ses positions à chaque étape, pour voir ce qu'apportera la modification suivante, et de transformer ainsi le processus de négociation en test d'endurance.

Au lieu de privilégier le processus par rapport au fond, il est préférable de présenter des propositions initiales proches de ce que l'on estime être le résultat le plus viable, la définition de la « viabilité » étant celle que les deux camps ont intérêt à soutenir. Cela posait un problème bien particulier s'agissant de Taïwan, sujet sur lequel les deux parties ne disposaient que d'une étroite marge de manœuvre. D'emblée, nous avons donc présenté sur la question des idées qui nous paraissaient nécessaires à une évolution constructive. Nixon les formula le 22 février sous forme de cinq principes, inspirés des échanges que j'avais déjà eus au cours de mes entrevues de juillet et d'octobre. Ces principes étaient détaillés et marquaient en même temps la limite des concessions américaines. L'avenir devrait se définir à l'intérieur de leur cadre. Ces cinq principes étaient les suivants : l'affirmation de la politique d'une seule Chine ; la promesse des États-Unis de ne pas soutenir de mouvements d'indépendance à Taïwan ; l'engagement des États-Unis à décourager toute intervention japonaise à Taïwan (une question particulièrement importante aux yeux des Chinois

pour des raisons historiques) ; l'assurance d'un soutien à toute solution pacifique entre Pékin et Taipei ; et, enfin, la garantie de poursuivre la normalisation<sup>408</sup>. Le 24 février, Nixon expliqua comment la question de Taïwan pouvait évoluer sur le plan intérieur tandis que les États-Unis s'attacheraient à mettre ces principes à l'œuvre. Son intention, affirma-t-il, était de parachever le processus de normalisation au cours de son deuxième mandat et de retirer les troupes américaines de Taïwan dans ce cadre chronologique – tout en rappelant qu'il n'était pas en mesure de prendre des engagements formels. Zhou répondit que les deux camps avaient des « difficultés », et qu'il n'y avait « pas de limite de temps ».

Principe et pragmatisme entretenant ainsi un équilibre ambigu, nous rédigeâmes, Qiao Guanhua et moi, le dernier chapitre encore en suspens du communiqué de Shanghai. Le passage clé couvrait un seul paragraphe, mais il nous fallut presque deux nuits entières pour le mettre au point. Le voici :

Le camp américain a déclaré : Les États-Unis prennent note que tous les Chinois de part et d'autre du détroit de Taïwan affirment qu'il n'y a qu'une Chine et que Taïwan fait partie de la Chine. Le gouvernement des États-Unis ne conteste pas cette position. Il réaffirme son intérêt pour un règlement pacifique de la question de Taïwan par les Chinois eux-mêmes. Dans cette perspective, il affirme que son objectif ultime est le retrait de toutes les forces et installations militaires américaines de Taïwan. Dans l'intervalle, il réduira progressivement ses forces et ses installations militaires à Taïwan, au fur et à mesure de la diminution des tensions dans la région<sup>409</sup>.

Ce paragraphe incorporait plusieurs dizaines d'années de guerre civile et d'animosité dans un principe général positif, auquel aussi bien Pékin que Taipei et Washington pouvaient souscrire. Les États-Unis abordaient la politique de la Chine unique en prenant note des convictions des Chinois de part et d'autre de la ligne de démarcation. La souplesse de la formule a permis aux États-Unis d'opérer la transition, dans leur propre position, entre « prendre note » et « soutenir », au fil des décennies qui se sont écoulées depuis. Taïwan a obtenu la possibilité de se développer économiquement et sur le plan intérieur. La Chine a obtenu la reconnaissance de son « intérêt fondamental » pour un lien politique entre



Taïwan et le continent. Les États-Unis ont affirmé leur intérêt pour une solution pacifique.

Malgré des tensions occasionnelles, le communiqué de Shanghai a rempli son objectif. Au cours des quarante années qui se sont écoulées depuis sa signature, ni la Chine ni les États-Unis n'ont laissé cette question briser la dynamique de leur rapprochement. Le processus a été délicat, tendu parfois. De bout en bout, les États-Unis ont affirmé leur idée de l'importance d'un règlement pacifique, et la Chine sa conviction de l'impératif d'une unification ultime. Chaque camp a agi avec retenue et a cherché à éviter d'obliger l'autre à s'engager dans une partie de bras de fer pour prouver sa volonté ou sa force. La Chine a invoqué des principes fondamentaux, mais a fait preuve de souplesse quant au calendrier de leur application. Les États-Unis ont été pragmatiques, progressant au coup par coup, soumis parfois à la forte influence de pressions intérieures. Dans l'ensemble, Pékin et Washington ont accordé la priorité aux relations sino-américaines.

Il ne faut cependant pas confondre un *modus vivendi* et une situation permanente. Aucun leader chinois n'a jamais renoncé à insister sur l'unification ultime de son pays, et il ne faut pas attendre une chose pareille de leur part. Il est probable qu'aucun leader américain ne renoncera jamais à l'idée que ce processus doit être pacifique, ni ne révisera le point de vue américain sur ce sujet. Il faudra beaucoup d'habileté politique pour éviter toute dérive vers une position où les deux camps se sentiront obligés de mettre à l'épreuve la fermeté et la nature de leurs convictions respectives.

### **Les conséquences**

Le lecteur doit garder à l'esprit que les règles de protocole et d'hospitalité décrites dans ces pages ont considérablement évolué au cours des décennies qui se sont écoulées depuis. Paradoxalement, l'hospitalité pratiquée par les premiers dirigeants communistes se rapprochait davantage de la tradition impériale chinoise que des pratiques contemporaines, lesquelles sont moins subtiles, prévoient moins de toasts, et dont le ton est nettement moins chaleureux du côté gouvernemental. Ce

qui n'a pas fondamentalement changé, ce sont les préparatifs méticuleux, la complexité des argumentations, la capacité de planification à long terme et le sens pénétrant des impondérables.

La visite de Nixon en Chine a été l'une des rares occasions où une visite d'État a entraîné une évolution majeure des affaires internationales. La réapparition de la Chine sur la scène diplomatique mondiale et l'accroissement des options stratégiques des États-Unis ont donné au système international une vitalité et une souplesse nouvelles. Le séjour de Nixon a été suivi de visites comparables de dirigeants d'autres démocraties occidentales et du Japon. L'adoption des clauses anti-hégémonique du communiqué de Shanghai a marqué, de fait, un changement d'alliances. Bien que limité d'abord à l'Asie, cet engagement a été élargi un an plus tard au reste du monde. La consultation entre la Chine et les États-Unis a atteint un niveau d'intensité rare, même entre des alliés officiels.

Pendant quelques semaines, l'humeur a été à l'enthousiasme. De nombreux Américains ont considéré que l'initiative de la Chine lui permettait de réintégrer la communauté des nations à laquelle elle appartenait à l'origine (ce qui était vrai), et ont considéré la nouvelle situation comme une donnée permanente de la politique internationale (ce qui était faux). Ni Nixon, sceptique de nature, ni moi-même n'avons oublié que la politique chinoise décrite dans les chapitres précédents avait été menée avec la même assurance que la politique actuelle, ni que les dirigeants qui nous avaient accueillis avec tant de charme et d'élégance s'étaient montrés, assez peu de temps auparavant, tout aussi insistants et convaincants dans une voie diamétralement opposée. Et nul ne pouvait supposer que Mao – ou ses successeurs – abandonneraient des opinions qu'ils avaient défendues toute leur vie.

La direction future de la politique chinoise serait une synthèse entre idéologie et intérêt national. L'ouverture vers la Chine a créé une possibilité de développer notre coopération sur les points où nos intérêts coïncidaient, et d'atténuer les divergences là où il y en avait. Au moment du rapprochement, la menace soviétique avait joué un rôle capital, mais un défi plus important nous attendait : il fallait que la confiance dans les vertus de la coopération se maintienne au fil des décennies, afin qu'une

nouvelle génération de dirigeants soit motivée par les mêmes impératifs. Il fallait aussi encourager le même genre d'évolution du côté américain. Les fruits du rapprochement sino-américain ne seraient pas un état d'amitié ou de concordance de principes perpétuel, mais un rééquilibrage mondial qui exigerait des soins constants et produirait peut-être, avec le temps, une plus grande harmonie de valeurs.

Dans ce processus, chaque camp serait le garant de ses propres intérêts. Et chacun chercherait à utiliser l'autre comme moyen de pression dans ses relations avec Moscou. Comme Mao ne se lassait pas de le souligner, le monde ne demeurerait pas statique ; la contradiction et le déséquilibre étaient une loi de la nature. Reflétant ce point de vue, le comité central du Parti communiste chinois publia un document dans lequel il affirmait que, à l'occasion de la visite de Nixon, la Chine avait su « exploiter les contradictions, diviser les ennemis et rehausser » son propre prestige<sup>410</sup>.

Les intérêts des deux camps coïncideraient-ils un jour ? Pourraient-ils s'affranchir suffisamment de leurs idéologies dominantes pour éviter les tumultes d'émotions conflictuelles ? La visite de Nixon en Chine avait permis de commencer à aborder ces défis ; ils n'ont toujours pas disparu.

## Chapitre 10

### La quasi-alliance : entretiens avec Mao

Le voyage secret en Chine rétablit les rapports sino-américains. La visite de Nixon marqua le début d'une période de coopération stratégique. Mais si les principes s'en esquisaient, son cadre restait à définir. La formulation du communiqué de Shanghai évoquait plus ou moins une alliance. Or une réalité compliquait l'harmonisation de la forme et du fond : l'autonomie de la Chine.

Les alliances ont existé depuis que l'histoire consigne les affaires internationales. Des raisons diverses ont présidé à leur formation : le désir de mettre en commun la force de chacun des alliés, de créer une obligation d'assistance mutuelle, de fournir un élément de dissuasion dépassant les seules considérations tactiques de l'heure. Les relations sino-américaines eurent ceci de particulier que les partenaires s'appliquèrent à coordonner leur action sans définir d'obligation formelle à le faire.

Cet état de fait tenait à l'idée que la Chine se faisait des relations internationales. Ayant proclamé qu'elle s'était « levée », Mao se montrait prêt à « allonger » le bras vers les États-Unis, mais sans jamais reconnaître que la force de la Chine ne correspondait peut-être pas aux difficultés qu'elle pourrait rencontrer. De même n'accepterait-il pas l'obligation abstraite d'étendre son assistance au-delà de ce que semblait exiger l'intérêt national à un moment précis. La Chine des premiers stades du leadership de Mao ne conclut qu'une seule alliance : avec l'Union soviétique au tout début de la République populaire, lorsqu'elle chercha un appui pour se positionner sur la scène internationale. Elle conclut un traité d'amitié, de coopération et d'assistance mutuelle avec la Corée du Nord en 1961, qui comportait une clause de défense mutuelle contre toute agression de l'extérieur, encore en vigueur au moment où ces lignes sont

écrites. Mais ce traité s'inscrivait davantage dans les rapports de vassalité propres à l'histoire chinoise : Pékin offrait la protection, la réciprocité nord-coréenne n'entrait pas en considération dans les relations des deux pays. L'alliance soviétique dérapa d'entrée de jeu, en grande partie parce que Mao n'accepterait jamais ne fût-ce qu'une ombre de subordination.

Après la visite de Nixon en Chine, le partenariat qui se dessina ne tablait pas sur des assurances formelles et réciproques, garanties par des documents. Ce n'était même pas une alliance tacite, fondée sur des accords informels, mais plutôt une sorte de quasi-alliance, née d'ententes qui se dégagèrent à partir de conversations avec Mao – en février et en novembre 1973 – et de longues rencontres avec Zhou – des heures d'entretien en 1973. À dater de là, Pékin ne chercha plus à restreindre ou à contrôler le projet de la puissance américaine – comme il l'avait fait avant la visite du président Nixon. Le but avoué de la Chine devint au contraire de recruter les États-Unis pour faire contrepoids à l'« ours polaire » par un projet stratégique explicite.

Cette démarche parallèle existerait dans la mesure où les dirigeants chinois et américains réussiraient à partager les mêmes objectifs politiques, surtout envers l'Union soviétique. Les dirigeants américains se virent conviés par leurs homologues chinois à des colloques privés sur les intentions soviétiques – utilisant souvent un langage direct peu habituel, comme si les Chinois jugeaient le sujet trop important pour le laisser à leur subtilité et à leurs détours coutumiers. Les États-Unis leur rendirent la politesse par des exposés approfondis sur leur plan stratégique.

Pendant les premières années de la nouvelle relation, les dirigeants chinois continuaient, à l'occasion, à tirer les « canons » idéologiques contre l'impérialisme américain – certains recourant à un discours éprouvé –, quand bien même, en privé, ils reprochaient volontiers aux responsables américains leur réserve excessive en matière de politique internationale. De fait, tout au long des années 1970, Pékin se montra plus favorable à une action énergique des États-Unis contre les ambitions soviétiques qu'une grande partie du peuple américain ou du Congrès.

### **La « ligne horizontale » : les Chinois et l'endiguement**

Pendant un an, il ne manqua plus qu'une chose : l'imprimatur de Mao. Il avait donné sa bénédiction à l'orientation générale du projet dans ses entretiens avec Nixon, mais refusé ostensiblement de débattre de stratégie ou de tactique, probablement parce qu'il restait encore à régler ce qui devint le communiqué de Shanghai.

Mao combla cette lacune dans deux entretiens approfondis qu'il eut avec moi. Le premier, tard dans la soirée du 17 février 1973, dura de 23 h 30 à 1 h 20 du matin. Le second se déroula le 12 novembre 1973 et se poursuivit de 17 h 40 à 20 h 25. Le contexte de ces entretiens explique l'ampleur du champ qu'ils couvrirent. Le premier prit place moins d'un mois après que Le Duc Tho – le principal négociateur nord-vietnamien – et moi eûmes paraphé les accords de paix de Paris pour mettre fin à la guerre du Vietnam. Ces accords affranchirent dès lors la Chine du besoin de prouver la solidarité communiste avec Hanoi. Le second survint à la suite du rôle décisif joué par les États-Unis lors de la guerre israélo-arabe de 1973, et du recentrage de la dépendance des pays arabes, en particulier de l'Égypte, qui se reporta de l'Union soviétique sur les États-Unis.

À ces deux occasions, Mao approuva chaleureusement les relations sino-américaines devant les médias. En février, il souligna que les États-Unis et la Chine avaient naguère été « deux ennemis », mais, dit-il, « nous qualifions désormais les nouveaux rapports entre nous d'amitié<sup>411</sup> ». Puis il poursuivit en donnant une définition concrète de cette amitié. Affectionnant les paraboles, il choisit un thème très éloigné de nos soucis : les éventuelles opérations de renseignement visant les responsables américains de passage en Chine. C'était une manière indirecte d'annoncer une sorte de partenariat sans exiger de réciprocité :

Mais n'usons pas de mots trompeurs et n'essayons pas de tricher. Nous ne violons pas vos documents. Vous pouvez faire exprès de les laisser traîner pour nous mettre à l'épreuve. De même, nous n'écoutons pas aux portes et nous ne posons pas de micros. Ces petites ruses ne servent à rien. Les grandes manipulations non plus. Je l'ai dit à votre correspondant, M. Edgar Snow... Nous avons aussi nos services de renseignement, et c'est pareil pour eux. Ils ne travaillent pas bien [*rire du Premier ministre Zhou*]. Par exemple, ils n'étaient

pas au courant, pour Lin Biao [*rire du Premier ministre Zhou*]. Là encore, ils ignoraient que vous vouliez venir<sup>412</sup>.

Il était absolument impensable que la Chine et les États-Unis cessent de recueillir des renseignements les concernant. S'ils inauguraient vraiment une ère nouvelle dans leurs relations, il était important que chacun des camps fasse preuve de transparence envers l'autre et que les deux harmonisent leurs positions. Mais on les voyait mal commencer par réduire l'activité de leurs services de renseignement. Le Président formulait son désir de transparence en même temps qu'une mise en garde : il se plaçait au-dessus des coups fourrés ; et il n'était pas question pour lui de se faire duper – un point qu'il remit également sur le tapis dans l'entretien de novembre. En guise d'introduction, il rappela avec un mélange d'humour, de mépris et de stratégie comment il avait rectifié sa promesse de mener une lutte idéologique de dix mille ans contre les Soviétiques :

MAO : Ils ont voulu faire la paix par l'entremise de Ceaurescu [Nicolae Ceaurescu, dirigeant communiste] de Roumanie, et ils ont essayé de nous persuader de ne pas continuer la lutte sur le plan idéologique.

KISSINGER : Je me rappelle qu'il était là.

MAO/ZHOU : Cela remonte loin.

ZHOU [*en anglais*] : À la première fois qu'il venait en Chine.

MAO : Et la deuxième fois [le Premier ministre Alekseï] Kossyguine est venu de lui-même. C'était en 1960. Je lui ai dit que nous allions mener une lutte contre lui pendant dix mille ans [*rire*].

INTERPRÈTE : Le Président a dit dix mille ans de lutte.

MAO : Cette fois, j'ai fait une concession à Kossyguine. J'avais déclaré d'abord que cette lutte allait durer dix mille ans. Puisqu'il avait eu le mérite d'être venu me voir en personne, je la réduirais de mille ans [*rire*]. Et voyez comme je suis généreux. Quand je fais une concession, elle est de mille ans<sup>413</sup>.

Le message fondamental demeurerait identique : la coopération si possible et pas de manœuvres tactiques, car on ne pourrait jamais tromper

ce vétéran de tous les types de conflits imaginables. Sur le fond, c'était aussi un avertissement : si on la contraignait dans son entreprise de conciliation, la Chine deviendrait un ennemi tenace et menaçant.

Lors de ses entretiens avec Nixon un an auparavant, Mao s'était gardé de toute allusion significative à Taïwan. À présent, pour éliminer le moindre élément de menace, il isolait explicitement le problème taïwanais de la relation sino-américaine dans son ensemble : « La question de nos relations avec les États-Unis doit être indépendante de celle de nos relations avec Taïwan. » Les États-Unis, indiqua-t-il, devaient « couper les liens diplomatiques avec Taïwan » comme l'avait fait le Japon (tout en maintenant des liens socio-économiques officieux) ; « alors nos deux pays pourront résoudre le problème de leurs relations diplomatiques ». Quant aux rapports de Pékin avec Taïwan, il lança une mise en garde : « C'est tout à fait complexe. Je ne crois pas à une transition pacifique. » Puis il se tourna vers le ministre des Affaires étrangères, Ji Pengfei, et lui demanda : « Y croyez-vous ? » Après s'être entretenu avec les autres Chinois présents dans la pièce, il exprima le fond de sa pensée, à savoir que rien ne pressait en aucune façon :

MAO : Il existe un groupe de contre-révolutionnaires. Comment pourraient-ils coopérer avec nous ? Nous pouvons nous passer de Taïwan pour le moment, et la laisser venir au bout de cent ans. Ne traitez pas les affaires de ce monde avec tant de précipitation. Pourquoi tant se presser ? Ce n'est jamais qu'une île avec douze millions d'habitants ou plus.

ZHOU : Seize aujourd'hui.

MAO : Quant à vos relations avec nous, je ne crois pas qu'il faille attendre cent ans.

KISSINGER : C'est mon avis. Je pense qu'elles devraient s'établir beaucoup plus vite.

MAO : Mais c'est à vous d'en décider. Nous n'allons pas vous bousculer. Si vous en ressentez le besoin, c'est envisageable. Si vous estimez que cela ne peut se faire maintenant, nous pouvons remettre la chose à plus tard.

...



KISSINGER : Ce n'est pas une question de besoin ; mais de possibilité réelle.

MAO : C'est la même chose [*rire*]<sup>414</sup>.

Dans le style paradoxal qui le caractérisait, Mao soulignait ici deux points d'égale importance. D'abord, que Pékin n'écarterait pas son option de recourir à la force contre Taïwan – et s'attendait même à devoir le faire un jour ; mais, ensuite, et pour l'instant du moins, que Mao repoussait ce jour à plus tard, se déclarant même prêt à attendre un siècle. Ces plaisanteries visaient à préparer le terrain pour le sujet prédominant : l'application active de la théorie de l'endiguement formulée par George Kennan, à savoir que le régime soviétique, si l'on faisait obstruction à son expansion, s'effondrerait du seul fait de ses tensions internes<sup>415</sup>. Mais alors que Kennan réservait essentiellement ses principes à la conduite de la diplomatie et de la politique intérieure, Mao évoquait un affrontement direct par le biais de possibles pressions.

L'Union soviétique, me dit Mao, représentait une menace mondiale à laquelle il fallait répondre à une échelle mondiale. Indépendamment du parti que pourrait prendre n'importe quelle autre nation, la Chine s'opposerait à une attaque, même si ses forces devaient battre en retraite à l'intérieur du pays pour mener une guérilla. Mais la coopération avec les États-Unis et d'autres pays de sensibilité identique accélérerait la victoire dans une lutte à l'issue déterminée d'avance par la faiblesse de l'Union soviétique. La Chine ne demanderait pas d'aide, pas plus qu'elle ne rendrait sa coopération conditionnelle de celle des autres. Mais elle était prête à adopter des stratégies parallèles, en particulier avec les États-Unis. Le lien consisterait non pas en obligations formelles, mais en convictions communes. Une politique résolue d'endiguement mondial des Soviétiques, soutenait Mao, l'emporterait à coup sûr car les Soviétiques n'avaient pas les moyens de leurs ambitions :

MAO : Ils doivent faire front à tant d'adversaires ! Ils doivent faire front au Pacifique. Et au Japon. Et à la Chine. Et à l'Asie du Sud qui comprend aussi un nombre de pays non négligeable. Et ils n'ont qu'un million d'hommes ici – pas même assez pour se défendre et encore moins pour attaquer. Mais ils ne peuvent pas attaquer, sauf si vous les

laissez d'abord entrer, et si vous leur donnez d'abord le Moyen-Orient et l'Europe pour qu'ils puissent déployer des troupes à l'est. Et cela exigerait plus d'un million d'hommes.

KISSINGER : Cela ne se produira pas. Je suis d'accord avec le Président : si l'Europe, le Japon et les États-Unis s'unissent – et nous sommes en passe d'accomplir au Moyen-Orient ce dont le Président a discuté la dernière fois avec moi –, alors le risque d'une attaque contre la Chine sera très minime.

MAO : Nous immobilisons aussi une fraction de leurs effectifs, ce qui vous donne l'avantage en Europe et au Moyen-Orient. Par exemple, ils ont des troupes stationnées en Mongolie-Extérieure, et cela date seulement de la période de Khrouchtchev. À cette époque, ils n'avaient pas encore de troupes en Mongolie-Extérieure, car l'incident de l'île de Zhenbao s'est produit après Khrouchtchev. C'est arrivé pendant la période de Brejnev.

KISSINGER : C'était en 1969. C'est pourquoi il est important que l'Europe de l'Ouest, la Chine et les États-Unis coordonnent leur ligne d'action en ce moment précis.

MAO : En effet<sup>416</sup>.

La coopération qu'encourageait Mao ne se cantonnait pas aux affaires de l'Asie. Sans la moindre trace d'ironie, il se montrait favorable à un engagement de l'armée américaine au Moyen-Orient pour faire pièce aux Soviétiques – exactement le type d'« agression impérialiste » contre lequel la propagande chinoise s'était traditionnellement déchaînée. Peu après la guerre israélo-arabe de 1973, et à la suite de la visite de Saddam Hussein à Moscou, l'Irak retint l'attention de Mao, qui inclut ce pays dans sa stratégie mondiale :

MAO : Et un problème crucial se pose maintenant, c'est la question de l'Irak, de Bagdad. Nous ignorons s'il vous est réalisable d'agir dans cette région. Pour ce qui nous concerne, les possibilités ne sont pas si grandes.

ZHOU : C'est relativement difficile à faire. Il est envisageable d'avoir des contacts avec eux, mais il leur faut un certain temps pour

revoir leurs orientations. Ils les modifient peut-être après en avoir pâti<sup>417</sup>.

Zhou laissait entendre qu'une politique coordonnée était nécessaire pour que sa dépendance vis-à-vis de l'Union soviétique devienne si coûteuse à l'Irak qu'il serait obligé de revoir ses options – d'une façon assez voisine de ce que faisait l'Égypte au même moment. (On peut y voir aussi une remarque ironique sur le fait que les alliés finiraient par se lasser du comportement dominateur de Moscou, comme cela avait été le cas pour la Chine.) Dans la même veine, Mao passa en revue les forces et les faiblesses de divers États du Moyen-Orient, presque pays par pays. Il souligna l'importance de la Turquie, de l'Iran et du Pakistan pour bloquer l'expansionnisme soviétique. Outre l'Irak, le Sud-Yémen l'inquiétait<sup>418</sup>. Il pressa les États-Unis d'augmenter leur déploiement dans l'océan Indien. Mao incarnait le combattant de la guerre froide par excellence : les conservateurs américains auraient applaudi.

Le Japon allait devenir une composante majeure de la stratégie coordonnée de Mao. Lors de la réunion secrète de 1971, les dirigeants chinois continuaient d'entretenir des soupçons considérables sur une collusion américano-japonaise. Zhou nous mit en garde contre le Japon ; l'amitié existante, dit-il, se flétrirait une fois que le redressement économique du Japon permettrait à celui-ci de nous défier. « Les plumes [du Japon] ont poussé sur ses ailes et il est prêt à prendre son envol », avait-il répété avec insistance en octobre 1971<sup>419</sup>. J'avais répondu, et Nixon revint sur le sujet pendant sa visite, que le Japon poserait beaucoup plus de problèmes s'il était isolé que s'il faisait partie d'un ordre international, notamment d'une alliance avec les États-Unis. À l'époque de notre entretien, en novembre 1973, Mao s'était rallié à ce point de vue. Il m'enjoignait à présent de prêter *plus* d'attention au Japon et de consacrer plus de temps à amadouer les dirigeants japonais :

MAO : Parlons du Japon. Cette fois vous allez y passer quelques jours de plus.

KISSINGER : Le Président me tance toujours à propos du Japon. Je le prends très au sérieux, et cette fois j'y reste deux jours et demi. Et il a tout à fait raison : il est capital que le Japon ne se sente pas isolé et

négligé. Et nous ne devons pas le tenter en lui laissant une trop grande marge de manœuvre.

MAO : C'est-à-dire ne pas le pousser vers le camp soviétique<sup>420</sup>.

Comment une coordination mondiale entre les États-Unis et la Chine serait-elle mise en place ? Mao suggéra que chaque partie définisse clairement son intérêt national et coopère en fonction de ses besoins :

MAO : Nous disons aussi dans la même situation [*il fait un geste de la main*] que c'est ce que votre président a dit lorsqu'il était assis ici même, que chaque camp dispose de ses propres moyens et a agi en fonction de ses nécessités. Par conséquent, nos deux pays marchent la main dans la main.

KISSINGER : En effet, nous sommes confrontés au même danger. Nous sommes parfois obligés d'utiliser des méthodes différentes, mais pour des objectifs identiques.

MAO : Ce serait une bonne chose. Tant que nos objectifs demeureront les mêmes, nous n'aurions pas l'idée de vous faire du mal, ni vous à nous. Et nous pouvons travailler ensemble pour traiter de façon générale avec une crapule. [*Rire.*] En réalité, il arrivera que nous vous critiquions pendant un moment, et vous en ferez autant. Cela, a dit votre président, est l'influence idéologique. Vous dites : à bas les communistes. Et nous : à bas les impérialistes. Il nous arrive de parler ainsi. Cela n'irait pas si on ne le faisait pas<sup>421</sup>.

En d'autres termes, chaque camp pourrait s'armer de tous les slogans idéologiques qui répondraient à ses nécessités internes, du moment qu'il ne les laisserait pas contrarier le besoin de coopérer contre le danger soviétique. L'idéologie se voyait reléguée à la gestion intérieure ; elle prenait congé de la politique étrangère. L'armistice idéologique n'était valide, bien sûr, qu'aussi longtemps que les objectifs restaient compatibles.

Dans la mise en œuvre d'une ligne d'action, Mao savait se montrer pragmatique ; dans sa conception, il recherchait toujours des principes qui primaient le reste. Il n'avait pas été le chef d'un mouvement idéologique pendant cinquante ans pour se rallier subitement au pur pragmatisme. La théorie de l'endiguement de George Kennan valait essentiellement pour

les relations européennes et atlantiques ; celle de Mao s'appliquait au monde entier. Dans son esprit, les pays menacés par l'expansionnisme soviétique « devaient tracer une ligne horizontale – États-Unis – Japon – Pakistan – Iran... Turquie et Europe<sup>422</sup> ». (D'où l'apparition de l'Irak dans l'échange précédent.) Mao m'exposa son idée en février 1973, m'expliquant que ce regroupement devait conduire la lutte contre l'Union soviétique. Il en débattit plus tard avec le ministre japonais des Affaires étrangères, évoquant un « grand terrain » composé des pays situés de part et d'autre de la ligne de front<sup>423</sup>.

Nous souscrivions à cette analyse sur le fond. Mais les divergences entre les politiques intérieures chinoise et américaine qu'elle visait à éluder resurgirent sur les points d'exécution. Comment deux régimes politiques si différents parviendraient-ils à mettre en œuvre une même ligne d'action ? Pour Mao, conception et exécution se confondaient. Pour les États-Unis, la difficulté résidait dans la formation d'un consensus de soutien à l'intérieur du pays et chez nos alliés, au moment où le scandale du Watergate menaçait l'autorité du Président.

La stratégie consistant à maintenir une « ligne horizontale » contre l'Union soviétique traduisait l'analyse objective chinoise de la situation internationale. Sa nécessité serait sa propre justification. Mais elle soulevait les ambiguïtés fondamentales d'une politique fondée en grande partie sur l'intérêt national. Elle était tributaire de la capacité des deux camps à procéder à des évaluations comparables d'un dossier à l'autre. Une coalition des États-Unis, de la Chine, du Japon et de l'Europe ne pouvait que l'emporter sur l'Union soviétique. Mais qu'arriverait-il si certains partenaires appréciaient différemment la situation – surtout en l'absence d'obligations formelles ? Si, comme la Chine le craignait, certains partenaires en déduisaient que, pour créer un équilibre, les États-Unis, l'Europe ou le Japon avaient tout intérêt à se concilier l'Union soviétique au lieu de l'affronter ? Si l'une des composantes de la relation triangulaire voyait une occasion de modifier la nature du triangle au lieu de la stabiliser ? Et finalement que pourraient faire les autres pays s'ils adoptaient eux-mêmes le principe chinois d'une indépendance soucieuse de garder ses distances ? C'est ainsi que l'heure de la coopération maximale entre la Chine et les États-Unis fut aussi celle d'un débat entre

leurs dirigeants : les diverses parties de la quasi-alliance pouvaient être tentées de l'exploiter à leurs propres fins. Le concept chinois d'autonomie eut pour conséquence paradoxale que les dirigeants chinois doutaient de la volonté de leurs partenaires de courir les mêmes risques qu'eux.

En appliquant sa « ligne horizontale », Mao, expert en la matière, se heurta à une série inévitable de contradictions. Notamment, que ce concept cadrerait mal avec l'idée que la Chine se faisait de l'indépendance. La coopération reposait sur la fusion d'analyses distinctes. Si elles coïncidaient toutes avec celles de la Chine, parfait. Mais en cas de désaccord entre les parties, les soupçons de la Chine retrouveraient leur caractère *sui generis* et deviendraient difficiles à surmonter.

La ligne horizontale sous-entendait une version musclée du concept occidental de sécurité collective. Mais, dans la pratique, la sécurité collective tend davantage à opérer en vertu du plus petit dénominateur commun que des convictions du pays entretenant le projet géopolitique le plus élaboré. L'Amérique en a fait indiscutablement l'expérience dans les alliances dont elle a voulu prendre la tête.

Ces difficultés, inhérentes à tout système mondial de sécurité, s'aggravaient pour Mao, car l'ouverture à l'Amérique n'avait pas l'effet escompté sur les relations américano-soviétiques. Son mouvement en direction des États-Unis se fondait sur la conviction que les désaccords américano-soviétiques finiraient par empêcher tout compromis important entre les deux superpuissances nucléaires. C'était, en un sens, une application des stratégies communistes du « front uni » des années 1930 et 1940, telles qu'exprimées dans le slogan lancé après la visite de Nixon : « Exploiter les contradictions et écraser les adversaires un à un ». Mao avait présumé que l'ouverture de l'Amérique à la Chine allait accroître les soupçons soviétiques et amplifier les tensions entre les États-Unis et l'Union soviétique ; le premier postulat se trouva avéré, mais pas le second. Après l'ouverture à la Chine, Moscou entreprit de se placer pour gagner les faveurs de Washington. Les contacts entre les superpuissances nucléaires se multiplièrent. Tandis que les États-Unis faisaient clairement entendre qu'ils considéraient la Chine comme une composante essentielle de l'ordre international, et qu'ils la soutiendraient si elle se voyait menacée, le simple fait que l'Amérique dispose d'une option indépendante

et plus stratégique allait à l'encontre de l'instinct tactique du vieux révolutionnaire.

La « ligne horizontale » posait un problème à Mao, alors qu'il commençait à l'étudier : si les calculs de pouvoir déterminaient la conduite générale, la faiblesse militaire relative de la Chine allait rendre celle-ci plus ou moins dépendante du soutien américain, en tout cas pendant une période d'interim.

Aussi, à chaque étape du dialogue sur la coopération, Mao et les autres dirigeants chinois défendirent-ils bec et ongles un argument destiné à préserver la liberté de manœuvre et l'amour-propre de la Chine : ils n'avaient pas besoin de protection et la Chine était en mesure de gérer toutes les crises prévisibles, seule au besoin. Ils usaient du discours de la sécurité collective mais se réservaient le droit d'en prescrire le contenu.

Dans chacun de ses entretiens de 1973, Mao s'appliqua à faire comprendre que la Chine restait insensible à toute forme de pression, même, et peut-être surtout, à une pression nucléaire. Un conflit nucléaire qui tuerait tous les Chinois âgés de plus de trente ans, déclara-t-il en février, pourrait constituer un bienfait pour la Chine à longue échéance en contribuant à son unification linguistique : « Si l'Union soviétique lançait ses bombes et tuait tous les Chinois de plus de trente ans, cela résoudrait pour nous le problème [de la complexité des nombreux dialectes chinois]. Parce que les personnes âgées, comme moi, sont incapables d'apprendre le chinois [mandarin]<sup>424</sup>. »

Quand Mao m'expliqua par le détail qu'il pouvait s'enfoncer à l'intérieur des terres pour attirer l'agresseur dans le piège d'une population hostile qui l'engloutirait, je lui demandai : « Mais s'ils utilisent des bombes et n'envoient pas d'armées ? » À quoi Mao me répondit : « Que devrions-nous faire ? Vous créez peut-être une commission pour étudier le problème. Nous, nous les laisserons nous battre et ils perdront toutes leurs ressources<sup>425</sup>. » L'insinuation selon laquelle les Américains se perdaient volontiers en réflexions tandis que les Chinois agissaient explique pourquoi Mao, alors même qu'il plaidait pour sa théorie de la ligne horizontale, ajoutait inévitablement des détails héroïques montrant une Chine prête à faire cavalier seul en cas de

défaillance de la quasi-alliance. Mao et Zhou (et plus tard Deng) déclarèrent que la Chine « creusait des tunnels » et était équipée pour subsister seulement « de fusils et de millet » pendant des dizaines d'années. Ce pathos visait vraisemblablement à masquer la vulnérabilité de la Chine – mais il illustrait aussi une analyse qui méritait d'être prise en considération sur la façon dont elle comptait affronter le cauchemar existentiel d'une guerre mondiale.

À l'Ouest, les méditations de Mao sur la capacité de la Chine à réchapper d'un conflit nucléaire, parfois teintées d'un humour enjoué – il y avait tout bonnement bien trop de Chinois à tuer, même avec des armes nucléaires – furent interprétées par certains observateurs comme un signe d'aliénation mentale et affaiblirent en un sens la détermination occidentale, car elles alimentaient la peur d'une guerre nucléaire.

En revanche, Mao s'inquiétait bel et bien des implications de la doctrine sur laquelle les États-Unis et le monde occidental fondaient leur conception de la sécurité. La théorie prédominante de la dissuasion par la « destruction mutuelle assurée » reposait sur la capacité d'infliger un pourcentage donné de dévastation totale. On pouvait présumer que l'adversaire disposait d'une capacité comparable. Comment empêcher la menace d'un suicide mondial de tourner au bluff ? Pour Mao, les États-Unis tablaient sur la destruction mutuelle assurée parce qu'ils ne se fiaient pas à leurs autres forces. Ce fut le sujet d'un entretien de 1975, au cours duquel il mit le doigt sur notre dilemme nucléaire de la guerre froide : « Vous avez confiance dans les armes nucléaires, vous croyez en elles. Vous n'avez pas confiance dans votre propre armée<sup>426</sup>. »

Que devenait la Chine, exposée à la menace nucléaire sans disposer encore, pour un temps, des moyens de représailles adéquats ? Elle créerait une saga fondée sur les exploits historiques et une endurance biblique, répondait Mao. Aucune autre société ne pouvait s'imaginer capable d'instaurer une politique de sécurité crédible par la seule volonté de vaincre, après des centaines de millions de victimes et la dévastation ou l'occupation de la plupart de ses villes. Ce seul décalage définissait l'idée différente que les Occidentaux et la Chine se faisaient de la sécurité. L'histoire chinoise attestait que le pays réussissait à surmonter des dévastations inconcevables ailleurs et à l'emporter, au final, en opposant



sa culture ou l'immensité de son territoire à qui croyait l'avoir conquis. La foi dans son peuple et dans sa civilisation constituait l'autre face des réflexions misanthropiques de Mao sur leurs performances quotidiennes. Ce n'était pas seulement qu'il y avait tant de Chinois ; mais aussi la ténacité de leur culture et la cohésion de leurs liens.

Cependant, les dirigeants occidentaux, plus en phase avec leurs populations et plus sensibles à leur égard, n'entendaient pas les sacrifier de manière si catégorique (même s'ils le faisaient indirectement par leur doctrine stratégique). Pour eux, la guerre nucléaire devait être un dernier recours à une nécessité démontrée, et non une procédure à suivre.

Le camp américain ne comprit pas toujours pleinement la confiance quasi obsessionnelle des Chinois en eux-mêmes. Accoutumés à renforcer nos liens européens par un rituel d'assurances renouvelées, l'effet de déclarations comparables sur les dirigeants chinois nous échappa parfois. Lorsqu'il rencontra Zhou en janvier 1972, le colonel Alexander Haig, à la tête de l'équipe d'« éclaireurs » américains chargés d'organiser le voyage de Nixon, déclara, avec la phraséologie type de l'OTAN, que l'administration Nixon s'opposerait à toute tentative d'encerclement de la Chine par les Soviétiques. Mao monta sur ses grands chevaux : « D'encerclement de la Chine ? Parce que j'aurais besoin d'eux pour venir à mon secours ?... Ils s'inquiètent de mon sort ? C'est "le chat pleurant la souris morte"<sup>[427](#)</sup> ! »

Au terme de ma visite de novembre 1973, je suggérai à Zhou de créer un téléphone rouge entre Washington et Pékin dans le cadre d'un accord sur la réduction des risques de guerre imprévue. La Chine craignait que les négociations sur le contrôle des armements ne fassent partie d'un plan américano-soviétique pour l'isoler, et je voulais apaiser sa méfiance en lui donnant la possibilité d'y participer. Mao voyait les choses autrement : « On veut nous donner un parapluie, dit-il. Nous ne voulons pas d'un parapluie nucléaire pour nous protéger<sup>[428](#)</sup>. »

La Chine ne partageait pas nos vues stratégiques sur les armes nucléaires, et encore moins notre doctrine de sécurité collective ; elle appliquait la maxime traditionnelle, « utiliser les barbares contre les barbares », pour mieux diviser la périphérie. De tout temps la Chine avait

redouté que les barbares refusent de se laisser ainsi « utiliser », s'unissent et mettent alors à profit leur supériorité numérique soit pour conquérir purement et simplement le pays, soit pour le scinder en fiefs indépendants. Du point de vue chinois, ce cauchemar ne s'était jamais entièrement dissipé, le pays étant par trop verrouillé dans une relation antagoniste avec l'Union soviétique et l'Inde, et entretenant des soupçons personnels sur les États-Unis.

On notait une différence fondamentale d'attitude à l'égard de l'Union soviétique. La Chine marquait sa préférence pour une posture d'affrontement sans compromis. Les États-Unis affichaient la même intransigeance en s'opposant à toute menace sur l'équilibre international. Mais nous tenions à garder ouverte la perspective d'améliorer nos rapports sur d'autres questions. L'ouverture à la Chine fit l'effet d'un séisme à Moscou ; c'était bien ce que nous escomptions. En réalité, pendant les mois de préparation du voyage secret, nous explorions simultanément les possibilités d'une rencontre au sommet entre Nixon et Brejnev. Le sommet de Pékin le précéda, en grande partie à cause des conditions que posaient obstinément les Soviétiques à un voyage à Moscou, tactique vite abandonnée une fois que fut annoncée la visite de Nixon à Pékin. Il n'échappa pas aux Chinois, bien sûr, que nous étions plus proches de Moscou et de Pékin qu'eux-mêmes ne l'étaient des Soviétiques. Les dirigeants chinois ne se privèrent pas de remarques caustiques sur la détente.

Même à ce point fort des relations sino-américaines, Mao et Zhou exprimèrent, à l'occasion, leurs préoccupations sur la méthode que pensaient adopter les États-Unis pour mettre en pratique leur souplesse stratégique. Prévoient-ils d'« allonger le bras vers l'Union soviétique en se hissant sur les épaules chinoise<sup>429</sup> » ? L'attachement de l'Amérique pour l'« antihégémonie » était-il une ruse ? Et, une fois que la Chine aurait baissé la garde, Washington et Moscou allaient-ils s'entendre pour détruire Pékin ? L'Occident trompait-il la Chine ou se dupait-il lui-même ? Dans un cas comme dans l'autre, cela risquait d'avoir pour résultat concret de pousser les « eaux du mal de l'Union soviétique » vers l'est, en direction de la Chine. Zhou aborda le sujet en février 1973 :

ZHOU : Peut-être qu'ils [les Européens] veulent pousser les eaux du mal de l'Union soviétique dans une autre direction : vers l'est.

KISSINGER : Que l'Union soviétique attaque à l'est ou à l'ouest présente le même danger pour les États-Unis. Ils ne tirent aucun avantage d'une attaque de l'Union soviétique à l'est. Si elle le fait, il est plus souhaitable que ce soit à l'ouest, car nous disposons d'un plus grand soutien de l'opinion pour nous y opposer.

ZHOU : En effet. Nous croyons donc que l'aspiration de l'Europe de l'Ouest à pousser les Soviétiques vers l'est est aussi une illusion<sup>430</sup>.

Mao, qui portait toujours les idées jusqu'à leur conclusion ultime, attribuait parfois aux États-Unis la stratégie dialectique que lui-même aurait appliquée. D'après lui, l'Amérique pouvait envisager de résoudre définitivement le problème en appliquant les enseignements du Vietnam, à savoir qu'en participant à des conflits locaux la grande puissance épuise ses ressources. Aux termes de cette interprétation, la théorie de la ligne horizontale ou le concept occidental de sécurité collective risquaient de se transformer en piège pour la Chine :

MAO : Puisque vous rencontrez tant de difficultés en vous enlisant au Vietnam, croyez-vous qu'ils [les Soviétiques] tiendraient à s'enliser en Chine ?

KISSINGER : L'Union soviétique ?

NANCY TANG : L'Union soviétique.

MAO : Vous pouvez les laisser s'enliser en Chine pendant six mois, ou un an, ou deux, ou trois, ou quatre. Ensuite vous pouvez enfoncer votre doigt dans le dos des Soviétiques. La paix vous servira alors de slogan, c'est-à-dire que vous devez abattre l'impérialisme socialiste au nom de la paix. Et peut-être que vous pouvez commencer à les aider en faisant des affaires, en leur disant : si vous avez besoin de quoi que ce soit, nous vous aiderons contre la Chine.

KISSINGER : Monsieur le Président, il est vraiment très important que nous comprenions nos motivations respectives. Jamais nous ne coopérerons, en toute connaissance de cause, à une attaque contre la Chine.

MAO [*interrompant*] : Non, il ne s'agit pas de cela. Votre objectif, ce faisant, serait d'abattre l'Union soviétique<sup>431</sup>.

Mao marquait un point. C'était, en théorie, une stratégie possible pour les États-Unis. Il manquait seulement un dirigeant pour la concevoir ou une opinion pour l'appuyer. Cette manipulation dans l'abstrait n'emporterait pas l'adhésion du pays, pas plus qu'elle n'était souhaitable ; la politique étrangère de l'Amérique ne reposera jamais sur la seule force. L'administration Nixon attachait une importance réelle à la sécurité chinoise. Dans la pratique, les États-Unis et la Chine échangeaient une grande quantité d'informations et coopéraient dans de nombreux domaines. Mais Washington ne pouvait abandonner à un autre pays, si important fût-il, le droit de déterminer la tactique qui lui permettait d'instaurer la sécurité américaine.

### **Les répercussions du Watergate**

Au moment précis où les États-Unis et la Chine s'efforçaient d'harmoniser leurs doctrines stratégiques, la crise du Watergate menaça de faire dérailler les progrès de leurs relations en affaiblissant la capacité de l'Amérique à gérer les enjeux géopolitiques. L'anéantissement du président qui avait conçu l'ouverture à la Chine était incompréhensible pour Pékin. La démission de Nixon le 8 août 1974 et la perspective de voir le vice-président Gerald Ford accéder à la Maison-Blanche conduisirent le Congrès à réduire son appui à une politique étrangère engagée dans la perspective des élections parlementaires de novembre. On s'empoigna sur le budget de l'armée. Des embargos visèrent un allié décisif (la Turquie) ; deux commissions du Congrès (la commission Church au Sénat et la commission Pike à la Chambre des représentants) diligentèrent une enquête publique sur la communauté du renseignement, enquête de laquelle l'information classifiée allait sortir exsangue. Le vote du War Powers Act [ou loi des pouvoirs en temps de guerre] réduisit la capacité américaine à faire pièce aux velléités aventurières des Soviétiques dans le monde en développement. Les États-Unis glissaient vers la paralysie intérieure – avec un président non élu affrontant un Congrès hostile –, procurant aux Soviétiques une opportunité que certains dirigeants chinois

crurent avoir été notre intention initiale. Au début de 1975, l'action du Congrès, qui bloqua net une tentative américano-chinoise pour installer un gouvernement de coalition au Cambodge, fut interprétée par Pékin comme un signe de faiblesse face à l'encerclement soviétique de la Chine<sup>432</sup>. Dans ce climat, et du point de vue chinois, la politique de détente menaçait de se transformer en boîte à vide, comme la qualifiait Mao, créant l'illusion, non la réalité, d'une avancée diplomatique. Les dirigeants chinois sermonnèrent les Américains (et nombre de responsables occidentaux) sur les dangers de l'*appeasement*. La conférence d'Helsinki sur la sécurité et la coopération prêta particulièrement le dos aux critiques chinoises, car elle créait un terrain favorable à l'illusion de la stabilité et de la paix<sup>433</sup>.

La quasi-alliance s'était fondée sur la conviction des Chinois que la sécurité mondiale ne pouvait se passer de la contribution des États-Unis. Pékin avait abordé cette relation en voyant dans Washington un rempart contre l'expansionnisme soviétique. Mao et Zhou laissaient désormais entendre que ce qui pouvait apparaître comme une faiblesse de Washington était en réalité un jeu glauque – ayant pour objectif de dresser les Soviétiques et les Chinois les uns contre les autres dans une guerre conçue pour les détruire tous. Mais, de plus en plus, la Chine accusa les États-Unis d'une chose pire que la trahison : l'impuissance. Telle était la situation lorsque, à la fin de 1973, les douleurs de l'enfantement qu'éprouvait la Chine en matière de politique intérieure commencèrent à ressembler aux nôtres.

# Chapitre 11

## La fin de l'ère Mao

À toutes les étapes de la révolution diplomatique chinoise, Mao se sentit partagé entre le pragmatisme tourné vers la Chine et la ferveur révolutionnaire. Il effectua les choix nécessaires et opta pour le pragmatisme, sans états d'âme mais sans jamais en être satisfait. Lorsque nous le rencontrâmes pour la première fois en 1972, il était déjà malade et parlait – ce qui ne manquait pas de piquant pour un athée déclaré – de l'« invitation de Dieu » qu'il avait reçue. Il avait détruit ou radicalisé la plupart des institutions du pays, Parti communiste compris, gouvernant de plus en plus par son magnétisme personnel et par la manipulation des factions adverses. Maintenant que son règne touchait à sa fin, son emprise sur le pouvoir et sa capacité de manipulation s'estompaient. La crise autour de Lin Biao avait éliminé son successeur désigné. En l'absence d'héritier présomptif, aucune ébauche de la Chine de l'après-Mao ne se dessinait.

### **La crise de succession**

Au lieu de se choisir un nouveau successeur, Mao se mit en devoir d'institutionnaliser sa propre ambivalence. Il légua à la Chine un ensemble de rivalités politiques d'une immense complexité en mettant sur le devant de la scène des acteurs qui appartenaient à sa double vision du destin du pays. Avec ses détours caractéristiques, il favorisa chacune des parties, puis les dressa l'une contre l'autre – n'ayant de cesse d'attiser les « contradictions » internes de chaque faction (ainsi entre Zhou et Deng) pour s'assurer que personne n'égalerait son ascendant. D'un côté on trouvait les administrateurs réalistes conduits par Zhou, puis par Deng ; de

l'autre, les puristes idéologiques qui se regroupaient autour de Jiang Qing et de sa faction de radicaux basée à Shanghai (à laquelle Mao appliqua plus tard l'étiquette railleuse de « bande des Quatre »). Ils exigeaient l'application à la lettre de la « Pensée de Mao Zedong ». Entre eux se tenait Hua Guofeng, successeur immédiat de Mao. C'est à lui qu'échut la tâche redoutable (et finalement ingérable) de résoudre les « contradictions » que Mao avait sacralisées – sa courte carrière sera abordée au chapitre suivant.

Les deux factions s'empoignaient sur la culture, la politique, les orientations économiques, les avantages liés au pouvoir – bref, sur la manière de gouverner le pays. Mais le sous-texte fondamental était celui des questions théoriques qui avaient occupé les plus fins esprits chinois au XIX<sup>e</sup> siècle et au début du XX<sup>e</sup> : comment définir les relations de la Chine avec le monde extérieur, et que pouvait-elle apprendre, en admettant la chose possible, des étrangers.

La bande des Quatre préconisait le repli sur soi. Elle entendait purifier la culture et la politique chinoises des influences douteuses (soit tout ce qui entrait dans les rubriques étranger, « révisionniste », bourgeois, traditionnel, capitaliste ou éventuellement contraire au Parti), vivifier l'éthique de la lutte révolutionnaire et l'égalitarisme radical de la Chine, et recentrer la vie sociale autour d'un culte essentiellement religieux de Mao Zedong. La femme de Mao, Jiang Qing, ancienne actrice, supervisa la réforme et la radicalisation de l'opéra traditionnel de Pékin ainsi que la promotion de ballets révolutionnaires – notamment *Le Détachement féminin rouge*, présenté devant le président Nixon en 1972 à la stupéfaction générale de la délégation américaine.

Jiang Qing et la bande des Quatre survécurent à la disgrâce de Lin. Des idéologues inféodés à leurs vues tenaient une grande partie de la presse, des universités et de la sphère culturelle, usant de leur influence pour tirer à boulets rouges sur Zhou, Deng et la prétendue tendance au « révisionnisme » de la Chine. Toutefois, leur attitude pendant la Révolution culturelle leur avait valu plusieurs ennemis puissants, et ils se savaient mal placés pour prétendre à la succession. Sans liens avec la haute hiérarchie de l'armée ou avec les vétérans de la Longue Marche, ils étaient d'improbables aspirants à la fonction suprême – une actrice et

productrice de théâtre convoitant des postes que très peu de femmes avaient occupés dans l'histoire de la Chine (Jiang Qing), un journaliste et théoricien politique (Zhang Chunqiao), un critique littéraire de gauche (Yao Wenyuan), enfin un ancien garde de la sécurité tiré de l'obscurité après avoir joué les agitateurs contre la direction de son usine et qui ne possédait aucune base personnelle de pouvoir (Wang Hongwen)<sup>434</sup>.

La bande des Quatre se situait à l'opposé d'un camp que l'on pouvait qualifier de pragmatiste, dans la mouvance de Zhou Enlai et, de plus en plus, de Deng Xiaoping. Bien qu'il fût lui-même un fervent communiste servant Mao depuis des décennies avec loyauté, Zhou avait fini par représenter l'ordre et la modération. Pour ses censeurs comme pour ses admirateurs, il symbolisait une longue tradition chinoise de « mandarins » policés : affable, extrêmement cultivé, réservé dans ses manières comme dans ses préférences politiques au sein du communisme chinois et de ses diverses colorations.

Deng se caractérisait par un style plus brusque et moins raffiné que Zhou ; il ponctuait sa conversation par un usage bruyant du crachoir, quitte à créer des situations incongrues. Il partageait pourtant – voire outrepassait – la vision qu'avait Zhou d'une Chine qui contrebalançait ses principes révolutionnaires par l'ordre et la quête de la prospérité. C'est lui qui résolut en définitive l'ambivalence affichée par Mao entre l'idéologie radicale et une démarche réformiste plus stratégique. Ni Deng ni Zhou ne croyaient aux principes occidentaux de démocratie. Tous deux s'étaient ralliés sans réserve aux premières vagues de la révolution de Mao. Mais, à la différence de ce dernier et de la bande des Quatre, ils répugnaient à hypothéquer le futur de la Chine par la révolution permanente.

Accusés par leurs détracteurs de « vendre » la Chine aux étrangers, les réformateurs des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles cherchèrent à exploiter la technologie et les innovations économiques de l'Occident pour étayer la force de la Chine tout en préservant son essence<sup>435</sup>. Zhou fut étroitement assimilé au rapprochement sino-américain et à la tentative de retour à une politique intérieure plus normale au lendemain de la Révolution culturelle – deux orientations que dénonçait la bande des Quatre en y voyant une trahison des principes révolutionnaires. Deng et les cadres de sensibilité similaire,



tels Hu Yaobang et Zhao Ziyang, incarnaient le pragmatisme économique que cette même bande des Quatre attaquaient comme étant le rétablissement de certains traits du système capitaliste.

À mesure que la santé de Mao se fragilisait, les dirigeants chinois se trouvèrent pris dans une lutte de pouvoir et dans un débat sur le destin de la Chine qui eurent un profond retentissement sur les relations sino-américaines. Quand les radicaux acquirent un pouvoir relatif, celles-ci se refroidirent ; lorsque la liberté d'action de l'Amérique se vit restreinte par des désordres intérieurs, les radicaux purent d'autant mieux faire valoir que la Chine compromettait inutilement sa pureté idéologique en liant sa politique étrangère à un pays lui-même déchiré par des conflits internes et incapable de l'aider à assurer sa sécurité. Sur la fin, Mao s'efforça de gérer la contradiction à laquelle il se heurtait : préserver la révolution permanente qu'il léguait à la Chine tout en sauvegardant le rapprochement stratégique avec les États-Unis, qu'il continuait de juger important pour la sécurité du pays. Il parut comprendre les radicaux quand bien même l'intérêt national l'obligeait à poursuivre les nouvelles relations avec une Amérique dont les dissensions intérieures, en retour, lui mettaient des bâtons dans les roues.

Dans la fleur de l'âge, Mao aurait réussi à surmonter les conflits internes, mais, en vieillissant, il se sentait de plus en plus déchiré par les complexités qu'il avait créées. Zhou, depuis quarante ans son homme lige, devint la victime de son ambivalence.

### **La chute de Zhou Enlai**

Dans une autocratie, la survie politique du numéro deux est par nature difficile. Elle exige une proximité avec le dirigeant qui ne laisse aucune place à un rival, mais aussi une distance suffisante pour que le premier ne se sente pas menacé. Aucun des numéros deux de Mao n'avait réussi cet exercice de haute voltige : Liu Shaoqi, qui avait joué ce rôle de 1959 à 1967 avec le titre de président et été emprisonné pendant la Révolution culturelle, et Lin Biao furent tous deux détruits sur la scène politique et y laissèrent leur vie.

Zhou avait été notre interlocuteur privilégié dans toutes les rencontres. Nous remarquâmes, lors de notre visite de novembre 1973, qu'il était un brin plus hésitant et encore plus déférent envers Mao qu'à l'accoutumée. Mais en compensation nous eûmes un entretien de presque trois heures avec Mao – l'examen le plus fouillé de la stratégie de politique étrangère auquel nous ayons eu droit jusque-là. À la fin, Mao me raccompagna dans l'antichambre et un communiqué de presse officiel annonça que le Président et moi avions eu « une discussion d'une portée considérable dans une atmosphère amicale ».

Avec l'imprimatur apparent de Mao, toutes les négociations se terminèrent rapidement et dans un sens favorable. Le communiqué final étendait notre opposition commune à l'hégémonie de « la région Asie-Pacifique » (comme dans le communiqué de Shanghai de 1972) au plan mondial. Il affirmait le besoin d'approfondir encore davantage les consultations au « plus haut niveau » entre les deux pays. On prévoyait un accroissement des échanges et du commerce. Les bureaux de liaison couvriraient un champ plus vaste. Zhou dit qu'il rappellerait de Washington le chef du bureau de liaison chinois afin de l'informer de la nature du dialogue plus intense dont nous étions convenus.

Comme le soulignent les historiens contemporains de la Chine, l'offensive de la bande des Quatre contre Zhou atteignait à ce moment un point critique. Nous savions, par les médias, qu'une campagne anti-confucéenne sévissait, mais nous ne pensions pas qu'elle avait une incidence immédiate sur les questions de politique étrangère ou de leadership de la Chine. Dans ses négociations avec les Américains, Zhou continuait d'afficher une assurance imperturbable. Sa sérénité ne l'abandonna qu'à une occasion. Lors d'un banquet au Grand Palais du peuple en novembre 1973, au milieu d'une conversation générale, je fis observer que la Chine me semblait être restée foncièrement confucéenne dans sa croyance en une vérité unique, universelle et applicable à tous en tant que critère de conduite individuelle et facteur de cohésion sociale. Le communisme, suggérai-je, avait fait du marxisme le contenu de cette vérité.

Il m'est impossible de me rappeler quel démon me poussa à faire une déclaration pareille, qui, peut-être fondée, faisait fi des attaques de Mao

contre les « confucéens » accusés de menacer sa ligne d'action. Zhou explosa. Ce fut la seule fois que je le vis se mettre en colère. Le confucianisme, dit-il, était une doctrine d'oppression de classe, alors que le communisme représentait une philosophie de libération. Avec une insistance qui ne lui ressemblait guère, il poursuivit dans cette veine, dans une certaine mesure aussi, à n'en pas douter, au bénéfice de Nancy Tang, l'interprète qui était proche de Jiang Qing, et de Wang Hairong, la petite-nièce de Mao, toujours présente dans l'entourage de Zhou.

Peu après, nous apprîmes que Zhou souffrait d'un cancer et qu'il se retirait progressivement de la conduite quotidienne des affaires. Il s'ensuivit un bouleversement spectaculaire. La visite en Chine s'était achevée sur un point d'orgue. En effet, la rencontre avec Mao ne fut pas seulement le dialogue le plus important que nous ayons eu jusque-là ; son caractère symbolique – sa durée, les signes extérieurs de courtoisie, comme le fait de me raccompagner dans l'antichambre, le communiqué chaleureux – avait pour objet d'en souligner la portée. Au moment où je prenais congé, Zhou me confia que, d'après lui, il n'y avait pas eu d'entretien plus décisif depuis le voyage secret :

ZHOU : Nous vous souhaitons de réussir, ainsi qu'au président [Ford].

KISSINGER : Merci, et merci pour l'accueil que vous nous avez réservé, comme toujours.

ZHOU : Vous le méritez. Et maintenant que nous avons défini la ligne d'action, comme en 1971, nous nous y tiendrons.

KISSINGER : Nous de même.

ZHOU : C'est pourquoi nous parlons de vision à long terme pour qualifier votre rencontre avec le Président [Mao]<sup>[436](#)</sup>.

Le dialogue prévu par le communiqué ne se concrétisa jamais. Les négociations presque abouties sur les questions financières s'étiolèrent. Le chef du bureau de liaison regagna Pékin mais resta quatre mois absent. Le responsable du Conseil pour la sécurité nationale en charge de la Chine déclara que les relations bilatérales étaient « au point mort<sup>[437](#)</sup> ». En moins d'un mois, la disgrâce de Zhou devint visible – mais non son ampleur.

On a su depuis que, en décembre 1973, moins d'un mois après les événements décrits ici, Mao obligea Zhou à subir des « séances de lutte » devant le Politburo pour justifier sa politique étrangère, qualifiée de trop accommodante par Nancy Tang et Wang Hairong. Au cours des séances, Deng, rappelé d'exil comme alternative possible à Zhou, résuma les principales critiques comme suit : « Votre position n'est qu'à un pas de celle du Président... Pour les autres, la présidence est à portée de vue, mais hors d'atteinte. Pour vous, cependant, elle est dans le champ et à portée de main. J'espère que vous ne l'oublierez jamais<sup>438</sup>. »

Lorsque la séance se termina, une réunion du Politburo critiqua ouvertement Zhou :

En règle générale, [Zhou] a oublié le principe consistant à faire obstacle au « droitisme » en s'alliant [avec les États-Unis]. Cela, principalement parce qu'[il] a oublié les instructions du Président. [Il] a surestimé la puissance de l'ennemi et mésestimé la puissance du peuple. [Il] n'a pas su comprendre non plus le principe consistant à unir la ligne diplomatique et la révolution qui l'étaie<sup>439</sup>.

Au début de 1974, Zhou disparut de la scène politique, ostensiblement en raison de son cancer. Mais la maladie ne suffisait pas à expliquer l'oubli dans lequel il tomba. Aucun responsable chinois ne le mentionna plus jamais. Lors de notre première rencontre au début de cette année-là, Deng évoqua souvent Mao, mais il fit la sourde oreille chaque fois que je mentionnai Zhou. Lorsqu'il leur fallait un document de négociation, nos interlocuteurs chinois citaient les deux entretiens avec Mao de 1973. Je ne revis Zhou qu'en une occasion, en décembre 1974, lorsque j'emmenai quelques membres de ma famille à Pékin lors d'une visite officielle. Ceux-ci furent conviés à notre rencontre. Dans ce qui me fut présenté comme un hôpital, mais qui ressemblait davantage à une résidence pour hôtes d'État, Zhou éluda tout sujet politique ou diplomatique : ses médecins lui avaient interdit de se fatiguer. L'entrevue dura un peu plus de vingt minutes. Elle avait été mise en scène avec soin pour bien faire comprendre que le dialogue sur les relations sino-américaines avec Zhou appartenait au passé.

C'était absolument poignant de voir s'achever ainsi une carrière marquée par une fidélité sans faille à Mao. Zhou s'était tenu aux côtés du Président vieillissant à travers des crises qui l'avaient contraint à peser le pour et le contre, entre son admiration pour le leadership révolutionnaire de Mao et la dimension pragmatique et plus humaine de sa propre nature. Il avait survécu parce qu'il était indispensable et, au sens achevé du terme, loyal – trop loyal, selon ses censeurs. Maintenant, il se trouvait évincé du pouvoir alors que les tempêtes paraissaient s'apaiser et que le rivage rassurant se dessinait à l'horizon. Il ne s'était pas désolidarisé de la politique de Mao comme l'avait fait Deng dix ans auparavant. Aucun Américain ayant eu à négocier avec lui ne le vit jamais s'écarter de ce qu'avait dit Mao (d'ailleurs, le Président semblait surveiller les réunions en lisant les transcriptions tous les soirs). Zhou traitait les délégations américaines avec une courtoisie parfaite, bien que distante ; c'était la condition requise pour aller vers le partenariat avec l'Amérique qu'exigeait la sécurité de la Chine. Je voyais dans son comportement une façon de servir les impératifs chinois, et non des concessions à mon égard ou à celui d'un autre interlocuteur américain.

Il se peut que Zhou ait commencé à considérer la relation avec l'Amérique comme une donnée permanente, alors que Mao la traitait comme une phase tactique. Peut-être Zhou parvint-il à la conclusion que la Chine, au sortir des décombres de la Révolution culturelle, n'aurait pas eu les moyens de réussir sur la scène internationale, à moins de mettre fin à son isolement et de devenir une composante authentique de l'ordre mondial. Mais c'est une déduction que je tire de l'attitude de Zhou, pas de ses paroles. Nos échanges n'en vinrent jamais à des remarques personnelles. Certains successeurs de Zhou me parlent volontiers de « votre ami Zhou ». Dans la mesure où ils l'entendent au pied de la lettre – et même s'il s'y glisse une note caustique –, je prends cela comme un honneur.

Pieds et poings liés sur le plan politique, émacié et en phase terminale de sa maladie, Zhou refit surface en janvier 1975 pour un baroud d'honneur. Ce fut à l'occasion d'une réunion du Congrès national du peuple, première assemblée de cette nature à se tenir depuis le début de la Révolution culturelle. Officiellement, Zhou était toujours Premier

ministre. Il ouvrit la session par un éloge – dont chaque mot était pesé – de la révolution et de la campagne anti-Confucius, lesquelles avaient failli signer sa perte et dont il saluait maintenant l'influence : « grande », « décisive » et « d'une portée considérable ». Ce fut la dernière déclaration publique d'allégeance au président qu'il avait servi pendant quarante ans. Mais, à mi-parcours de son allocution, Zhou formula, comme s'il s'agissait du prolongement logique de ce programme, une orientation entièrement nouvelle. Il reprit une thèse antérieure à la Révolution culturelle et depuis longtemps en sommeil, à savoir que la Chine devait tout mettre en œuvre pour parvenir à une « modernisation en profondeur » de quatre secteurs cruciaux : l'agriculture, l'industrie, la défense nationale, et la science et la technologie. Il affirma lancer cet appel – une répudiation pure et simple des buts de la Révolution culturelle – « conformément aux instructions du président Mao », sans préciser quand et comment ces objectifs avaient été définis<sup>440</sup>.

Zhou exhorta la Chine à mener à bien les « Quatre Modernisations » « avant la fin du siècle ». Son auditoire nota à coup sûr que lui-même n'en verrait jamais la réalisation. Et, comme la première moitié de son discours l'attestait, une modernisation de cette ampleur ne surviendrait – en admettant qu'elle fût possible – qu'au terme d'une nouvelle lutte idéologique. Mais ceux qui entendirent Zhou n'oublieraient pas sa déclaration – mi-prévision, mi-défi – selon laquelle, à la fin du xx<sup>e</sup> siècle, l'économie nationale se placerait « dans les premiers rangs mondiaux<sup>441</sup> ». Dans les années futures, certains d'entre eux se souviendraient de son injonction et prendraient fait et cause pour le progrès technologique et la libéralisation économique, quitte à compromettre gravement leur personne et leur stature politique.

### **Dernières rencontres avec Mao : les hirondelles et l'annonce de la tempête**

Après la disparition de Zhou au début de 1974, Deng Xiaoping devint notre interlocuteur. Bien que rentré d'exil depuis peu, il conduisait les

affaires avec le sang-froid et l'assurance qui semblent être l'apanage des dirigeants chinois, et il fut vite nommé vice-Premier ministre exécutif.

À cette époque, la « ligne horizontale » fut abandonnée – au bout d'un an seulement – parce que trop proche des notions traditionnelles d'alliance et limitant de ce fait la liberté d'action de la Chine. Le concept des « Trois Mondes » prit alors le relais, un concept que Mao chargea Deng d'annoncer officiellement lors d'une session spéciale de l'Assemblée générale des Nations unies, en 1974. Ce nouvel angle d'approche reposait sur la vision de trois mondes : les États-Unis et l'Union soviétique formaient le monde développé ; les nations comme le Japon et les pays européens appartenaient au deuxième monde ; tous les pays insuffisamment développés constituaient le tiers monde, qui incluait la Chine<sup>442</sup>.

Selon cette théorie, les affaires de la planète étaient conduites dans l'ombre portée du conflit entre les deux superpuissances nucléaires. Comme le déclara Deng dans son discours à l'ONU :

Puisque les deux superpuissances se disputent l'hégémonie mondiale, leurs contradictions sont inconciliables ; l'une domine l'autre ou est dominée par elle. Leurs compromis et leur collusion ne peuvent être que partiels, temporaires et relatifs, alors que leurs dissensions sont globales, permanentes et absolues... Elles peuvent parvenir à certains accords, mais ils ne sont que façade et leurre<sup>443</sup>.

Le monde en développement devait exploiter ce conflit à ses propres fins : les deux superpuissances avaient « créé leur propre antithèse » en « suscitant une forte opposition dans le tiers monde et chez les peuples du monde entier<sup>444</sup> ». Les États-Unis et l'Union soviétique ne détiennent pas le pouvoir réel ; « les véritables puissances sont le tiers monde et les peuples de tous les pays, unis et osant se battre et gagner<sup>445</sup> ».

La théorie des Trois Mondes redonnait à la Chine sa liberté d'action, du moins sur le plan idéologique. Elle lui permettait de marquer sa différence avec les deux superpuissances au moment qui lui convenait, de jouer un rôle actif et indépendant par le biais de celui qu'elle endossait dans le monde en développement, et elle lui conférait une flexibilité tactique. Toutefois, elle ne résolvait pas son problème stratégique, sur lequel Mao

avait mis le doigt dans ses deux longs entretiens de 1973 : la menace soviétique visait l'Asie comme l'Europe ; la Chine devait s'ouvrir sur le monde si elle voulait accélérer son expansion économique ; et une quasi-alliance entre la Chine et les États-Unis exigeait d'être renforcée, même si l'évolution intérieure des deux pays poussait leurs gouvernements dans des directions opposées.

La faction radicale avait-elle gagné suffisamment d'influence auprès de Mao pour entraîner le renvoi de Zhou ? Ou Mao l'avait-il utilisée pour abattre son associé numéro deux exactement comme il l'avait fait avec les prédécesseurs de Zhou ? Toujours est-il qu'il fallait à Mao une configuration triangulaire. Il comprenait les radicaux, mais était trop fin stratège pour renoncer au filet de sécurité américain ; il s'efforça, au contraire, de le renforcer aussi longtemps que l'Amérique ferait figure de partenaire efficient.

Un accord américain mal ficelé en vue d'un sommet entre le président Ford et le secrétaire général soviétique Brejnev à Vladivostok, en novembre 1974, vint compliquer les relations américano-chinoises. La décision s'expliquait par des raisons pratiques. Ford, qui venait de prendre les commandes à la Maison-Blanche, souhaitait rencontrer son homologue soviétique. Il était entendu qu'il ne pouvait pas se rendre en Europe sans voir quelques dirigeants européens désireux d'établir des relations avec le nouveau président, ce qui chargeait son agenda. Un voyage présidentiel au Japon et en Corée avait déjà été fixé pendant la présidence de Nixon ; un détour de vingt-quatre heures par Vladivostok n'empiéterait guère sur le programme présidentiel. Or une réalité nous avait échappé : Vladivostok avait été acquis par la Russie moins d'un siècle auparavant en vertu de l'un des « traités inégaux » régulièrement vilipendés par la Chine, et la ville était située dans l'Extrême-Orient russe, où des incidents de frontière entre la Chine et l'Union soviétique nous avaient conduits à réévaluer notre politique chinoise à peine quelques années plus tôt. Nous avons laissé des considérations d'ordre pratique prendre le pas sur le simple bon sens.

L'irritation de la Chine contre Washington à la suite de la rencontre de Vladivostok apparut pleinement quand je me rendis de Pékin à Vladivostok. Ce fut la seule visite lors de laquelle Mao ne me reçut pas.



(Étant donné que personne ne pouvait demander une entrevue, cet affront pouvait passer pour une omission plutôt que pour une rebuffade.)

Hormis ce faux pas, les États-Unis ne remirent pas en question la stratégie définie sous l'administration Nixon, et ce malgré les turbulences des politiques intérieures chinoise et américaine. Si l'URSS avait attaqué la Chine, les deux présidents que j'ai servis, Richard Nixon et Gerald Ford, auraient fermement soutenu cette dernière et n'auraient ménagé aucun effort pour faire échouer un pareil coup de dés des Soviétiques. Par ailleurs, nous étions déterminés à défendre l'équilibre international. Mais nous estimions mieux servir l'intérêt national américain et la paix mondiale si les États-Unis conservaient la possibilité de dialoguer avec les *deux* géants communistes. En étant plus proches de chacun d'eux qu'eux-mêmes ne l'étaient l'un vis-à-vis de l'autre, nous obtiendrions une flexibilité diplomatique maximale. La « boîte à vide » selon Mao correspondait à ce que Nixon comme Ford jugeaient nécessaire pour construire un consensus en politique étrangère au lendemain de la guerre du Vietnam, du Watergate et de l'accession au pouvoir d'un président non élu.

C'est dans ce contexte international et intérieur que se déroulèrent mes deux derniers entretiens avec Mao, en octobre et décembre 1975. L'occasion fut la première visite en Chine du président Ford. La rencontre initiale devait préparer le sommet entre les deux dirigeants ; la seconde concernait leur conversation. Outre le résumé qu'ils livrèrent des dernières réflexions du président Mao à l'approche de la mort, ces entretiens soulignèrent la force de volonté colossale du leader chinois. Sa santé laissait déjà à désirer quand il avait rencontré Nixon ; cette fois, il était très gravement malade. Il lui fallut l'aide de deux infirmières pour quitter son fauteuil. Il pouvait à peine parler. Le chinois étant une langue tonale, Mao, en désespoir de cause, obligea son interprète à mettre par écrit ce qu'elle comprenait des sifflements qui s'échappaient de sa carcasse brisée. Elle lui montrait ensuite ses notes et il acquiesçait ou non d'un hochement de tête avant qu'elle traduise. Refusant de capituler devant ses déficiences physiques, Mao conduisit les deux entretiens avec une extraordinaire lucidité.

Plus remarquable encore fut la manière dont ces conversations au bord de la tombe mirent en évidence son trouble intérieur. Sarcastiques et pénétrantes, alliant le persiflage et l'esprit de coopération, elles laissèrent transparaître une dernière fois l'antagonisme entre ses convictions révolutionnaires et son sens subtil de la stratégie. Mao débuta l'entretien du 21 octobre 1975 en s'insurgeant contre une réflexion banale que j'avais faite la veille à Deng, à savoir que la Chine et l'Amérique n'attendaient rien l'une de l'autre : « Si aucune partie n'a rien à demander à l'autre, pourquoi viendriez-vous à Pékin ? Si personne n'avait rien à demander, pourquoi viendriez-vous à Pékin ? Pourquoi serions-nous prêts à vous recevoir, vous et votre président<sup>446</sup> ? » En d'autres termes, les protestations de bonne volonté n'avaient aucun sens pour cet apôtre de la révolution permanente. Il continuait de rechercher une stratégie commune et, en bon stratège, savait qu'il fallait fixer des priorités, quitte à sacrifier temporairement certains buts historiques de la Chine. Il renouvela donc l'assurance qu'il nous avait donnée lors d'une entrevue précédente : « Le petit problème est Taïwan, le gros problème est le monde<sup>447</sup>. » Comme à son habitude, Mao allait jusqu'à l'extrême limite du nécessaire, avec un mélange caractéristique de patience capricieuse et distante et de menace implicite – parfois dans une formulation insaisissable, sinon insondable. Il ne continuerait pas seulement à faire montre de patience, comme il l'avait signalé dans son entretien avec Nixon et dans les deux conversations qu'il avait eues ensuite avec moi : il refusait d'associer le débat sur Taïwan à la stratégie destinée à préserver l'équilibre mondial. Il déclara quelque chose qui eût paru incroyable deux ans auparavant : la Chine, à ce moment précis, n'avait que faire de Taïwan :

MAO : Il vaut mieux qu'elle soit entre vos mains. Et si vous deviez me la renvoyer maintenant, je n'en voudrais pas car ce n'est pas souhaitable. Il y a là-bas une énorme quantité de contre-révolutionnaires. Dans cent ans nous la voudrons [*geste de la main*] et nous nous battons pour l'avoir.

KISSINGER : Pas cent ans.

MAO [*comptant sur ses doigts*] : C'est difficile à dire. Cinq ans, dix ans, vingt ans, cent ans : difficile à dire. [*Il montre le plafond.*] Et

quand j'irai au ciel voir Dieu, je lui dirai qu'il vaut mieux que Taïwan soit sous la garde des États-Unis à l'heure qu'il est.

KISSINGER : Il sera absolument sidéré d'entendre cela de la part du Président.

MAO : Non, parce que Dieu vous veut du bien et pas à nous. Dieu ne nous aime pas [*il agite les mains*] parce que je suis un chef de guerre militant, et aussi un communiste. Voilà pourquoi il ne m'aime pas. [*Désignant du doigt les trois Américains*<sup>448</sup> :] il vous aime vous, et vous, et vous<sup>449</sup>.

Il était toutefois urgent de régler la question de la sécurité internationale : parmi les cinq centres de pouvoir du monde, déclara Mao, la Chine occupait à présent la dernière place, l'Union soviétique venant en tête, suivie de l'Europe et du Japon. « Nous voyons que vous sautez vers Moscou en vous hissant sur nos épaules, et ces épaules ne servent plus à rien. Vous voyez, vous arrivez en cinquième position : vous êtes le petit doigt<sup>450</sup>. » De plus, souligna-t-il, les pays européens, bien que supérieurs à la Chine en termes de pouvoir, étaient écrasés par leur peur de l'Union soviétique, qu'il résumait dans une allégorie :

MAO : Le monde n'est pas tranquille, et une tempête – le vent et la pluie – s'annonce. Et à l'approche de la pluie et du vent, les hirondelles s'agitent.

TANG : Il [le Président] me demande comment on dit « hirondelle » en anglais et ce que veut dire « *sparrow*<sup>I</sup> ». J'ai dit que c'était un autre genre d'oiseau.

KISSINGER : Tout à fait, mais j'espère que nous avons un peu plus d'effet sur la tempête que les hirondelles sur le vent et la pluie.

MAO : Il est possible de retarder l'arrivée du vent et de la pluie, mais difficile de les empêcher de venir<sup>451</sup>.

Lorsque je lui répondis que nous étions d'accord sur la venue de la tempête mais faisons le nécessaire pour être dans la meilleure situation possible afin d'en réchapper, Mao me renvoya un mot lapidaire : « Dunkerque<sup>452</sup>. »

Mao m'expliqua que l'armée américaine en Europe n'était pas assez forte pour résister aux forces terrestres soviétiques sur ce théâtre et que l'opinion publique refuserait de recourir aux armes nucléaires pour la défendre. Il écarta mon objection quand je lui déclarai que les États-Unis n'hésiteraient pas à les utiliser le cas échéant : « Il existe deux autres possibilités. L'une étant la vôtre, l'autre celle du *New York Times*<sup>453</sup> » (faisant là allusion au livre *Can America Win the Next War ?*, de Drew Middleton, reporter au quotidien, qui doutait que l'Amérique puisse gagner un conflit généralisé avec l'Union soviétique dont l'Europe serait l'enjeu). De toute façon, ajouta le Président, cela n'avait aucune importance, car dans aucun des cas la Chine ne dépendrait des décisions des autres pays :

Nous adoptons la stratégie de Dunkerque. Nous les laisserons occuper Pékin, Tianjin, Wuhan et Shanghai, et ainsi, au moyen de tactiques de cette nature, nous gagnerons et l'ennemi sera vaincu. Les deux guerres mondiales, la première et la seconde, ont été menées de cette façon et la victoire n'a été remportée que plus tard<sup>454</sup>.

Entre-temps, Mao esquissa la position de quelques pièces de sa vision internationale sur le plateau du *wei qi*. L'Europe était « trop éparpillée, trop peu soudée<sup>455</sup> », le Japon aspirait à l'hégémonie, l'unification allemande était souhaitable mais non réalisable, sauf si l'Union soviétique s'affaiblissait. Or, « sans combat, l'Union soviétique ne peut pas être affaiblie<sup>456</sup> ». Quant aux États-Unis, « l'affaire du Watergate aurait pu être réglée autrement<sup>457</sup> » – en d'autres termes, il n'était pas nécessaire d'abattre un président fort pour des querelles intérieures. Mao invita le secrétaire à la Défense, James Schlesinger, à venir en Chine – peut-être à l'occasion du voyage du président Ford –, où il pourrait visiter les régions frontalières avec l'Union soviétique, comme le Xinjiang et la Mandchourie. Cela, sans doute, pour montrer que les États-Unis n'hésiteraient pas à risquer un affrontement avec l'Union soviétique. Ce n'était pas non plus une tentative très subtile pour projeter la Chine dans les querelles intestines de l'Amérique : le bruit courait en effet que Schlesinger avait contesté la politique de détente en cours.

La difficulté tenait en partie à un problème de perspective. Mao savait que ses jours étaient comptés et voulait s'assurer que son projet allait lui survivre. Il s'exprimait avec la mélancolie de l'âge avancé, intellectuellement conscient de ses limites, pas encore tout à fait prêt à admettre que la palette de ses choix pâlissait et que les moyens de les mettre en œuvre disparaissaient :

MAO : J'ai quatre-vingt-deux ans maintenant. [*Désignant le secrétaire d'État Kissinger :*] Et vous, quel âge avez-vous ? Cinquante ans ?

KISSINGER : Cinquante et un.

MAO [*désignant le vice-Premier ministre Deng*] : Il en a soixante et onze. [*Agitant les mains :*] Et quand nous serons tous morts, moi, lui [Deng], Zhou Enlai et Ye Jianying, vous serez toujours vivant. Vous voyez ? Nous sommes trop vieux. Nous n'allons pas y arriver<sup>458</sup>.

Il ajouta : « Vous savez, je suis un objet de vitrine pour les visiteurs<sup>459</sup>. » Pourtant, malgré son délabrement physique, le fragile président ne pouvait jamais rester passif. Comme la rencontre s'achevait – un moment qui s'accompagnait habituellement d'un geste conciliant –, il exprima soudain sa défiance avec violence, proclamant le caractère immuable de ses lettres de créance révolutionnaires :

MAO : Vous ne connaissez pas ma nature. J'aime que les gens me maudissent [*élevant la voix et frappant son fauteuil*]. Vous devez dire que le président Mao est un vieux bureaucrate, et alors je vais m'empresse de vous voir. Alors seulement. Mais si vous ne me maudissez pas, je ne vous verrai pas et je me contenterai de dormir paisiblement.

KISSINGER : Cela nous est difficile, en particulier de vous qualifier de bureaucrate.

MAO : Je le confirme [*en abattant la main sur son fauteuil*] ! Je ne serai content que lorsque tous les étrangers taperont sur la table et me maudiront !

Mao renforça encore sa menace en ne m'épargnant pas ses sarcasmes sur l'intervention de la Chine dans la guerre de Corée :

MAO : Les Nations unies ont voté une résolution parrainée par les États-Unis dans laquelle il était dit que la Chine avait agressé la Corée.

KISSINGER : C'était il y a vingt-cinq ans.

MAO : En effet. Donc vous n'êtes pas en cause. C'était du temps de Truman.

KISSINGER : En effet. Cela remonte loin et notre analyse a changé.

MAO [*il se touche le haut de la tête*] : Mais la résolution n'a pas encore été annulée. Je porte toujours le chapeau d'« agresseur ». Je considère aussi que c'est le plus grand honneur au monde et qu'aucun autre ne pourrait le surpasser. C'est bien, très bien.

KISSINGER : Nous ne devons donc pas modifier la résolution des Nations unies ?

MAO : Non, surtout pas. Nous n'avons jamais formulé cette demande... Impossible de le nier, nous avons bel et bien commis une agression contre la Chine [Taïwan], et aussi en Corée. Si vous m'aidiez à rendre publique cette déclaration, peut-être dans une de vos notes ?...

KISSINGER : Je pense que je vous laisserai ce soin. Je risquerais de ne pas faire une déclaration exacte du point de vue historique<sup>460</sup>.

Mao précisa au moins trois points. D'abord, la Chine était prête à faire cavalier seul, comme lors de la guerre de Corée contre l'Amérique et dans les années 1960 contre l'Union soviétique. Ensuite, il réaffirma les principes de la révolution permanente à l'œuvre dans ces affrontements, même peu faits pour séduire les superpuissances. Enfin, il était prêt à revenir à ces principes si l'on contrecarrait sa ligne d'action. Pour lui, l'ouverture à l'Amérique n'impliquait en rien la fin d'une idéologie.

La prolixité de Mao traduisait une profonde ambivalence. Personne ne comprenait mieux les impératifs géopolitiques de la Chine que son président mourant. À ce moment de l'histoire, ceux-ci étaient en contradiction avec le concept national traditionnel d'indépendance. Quelles que fussent les critiques de Mao contre la politique de détente, les États-Unis essayaient le plus fort de l'affrontement avec les Soviétiques et assumaient la plus grande partie des dépenses militaires pour défendre le

monde non communiste. La sécurité de la Chine était à ce prix. Nous vivions la quatrième année du rétablissement des relations avec la Chine ; nous souscrivions en gros aux opinions de Mao sur la stratégie. Il n'était pas possible d'en déléguer l'exécution à son pays, et Mao le savait. Or c'était précisément cette marge de flexibilité qu'il contestait.

En même temps, afin de nous assurer que le monde comprenait que les liens n'étaient pas rompus et en tirait les justes conclusions, la Chine annonça que Mao « avait eu un entretien amical avec le Dr Kissinger ». Une formulation positive, nuancée néanmoins par la photo qui l'accompagnait : on y voyait un Mao souriant debout à côté de ma femme et moi, mais agitant un doigt, laissant entendre que les États-Unis avaient peut-être besoin de recommandations bienveillantes.

Il était toujours difficile de résumer les remarques elliptiques et truffées d'aphorismes de Mao, et parfois même de les comprendre. Dans le compte rendu verbal que j'en fis au président Ford, je qualifiai la position de Mao d'« admirable en quelque sorte » et lui rappelai que c'étaient ces gens-là qui avaient conduit la Longue Marche (la retraite stratégique menée une année durant à travers des régions hostiles et sous le feu d'attaques fréquentes, qui avait préservé la cause de la Chine communiste au cours de la guerre civile)<sup>461</sup>. Les remarques de Mao ne visaient pas la détente, mais cherchaient quel élément de la relation triangulaire résisterait au déclenchement de crises appelées à évoluer. Comme je le dis au président Ford :

Je vous garantis que si nous entrons en conflit avec l'Union soviétique, ils nous attaqueront, nous et l'Union soviétique, et attireront le tiers monde dans leur orbite. De bonnes relations avec l'Union soviétique favoriseront au mieux nos relations avec la Chine – et vice versa. Le problème tient à notre faiblesse : ils nous voient en difficulté avec les SALT et la détente. Cela joue pour eux<sup>462</sup>.

Winston Lord, chef du bureau de planification politique du secrétariat d'État et principal organisateur de la visite secrète ainsi que, plus tard, de la politique à l'égard de la Chine, proposa une interprétation pénétrante des remarques ambiguës de Mao, que je transmis au président Ford :

Le message fondamental et les thèmes principaux du président [Mao] étaient clairs. Ils définissaient visiblement le cadre stratégique de la visite de Kissinger, en fait de l'évolution de nos relations depuis deux ans. Mais il s'y ajoutait plusieurs passages plus sibyllins. On a tendance à chercher les subtilités, les significations profondes que recouvre la prose laconique et terre à terre du Président. Dans la plupart des cas, le sens général est apparent. Dans d'autres, cependant, il n'y aura pas forcément d'élément marquant, ou alors un individu légèrement sénile peut avoir divagué sans but précis pendant un moment... Pour citer un exemple de cette ambiguïté : « Connaissez-vous un moyen de m'aider à soigner mes difficultés actuelles à parler clairement ? » Il y a fort à parier qu'il s'agissait surtout de menus propos sur sa santé. Il est très peu probable qu'il ait demandé sérieusement un secours médical. Mais le Président disait-il que sa voix en Chine (ou dans le monde) n'était pas entendue ? Que son influence se heurte à des limites et qu'il veut que les États-Unis l'aident à renforcer sa position par leurs orientations ? Veut-il que nous l'aidions à « parler clairement » dans un sens plus général<sup>463</sup> ?

À l'époque, l'interprétation de Lord me parut un peu tirée par les cheveux. Maintenant que j'en sais plus sur les manœuvres internes de la Chine, je pense que Mao parlait bien dans un sens plus général.

Toujours est-il que le voyage d'octobre destiné à préparer la visite de Ford se déroula dans une atmosphère très fraîche, qui reflétait les tensions internes de la Chine. Il paraissait si peu prometteur que nous écourtâmes la visite présidentielle, la ramenant de cinq jours à trois et supprimant deux haltes à l'extérieur de Pékin pour les remplacer par de courtes visites aux Philippines et en Indonésie.

Le jour où je rentrai de Chine, Schlesinger quittait son poste de secrétaire à la Défense, remplacé par Donald Rumsfeld. J'en fus averti après coup, et j'aurais nettement préféré que la chose n'arrivât pas ; je ne doutais pas que cette éviction allait engendrer à Washington une polémique sur la politique étrangère, avec des querelles propres à remettre en question la diplomatie en cours. En réalité, le renvoi de Schlesinger n'avait rien à voir avec sa visite en Chine, qu'avait évoquée Mao. Ford préparait le terrain en vue de la campagne politique imminente ; par



ailleurs, il ne s'était jamais senti à l'aise avec le caractère acerbe de Schlesinger. Mais de toute évidence certains membres de l'équipe dirigeante chinoise interprétèrent ce remaniement comme une réaction ostensible à l'attitude de la Chine.

Quelque temps plus tard, durant la première semaine de décembre, le président Ford effectua sa visite d'État en Chine. Les divisions internes du pays sautaient aux yeux. La femme de Mao, Jiang Qing, qui faisait partie des architectes de la Révolution culturelle, ne se montra que quelques minutes lors d'une réception au cours d'une manifestation sportive. Toujours en cour, elle afficha une politesse hautaine et glaciale pendant sa prestation, d'une brièveté calculée. (Sa seule apparition lors de la visite de Nixon avait été pour accueillir le corps de ballet révolutionnaire qu'elle parrainait.)

Mao choisit de rendre explicite la scission de la direction chinoise par une rencontre de près de deux heures avec Ford. Son état s'était encore dégradé depuis qu'il m'avait reçu cinq semaines auparavant. Toutefois, il avait décidé que les relations avec l'Amérique avaient besoin d'une séance d'échauffement, ce qu'il traduisit par une entrée en matière empreinte de jovialité :

MAO : Votre secrétaire d'État s'est immiscé dans mes affaires intérieures.

FORD : Dites-moi tout.

MAO : Il s'oppose à ma rencontre avec Dieu. Il est allé jusqu'à m'enjoindre de désobéir à l'ordre que Dieu m'a donné. Dieu m'a envoyé une invitation, et lui [Kissinger] me dit de ne pas y aller.

KISSINGER : La coalition serait trop puissante s'il s'y rendait.

MAO : C'est un athée [Kissinger]. Il est hostile à Dieu. Et il essaie de nuire à mes relations avec Dieu. C'est un homme redoutable et je ne puis qu'obéir à ses ordres<sup>464</sup>.

Puis Mao déclara qu'il ne s'attendait à « rien de marquant » dans les relations américano-chinoises au cours des deux prochaines années, soit la période de l'élection présidentielle de 1976 et ses lendemains. « Peut-être qu'ensuite la situation pourrait un peu s'améliorer<sup>465</sup>. » Voulait-il dire

qu'il en sortirait une Amérique plus unie ? Ou que, à ce moment-là, la Chine aurait surmonté ses luttes internes ? À l'entendre, il prévoyait que la relation resterait branlante pendant toute la présidence de Ford.

La raison majeure de l'hiatus survenu dans la relation sino-américaine tenait à la situation interne de la Chine. Mao rebondit sur une remarque de Ford, qui disait apprécier le travail du chef du bureau de liaison de Pékin à Washington (Huang Zhen) et espérer le voir rester en poste :

Il y a des jeunes gens qui le critiquent [l'ambassadeur Huang]<sup>466</sup>. Et ces deux-là [Wang et Tang<sup>467</sup>] critiquent aussi le seigneur Qiao<sup>468</sup>. On ne peut pas traiter ces gens à la légère. Sinon, on risque d'en pâtir – je songe à une guerre civile. Il y a beaucoup de grandes affiches dehors, en gros caractères. Si vous allez à l'université Qinghua et à l'université de Pékin, regardez-les<sup>469</sup>.

Si les interprètes de Mao – Nancy Tang et Wang Hairong, qui était proche de la femme de Mao – se montraient hostiles au ministre des Affaires étrangères et à l'ambassadeur *de facto* à Washington, la situation était devenue périlleuse et les divisions internes sévissaient aux plus hauts niveaux. En appelant le ministre « le seigneur Qiao » – laissant ainsi entendre qu'il était « confucéen » –, Mao allumait un autre clignotant. Si de grandes affiches – les déclarations en gros caractères utilisées par les campagnes idéologiques de la Révolution culturelle – étaient placardées dans les universités, cela signifiait que certaines méthodes et, à coup sûr, certaines querelles de la Révolution culturelle commençaient à refaire surface. Dans ce cas, l'allusion de Mao à une possible guerre civile dépassait peut-être la simple figure de style.

Ford, qui dissimulait son habileté derrière l'abord simple et direct de l'homme du Middle West, décida de ne pas tenir compte de ces signaux. Il se comporta, au contraire, comme si les prémices de l'ère Zhou des relations sino-américaines gardaient toute leur validité et se lança dans une analyse au cas par cas des problèmes du monde. Il exposa, pour l'essentiel, les mesures que prenait l'Amérique pour faire barrage à l'hégémonie soviétique et en appela à la collaboration spécifique de la Chine, en particulier en Afrique. Mao avait rabroué Nixon pour bien moins trois ans auparavant. La candeur apparente de Ford le désarma-t-elle ou

avait-il prévu un dialogue d'ordre stratégique tout du long ? Cette fois il fit chorus, et ses observations, tout aussi mordantes qu'à l'accoutumée, notamment sur les manœuvres soviétiques en Afrique, prouvèrent qu'il conservait son entière maîtrise des détails.

Tout à la fin de l'entretien, Mao émit un curieux appel à l'aide. Il souhaitait améliorer l'image publique des relations américano-chinoises :

MAO : ... [I]l y a maintenant des articles dans les journaux selon lesquels nos relations sont très mauvaises. Peut-être devriez-vous les mettre au courant, leur livrer quelques informations.

KISSINGER : C'est valable des deux côtés. Ils en recueillent un peu à Pékin.

MAO : Mais elles ne viennent pas de nous. Ce sont les étrangers qui les leur donnent<sup>470</sup>.

Le temps manquait pour demander quels étrangers étaient en mesure de donner des informations que les médias croiraient. C'était un problème que Mao aurait pu résoudre, comme toujours, en ordonnant la publication d'un communiqué de presse positif – s'il avait encore le pouvoir d'imposer sa volonté à ses factions.

Mao ne fit rien. Aucun résultat concret ne s'ensuivit. Le projet de communiqué, probablement visé par le ministre des Affaires étrangères, Qiao Guanhua, nous parut inutile, sinon provocateur, et nous refusâmes de l'approuver. Il était clair qu'une lutte de pouvoir décisive se déroulait en Chine. Deng, bien que portant un regard critique sur notre tactique avec les Soviétiques, désirait vivement maintenir la relation avec l'Amérique mise en place par Zhou et Mao. Et il était tout aussi limpide que plusieurs factions au pouvoir contestaient cette orientation. Deng résolut l'impasse par une déclaration dans laquelle, en sa qualité de membre du comité permanent du Politburo (le comité exécutif du Parti communiste), il soulignait l'utilité de la visite de Ford et l'importance de l'amitié sino-américaine.

Pendant les mois qui suivirent la rencontre, les divisions intérieures de la Chine apparurent au grand jour. Deng, qui avait remplacé Zhou sans se voir accorder le titre de Premier ministre, se retrouva une fois de plus en butte aux attaques, probablement celles des mêmes forces qui l'avaient

exilé dix ans auparavant. Zhou avait disparu de la scène. Le ministre des Affaires étrangères, Qiao Guanhua, cherchait visiblement l'affrontement. La main de velours avec laquelle Zhou avait ouvert la voie vers une collaboration fut remplacée par des exigences propres à nous provoquer.

La possibilité d'un affrontement ne se concrétisa pas, car Deng s'employa à démontrer l'importance du maintien de relations étroites avec les États-Unis. Par exemple, pendant le banquet de bienvenue lors de ma visite de 1975, Qiao avait porté un toast hargneux devant la télévision américaine, fustigeant la politique des États-Unis vis-à-vis de l'Union soviétique – une violation du protocole diplomatique qui était aux antipodes du traitement affable réservé jusque-là aux délégations américaines. Lorsque j'avais vivement réagi, les caméras avaient cessé de tourner pour empêcher que mes propos ne soient diffusés.

Le lendemain, Deng convia la délégation américaine à un pique-nique dans les Collines parfumées, près de Pékin, lieu de résidence des dirigeants chinois. Cette excursion, qui ne figurait pas au programme, fut marquée par la prévenance qui avait caractérisé toutes les rencontres depuis l'ouverture à la Chine.

Les choses se précipitèrent lorsque Zhou mourut, le 8 janvier 1976. Un peu comme cela se passe lors de la fête de Qin Ming (le Jour de l'entretien des tombes) en avril, des centaines de milliers de Chinois se rendirent au monument dédié aux héros du peuple, place Tiananmen, pour honorer la mémoire du défunt et y déposer des gerbes de fleurs et des poèmes. Certains de ces poèmes contenaient des critiques à peine voilées de Mao et de Jiang Qing (en recourant une fois de plus à la technique très prisée de l'analogie historique<sup>471</sup>). Ces marques d'hommage disparurent du jour en lendemain, provoquant un face-à-face tendu entre la police et le public (connu sous le nom de l'« incident de Tiananmen » de 1976). La bande des Quatre persuada Mao que les tendances réformatrices de Deng avaient abouti à des contestations contre-révolutionnaires. Le lendemain, elle organisa des contre-manifestations. Deux jours après la mort de Zhou, Mao dépouilla Deng de toutes ses fonctions au sein du Parti. La position de Premier ministre par intérim échut à un obscur secrétaire du Parti de province, originaire du Hunan, un certain Hua Guofeng.

Les relations de la Chine avec les États-Unis se firent de plus en plus distantes. George H. W. Bush ayant été nommé directeur de la CIA, Tom Gates, ancien secrétaire à la Défense, devint chef du bureau de liaison de Pékin. Hua Guofeng tarda quatre mois avant de le recevoir et, quand il se décida, s'en tint aux formulations convenues, voire à la langue de bois. Un mois plus tard, à la mi-juillet, le vice-Premier ministre Zhang Chunqiao, communément considéré comme l'homme fort de la direction et comme un membre essentiel de la bande des Quatre, profita d'une visite de Hugh Scott, chef de la minorité au Sénat, pour défendre une position extrêmement belliqueuse au sujet de Taïwan, absolument à l'opposé de ce que Mao nous avait dit :

Nos idées sur Taïwan sont parfaitement claires. Depuis que la question de Taïwan se pose, c'est un boulet au pied des États-Unis. Le peuple américain a tout intérêt à s'en débarrasser. Si vous ne le faites pas, l'APL s'en chargera. Ce sera une bonne chose pour le peuple américain et pour le peuple chinois. Nous sommes généreux : nous sommes prêts à aider les États-Unis à résoudre le problème à la pointe de nos baïonnettes. Ces propos ne sont peut-être pas plaisants, mais ils reflètent la réalité<sup>472</sup>.

La bande des Quatre poussait la Chine dans une direction qui rappelait la Révolution culturelle et le style provocant de Mao vis-à-vis de Khrouchtchev.

Le 9 septembre 1976, Mao succomba à sa maladie, léguant à ses successeurs ses réalisations et ses prémonitions, en même temps que son souci de grandeur, sa brutalité et sa formidable hauteur de vues déformée par son égocentrisme. Il laissait derrière lui une Chine plus unifiée qu'elle ne l'avait été depuis des siècles, dans laquelle la plupart des vestiges du régime originel avaient été éliminés, et débroussaillée pour accueillir des réformes que lui-même n'avait jamais envisagées. Si la Chine est restée unie et se pose aujourd'hui en superpuissance du <sup>xxi</sup>e siècle, Mao peut jouer pour de nombreux Chinois le même rôle ambigu mais respecté dans l'histoire de la Chine que Qin Shihuang, l'empereur que lui-même révérait : l'autocrate fondateur d'une dynastie qui entraîna la Chine dans une nouvelle ère en mobilisant sa population dans un effort national et massif. Certains virent plus tard ses excès comme un mal nécessaire ; pour

d'autres, en revanche, les épouvantables souffrances que Mao infligea à son peuple éclipsèrent ses réussites.

Deux lignes d'action étaient entrées en compétition durant les turbulences de son régime. Il y avait l'élan révolutionnaire, qui voyait dans la Chine une force morale et politique entendant imposer l'exemple de ses préceptes hors normes à un monde frappé de stupeur. Il y avait la Chine géopolitique, qui prenait froidement la mesure des courants et les manipulait pour servir ses intérêts. Il y avait une Chine qui recherchait des coalitions pour la première fois de son histoire, mais aussi la Chine provocante qui défiait le monde entier. Mao avait pris en main un pays ravagé par la guerre et l'avait piloté au milieu de factions intérieures rivales, de superpuissances hostiles, d'un tiers monde ambivalent et de voisins suspicieux. Grâce à lui, la Chine fut de toutes les configurations qui se disputaient le terrain, mais sans jamais prendre d'engagements à l'égard d'aucune. La Chine avait réchappé aux guerres, aux tensions et aux doutes tandis que son influence grandissait, et elle finit par devenir une superpuissance émergente dont la forme de gouvernement survécut à l'effondrement du monde communiste. Mao y parvint à un prix terrifiant, en s'appuyant sur la ténacité et la persévérance du peuple chinois, en exploitant son endurance et sa cohésion, qui si souvent l'exaspérèrent, pour en faire la base de son édifice.

À la fin de sa vie, Mao s'orientait vers une remise en question de l'ordre mondial tel que l'envisageait l'Amérique, soucieux de définir non plus seulement la stratégie mais la tactique. Ses successeurs partageaient sa croyance dans les forces de la Chine, mais sans juger cette dernière capable d'exprimer son potentiel exceptionnel par la seule force de la volonté et le seul engagement idéologique. Ils recherchaient l'autonomie, mais en sachant que cet élan ne suffisait pas. Aussi consacrèrent-ils leur énergie à la mutation intérieure. Cette nouvelle vague réformatrice allait ramener la Chine à la politique étrangère conduite par Zhou : une politique caractérisée par le désir de relier le pays aux courants économiques et politiques du monde pour la première fois de sa longue histoire. Cette ligne d'action serait concrétisée par un dirigeant évincé à deux reprises en dix ans et qui rentrait d'un troisième exil intérieur : Deng Xiaoping.

<sup>1</sup>- Soit « moineau ». (N.d.T.)

## Chapitre 12

### L'indestructible Deng

Seuls ceux qui ont connu la Chine de Mao Zedong peuvent pleinement apprécier les transformations opérées par Deng Xiaoping. Les villes foisonnantes d'activité de la Chine, les encombrements de la circulation, le dilemme très peu communiste d'un taux de croissance parfois menacé par l'inflation, mais parfois aussi considéré par les démocraties occidentales comme un rempart contre la récession mondiale : autant de réalités inconcevables dans la morne Chine de Mao, avec ses communes agricoles, son économie stagnante et sa population portant des vestes identiques tout en professant la ferveur idéologique des citations du « Petit Livre rouge » de Mao.

Mao détruisit la Chine traditionnelle, laissant derrière lui des décombres sur lesquels allait se construire la modernisation la plus achevée. Deng eut le courage de fonder cette modernisation sur le sens de l'initiative et sur la capacité de rebond de chaque Chinois. Il supprima les communes et favorisa l'autonomie des provinces afin de mettre en œuvre ce qu'il appelait le « socialisme selon les caractéristiques chinoises ». La Chine d'aujourd'hui – forte de la deuxième économie du monde et du plus gros volume de réserves de devises, et dont de nombreuses villes dressent fièrement des gratte-ciel plus hauts que l'Empire State Building – témoigne du grand dessein de Deng, de sa ténacité et de son bon sens.

#### **Le premier retour de Deng au pouvoir**

La route de Deng Xiaoping vers le pouvoir se révéla capricieuse et paradoxale. Lorsqu'en 1974 il devint l'interlocuteur privilégié de l'Amérique, nous savions très peu de chose sur lui. Il avait été secrétaire

général du puissant comité central du Parti communiste jusqu'à son arrestation en 1966, accusé de « rouler pour le capitalisme ». Nous apprîmes qu'il avait été réintégré au comité central en 1973 grâce à l'intervention personnelle de Mao et malgré l'opposition des radicaux du bureau politique. Bien que Jiang Qing l'eût snobé en public peu après son retour à Pékin, il était clair que Mao le jugeait important. Pourtant peu coutumier du fait, il lui présenta des excuses pour les humiliations qu'il avait subies pendant la Révolution culturelle. Les mêmes comptes rendus nous apprirent que, en s'adressant à une délégation de scientifiques australiens, Deng avait abordé des thèmes dont il ferait sa marque. La Chine était un pays pauvre, avait-il déclaré, qui avait besoin d'échanges scientifiques et des enseignements des pays avancés comme l'Australie – une vérité que les dirigeants de la Chine n'avaient jamais admise jusque-là. Deng conseilla à ses visiteurs de ne pas s'en tenir aux seules réalisations de la Chine lors de leurs déplacements, mais de voir aussi son immense retard, autre remarque sans précédent de la part d'un dirigeant chinois.

Deng arriva à New York en avril 1974 en qualité de simple membre d'une délégation chinoise, officiellement conduite par le ministre des Affaires étrangères, pour une session de l'Assemblée générale des Nations Unies sur le développement économique. Quand j'invitai la délégation à dîner, on sut aussitôt qui la dirigeait, mais surtout que, loin d'avoir été rappelé pour alléger la tâche de Zhou, comme l'affirmaient nos rapports du renseignement, Deng avait en fait pour mission de le remplacer et, d'une certaine façon, de l'exorciser. Plusieurs de nos allusions amicales à l'endroit de Zhou tombèrent dans le vide, et d'autres concernant des remarques du Premier ministre s'attirèrent des citations comparables de Mao provenant des entretiens qu'il avait eus avec moi.

Peu après, Deng fut nommé vice-Premier ministre en charge de la politique étrangère et devint, peu de temps après, vice-Premier ministre exécutif supervisant la politique intérieure – en remplacement officieux de Zhou qui garda cependant le titre, dès lors largement symbolique, de Premier ministre.

Peu après que Mao eut lancé la Révolution culturelle, en 1966, Deng s'était vu dépouiller de ses postes au Parti et au gouvernement. Il avait



passé les sept années suivantes sur une base militaire, puis en exil dans la province du Jiangxi, cultivant des légumes et travaillant à mi-temps dans un atelier de réparation de tracteurs. Accusée de ne pas respecter l'idéologie, sa famille ne bénéficiait d'aucune protection des gardes rouges. Son fils, Deng Pufang, avait été victime de sévices physiques de la part de ces mêmes gardes rouges et défenestré d'un bâtiment de l'université de Pékin. Malgré une fracture du dos, on refusa de l'admettre à l'hôpital. L'épreuve le laissa paraplégique<sup>473</sup>.

Parmi les nombreux traits extraordinaires du peuple chinois figure l'attachement que beaucoup ont conservé envers leur société, quelle que soit la somme de terribles souffrances et d'injustices qu'elle leur aura infligée. Pas une seule victime de la Révolution culturelle que j'ai connue ne m'a jamais parlé spontanément de ses tourments ni n'a répondu à mes questions autrement que par un minimum d'informations. La Révolution culturelle est traitée, parfois avec une ironie désabusée, comme une sorte de catastrophe qu'il a fallu endurer, mais sans qu'il soit nécessaire d'en ressasser les répercussions sur la vie de chacun.

Mao semble avoir exprimé une bonne part de cette philosophie. Les souffrances infligées par lui-même ou sur son ordre ne traduisaient pas forcément son jugement définitif sur la victime ; de son point de vue, elles étaient une nécessité, peut-être temporaire, pour purifier la société. Il semble avoir considéré nombre de ces exilés comme bons pour le service, une sorte de réserve stratégique. Il rappela quatre maréchaux lorsqu'il eut besoin de conseils sur la façon de positionner la Chine face à la crise internationale de 1969. Ce fut ainsi que Deng revint lui aussi aux plus hautes fonctions. Lorsque Mao résolut de lâcher Zhou, Deng représenta le meilleur – voire le seul – recours disponible pour diriger le pays.

M'étant habitué aux dissertations philosophiques et aux allusions indirectes de Mao, au professionnalisme élégant de Zhou, il me fallut un certain temps pour m'adapter au style acerbe et avisé de Deng, à ses interjections sarcastiques et à son mépris des considérations philosophiques au bénéfice d'un rationalisme pur et dur. Trapu et nerveux, il entrait dans une pièce comme mû par une force invisible, prêt à se lancer dans le vif du sujet. Deng gaspillait rarement son temps en propos aimables et ne jugeait pas nécessaire non plus d'atténuer ses remarques en

les enrobant de paraboles comme Mao le faisait volontiers. Il ne vous manifestait pas de sollicitude comme Zhou, pas plus qu'il ne me traitait, comme Mao, en confrère philosophe, une caste dont seuls quelques élus méritaient son attention. Par son attitude, Deng signifiait que nous étions là tous deux pour mener les affaires de notre pays, et assez adultes pour négocier les difficultés sans en faire une histoire personnelle. Zhou comprenait l'anglais sans l'aide d'un interprète et le parlait à l'occasion. Deng se qualifiait de « rustre » et avouait : « Les langues sont difficiles. Quand j'étais étudiant en France, je n'ai jamais appris le français. »

Avec le temps, j'en vins à éprouver un immense respect pour ce petit homme replet aux yeux mélancoliques, qui avait conservé ses convictions et ses capacités face à d'extraordinaires vicissitudes, et qui, l'heure venue, rénova son pays. Après 1974 et les ravages de la Révolution culturelle, et tout en encourageant des risques personnels car Mao était toujours au pouvoir, Deng entreprit de mettre en place une modernisation qui allait, au <sup>xxi</sup><sup>e</sup> siècle, faire de la Chine une superpuissance.

En 1974, au retour de son premier exil, rien ne laissait présager que Deng deviendrait une figure historique. Il ne définît aucune doctrine ambitieuse ; contrairement à Mao, il ne fit aucune déclaration tonitruante sur le destin exceptionnel du peuple chinois. Ses affirmations paraissaient prosaïques, et beaucoup collaient à la réalité. Deng parlait de l'importance de la discipline dans l'armée et de la réforme du ministère de l'Industrie métallurgique<sup>474</sup>. Il demandait d'augmenter le chargement quotidien des wagons de chemin de fer, d'interdire aux chefs de train de boire pendant le travail, de réglementer leurs pauses-déjeuner<sup>475</sup>. C'étaient des discours non pas transcendants mais techniques.

Dans le sillage de la Révolution culturelle et compte tenu de la présence vigilante de Mao et de la bande des Quatre, le pragmatisme ordinaire constituait en soi une déclaration audacieuse. Pendant dix ans, Mao et la bande des Quatre avaient préconisé l'anarchie afin d'organiser la société, la « lutte » incessante pour purifier la nation et une sorte d'amateurisme violent dans les entreprises économiques et intellectuelles. La Révolution culturelle ayant fait de la ferveur idéologique jamais démentie un trait d'authenticité, l'appel de Deng au retour à l'ordre, au professionnalisme et

à l'efficacité – presque un passage obligé dans le discours du monde en développement – formulait une proposition hardie. La Chine avait subi dix années de milices de jeunes qui avaient tout saccagé et failli détruire la carrière et la famille de Deng. Son style pragmatique et prosaïque sortit la Chine de son rêve de court-circuiter l'histoire et la ramena à un monde où celle-ci s'accomplit au nom de grandes ambitions mais par étapes réalistes.

Le 26 septembre 1975, dans une intervention intitulée « La priorité doit être donnée à la recherche scientifique », Deng formula plusieurs des thèmes dont il allait devenir coutumier : la nécessité de mettre l'accent sur la science et la technologie dans le développement économique de la Chine ; la reprofessionnalisation des travailleurs chinois ; et l'encouragement du talent et de l'initiative individuels – précisément les secteurs et savoir-faire qui avaient été paralysés par les purges politiques, la fermeture des universités pendant la Révolution culturelle et la promotion, pour des raisons d'idéologie, de cadres incapables.

Surtout, Deng chercha à clore définitivement la polémique qui faisait rage depuis le <sup>xix</sup><sup>e</sup> siècle sur ce que la Chine pouvait apprendre des étrangers. La Chine devait placer la compétence professionnelle au-dessus de la conformité politique (quitte à encourager les initiatives personnelles d'individus « excentriques ») et récompenser ceux qui excellaient dans le domaine choisi. C'était un changement de cap radical pour une société dans laquelle les responsables gouvernementaux et les unités de travail avaient dicté les détails les plus infimes de la vie éducative, professionnelle et personnelle de chacun depuis des décennies. Là où Mao plaçait les problèmes dans la stratosphère des paraboles idéologiques, Deng subordonnait les activités idéologiques à la compétence pratique :

En ce moment, les personnels scientifiques sont pris dans des luttes de factions et s'intéressent peu ou pas à la recherche. Quelques-uns le font dans la plus grande discrétion, comme s'ils commettaient un crime... La Chine aurait tout à gagner si elle avait un millier de personnes compétentes qui feraient autorité dans le monde entier. Aussi longtemps qu'elles travailleront dans l'intérêt de la République populaire de Chine, ces personnes auront bien plus de valeur que celles

qui s'adonnent aux activités factionnelles et empêchent, ce faisant, les autres de travailler<sup>476</sup>.

Selon Deng, la Chine avait pour priorité et par tradition « le besoin de parvenir à la consolidation, à la stabilité et à l'unité<sup>477</sup> ». Bien que ne détenant pas le pouvoir suprême, Mao restant en activité et la bande des Quatre conservant son influence, Deng évoqua sans détour la nécessité de surmonter le chaos qui sévissait et de « mettre les choses en ordre » :

Il est nécessaire aujourd'hui de mettre les choses en ordre dans tous les domaines. L'agriculture et l'industrie doivent être réglées, et les orientations en littérature et dans les arts ont besoin d'être adaptées. Adapter signifie aussi, en réalité, mettre les choses en ordre. Ce faisant, nous voulons résoudre les problèmes dans les zones rurales, dans les usines, dans la science et la technologie, et dans toutes les autres sphères. Aux réunions du bureau politique, j'ai débattu du besoin de le faire dans plusieurs secteurs, et quand j'en ai référé au camarade Mao Zedong, il a donné son accord<sup>478</sup>.

En fait, ce que Mao avait effectivement approuvé en donnant son « accord » demeurait vague. Si l'on avait rappelé Deng comme alternative plus idéologique à Zhou, on obtenait l'effet inverse. L'ordre et la stabilité selon Deng s'attirèrent en permanence les foudres de la bande des Quatre.

### **La mort des dirigeants : Hua Guofeng**

Deng n'eut pas le temps de lancer pleinement son programme de réformes : la structure de pouvoir chinoise subit un cataclysme et lui-même, pour la deuxième fois, fut victime d'une purge.

Le 8 janvier 1976, Zhou Enlai succomba à sa longue bataille contre le cancer. Sa mort suscita un déferlement d'affliction publique sans précédent dans l'histoire de la République populaire. Deng profita des funérailles de Zhou, le 15 janvier, pour faire l'éloge de ses qualités humaines :

Il était ouvert et dénué de ruse, se souciait des intérêts de tous, observait la discipline du Parti, s'analysait sans complaisance et savait

unir la masse des cadres, et il consolida l'unité et la solidarité du Parti. Il maintint des liens étroits et étendus avec les masses et manifesta une bienveillance sans limites à l'égard de tous les camarades et du peuple... Nous devons tirer les enseignements de son superbe style : modeste et prudent, sans prétention et disponible, montrant l'exemple par sa conduite et menant une vie simple et sans jamais ménager sa peine<sup>479</sup>.

Presque toutes ces qualités – surtout l'attachement à l'unité et à la discipline – avaient été critiquées à la réunion du bureau politique de décembre 1973, après que Zhou eut été démis de ses pouvoirs (même s'il conserva un titre). L'éloge funèbre que prononça Deng représentait donc un acte de courage considérable. Après les manifestations à la mémoire de Zhou, Deng se vit une fois de plus priver de toutes ses fonctions. Il évita l'arrestation uniquement parce que l'APL assura sa protection dans des bases militaires, d'abord à Pékin, puis en Chine méridionale.

Cinq mois plus tard, Mao mourut. Sa mort fut précédée (et, dans l'esprit de certains Chinois, annoncée) par un tremblement de terre qui ravagea la ville de Tangshan.

Avec la chute de Lin Biao et les décès si rapprochés de Zhou et de Mao, l'avenir du Parti et du pays se voyait remis en jeu. Après Mao, aucune autre personnalité ne pouvait se prévaloir d'une stature comparable.

À mesure que grandissait sa méfiance à l'égard des ambitions, et probablement des compétences, de la bande des Quatre, Mao avait préparé en sous-main l'ascension de Hua Guofeng. Hua restait assez difficile à cerner ; il n'était pas aux affaires depuis assez longtemps pour prétendre à une charge en particulier, sauf celle de succéder à Mao. Celui-ci commença par le nommer Premier ministre après la disparition de Zhou. Et quand Mao mourut peu après, Hua Guofeng hérita de ses fonctions de président et de chef de la Commission militaire centrale, mais pas nécessairement de ses pouvoirs. En s'élevant dans la direction chinoise, Hua adopta le culte de la personnalité de Mao, mais ne manifesta guère le magnétisme personnel de son prédécesseur. Il intitula son programme économique le « Grand Bond en avant », un rappel malheureux de la

désastreuse politique industrielle et agricole de Mao durant les années 1950.

La principale contribution de Hua à la théorie politique chinoise de l'après-Mao fut la promulgation, en février 1977, de ce que l'on appellerait les « Deux Tout-ce-que » : « Nous soutiendrons résolument tout ce que le président Mao aura pris comme décisions politiques, et nous suivrons sans faillir tout ce que le président Mao a enjoint de faire<sup>480</sup>. » Ce n'était pas franchement le genre de principes qui vous fait monter à l'assaut.

J'ai rencontré Hua seulement à deux occasions – la première fois à Pékin en avril 1979, la seconde en octobre 1979, lorsqu'il était en visite d'État en France. Ces deux entrevues mirent en évidence un écart considérable entre la prestation de Hua et l'oubli dans lequel il finit par sombrer. Il en va de même des comptes rendus de ses entretiens avec Zbigniew Brzezinski, conseiller à la Sécurité nationale sous l'administration de Jimmy Carter. Hua mena tous les entretiens avec l'assurance que les hauts dirigeants chinois démontrent invariablement en rencontrant des étrangers. Il connaissait ses dossiers et avait confiance en lui, bien que moins lisse que Zhou et sans rien de la veine sarcastique et mordante de Mao. Rien ne laissait prévoir que Hua s'effondrerait aussi subitement qu'il avait surgi.

Ce qui manquait à Hua, c'était un fief politique. Il avait été parachuté au pouvoir parce qu'il n'appartenait à aucune des principales factions rivales, la bande des Quatre ou le groupe des modérés Zhou/Deng. Mais une fois Mao disparu, Hua buta sur une impossible conciliation entre les préceptes maoïstes de collectivisation et de lutte des classes, et les idées de Deng sur la modernisation économique et technologique. Les disciples de la bande des Quatre lui reprochèrent son idéologie trop peu rigoureuse ; Deng et ses partisans le rejetteraient le moment venu, et de plus en plus ouvertement, pour son pragmatisme trop timide. Débordé par Deng, il devint peu à peu étranger au destin de la nation, tout en continuant d'occuper officiellement les principaux postes de commande.

Mais avant sa chute, Hua Guofeng accomplit un acte aux conséquences hors normes. Moins d'un mois après la mort de Mao, il fit alliance avec

les modérés – et avec des membres de l'élite victimes de la Révolution culturelle – pour arrêter la bande des Quatre.

### **La montée de Deng : « Réformer et s'ouvrir »**

Dans cet environnement des plus fluctuants, Deng Xiaoping rentra de son deuxième exil en 1977 et entreprit de définir avec précision un grand projet de modernité pour la Chine.

Du point de vue bureaucratique, sa situation n'aurait pu être plus désavantageuse. Hua cumulait tous les postes clés, qu'il tenait de Mao et de Zhou : président du Parti communiste, Premier ministre et président de la Commission militaire centrale. Il bénéficiait de l'aval explicite de Mao. (On connaissait la célèbre phrase de Mao à Hua : « Avec toi en poste, je suis tranquille<sup>481</sup>. ») Deng retrouva ses anciennes fonctions dans la haute hiérarchie politique et militaire, mais en restant toujours officiellement le subordonné de Hua.

S'ils entretenaient des opinions relativement similaires sur la politique étrangère, leurs visions de l'avenir de la Chine offraient un contraste saisissant. En avril 1979, lors d'une visite à Pékin, je rencontrai séparément les deux leaders. Tous deux m'exposèrent leurs idées pour la réforme économique. Pour la première fois depuis que j'avais affaire aux dirigeants chinois, les divergences de vues idéologiques et pratiques furent explicitement formulées. Hua me parla d'un programme économique qui stimulerait la production par des méthodes soviétiques traditionnelles, mettant l'accent sur l'industrie lourde, une amélioration de la production agricole fondée sur les communes, une mécanisation accrue et l'utilisation d'engrais dans le cadre d'un plan quinquennal omniprésent.

Deng écartait toutes ces stratégies orthodoxes. Le peuple, disait-il, avait besoin d'être intéressé à ce qu'il produisait. Les biens de consommation devaient prendre le pas sur l'industrie lourde, l'ingéniosité des cultivateurs chinois s'exprimer pleinement, le Parti communiste devenir moins envahissant, et le gouvernement se décentraliser. L'entretien se poursuivit durant un banquet pour lequel plusieurs tables rondes avaient été dressées. J'étais assis à côté de Deng. Dans une conversation à bâtons

rompus, je soulevai la question de l'équilibre entre centralisation et décentralisation. Deng souligna l'importance de celle-ci pour un pays immense, doté d'une population considérable, et dont les régions différaient largement. Mais là n'était pas le problème principal, ajouta-t-il. Il fallait introduire en Chine la technologie moderne ; on enverrait des dizaines de milliers d'étudiants chinois à l'étranger (« Nous n'avons rien à craindre de l'éducation occidentale »), et on mettrait fin une bonne fois pour toutes aux abus de la Révolution culturelle. Alors que Deng n'avait pas élevé la voix, le silence était tombé sur les tables qui nous entouraient. Assis sur le bord de leur siège, les autres Chinois présents ne feignaient même pas de ne pas écouter le vieux dirigeant qui traçait les grandes lignes de sa vision de leur futur. « Nous ne devons pas nous tromper cette fois, conclut Deng. Nous avons déjà commis trop d'erreurs. » Peu après, Hua devint de plus en plus invisible. Au cours des dix années suivantes, Deng mit en place ce qu'il avait décrit au banquet de 1979.

Deng l'emporta parce qu'il s'était créé des liens au sein du Parti au fil des ans, et en particulier à l'ALP, et qu'il fit preuve d'une bien plus grande habileté politique que Hua. Vétéran de décennies de luttes internes au Parti, il avait appris à utiliser les querelles idéologiques pour servir ses objectifs politiques. Les discours de Deng pendant cette période furent des chefs-d'œuvre de souplesse idéologique et d'ambiguïté politique. Sa principale tactique consistait à élever les principes de « chercher la vérité à partir des faits » et « intégrer la théorie et la pratique » au rang de « principe fondamental de la pensée de Mao Zedong » – une proposition rarement avancée avant la mort de celui-ci.

Comme tout prétendant chinois au pouvoir, Deng veillait à présenter ses idées sous la forme d'explication de texte des déclarations de Mao, les accompagnant de nombreuses citations (parfois détachées avec maestria de leur contexte) des discours du Président. Mao n'avait jamais mis particulièrement l'accent sur des préceptes intérieurs d'ordre pratique, au moins depuis le milieu des années 1960. Et, en règle générale, il aurait plus volontiers soutenu que l'idéologie primait, quitte à prendre le pas sur les résultats concrets. Rameutant des fragments disparates d'orthodoxie maoïste, Deng abandonna la révolution permanente. À l'entendre, Mao était un pragmatiste :



Camarades, réfléchissons bien. N'est-il pas vrai que rechercher la vérité à partir des faits, agir à partir de la réalité et intégrer la théorie et la pratique constituent le principe fondamental de la pensée de Mao Zedong ? Ce principe fondamental est-il périmé ? Le deviendra-t-il jamais ? Comment pouvons-nous être loyaux au marxisme-léninisme et à la pensée de Mao Zedong si nous sommes hostiles à une recherche de la vérité à partir des faits, à une action fondée sur la réalité et à une intégration de la théorie et de la pratique ? Où cela nous mènerait-il<sup>482</sup> ?

Au nom de cette défense de l'orthodoxie maoïste, Deng critiquait les « Deux Tout-ce-que » de Hua, car l'on pouvait en déduire que Mao était infaillible, ce que même le Grand Timonier n'avait jamais avancé. (Par ailleurs, la faillibilité de Mao avait rarement été invoquée de son vivant.) Deng rappela le jugement que Mao avait porté sur Staline – qui avait eu raison à 70 % et tort à 30 % –, laissant entendre que Mao lui-même méritait peut-être une notation « 70-30 » (ce qui deviendrait sans tarder la ligne officielle du Parti et le reste encore aujourd'hui). Ce faisant, il réussit à accuser l'héritier désigné par Mao, Hua Guofeng, de falsifier son héritage en exigeant son application à la lettre :

[L]es « Deux Tout-ce-que »] ne sont pas acceptables. Si ce principe était correct, rien ne justifierait ma réhabilitation ni l'affirmation que les activités des masses place Tiananmen en 1976 [à savoir les hommages rendus à Zhou Enlai après sa mort et les manifestations] étaient raisonnables. Nous ne pouvons pas appliquer mécaniquement ce qu'a dit le camarade Mao Zedong pour une question particulière à une autre question... Le camarade Mao Zedong a lui-même dit de manière répétée... que si l'on jugeait que le travail d'un individu consistait en 70 % de réussites et 30 % d'erreurs, ce travail serait tout à fait honorable, et que lui-même serait très heureux et satisfait si les générations futures pouvaient lui accorder cette notation de « 70-30 » après sa mort<sup>483</sup>.

En bref, il n'existait pas d'orthodoxie immuable. La réforme chinoise allait se fonder dans une large mesure sur ce qui fonctionnait.

Deng exprima ces thèmes fondamentaux avec une hâte grandissante. Dans un discours de mai 1977, il défia la Chine de « faire mieux » que la restauration de Meiji, la campagne de modernisation spectaculaire du Japon au XIX<sup>e</sup> siècle. Invoquant l'idéologie communiste pour encourager ce qui revenait à être une économie de marché, il laissa entendre que, en leur qualité de « prolétaires », les Chinois seraient en mesure d'aller au-delà d'un programme concocté par la « bourgeoisie japonaise naissante » (même si l'on subodore que la remarque visait à mobiliser l'orgueil national chinois). À la différence de Mao, qui entraînait son peuple par la vision d'un futur glorieux et transcendant, Deng conviait celui-ci à s'engager dans un effort majeur pour surmonter son retard :

La clé de la modernisation réside dans l'essor de la science et de la technologie. Et si nous n'accordons pas une attention toute particulière à l'éducation, il sera impossible de développer la science et la technologie. Les paroles creuses ne conduiront nulle part notre programme de modernisation ; nous devons avoir des connaissances et des personnels formés... Il apparaît aujourd'hui que la Chine a largement vingt ans de retard sur les pays développés en matière de sciences, de technologie et d'éducation<sup>484</sup>.

À mesure que Deng affermissait son pouvoir, ces principes se transformèrent en maximes opératoires des efforts chinois pour devenir une puissance mondiale. Mao ne s'était guère soucié d'accroître les échanges internationaux de la Chine ni de rendre son économie compétitive. À sa mort, le chiffre total du commerce de l'Amérique avec la Chine atteignait 336 millions de dollars, soit un montant légèrement inférieur au niveau du commerce de l'Amérique avec le Honduras et ne représentant qu'un dixième de ses échanges avec Taïwan, qui comptait environ 1,6 % de la population chinoise<sup>485</sup>.

La superpuissance économique d'aujourd'hui est l'héritage de Deng Xiaoping. Non pas qu'il ait conçu des programmes spécifiques à cette fin. Mais il accomplit la tâche par excellence du dirigeant : porter sa société du point où elle se trouve à un point où elle n'est jamais parvenue. Les sociétés opèrent en fonction de critères de performance moyenne. Elles restent à niveau en recourant à ce qu'elles connaissent. Mais elles

progressent grâce à des dirigeants qui ont la vision de ce qui est nécessaire à ces sociétés et le courage de fixer une ligne d'action dont les bénéfices résident d'abord et largement dans leur hauteur de vues.

Deng devait relever un défi d'ordre politique : dans les vingt premières années du régime communiste, la Chine avait été régie par un leader dominateur qui l'avait conduite à s'unir et lui avait valu le respect sur la scène internationale, mais en l'entraînant vers des objectifs intérieurs et sociaux non viables. Mao avait unifié le pays et, exception faite de Taïwan et de la Mongolie, l'avait réinstallé dans ses frontières historiques, mais en lui imposant des efforts contraires à sa spécificité historique. La Chine avait acquis sa grandeur en appliquant un modèle culturel accordé au rythme que pouvait soutenir sa société. La révolution permanente de Mao l'avait conduite jusqu'aux limites de son endurance, pourtant immense. Elle avait restauré une identité nationale que la communauté internationale prenait au sérieux. Mais elle n'avait pas découvert comment la Chine pouvait progresser autrement que par des accès d'exaltation idéologique.

Mao avait gouverné en empereur traditionnel, dont la majesté inspirait la vénération et l'effroi. Il incarnait le mythe du souverain impérial établissant le lien entre le ciel et la terre, plus proche du divin que du terrestre. Deng gouverna dans l'esprit d'une autre tradition chinoise : en fondant l'omnipotence sur l'ubiquité mais aussi sur l'invisibilité du dirigeant.

Dans de nombreuses cultures, dont celles de l'Occident, la stature du dirigeant est étayée par un contact et une communication d'un type ou d'un autre avec ceux qu'il gouverne. C'est pourquoi à Athènes, à Rome et dans la plupart des États occidentaux pluralistes, l'éloquence représente un atout. Il n'existe pas de tradition oratoire en Chine. (Mao faisait plus ou moins figure d'exception.) Les dirigeants chinois n'ont jamais fondé leur pouvoir sur l'art de la rhétorique ni sur le contact physique avec les masses. Dans la tradition mandarinale, ils opèrent essentiellement hors de vue, légitimés par leurs actions. Deng n'exerça aucune fonction majeure ; il refusa tous les titres honorifiques ; il n'apparut presque jamais à la télévision et mena sa politique presque entièrement depuis les coulisses. Il gouverna non pas en empereur, mais en mandarin principal<sup>486</sup>.

Mao avait dirigé le pays en tablant sur l'endurance du peuple chinois face aux souffrances que leur imposeraient ses vues personnelles du futur. Deng le fit en libérant la créativité du peuple chinois pour instaurer sa propre vision du futur. Mao rechercha le progrès économique avec une foi mystique dans la capacité des « masses » chinoises à surmonter tous les obstacles par la seule force de la volonté et par la pureté idéologique. Deng aborda de front la pauvreté de la Chine et l'abîme qui séparait son niveau de vie de celui du monde développé. Décrétant que « la pauvreté n'est pas le socialisme », il affirma haut et fort que la Chine avait besoin de se procurer la technologie, le savoir-faire et les capitaux de l'étranger pour remédier à ses déficiences.

En décembre 1978, le troisième plénum du XI<sup>e</sup> comité central du Parti communiste chinois marqua le point d'orgue du retour de Deng. Ce plénum promulgua le slogan qui allait caractériser dès lors toutes les lignes d'action de Deng : « Réformer et s'ouvrir ». En rupture avec l'orthodoxie maoïste, le comité central approuva les orientations de « modernisation socialiste » qui faisaient écho aux Quatre Modernisations de Zhou Enlai. L'initiative privée en agriculture retrouva ses droits. La condamnation des foules qui avaient pleuré Zhou (jugé « contre-révolutionnaire » peu de temps auparavant) fut annulée, et Peng Dehuai, chef militaire et vétéran de l'armée – qui avait commandé pendant la guerre de Corée et été destitué plus tard par Mao pour avoir critiqué le Grand Bond en avant –, fut réhabilité à titre posthume. À l'issue de la conférence, Deng lança un appel au clairon en prononçant un discours sur « comment émanciper nos esprits, utiliser notre tête, tirer des faits la vérité et ne faire qu'un en regardant l'avenir ». Après dix années pendant lesquelles Mao Zedong avait apporté des réponses à presque toutes les questions de la vie, Deng insistait sur le besoin d'assouplir les entraves idéologiques et d'encourager à « penser par soi-même »<sup>487</sup>.

Prenant Lin Biao comme métaphore de la bande des Quatre et de certains traits de Mao, Deng dénonçait les « tabous intellectuels » et le « bureaucratisme ». Le mérite devait remplacer l'orthodoxie idéologique ; trop nombreux étaient ceux qui s'engageaient sur la voie d'une moindre résistance et tombaient dans la stagnation ambiante :

En réalité, la controverse actuelle quant à savoir si la pratique est le seul critère pour mettre la vérité à l'épreuve est aussi un débat pour savoir s'il faut émanciper l'esprit des gens... Quand tout doit être fait dans les règles, quand la pensée devient rigide et que la foi aveugle est la coutume, il est impossible pour un parti ou une nation de faire des progrès. Leur vie s'arrêtera et ce parti ou cette nation périront<sup>488</sup>.

La pensée créatrice indépendante allait être désormais la directive pour l'avenir :

Plus il y aura de membres du Parti et d'autres individus qui utiliseront leur tête et examineront les choses en détail, plus notre cause en bénéficiera. Pour faire la révolution et édifier le socialisme, nous avons besoin de très nombreux défricheurs qui osent penser, explorer des voies nouvelles et concevoir des idées nouvelles. Sinon, nous ne serons pas capables de débarrasser notre pays de la pauvreté et de son retard ou de rattraper – encore moins de surpasser – les pays avancés<sup>489</sup>.

La rupture avec l'orthodoxie maoïste révélait en même temps le dilemme du réformateur. Le dilemme, pour le révolutionnaire, tient à ce que la majorité des révolutions surviennent en réaction à ce qui est ressenti comme un abus de pouvoir. Mais plus les obligations en vigueur sont démantelées, plus il faut user de force pour recréer un sentiment d'obligation. Aussi les révolutions se soldent-elles souvent par un accroissement du pouvoir central ; plus la révolution est radicale, plus cette vérité se confirme.

Le dilemme de la réforme se situe à l'opposé. Plus le champ des choix est étendu, plus il devient difficile de le compartimenter. En quête de productivité, Deng soulignait l'importance du « penser par soi-même » et préconisait l'émancipation « complète » des esprits. Mais si ces esprits, une fois émancipés, exigeaient le pluralisme politique ? Le grand dessein de Deng en appelait à de « très nombreux défricheurs qui osent penser, explorer des voies nouvelles et concevoir des idées inédites », mais en partant du principe qu'ils se borneraient à explorer ces voies nouvelles pour bâtir une Chine prospère, en se gardant d'aborder des objectifs foncièrement politiques. Comment Deng envisageait-il de concilier

l'émancipation de la pensée et l'impératif de stabilité politique ? S'agissait-il d'un risque calculé, estimant qu'une meilleure alternative faisait défaut à la Chine ? Ou bien, fidèle à la tradition chinoise, écartait-il la possibilité d'une quelconque remise en question de la stabilité politique, d'autant qu'il était en passe d'améliorer la situation des Chinois et de les rendre considérablement plus libres ? La libéralisation de l'économie et la revitalisation de la nation, telles que les voyait Deng, n'incluaient aucun mouvement significatif vers ce que l'Ouest aurait appelé une démocratie pluraliste. Deng entendait préserver la règle du parti unique moins parce qu'il se délectait des douceurs du pouvoir (on sait qu'il renonça à de nombreux luxes que s'étaient autorisés Mao et Jiang Qing), mais parce qu'il jugeait que l'autre issue était l'anarchie.

Il lui fallut vite s'attaquer à ces questions. Dans les années 1970, il avait encouragé les individus à exprimer leurs griefs sur les souffrances de la Révolution culturelle. Mais lorsque cette liberté d'expression nouvellement découverte se transforma en un pluralisme naissant, Deng se trouva dans l'obligation, en 1979, d'analyser en détail comment il comprenait la nature de la liberté ainsi que ses limites :

Récemment, un petit nombre de personnes a provoqué des incidents en certains endroits. Au lieu d'accepter les directives, les recommandations et les explications des principaux responsables du Parti et du gouvernement, certains mauvais éléments ont émis des exigences diverses auxquelles on ne peut satisfaire pour l'instant ou qui sont carrément déraisonnables. Ils ont incité ou convaincu, par fourberie, une partie de la foule à faire irruption dans les organisations du Parti ou du gouvernement, occupant les bureaux, refusant de se disperser, entamant des grèves de la faim et paralysant la circulation, ce qui a perturbé gravement la production, le travail d'autrui et l'ordre public<sup>490</sup>.

Le fait qu'il ne s'agissait pas d'incidents isolés ou exceptionnels était mis en évidence par la liste que Deng en dressait. Il évoqua le groupe chinois de défense des droits de l'homme, qui n'avait pas hésité à demander au président des États-Unis d'exprimer sa préoccupation pour le respect de ces droits en Chine : « Pouvons-nous laisser en appeler ainsi, ouvertement, à une ingérence dans les affaires intérieures de la

Chine<sup>491</sup> ? » La liste de Deng incluait le forum de la démocratie de Shanghai, qui, à l'entendre, plaidait pour un virage vers le capitalisme. Certains de ces groupes, toujours selon Deng, avaient contacté clandestinement les autorités nationalistes à Taïwan, et d'autres parlaient de demander l'asile politique à l'étranger.

C'était une déclaration stupéfiante : Deng reconnaissait l'existence d'un problème politique. Il se montrait plus explicite sur son ampleur que sur la façon d'y répondre :

[L]a lutte contre ces individus n'est pas une affaire simple qui peut être réglée rapidement. Nous devons nous efforcer de faire clairement la différence entre les gens (dont beaucoup de jeunes naïfs) et les contre-révolutionnaires et les mauvais éléments qui les ont trompés, et que nous devons traiter avec sévérité et conformément à la loi...

Quel type de démocratie faut-il aujourd'hui au peuple chinois ? Ce peut être seulement une démocratie socialiste, la démocratie du peuple, et non la démocratie bourgeoise, la démocratie individualiste<sup>492</sup>.

Tout en insistant sur une conduite autoritaire de la politique, Deng abandonna le culte de la personnalité, se refusant à évincer son prédécesseur, Hua Guofeng (préférant le laisser disparaître progressivement de la scène publique), et entreprit d'organiser sa succession personnelle. Après avoir affermi son pouvoir, il déclina toute invitation à occuper les plus hauts postes de la hiérarchie du Parti<sup>493</sup>. Comme il me l'expliqua en 1982, lorsque je le rencontrai à Pékin :

DENG : ... je me rapproche de la période où je serai dépassé.

KISSINGER : Pas à en croire la lecture des documents du congrès du Parti.

DENG : Je suis maintenant à la commission consultative.

KISSINGER : J'y vois une marque de confiance en soi.

...

DENG : Le vieillissement de nos dirigeants nous y a poussés, nous n'avons pas de précédents ni d'enseignements de l'histoire...



KISSINGER : Je ne sais pas quel titre vous donner.

DENG : J'ai plusieurs chapeaux. Je suis membre du comité permanent du bureau politique et président de la commission consultative, et aussi président de la Conférence consultative politique du peuple chinois. J'aimerais les remettre à d'autres. J'ai trop de titres... Bien trop. Je veux en faire le moins possible. Mes collègues attendent aussi que je me charge des affaires courantes. Mon seul objectif est de pouvoir vivre plus longtemps.

Deng se départit du précédent créé par Mao, minimisant ses compétences plutôt que de se présenter comme un génie dans un domaine précis. Il délégua à ses subordonnés le soin d'innover, puis avalisait les initiatives satisfaisantes. Comme il l'expliqua, avec son absence de détours caractéristique, lors d'une conférence de 1984 sur les investissements étrangers : « Je suis un profane en matière d'économie. J'ai émis quelques remarques sur le sujet, mais toutes du point de vue de la politique. Par exemple, j'ai proposé la politique économique d'ouverture de la Chine au monde extérieur, mais pour ce qui est des détails ou des instructions pour la mettre en œuvre, je suis vraiment très ignorant<sup>494</sup>. »

Alors qu'il précisait sa politique intérieure, Deng s'imposait dans l'image que la Chine donnait au monde. En 1980, il était à son zénith. Au cinquième plénum du comité central du Parti communiste de février, les partisans de Hua furent rétrogradés ou démis de leurs fonctions ; les alliés de Deng, Hu Yaobang et Zhao Ziyang, furent nommés au comité permanent du bureau politique. Les transformations massives de Deng s'accompagnèrent de grandes tensions politiques et sociales, qui culminèrent avec la crise de la place Tiananmen en 1989. Mais un siècle après l'autorenforcement de la Chine promis par les réformateurs, et qui n'avait pas abouti, Deng avait apprivoisé et réinventé l'héritage de Mao, lançant la Chine dans un train de réformes vertigineuses grâce auxquelles, le temps venu, elle allait reconquérir l'influence à laquelle ses réalisations et son histoire lui permettaient de prétendre.



## Chapitre 13

### « Toucher les fesses du tigre » : la troisième guerre du Vietnam

En avril 1979, Hua Guofeng, toujours Premier ministre, dressa le bilan de la troisième guerre du Vietnam, qui avait vu la Chine envahir le pays et s'en retirer six semaines plus tard, décochant au passage une pique aux Soviétiques : « Ils n'ont pas osé bouger. En somme, nous pouvons toujours toucher les fesses du tigre<sup>495</sup>. »

La Chine était entrée au Vietnam pour lui « donner une leçon » après que les troupes vietnamiennes eurent occupé le Cambodge à la suite d'incidents de frontière avec les Khmers rouges, au pouvoir depuis 1975, et dans une ultime tentative d'Hanoi pour créer une Fédération indochinoise. Ce faisant, les Chinois avaient bravé le traité de défense mutuelle qu'Hanoi et Moscou avaient conclu moins d'un mois auparavant. La guerre s'était révélée extrêmement coûteuse pour les forces armées chinoises, encore handicapées par les ravages de la Révolution culturelle<sup>496</sup>. Mais l'invasion avait rempli son objectif fondamental : par son absence de réaction, l'Union soviétique avait mis en évidence les limites de son champ stratégique. On peut y voir un moment charnière de la guerre froide, même si sa portée n'apparut pas pleinement à l'époque. La troisième guerre du Vietnam marqua aussi un temps fort de la coopération stratégique sino-américaine durant la guerre froide.

#### **Le Vietnam : un camouflet aux grandes puissances**

La Chine se trouva engagée dans la troisième guerre du Vietnam par des facteurs comparables à ceux qui avaient entraîné les États-Unis dans la

précédente. Il existe dans le nationalisme vietnamien un élément quasi maniaque qui conduit les autres sociétés à perdre leur sens des proportions et à se méprendre sur les motivations de ce pays et sur leurs propres possibilités. L'Amérique en fit la triste expérience dans ce que les historiens considèrent aujourd'hui comme la deuxième guerre du Vietnam (la première étant le conflit anticolonial avec la France). Les Américains acceptaient difficilement l'idée qu'un pays en développement de dimension moyenne pût cultiver un attachement si féroce à des causes qui relevaient de l'esprit de clocher. Pour eux, ces actes correspondaient à un dessein plus dangereux. Ils interprétèrent l'agressivité d'Hanoi comme le prélude à une conspiration coordonnée sino-soviétique pour dominer au moins l'Asie. Et Washington crut que, lorsqu'on aurait contenu la poussée initiale d'Hanoi, un compromis diplomatique pourrait s'esquisser.

C'était une double erreur d'appréciation. Hanoi n'agissait pour le compte d'aucun autre pays. Il se battait pour obtenir son indépendance et, au final, pour une Fédération indochinoise qui lui assignerait, en Asie du Sud-Est, le rôle dominant que Pékin avait joué, historiquement, en Asie de l'Est. Pour ces rescapés opiniâtres de plusieurs siècles de conflit avec la Chine, il ne pouvait y avoir aucun compromis entre leur idée de l'indépendance et la conception que tout étranger se faisait de la stabilité. L'interaction entre le profond désir d'entente des Américains et l'exigence de victoire des Nord-Vietnamiens signa la tragédie de la deuxième guerre du Vietnam en Indochine.

Dans ce sens, l'erreur primordiale de l'Amérique dans la guerre du Vietnam ne fut pas ce qui divisa l'opinion américaine – à savoir : le gouvernement américain consacrait-il assez d'efforts à une issue diplomatique ? – mais plutôt son incapacité à affronter la réalité : cette prétendue issue diplomatique, si ardemment – voire désespérément – recherchée par les administrations successives des deux partis politiques, exigeait d'appliquer une pression qui revenait à une défaite totale d'Hanoi, Moscou et Pékin n'exerçant pas un rôle directeur, mais seulement de médiation.

Bien qu'avec une moindre ampleur, Pékin commit la même erreur. Lorsque les Américains commencèrent à se déployer au Vietnam, il interpréta leur initiative en termes de *wei qi* : on assistait à une nouvelle

tentative d'encerclement, avec des bases américaines qui allaient de la Chine et de la Corée jusqu'au détroit de Formose et maintenant jusqu'à l'Indochine. La Chine appuya la guerre de harcèlement des Nord-Vietnamiens tant pour des raisons d'idéologie que pour les éloigner au maximum de ses frontières. En avril 1968, Zhou Enlai déclara à Pham Van Dong que la Chine apportait son soutien au Vietnam du Nord afin d'empêcher l'encerclement stratégique de la Chine, s'attirant une réponse ambiguë de la part du Premier ministre vietnamien – en grande partie parce que le Vietnam ne s'en souciait guère et s'intéressait seulement à ses objectifs nationaux :

ZHOU : Pendant longtemps les États-Unis ont encerclé la moitié de la Chine. Maintenant l'Union soviétique en fait autant. Le cercle se referme, exception faite du Vietnam.

PHAM : Nous n'en sommes que plus déterminés à vaincre les impérialistes américains sur tout notre territoire.

ZHOU : C'est pourquoi nous vous appuyons.

PHAM : Notre victoire aura un effet positif en Asie. Il en découlera des conséquences imprévisibles.

ZHOU : C'est ainsi que vous devez le voir<sup>497</sup>.

Appliquant une stratégie par laquelle Pham Van Dong avait veillé à garder ses distances, la Chine envoya plus de cent mille personnels militaires non combattants appuyer l'infrastructure et la logistique vietnamiennes. Les États-Unis affrontèrent le Nord-Vietnam en tant que fer de lance d'un plan soviéto-chinois. La Chine soutint Hanoi afin d'atténuer ce qu'elle jugeait être une pression de l'Amérique pour dominer l'Asie. Les deux se trompaient : Hanoi se battait pour son propre compte. Et un Vietnam unifié à direction communiste, victorieux dans sa deuxième guerre en 1975, allait devenir une menace stratégique beaucoup plus sérieuse pour la Chine que pour les États-Unis.

Les Vietnamiens portaient sur leur voisin du Nord un regard suspicieux, proche de la paranoïa. Pendant de longues périodes de domination chinoise, le Vietnam avait assimilé le système d'écriture et les formes politiques et culturelles de son suzerain (le palais impérial et les tombeaux de Hué, l'ancienne capitale, en offrent un exemple spectaculaire).

Toutefois, il avait exploité ces apports « chinois » pour créer un État séparé et pour étayer son indépendance. La géographie ne lui permettait pas de se retrancher dans l'isolement, comme l'avait fait le Japon à une période comparable de son histoire. Du II<sup>e</sup> siècle av. J.-C au X<sup>e</sup> siècle de notre ère, il demeura sous l'autorité plus ou moins directe de la Chine, ne redevenant pleinement un État indépendant qu'avec l'effondrement de la dynastie Tang en 907.

L'identité nationale vietnamienne finit par exprimer l'héritage de deux forces quelque peu contradictoires : d'une part, l'assimilation de la culture chinoise, de l'autre, l'opposition à l'autorité politique et militaire de la Chine. Cette résistance contribua à mettre en place la fierté farouche du pays pour son indépendance et une redoutable tradition guerrière. Son imprégnation culturelle dota le Vietnam d'une élite confucéenne de style chinois, qui faisait preuve d'une sorte de complexe d'Empire du Milieu régional vis-à-vis de ses voisins. Durant les guerres d'Indochine au XX<sup>e</sup> siècle, Hanoi fit valoir ses prérogatives politiques et culturelles pour disposer du Laos et du Cambodge, territoires neutres, comme s'ils lui revenaient de plein droit, et cultiva, après la guerre, des « relations spéciales » avec les mouvements communistes de ces deux pays, marquées en réalité au sceau de la prépondérance vietnamienne.

Le Vietnam plaça la Chine devant un défi psychologique et géopolitique entièrement nouveau. Les dirigeants d'Hanoi connaissaient l'*Art de la guerre* de Sun Tzu, et ils en appliquèrent les principes avec succès contre la France et les États-Unis. Avant même la fin des longs conflits vietnamiens, d'abord avec les Français, qui tentaient de récupérer leur colonie au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, puis avec les États-Unis, de 1963 à 1975, Pékin et Hanoi prirent tous deux conscience qu'ils allaient être les acteurs du prochain affrontement pour le contrôle de l'Indochine et de l'Asie du Sud-Est.

La proximité culturelle peut expliquer l'absence relative de lucidité en matière d'analyse stratégique qui guidait habituellement la ligne chinoise pendant la guerre du Vietnam des Américains. Paradoxalement, l'intérêt stratégique à long terme de Pékin rejoignait sans doute celui de Washington : parvenir à un dénouement dans lequel quatre États indochinois (le Nord-Vietnam et le Sud-Vietnam, le Cambodge et le Laos)

s'équilibreraient mutuellement. Peut-être est-ce pourquoi Mao, en décrivant les grandes lignes des issues possibles de la guerre à Edgar Snow en 1965, jugeait la préservation du Sud-Vietnam possible et donc, peut-on supposer, envisageable<sup>498</sup>.

Lors de mon voyage secret à Pékin en 1971, Zhou me dit que les objectifs de la Chine en Indochine n'étaient ni stratégiques ni idéologiques. À l'entendre, la politique chinoise à l'égard de l'Indochine se fondait entièrement sur la dette historique contractée par les anciennes dynasties. Les dirigeants chinois portaient probablement du principe que l'Amérique ne pouvait pas être vaincue et que le nord d'un Vietnam divisé dépendrait au final du soutien chinois, à peu de chose près comme la Corée du Nord après la fin de la guerre de Corée.

À mesure que la guerre évoluait, plusieurs signes montrèrent que la Chine se préparait, bien qu'à contrecœur, à la victoire d'Hanoi. Les services de renseignement signalèrent que les Chinois construisaient, au nord du Laos, une route sans aucune utilité dans le conflit en cours avec les États-Unis, mais qui pourrait présenter un avantage stratégique après la guerre pour faire pièce à l'influence d'Hanoi, voire pour un conflit éventuel par le Laos. En 1973, après les accords de Paris qui mirent fin à la guerre du Vietnam, Zhou et moi entreprîmes de négocier un règlement d'après guerre sur le Cambodge, fondé sur une coalition entre Norodom Sihanouk (l'ancien souverain en exil à Pékin), le gouvernement en place à Phnom Penh et les Khmers rouges. Il visait essentiellement à empêcher la mainmise d'Hanoi sur l'Indochine. L'accord avorta quand le Congrès américain interdit *de facto* toute action militaire ultérieure de l'Amérique dans la région, annulant ainsi sa raison d'être<sup>499</sup>.

L'hostilité latente d'Hanoi envers son allié de l'époque m'apparut en pleine lumière à l'occasion d'une visite que j'effectuai là-bas en février 1973, dans le cadre de l'application des accords de Paris signés quinze jours auparavant. Le Duc Tho m'emmena voir le Musée national de la ville, essentiellement pour me montrer les sections consacrées aux luttes historiques du Vietnam avec la Chine – encore officiellement son alliée.

Avec la chute de Saigon en 1975, les rivalités naturelles et historiques éclatèrent au grand jour, entraînant la victoire de la géopolitique sur l'idéologie. Elle prouva que les États-Unis n'étaient pas les seuls à se tromper sur les implications de la guerre du Vietnam. La Chine avait vu dans leur première intervention un ultime sursaut de l'impérialisme américain. Elle s'était alors – presque par routine – rangée dans le camp d'Hanoi, l'ayant interprétée comme une nouvelle manœuvre pour l'encercler – à l'image de l'intervention américaine en Corée dix ans plus tôt.

Paradoxalement, et sous l'angle géopolitique, on aurait pu croire que les intérêts à long terme de Pékin et de Washington étaient similaires. Tous deux auraient dû préférer le *statu quo*, en l'occurrence une Indochine divisée en quatre États. Washington s'opposait à la prépondérance d'Hanoi au nom de la notion wilsonienne d'ordre mondial – le droit à l'autodétermination des États existants – et de l'idée d'une conspiration communiste mondiale. Pékin entretenait le même objectif général, mais du point de vue géopolitique, car il voulait empêcher l'apparition d'un bloc de l'Asie du Sud-Est à sa frontière méridionale.

Pendant un moment, Pékin parut croire que l'idéologie communiste s'apprêtait à abattre, en guise d'atout, mille ans d'histoire de résistance vietnamienne à la domination chinoise. Ou bien jugeait-il impossible que les États-Unis puissent mordre la poussière. Au lendemain de la chute de Saigon, il fut obligé de faire face aux conséquences de sa politique – et s'y refusa. Le dénouement indochinois fusionna avec sa crainte permanente d'un encerclement. La préoccupation première de la politique étrangère chinoise sous Deng fut dès lors d'empêcher la formation d'un bloc indochinois lié à l'Union soviétique et de renforcer le lien de coopération avec les États-Unis. Hanoi, Pékin, Moscou et Washington jouaient à quatre une partie de *wei qi*. La suite des événements au Cambodge et au Vietnam déterminerait qui, de Pékin ou d'Hanoi, finirait cerné de tous côtés et neutralisé.

L'encerclement par une puissance hostile, le cauchemar de Pékin, parut vouloir se vérifier. Seul le Vietnam représentait un obstacle suffisamment redoutable. Mais s'il parvenait à mettre sur pied la Fédération indochinoise qu'il visait, celle-ci constituerait un bloc de cent millions de

citoyens, et serait en position d'exercer une pression considérable sur la Thaïlande et sur d'autres États d'Asie du Sud-Est. Dans ce contexte, l'indépendance du Cambodge pour faire contrepoids à Hanoi devint l'un des principaux objectifs des Chinois. Dès août 1975 – soit trois mois après la chute de Saigon –, Deng Xiaoping déclara à Khieu Samphan, le dirigeant khmer rouge venu lui rendre visite : « [Q]uand l'une des superpuissances [les États-Unis] s'est vue obligée de retirer ses forces d'Indochine, l'autre superpuissance [l'Union soviétique] en a profité... pour projeter ses tentacules maléfiques vers l'Asie du Sud-Est... en cherchant à y poursuivre son expansion<sup>500</sup>. » Le Cambodge et la Chine, dit Deng, devaient « tous deux faire front pour combattre l'impérialisme et les hégémonies... Nous sommes fermement convaincus que... nos deux peuples s'uniront encore plus étroitement et marcheront ensemble vers de nouvelles victoires dans la lutte commune<sup>501</sup> ». À l'occasion d'une visite à Pékin, en mars 1976, du Premier ministre laotien Kaysone Phomvihane, son homologue, Hua Guofeng, lança un avertissement à l'Union soviétique : « En particulier, la superpuissance qui fait de la réclame pour la “détente” tout en déployant partout ses griffes avides, intensifie son expansion armée et ses préparatifs de guerre et s'efforce d'attirer d'autres pays dans sa sphère d'influence et de se poser en hégémon<sup>502</sup>. »

N'ayant plus à feindre la solidarité communiste face à l'« impérialiste » américain, les adversaires s'engagèrent dans une opposition ouverte et réciproque très vite après la chute de Saigon en avril 1975. Moins de six mois après l'effondrement de toute l'Indochine, cent cinquante mille Vietnamiens furent contraints de quitter le Cambodge. Un nombre comparable de Vietnamiens chinois de souche durent se réfugier dans leur pays d'origine. En février 1976, la Chine mit fin à son programme d'assistance au Vietnam et, un an après, suspendit toutes les livraisons prévues par les programmes en vigueur. Parallèlement, Hanoi avança un pion vers l'Union soviétique. À une réunion du bureau politique vietnamien, en juin 1978, la Chine fut qualifiée d'« ennemi principal ». Ce même mois, le Vietnam adhéra au Comecon, le bloc commercial gouverné par les Soviétiques. En novembre 1978, l'Union soviétique et le Vietnam signèrent le traité d'amitié et de coopération qui comportait des clauses militaires. En décembre 1978, les troupes vietnamiennes envahirent le

Cambodge, renversant les Khmers rouges et mettant en place un gouvernement vietnamien.

L'idéologie avait disparu du conflit. Les centres de pouvoir communiste se livraient à une compétition d'équilibre de pouvoir désormais fondée non pas sur l'idéologie, mais sur l'intérêt national.

Vu de Pékin, un cauchemar stratégique sévissait le long des frontières chinoises. Au nord, le déploiement soviétique se poursuivait avec la même intensité : Moscou maintenait toujours près de cinquante divisions le long de la frontière. À l'ouest, l'Afghanistan venait de connaître un coup d'État marxiste qui l'ouvrait de plus en plus à l'influence soviétique<sup>503</sup>. Pékin voyait aussi la main de Moscou dans la révolution iranienne, qui culmina avec la fuite du chah le 16 janvier 1976. Moscou continuait de favoriser un dispositif de sécurité collective en Asie, sans autre but plausible que d'endiguer la Chine. Pendant ce temps, il poursuivait les négociations du traité SALT II avec Washington. Dans l'idée que s'en faisait Pékin, ces accords contribuaient à « pousser vers l'est les eaux du mal » de l'Union soviétique. La Chine semblait être dans une position d'une vulnérabilité exceptionnelle. Désormais le Vietnam avait rejoint le camp soviétique. Les « résultats imprévisibles » que Pham Van Dong avait prédits à Zhou en 1968 paraissaient inclure l'encerclement de la Chine. Qui plus est, ces problèmes surgissaient alors que Deng, à nouveau au pouvoir, s'inquiétait encore de consolider sa position, laquelle ne serait définitivement acquise qu'en 1980.

L'une des principales différences entre les stratégies diplomatiques chinoise et occidentale tient à leur façon de réagir lorsqu'elles se sentent vulnérables. Les diplomates américains et occidentaux optent pour la prudence afin d'éviter toute provocation ; la Chine accentuera plus vraisemblablement son attitude de défi. Devant un équilibre de forces non favorable, les diplomates occidentaux se sentent plus volontiers tenus de rechercher une solution dans leurs cordes ; ils préconisent la voie diplomatique afin de mettre la partie adverse dans son « tort », de l'isoler sur le plan moral, mais de la dissuader d'user de la force – ce fut essentiellement ce que les Américains recommandèrent à Deng après que le Vietnam eut envahi et occupé le Cambodge. Les stratèges chinois se montreront plus enclins à accroître leur engagement, pour opposer le



courage et la pression psychologique à l'avantage concret dont bénéficie l'adversaire. Ils croient à la dissuasion par la prévention. Lorsqu'ils jugent que cet adversaire obtient un avantage qu'ils ne peuvent accepter et que les choix stratégiques jouent en leur défaveur, les planificateurs chinois chercheront à ébranler l'assurance de l'ennemi et à permettre à la Chine de reprendre la main, sinon de fait, du moins sur le plan psychologique.

Menacé sur tous les fronts, Deng décida de passer à l'offensive diplomatique et stratégique. Bien qu'il ne fût pas encore entièrement aux commandes à Pékin, il avança ses pions avec audace et dans plusieurs directions à l'étranger. Il modifia la position chinoise à l'égard de l'Union soviétique, passant de l'endiguement à l'hostilité stratégique explicite et, concrètement, à une contre-attaque sur le terrain. La Chine ne se limiterait plus à conseiller les États-Unis sur la façon de contenir l'Union soviétique : elle jouerait désormais un rôle actif, en mettant sur pied une coalition antisoviétique et antivietnamienne, en particulier en Asie. Et placerait ses pions en vue d'une éventuelle épreuve de force avec Hanoi.

### **La politique étrangère de Deng : dialogue avec l'Amérique et normalisation**

Lorsqu'il rentra de son deuxième exil en 1977, Deng inversa la politique intérieure de Mao mais ne toucha pas pour l'essentiel à sa politique étrangère. Tous deux démontraient, en effet, un fort attachement à l'idée de nation, et voyaient sous le même jour l'intérêt national de la Chine. Par ailleurs, la politique étrangère avait fixé aux impulsions de Mao des limites plus absolues que la politique intérieure.

On relevait cependant une différence de style considérable entre les critiques de Mao et celles de Deng. Mao contestait les intentions stratégiques des orientations de l'Amérique. Deng tablait sur la concordance des intérêts stratégiques et cherchait à harmoniser les lignes d'action de part et d'autre. Mao négociait avec l'Union soviétique, voyant en elle une sorte de menace stratégique abstraite, dont les effets ne s'appliquaient pas plus à la Chine qu'au reste du monde. Deng identifiait le danger spécifique qu'elle représentait pour la Chine : une menace directe à sa frontière méridionale, doublée d'une menace latente au nord.

Le dialogue prit de ce fait une tonalité plus opérationnelle. Mao se comporta en mentor déçu, Deng en partenaire exigeant.

Face au péril très réel, Deng mit fin à l'ambivalence qui avait caractérisé la relation de Mao avec l'Amérique l'année précédente. Il n'était plus question de nostalgie à l'égard d'opportunités pouvant bénéficier à la révolution mondiale. Dans tous les entretiens qui firent suite à son retour, Deng fit valoir qu'une opposition à la poussée de la politique soviétique en direction de l'Europe devait inclure la Chine et le Japon dans un projet mondial.

Même si les consultations entre la Chine et les États-Unis s'étaient considérablement rapprochées, une anomalie subsistait : l'Amérique avait reconnu officiellement Taïwan comme le gouvernement légitime de la Chine, et Taipei comme sa capitale. Les adversaires de la Chine, à ses frontières nord et sud, risquaient de se méprendre sur cette absence de reconnaissance et d'y voir une opportunité.

La normalisation des relations devint la priorité du calendrier sino-américain quand Jimmy Carter entra en fonctions. La première visite à Pékin du nouveau secrétaire d'État, Cyrus Vance, en août 1977, ne brilla pas par son succès.

Je quittai Washington, écrit-il dans ses Mémoires, en pensant qu'il serait malavisé de nous attaquer à un problème aussi controversé que la normalisation avec la Chine tant que la question panaméenne [allusion à la ratification du traité sur l'exploitation du canal de Panama] n'aurait pas été résolue, sauf si – et je ne me berçais pas d'illusions – les Chinois approuvaient tous les points de notre proposition. Pour des raisons politiques, j'avais l'intention d'incarner à leurs yeux une position maximale sur la question de Taïwan... En conséquence, je ne pensais pas les voir se rallier à notre proposition, mais j'estimais plus sage de la formuler, quitte à devoir l'abandonner le cas échéant<sup>504</sup>.

La proposition américaine sur Taïwan comportait une série de suggestions incluant le maintien d'une présence diplomatique restreinte sur place, qui avaient été mises en avant puis écartée sous l'administration Ford. Deng les récusait de nouveau, les qualifiant de pas en arrière. Un an

plus tard, le débat américain interne prit fin lorsque le président Carter décida d'accorder la priorité aux relations avec la Chine. Les pressions soviétiques en Afrique et au Moyen-Orient convainquirent le nouveau président d'opter pour une normalisation rapide avec la Chine, ce qui revenait à rechercher une alliance stratégique *de facto*. Le 17 mai 1978, Carter dépêcha à Pékin Zbigniew Brzezinski, son conseiller à la Sécurité nationale, avec les instructions suivantes :

Vous devez souligner que l'Union soviétique m'apparaît essentiellement comme étant en concurrence avec les États-Unis, bien qu'il existe aussi quelques éléments de coopération dans cette relation...

Pour faire court, je crains que la combinaison d'une puissance militaire grandissante et d'un manque de vision politique, nourrie d'ambitions de grande puissance, ne puisse tenter l'Union soviétique d'exploiter les turbulences locales (surtout dans le tiers monde) et d'intimider nos amis, dans le but de rechercher un avantage politique, voire, en définitive, une prépondérance politique<sup>505</sup>.

Brzezinski reçut aussi le feu vert pour réaffirmer les cinq principes énoncés par Nixon à Zhou en 1972<sup>506</sup>. Champion de longue date de la coopération stratégique avec la Chine, Brzezinski exécuta ses instructions avec conviction et compétence. Lorsqu'il se rendit à Pékin, en mai 1978, dans le cadre de la normalisation des relations, il trouva un auditoire réceptif. Deng se montrait impatient d'entamer la procédure, afin d'engager plus fermement Washington dans une coalition qui ferait barrage, par ce qu'il appelait un « travail réel, solide et prosaïque »<sup>507</sup>, aux avancées soviétiques aux quatre coins du globe.

Les dirigeants chinois avaient profondément conscience des dangers stratégiques qui les cernaient, mais ils présentaient leur analyse moins comme une inquiétude nationale que comme une vue élargie de la situation mondiale. L'« agitation sous le ciel », la « ligne horizontale », les « Trois Mondes » énonçaient des théories générales des relations internationales, non une perception purement chinoise de celles-ci.

L'analyse de la situation internationale à laquelle se livra Huang Hua, ministre des Affaires étrangères, démontrait une remarquable assurance.

Au lieu de se positionner en demandeur dans ce qui était, après tout, une situation très difficile pour la Chine, il adopta l'attitude d'un maître confucéen, exposant comment il fallait conduire une politique étrangère tous azimuts. Il commença par une évaluation générale des « contradictions » entre les deux superpuissances, de l'inutilité de prétendre négocier avec l'Union soviétique, et du caractère inévitable d'une guerre mondiale :

[L']Union soviétique est la source de guerre la plus dangereuse. Votre Excellence a dit qu'elle doit faire face à de nombreuses difficultés. C'est exact. L'impérialisme soviétique s'est fixé pour but stratégique de parvenir à l'hégémonie mondiale. Même s'il rencontre de nombreux revers, il ne renoncera jamais à son ambition<sup>508</sup>.

Puis Huang évoqua des points qui tourmentaient aussi les étudiants américains en stratégie – en particulier ceux qui tentaient d'établir un lien entre les armes nucléaires et les angles d'approche classiques de la stratégie. La dépendance vis-à-vis des armes nucléaires creuserait l'écart entre les menaces dissuasives et la volonté de les mettre en application : « Quant à l'argument suivant lequel l'Union soviétique n'oserait pas faire usage d'armes conventionnelles par crainte d'une attaque nucléaire de l'Ouest, ce n'est qu'un vœu pieux. Fonder une position stratégique sur ce raisonnement n'est pas seulement dangereux, mais peu fiable »<sup>509</sup>.

Au Moyen-Orient – « flanc de l'Europe » et « source d'énergie dans une guerre future » –, les États-Unis n'avaient pas réussi à contenir les avancées soviétiques. Leur déclaration conjointe (conviant les États de la région à une conférence qui explorerait les possibilités d'un règlement d'ensemble palestinien) avait « largement ouvert la porte à l'Union soviétique pour s'infiltrer encore plus avant au Moyen-Orient ». Washington avait placé en dangereuse posture le président égyptien Anouar Al-Sadate, dont l'« action audacieuse » avait créé « une situation défavorable pour l'Union soviétique » – et permis à celle-ci de « profiter de l'occasion pour susciter de graves différends entre les pays arabes<sup>510</sup> ».

Huang résuma la situation en invoquant un vieux proverbe chinois : l'« *appeasement* » de Moscou, dit-il, revenait à « donner des ailes au tigre pour le rendre plus fort ». Mais une politique de pression coordonnée ne

manquerait pas d'être gagnante, car l'Union soviétique était « forte seulement à l'extérieur mais faible à l'intérieur. Elle intimid[ait] les faibles et crai[gnait] les forts<sup>511</sup> ».

Toutes ces remarques définissaient le contexte de la question indochinoise. Huang aborda « le problème de l'hégémonie régionale ». Naturellement, l'Amérique s'y était frayé un chemin dix bonnes années auparavant. Le Vietnam voulait avoir la haute main sur le Cambodge et le Laos et créer une Fédération indochinoise – et « derrière cela on trouve l'Union soviétique ». Hanoi avait déjà acquis une position dominante au Laos en y plaçant ses troupes et en y maintenant « des conseillers dans tous les secteurs et à tous les niveaux ». Mais Hanoi s'était heurté à la résistance du Cambodge, hostile aux ambitions régionales du Vietnam. La tension entre le Vietnam et le Cambodge traduisait « non pas de simples escarmouches sporadiques à la frontière », mais un conflit majeur « susceptible de s'éterniser ». Si Hanoi ne renonçait pas à son objectif de dominer l'Indochine, « le problème ne ser[ait] pas résolu de sitôt<sup>512</sup> ».

Un peu plus tard ce même jour, Deng enchaîna sur les critiques de Huang Hua. Il mit en garde Brzezinski : les concessions et les ententes n'avaient jamais retenu les Soviétiques. Quinze ans d'accords sur le contrôle des armements leur avaient permis d'atteindre la parité stratégique avec les États-Unis. Les échanges commerciaux avec l'Union soviétique signifiaient que « les États-Unis l'aid[aient] à surmonter sa faiblesse ». Deng se lança dans une évaluation ironique des réactions américaines face à l'aventurisme soviétique dans le tiers monde et sermonna Washington qui essayait de « plaire » à Moscou :

Vos porte-parole ont sans cesse justifié et excusé les actions des Soviétiques. Ils disent parfois qu'aucun signe ne prouve que l'Union soviétique et Cuba sont de connivence au Zaïre ou en Angola. À quoi vous sert-il d'affirmer cela ? Pour être franc avec vous, chaque fois que vous vous apprêtez à conclure un accord avec l'Union soviétique, il résulte d'une concession du camp américain pour plaire au camp soviétique<sup>513</sup>.

La prestation sortait de l'ordinaire. Le pays principalement visé par l'Union soviétique proposait l'action commune comme une obligation

abstraite, non un marchandage entre nations, encore moins une requête. À l'heure où la nation courait un grand danger – ce que démontrait l'analyse de Deng –, la Chine ne se comportait pas moins en professeur de stratégie, non en consommateur passif des prescriptions américaines, comme le faisaient souvent les alliés européens de l'Amérique.

Les principaux éléments sur lesquels se fondait une grande partie du débat américain – droit international, solutions multilatérales, consensus populaire – étaient absents de l'analyse chinoise, sauf en qualité d'instruments concrets en vue d'un objectif convenu. Et cet objectif, souligna Deng, était de « faire face à l'ours polaire, voilà tout<sup>514</sup> ».

Mais les valeurs fondamentales de leur société imposent aux Américains une limite à la politique dite réaliste. Et les féroces Khmers rouges qui gouvernaient le Cambodge définissaient cette limite. Aucun président américain ne pouvait traiter les Khmers rouges comme une autre assise de la stratégie du *wei qi*. Il était tout bonnement impossible de fermer les yeux sur leurs agissements génocidaire – le déplacement forcé de la population de Phnom Penh dans la jungle, les tueries massives de catégories désignées de civils (quand bien même nous verrons que la nécessité obligea parfois à abandonner ce principe).

Hua Guofeng, toujours Premier ministre, se montra encore plus insistant lors d'une réunion, le lendemain :

[N]ous avons dit aussi à beaucoup de nos amis que le principal danger de guerre vient de l'Union soviétique. Alors comment devons-nous nous y prendre ? Il faut tout d'abord s'y préparer... Si on est prêt et si une guerre éclate, on ne se trouvera pas en position désavantageuse. La deuxième chose est qu'il est impératif d'essayer de désorganiser le déploiement stratégique de l'agression soviétique. Car pour parvenir à l'hégémonie, l'Union soviétique doit d'abord acquérir des bases navales et aériennes dans le monde entier, et donc effectuer un déploiement stratégique. Et nous devons essayer de contrarier ses plans de déploiement mondial<sup>515</sup>.

Aucun membre de l'alliance atlantique n'avait lancé d'appel si radical à une action commune – essentiellement préventive – ni indiqué qu'il était disposé à agir seul en se fiant à son évaluation.

Sur le plan opérationnel, les dirigeants chinois proposaient une sorte de coopération plus globale, à de nombreux égards, que l'alliance atlantique, et sans nul doute plus risque-tout. Ils voulaient appliquer la stratégie de dissuasion décrite dans les chapitres précédents. Elle se singularisait par le fait que Deng ne proposait aucune structure officielle ni aucune obligation à longue échéance. Une appréciation commune fournirait la force d'impulsion nécessaire à une action commune, mais l'alliance *de facto* ne survivrait pas à des divergences d'évaluation – la Chine exigeant de garder son autonomie, même en cas de péril extrême. Son insistance pressante pour une action conjointe, malgré ses critiques cinglantes de certaines orientations américaines, prouvait qu'une coopération avec les États-Unis en matière de sécurité lui paraissait être d'une nécessité absolue.

La normalisation s'ébaucha avec un premier pas vers une politique mondiale commune. Depuis l'époque de la visite secrète, en juillet 1971, la Chine avait posé des conditions explicites et immuables : le retrait de toutes les forces américaines de Taïwan, le non-renouvellement du traité de défense avec Taïwan, l'établissement de relations diplomatiques exclusivement avec le gouvernement à Pékin. Tous ces points figuraient dans le communiqué de Shanghai. Deux présidents – Richard Nixon et Gerald Ford – y avaient souscrit. Nixon avait fait savoir qu'il s'y conformerait pendant son second mandat. Nixon et Ford avaient tous deux mis l'accent sur l'attachement de l'Amérique à une résolution pacifique du problème, prévoyant notamment de continuer d'aider Taïwan à assurer sa sécurité. Les répercussions du Watergate les avaient empêchés de tenir leurs promesses.

Dans un geste inhabituel de politique étrangère non partisane, le président Carter reprit à son compte, au début de son mandat, toutes les assurances sur Taïwan que Nixon avait données vers Zhou en février 1972. En 1978, il proposa une formule en vue de la normalisation qui permettait aux deux camps de maintenir leur position fondamentale : elle réaffirmait les principes approuvés par Nixon et Ford ; une déclaration américaine soulignait l'engagement du pays vers un changement pacifique ; la Chine acceptait les ventes d'armes américaines à Taïwan. Carter exposa personnellement ces idées dans un entretien avec Chai Zemin, l'ambassadeur chinois, dans lequel il lançait un avertissement : privée des

approvisionnements des Américains, Taïwan se verrait obligée de recourir au développement d'armes nucléaires – à croire que les États-Unis n'exerçaient aucune influence sur ses programmes ou initiatives<sup>516</sup>.

La normalisation survint enfin lorsque Carter proposa une date limite en invitant Deng à venir à Washington. Deng approuva les ventes d'armes non spécifiées à Taïwan et ne remit pas en question une déclaration américaine suivant laquelle Washington prévoyait une entente finale sur une solution pacifique au problème de Taïwan – même si la Chine persistait à dire et à répéter qu'elle n'accepterait aucune obligation formelle en ce sens. Pékin campait sur ses positions, comme l'avait souligné Deng à Brzezinski : « La libération de Taïwan est une affaire interne de la Chine dans laquelle aucun pays étranger n'est en droit de s'ingérer<sup>517</sup>. »

Aux termes de la normalisation, l'ambassade américaine quitterait Taipei pour Pékin ; un diplomate de Pékin remplacerait le représentant de Taipei à Washington. Le Congrès américain riposta en votant la loi sur les relations avec Taïwan en avril 1979, qui exprimait l'inquiétude de l'Amérique quant au futur sous la forme d'une législation contraignante pour les Américains. Qui, naturellement, ne l'était nullement pour la Chine.

Cet équilibre entre les impératifs de l'Amérique et de la Chine montre que l'ambivalence est parfois l'âme de la diplomatie. Une grande partie de la normalisation s'est nourrie depuis quarante ans d'une série d'ambiguïtés. Mais elle ne peut pas le faire indéfiniment. Seule une diplomatie avisée de part et d'autre la portera en avant.

### **Les voyages de Deng**

Tandis qu'il passait des recommandations à leur application, Deng veilla à ce que la Chine n'attende pas passivement les décisions américaines. Chaque fois que possible – surtout en Asie du Sud-Est –, il créerait le cadre politique qu'il préconisait.

Alors que Mao convoquait les dirigeants étrangers à sa résidence, à la manière d'un empereur, Deng adopta l'attitude inverse, se déplaçant en



Asie du Sud-Est, aux États-Unis et au Japon, et pratiquant un style personnel de diplomatie : très visible, brusque et parfois péremptoire. En 1978 et 1979, il entreprit une série de voyages pour modifier l'image de la Chine à l'étranger et la transformer de challenger révolutionnaire en compagne d'infortune, elle aussi visée par les desseins géopolitiques de l'Union soviétique et du Vietnam. La Chine avait été dans le camp adverse pendant la guerre du Vietnam. En Thaïlande et en Malaisie, elle avait naguère encouragé la révolution chez les Chinois d'outre-mer et les populations minoritaires<sup>518</sup>. Cette attitude se voyait désormais subordonnée aux menaces de l'heure.

Dans une interview qu'il accorda à *Time* en février 1979, Deng fit de la réclame pour les objectifs stratégiques de la Chine à l'intention d'un large public : « Si nous voulons vraiment être capables de brider l'ours polaire, la seule démarche réaliste que nous puissions adopter consiste à nous unir. Si nous ne dépendons que de la force des États-Unis, cela ne suffit pas. Si nous ne dépendons que de la force de l'Europe, cela ne suffit pas. Nous sommes un pays pauvre, sans importance, mais si nous nous unissons, alors nous ferons le poids<sup>519</sup>. »

Tout au long de ses déplacements, Deng souligna le retard relatif de la Chine et son désir de se doter de technologie et de savoir-faire auprès des nations industrielles de pointe. Mais toujours en faisant valoir que ses carences ne modifiaient en rien sa détermination à s'opposer à l'expansion soviétique et vietnamienne, au besoin seule et par la force.

Les voyages outre-mer de Deng – et l'insistance avec laquelle il rappelait la pauvreté de la Chine – se démarquaient considérablement de la tradition diplomatique du pays. Peu de dirigeants chinois s'étaient rendus à l'étranger. (Puisque, selon la tradition, ils régissaient tout ce qui se trouvait sous le ciel, il n'existait aucun « étranger » où aller.) Son empressement à mettre clairement en évidence le retard de la Chine et son besoin d'apprendre d'autrui formait un vif contraste avec la répugnance distante des empereurs chinois et de l'administration à traiter avec l'extérieur. La cour des Qing avait accepté au compte-gouttes les innovations venues d'ailleurs (par exemple, en accueillant avec bienveillance les astronomes et mathématiciens jésuites), sans jamais cesser d'affirmer que les échanges commerciaux étaient l'expression de la

bonne volonté de la Chine, non pas d'une nécessité. De même Mao avait-il mis l'accent sur l'autonomie du pays, bien qu'au prix de l'appauvrissement et de l'isolement.

Deng entama ses voyages par Tokyo. L'occasion lui en fut donnée par la ratification du traité qui concrétisait la normalisation des relations diplomatiques entre le Japon et la Chine. Sa stratégie exigeait une réconciliation qui outrepassait une simple normalisation, afin de permettre au Japon de contribuer à isoler l'Union soviétique et le Vietnam.

Pour servir cet objectif, Deng se montrait disposé à clore le dossier d'un demi-siècle de souffrances infligées à la Chine par le Japon. « Mon cœur déborde de joie », déclara-t-il avec exubérance, donnant une chaleureuse accolade à son homologue japonais, un geste peu dans les mœurs de la société de son interlocuteur ou, en l'occurrence, de la Chine. Il ne chercha pas à dissimuler le retard économique de son pays : « Quand on est laid, il ne sert à rien de prétendre qu'on est beau. » Lorsqu'on le pria de signer le livre d'or des invités, il écrivit un éloge exceptionnel de la réussite du Japon : « Nous apprenons auprès du peuple japonais et nous nous inclinons devant sa grandeur, son ardeur au travail, son courage et son intelligence<sup>520</sup>. »

En novembre 1978, Deng effectua plusieurs voyages en Asie du Sud-Est, en Malaisie, à Singapour et en Thaïlande. Il qualifia le Vietnam de « Cuba de l'Est » et dénonça le traité soviéto-vietnamien fraîchement signé, menace pour la paix du monde<sup>521</sup>. En Thaïlande, le 8 novembre 1978, il répéta que le traité mettait en péril la sécurité et la paix de l'Asie, du Pacifique et du monde entier : « Ce traité n'est pas dirigé seulement contre la Chine... C'est un plan soviétique mondial d'une portée considérable. On peut croire qu'il vise à encercler la Chine. J'ai dit aux pays amis que la Chine ne craint pas l'encerclement. Il a une signification capitale pour l'Asie et le Pacifique. La sécurité et la paix de l'Asie, du Pacifique et du monde entier sont menacées<sup>522</sup>. »

À Singapour, Deng rencontra une âme sœur en la personne de son extraordinaire Premier ministre, Lee Kuan Yew, et entrevit ce que pourrait être la Chine future : une société en majorité chinoise prospérant en vertu d'une « administration stricte » et d'un « ordre public bien conçu<sup>523</sup> »,

comme il les qualifierait plus tard avec admiration. À l'époque, la Chine était d'une extrême pauvreté et son « ordre public » avait à peine réchappé à la Révolution culturelle. Lee Kuan Yew consigna un entretien mémorable :

Il m'invita à revenir en Chine. Je lui répondis que je le ferais quand la Chine se serait remise de la Révolution culturelle. Cela, me dit-il, allait prendre du temps. Je fis valoir qu'ils n'auraient pas de problème à aller de l'avant et à faire beaucoup mieux que Singapour, car nous étions les descendants de paysans analphabètes et sans terres du Fujian et du Guangdong, alors qu'eux avaient la lignée des intellectuels, des mandarins et des lettrés qui n'avaient pas quitté le pays. Il garda le silence<sup>524</sup>.

Lee rendit hommage au pragmatisme de Deng et à son désir de tirer les leçons de l'expérience. Il en profita aussi pour exprimer certaines inquiétudes de l'Asie du Sud-Est que l'écran bureaucratique et diplomatique chinois risquait de masquer :

La Chine souhaitait que les pays d'Asie du Sud-Est s'unissent avec elle pour isoler l'« ours russe » ; or nos voisins voulaient que nous nous unissions pour isoler le « dragon chinois ». Il n'y avait pas de « Russes d'outre-mer » en Asie du Sud-Est à la tête d'insurrections communistes soutenues par l'Union soviétique, alors qu'il existait des « Chinois d'outre-mer » encouragés et appuyés par le Parti communiste et le gouvernement chinois, qui présentaient une menace pour la Thaïlande, la Malaisie, les Philippines et, à un degré moindre, l'Indonésie. Par ailleurs, la Chine faisait ouvertement état d'une relation spéciale avec les Chinois d'outre-mer en raison des liens du sang, et en appelait directement à leur patriotisme par-dessus la tête des gouvernements des pays dont ils étaient les ressortissants... [Je] proposai que nous discussions de la manière de résoudre ce problème<sup>525</sup>.

Lee, en l'occurrence, voyait juste. Les pays de l'Asie du Sud-Est, hormis Singapour, se comportaient avec énormément de prudence dans leurs rapports avec l'Union soviétique ou le Vietnam. Néanmoins, Deng réalisa ses objectifs fondamentaux. Ses nombreuses déclarations publiques

lancèrent un avertissement : la Chine chercherait peut-être à résoudre la situation. Et elles n'échappèrent pas aux États-Unis, qui constituaient une composante essentielle de son entreprise. Ce projet stratégique exigeait une relation avec l'Amérique plus solidement définie.

### **Visite de Deng en Amérique et nouvelle définition de l'alliance**

La visite de Deng aux États-Unis devait, officiellement, célébrer la normalisation des relations entre les deux pays et inaugurer une stratégie commune qui, développant le communiqué de Shanghai, s'appliquait essentiellement à l'Union soviétique.

Elle mit aussi en évidence une aptitude propre à la diplomatie chinoise : donner l'impression qu'elle bénéficiait du soutien de pays qui, en réalité, n'avaient pas accepté ce rôle ni été priés de le tenir. Le scénario s'était mis en place vingt ans auparavant, lors de la crise de Quemoy et Matsu. En 1958, Mao avait entrepris de bombarder ces îles situées à proximité des côtes chinoises trois semaines après la visite tendue de Khrouchtchev à Pékin, donnant ainsi l'impression que Moscou avait approuvé l'initiative, ce qui n'était pas le cas. Eisenhower était même allé jusqu'à accuser le dirigeant soviétique d'avoir contribué à instaurer la crise.

Observant la même tactique, Deng fit une visite remarquée aux États-Unis avant la guerre avec le Vietnam. Dans aucun de ces deux exemples la Chine ne requit de l'aide pour son action militaire imminente. Khrouchtchev ne fut pas informé, semble-t-il, de l'opération de 1958 et n'apprécia guère d'être confronté au risque d'une guerre nucléaire ; Washington apprit l'invasion de 1979 après l'arrivée de Deng aux États-Unis, mais ne l'appuya pas explicitement et limita le rôle des États-Unis à la communication de renseignements et à la coordination diplomatique. Dans les deux cas, Pékin réussit à faire croire qu'il agissait avec la bénédiction de l'une des superpuissances, décourageant ainsi l'autre d'intervenir. Du fait de cette stratégie subtile et audacieuse, l'Union soviétique s'était vue, en 1958, dans l'impossibilité d'empêcher l'attaque chinoise contre les îles ; pour le Vietnam, elle en fut réduite à deviner ce qui avait été approuvé pendant la visite de Deng, envisageant vraisemblablement le pire, de son point de vue.

Examinée sous cet angle, la visite de Deng aux États-Unis tenait d'une pièce de théâtre d'ombres chinoises visant, entre autres, à tenir en respect l'Union soviétique. Son voyage d'une semaine à travers les États-Unis combina un sommet diplomatique, un voyage d'affaires, une tournée de campagne politique et une guerre psychologique pour le troisième conflit vietnamien. Il comporta des haltes à Washington, Atlanta, Houston et Seattle et se signala par des scènes inimaginables sous Mao. Le 29 janvier, à un dîner d'État à la Maison-Blanche, le dirigeant de la « Chine rouge » eut pour commensaux les présidents de Coca-Cola, PepsiCo et General Motors. Lors d'un gala au Kennedy Center, le vice-Premier ministre, de petite taille, serra la main de basketteurs des Harlem Globetrotters<sup>526</sup>. Il se gagna la foule lors d'un rodéo et d'un barbecue à Simonton, au Texas, arborant un chapeau de cow-boy et montant dans une diligence.

Tout au long de son séjour, Deng insista sur le besoin qu'avait la Chine d'acquérir la technologie étrangère et de développer son économie. À sa demande, il visita des usines et des installations technologiques, notamment une usine de montage à Hapeville, en Géorgie, la Hughes Tool Company à Houston (où il inspecta des pièces de trépan utilisés pour la prospection pétrolière en mer) et l'usine Boeing aux environs de Seattle. En arrivant à Houston, Deng avoua son envie de « connaître les réalisations de pointe [de l'Amérique] dans l'industrie du pétrole et dans d'autres domaines<sup>527</sup> ». Il dressa un état optimiste des relations sino-américaines, affirmant son désir de « tout savoir sur la vie américaine » et d'« assimiler tout ce qui pourrait être utile pour [la Chine]<sup>528</sup> ». Au Johnson Space Center de Houston, il s'attarda dans le simulateur de vol de la navette spatiale. Un reportage fixa la scène :

Deng Xiaoping, qui profite de son voyage aux États-Unis pour souligner l'enthousiasme de la Chine pour la technologie de pointe, est monté aujourd'hui, ici même, dans le cockpit d'un simulateur de vol pour se faire une idée de l'atterrissage du tout dernier modèle de vaisseau spatial américain, depuis une altitude de trente mille mètres.

Le Premier ministre adjoint chinois a semblé si fasciné par l'expérience qu'il a effectué une seconde simulation et a même paru quitter à regret le simulateur<sup>529</sup>.

On était à des années-lumière de l'indifférence étudiée de l'empereur Qing devant les présents et promesses d'échanges commerciaux de Macartney, ou de l'intransigeance de Mao en matière d'économie. Lorsqu'il rencontra le président Carter, le 29 janvier, Deng lui exposa la politique des Quatre Modernisations de la Chine, présentée par Zhou lors de sa dernière apparition en public, qui promettait de moderniser l'agriculture, l'industrie, la science et la technologie, et la défense nationale. Tous ces éléments étaient subordonnés à l'objectif premier du voyage de Deng : instaurer une alliance *de facto* entre les États-Unis et la Chine. Ce qu'il résumait ainsi :

Monsieur le Président, vous m'avez demandé les grandes lignes de notre stratégie. Pour parvenir à nos Quatre Modernisations, nous avons besoin d'une période prolongée de paix autour de nous. Mais même maintenant nous croyons que l'Union soviétique déclenchera une guerre. Mais si nous prenons des décisions bonnes et correctes, il est possible de la retarder. La Chine espère ajourner un conflit pendant vingt-deux ans<sup>530</sup>.

En partant de ce principe, nous ne recommandons pas la mise en place d'une alliance formelle, mais que chacun agisse en se fondant sur notre position, que nous coordonnions nos activités et que nous prenions les mesures nécessaires. C'est un but accessible. Si nos efforts sont inutiles, alors la situation deviendra de plus en plus vide de sens<sup>531</sup>.

Agir en alliés sans former d'alliance était pousser le réalisme à l'extrême. Si tous les dirigeants se comportaient en stratèges sagaces et réfléchissaient systématiquement et en profondeur à la stratégie, tous aboutiraient aux mêmes conclusions. Les alliances ne serviraient à rien ; la logique de leurs analyses irait dans la même direction.

Mais, et en excluant les différences historiques et géographiques, même des dirigeants placés dans des situations similaires n'aboutissent pas nécessairement à des conclusions identiques – surtout sous l'effet de la tension. L'analyse se fonde sur l'interprétation ; les évaluations divergent sur ce qui constitue un fait, encore plus sur sa signification. Les pays ont donc eu recours à des alliances – des outils formels qui, dans la mesure du

possible, dissocient l'intérêt commun des éléments étrangers à la situation ou des pressions intérieures. Elles ajoutent une obligation aux calculs d'intérêt national. Elles fournissent aussi l'obligation juridique de justifier une défense commune, susceptible d'être invoquée en cas de crise. Enfin, les alliances réduisent – dans la mesure où elles sont respectées – le risque d'appréciation erronée du danger de la part de l'adversaire potentiel, et elles introduisent un élément d'évaluation dans la conduite de la politique étrangère.

Deng – et la plupart des dirigeants chinois – ne voyaient pas l'utilité d'une alliance en bonne et due forme dans les relations américano-soviétiques et jugeaient en général qu'elle faisait double emploi avec leur politique étrangère. Ils se montraient disposés à tabler sur des ententes tacites. Mais la dernière phrase de Deng comportait aussi une mise en garde implicite. Si l'on ne parvenait pas à définir ou à mettre en œuvre des intérêts similaires, la relation deviendrait « vide de sens ». Autrement dit, elle dépérirait, et la Chine reviendrait probablement à la notion des Trois Mondes de Mao – qui restait la ligne officielle – pour louvoyer entre les superpuissances.

Les intérêts similaires, dans l'esprit de Deng, s'exprimeraient dans un dispositif mondial informel, pour endiguer l'Union soviétique en Asie par une coopération politico-militaire qui aurait les mêmes objectifs que l'OTAN en Europe. Elle serait moins structurée, et s'appuierait en grande partie sur la relation politique bilatérale sino-américaine. Elle reposerait aussi sur une géopolitique différente. L'OTAN cherchait surtout à unir ses membres pour s'opposer à une véritable agression soviétique. Elle rejetait ostensiblement toute idée de prévention armée. Soucieuse d'éviter tout conflit diplomatique, la doctrine stratégique de l'OTAN s'était cantonnée exclusivement dans la défense.

Or Deng proposait une ligne d'action essentiellement préventive ; elle constituait une dimension de la doctrine de dissuasion offensive de la Chine. L'Union soviétique devait subir des pressions sur toute sa périphérie, et surtout dans les régions où elle n'avait affirmé sa présence qu'à une période récente : en Asie du Sud-Est, voire en Afrique. Au besoin, la Chine se sentirait disposée à agir militairement pour contrer les desseins soviétiques – en particulier en Asie du Sud-Est.

Deng lançait un avertissement : l'Union soviétique ne se jugerait jamais liée par des ententes ; elle ne comprenait que le langage d'une force faisant contrepoids. Caton l'Ancien est connu pour le fameux « *Carthago delenda est* » (Il faut détruire Carthage) comminatoire par lequel il terminait ses discours. Deng avait son appel au clairon personnel : il fallait résister à l'Union soviétique. Il en glissait une variante dans tous ses exposés : Moscou, de par sa nature même, « se plaçait chaque fois qu'il existait une brèche<sup>532</sup> » et, comme il le dit au président Carter, « [p]artout où l'Union soviétique met le doigt, nous devons le trancher<sup>533</sup> ».

L'analyse de la situation stratégique selon Deng signalait à la Maison-Blanche que la Chine prévoyait d'entrer en guerre avec le Vietnam, car elle en était venue à la conclusion qu'il ne s'arrêterait pas au Cambodge. « [L]a prétendue Fédération indochinoise ne vise plus à inclure que trois États, soulignait-il. Hô Chi Minh chérissait cette idée. Les trois États ne sont qu'un premier pas. Il faudra compter ensuite la Thaïlande<sup>534</sup> ». La Chine se devait d'agir ; le fait accompli, il serait trop tard.

Deng déclara à Carter qu'il avait réfléchi à la « pire possibilité » – l'intervention massive de l'Union soviétique, comme le nouveau traité de défense entre Moscou et Hanoi semblait l'exiger. D'après certains rapports, en effet, Pékin avait évacué trois cent mille civils de ses territoires frontaliers du nord, et placé toutes ses forces le long de la frontière sino-soviétique en état d'alerte maximale<sup>535</sup>. Mais, ajouta-t-il, Pékin estimait qu'une guerre courte et limitée empêcherait « une large réaction » de Moscou, et que l'hiver rendrait difficile une attaque soviétique généralisée sur la Chine septentrionale. La Chine n'avait « pas peur », mais il lui fallait le « soutien moral » de Washington<sup>536</sup>, par quoi il entendait une certaine ambiguïté autour des desseins de l'Amérique afin d'obliger les Soviétique à marquer un temps d'arrêt.

Un mois après la guerre, Hua Guofeng m'expliqua l'analyse stratégique attentive qui avait précédé cette déclaration :

Nous réfléchissions aussi à la possibilité d'une réaction soviétique. La première possibilité consistait à nous attaquer massivement. Nous la jugions faible. Un million d'hommes sont en place le long de la frontière, mais cela ne suffit pas pour lancer une offensive de grande



ampleur contre la Chine. Ramener une partie des forces déployées en Europe prendrait du temps, et elle [l'Union soviétique] s'inquiéterait des réactions de l'Europe. Elle sait qu'une bataille avec la Chine serait un conflit majeur et qu'il ne pourrait pas prendre fin à court terme.

Deng lançait un défi à Carter, tant sur une question de principe que de prise de position. En principe, le président américain ne souscrivait pas aux stratégies préventives, surtout lorsqu'elles incluaient l'entrée de troupes dans un territoire souverain. En même temps, il prenait au sérieux, même sans pleinement la partager, l'opinion du conseiller à la Sécurité nationale, Zbigniew Brzezinski, à propos des implications stratégiques de l'occupation vietnamienne du Cambodge, qui rejoignait celle de Deng. Carter leva ses hésitations en invoquant le principe, mais en laissant la marge nécessaire pour l'adapter à la situation. Les réticences modérées se fondirent dans un aval imprécis et tacite. Il fixa l'attention sur le désaveu moral que s'attirerait Pékin en attaquant le Vietnam. La Chine, maintenant largement tenue pour pacifiste, risquait de se voir accuser d'agression :

C'est un grave problème. Vous vous trouvez non seulement devant une menace militaire du Nord, mais aussi devant un changement de l'attitude internationale. La Chine est aujourd'hui considérée comme un pays pacifique, hostile à l'agression. Les pays de l'ASEAN, ainsi que les Nations unies, ont condamné l'Union soviétique, le Vietnam et Cuba. Je n'ai pas besoin de savoir qu'une action punitive est envisagée, mais il pourrait s'ensuivre une escalade de la violence et une modification de l'attitude mondiale envers le Vietnam, passant de l'opposition à un soutien partiel.

Il nous serait difficile d'encourager la violence. Nous pouvons vous donner l'information de nos services de renseignement. Nous n'avons connaissance d'aucun mouvement récent de troupes en direction de vos frontières.

Je n'ai pas d'autre réponse. Comme vous, nous avons blâmé le Vietnam, mais son invasion serait [une] action très gravement déstabilisante<sup>537</sup>.

Refuser d'avaliser la violence, mais proposer des renseignements sur les mouvements des troupes soviétiques donnait une nouvelle dimension à

l'ambivalence. Cela pouvait signifier que Carter ne partageait pas les vues de Deng sur une menace soviétique sous-jacente. Ou que, si l'on réduisait les craintes des Chinois sur l'éventualité d'une réaction soviétique, certains y verraient un encouragement à l'invasion.

Lorsqu'ils se rencontrèrent le lendemain, en tête à tête, Carter remit à Deng une note (non publiée à ce jour) qui résumait la position américaine. Comme le rapporta Brzezinski : « Le Président avait lui-même écrit à la main un brouillon de lettre à Deng, modéré dans son ton et sobre dans son contenu, où il soulignait l'importance de la modération et résumait les conséquences internationales vraisemblablement négatives auxquelles on s'exposait. Pour ma part, je jugeais que c'était la bonne optique, car nous ne pouvions pas nous associer officiellement avec la Chine pour soutenir ce qui revenait à une agression militaire déclarée<sup>538</sup>. » Une association informelle, c'était une autre histoire.

D'après un mémorandum rapportant l'entretien privé (auquel seul un interprète était présent), Deng souligna que l'analyse stratégique primait l'opinion mondiale qu'invoquait Carter. Surtout, la Chine ne devait pas donner l'impression de céder : « La Chine doit encore enseigner une leçon au Vietnam. L'Union soviétique peut utiliser Cuba, le Vietnam, et ensuite l'Afghanistan deviendra [son] fondé de pouvoir. La RPC aborde cette question en position de force. L'action sera très limitée. Si le Vietnam croit la RPC laxiste, la situation va empirer<sup>539</sup>. »

Deng quitta les États-Unis le 4 février 1979. Pendant son voyage de retour, il acheva de placer la dernière pierre de *wei qi* sur la table. Il fit une nouvelle halte à Tokyo, la seconde en six mois, pour s'assurer l'appui des Japonais à une action militaire imminente, et pour isoler encore plus l'Union soviétique. Deng répéta au Premier ministre Masayoshi Ohira quelle était la position de la Chine, à savoir que le Vietnam devait être « puni » pour avoir envahi le Cambodge, et prit un engagement : « Afin de soutenir la perspective à long terme de paix internationale et de stabilité... [le peuple chinois] accomplira ses devoirs internationalistes sans faillir, et n'hésitera pas, au besoin, à endurer les sacrifices nécessaires<sup>540</sup>. »

Après s'être rendu en Birmanie, au Népal, en Thaïlande, à Singapour, au Japon à deux reprises et aux États-Unis, Deng avait rempli son objectif :

placer la Chine sur la scène internationale et isoler Hanoi. Il ne fit plus jamais de voyage à l'étranger, adoptant, pendant ses dernières années, l'attitude distante et inaccessible des chefs d'État traditionnels de la Chine.

### **La troisième guerre du Vietnam**

Le 17 février, la Chine procéda à l'invasion du Nord-Vietnam à partir de ses provinces méridionales du Guangxi et du Yunnan. L'importance des forces engagées révélait le prix que la Chine attachait à l'opération ; d'après les estimations, elle aurait déployé plus de deux cent mille, voire quatre cent mille soldats de la RPC<sup>541</sup>. Suivant les conclusions d'un historien, la force d'invasion, qui comprenait « des forces régulières d'infanterie, des soldats de réserve et des unités de la marine et de l'air... avait la même échelle que l'assaut par lequel la Chine avait fait une entrée fracassante dans la guerre de Corée en novembre 1950<sup>542</sup> ». Les comptes rendus officiels de la presse chinoise parlèrent de « contre-attaque défensive contre le Vietnam », ou de « contre-attaque d'autodéfense à la frontière sino-vietnamienne ». L'opération constitua la version chinoise de la dissuasion : une invasion annoncée pour devancer la prochaine initiative du Vietnam.

L'armée chinoise s'en prenait à un pays communiste frère, allié récent et bénéficiaire de longue date de l'appui économique et militaire de la Chine. Son but était de préserver l'équilibre stratégique en Asie, tel que le voyait la Chine. De plus, la Chine entra en campagne avec le soutien moral, l'appui diplomatique et la coopération des services de renseignement des États-Unis – la même « puissance impérialiste » que Pékin avait contribué à éjecter d'Indochine cinq ans auparavant.

L'objectif déclaré de la guerre était de « freiner les ambitions débridées des Vietnamiens et de leur donner une leçon appropriée et limitée<sup>543</sup> ». « Appropriée » signifiait infliger assez de dégâts pour infléchir les options et les calculs des Vietnamiens pour le futur ; « limitée » laissait entendre qu'il y serait mis fin avant qu'une intervention extérieure ou d'autres

facteurs ne la rendent incontrôlable. C'était aussi un défi direct à l'Union soviétique.

Les prévisions de Deng selon lesquelles l'Union soviétique n'attaquerait pas la Chine furent confirmées. Le lendemain de l'invasion, le gouvernement soviétique publia une déclaration tiède qui, tout en condamnant l'attaque « criminelle » de la Chine, faisait valoir que « l'héroïque peuple vietnamien... est capable de se défendre cette fois encore<sup>544</sup> ». La riposte soviétique se borna à dépêcher une unité navale en mer de Chine méridionale, à établir un pont aérien limité pour l'envoi d'armes à Hanoi, et à multiplier les patrouilles aériennes le long de la frontière sino-soviétique. La géographie mais aussi des hésitations internes réduisirent l'intensité du pont aérien. En définitive, l'Union soviétique octroya, en 1979, autant de soutien à son nouvel allié, le Vietnam, que vingt ans plus tôt à son allié d'alors, la Chine, lors de la crise du détroit de Formose. Dans aucun des deux cas l'Union soviétique ne prit le risque d'étendre le conflit.

Peu après la guerre, Hua Guofeng en résuma le dénouement dans une pique méprisante à l'adresse des dirigeants soviétiques : « Quant à nous menacer, ils le firent par des manœuvres près de la frontière, envoyant des bateaux en mer de Chine méridionale. Mais ils n'osèrent pas bouger. En somme, nous pouvions encore toucher les fesses du tigre. »

Deng rejeta avec ironie les conseils de prudence de l'Amérique. Lors d'une visite à Pékin, à la fin de février 1979, le secrétaire au Trésor Michael Blumenthal lança un appel afin que les troupes chinoises se retirent du Vietnam « le plus vite possible », car Pékin « courait des risques injustifiés<sup>545</sup> ». Deng exprima sa réticence. S'exprimant devant des journalistes américains juste avant de rencontrer Blumenthal, il manifesta son dédain pour les propos ambigus, raillant « certaines personnes » qui avaient « peur d'offenser » le « Cuba de l'Orient<sup>546</sup> ».

Comme dans la guerre sino-indienne, la Chine procéda à une frappe « punitive » limitée, aussitôt suivie par un retrait. L'affaire fut conclue en vingt-neuf jours. Peu après la prise (et la dévastation, à ce qu'on rapporta) des capitales des trois provinces frontalières, Pékin fit savoir que les forces chinoises quitteraient le Vietnam, hormis plusieurs portions de

territoire que les deux pays se disputaient. Pékin n'essaya pas de renverser le gouvernement, ni d'entrer ouvertement au Cambodge.

Un mois après le retrait des forces chinoises, Deng m'expliqua leur stratégie lorsque je me rendis à Pékin :

DENG : Après mon retour [des États-Unis], nous sommes aussitôt entrés en guerre. Mais nous vous avons d'abord demandé votre opinion. J'en ai parlé avec le président Carter et il m'a répondu d'une façon très formelle et très solennelle. Il m'a lu un texte écrit. Je lui ai dit : la Chine traitera cette question en toute indépendance et, s'il existe des risques, elle les assumera seule. Avec le recul, nous pensons que si nous étions allés plus avant, au Vietnam, dans notre action punitive, cela aurait été encore mieux.

KISSINGER : Peut-être.

DENG : Parce que nous avons engagé assez de forces pour aller jusqu'à Hanoi. Mais il n'aurait pas été conseillé d'avancer si loin.

KISSINGER : Non. Cela aurait probablement dépassé les limites des estimations.

DENG : Vous avez raison. Mais nous aurions pu pénétrer trente kilomètres plus avant au Vietnam. Nous avons occupé toutes les zones fortifiées de défense. Il ne restait pas une seule ligne de protection jusqu'à Hanoi.

Les historiens s'accordent à dire que cette guerre fut un échec coûteux pour la Chine<sup>547</sup>. Les effets de la politisation de l'APL pendant la Révolution culturelle apparurent pendant la campagne : handicapées par un équipement périmé, des problèmes logistiques, le manque de personnels et une tactique rigide, les forces chinoises progressaient lentement, payant le prix fort. D'après les estimations de certains analystes, l'APL enregistra pendant la troisième guerre du Vietnam autant de pertes en un mois de combat que les États-Unis dans les années les plus désastreuses de la deuxième<sup>548</sup>.

La sagesse populaire des historiens repose, cependant, sur une erreur de compréhension de la stratégie de la Chine. Quelles qu'aient été les failles de son exécution, la campagne chinoise fut l'expression d'une sérieuse

analyse stratégique à longue échéance. Dans les explications qu'ils donnèrent à leurs homologues américains, les dirigeants chinois estimèrent que la consolidation du pouvoir vietnamien, étayé par les Soviétiques, constituait un pas décisif dans le « déploiement stratégique » de l'Union soviétique à l'échelle mondiale. Elle avait déjà concentré ses troupes en Europe de l'Est et le long de la frontière chinoise. Les dirigeants chinois lançaient une mise en garde : maintenant Moscou « commençait à obtenir des bases » en Indochine, en Afrique et au Moyen-Orient<sup>549</sup>. Si elle consolidait sa position dans ces régions, l'Union soviétique mettrait la main sur des ressources énergétiques vitales, et serait en mesure de bloquer les voies maritimes déterminantes – en particulier le détroit de Malacca, reliant l'océan Pacifique à l'océan Indien. Cela lui donnerait l'initiative stratégique dans un futur conflit. Dans un sens plus large, la guerre découla de l'analyse faite par Pékin du concept du *shi* de Sun Tzu – le flux et l'« énergie potentielle » du paysage stratégique. Deng avait pour objectif d'arrêter et, si possible, d'inverser ce qu'il considérait comme un emballement inacceptable de la stratégie soviétique.

La Chine y parvint en partie par son coup d'audace militaire, en partie en attirant les États-Unis dans une coopération étroite et inconnue jusque-là. Les dirigeants chinois avaient négocié la troisième guerre du Vietnam au moyen d'une analyse scrupuleuse de leurs choix stratégiques, de leur mise en application hardie et d'une diplomatie habile. Même en additionnant ces éléments, ils n'auraient pas pu « toucher les fesses du tigre » sans la coopération des États-Unis.

La troisième guerre du Vietnam inaugura la collaboration la plus étroite entre la Chine et les États-Unis pendant la période de la guerre froide. Deux voyages en Chine d'émissaires américains favorisèrent un degré exceptionnel de concertation. Le vice-président Walter « Fritz » Mondale se rendit en Chine en août 1979 pour définir la diplomatie de l'après-visite de Deng, en particulier en Indochine. Il s'agissait d'un problème complexe, dans lequel les considérations morales et stratégiques entraient gravement en conflit. Les États-Unis et la Chine estimaient qu'il était de leur intérêt national à tous deux d'empêcher l'apparition d'une Fédération indochinoise sous le contrôle d'Hanoi. Or il ne restait plus qu'une fraction

d'Indochine toujours contestée : le Cambodge, qui venait de subir la fêrûle de l'exécraûle Pol Pot, lequel avait tué des millions de ses compatriotes. Les Khmers rouges constituâient l'élément le mieux organisé de la résistance antivietnamienne au Cambodge.

Carter et Mondale étaient arrivés au gouvernement avec à leur actif un long engagement en faveur des droits de l'homme ; déjà pendant leur campagne présidentielle, ils avaient vivement critiqué l'intérêt insuffisant de Ford en la matière.

Deng avait abordé pour la première fois la question de l'aide aux résistants cambodgiens à l'occasion d'une conversation privée avec Carter sur l'invasion du Vietnam. D'après le compte rendu officiel : « Le Président a demandé si les Thaïlandais accepteraient de la convoyer aux Cambodgiens. Deng a répondu que oui, et qu'il envisageait des armes légères. Les Thaïlandais envoient maintenant un haut responsable à la frontière avec le Cambodge, pour sécuriser les communications<sup>550</sup>. » La coopération *de facto* entre Washington et Pékin sur l'aide fournie au Cambodge par l'entremise de la Thaïlande eut pour conséquence concrète de seconder indirectement les derniers Khmers rouges encore présents. Les responsables américains prirent soin de souligner que les États-Unis ne pouvaient pas « soutenir » Pol Pot, et accueillirent favorablement les assurances de la Chine selon lesquelles celui-ci n'exerçait plus la pleine autorité sur les Khmers rouges. Ces déclarations réconfortantes ne modifièrent en rien la réalité : Washington fournit bel et bien un appui matériel et diplomatique à la « résistance cambodgienne », sous une forme que l'administration savait forcément bénéficier aux Khmers rouges. Les successeurs de Carter, dans l'administration Reagan, suivirent la même stratégie. Les dirigeants américains espéraient de toute évidence que, si la résistance cambodgienne l'emportait, eux ou leurs successeurs s'opposeraient par la suite à sa fraction khmère rouge – ce qui fut en effet le cas après le retrait vietnamien près de dix ans plus tard.

Les idéaux de l'Amérique s'étaient heurtés aux impératifs de la réalité géopolitique. Ce ne fut pas le cynisme, encore moins l'hypocrisie, qui définit cette ligne de conduite : l'administration Carter dut choisir entre les nécessités stratégiques et les convictions morales. Elle jugea que la mise en œuvre de ses convictions exigeait d'abord de gagner



l'affrontement géopolitique. Il lui fut impossible d'échapper au dilemme de la diplomatie : les dirigeants ne peuvent pas choisir les options que leur fournit l'histoire, et encore moins éviter que celles-ci ne soient sans équivoque.

La visite de Harold Brown, secrétaire à la Défense, marqua un nouveau pas vers une coopération sino-américaine encore inimaginable quelques années auparavant. « Votre venue ici est en soi d'une importance considérable car vous êtes le secrétaire à la Défense<sup>551</sup> », déclara Deng à Brown en l'accueillant. Quelques anciens de l'administration Ford comprirent cette allusion à l'invitation de son homologue, le secrétaire Schlesinger, abandonnée quand Ford avait congédié celui-ci.

La rencontre visait essentiellement à définir les relations militaires des États-Unis avec la Chine. L'administration Carter en était venue à la conclusion qu'un accroissement de ses capacités technologiques et militaires représentait une composante importante de l'équilibre mondial et de la sécurité nationale américaine. Washington avait « effectué une distinction entre l'Union soviétique et la Chine, expliqua Harold Brown, et souhaitait transférer à cette dernière des éléments de technologie militaire auxquels l'Union soviétique n'aurait pas accès<sup>552</sup> ». De plus, les États-Unis étaient disposés à vendre à la Chine des « équipements militaires » (notamment des équipements et des véhicules de sécurité), mais pas d'« armes ». Toutefois, ils n'interviendraient pas dans les ventes d'armes que décideraient les alliés de l'OTAN. Comme le président Carter le précisait dans ses instructions à Brzezinski :

[L]es États-Unis ne sont pas opposés à l'attitude plus favorable que nos alliés adoptent en ce moment en matière d'échanges commerciaux avec la Chine, dans des domaines technologiques sensibles. Notre intérêt est que la Chine soit forte et sécurisée – et nous reconnaissons et respectons cet intérêt<sup>553</sup>.

Au final, la Chine ne fut pas en mesure de sauver les Khmers rouges, ni d'obliger Hanoi à retirer ses troupes du Cambodge avant encore dix ans ; il se peut que Pékin en ait pris conscience et ait restreint ses objectifs de guerre. Cependant, elle imposa de sérieux coûts au Vietnam. La diplomatie chinoise en Asie du-Sud-Est, avant, pendant et après la guerre, s'employa,



avec une grande détermination et une habileté consommée, à isoler Hanoi. La Chine maintint une présence militaire considérable le long de la frontière, conserva plusieurs fractions de territoire litigieuses et laissa persister la menace d'une « seconde leçon ». Durant des années, le Vietnam dut entretenir des forces considérables à sa frontière nord pour parer à l'éventualité d'une nouvelle attaque de la Chine<sup>554</sup>. Comme Deng l'avait dit à Mondale, en août 1979 :

Pour un pays de cette dimension, garder sur pied une force de plus d'un million d'hommes pose un problème : où trouvera-t-on assez de main-d'œuvre ? Une force permanente d'un million d'hommes a besoin de beaucoup de soutien logistique. Pour le moment ils dépendent de l'Union soviétique. D'après certaines estimations, ils obtiennent d'elle deux millions de dollars par jour, selon d'autres deux millions et demi... [C]ela accroîtra les difficultés, et le fardeau imposé à l'Union soviétique pèsera de plus en plus lourd. Les choses se compliqueront. Avec le temps, les Vietnamiens finiront par comprendre que l'Union soviétique ne peut pas répondre à tous leurs besoins. Dans ces conditions on verra peut-être une nouvelle configuration se mettre en place<sup>555</sup>.

Ce fut en effet le cas dix ans plus tard, quand l'effondrement de l'Union soviétique et de son soutien financier réduisit le déploiement vietnamien au Cambodge. En fin de compte, sur une période que des sociétés démocratiques auraient eu plus de mal à assumer, la Chine remplit une part considérable de ses objectifs stratégiques en Asie du Sud-Est. Deng s'acquit une marge de manœuvre suffisante pour contrecarrer la domination soviétique sur le sud-est de l'Asie et sur le détroit de Formose.

L'administration Carter joua les équilibristes et réussit à conserver une option en direction de l'Union soviétique, par le biais des négociations sur la limitation des armes stratégiques, tout en reconnaissant que Moscou restait le principal adversaire et en fondant sa politique asiatique sur cette réalité.

Le grand perdant, dans le conflit, fut l'Union soviétique, dont les ambitions internationales avaient déclenché l'alarme dans le monde entier. Un de ses alliés avait été attaqué par son adversaire le plus déclaré et le

plus explicite sur le plan stratégique, qui faisait ouvertement campagne pour une alliance visant à endiguer Moscou – le tout moins d’un mois avant la mise en place de l’alliance soviéto-vietnamienne. Avec le recul, la passivité relative de Moscou dans la troisième guerre du Vietnam peut être considérée comme le premier symptôme du déclin de l’Union soviétique. On peut se demander si sa décision d’intervenir un an plus tard en Afghanistan ne lui fut pas soufflée, en partie, par le désir de compenser son manque d’efficacité dans leur soutien au Vietnam contre l’attaque chinoise. Dans un cas comme dans l’autre, elle commit l’erreur de ne pas comprendre que l’interaction des forces mondiales jouait désormais contre elle. La troisième guerre du Vietnam offre ainsi un nouvel exemple de la capacité des gouvernants chinois à remplir des objectifs stratégiques ambitieux et de longue haleine, sans bénéficier d’un encadrement militaire comparable à celui de leurs adversaires. Bien que l’octroi d’un moment de répit aux derniers Khmers rouges puisse difficilement passer pour une victoire morale, la Chine remplit ses objectifs géopolitiques plus larges vis-à-vis de l’Union soviétique et du Vietnam – dont les armées étaient mieux entraînées et mieux équipées.

Garder une âme égale devant des forces matériellement supérieures relève d’une particularité très profondément ancrée dans la réflexion stratégique de la Chine – comme l’atteste son parti d’intervenir dans la guerre de Corée. Dans un cas comme dans l’autre, la décision de la Chine fut dirigée contre ce que Pékin percevait être un danger grandissant : la consolidation des bases d’un pouvoir hostile à la périphérie du pays. Dans les deux cas, Pékin crut que la puissance hostile parviendrait à remplir ses objectifs, la Chine se trouvant ainsi encerclée et, de ce fait, dans un état permanent de vulnérabilité. L’adversaire serait en mesure de déclencher la guerre au moment de son choix, et la connaissance de cet avantage lui permettrait d’agir, comme l’avait dit Hua Guofeng au président Carter, lors de leur rencontre à Tokyo, « sans scrupule<sup>556</sup> ». C’est ainsi qu’un problème à première vue régional – dans le premier cas la fin de non-recevoir opposée par les États-Unis à la Corée du Nord, dans le second l’occupation du Cambodge par le Vietnam – fut traité comme « le foyer des luttes dans le monde » (définition que donnait Zhou de la Corée<sup>557</sup>).

Les deux interventions dressèrent la Chine contre une puissance plus forte, qui menaçait l'idée qu'elle se faisait de sa sécurité ; cependant, ce fut Pékin qui, chaque fois, choisit le lieu et l'heure. Comme le vice-Premier ministre Geng Biao le déclara par la suite à Brzezinski : « Le soutien de l'Union soviétique au Vietnam est une composante de sa stratégie globale. Il ne concerne pas simplement la Thaïlande, mais la Malaisie, Singapour, l'Indonésie et le détroit de Malacca. En cas de succès, il porterait un coup fatal à l'ASEAN et interdirait aussi au Japon et aux États-Unis l'accès aux voies de communication. Nous sommes déterminés à faire quelque chose à ce sujet. Nous n'avons peut-être pas la capacité d'affronter l'Union soviétique, mais nous pouvons affronter le Vietnam<sup>558</sup>. »

Ce ne furent pas des guerres en dentelles : la Chine lança ses hommes dans des batailles au coût énorme et enregistra des pertes à une échelle que n'aurait jamais tolérée le monde occidental. Dans la guerre sino-vietnamienne, l'ALP semble avoir poursuivi sa tâche avec de nombreuses transgressions, augmentant considérablement les pertes chinoises. Mais les deux interventions remplirent des buts stratégiques non négligeables. À deux moments cruciaux de la guerre froide, Pékin appliqua avec succès sa doctrine de dissuasion offensive. Au Vietnam, la Chine réussit à mettre en évidence les limites de l'engagement soviétique pour défendre Hanoi et, plus important, son champ stratégique en général. Elle se montra disposée à risquer un conflit avec l'Union soviétique pour prouver qu'elle refusait de se laisser intimider par la présence de ses troupes sur son flanc sud.

Le Premier ministre de Singapour, Lee Kuan Yew, a résumé le résultat final de la guerre : « La presse occidentale a estimé que l'action punitive chinoise fut un échec sur toute la ligne. Je crois, quant à moi, qu'elle a changé l'histoire de l'Asie de l'Est<sup>559</sup>. »

## Chapitre 14

### Reagan et l'avènement de la normalité

Un des obstacles à la continuité de la politique étrangère américaine tient à la nature radicale de ses changements périodiques de gouvernement. En raison de la limite du mandat, toutes les nominations présidentielles, jusqu'au niveau de sous-secrétaire adjoint, sont remplacées au moins tous les huit ans – un changement de personnel qui touche quelque cinq mille postes déterminants. Les prétendants font l'objet d'une enquête longue et approfondie avant d'être confirmés dans leurs fonctions. Ce qui crée, dans la pratique, une vacance de pouvoir d'environ neuf mois, durant laquelle l'administration débutante se voit forcée d'agir en improvisant ou en se fiant aux conseils des rescapés, le temps d'asseoir graduellement sa propre autorité. Cette inévitable période d'apprentissage se complique du fait que la nouvelle administration tient à légitimer son accession au pouvoir en affirmant que tous les problèmes dont elle hérite résultent d'erreurs de ses prédécesseurs, et surtout qu'ils ne sont pas en soi insolubles à courte échéance. La poursuite d'une ligne d'action devient ainsi, sinon une exigence déplaisante, du moins une considération secondaire. Forts d'une campagne électorale victorieuse, les nouveaux présidents risquent aussi de surestimer la flexibilité que leur permet la situation objective ou de se fier exagérément à leur pouvoir de persuasion. Pour les pays tablant sur la politique américaine, le psychodrame permanent des transitions démocrates constitue une invitation constante à se couvrir.

Ces tendances compliquèrent singulièrement les relations avec la Chine. Comme nous le verrons dans ces pages, les premières années du rapprochement entre les États-Unis et la République populaire de Chine comportèrent une période de découverte réciproque. Mais les décennies

suivantes reposèrent largement sur l'aptitude des deux pays à parvenir à une même appréciation de la situation internationale.

L'harmonisation des impondérables se révèle d'une rare difficulté lorsque la conduite d'une nation est soumise à des fluctuations constantes. La Chine et les États-Unis connurent tous deux des changements spectaculaires dans leurs équipes dirigeantes au cours des années 1970. Les transitions chinoises ont été décrites dans les chapitres précédents. Aux États-Unis, si le président qui inaugura les relations avec la Chine démissionna dix-huit mois plus tard, la politique étrangère qui les avait déterminées garda le même cap.

L'administration Carter marqua le premier changement d'interlocuteur pour les dirigeants chinois. Les déclarations de ce dernier pendant sa campagne leur avaient paru annoncer une transformation de la politique étrangère américaine, plus ouverte et plus attachée aux droits de l'homme. Comme il avait peu parlé de la Chine, Pékin s'interrogeait avec une certaine appréhension : allait-il maintenir la dimension « anti-hégémonie » de la relation mise en place ?

Or il apparut que Carter et ses principaux conseillers réaffirmaient les principes fondamentaux de la relation – notamment ceux concernant le Taïwan que Nixon avait personnellement exprimés pendant sa visite à Pékin. Parallèlement, l'arrivée de Deng au pouvoir et la chute de la bande des Quatre donnèrent au dialogue entre la Chine et les États-Unis une nouvelle dimension pragmatique.

Le dialogue stratégique extrêmement intense entre les États-Unis et la Chine venait à peine de se nouer lorsqu'un nouveau changement d'administration installa aux commandes un président républicain, élu à une écrasante majorité. Le nouveau président ne manqua pas d'inquiéter la Chine. Ronald Reagan se déroba à l'analyse, même pour les chercheurs chinois à l'esprit pointilleux. Il ne s'insérait dans aucune catégorie établie. Ancienne vedette de l'écran et ancien président du syndicat des acteurs de cinéma qui s'était hissé par la seule force de sa volonté jusqu'à de hautes fonctions politiques, Reagan incarnait un type de conservatisme américain aux antipodes de celui de Nixon, replié sur lui-même et cérébral, ou de l'homme tranquille du Middle West qu'était Ford. D'un optimisme réservé sur les capacités de l'Amérique en période de crise, Ronald Reagan, plus

qu'aucun autre haut responsable américain depuis John Foster Dulles, aborda le communisme comme un mal à éradiquer dans un laps de temps déterminé, non comme une menace à garder en respect au fil des générations. Il concentra pourtant presque entièrement ses attaques du système sur l'Union soviétique et sur ses États satellites. En 1976, Reagan avait fait campagne contre Gerald Ford aux primaires républicaines en dénonçant la politique de détente avec l'Union soviétique, mais en évitant dans l'ensemble de critiquer le rapprochement avec la Chine. Sa condamnation des intentions soviétiques – qu'il réitéra avec autant de vigueur lors de sa campagne de 1980 – présentait de nombreux points communs avec les homélies que Deng avait administrées aux hauts responsables américains depuis son retour d'exil. Or, dans le cas de Reagan, elle allait de pair avec un solide attachement personnel au régime politique en place à Taïwan.

En octobre 1971, Nixon avait encouragé Reagan, alors gouverneur de Californie, à se rendre à Taïwan en qualité d'envoyé spécial pour y assurer que l'amélioration des relations entre Washington et Pékin n'avait pas modifié l'intérêt fondamental de l'Amérique : la sécurité de Taïwan. Reagan quitta l'île en éprouvant des sentiments personnels chaleureux à l'égard de ses dirigeants, en même temps qu'un profond attachement à la cause des relations entre le peuple américain et celui de Taïwan. Par la suite, alors qu'il était à deux doigts de remettre en question l'entente en vigueur avec Pékin, Reagan en voulut terriblement à l'administration Carter d'avoir coupé les liens officiels avec Taipei et rétrogradé l'ambassade américaine à Taïwan au rang d'un « institut américain » privé. Dans la campagne présidentielle de 1980 qui l'opposa à Carter, il promit que s'il accédait à la présidence, c'en serait fini avec les Vietnam, Taïwan et autres trahisons.

Officiellement, l'ambassade de Taipei avait pris elle-même le nom d'ambassade américaine auprès de la *Chine* ; la décision américaine de la déplacer à Pékin, finalisée sous l'administration Carter, traduisit avec un certain retard le fait que les nationalistes n'ambitionnaient plus de « recouvrer le continent ». Reagan critiquait implicitement les États-Unis de ne pas avoir maintenu une ambassade en bonne et due forme à Taipei, reconnaissant ainsi l'existence de deux Chine en tant qu'États

indépendants de part et d'autre du détroit de Formose. Or, dans ses négociations avec les administrations Nixon, Ford et Carter (et avec tous les autres États traitant des termes de la reconnaissance diplomatique), c'était la solution que Pékin refusait invariablement et catégoriquement d'envisager.

Ronald Reagan incarna de ce fait l'ambivalence américaine. Un engagement fort envers les nouveaux rapports avec Pékin coexista avec un puissant reliquat de soutien émotionnel à l'endroit de Taïwan.

Reagan plaidait, entre autres, pour des « relations officielles » avec l'île, quoique sans jamais expliquer avec précision en quoi elles consisteraient. Pendant la campagne présidentielle de 1980, il tenta de résoudre la quadrature du cercle en dépêchant son candidat à la vice-présidence, George H. W. Bush, à Pékin, où celui-ci s'était distingué à la tête du bureau de liaison américain, qui tenait lieu d'ambassade. Reagan, déclara Bush à Deng, ne suggérait nullement qu'il avalisait des relations officielles avec Taïwan ; il n'avait pas davantage l'intention de s'orienter vers une solution prévoyant l'existence de deux Chine<sup>560</sup>. La réponse glaciale de Deng – certainement pas étrangère au fait que Reagan réitérait son désir d'établir des relations officielles avec Taïwan, alors que Bush se trouvait à Pékin – incita Reagan à me prier, en septembre 1980, de transmettre de sa part un message identique et un peu plus détaillé à l'ambassadeur de Chine, Chai Zemin. C'était beaucoup demander !

Lorsque je rencontrai Chai à Washington, je lui affirmai que, malgré son discours de candidat, Reagan entendait maintenir les principes généraux de la coopération stratégique américano-chinoise établis pendant les administrations Nixon, Ford et Carter, et mis en évidence dans le communiqué de Shanghai et dans celui de 1979 annonçant la normalisation des relations diplomatiques. Reagan m'avait chargé en particulier de bien faire comprendre qu'il n'adopterait pas une politique de deux Chine ni de « une Chine, un Taïwan ». J'ajoutai que l'ambassadeur et son gouvernement s'étaient certainement penchés sur la carrière du gouverneur Reagan et avaient remarqué, à coup sûr, qu'il comptait de nombreux et proches amis à Taïwan. M'efforçant d'exploiter le contexte humain, je soulignai que Reagan ne pouvait pas renoncer à des liens personnels d'amitié et que les dirigeants chinois ne le respecteraient plus

s'il le faisait. Cependant, en sa qualité de président, Reagan ne toucherait pas au cadre des relations existant entre les États-Unis et la République populaire de Chine, qui fournissait une base aux efforts communs des Chinois et des Américains pour contrer l'« hégémonie » (c'est-à-dire la domination soviétique). En d'autres termes, Reagan, devenu président, n'abandonnerait ni ses amis ni les engagements de l'Amérique.

On ne peut pas prétendre que l'ambassadeur de Chine accueillit l'information avec soulagement et enthousiasme. Conscient que les sondages donnaient Reagan vainqueur en novembre, il se garda d'exprimer la moindre opinion.

### **Les ventes d'armes à Taïwan et le troisième communiqué**

La première phase de l'administration Reagan se signala par la conviction de son chef que son art de la persuasion parviendrait à jeter un pont entre deux positions à première vue incompatibles. Dans la pratique, cela signifia qu'elles furent maintenues simultanément. Le problème se posait avec une certaine urgence car la normalisation passait désormais avant le règlement du statut légal et définitif de Taïwan. Carter avait affirmé que l'Amérique prévoyait de poursuivre ses livraisons d'armes à Taïwan. Deng, impatient de finaliser le processus de normalisation afin de pouvoir affronter le Vietnam avec, au moins en apparence, le soutien américain, procéda à la normalisation en ne tenant, de fait, aucun compte de la déclaration unilatérale de Carter. Entre-temps, en 1979, le Congrès avait réagi à la réduction de la présence diplomatique officielle de l'Amérique à Taipei en votant la loi sur les relations avec Taïwan, qui définissait le cadre de solides liens économiques, culturels et de sécurité entre les États-Unis et Taïwan, et stipulait que les États-Unis « mettr[aient] à la disposition de Taïwan des articles et des services de défense en quantité nécessaire pour lui permettre de conserver une capacité suffisante d'autodéfense<sup>561</sup> ». Dès que l'administration Reagan entra en fonction, les dirigeants chinois soulevèrent à nouveau la question de la livraison d'armes à Taïwan, la traitant comme un élément encore non résolu de la normalisation et mettant en avant les contradictions intérieures de l'Amérique. Reagan ne cacha pas son désir de continuer à



vendre certaines armes à Taïwan. Son secrétaire d'État, Alexander Haig, nourrissait une opinion inverse. Haig avait été mon adjoint dans l'équipe de la Maison-Blanche de Nixon qui avait préparé la visite secrète de 1971. Il avait dirigé le groupe arrivé en éclaireur et avait eu, à cette occasion, un entretien important avec Zhou. Appartenant à la génération qui avait connu le début de la guerre froide, Haig était particulièrement conscient des modifications que l'introduction de la Chine dans le camp antisoviétique apporterait à l'équilibre stratégique. Pour lui, son rôle potentiel d'alliée *de facto* constituait une avancée à préserver en première priorité. Aussi rechercha-t-il comment parvenir à une entente avec Pékin, aux termes de laquelle les États-Unis fourniraient des armes et à la Chine et à Taïwan.

La formule tourna court. Reagan refusait de vendre officiellement des armes à la Chine, et Pékin d'envisager un arrangement qui prévoyait implicitement de remettre en cause les principes en vigueur pour une question de matériel militaire. La situation menaçait d'échapper à tout contrôle. Haig, en menant des négociations difficiles à la fois avec le gouvernement américain et avec ses propres homologues à Pékin, parvint à un accord qui permettait aux deux camps de différer la décision finale tout en établissant une feuille de route pour l'avenir. Le fait que Deng se soit rangé à une solution si peu précise et si partielle prouve l'importance qu'il attachait au maintien de liens étroits avec les États-Unis (et sa confiance en Haig).

Le « troisième communiqué », comme on l'appela, du 17 août 1982 appartient aujourd'hui à l'architecture de base des rapports sino-américains, régulièrement repris depuis dans le langage rituel des dialogues au plus haut niveau et des communiqués conjoints. Il est étrange que le troisième communiqué ait acquis le même statut que celui de Shanghai lors de la visite de Nixon et que l'accord de la période Carter. Car il est véritablement ambigu, et son tracé difficile à suivre.

Chacun des camps y réaffirmait, comme auparavant, ses principes fondamentaux. La Chine réitérait sa position : Taïwan était une affaire intérieure dans laquelle les étrangers ne jouaient aucun rôle légitime ; l'Amérique alla jusqu'à dire qu'elle « appréc[ait] les efforts chinois en vue d'une solution pacifique ». Cette formulation contournait le principe

inébranlable et souvent répété de la Chine, à savoir qu'elle se réservait toute liberté de recourir à la force si une solution pacifique se révélait irréalisable. Le paragraphe opérationnel et décisif abordait les ventes d'armes à Taïwan. Il spécifiait ceci :

[L]e gouvernement des États-Unis déclare qu'il ne cherchera pas à mener une politique de vente d'armes à Taïwan à long terme, que ses ventes d'armes à Taïwan n'excéderont pas, ni en qualité ni en quantité, le niveau de celles fournies au cours des années récentes depuis la mise en place de relations diplomatiques entre les États-Unis et la Chine, et qu'il prévoit de réduire progressivement ses ventes d'armes à Taïwan pendant la période qui précédera la décision finale. Ce faisant, les États-Unis prennent acte de la position inébranlable de la Chine pour ce qui concerne le règlement complet de cette question<sup>562</sup>.

Aucun des termes n'était défini avec précision – ou, en l'occurrence, tout bonnement défini. Ce qu'on entendait par « progressivement » restait ouvert ; le « niveau » atteint pendant la période Carter, qui devait être le point de référence, ne fut jamais spécifié. S'ils renonçaient à une politique à long terme de vente d'armes à Taïwan, les États-Unis n'indiquaient pas ce qu'ils entendaient par « long terme ». Si elle réaffirmait exiger un règlement définitif, la Chine ne fixait aucune date butoir et ne prévoyait aucune mesure de rétorsion. Les impératifs de politique intérieure des deux parties définissaient la ligne rouge : la Chine n'accepterait pas le principe d'un fournisseur d'armes étranger dans ce qu'elle jugeait être son pré carré. La ligne de conduite américaine, dévoilée par le vote de la loi sur les relations avec Taïwan à une large majorité au Congrès, empêchait toute réduction des livraisons d'armes à Taïwan. Il faut rendre hommage à la diplomatie des deux camps d'avoir réussi à maintenir les choses en l'état pendant presque trente ans, depuis les faits analysés ici.

Les conséquences immédiates du troisième communiqué montrèrent que, pour le président des États-Unis, sa signification ne tombait pas sous le sens. Comme il le déclara au directeur de la *National Review* : « Vous pouvez dire à vos amis que je n'ai pas changé d'un fichu iota mon opinion sur Taïwan. Quelles que soient les armes dont elle a besoin pour se défendre des offensives ou de l'invasion de la Chine rouge, ces armes viendront des États-Unis<sup>563</sup>. » Reagan prenait tant à cœur la question qu'il

convoqua Dan Rather, alors présentateur de *CBS Evening News*, pour nier les rumeurs selon lesquelles il avait lâché Taïwan, déclarant : « Je n'ai pas battu en retraite... Nous continuerons d'armer Taïwan<sup>564</sup>. »

Désireuse de concrétiser la détermination du Président, la Maison-Blanche négocia en secret avec Taïwan ce qu'on nomma les « Six Assurances », afin de limiter les effets du communiqué qu'elle venait de signer avec la Chine. Le document posait que les États-Unis n'avaient pas fixé de date précise pour interrompre les ventes d'armes à Taïwan, ne s'étaient pas engagés à consulter Pékin sur celles-ci, ne s'étaient pas engagés à amender la loi sur les relations avec Taïwan, n'avaient pas modifié leur position à l'égard du statut politique de Taïwan, n'exerceraient aucune pression sur Taipei pour l'amener à négocier avec Pékin et n'interviendraient pas non plus en qualité de médiateur<sup>565</sup>. Les assurances se voyaient renforcées par un mémorandum déposé dans les dossiers du Conseil de sécurité nationale, qui liait le respect du communiqué à la résolution pacifique des différends entre la République populaire de Chine et Taïwan. L'administration entreprit aussi de laisser une large marge au concept de « réduction » des « ventes d'armes » à Taïwan. En recourant à des transferts de technologie (qui ne sont pas, officiellement, des « ventes d'armes ») et à une interprétation ingénieuse du « niveau » de plusieurs programmes d'armement, Washington fournit à Taïwan un programme de soutien militaire dont la durée et le contenu semblent avoir pris Pékin au dépourvu.

Bien entendu, la loi sur les relations avec Taïwan lie les mains du Président ; elle n'a jamais été reconnue par les dirigeants de la Chine, qui refusent qu'une législation américaine puisse créer une obligation relative à la vente d'armes à Taïwan ou conditionner la reconnaissance diplomatique par l'Amérique d'une solution pacifique apportée à la question de son statut. Il serait dangereux de mettre sur le même pied un accord circonstancié et l'engagement pour un futur indéterminé. L'adoption d'un modèle d'action pendant plusieurs années ne protège pas de ses risques à long terme, comme le prouve la très vive réaction de Pékin aux ventes d'armes du printemps 2010.

La politique de l'administration Reagan à l'égard de la Chine et de Taïwan pendant le premier mandat fut donc fondée sur des contradictions

presque incompréhensibles – et fut un modèle du genre : entre des personnalités en compétition, des objectifs conflictuels, des assurances contraires apportées à Pékin et à Taipei, et des impératifs moraux et stratégiques incommensurables. Reagan donna l'impression de les assumer toutes simultanément, comme relevant de sa conviction profonde.

Pour le chercheur ou l'analyste classique, l'angle d'approche initial de l'administration Reagan vis-à-vis de la République populaire et de Taïwan violait toute la procédure d'une politique cohérente. Cependant, de même que d'autres orientations de Reagan sujettes à contestation et sortant des sentiers battus, cette ligne de conduite aboutit à des résultats très satisfaisants au cours des décennies suivantes.

Reagan marqua sa présidence par l'art avec lequel il émoussait les angles de la polémique alors même qu'il professait des convictions personnelles et inaltérables. Il ne transformait jamais ses divergences de vues, de quelque type que ce soit, en affrontements personnels ; et pas davantage ses convictions idéologiques, solidement ancrées, en croisades, sinon sur le plan du discours. Il se trouva donc en position de dépasser des théories et des doctrines diamétralement opposées en se fondant sur les possibilités de réalisation concrète, voire la bonne volonté. Lui-même et la remarquable série de négociations de son secrétaire d'État suivant, George Shultz, avec leurs homologues soviétiques, Mikhaïl Gorbatchev et Edouard Chevardnadze, allaient en faire la preuve. Quant à la Chine, ses dirigeants finirent par comprendre que Reagan était allé aussi loin que le lui permettaient ses convictions, et jusqu'à l'extrême limite de ce qu'il était en mesure d'accomplir au sein du contexte politique américain. Et l'analyse scrupuleuse de l'environnement international à laquelle se livra Pékin convainquit les Chinois que les États-Unis demeuraient essentiels pour faire contrepoids à l'Union soviétique. L'accroissement considérable de la puissance militaire américaine auquel présidait Reagan persuada leurs dirigeants d'approuver, ou au moins d'ignorer, certaines de ses positions plus irritantes.

En définitive, les contradictions apparentes créèrent un double agenda : ce qui pouvait être fait sur-le-champ et ce qui pouvait être résolu plus tard. Deng semble avoir eu conscience que le communiqué définissait une ligne générale. On pourrait s'y conformer une fois que la situation aurait

modifié le contexte qui en empêchait l'application, au début de l'administration Reagan.

Après la nomination de Shultz au Département d'État en 1982, et malgré quelques entretiens déplaisants et egos endoloris, les États-Unis, la République populaire et Taïwan franchirent tous le cap du début des années 1980 en ayant conforté, en gros, leurs principaux intérêts. Pékin fut déçu par la latitude avec laquelle Washington interprétait le communiqué ; mais, dans l'ensemble, la République populaire put compter sur une nouvelle décennie d'aide de l'Amérique, au moment où elle mettait en place son pouvoir économique et militaire et sa capacité à jouer un rôle indépendant dans les affaires du monde. Washington réussit à poursuivre des relations amicales avec les deux rives du détroit de Formose, et à coopérer avec la Chine en fonction d'impératifs antisoviétiques communs – par exemple, le partage de renseignements et l'appui de l'insurrection afghane. Taïwan acquit une position à partir de laquelle négocier avec Pékin. Quand le calme revint enfin, le Président le plus farouchement anticomuniste et pro-Taïwan, à l'entendre, depuis Nixon avait été en mesure de conduire une relation « normale » avec la République populaire de Chine, et ce sans aucune crise majeure.

### **La Chine et les superpuissances : le nouvel équilibre**

Le véritable changement spectaculaire des années 1980 ne tint pas aux relations réciproques de Washington et de Pékin, mais à leurs rapports avec Moscou. L'impulsion fut donnée par une série de modifications importantes dans le paysage stratégique.

Pour qui se penche sur la politique de la Chine, une éventualité peut en général être exclue, à savoir qu'un ensemble de réalités ait échappé à l'attention des décideurs chinois. Aussi, lorsque la Chine s'accommoda du langage ambigu du troisième communiqué et de l'interprétation flexible de la clause sur Taïwan, ce fut forcément parce qu'elle crut que la coopération avec les États-Unis satisferait ses autres objectifs nationaux.

Quand Ronald Reagan entra en fonctions, l'offensive stratégique amorcée par l'Union soviétique à la fin des années 1970 continuait sur sa

lancée. Au cours des années qui suivirent l'effondrement de la position américaine en Indochine, elle s'était embarquée avec ses satellites dans une série d'avancées sans précédent (et presque sans discrimination) dans le monde en développement : en Angola, en Éthiopie, en Afghanistan et en Indochine. Mais le rapprochement américano-chinois avait dressé un solide rempart contre de nouvelles velléités d'expansion. Alimentée par les convictions de Deng et de ses collègues, et par la coopération habile des responsables américains des deux partis politiques, la « ligne horizontale » envisagée par Mao avait bel et bien pris forme.

Au milieu des années 1980, l'Union soviétique se heurtait à une défense coordonnée – et, dans de nombreux cas, à une résistance active – sur presque toutes ses frontières. Aux États-Unis, en Europe de l'Ouest et en Asie de l'Est, une coalition non structurée de presque tous les pays industrialisés s'était formée contre elle. Dans le monde développé, seuls lui restaient pour alliés les satellites d'Europe de l'Est, dans lesquels elle stationnait des troupes. Pendant ce temps, le monde en développement avait accueilli avec scepticisme les bienfaits de la « libération » populaire acquise par les armes soviétiques et cubaines. En Afrique, en Asie et en Amérique latine, les visées expansionnistes soviétiques tournaient à des impasses coûteuses ou à des échecs humiliants. En Afghanistan, l'Union soviétique endura un grand nombre des épreuves que l'Amérique avait subies au Vietnam – accentuées, en l'occurrence, par l'action coordonnée des États-Unis, de la Chine, des États du Golfe et du Pakistan pour soutenir et entraîner une résistance armée. Au Vietnam proprement dit, les efforts de Moscou pour amener dans l'orbite soviétique l'Indochine unifiée par Hanoi se heurtèrent à un refus vigoureux de la Chine, facilité par la coopération de l'Amérique. Pékin et Washington s'occupaient – comme Deng l'avait dit de façon si imagée à Carter – de « trancher les doigts » soviétiques. En même temps, le renforcement stratégique américain, en particulier l'Initiative de défense stratégique<sup>1</sup> prônée par Reagan, posait un défi technologique que l'économie soviétique, stagnante et largement ponctionnée – déjà grevée par un budget de défense qui représentait le triple de celui des États-Unis, en pourcentage du PIB respectif de chaque pays –, ne pouvait même pas commencer à relever<sup>566</sup>.

Durant ce temps fort de la coopération sino-américaine, la Maison-Blanche de Reagan et la direction chinoise portaient à peu près le même jugement sur la faiblesse de l'Union soviétique ; mais elles en tiraient des conclusions très différentes à propos des conséquences de cette nouvelle situation sur leurs orientations respectives. Reagan et ses hauts responsables voyaient le chaos dans lequel semblait l'Union soviétique comme une occasion de passer à l'offensive. Mobilisés par l'accroissement de leur arsenal militaire et une nouvelle confiance idéologique, ils cherchèrent à imposer une pression à la fois financière et géopolitique à l'Union soviétique, pour remporter ce qui s'apparentait à la victoire dans la guerre froide.

Les dirigeants chinois mesuraient la faiblesse soviétique à la même aune, mais en tiraient des conclusions inverses : ils l'interprétaient comme une invitation à recalibrer l'équilibre mondial. Depuis 1969, ils louvoyaient en direction de Washington pour redresser la position géopolitique précaire de la Chine ; le triomphe planétaire des valeurs américaines et de la démocratie libérale de l'Ouest, que Reagan proclamait être son but ultime, ne figurait pas au nombre de leurs intérêts. Ayant « touché les fesses du tigre » au Vietnam, Pékin estimait avoir résisté à la menace soviétique à son plus fort. Il incombait à présent à la Chine de rechercher une plus grande liberté de manœuvre.

Dans les années 1980, l'euphorie de l'ouverture initiale n'était donc pas retombée. On était en voie de surmonter les vives inquiétudes suscitées par la guerre froide dans un passé récent. Les relations sino-américaines avaient trouvé leur rythme de croisière, à savoir le type d'interactions que les grandes puissances exercent plus ou moins habituellement entre elles, avec quelques hauts et bas. Le début du déclin de l'empire soviétique n'y était pas étranger, même si les principaux protagonistes, tant du côté chinois que du côté américain, étaient si rodés aux scénarios de la guerre froide qu'il leur fallut un certain temps pour en prendre conscience. La réponse timorée de l'Union soviétique à l'invasion chinoise du Vietnam amorça son affaiblissement qui, d'abord graduel, s'accéléra par la suite. Les trois périodes de transition à Moscou – de Leonid Brejnev à Iouri Andropov en 1982, d'Andropov à Konstantin Tchernenko en 1984, et de Tchernenko à Mikhaïl Gorbatchev en 1985 – garantissaient que l'Union

soviétique aurait, pour le moins, l'attention occupée par ses crises intérieures. Le réarmement américain, entamé sous la présidence de Carter et qui monta en puissance sous celle de Reagan, modifia progressivement l'équilibre des forces et freina l'empressement de l'Union soviétique à intervenir à sa périphérie.

La plupart des avantages acquis par les Soviétiques dans les années 1970 s'inversèrent, encore que plusieurs de ces replis ne soient pas survenus avant la mise en place de l'administration de George H. W. Bush. L'occupation vietnamienne du Cambodge prit fin en 1990, des élections se tinrent en 1993 et les réfugiés se préparèrent au retour. En 1991, les troupes cubaines avaient achevé leur retrait d'Angola ; en Éthiopie, le gouvernement soutenu par les communistes tomba la même année ; en 1990, au Nicaragua, les sandinistes furent amenés à approuver des élections libres, un risque qu'aucun parti communiste au pouvoir n'avait jamais encore été prêt à courir ; enfin, et peut-être le plus important, les armées soviétiques quittèrent l'Afghanistan en 1989.

Les décrochages soviétiques donnèrent à la diplomatie chinoise une nouvelle souplesse pour manœuvrer. Les dirigeants parlèrent moins d'endiguer les Soviétiques et entreprirent d'explorer le champ d'une diplomatie inédite avec Moscou. L'amélioration de leurs relations avec les Soviétiques resta tributaire de trois conditions : l'évacuation du Cambodge, la fin des concentrations de troupes en Sibérie et en Mongolie le long de la frontière chinoise, et l'évacuation de l'Afghanistan. Ces exigences étaient en passe d'être satisfaites, en grande partie par les modifications de l'équilibre des forces, qui empêchaient les Soviétiques de tenir leurs positions avancées et rendaient inévitable leur décision de se replier. La Chine réitéra ses assurances aux États-Unis : elle ne prévoyait pas de se tourner vers Moscou – prouvant ainsi que les deux camps pouvaient exercer une diplomatie triangulaire. Toujours est-il que ces garanties visaient un double objectif : elles attestaient une adhésion persistante à la stratégie en vigueur pour empêcher l'expansion soviétique, mais elles servaient aussi à placer les options croissantes de la Chine sous les yeux des États-Unis.

La Chine ne tarda pas à concrétiser ces nouvelles options à l'échelle mondiale. Dans un entretien que j'eus avec lui en septembre 1987, Deng



appliqua son nouveau cadre d'analyse à la guerre Iran-Irak, qui en était à sa cinquième année et faisait rage. Les États-Unis appuyaient l'Irak – au moins assez pour l'empêcher d'être vaincu par le régime révolutionnaire de Téhéran. La Chine, soutenait Deng, avait besoin de « liberté d'action » afin d'adopter une position « plus souple » vis-à-vis de l'Iran et de pouvoir jouer un rôle diplomatique plus important pour mettre fin au conflit.

Deng s'était conformé à la ligne horizontale de Mao pendant l'affrontement avec l'Union soviétique. Ce principe se transformait maintenant en un retour au concept des Trois Mondes, en vertu duquel la Chine gardait ses distances vis-à-vis de la rivalité entre les superpuissances. Sa poursuite d'une politique étrangère autonome lui permettrait de satisfaire ses préférences dans les trois cercles : celui des superpuissances, celui des pays industrialisés et le tiers monde.

Hu Yaobang, protégé de Deng et secrétaire du Parti, exposa les grandes lignes de la politique étrangère chinoise lors du XII<sup>e</sup> congrès national du Parti, en septembre 1982. Sa règle essentielle reprenait le fameux « la Chine s'est levée » de Mao : « La Chine ne s'attache jamais à une quelconque grande puissance ou groupe de puissances et ne cède jamais aux pressions d'une quelconque grande puissance<sup>567</sup>. » Hu commença par un tour d'horizon qui esquissait une évaluation critique des politiques étrangères américaine *et* soviétique, et par une liste d'exigences propres à prouver la bonne foi de chaque puissance. L'échec à résoudre la question de Taïwan signifiait qu'« un nuage [était] toujours resté en suspens au-dessus des relations » entre la Chine et les États-Unis. Des relations se « mettraient solidement en place » seulement si ces derniers cessaient de s'ingérer dans ce que la Chine considérait comme une affaire purement interne. En attendant, ajouta Hu avec condescendance, « nous observons que les dirigeants soviétiques ont exprimé plus d'une fois le désir d'améliorer les relations avec la Chine. Mais ce sont les actes qui comptent, plus que les mots<sup>568</sup> ».

La Chine, pour sa part, consolidait sa position dans le tiers monde, marquant sa différence à l'égard des deux superpuissances et, jusqu'à un certain point, son antagonisme : « Les principales forces qui mettent en péril la coexistence entre les nations aujourd'hui sont l'impérialisme,

l'hégémonisme et le colonialisme... La tâche la plus importante pour la population du monde aujourd'hui consiste à s'opposer à l'hégémonisme et à sauvegarder la paix mondiale<sup>569</sup>. »

De fait, la Chine revendiquait une stature morale exceptionnelle en sa qualité de plus grande puissance « neutre », se tenant au-dessus de la mêlée entre superpuissances :

Nous nous sommes toujours fermement opposés à la course aux armements entre les superpuissances, toujours déclarés en faveur de l'interdiction du recours aux armes nucléaires et de leur destruction totale, et avons toujours exigé que les superpuissances soient les premières à réduire de façon radicale les arsenaux nucléaires et conventionnels...

La Chine estime qu'il est de son devoir sacré sur le plan international de combattre avec détermination l'impérialisme, l'hégémonisme et le colonialisme, de concert avec les autres pays du tiers monde<sup>570</sup>.

C'était le brouet en matière de politique étrangère traditionnellement servi à un congrès du Parti : indépendance vis-à-vis d'autrui, distance morale et supériorité, associées au désir farouche de récuser les ambitions des superpuissances.

Un mémorandum de 1984 émanant du Département d'État et adressé au président Reagan expliquait que la Chine avait pris position

à la fois pour soutenir l'augmentation des arsenaux [américains] contre l'expansionnisme soviétique, et pour dénoncer la concurrence des superpuissances, en y voyant la cause majeure des tensions mondiales. En conséquence, la Chine est en mesure de poursuivre des intérêts stratégiques identiques à ceux des États-Unis et, en même temps, de renforcer ses relations avec ce qu'elle perçoit comme un bloc tiers-mondiste de plus en plus influent<sup>571</sup>.

En 1985, un rapport de la CIA décrivait une Chine qui « procédait à des manœuvres triangulaires » en cultivant des liens plus étroits avec l'Union soviétique, par le biais d'une série de rencontres à haut niveau et d'échanges entre partis communistes à un échelon protocolaire et à une

fréquence sans précédent depuis la rupture sino-soviétique. Les dirigeants chinois, notait l'analyse, qualifiaient leurs homologues soviétiques de « camarades » et l'Union soviétique de pays « socialiste » et non plus « révisionniste ». Les hauts responsables avaient tenu des consultations importantes sur le contrôle des armements – une idée impensable au cours des vingt dernières années –, et en 1985, pendant une visite d'une semaine du vice-Premier ministre chinois, Yao Yilin, à Moscou, les deux parties avaient signé un accord important sur une coopération économique et des échanges commerciaux bilatéraux<sup>572</sup>.

La notion de cercles empiétant les uns sur les autres correspondait plus ou moins à ce que Mao avait proposé vers la fin de sa vie. Mais les effets concrets restaient limités. Le tiers monde se définissait par sa différence avec les deux superpuissances. Il perdrait ce statut s'il se tournait définitivement vers un camp ou l'autre, même de façon déguisée, en admettant une superpuissance dans ses rangs. Concrètement, la Chine était en voie d'en devenir une et elle agissait déjà comme telle, alors qu'elle entamait tout juste ses réformes. En bref, le tiers monde n'exercerait une influence marquante que si l'une des superpuissances le rejoignait, mais de ce fait, et par définition, cesserait d'être le tiers monde. Tant que l'Union soviétique resterait une superpuissance nucléaire, et les relations avec elle précaires, rien n'inciterait la Chine à prendre ses distances vis-à-vis des États-Unis. (Après l'effondrement de l'Union soviétique, seuls deux cercles subsistèrent, la question étant alors de savoir si la Chine allait occuper la place de challenger laissée libre par l'Union soviétique, ou choisir de coopérer vis-à-vis des États-Unis.) Pour résumer, les rapports sino-américains des années 1980 passèrent de la configuration de la guerre froide à un ordre mondial international qui créait de nouveaux défis pour le partenariat Chine-États-Unis. Étant entendu que l'Union soviétique restait la principale menace pour la sécurité.

L'architecte de l'ouverture à la Chine, Richard Nixon, portait le même regard sur le monde. Dans un mémorandum adressé au président Reagan après une visite privée en Chine à la fin de 1982, il écrivait :

Je crois qu'il est grandement de notre intérêt d'encourager les Chinois à jouer un plus grand rôle dans le tiers monde. Plus ils réussiront, moins l'Union soviétique gardera son influence...

Ce qui nous a réunis en 1972 a été essentiellement notre inquiétude commune devant la menace d'une agression soviétique. Alors que cette menace est bien plus considérable aujourd'hui qu'en 1972, le principal facteur unificateur qui nous rapprochera au cours des dix prochaines années pourrait très bien être notre interdépendance économique<sup>573</sup>.

Nixon poursuivait en recommandant que les États-Unis, leurs alliés occidentaux et le Japon joignent leurs efforts au cours des dix années à venir afin d'accélérer le développement de la Chine. Il prévoyait l'apparition d'un ordre international entièrement nouveau, fondé pour l'essentiel sur l'utilisation de l'influence de la Chine pour transformer le tiers monde en une coalition antisoviétique. Mais même la prescience de Nixon n'allait pas jusqu'à anticiper un monde dans lequel l'Union soviétique aurait implosé et où, en moins d'une génération, une grande partie de la santé économique de la planète dépendrait de la réussite économique de la Chine. Un monde où se poserait la question de savoir si l'ascension chinoise allait à nouveau instaurer des relations internationales bipolaires.

George Shultz, le redoutable secrétaire d'État de Reagan et économiste chevronné, proposa une autre vision de cercles concentriques, américaine celle-là, où les rapports sino-américains se plaçaient dans un contexte qui transcendait le conflit soviéto-américain. Selon lui, accorder un poids exagéré au caractère indispensable de la Chine pour faire front à la menace soviétique donnait à celle-ci un avantage excessif dans les négociations<sup>574</sup>. Les relations avec elle devaient se fonder sur une stricte réciprocité. Dans ce type de diplomatie, la Chine tiendrait son rôle en fonction de ses propres mobiles nationaux. Sa bonne volonté devait découler de projets communs servant l'intérêt des deux parties, et sa ligne d'action avoir pour objectif de développer ces intérêts communs. Simultanément, les États-Unis chercheraient à revigorer leur alliance avec le Japon – le pays dans lequel, quelques années auparavant, Mao avait conseillé aux responsables américains de « passer plus de temps » –, comme eux une démocratie, et désormais, après une période prolongée de croissance rapide au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, un acteur économique mondial de premier plan. (Des décennies de malaise économique ont voilé le fait que, dans les

années 1980, la capacité économique du Japon non seulement distançait de loin celle de la Chine, mais que de nombreux analystes la voyaient sur le point de surpasser celle des États-Unis.) Ces rapports prirent une nouvelle importance en raison de la camaraderie qui s'établit entre Reagan et le Premier ministre japonais, Yasuhiro Nakasone – ou, comme la qualifièrent les médias, le « *Ron and Yasu show* ».

Les États-Unis et la Chine s'écartaient de l'alignement antérieur, dans lequel ils se voyaient comme des partenaires stratégiques affrontant une même menace contre leur existence. Maintenant que celle-ci commençait à s'estomper, ils étaient devenus partenaires à toutes fins utiles sur des questions de leur choix et lorsque leurs intérêts se rejoignaient.

Pendant la période Reagan, aucun point de tension fondamental ne surgit, et les problèmes dont elle avait hérité, tel celui de Taïwan, furent abordés en toute sérénité. Lors d'une visite d'État en Chine, Reagan se comporta avec sa vitalité habituelle – appelant même à la rescousse à plusieurs occasions des citations de poésie chinoise classique, et le *I Ching* ou *Traité des mutations*, le livre de divination de la Chine ancienne, pour dépeindre les rapports de coopération entre les deux nations. Usant du chinois mandarin plus qu'aucun de ses prédécesseurs, Reagan n'hésita pas à évoquer les concepts de « *ting li he zuo* » (« unir les forces, travailler ensemble ») et de « *hu jing hu hui* » (« respect mutuel, bénéfice mutuel ») pour décrire les rapports entre les États-Unis et la Chine<sup>575</sup>. Mais il n'établit jamais d'échanges aussi étroits avec un homologue chinois qu'avec Nakasone – d'ailleurs, ce ne fut le cas d'aucun président américain –, et sa visite n'eut à régler aucun problème majeur et s'en tint à un tour d'horizon de la situation mondiale. Lorsqu'il fustigea une certaine « grande puissance », sans en préciser le nom, pour avoir massé des forces à la frontière chinoise et menacé ses voisins, les émissions chinoises omirent ce passage de son discours.

À la fin des années Reagan, l'Asie n'avait jamais connu de situation aussi apaisée depuis des décennies. Un demi-siècle de guerre et de révolution en Chine, au Japon, en Corée, en Indochine et dans l'Asie du Sud-Est maritime avait cédé la place à une mosaïque d'États asiatiques calquée pour l'essentiel sur celle qui s'était dégagée lors des traités de Westphalie – reprenant le modèle d'États souverains qui était apparu en

Europe au terme de la guerre de Trente Ans, en 1648. Hormis les provocations périodiques de la Corée du Nord, appauvrie et isolée, et la rébellion contre l'occupation soviétique en Afghanistan, l'Asie constituait désormais un assemblage d'États modérés dotés de gouvernements souverains et de frontières reconnues, et résolus tacitement et presque universellement à ne pas s'ingérer dans les alignements politiques et idéologiques intérieurs de leurs voisins. L'idée d'exporter la révolution communiste – à laquelle s'étaient tour à tour ralliés avec ferveur des partisans chinois, nord-coréens et nord-vietnamiens – avait vécu. Un équilibre entre les divers centres de pouvoir avait été préservé, en raison de l'épuisement des parties d'une part, des efforts américains (et par la suite chinois) en vue de décourager plusieurs concurrents qui visaient la position dominante d'autre part. Dans ce contexte, une ère nouvelle de réformes économiques et de prospérité prenait racine en Asie – tout à fait susceptible, au <sup>xxi</sup><sup>e</sup> siècle, de rendre la région à son rôle historique : celui du continent le plus fécond et le plus florissant de la planète.

### **Le programme de réformes de Deng**

Ce que Deng dénomma « Réformer et s'ouvrir » ne fut pas une entreprise seulement économique, mais aussi spirituelle. Elle consista d'abord à stabiliser une société au bord de l'effondrement économique, ensuite à rechercher une force interne pour progresser par des méthodes nouvelles et encore inconnues dans l'histoire communiste ou chinoise.

La situation économique dont Deng hérita frôlait la catastrophe. L'agriculture collectivisée de la Chine répondait à peine aux besoins de son immense population. La consommation alimentaire individuelle restait globalement ce qu'elle avait été au début de la période de Mao. Un dirigeant chinois aurait reconnu que cent millions de paysans – l'équivalent de la moitié de toute la population américaine en 1980 – ne mangeaient pas à leur faim<sup>576</sup>. La fermeture des écoles pendant la Révolution culturelle s'était soldée par des effets désastreux. En 1982, 34 % des travailleurs chinois n'avaient bénéficié que d'une éducation primaire, et 28 % entraient dans la catégorie « analphabètes ou semi-

analphabètes » ; seulement 0,87 % avaient fait des études supérieures<sup>577</sup>. Deng avait préconisé une phase de croissance économique rapide ; mais il se heurtait à une gageure : transformer une vaste population dépourvue de tout bagage éducatif, isolée et encore largement appauvrie, en une force de travail capable de jouer un rôle productif et compétitif dans l'économie mondiale et de résister à ses tensions occasionnelles.

Les outils classiques dont disposaient les réformateurs ajoutaient encore aux difficultés. La ferme ambition de Deng de moderniser la Chine en l'ouvrant au monde extérieur exigeait des efforts du même genre que ceux qui avaient contrarié l'action des réformateurs depuis leur première tentative, dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle. On s'était ensuite heurté à la répugnance des Chinois à abandonner un style de vie qu'ils associaient à l'identité spéciale de la Chine telle qu'ils la définissaient. La question se posait maintenant de savoir comment abolir les modèles qui avaient réglé le fonctionnement de toutes les sociétés communistes, tout en préservant les principes philosophiques sur lesquels se fondait la cohésion de la société depuis l'époque de Mao.

Au début des années 1980, la planification centralisée demeurait le mode opératoire de toutes les sociétés communistes. Ses insuffisances sautaient aux yeux, mais il avait été impossible d'y remédier. À ce stade avancé, les éléments d'incitation proposés par le communisme se révélaient tous contre-productifs, récompensant la stagnation et décourageant l'initiative. Dans une économie à planification centralisée, les biens et les services sont alloués par décision de la bureaucratie. Avec le temps, les prix fixés par un *fiat* administratif perdent tout rapport avec les coûts. Le système de fixation des prix devient un moyen d'extorquer des ressources à la population et de créer des priorités politiques. À mesure que s'atténue la terreur qui a présidé à la mise en place de l'autorité, les prix se transforment en subsides et deviennent un moyen pour le Parti de se gagner le soutien de l'opinion.

Le communisme réformateur échoua à abolir les lois de l'économie. Quelqu'un devait payer pour les coûts réels. Ce coût se traduisit, pour la planification centralisée et les prix subventionnés, par des carences alimentaires, un manque d'innovation et le suremploi : en d'autres termes, par la stagnation et la chute des revenus individuels.

Qui plus est, la planification centralisée incitait peu à privilégier la qualité ou l'innovation. Puisque toute la production d'un chef d'exploitation serait achetée par le ministère concerné, la qualité n'entrait pas en jeu. Et l'on décourageait l'innovation de peur qu'elle ne déstabilise tout l'édifice.

En l'absence de marchés susceptibles d'équilibrer les orientations, le planificateur se voyait contraint d'imposer des décisions plus ou moins arbitraires. De ce fait, les biens qu'il souhaitait n'étaient pas produits, et ceux qui l'étaient ne répondaient pas aux souhaits des consommateurs.

Surtout, l'État ainsi planifié, loin de créer une société sans classes, maintenait en définitive la stratification des classes sociales. Là où les biens de consommation étaient alloués et non achetés, les véritables rémunérations consistaient dans l'octroi de services : grands magasins spéciaux, hôpitaux, possibilités d'éducation pour les cadres. L'importante latitude laissée aux responsables conduisait inévitablement à la corruption. Les emplois, l'instruction et la plupart des avantages dépendaient d'une sorte de relation personnelle. C'est l'un des paradoxes de l'histoire que le communisme, censé marquer l'avènement d'une société sans classes, ait eu tendance à engendrer une classe privilégiée de type féodal. Il démontrait l'impossibilité de diriger une économie moderne au moyen de la planification centralisée, mais aucun État communiste ne s'en était jamais passé.

Le « Réformer et s'ouvrir » de Deng entendait surmonter cette stagnation inhérente. Ses collaborateurs et lui se lancèrent dans l'économie de marché, la prise de décision décentralisée et l'ouverture au monde extérieur : autant de changements sans précédent. Ils fondèrent leur révolution sur la libre expression des talents du peuple chinois, dont la vitalité économique et l'esprit d'entreprise inné avaient longtemps été bridés par la guerre, le dogme idéologique et les restrictions draconiennes qui tenaient l'investissement privé en coupe réglée.

Pour ses réformes, Deng s'appuya sur deux principaux collaborateurs – Hu Yaobang et Zhao Ziyang –, avec lesquels il se brouilla lorsqu'ils voulurent appliquer les principes de la réforme économique au domaine politique.



Hu Yaobang, l'un des plus jeunes participants à la Longue Marche, s'imposa en qualité de protégé de Deng, puis tomba avec lui au moment de la Révolution culturelle ; de retour au pouvoir, Deng le plaça à quelques-uns des plus hauts postes de la hiérarchie du Parti, culminant avec sa nomination de secrétaire général. Pendant son mandat, Hu se fit l'écho de positions relativement libérales sur des problèmes politiques et économiques. Franc du collier, il repoussa constamment les limites de ce que son parti et sa société se montraient prêts à accepter. Il fut le premier dirigeant du Parti communiste à arborer régulièrement le complet-veston occidental, et fit souffler un vent de contestation en suggérant que les Chinois abandonnent les baguettes au profit de la fourchette et du couteau<sup>578</sup>.

Zhao Ziyang, nommé Premier ministre en 1980 et secrétaire général du Parti communiste en janvier 1987, avait été l'un des premiers à mettre en œuvre la décollectivisation agricole pendant ses fonctions de secrétaire du Parti dans le Sichuan. L'élévation importante du niveau de vie qu'il parvint à instaurer lui valut l'approbation de la population rurale, comme l'atteste un jeu de mots savoureux sur son prénom (quasi homonyme du terme chinois signifiant « chercher » : « Si tu veux manger du blé, *Zhao* (cherche) Ziyang. » Comme Hu Yaobang, il ne respectait pas l'orthodoxie politique et fut finalement démis de ses fonctions de secrétaire général par Deng au plus fort de la crise de Tiananmen.

Deng et ses collègues furent essentiellement poussés à agir par leur rejet commun de la Révolution culturelle. Tous les dirigeants qui gouvernaient la Chine avaient connu des humiliations, et beaucoup d'entre eux avaient enduré des sévices physiques. Le souvenir de la Révolution culturelle restait toujours présent dans les conversations. J'eus un entretien mélancolique avec Deng en septembre 1982, à l'occasion d'une visite privée en Chine :

KISSINGER : Je vous ai rencontré en avril 1974 lorsque vous êtes venu à la VI<sup>e</sup> Assemblée générale spéciale [des Nations unies] et ensuite avec Mao, et vous n'avez pas dit un mot.

DENG : Puis en novembre 1974 [à Pékin], nous avons été les deux personnes qui se parlèrent le plus car, à l'époque, Zhou était malade et

j'étais en charge du Conseil d'État, et en 1975 j'étais responsable du fonctionnement du Parti et du gouvernement. Je n'ai été démis de mes fonctions que pendant un an. Quand on y repense, cette période de l'histoire était très intéressante. Ce sont ces revers qui nous ont instruits... Ce que nous avons vécu de 1979 à 1981 a prouvé le bien-fondé de notre ligne d'action. Vous n'étiez pas revenu chez vous depuis trois ans et demi. Constatez-vous des changements ?

KISSINGER : La dernière fois que j'étais ici – peut-être est-ce dû à mon ignorance –, j'ai eu le sentiment que le président de la commission consultative [Deng] comptait de nombreux adversaires haut placés...

DENG : ... À l'étranger, on se demande souvent si la stabilité politique existe en Chine. Pour en juger, on doit voir qu'elle existe dans des régions où vivent huit cents millions de Chinois. Aujourd'hui les paysans sont vraiment très heureux. Il y a quelques changements dans les villes, mais pas autant qu'à la campagne... [Les gens] font plus confiance aux institutions économiques socialistes et s'en remettent davantage au Parti et au gouvernement. C'est un fait d'une portée considérable. Avant la Révolution culturelle, le Parti et le gouvernement jouissaient d'un grand prestige, mais ce prestige a été détruit par la Révolution culturelle.

Il n'existait guère de précédent dont s'inspirer pour la politique de réformes. Lorsque je retournai en Chine en 1987, Zhao Ziyang m'exposa un programme qui devait être soumis au congrès du Parti ce même mois d'octobre. La Chine, souligna-t-il, s'était engagée dans un processus long et compliqué où s'imbriquaient capitalisme et socialisme :

On s'attaque à un problème déterminant : la rationalisation des liens entre le socialisme et l'économie de marché. Le rapport établira que la planification au service du socialisme doit inclure l'utilisation des forces du marché et non les exclure. Depuis [John Maynard] Keynes, tous les pays, y compris les pays capitalistes, ont eu recours à un degré ou un autre à l'ingérence de l'État dans les activités économiques. Les États-Unis et la Corée du Sud en sont des exemples. Les gouvernements jouent un rôle régulateur par le biais de la planification ou du marché ; la Chine emploiera les deux méthodes. Les entreprises

utiliseront pleinement les forces du marché, et l'État guidera l'économie par des orientations macro-économiques. La planification existera aussi là où elle est nécessaire, mais la gestion planifiée du futur constituera un moyen et ne sera pas considérée comme la nature même du socialisme.

Dans la poursuite de ces objectifs, Deng procéderait par paliers. Pour reprendre la formulation chinoise, les dirigeants allaient « traverser la rivière en tâtant les pierres », cartographiant un chemin défini en partie par ce qui donnait des résultats satisfaisants. On se délestait de la révolution permanente de Mao en même temps que des visions de transformation utopique. Les dirigeants chinois ne laisseraient plus l'idéologie restreindre leurs réformes ; ils allaient redéfinir le « socialisme aux caractéristiques chinoises » de telle sorte que celles-ci constituent tout ce qui apporterait une plus grande prospérité à la Chine.

Pour faciliter le processus, la Chine accueillit les investissements étrangers, en partie en créant des zones économiques spéciales sur la côte, où les entreprises se voyaient accorder plus de latitude, et les investisseurs des conditions spéciales. Compte tenu des expériences négatives avec des « investisseurs étrangers » sur sa côte au XIX<sup>e</sup> siècle – et du rôle prédominant qu'elles jouèrent dans le discours nationaliste du pays –, il s'agissait d'une décision d'une audace considérable. Elle attestait aussi le désir – à un degré inconnu jusque-là – de renoncer à la vision séculaire de son autosuffisance économique en adhérant à un ordre économique international. En 1980, la République populaire de Chine avait déjà rejoint le FMI et la Banque mondiale, et des prêts étrangers commençaient à affluer dans le pays.

Une décentralisation systématique suivit. Les communes agricoles furent abandonnées en faveur de ce qu'on appelait des centres de responsabilité qui, dans la pratique, constituaient l'équivalent des exploitations familiales. Pour d'autres entreprises, on effectua la distinction entre propriété et direction. La propriété resterait aux mains de l'État ; la direction reviendrait largement à des gestionnaires. Des accords entre les autorités et les gestionnaires définiraient la fonction de chacun, en laissant une marge de manœuvre importante aux gestionnaires.

Ces changements produisirent des résultats spectaculaires. Entre 1978 – l’année où les premières réformes économiques furent promulguées – et 1984, le revenu des paysans doubla. Le secteur privé, mû par le regain des incitations économiques individuelles, représenta bientôt près de 50 % du rendement industriel brut, dans une économie qui avait été presque entièrement régie par les ordonnances du gouvernement. Le produit intérieur brut de la Chine augmenta de 9 % par an en moyenne tout au long des années 1980 – une période de croissance économique sans équivalent et presque ininterrompue, qui se poursuit au moment où ces lignes sont écrites<sup>579</sup>.

De tels efforts dépendirent, avant tout et surtout, de la qualité des responsables chargés d’appliquer les réformes. Ce fut le thème d’un entretien avec Deng en 1982. Comme je lui demandais si le rajeunissement des personnels allait dans la direction souhaitée, il me répondit :

DENG : Oui. Je pense qu’on peut le dire. Mais ce n’est pas encore fini. Nous devons continuer. Le problème agricole n’a pas été résolu. Nous devons être patients. Il y a deux ans, nous avons placé le Premier ministre Zhao Ziyang et Hu Yaobang à des postes de première ligne. Vous avez peut-être remarqué que 60 % des membres du comité du Parti ont moins de soixante ans et que beaucoup ont la quarantaine.

KISSINGER : Je l’avais observé.

DENG : Cela ne suffit pas. Nous devons prendre des dispositions pour le retour de vieux camarades. C’est ainsi que nous avons mis en place la commission consultative. J’ai moi-même postulé la fonction de président de la commission. Cela signifie que je veux me dégager progressivement des postes officiels et jouer le rôle de conseiller.

KISSINGER : J’ai remarqué que certains collègues sont plus âgés que le Président et ne font pas partie de la commission consultative.

DENG : C’est parce que notre parti est très vieux. Et il est nécessaire de maintenir quelques anciens en première ligne. Mais ce problème trouvera peu à peu sa solution.

KISSINGER : On m’a dit que le problème de la Révolution culturelle était que trop de personnes étaient devenues des cadres qui

n'avaient pas le haut niveau d'éducation habituel. Est-ce un problème et serez-vous en mesure de le résoudre ?

DENG : Oui. Nos critères pour choisir les futurs cadres responsables sont les suivants. Ils doivent être des révolutionnaires. Ils doivent être plus jeunes. Avoir un plus haut niveau d'éducation. Être compétents sur le plan professionnel. Comme je l'ai dit, le XII<sup>e</sup> congrès du Parti n'a pas seulement montré la continuité des nouvelles orientations mais a assuré aussi la continuité, et les dispositions touchant au personnel en ont fait autant.

Cinq ans plus tard, Deng se demandait encore comment rajeunir le Parti. En septembre 1987, il me livra un aperçu de ce qu'il envisageait pour le prochain congrès du Parti, programmé en octobre. Bronzé, reposé et affichant toujours, à quatre-vingt-trois ans, une vigueur intacte, il me dit qu'il envisageait d'intituler le congrès : « Conférence sur Réformer et s'ouvrir au monde extérieur ». Zhao Ziyang se verrait attribuer la fonction déterminante de secrétaire général du Parti communiste, remplaçant Hu Yaobang et obligeant, de ce fait, à choisir un nouveau Premier ministre. Hu Yaobang avait « commis quelques erreurs », me précisa Deng – probablement en laissant une série de manifestations d'étudiants dépasser les bornes –, mais il resterait au bureau politique (à la différence des périodes précédentes où les hauts responsables déchus de leurs fonctions étaient également exclus du processus de définition des orientations). Aucun membre du comité permanent (le comité exécutif du Parti communiste) ne conserverait une double position, accélérant ainsi le passage de relais à la nouvelle génération de hauts responsables. D'autres « seniors » prendraient leur retraite.

Deng envisageait de s'attaquer désormais à la réforme politique structurelle. Ce serait beaucoup plus compliqué, m'expliqua-t-il, parce qu'« elle allait mettre en cause les intérêts de millions de personnes ». La division du travail entre le Parti communiste et le gouvernement se modifierait. De nombreux membres du Parti devraient changer d'emploi quand des gestionnaires professionnels les remplaceraient au poste de secrétaire.

Mais où la ligne de démarcation entre la prise de décisions politiques et leur application se situait-elle ? Deng me répondit que le Parti se chargerait des questions d'idéologie, les gestionnaires des orientations concrètes. À titre d'exemple, il m'indiqua qu'un changement d'alliance vis-à-vis de l'Union soviétique relèverait clairement de l'idéologie. De mes nombreux entretiens avec lui, je conclus que le sujet ne viendrait pas souvent sur la table. En y réfléchissant, je me demande si, par le simple fait d'aborder un sujet impensable en d'autres temps, Deng ne m'informait pas que la Chine songeait à retrouver une plus grande liberté de manœuvre sur le plan diplomatique.

Deng proposait une ligne d'action encore inconnue dans le monde communiste. Le Parti communiste, semblait-il laisser entendre, conserverait un rôle de surveillance sur l'ensemble de l'économie de la nation et sur sa structure politique. Mais il abandonnerait progressivement le contrôle des détails de la vie chinoise. Tous les Chinois auraient de larges possibilités d'initiative. Ces réformes de grande ampleur, affirmait Deng, seraient mises en place « de manière ordonnée ». La Chine était maintenant stable et devait « le rester pour se développer ». Son gouvernement et son peuple « se [souvenaient] de la Révolution culturelle » et ne la laisseraient jamais se reproduire. Les réformes de la Chine étaient « sans précédent » ; aussi observerait-on inévitablement « des erreurs ». La grande majorité du peuple soutenait les réformes en cours, ajouta-t-il, mais il faudrait du « courage » et de la « prudence » pour en assurer le succès.

I- Encore appelée « guerre des étoiles ». (*N.d.T.*)

# Chapitre 15

## Tiananmen

Deng allait bientôt se heurter aux tensions inhérentes à son programme de réforme « ordonnée ». Tandis que le monde presque tout entier s'émerveillait du taux de croissance économique de la Chine émergente, de ses dizaines de milliers d'étudiants envoyés à l'étranger et du changement de niveau de vie à l'intérieur du pays, des signes importants montrèrent que de nouveaux courants bouillonnaient.

Les premiers stades du processus de réforme eurent souvent pour résultat de fusionner les problèmes de la planification avec ceux du marché. Les efforts pour amener les prix à exprimer les coûts réels entraînèrent inévitablement une augmentation de ces prix, au moins à court terme. Les consommateurs s'empressèrent de puiser dans leur épargne pour acquérir des biens avant que les prix ne s'emballent, ce qui créa un cercle vicieux de constitution de stocks et d'inflation grandissante.

Lors d'une réunion en septembre 1987, Zhao Ziyang exposa les grandes lignes d'un changement par lequel environ 50 % du PIB serait lié aux forces de marché. Outre les problèmes économiques d'ordre technique, ce repositionnement exigeait une redistribution majeure du système de surveillance. On privilégierait, comme dans les États européens, le contrôle indirect de l'économie, au moyen de la manipulation de la masse monétaire et de l'intervention pour prévenir la dépression. De nombreuses institutions centrales devraient être démantelées, et les fonctions des autres redéfinies. Pour simplifier le processus, ordre fut donné de réviser les listes du Parti et de rationaliser la bureaucratie. Cette décision, qui mettait en cause trente millions d'individus et devait être conduite par ceux-là mêmes dont les activités se trouveraient modifiées, achoppa sur de nombreux obstacles.

Le succès relatif de la réforme économique créa des prés carrés au cœur du mécontentement ultérieur. Et le gouvernement dut faire face à une loyauté déclinante des cadres politiques, dont les réformes menaçaient les emplois.

La gestion d'une double économie ouvrit de nombreux boulevards à la corruption et au népotisme. En réalité, le passage à l'économie de marché accrut les possibilités de corruption, au moins pendant une période d'interim. La coexistence de deux secteurs – un secteur public en voie d'amenuisement mais encore considérable, et une économie de marché grandissante – entraîna un système à deux prix. Les entrepreneurs et bureaucrates peu scrupuleux se trouvèrent ainsi en position d'organiser un va-et-vient de produits de base entre les deux secteurs pour leur profit personnel. Il ne faisait aucun doute qu'une partie des bénéfices du secteur privé chinois résultait d'une corruption et d'un népotisme largement répandus.

Le népotisme pose un problème spécial dans une culture aussi centrée sur la famille que celle des Chinois. En période de troubles, c'est vers elle qu'ils se tournent. Dans toutes les sociétés chinoises – aussi bien dans la Chine continentale qu'à Taïwan, Singapour ou Hong Kong –, la parentèle constitue l'ultime recours, celle-ci bénéficiant en retour de gratifications déterminées par des critères familiaux, non par les forces abstraites du marché.

Les marchés engendrèrent leur propre insatisfaction. À la longue, une économie de marché augmente le bien-être général, mais la concurrence signifie par définition que quelqu'un gagne et que quelqu'un d'autre perd. Dans les premiers stades de ce type d'économie, les gains ont toutes les chances d'être disproportionnés. Les perdants sont alors tentés d'imputer la faute au « système » et non à leur échec personnel. Et souvent à juste titre.

Au niveau populaire, la réforme économique avait augmenté les attentes des Chinois en matière de niveau de vie et de libertés individuelles, en même temps qu'elle créa des tensions et des inégalités, que nombre d'entre eux estimaient ne pouvoir être rectifiées que par un régime politique plus ouvert et plus participatif. Les dirigeants se sentaient de plus en plus divisés sur les orientations politiques et idéologiques du pays. L'exemple



des réformes de Gorbatchev en Union soviétique faisait encore monter la barre. Pour certains d'entre eux, la *glasnost* et la *perestroïka* représentaient des hérésies dangereuses, du même acabit que le rejet du « glaive de Staline » par Khrouchtchev. Pour d'autres, parmi lesquels de nombreux membres de la jeune génération d'étudiants et de cadres du Parti, les réformes de Gorbatchev proposaient un modèle envisageable pour la Chine.

Les réformes économiques auxquelles présidaient Deng, Hu et Zhao avaient transformé le visage de la vie quotidienne chinoise. En même temps, devant la réapparition de phénomènes éradiqués pendant l'ère de Mao – la disparité des revenus, les vêtements de couleurs vives, voire provocants, et la célébration ouverte des articles de « luxe » –, les cadres communistes traditionnels s' alarmaient : la République populaire était en passe de succomber à la tentation de l'« évolution pacifique » vers le capitalisme, naguère envisagée par John Foster Dulles.

Alors que responsables et intellectuels chinois formulaient souvent ces questions en termes de dogme marxiste – ainsi la campagne très remarquée contre la menace de « libéralisation bourgeoise » –, la fracture porta en dernier ressort sur les questions qui divisaient la Chine depuis le XIX<sup>e</sup> siècle. En se tournant vers l'extérieur, accomplissait-elle son destin ou bien compromettait-elle son essence morale ? Qu'avait-elle à apprendre, en admettant que ce fût le cas, des institutions sociales et politiques de l'Occident ?

En 1988, le débat se cristallisa autour d'une minisérie télévisée, à première vue ésotérique. Diffusé par la Télévision centrale chinoise, le documentaire en six parties intitulé *Élégie du fleuve* recourait à la métaphore des eaux lentes et troubles du fleuve Jaune pour démontrer que la civilisation chinoise était devenue insulaire et stagnante. Mêlant une mise en cause de la culture confucéenne traditionnelle à une critique voilée de l'évolution politique plus récente, le film laissait entendre que la Chine avait besoin de se renouveler en regardant vers l'« océan bleu » du monde extérieur, notamment la culture occidentale. La série servit de catalyseur à un débat national, et l'on croisa même le fer dans les plus hautes instances du gouvernement. Les communistes orthodoxes jugèrent le film « contre-révolutionnaire » et réussirent à le faire interdire, bien

qu'il eût déjà fait l'objet d'une diffusion<sup>580</sup>. Vieille de plusieurs générations, la polémique sur le destin de la Chine et ses relations avec l'Ouest flambait de plus belle.

Les premières fissures du monolithe soviétique apparurent en Europe de l'Est au début de 1989, entraînant la chute du mur de Berlin en novembre, et la désintégration finale de l'Union soviétique proprement dite. Mais la Chine donnait une impression de stabilité, et ses relations avec le reste du monde n'avaient jamais été meilleures depuis la victoire du communisme en 1949 et la proclamation de la République populaire. Surtout celles avec les États-Unis, qui avaient enregistré le progrès le plus important. Les deux pays joignaient leurs efforts pour contrer l'occupation soviétique en Afghanistan ; les États-Unis vendaient d'importantes quantités d'armes à la Chine ; le commerce se développait, et les échanges entre membres de cabinet et jusqu'aux bateaux en mer se multipliaient.

Mikhaïl Gorbatchev, toujours président de l'Union soviétique, envisageait de se rendre à Pékin en mai. Moscou avait rempli une part importante des trois conditions posées par Pékin pour l'amélioration des relations sino-soviétiques : le retrait des forces soviétiques d'Afghanistan, leur redéploiement au-delà des frontières chinoises, le retrait vietnamien du Cambodge. Des conférences internationales incluaient couramment Pékin – notamment une réunion, ce même mois d'avril, du conseil des gouverneurs de la Banque asiatique de développement, une institution régionale que la Chine avait rejointe trois ans auparavant, et qui servit inopinément de toile de fond au drame qui se jouait.

Tout commença avec le décès de Hu Yaobang. Deng avait présidé à son ascension aux fonctions de secrétaire général, le poste de direction le plus élevé du Parti communiste. En 1986, lorsque les conservateurs lui reprochèrent son indécision face aux manifestations étudiantes, Hu avait été remplacé par Zhao Ziyang, autre protégé de Deng, tout en restant membre du bureau politique en place. Pendant une réunion de l'organe directeur du Parti, le 8 avril 1989, Hu, âgé de soixante-treize ans, fut victime d'un infarctus. Ses collègues atterrés parvinrent à le ranimer et l'emmenèrent de toute urgence à l'hôpital. Une seconde crise cardiaque l'emporta le 15 avril.

Comme avec la disparition de Zhou Enlai en 1976, le décès de Hu donna lieu à des hommages à sa mémoire dans un climat tendu. Mais, entre-temps, les restrictions sur la liberté de parole s'étaient assouplies. Alors que, en 1976, la population endeuillée avait enrobé ses critiques à l'égard de Mao et Jiang Qing de références allégoriques à la politique de palais des anciennes dynasties, en 1989 les manifestants nommèrent les cibles de leurs attaques. L'atmosphère était déjà électrique en raison de la commémoration prochaine du soixante-dixième anniversaire du mouvement du 4-Mai, la campagne menée en 1919 par des Chinois de mouvance nationaliste qui s'insurgeaient contre la faiblesse du gouvernement et refusaient les termes du traité de Versailles, dont ils estimaient qu'ils les lésaient<sup>581</sup>.

Les admirateurs de Hu déposèrent gerbes et élégies au pied du monument aux héros du peuple de la place Tiananmen, nombre d'entre eux faisant l'éloge de l'engagement de l'ancien secrétaire général en faveur de la libéralisation politique, et demandant que son esprit continue d'inspirer les futures réformes. Les étudiants, à Pékin et dans d'autres villes, en profitèrent pour exprimer leur mécontentement devant la corruption, l'inflation, les restrictions de la presse, la situation des universités et le pouvoir que les « aînés » du Parti exerçaient officieusement en coulisses. À Pékin, plusieurs collectifs d'étudiants présentèrent sept exigences, menaçant de manifester jusqu'à ce que le gouvernement les ait satisfaites. Tous ne les appuyaient pas en bloc, mais la convergence exceptionnelle de sujets d'indignation disparates se transforma bientôt en révolte. Ce qui avait commencé comme une manifestation devint une occupation de la place Tiananmen contestant l'autorité du gouvernement.

Les événements s'intensifièrent et prirent un tour que ni les observateurs ni les participants n'auraient même imaginé au début du mois. En juin, des manifestations plus ou moins importantes contre le gouvernement avaient déjà fait tache d'huile dans tout le pays, et touchaient trois cent quarante et une villes<sup>582</sup>. Les manifestants avaient pris d'assaut les trains et les écoles, et les principales voies de la capitale étaient bloquées. Place Tiananmen, les étudiants entamèrent une grève de la faim qui retint largement l'attention des observateurs locaux mais aussi

internationaux, et d'autres catégories de la population se rallièrent bientôt aux contestataires. Les dirigeants chinois furent contraints de déplacer la cérémonie d'accueil de Gorbatchev, prévue place Tiananmen. Ajoutant à l'humiliation, une cérémonie très discrète se tint à l'aéroport de Pékin, hors de la présence du public. Le bruit courait que des éléments de l'armée populaire de libération contestaient l'ordre de se déployer vers la capitale pour réprimer les manifestations, et que des fonctionnaires s'étaient joints aux manifestants dans la rue. Le défi politique fut encore renforcé par des troubles aux confins occidentaux de la Chine, où des Tibétains et des membres de la minorité musulmane ouïghoure avaient commencé à s'agiter en raison de leurs problèmes culturels communautaires (les Ouïghours dénonçant la publication récente d'un livre qu'ils accusaient de porter atteinte aux sensibilités islamiques<sup>583</sup>).

Les révoltes adoptent habituellement leur propre rythme à mesure que les événements échappent au contrôle des principaux acteurs, qui deviennent dès lors les protagonistes d'une pièce dont ils ignorent le texte. Pour Deng, les manifestations réveillèrent la peur historique du chaos et les souvenirs de la Révolution culturelle – indépendamment des objectifs déclarés des protestataires. Le chercheur Andrew J. Nathan a brillamment résumé l'impasse :

Les étudiants ne se mobilisèrent pas pour lancer un défi mortel à ce qu'ils savaient être un régime dangereux. Et le régime ne se complut pas davantage à faire usage de la force contre les étudiants. Les deux camps avaient de nombreux objectifs en commun et tenaient en grande partie le même discours. Des erreurs de communication et d'appréciation les amenèrent à se retrancher mutuellement dans des positions où les possibilités de compromis se raréfièrent. À plusieurs reprises une solution sembla à portée de main, mais seulement pour s'effacer au dernier moment. Le glissement vers le désastre, d'abord lent, s'accéléra à mesure que les fractures s'accroissaient de part et d'autre. Connaissant le dénouement, nous lisons le scénario avec le sentiment d'horreur que nous inspire une authentique tragédie<sup>584</sup>.

Il n'y a pas lieu ici d'analyser les faits qui aboutirent au drame de la place Tiananmen ; chaque camp s'en fit une idée différente suivant les motifs divers, souvent contradictoire, qui les conduisirent à participer à la

crise. L'agitation partit d'exigences posées par les étudiants pour la satisfaction de revendications précises. Mais l'occupation de la place principale de la capitale d'un pays, même lorsqu'elle est entièrement pacifique, constitue aussi une tactique pour démontrer l'impuissance du gouvernement, pour l'affaiblir et pour lui donner la tentation de réagir avec une brutalité qui le discrédite.

Le dénouement n'en demeure pas moins indiscutable. Le 4 juin, après plusieurs semaines d'hésitations et de graves divisions parmi leurs rangs sur le recours à la force, les dirigeants chinois se prononcèrent pour la répression. Le secrétaire général du Parti communiste, Zhao Ziyang, fut révoqué. Après des semaines de débats internes, Deng et la majorité du bureau politique ordonnèrent à l'APL de dégager la place Tiananmen. Les manifestants furent impitoyablement dispersés – le tout devant les caméras de télévision, et diffusé par les médias venus du monde entier pour filmer la rencontre historique de Gorbatchev et de la direction chinoise.

### **Dilemmes américains**

La réaction internationale fut sans états d'âme. La République populaire de Chine n'avait jamais prétendu se comporter comme une démocratie à l'occidentale (écartant même avec constance tout ce qui aurait pu le laisser entendre). Elle apparaissait maintenant dans les médias du monde comme un État autoritaire et arbitraire, qui réduisait en miettes les aspirations de son peuple aux droits de l'homme. Deng, jusque-là largement applaudi pour ses qualités de réformateur, devint dès lors un tyran sur lequel on tira à boulets rouges.

Dans ce climat, l'ensemble de la relation sino-américaine, notamment la pratique consacrée de consultations régulières entre les deux pays, fut soumise aux attaques émanant de presque tous les horizons politiques. Les conservateurs traditionnels se virent confortés dans leur conviction que la Chine, dirigée par le Parti communiste, ne représenterait jamais un partenaire fiable. Les militants des droits de l'homme de toute appartenance politique exprimèrent une indignation unanime. Les progressistes affirmèrent que les lendemains de Tiananmen imposaient à

l'Amérique l'obligation de remplir sa mission par excellence : propager la démocratie. Aussi variés que fussent leurs objectifs, les critiques s'accordaient sur la nécessité de sanctions pour obliger Pékin à modifier ses institutions intérieures et encourager le respect des droits de l'homme.

Le président George H. W. Bush, qui avait assumé les plus hautes fonctions moins de cinq mois auparavant, s'inquiétait des conséquences de sanctions à longue échéance. Lui-même et son conseiller à la Sécurité nationale, le général Brent Scowcroft, avaient été en poste dans l'administration Nixon. Ils avaient rencontré Deng quand ils étaient aux affaires ; ils se rappelaient qu'il avait préservé les relations avec l'Amérique des manœuvres de la bande des Quatre et favorisé l'élargissement du champ d'action individuel. Ils admiraient ses réformes économiques, et mettaient en balance leur aversion pour la répression et leur respect pour la façon dont l'ouverture à la Chine avait transformé le monde. Ils avaient participé à la conduite de la politique étrangère à l'époque où tous les adversaires des États-Unis pouvaient compter sur le soutien de la Chine, quand toutes les nations de l'Asie craignaient une Chine isolée du monde, et quand l'Union soviétique était en mesure de mener une politique de pression contre l'Ouest, sans avoir à se soucier de ses autres frontières.

Le président Bush avait dirigé le bureau de liaison américain à Pékin dix ans plus tôt, pendant des périodes de tension. Son expérience lui permettait de comprendre que les dirigeants qui avaient participé à la Longue Marche, survécu dans les grottes de Yan'an et affronté simultanément les États-Unis et l'Union soviétique dans les années 1960 ne céderaient pas à des pressions de l'étranger ni aux menaces d'isolement. Et que cherchait-on ? À renverser le gouvernement chinois ? À changer sa structure ? Dans quel sens ? Comment mettre fin au processus d'ingérence une fois qu'il serait amorcé ? Et ce à quel coût ?

Avant Tiananmen, l'Amérique s'était familiarisée avec le débat sur le rôle de sa diplomatie dans les progrès de la démocratie. La polémique opposait, en substance, idéalistes et réalistes – les idéalistes demandant que les normes intérieures se répercutent sur la politique étrangère et constituent, de ce fait, des thèmes légitimes de l'ordre du jour diplomatique, les réalistes leur rétorquant qu'un tel ordre du jour

outrepassait le rôle de n'importe quel pays et que la diplomatie devait donc se centrer principalement sur des lignes d'action externes. Les absolus du précepte moral se voyaient mis en balance avec les contingences d'une politique étrangère déterminée par l'équilibre des intérêts nationaux. Mais les véritables distinctions sont plus subtiles. Les idéalistes, lorsqu'ils cherchent à mettre en application leurs valeurs, sont amenés à réfléchir sur des situations spécifiques. Les réalistes attentifs comprennent que les valeurs constituent une dimension importante de la réalité. En matière de décision, la divergence est rarement absolue ; elle se réduit souvent à une question de nuance.

Pour ce qui concernait la Chine, la question n'était pas de savoir si l'Amérique préférait que les valeurs démocratiques l'emportent : à une vaste majorité, l'opinion américaine aurait répondu par l'affirmative, de même que tous les acteurs du débat sur la ligne à adopter à l'égard de la Chine. Mais quel prix l'Amérique était-elle prête à payer concrètement, sur quelle période, et son rôle consistait-il, quelles que fussent les circonstances, à obtenir le dénouement qu'elle souhaitait ?

Deux grandes politiques opérationnelles se dessinèrent au sein du débat public sur la tactique à adopter envers les régimes autoritaires. Un groupe penchait pour l'affrontement, pressant les États-Unis de s'opposer à une attitude contraire à la démocratie ou aux violations des droits de l'homme, en refusant d'accorder tous les avantages que pouvait dispenser l'Amérique, quel qu'en soit le prix pour celle-ci. En poussant le raisonnement à l'extrême, il envisageait même le changement des régimes incriminés ; dans le cas de la Chine, il exigeait des mesures non ambiguës en direction de la démocratie comme condition à des avantages mutuels<sup>585</sup>.

À l'inverse, certains faisaient valoir que les avancées des droits de l'homme se trouvent favorisées par une politique d'engagement. Une fois qu'existe un niveau de confiance suffisant, il devient possible de recommander un changement en matière de libertés publiques au nom d'objectifs communs, ou au moins de la préservation d'un intérêt commun.

La méthode qu'il convient d'adopter dépend en partie des circonstances. Les violations des droits de l'homme atteignent parfois un tel degré qu'il devient impossible de trouver un avantage à la poursuite de relations ; par exemple, dans le cas des Khmers rouges au Cambodge, ou du génocide au Rwanda. Étant donné que la pression de l'opinion finit par se confondre soit avec un changement de régime, soit avec une forme d'abdication, il est difficile de savoir comment procéder dans le cas de pays avec qui une relation continue est importante pour la sécurité américaine. C'est en particulier le cas de la Chine, si imprégnée du souvenir d'ingérences humiliantes de la part des sociétés occidentales.

Elle allait être un acteur majeur de la politique mondiale, et ce sans préjuger l'issue immédiate de la crise de Tiananmen. Si sa direction se consolidait, elle reprendrait son programme de réformes et deviendrait de plus en plus forte. L'Amérique et le monde se verraient alors placés devant un choix : revenir à une relation de coopération avec une grande puissance émergente, ou chercher à l'isoler pour l'inciter à adopter des orientations de politique intérieure conformes aux valeurs américaines. Mais isoler la Chine provoquerait une longue période d'affrontement avec une société qui n'avait pas cédé lorsque l'Union soviétique, sa seule source d'aide extérieure, lui avait retiré son assistance en 1959. L'administration Bush, dans les premiers mois de son mandat, continuait d'opérer à partir des postulats de la guerre froide, selon lesquels on avait besoin de la Chine comme contrepoids à l'Union soviétique. Mais à mesure que la menace soviétique s'affaiblirait, la Chine apparaîtrait de plus en plus en position de force pour faire cavalier seul, car la crainte de l'Union soviétique, qui l'avait rapprochée des États-Unis, s'estomperait.

Telles étaient les limites objectives de l'influence américaine sur les institutions intérieures de la Chine, quelle que soit l'option recherchée : l'affrontement ou la bonne intelligence. Savions-nous infléchir l'évolution intérieure d'un pays de la dimension, de la masse et de la complexité de la Chine ? Courait-on le risque qu'un effondrement de l'autorité centrale déclenche un retour aux guerres civiles qui s'étaient alors réglées par une intervention étrangère au XIX<sup>e</sup> siècle ?

Tiananmen laissa le président Bush dans une position délicate. En sa qualité d'ancien chef du bureau de liaison des États-Unis à Pékin, il



connaissait la susceptibilité des Chinois à l'égard de ce qu'ils estimaient être une ingérence de l'étranger. Fort de sa longue carrière politique, il avait aussi une compréhension aiguë des affaires intérieures américaines. Il savait que la plupart des Américains croyaient que la ligne d'action de leur pays devait chercher – comme le formulait Nancy Pelosi, alors simple représentante démocrate de Californie – « à adresser aux dirigeants de Pékin un message d'indignation clair, et fondé sur les principes moraux<sup>586</sup> ». Mais Bush savait aussi que les relations des États-Unis avec la Chine servaient des intérêts américains vitaux et indépendants du système de gouvernance de la République populaire. Il hésitait à se mettre à dos un gouvernement qui avait coopéré, depuis presque vingt ans, avec les États-Unis sur certaines des questions de sécurité les plus fondamentales du monde de la guerre froide. Comme il l'écrivit plus tard : « Pour ce peuple naturellement fier, ancien et tourné vers l'intérieur, la censure de l'étranger (de la part de peuples qu'il considérait toujours comme “barbares” et colonialistes, ignorant tout des manières chinoises) était un affront, et les mesures prises à son encontre un retour aux coercitions du passé<sup>587</sup>. » Face aux pressions de la droite comme de la gauche qui exigeaient des mesures plus vigoureuses, Bush resta droit dans ses bottes :

[N]ous ne pouvions pas détourner les yeux lorsqu'il s'agissait de droits de l'homme ou de réformes politiques ; nous pouvions en revanche faire clairement comprendre notre opinion en encourageant leurs avancées à grands pas vers le progrès (qui étaient nombreuses depuis la mort de Mao), au lieu de déclencher une interminable salve de critiques... Il s'agissait pour moi de savoir comment condamner ce que nous jugions répréhensible et réagir de façon appropriée, tout en restant engagés avec la Chine, même s'il convenait pour l'heure de « mettre en attente » nos relations<sup>588</sup>.

Bush assura son numéro d'équilibriste avec dextérité et élégance. Lorsque le Congrès imposa des mesures punitives contre Pékin, il adoucit certains angles. En même temps, pour exprimer ses convictions, il mit provisoirement en suspens, les 5 et 20 juin, les échanges gouvernementaux au plus haut niveau ; interrompit la coopération militaire et les ventes d'équipements pour la police et pour l'armée, ainsi qu'à usage mixte ;

annonça qu'il s'opposait à de nouveaux prêts de la Banque mondiale et d'autres institutions financières internationales à la République populaire. Les sanctions américaines s'harmonisaient avec les mesures adoptées par la Communauté européenne, le Japon, l'Australie et la Nouvelle-Zélande, et avec les regrets et condamnations exprimés par des gouvernements du monde entier. Le Congrès, traduisant les pressions de l'opinion, réclama des sanctions encore plus sévères, y compris législatives (qu'il aurait été plus difficile de lever que les sanctions gouvernementales imposées par le Président, et qui relevaient du pouvoir propre du chef de l'exécutif), ainsi que le vote d'une loi qui prolongerait automatiquement les visas des étudiants chinois alors présents aux États-Unis<sup>589</sup>.

Les chemins du gouvernement américain et du gouvernement chinois – qui avaient agi en alliés *de facto* pendant la plus grande partie des dix dernières années – étaient en passe de se séparer, cependant que la rancœur et les récriminations montaient de part et d'autre en l'absence de contacts au plus haut niveau. Résolu à éviter une fracture irréparable, Bush en appela à ses rapports de longue date avec Deng. Le 21 juin, il rédigea l'ébauche d'une longue lettre personnelle, s'adressant à « un ami » et court-circuitant les bureaucrates et sa propre interdiction d'échanges à cet échelon<sup>590</sup>. Dans ce qui était une habile initiative diplomatique, il exprimait son « grand respect pour l'histoire, la culture et la tradition de la Chine » et se gardait de tout terme susceptible de laisser croire à Deng qu'il lui dictait comment gouverner son pays. En même temps, il pressait son dirigeant tout-puissant de comprendre la réaction indignée de la population américaine, en y voyant une conséquence naturelle de son idéalisme :

Je vous demande aussi de vous rappeler les principes qui ont présidé à la fondation de mon pays. Ces principes sont la démocratie et la liberté – liberté d'expression, liberté de s'assembler, liberté par rapport à tout pouvoir arbitraire. C'est le respect de ces principes qui se répercute inévitablement sur le regard que les Américains portent sur les événements survenant dans d'autres pays et sur la façon dont ces derniers y répondent. Il ne s'agit pas d'une réaction d'arrogance ni du désir d'obliger autrui à adhérer à nos croyances, mais de simple foi dans la valeur perpétuelle de ces principes et dans leur universalité<sup>591</sup>.

Bush laissait entendre que lui-même manœuvrait à l'extrême limite de son influence politique intérieure :

Je laisse ce qui s'est passé aux livres d'histoire, mais je le répète, les peuples du monde ont vu, de leurs propres yeux, le tumulte et les effusions de sang dans lesquels les manifestations ont pris fin. Les divers pays ont réagi de diverses façons. Fondées sur les principes que j'ai évoqués plus haut, les décisions que j'ai prises en ma qualité de président des États-Unis ne pouvaient être évitées<sup>592</sup>.

Bush demandait à Deng de faire preuve de compassion en raison des effets que cette attitude aurait sur l'opinion américaine – et, implicitement, sur sa propre liberté de manœuvre :

Toute déclaration qui pourrait émaner de la Chine et qui s'inspirerait de déclarations plus anciennes sur la résolution pacifique de dissensions ultérieures avec les protestataires serait très bien accueillie ici. Toute clémence qui pourrait s'exercer envers les manifestants étudiants serait applaudie dans le monde entier<sup>593</sup>.

Afin d'explorer ces idées, Bush proposait d'envoyer, « en toute confidentialité », un important émissaire à Pékin pour « vous parler en toute franchise de mes convictions profondément sincères sur ces points ». Bien que n'ayant pas craint d'exprimer les perspectives divergentes des deux nations, Bush terminait par un appel à la poursuite de la coopération : « Nous ne devons pas permettre aux suites des événements tragiques qui viennent de se produire d'ébranler une relation vitale construite avec patience au cours des dix-sept dernières années<sup>594</sup>. »

Deng réagit le lendemain aux propositions de Bush, favorable à l'envoi d'un émissaire américain à Pékin. Mesure de l'importance qu'il attachait aux rapports avec la Chine et de sa confiance en Deng, Bush dépêcha Brent Scowcroft et Lawrence Eagleburger, secrétaire d'État adjoint, le 1<sup>er</sup> juillet à Pékin, soit trois semaines après la violente répression de Tiananmen. La mission fut un secret jalousement gardé, connu seulement d'une poignée de hauts responsables à Washington et de l'ambassadeur James Lilley, rappelé de Pékin pour recevoir personnellement des instructions sur la visite imminente<sup>595</sup>. Scowcroft et Eagleburger s'envolèrent pour la capitale chinoise à bord d'un avion de transport militaire C-141 banalisé ;

rien ne filtra de leur arrivée, au point que la défense aérienne chinoise aurait téléphoné au président Yang Shangkun pour savoir si elle devait abattre le mystérieux appareil<sup>596</sup>. L'avion pouvait être ravitaillé en plein vol afin d'éviter toute escale sur le trajet et embarquait son propre équipement de communications qui permettait aux passagers de joindre directement la Maison-Blanche. On se dispensa de drapeaux aux rencontres ou banquets, et les médias ne mentionnèrent pas la visite.

Scowcroft et Eagleburger rencontrèrent Deng, le Premier ministre Li Peng et le ministre des Affaires étrangères Qian Qichen. Deng fit l'éloge de Bush et lui exprima lui aussi son amitié, mais imputa aux États-Unis la tension des relations :

Ce fut un épisode stupéfiant et il est très regrettable que les États-Unis en soient trop profondément partie prenante... Nous avons senti dès le début de ces événements, il y a plus de deux mois, que les diverses composantes de la politique étrangère des États-Unis ont, de fait, mis la Chine au pied du mur. C'est notre sentiment ici... car le but de la rébellion contre-révolutionnaire était de renverser la République populaire de Chine et notre régime socialiste. Si elle devait parvenir à cet objectif, le monde en serait changé. Pour être franc, cela pourrait même conduire à la guerre<sup>597</sup>.

Parlait-il de guerre civile ou de conflit mené par des voisins dépités, en quête de revanche, ou des deux ? Deng lançait une mise en garde : « Les relations sino-américaines sont dans une situation très délicate, et l'on pourrait même dire dangereuse. » La politique américaine de mesures punitives était « en voie de conduire à la rupture des rapports », affirmait-il, même s'il gardait l'espoir qu'ils pourraient être préservés<sup>598</sup>. Puis, revenant à l'attitude traditionnelle de défiance, Deng s'étendait sur la résistance de la Chine aux pressions extérieures et sur la détermination exceptionnelle et aguerrie de ses dirigeants. « Nous nous moquons des sanctions », déclara Deng aux envoyés américains. « Elles ne nous font pas peur<sup>599</sup>. » Les Américains, ajoutait-il, « doivent comprendre l'histoire » :

Nous avons remporté la victoire qu'a signifiée la fondation de la République populaire de Chine, après vingt-deux ans de lutte et au prix de plus de vingt millions de vies humaines, une guerre menée par le

peuple chinois sous la direction du Parti communiste... Il n'existe aucune force, quelle qu'elle soit, qui puisse se substituer à la République populaire de Chine, représentée par le Parti communiste chinois. Ce n'est pas un mot vide de sens. C'est une chose qui a été démontrée et mise à l'épreuve au fil de plusieurs décennies d'expérience<sup>600</sup>.

Il incombait aux États-Unis d'améliorer les relations, soulignait Deng, citant un proverbe chinois : « Il revient à celui qui a fait le nœud de le dénouer<sup>601</sup>. » Pour sa part, Pékin n'hésiterait pas à « châtier les instigateur de la rébellion », promit-il. « Sinon, comment la RPC continuerait-elle d'exister<sup>602</sup> ? »

Scowcroft répondit en insistant sur les thèmes que Bush avait fait valoir dans ses lettres à Deng. Les liens resserrés entre les États-Unis et la Chine traduisaient les intérêts stratégiques et économiques des deux pays. Mais ils mettaient aussi en contact étroit deux sociétés de « cultures, passés et perceptions différents ». Pékin et Washington se retrouvaient à présent dans un monde où les pratiques intérieures, les émissions télévisées, pouvaient avoir un retentissement profond sur l'opinion publique américaine.

La réaction des États-Unis, argumentait Scowcroft, exprimait des valeurs profondément ancrées. Ces valeurs américaines « attestent nos propres croyances et traditions » ; elles appartiennent tout autant à la « différence entre nos deux sociétés » que la susceptibilité des Chinois à l'égard de toute ingérence de l'étranger : « Ce que le peuple américain a perçu dans les manifestations qu'il a vues – à tort ou à raison – [comme] l'expression de valeurs qui représentent ses convictions les plus chères, issues de la révolution américaine<sup>603</sup>. »

Le traitement que le gouvernement chinois avait réservé aux manifestants, concédait-il, était une « affaire entièrement interne à la Chine ». Il était pourtant « évident » qu'il déclenchait chez le peuple américain une réaction « authentique que le Président [devait] prendre en considération ». Bush était convaincu de l'importance du maintien des relations à long terme entre les États-Unis et la Chine. Mais il était tenu de respecter « les sentiments du peuple américain », qui exigeait une

manifestation concrète de la réprobation de son gouvernement. Les deux parties devraient faire preuve de tact pour gérer l'impasse<sup>604</sup>.

Sauf que l'une et l'autre avaient raison. Deng sentait que son régime était sur la sellette, Bush et Scowcroft estimaient que les valeurs fondamentales de l'Amérique se voyaient remises en question.

Le Premier ministre Li Peng et Qian Qichen insistèrent sur les mêmes points et les deux parties se séparèrent sans être parvenues au moindre accord effectif. Scowcroft expliqua l'impasse comme le font souvent les diplomates en cas de situation bloquée, en la présentant comme un succès qui avait permis de maintenir la communication : « Les deux camps avaient fait preuve de franchise et d'ouverture. Nous avons exprimé nos désaccords et chacun avait écouté l'autre, mais nous avons encore du chemin à parcourir avant de combler l'écart<sup>605</sup>. »

Les choses ne pouvaient en rester là. À l'automne 1989, les relations entre la Chine et les États-Unis avaient atteint leur point de tension culminant depuis la reprise de contact en 1971. Aucun des deux gouvernements ne souhaitait la rupture, mais aucun ne semblait non plus en position de pouvoir l'éviter. La rupture, une fois matérialisée, risquait de suivre sa propre dynamique ; on l'avait constaté lorsque la controverse sino-soviétique était passée d'une série de divergences tactiques à un affrontement stratégique. L'Amérique aurait perdu sa souplesse diplomatique. La Chine se serait vue obligée de ralentir son essor économique, voire d'y renoncer pendant une longue période, avec de graves conséquences pour sa stabilité intérieure. Les deux États auraient laissé échapper la possibilité de faire fond sur les nombreux domaines de coopération bilatérale, qui avaient considérablement augmenté à la fin des années 1980, et de joindre leurs efforts pour surmonter les crises qui menaçaient de survenir dans diverses parties du monde.

Dans ce climat de tension, j'acceptai une invitation des dirigeants chinois à me rendre à Pékin en novembre de cette même année pour me faire ma propre opinion. Le Président et le général Scowcroft furent informés de cette visite privée. Avant mon départ pour Pékin, Scowcroft me fit le point sur nos relations avec la Chine – comme il a été de règle sous toutes les autres administrations en raison de la longue histoire de

mes rapports avec ce pays. Il m'entretint des conversations avec Deng. Il ne me confia aucun message particulier, mais, si l'occasion se présentait, il espérait que je conforterais la position du gouvernement américain. Et, comme toujours, je ferais part de mes impressions à Washington.

Comme la plupart des Américains, j'avais été choqué par la répression brutale à Tiananmen. Mais, à leur différence, j'avais eu la possibilité d'observer la tâche herculéenne à laquelle Deng s'était attelé depuis quinze ans afin de remodeler son pays : amener les communistes à approuver la décentralisation et les réformes, et orienter l'insularité traditionnelle de la Chine vers la modernité et la mondialisation – une perspective qu'elle avait souvent refusée. J'avais aussi été témoin des efforts continus de Deng pour parfaire les liens sino-américains.

La Chine que je vis à cette occasion avait perdu la confiance que j'avais constatée lors de mes précédents voyages. Pendant la période de Mao, les dirigeants chinois, représentés par Zhou, avaient agi avec l'assurance que leur conféraient l'idéologie et une vision des affaires internationales étayée par une mémoire historique qui couvrait des millénaires. La Chine de la première période de Deng croyait, avec une foi presque ingénue, que le fait de surmonter le souvenir des souffrances de la Révolution culturelle la guiderait vers le progrès économique et social, fondé sur l'initiative individuelle. Mais dans les dix années qui avaient suivi la promulgation du train de réformes en 1978, la Chine avait reçu, en même temps que l'ivresse du succès, une part de sa rançon. Le passage de la planification centralisée à une prise de décision plus décentralisée avait subi des attaques constantes provenant de deux directions : la résistance d'une bureaucratie solidement établie, ayant tout intérêt à maintenir le *statu quo*, et les pressions de réformateurs impatients, pour qui le processus tardait trop à se mettre en place. La décentralisation économique avait entraîné une exigence de pluralisme dans la prise de décision politique. Et, dans ce sens, les troubles exprimaient les dilemmes insolubles du communisme réformateur.

Dans le cas de Tiananmen, les dirigeants chinois avaient choisi la stabilité politique. Ils l'avaient fait avec énormément d'hésitations, et après presque six semaines de polémique interne. Je n'entendis aucune justification des événements du 4 juin ; on les traitait comme un hasard

malheureux surgi d'on ne sait où. Abasourdis par les réactions du monde extérieur et par leurs propres divisions, ils s'inquiétaient de rétablir leur position sur la scène internationale. Malgré le talent de la Chine pour mettre l'étranger sur la défensive, mes homologues se heurtaient à une difficulté réelle. Ils ne comprenaient pas pourquoi les États-Unis s'offusquaient d'un événement qui n'avait porté atteinte à aucun bien américain, et que la Chine cantonnait dans son territoire. Ils n'avaient que faire de l'attachement historique de l'Amérique aux droits de l'homme, à les entendre une forme d'intimidation occidentale, ou la manifestation du pharisaïsme injustifié d'un pays qui avait ses propres problèmes dans ce domaine.

Durant nos entretiens, les dirigeants chinois poursuivirent leur objectif stratégique principal, en l'occurrence le rétablissement d'une relation satisfaisante avec les États-Unis. En un sens, la conversation reprit le modèle des anciennes réunions avec Zhou. Les deux sociétés retrouveraient-elles un mode de coopération ? Et, dans l'affirmative, sur quelles bases ? Les rôles se voyaient maintenant inversés. Au cours des premières rencontres, les dirigeants chinois avaient mis l'accent sur le caractère distinctif de l'idéologie communiste. Ils cherchaient à présent à faire émerger des opinions compatibles.

Deng définit le thème de base : la paix dans le monde dépendait, dans une très large mesure, de l'ordre en Chine :

Il est très facile pour le chaos de surgir du jour au lendemain. Il ne l'est pas de préserver l'ordre et le calme. Si le gouvernement chinois n'avait pas fait preuve de détermination à Tiananmen, il y aurait eu une guerre civile en Chine. Et parce que la Chine représente un cinquième de la population mondiale, son instabilité aurait provoqué une instabilité dans le monde, qui risquait même d'impliquer les grandes puissances.

L'interprétation de l'histoire traduit la mémoire d'une nation. Et pour cette génération de dirigeants, l'événement traumatisant de l'histoire de la Chine était l'effondrement du pouvoir central au XIX<sup>e</sup> siècle, qui avait ouvert la porte aux invasions du monde extérieur, à sa quasi-colonisation, ou à la concurrence coloniale, et qui avait produit des niveaux de pertes en



vies humaines proches d'un génocide lors de guerres civiles, comme la révolte des Taiping.

Une Chine stable, dit Deng, avait pour objectif de contribuer de manière constructive à un nouvel ordre international. Les rapports avec les États-Unis occupaient une place centrale. « C'est une chose », me dit Deng,

que je veux clairement préciser aux autres lorsque j'aurai pris ma retraite<sup>606</sup>. La première chose que j'ai faite après être sorti de prison fut de consacrer mon attention au développement des relations sino-américaines. Je souhaite aussi mettre fin au passé récent, afin de permettre à ces relations de revenir à la normale. J'espère pouvoir dire à mon ami, le président Bush, que nous veillerons à les élargir pendant son mandat.

L'obstacle, d'après Li Ruihuan (idéologue du Parti que les analystes rangeait dans la fraction progressiste), était que « les Américains pens[aient] mieux comprendre la Chine que les Chinois eux-mêmes ». La Chine ne pouvait cependant accepter que l'étranger lui dicte sa conduite :

Depuis 1840, les Chinois ont été soumis aux brimades de l'étranger ; ils formaient alors une société semi-féodale... Mao s'est battu sa vie durant pour dire que la Chine doit entretenir des relations d'amitié envers les pays qui nous traitent sur un pied d'égalité. En 1949, il a dit : « le peuple chinois doit se lever ». Par « se lever », il voulait dire que le peuple chinois allait être l'égal des autres nations. Nous n'aimons pas nous entendre dire ce que nous devons faire. Mais les Américains aiment demander aux autres nations d'agir dans tel ou tel sens. Le peuple chinois ne veut pas se plier aux injonctions d'autrui.

J'essayai d'expliquer au vice-Premier ministre responsable de la politique étrangère, Qian Qichen, les pressions intérieures et les valeurs qui motivaient les actions américaines. Qian ne voulut rien entendre. La Chine irait à son propre rythme, en se fondant sur son intérêt national, qui ne pouvait être prescrit par des étrangers :

QIAN : Nous nous efforçons de préserver la stabilité politique et économique, et de faire progresser les réformes et les contacts avec le

monde extérieur. Nous ne pouvons pas agir sous la pression des États-Unis. De toute façon, nous allons dans cette direction.

KISSINGER : C'est précisément ce que je disais. Tandis que vous allez dans cette direction, il pourrait exister des façons de le montrer dont vous tireriez profit.

QIAN : La Chine a entrepris une réforme économique pour son propre intérêt, non pour ce que voulaient les États-Unis.

Les relations internationales, d'après la Chine, étaient déterminées par l'intérêt et les besoins nationaux. Si les intérêts nationaux se révélaient compatibles, la coopération devenait possible, voire nécessaire. Rien ne remplaçait leur convergence. Les structures intérieures n'entraient pas en jeu – une divergence de vues que nous avons déjà rencontrée sur l'attitude à adopter envers les Khmers rouges. De l'avis de Deng, les rapports entre les États-Unis et la Chine avaient prospéré lorsque l'on avait respecté ce principe :

À l'époque où le président Nixon et vous avez décidé de rétablir nos relations, la Chine ne se battait pas seulement pour le socialisme, mais aussi pour le communisme. La bande des Quatre préférait un régime de pauvreté communiste. Vous acceptiez alors notre communisme. Il n'y a donc aucune raison, maintenant, de ne pas accepter le socialisme chinois. Le temps où les relations entre États étaient gérées en fonction de systèmes sociaux est révolu. Des pays ayant des systèmes sociaux différents sont désormais en mesure d'entretenir des relations amicales. Nous pouvons découvrir de nombreux intérêts communs entre la Chine et les États-Unis.

En d'autres temps, voir un dirigeant chinois renoncer à partir en croisade pour l'idéologie aurait été accueilli par le monde démocratique comme la preuve d'une évolution favorable. Les héritiers de Mao soutenaient maintenant que l'ère de l'idéologie avait vécu et que l'intérêt national jouait un rôle déterminant ; or des Américains de renom soulignaient la nécessité de mettre en place des institutions démocratiques pour garantir la compatibilité des intérêts nationaux. Du point de vue historique, cette proposition – quasiment un article de foi pour de nombreux analystes américains – resterait difficile à démontrer. Lorsque

la Première Guerre mondiale éclata, la plupart des États européens (parmi lesquels la Grande-Bretagne, la France et l'Allemagne) étaient régis par des institutions essentiellement démocratiques. Néanmoins le conflit – une catastrophe dont l'Europe ne s'est jamais pleinement relevée – fut approuvé avec enthousiasme par tous les parlements élus.

Mais l'estimation de l'intérêt national ne va pas non plus de soi. En matière de relations internationales, pouvoir et intérêt nationaux se révèlent parfois les éléments les plus complexes à évaluer avec précision. La majorité des guerres résultent d'une combinaison d'erreurs de jugement sur les rapports de force et les pressions intérieures. Durant la période examinée ici, des administrations américaines différentes ont proposé des réponses différentes à une énigme : comment équilibrer l'engagement envers les idéaux politiques américains et la poursuite de relations américano-chinoises pacifiques et fécondes ? L'administration de George H.W. Bush résolut de faire évoluer les orientations américaines par l'engagement ; celle de Bill Clinton, lors de son premier mandat, essaya les pressions. Toutes deux se heurtèrent à la réalité : en matière de politique internationale, les plus hautes aspirations d'une nation tendent à n'être que partiellement comblées.

L'orientation fondamentale d'une société est modelée par ses valeurs, qui définissent ses buts ultimes. En même temps, la capacité d'accepter ses limites constitue l'un des tests pour un homme d'État ; elle s'accompagne d'une capacité à évaluer les possibilités. Les théoriciens se conforment à leurs intuitions. Les hommes d'État se jugent à leur faculté d'entretenir durablement leurs idées.

Vouloir modifier, depuis l'étranger, les structures intérieures d'un pays aussi vaste que la Chine a de fortes chances de déclencher des conséquences immenses et imprévues. La société américaine ne doit jamais renoncer à son engagement envers la dignité humaine. Ce n'est pas minimiser l'importance de cet engagement que de reconnaître que les notions occidentales de droits de l'homme et de libertés individuelles ne sont pas toujours directement transférables, dans une période de temps limitée et en fonction des cycles occidentaux de la politique et de l'actualité, à une civilisation ordonnée depuis des millénaires autour de concepts différents. Et l'on ne peut pas davantage écarter la peur

traditionnelle du chaos politique des Chinois en y voyant un facteur dénué de pertinence et anachronique, qui a seulement besoin d'être « rectifié » par les lumières occidentales. L'histoire chinoise, en particulier celle des deux derniers siècles, fournit de nombreux exemples dans lesquels un éclatement de l'autorité politique – parfois inauguré avec de grands espoirs d'augmentation des libertés – éveilla les aspirations au bouleversement social et ethnique ; ce furent souvent les éléments les plus militants, et non les plus progressistes, qui l'emportèrent.

En vertu du même principe, les pays qui traitent avec l'Amérique doivent comprendre que ses valeurs fondamentales incluent le concept inaliénable des droits de l'homme et que ses appréciations sont indissociables de son idée de la pratique de la démocratie. Elle réagira obligatoirement à certains abus, même au prix d'une relation. En politique étrangère, les faits de cette nature priment parfois les calculs d'intérêt national. Aucun président américain ne peut passer outre, mais il doit les évaluer avec prudence et être conscient des conséquences indésirables. Aucun dirigeant étranger ne devrait les croire négligeables. Leur définition et leur mise en équilibre détermineront la nature des rapports de l'Amérique avec la Chine, et peut-être la paix dans le monde.

Les chefs d'État des deux camps furent placés devant ce choix en novembre 1989. Deng, toujours réaliste, suggéra de travailler à la définition d'un nouveau concept de l'ordre international, qui ferait de la non-ingérence dans les affaires intérieures un principe général de politique étrangère : « Je crois que nous devons proposer la création d'un nouvel ordre politique international. Nous n'avons pas beaucoup progressé en mettant en place un nouvel ordre économique international. C'est pourquoi nous devons à présent travailler à un nouvel ordre politique, qui respecterait les cinq principes de la coexistence pacifique. » Dont l'un proscrirait, bien sûr, l'ingérence dans les affaires intérieures des autres États<sup>607</sup>.

Au-delà de ces principes stratégiques se profilait un impondérable d'une importance cruciale. L'évaluation de l'intérêt national ne se cantonnait pas à une formule mathématique. L'attention devait se porter sur la dignité nationale et le besoin de ne pas perdre la face. Deng me pressa de transmettre à Bush son désir de parvenir à un accord avec les États-Unis,

auxquels il revenait, en leur qualité de pays le plus fort, de faire le premier geste<sup>608</sup>. La recherche d'une nouvelle phase de coopération ne pourrait pas évacuer complètement les questions des droits de l'homme. Ce fut, en définitive, Deng lui-même qui répondit à la question de savoir qui devait réamorcer le dialogue, lorsqu'il aborda le sort d'une personne précise : un dissident nommé Fang Lizhi.

### **La polémique autour de Fang Lizhi**

À l'époque de ma visite en novembre 1989, Fang Lizhi, physicien dissident, était devenu le symbole de la division entre les États-Unis et la Chine. Éloquent partisan de la démocratie parlementaire à l'occidentale et des droits individuels, il s'était depuis longtemps distingué en flirtant avec le seuil de tolérance du pouvoir. En 1957, il avait été exclu du Parti communiste dans le cadre de la campagne antidroitière, puis été condamné à un an d'emprisonnement, pendant la Révolution culturelle, pour activités « réactionnaires ». Réhabilité après la mort de Mao, Fang avait poursuivi une belle carrière universitaire, tout en s'exprimant en faveur d'une plus grande libéralisation politique. À la suite des manifestations favorables à la démocratie de 1986, il avait fait l'objet d'un nouveau rappel à l'ordre, tout en continuant à propager des appels à la réforme.

Lorsque le président Bush se rendit en Chine, en février 1989, Fang figurait sur la liste des invités que l'ambassade américaine avait recommandés pour un dîner d'État organisé par le Président à Pékin. L'ambassade estimait qu'il correspondait à l'esprit de la visite de Reagan à Moscou, où le Président avait rencontré des dissidents autodéclarés. La Maison-Blanche – probablement inconsciente de l'hostilité intense de Pékin à l'endroit de Fang – donna son feu vert. Sa présence sur la liste des invités provoqua un malentendu entre les États-Unis et le gouvernement chinois, et au sein de la nouvelle administration Bush<sup>609</sup>. L'ambassade et Pékin résolurent le problème : Fang serait placé loin des représentants du gouvernement chinois. Ce soir-là, les services de sécurité chinois interceptèrent la voiture de Fang et l'empêchèrent d'accéder au lieu de la réception.

Bien que Fang n'eût pas participé personnellement aux manifestations de la place Tiananmen, les étudiants adhéraient aux principes qu'il défendait, et l'on estimait qu'il n'échapperait pas à des représailles. Immédiatement après la répression du 4 juin, Fang et sa femme se réfugièrent à l'ambassade des États-Unis. Quelques jours plus tard, le gouvernement chinois lança un mandat d'arrêt contre eux pour « crimes de contre-propagande et incitation aux désordres avant et après les troubles récents ». Des publications officielles exigèrent que les États-Unis remettent aux autorités le « criminel à l'origine de ces violences », sous peine d'une détérioration des relations américano-chinoises<sup>610</sup>. « Nous n'avons pas eu d'autre choix que de l'accueillir », concluait Bush dans son journal, « mais les Chinois vont nous éreinter<sup>611</sup>. »

La présence de Fang dans l'ambassade fut une source de tensions perpétuelles : le gouvernement chinois ne voulait pas laisser son censeur le plus célèbre quitter le pays, de crainte qu'il ne poursuive son action depuis l'étranger ; Washington refusait de livrer un dissident qui épousait la démocratie libérale et était promis à un châtement sévère. Dans un câble à Washington, l'ambassadeur James Lilley notait à propos de Fang : « Sa présence ici nous rappelle constamment nos liens avec le "libéralisme" bourgeois et nous brouille avec le régime. Il est le symbole vivant de notre contentieux sur les droits de l'homme avec la Chine<sup>612</sup>. »

Dans sa lettre du 21 juin à Deng Xiaoping, Bush soulevait « le problème de Fang Lizhi », regrettant le « fossé très litigieux qui s'est creusé entre nous ». Il justifiait la décision américaine d'accorder l'asile à Fang – fondée, affirmait-il, sur « notre interprétation largement acceptée du droit international » – et déclarait : « Nous ne pouvons pas laisser Fang quitter l'ambassade sans avoir une quelconque assurance que sa personne ne sera pas menacée. » Bush proposait de régler l'affaire sans bruit, rappelant que d'autres gouvernements avaient résolu des problèmes du même ordre « en autorisant un départ discret en vertu d'une procédure d'expulsion<sup>613</sup> ». Mais le litige résista à toute négociation, et Fang et sa femme restèrent à l'ambassade.

Lors de son briefing avant mon départ pour Pékin, le général Scowcroft m'avait mis au courant des détails de l'affaire. Il m'enjoignit de ne pas en

parler, l'administration ayant dit tout ce qui pouvait l'être. Rien ne m'empêchait néanmoins de réagir aux initiatives chinoises dans le cadre de la ligne adoptée. J'avais suivi son conseil. Je n'avais pas évoqué l'affaire Fang Lizhi, et aucun de mes interlocuteurs chinois non plus. Lorsque j'allai le voir pour lui faire mes adieux, Deng, après quelques remarques décousues sur le problème des réformes, mit brusquement le sujet sur le tapis et l'utilisa pour suggérer un accord global. De larges extraits de cet échange restituent l'atmosphère qui régnait à Pékin six mois après Tiananmen.

DENG : J'ai parlé avec le président Bush du dossier Fang Lizhi.

KISSINGER : Comme vous le savez, le Président ignorait tout de l'invitation au banquet avant qu'elle ait déjà été rendue publique.

DENG : C'est ce qu'il m'a dit.

KISSINGER : Puisque vous avez soulevé le sujet, j'aimerais vous faire part d'une remarque. Je n'ai évoqué la question dans aucun autre de mes entretiens ici parce que je sais que c'est un dossier extrêmement sensible et qui affecte la dignité chinoise. Mais je pense que vos meilleurs amis en Amérique seraient soulagés si l'on parvenait à trouver un moyen pour le faire sortir de l'ambassade, et l'autoriser à quitter le pays. Aucune autre mesure n'impressionnerait autant l'opinion américaine que de la voir survenir avant que l'agitation ne s'intensifie.

Deng se leva alors et dévissa les microphones branchés entre son fauteuil et le mien, faisant ainsi comprendre qu'il souhaitait me parler en privé.

DENG : Avez-vous une suggestion ?

KISSINGER : Pourquoi ne pas l'expulser de Chine, et nous conviendrions que notre gouvernement ne l'utiliserait en aucune façon à des fins politiques. Nous pourrions l'encourager à gagner un pays quelconque, comme la Suède, où il serait loin du Congrès américain et de notre presse. Un arrangement de cette nature pourrait marquer profondément l'opinion américaine, plus qu'une mesure sur un point technique.

Deng réclama des garanties plus précises. Serait-il possible au gouvernement américain de « demander à Fang de confesser par écrit » des crimes relevant du droit chinois ? ou à Washington de garantir que « après son expulsion [de Chine]... Fang ne dira[it] ni ne fera[it] rien contre la Chine » ? Deng élargit le champ, demandant que Washington « prenne la responsabilité d'empêcher de nouvelles déclarations absurdes émanant de Fang et d'autres manifestants [chinois] » actuellement présents sur le sol américain. Deng cherchait une issue. Mais les mesures qu'il proposait dépassaient l'autorité légale du gouvernement américain.

DENG : Et que diriez-vous si nous l'expulsions après qu'il aurait écrit une confession de ses crimes ?

KISSINGER : Cela m'étonnerait qu'il accepte de le faire. J'étais à l'ambassade ce matin, mais je n'ai pas vu Fang.

DENG : Mais il y serait obligé si les États-Unis insistent. L'affaire a commencé à cause des gens de l'ambassade, dont certains de vos bons amis et des personnes que je considérais comme des amis<sup>614</sup>.

Et si du côté américain on demandait à Fang d'écrire une confession ? Après quoi nous pourrions l'expulser comme un délinquant ordinaire et il pourrait aller où il veut. Sinon, que diriez-vous d'une autre idée : les États-Unis se portent garants, après son expulsion, du fait que Fang ne dira ni ne fera rien contre la Chine. Il ne devra pas utiliser les États-Unis ni aucun autre pays pour s'opposer à la RPC.

KISSINGER : Permettez-moi de reprendre la première proposition. Si nous lui demandons de signer une confession, à supposer que nous puissions même le faire, l'important n'est pas ce qu'il dit dans l'enceinte de l'ambassade, mais ce qu'il dit quand il aura quitté la Chine. S'il dit que le gouvernement américain l'a contraint à des aveux, ce sera pire que s'il n'avait rien avoué. Ce qui compte, en le relâchant, c'est d'en faire un symbole de l'assurance de la Chine. Pour contredire les caricatures que beaucoup de vos adversaires en ont faites aux États-Unis.

DENG : Alors prenons la seconde proposition. Les États-Unis diraient qu'après son départ de Chine il ne ferait aucune remarque à



l'encontre de la RPC. Les États-Unis peuvent-ils s'en porter garants ?

KISSINGER : Ma foi, je vous parle en ami.

DENG : Je sais. Je ne vous demande pas de vous engager.

KISSINGER : Ce qui serait possible, c'est que le gouvernement américain accepte de n'instrumentaliser Fang en aucune façon, par exemple sur la Voix de l'Amérique ou d'une manière qui échapperait au contrôle du Président. Nous pourrions aussi promettre de lui conseiller de ne pas le faire de son propre chef. Nous pourrions convenir qu'il ne serait pas reçu par le Président, et qu'aucune institution gouvernementale américaine ne lui accorderait de statut officiel.

Ce qui amena Deng à me parler d'une lettre qu'il venait de recevoir du président Bush, proposant la visite d'un envoyé spécial pour s'entretenir avec lui du prochain sommet américain avec Gorbatchev, et pour dresser l'état des rapports sino-américains. Deng se montrait favorable à cette idée, et il l'intégra dans notre discussion sur Fang pour trouver une solution d'ensemble :

En cherchant à résoudre le dossier Fang, nous pouvons aborder aussi d'autres points afin de parvenir à une solution globale. Voici comment se présente la situation. J'ai demandé à Bush de faire le premier pas ; il me demande d'en faire autant. Je pense que si nous pouvons regrouper le tout, la question de savoir qui a bougé le premier ne se pose plus.

Le ministre des Affaires étrangères chinois, Qian Qichen, exposa l'« accord global » dans ses Mémoires :

1. La Chine autoriserait Fang Lizhi et sa femme à quitter l'ambassade américaine à Pékin pour gagner les États-Unis, ou un pays tiers ; 2) les États-Unis, de la façon qui leur conviendra, devront annoncer explicitement qu'ils lèveront les sanctions contre la Chine ; 3) les deux parties devront s'efforcer de conclure des accords sur un ou deux grands projets de coopération économique ; 4) les États-Unis devront inviter Jiang Zemin [tout juste nommé secrétaire général du Parti communiste en remplacement de Zhao Ziyang] à se rendre en visite officielle dans l'année à venir<sup>615</sup>.

Après de nouvelles considérations sur les modalités d'un exil éventuel de Fang, Deng mit fin à cette partie de l'entretien :

DENG : Bush sera-t-il satisfait et acceptera-t-il la proposition ?

KISSINGER : A mon avis elle lui plaira beaucoup.

J'espérais que Bush accueillerait favorablement cette démonstration des préoccupations des Chinois et de leur souplesse, mais je doutais que l'amélioration des relations pût être aussi rapide que Deng l'envisageait.

Une entente renouvelée entre la Chine et les États-Unis pressait d'autant plus que les bouleversements grandissants en Union soviétique et dans l'Europe de l'Est semblaient ébranler les principes des rapports triangulaires en place. L'empire soviétique se désintégrant, qu'était-il advenu de ce qui avait motivé le rapprochement entre les États-Unis et la Chine ? L'urgence de la situation se confirma quand je quittai Pékin le soir de mon entrevue avec Deng et appris, à ma première halte aux États-Unis, que le mur de Berlin était tombé, pulvérisant les principes de la politique étrangère de la guerre froide.

Les révolutions politiques de l'Europe de l'Est faillirent faire sombrer l'accord global. Quand je regagnai Washington trois jours plus tard, je rapportai ma conversation avec Deng à Bush, à Scowcroft et au secrétaire d'État, James Baker, lors d'un dîner à la Maison-Blanche. Objectivement, la conversation ne tourna pas autour de la Chine. Un sujet retenait toute l'attention de mes hôtes à ce moment-là : les répercussions de la chute du Mur et une rencontre imminente entre Bush et Gorbatchev, prévue les 2 et 3 décembre 1989 à Malte. Les deux questions exigeaient quelques décisions immédiates en matière de tactique et de stratégie à long terme. Allions-nous vers l'effondrement de l'Allemagne de l'Est, satellite où vingt divisions soviétiques étaient stationnées ? Existerait-il maintenant deux États allemands, dont une Allemagne de l'Est non communiste ? Si l'unification devenait le but à atteindre, quel type de diplomatie devrait-on appliquer ? Et quelle attitude l'Amérique allait-elle adopter vis-à-vis des prévisibles aléas ?

Dans les violents remous engendrés par l'effondrement soviétique en Europe de l'Est, l'accord global de Deng n'obtint pas la priorité dont il aurait bénéficié dans une période moins turbulente.

La mission spéciale dont j'avais discuté avec Deng ne survint qu'à la mi-décembre, quand Brent Scowcroft et Lawrence Eagleburger se rendirent à Pékin pour la seconde fois en six mois. Elle ne fut pas secrète, comme le voyage de juillet l'avait été (et l'était resté jusqu'au moment où ces lignes sont écrites), mais placée sous le signe de la discrétion pour éviter toute polémique au Congrès et dans les médias. Cependant, le camp chinois concocta une opération photo qui montrait Scowcroft portant un toast à Qian Qichen, au grand dam des États-Unis. Comme Scowcroft le rapporterait par la suite :

Lorsque les toasts rituels commencèrent à la fin du dîner de bienvenue donné par le ministre des Affaires étrangères, les équipes de télévision firent à nouveau leur apparition. Je me trouvais dans une situation délicate. Ou je poursuivais le cérémonial et l'on me voyait trinquer avec ceux que la presse qualifiait de « bouchers de Tiananmen », ou je refusais et compromettais tout l'objectif du déplacement. Je choisis la première option et m'acquis, à mon profond chagrin, une célébrité – au sens le plus négatif du terme – instantanée<sup>616</sup>.

L'incident mit en évidence les impératifs contradictoires des deux camps. La Chine voulait prouver à son opinion que son isolement prenait fin ; Washington cherchait à attirer le minimum d'attention, afin d'éviter une controverse intérieure tant qu'on ne serait pas parvenu à un accord.

Inévitablement, il fut beaucoup question de l'Union soviétique lors du voyage de Scowcroft et d'Eagleburger, bien que dans une direction totalement opposée à ce qui était devenu un classique : il ne s'agissait plus maintenant de la menace militaire de l'URSS, mais de sa faiblesse grandissante. Qian Qichen prévoyait l'implosion de l'Union soviétique, et il rappela la surprise de Pékin quand Gorbatchev, lors de sa visite en mai, au plus fort des manifestations de Tiananamen, avait requis l'aide économique de la Chine. Scowcroft rapporta plus tard la version chinoise de l'entrevue :

Les Soviétiques n'avaient pas une vision très claire de l'économie et souvent Gorbatchev ne comprenait pas ce qu'il en attendait. Qian pronostiqua que l'économie en perdition et les problèmes nationalistes

allaient déboucher sur des troubles. « Je n'ai pas vu Gorbatchev prendre la moindre mesure, ajouta-t-il. Gorbatchev avait appelé le camp chinois à la rescousse pour lui fournir des biens de consommation de première nécessité », nous dit-il. « ... [N]ous pouvons fournir des biens de consommation, eux peuvent nous payer en matières premières. Ils veulent aussi des prêts. Nous étions sidérés la première fois qu'ils ont soulevé le sujet. Nous avons accepté de leur prêter un peu d'argent<sup>617</sup>. »

Les dirigeants chinois exposèrent leur solution d'« ensemble » à Scowcroft et lièrent la libération de Fang Lizhi au retrait des sanctions américaines. L'administration préféra traiter le cas Fang comme un dossier humanitaire à régler en tant que tel.

De nouvelles secousses dans le bloc soviétique – parmi lesquelles la chute sanglante du dirigeant communiste de la Roumanie, Nicolae Ceausescu – renforcèrent le sentiment du Parti communiste chinois d'être acculé. La désintégration des États communistes d'Europe de l'Est donna aussi de nouveaux arguments à ceux qui, à Washington, soutenaient que les États-Unis devaient attendre l'effondrement, inévitable à leurs yeux, du gouvernement de Pékin. Dans ce climat, aucun camp ne se trouvait en mesure de s'écarter de ses positions. Les pourparlers sur la libération de Fang se poursuivirent par l'entremise de l'ambassade américaine, et les deux parties ne parvinrent à un accord qu'en juin 1990 – soit un an après que Fang et sa femme se furent réfugiés à l'ambassade et huit mois après que Deng eut avancé sa proposition d'accord global<sup>618</sup>.

Dans l'intervalle, le renouvellement annuel pour la Chine de la clause de la nation la plus favorisée – exigée pour les pays « ne pratiquant pas une économie de marché » aux termes de l'amendement Jackson-Vanik de 1974, qui rendait l'application de la NPF tributaire des pratiques d'émigration – fut transformé par le Congrès en tribune stigmatisant le traitement des droits de l'homme en Chine. Le débat se fondait implicitement sur l'hypothèse que tout accord avec la Chine représentait une faveur et, compte tenu des circonstances, ne cadrerait pas avec les idéaux démocratiques de l'Amérique ; les privilèges commerciaux devraient donc être liés à une avancée de la Chine vers la conception américaine des droits de l'homme et des libertés politiques. Un sentiment

d'isolement s'abattit bientôt sur Pékin, tandis que l'humeur était au triomphalisme à Washington. Au printemps 1990, alors que les gouvernements communistes tombaient en Allemagne de l'Est, en Tchécoslovaquie et en Roumanie, Deng fit circuler un avertissement sans complaisance parmi les membres du Parti :

Il doit être très clair pour tous que, dans la situation internationale présente, toute l'attention de l'ennemi se concentrera sur la Chine. Il usera de tous les prétextes pour nous causer des ennuis, pour créer des difficultés et faire pression. [La Chine a donc besoin] de stabilité, d'encore et toujours plus de stabilité. Les trois à cinq années à venir seront extrêmement difficiles pour notre parti et pour notre pays, et extrêmement importantes. Si nous tenons bon et en réchappons, notre cause progressera vite. Si nous nous effondrons, l'histoire de la Chine reculera de plusieurs dizaines d'années, voire d'un siècle<sup>619</sup>.

### **Les déclarations en 12 et 24 caractères**

À l'issue de cette année tragique, Deng décida de prendre ses dispositions pour une retraite à laquelle il aspirait depuis longtemps. Pendant les années 1980, il avait adopté de nombreuses mesures afin de mettre un terme à la pratique traditionnelle d'un pouvoir centralisé ne prenant fin qu'avec la mort du titulaire ou la perte du Mandat céleste – des critères à la fois vagues et invitant au chaos. Il avait créé un conseil consultatif de sages dans lequel il mettait d'office à la retraite les dirigeants en fin de carrière qui s'accrochaient à leur mandat. Il avait dit à des visiteurs – dont moi – que lui-même envisageait d'abandonner bientôt son poste de président de cet organe.

À partir du début de 1990, Deng entreprit de se retirer progressivement des hautes fonctions – premier dirigeant chinois des temps modernes à l'avoir fait. Tiananmen accéléra peut-être sa décision, lui permettant de surveiller la transition pendant qu'un nouveau dirigeant se mettait en place. En décembre 1989, Brent Scowcroft se trouva être le dernier visiteur étranger qu'il reçut. En même temps, il cessa d'apparaître en public. Lorsque sa mort survint en 1997, il était devenu un reclus.

À mesure qu'il se retirait de la scène, Deng résolut de soutenir son successeur en laissant derrière lui un ensemble de maximes qui le guideraient, ainsi que la génération suivante de dirigeants. En formulant ces directives aux cadres du Parti communiste, Deng recourut à une méthode traditionnelle de l'histoire chinoise. Il s'agissait de directives dépouillées et succinctes. Rédigées dans le style poétique classique, elles tenaient en deux documents : une instruction en 24 caractères et une explication en 12 caractères à l'usage des seuls hauts dignitaires. L'instruction en 24 caractères stipulait :

Observer avec attention ; assurer notre position ; traiter les affaires avec calme ; dissimuler nos capacités et prendre notre temps ; savoir user de discrétion ; et ne jamais revendiquer la prééminence<sup>620</sup>.

Suivait l'explication en 12 caractères de la ligne d'action, à usage encore plus restreint chez les dirigeants :

Les forces ennemies campent derrière les murailles. Elles sont plus fortes que nous. Nous devons être avant tout sur la défensive<sup>621</sup>.

Contre qui et quoi ? Les déclarations à multiples caractères restaient muettes sur ce point, probablement parce que Deng pouvait estimer que leurs destinataires comprendraient d'instinct que la position de leur pays était devenue précaire, sur le plan intérieur mais encore plus sur le plan international.

Les maximes de Deng évoquaient, à un niveau, la Chine historique cernée de forces éventuellement hostiles. En périodes de regain, elle dominait ceux qui l'environnaient. En périodes de déclin, elle jouait le temps, confiante quant au fait que sa culture et sa discipline politique lui donneraient la capacité de rétablir la grandeur qui lui revenait de plein droit. La déclaration en 12 caractères annonçait aux dirigeants de la Chine l'arrivée des périls. Le monde extérieur avait toujours eu du mal à traiter avec cette entité unique, distante bien qu'universelle, impressionnante bien que sujette à de brusques épisodes de chaos. À présent, le vieux leader d'un peuple ancien livrait une ultime instruction à sa société, se sentant acculé au moment même où il tentait de la réformer.

Deng ne chercha pas à rallier son peuple en jouant sur ses émotions ou sur le nationalisme chinois, comme il lui aurait été facile de le faire. Il

préféra en appeler à ses vertus millénaires : le calme devant l'adversité, une grande aptitude d'analyse à mettre au service du devoir, la discipline dans la poursuite d'un objectif commun. Son plus grand défi, comme il le voyait, résidait moins dans le fait de survivre aux épreuves esquissées dans la déclaration en 12 caractères que de préparer le futur, lorsque l'on aurait surmonté le danger immédiat.

La déclaration en 24 caractères offrait-elle des directives pour une période d'affaiblissement ou était-elle une maxime taillée dans le marbre ? Pour l'heure, la réforme de la Chine se voyait menacée par les conséquences de troubles internes et par les pressions de pays étrangers. Mais au stade suivant, lorsque la réforme aurait réussi, la croissance de la Chine risquerait de déclencher de nouvelles craintes mondiales. La communauté internationale pourrait alors chercher à l'empêcher de devenir une puissance dominante. Deng prévoyait-il, en cette période de crise majeure, que le danger le plus grave pour la Chine viendrait peut-être de son redressement ? En vertu de cette lecture, il pressait son peuple de « dissimuler [ses] capacités et de prendre [son] temps » et de ne « jamais revendiquer la prééminence » – autrement dit, de ne pas susciter les inquiétudes par un excès de confiance en lui-même.

En ces temps de flambées de troubles et d'isolement, il est très possible que Deng ait redouté que la Chine ne se consume dans sa crise contemporaine, mais aussi que son avenir dépende de la capacité des dirigeants à prendre la distance nécessaire pour identifier les risques d'une trop grande assurance. Sa déclaration concernait-elle la tâche qui attendait son pays dans l'immédiat, ou la question de savoir s'il pourrait appliquer le principe des 24 caractères lorsqu'il serait assez fort pour ne plus être tenu de l'observer ? Le futur des relations sino-américaines dépend pour une grande part de la réponse de la Chine à ces questions.

## Chapitre 16

### Quel genre de réforme ? Le « voyage dans le Sud » de Deng

En juin 1989, alors que la direction du Parti communiste ne parvenait pas à s'entendre sur les mesures à prendre, son secrétaire général Zhao Ziyang, nommé par Deng trois ans auparavant, fut limogé en raison de sa gestion de la crise, et le secrétaire du Parti de Shanghai le remplaça à la tête du Parti communiste chinois.

Jiang Zemin dut alors affronter l'une des crises les plus complexes de l'histoire de la République populaire. La Chine était isolée, menacée à l'étranger par des sanctions commerciales, et chez elle par les lendemains de troubles d'une ampleur nationale. Le communisme se désagrégeait dans tous les autres pays du monde, hormis la Corée du Nord, Cuba et le Vietnam. Des dissidents chinois particulièrement en vue s'étaient réfugiés à l'étranger, où on leur avait accordé l'asile, une écoute compatissante et la liberté de s'organiser. L'agitation avait gagné le Tibet et le Xinjiang. Le dalaï-lama était fêté à l'étranger ; la même année que Tiananmen, il reçut le prix Nobel, alors que l'on observait une recrudescence de l'attention internationale pour la cause de l'autonomie tibétaine.

Après tout bouleversement social et politique, la gouvernance doit relever un défi majeur : rétablir un sentiment de cohésion. Mais au nom de quel principe ? La réaction intérieure à la crise faisait peser une plus grave menace sur les réformes de la Chine que les sanctions venues d'ailleurs. Les membres conservateurs du bureau politique, dont le soutien avait été nécessaire à Deng pendant la crise de Tiananmen, imputaient cette phase critique à sa « ligne politique évolutionniste » et sommaient Jiang de revenir à l'orthodoxie maoïste traditionnelle. Ils allaient même jusqu'à vouloir inverser des principes directeurs qu'on aurait crus solidement en



place, telle la condamnation de la Révolution culturelle. Un membre du bureau politique du nom de Deng Liqun (ou « Petit Deng », comme on l'appelait aussi) affirma : « Si nous ne réussissons pas à combattre résolument la libéralisation ou la réforme capitaliste et l'ouverture, notre cause socialiste périra<sup>622</sup>. » Deng et Jiang soutenaient exactement des vues contraires. La structure politique de la Chine, dans l'idée qu'ils s'en faisaient, ne retrouverait un nouvel élan que si l'on accélérât le programme de réformes. Pour eux, l'amélioration du niveau de vie et la qualité accrue de la productivité constituaient les meilleures garanties de stabilité sociale.

C'est dans cette ambiance que Deng, au début de 1992, sortit de son isolement pour son ultime prestation publique. Il utilisa comme vecteur une « tournée d'inspection » dans le sud de la Chine pour préconiser la poursuite de la libéralisation économique et gagner l'opinion au leadership réformateur de Jiang. Alors que le changement stagnait et que ses protégés perdaient du terrain au profit des conservateurs de la hiérarchie du Parti, Deng, à quatre-vingt-sept ans, se mit en route avec sa fille Deng Nan et plusieurs proches collaborateurs pour visiter les centres économiques de la Chine méridionale, parmi lesquels Shenzhen et Zhuhai, deux zones économiques spéciales créées dans le cadre du programme de réformes des années 1980. Cette croisade était menée au nom du « socialisme aux caractéristiques chinoises », en l'occurrence la reconnaissance d'un rôle pour l'économie de marché, un champ ouvert aux investissements de l'étranger et l'appel à l'initiative individuelle.

À ce moment précis, Deng n'avait plus de titre officiel ni de fonction formelle. Néanmoins, tel un prédicateur itinérant, il se rendit dans les écoles, les installations de haute technologie, les entreprises modèles et autres symboles de sa vision de la réforme chinoise, stimulant ses compatriotes pour les amener à redoubler d'efforts et fixant des buts ambitieux à l'expansion économique et intellectuelle de la Chine. La presse nationale (à l'époque sous la coupe d'éléments conservateurs) ne tint d'abord aucun compte de ses allocutions. Mais des comptes rendus parus dans la presse de Hong Kong finirent par filtrer dans la Chine continentale.

Le moment venu, le « voyage dans le Sud » de Deng allait prendre une importance presque mythique, et ses discours serviraient de plan directeur aux vingt années suivantes d'orientations politiques et économiques de la Chine. Aujourd'hui encore, les panneaux d'affichage reproduisent des images et des citations de la tournée méridionale de Deng, notamment sa célèbre maxime : « Le développement est le principe absolu. »

Deng entreprit de défendre le programme de réformes contre les accusations qui y voyaient une trahison de l'héritage socialiste. La réforme économique et le développement, soutenait-il, étaient des actes foncièrement « révolutionnaires ». Il lançait une mise en garde : abandonner la réforme conduirait la Chine dans une « impasse ». Pour « gagner la confiance et le soutien du peuple », le programme de libéralisation économique devait se poursuivre « cent ans ». La réforme et l'ouverture, martelait-il, avaient permis à la République populaire d'éviter une guerre civile en 1989. Il renouvelait sa condamnation de la Révolution culturelle, affirmant qu'elle était pire qu'un échec : une sorte de guerre civile<sup>623</sup>.

L'héritier de la Chine de Mao plaidait pour les principes du marché, la prise de risque, l'initiative privée, et pour l'importance de la productivité et de l'esprit d'entreprise. Le principe de profit, selon lui, ne formulait pas une théorie qui remplaçait le marxisme, mais traduisait l'observation de la nature humaine. Le gouvernement perdrait le soutien du peuple s'il sanctionnait les entrepreneurs à cause de leur réussite. La Chine, conseillait-il, devait « être plus hardie », elle devait redoubler d'efforts et « oser expérimenter » : « Nous ne devons pas agir comme des femmes aux pieds bandés. Une fois que nous sommes certains qu'il faut faire quelque chose, nous devons oser expérimenter et ouvrir un nouveau chemin... Qui peut prétendre être sûr à 100 pour 100 de réussir et ne pas prendre de risques<sup>624</sup> ? »

Deng écartait les critiques selon lesquelles ses réformes conduisaient la Chine sur la « voie capitaliste ». Rejetant des décennies d'endoctrinement maoïste, il évoquait sa maxime bien connue : c'était le résultat qui comptait, non la doctrine qui avait présidé à son accomplissement. De même la Chine ne devait-elle pas redouter les investissements étrangers :

Au stade actuel, des entreprises financées par l'étranger en Chine sont autorisées à faire des bénéfices en accord avec les lois et les directives en vigueur. Mais le gouvernement prélève des taxes sur elles, les travailleurs en tirent des salaires, et nous apprenons la technologie et les pratiques de gestion. De plus, nous pouvons obtenir d'elles des informations qui nous aideront à ouvrir d'autres marchés<sup>625</sup>.

Deng attaquait enfin la « gauche » du Parti communiste, qui appartenait en un sens à l'histoire de ses débuts personnels, quand il avait été l'« applicateur » de Mao en créant les communes agricoles : « En ce moment, nous sommes soumis à des tendances à la fois de droite et de "gauche". Mais ce sont les tendances de "gauche" qui ont les racines les plus profondes... Dans l'histoire du Parti, ces tendances ont conduit à de sinistres conséquences. De bonnes choses ont été détruites du jour au lendemain<sup>626</sup>. »

Aiguillonnant l'amour-propre de ses compatriotes en invoquant leur orgueil national, Deng défiait la Chine d'égaliser les taux de croissance des pays voisins. En 1992, pour montrer le chemin qu'elle avait parcouru en moins de vingt ans, depuis son voyage dans le Sud, Deng exalta les vertus des « quatre grands articles » qu'il était essentiel de mettre à la disposition des consommateurs dans les campagnes : une bicyclette, une machine à coudre, une radio et une montre. L'économie de la Chine pouvait « franchir un nouveau palier en l'espace de quelques années, et ce régulièrement », déclara-t-il, et le pays réussirait si les Chinois osaient « émanciper [leur] esprit et agir librement » en répondant aux défis au fur et à mesure qu'ils se présenteraient<sup>627</sup>.

Tout reposait sur la science et la technologie. Dans l'esprit des discours novateurs qu'il prononçait depuis les années 1970, Deng répéta que les « intellectuels [faisaient] partie de la classe ouvrière » ; en d'autres termes, ils avaient leur place au Parti communiste. Dans une ouverture aux sympathisants de Tiananmen, il pressa les intellectuels en exil de regagner la Chine. S'ils possédaient des connaissances et des compétences spécialisées, ils seraient accueillis à bras ouverts, indépendamment de leurs orientations antérieures : « Il faut leur dire que, s'ils veulent apporter

leur contribution, mieux vaudrait qu'ils rentrent. J'espère que des efforts concertés seront déployés pour accélérer le progrès dans les entreprises scientifiques, technologiques et éducatives de la Chine. Nous devons tous aimer notre pays et contribuer à son essor<sup>628</sup>. »

Quel extraordinaire retournement de convictions chez le révolutionnaire octogénaire qui avait aidé à construire, parfois d'une main impitoyable, le système économique qu'il mettait maintenant à bas ! Lorsqu'il était aux côtés de Mao à Yan'an pendant la guerre civile, rien ne laissait supposer que, cinquante ans plus tard, il parcourrait son pays en préconisant de réformer la révolution même qu'il avait mise en œuvre. Jusqu'au jour où il avait achoppé avec violence sur la Révolution culturelle, Deng avait été l'un des principaux lieutenants de Mao, connu pour sa détermination.

Au fil des décennies, un changement graduel s'était produit. Deng redéfinissait désormais les critères de la bonne gouvernance à l'aune du bien-être et de l'épanouissement de chacun. Il entraînait aussi une très forte part de nationalisme dans ce souci de développement accéléré, même si Deng exigeait d'adopter des méthodes qui triomphaient dans un monde capitaliste naguère honni. Comme l'un des fils de Deng le confia plus tard à David Lampton, chercheur américain de premier plan à la tête de la commission nationale sur les relations États-Unis-Chine :

Au milieu des années 1970, mon père porta son regard sur les petits dragons à la périphérie de la Chine [Singapour, Hong Kong, Taïwan et la Corée du Sud] et sur leur économie. Ils avaient un taux de croissance de 8 à 10 % par an et devançaient considérablement la Chine dans le domaine de la technologie. Si nous devons les surpasser et reprendre la place qui nous revenait de droit dans la région et en dernier ressort dans le monde, la Chine devait se développer plus vite qu'eux<sup>629</sup>.

Pour servir sa vision du progrès, Deng défendait de nombreux principes économiques et sociaux de l'Amérique en les incluant dans son programme de réformes. Mais ce qu'il qualifiait de démocratie socialiste différait profondément de la démocratie pluraliste. Il demeura convaincu que, en Chine, les principes politiques de l'Occident allaient créer le chaos et contrarier le développement.

Mais, alors même qu'il convenait du besoin d'un gouvernement autoritaire, Deng estimait avoir essentiellement pour mission de passer le relais à une nouvelle génération qui, si son projet de développement réussissait, mettrait forcément en œuvre sa conception de l'ordre politique. Il espérait que le succès de son programme de réformes écarterait l'incitation à une évolution vers la démocratie. Mais il comprit sans nul doute que le changement qu'il provoquait s'accompagnerait inéluctablement de conséquences politiques aux dimensions encore imprévisibles. Ces défis, ses successeurs les affrontent aujourd'hui.

Pour le futur immédiat, Deng, en 1992, fixait des buts relativement modestes :

Nous devons poursuivre notre route vers le socialisme à la chinoise. Le capitalisme s'est élaboré en plusieurs siècles. Depuis quand construisons-nous le socialisme ? En outre, nous avons gaspillé vingt années. Si nous réussissons à faire de la Chine un pays moyennement développé en moins de cent ans à compter de la fondation de la République populaire de Chine, ce sera un exploit hors du commun<sup>630</sup>.

Soit à l'horizon 2049. En réalité, la Chine a fait bien mieux : en une génération.

Une dizaine d'années après la mort de Mao, la vision de la révolution permanente refaisait surface. Mais elle était d'un ordre différent, fondée sur l'initiative personnelle et non sur l'exaltation idéologique ; sur le lien avec le monde extérieur et non sur l'autarcie. Et elle allait changer la Chine de fond en comble, comme le Grand Timonier l'avait voulu, bien que dans une direction inverse à l'idée qu'il s'en faisait. C'est pourquoi, à la fin de son voyage dans le Sud, Deng esquissa son espoir de voir apparaître une nouvelle génération de dirigeants qui auraient des perspectives tout aussi novatrices. La direction du Parti communiste en place, dit-il, était trop âgée. Ayant tous dépassé la soixantaine, ils étaient mieux faits pour converser que pour décider. Les gens de son âge devaient céder la place – une concession pénible pour un militant naguère toujours sur la brèche.

J'ai tenu à prendre ma retraite parce que je ne voulais pas commettre d'erreurs l'âge venu. Les personnes âgées ont des forces

mais aussi de grandes faiblesses – elles sont souvent têtues, par exemple – et elles doivent en être conscientes. Plus elles vieillissent, plus elles doivent être modestes et veiller à ne pas faire de mauvais choix au soir de la vie. Nous devons continuer à sélectionner des camarades plus jeunes pour des postes de responsabilité et contribuer à leur formation. Ne placez pas votre confiance uniquement dans la sagesse des ans... Quand ils atteindront la maturité, nous aurons l'esprit en paix. Pour l'instant, nous sommes encore inquiets<sup>631</sup>.

En dépit de leur côté prosaïque, les prescriptions de Deng se teintaient de la mélancolie de la vieillesse ; il savait qu'il ne verrait pas les fruits de ses conseils ni de ses projets. Il avait été témoin de tant de turbulences – dont il avait été parfois à l'origine – qu'il éprouvait le besoin de laisser en héritage une période de stabilité. Malgré ses démonstrations d'assurance, il fallait une génération nouvelle pour lui permettre – selon ses propres termes – de « dormir sur ses deux oreilles ».

Le voyage dans le Sud fut la dernière prestation d'homme d'État de Deng. Il revint à Jiang Zemin et à ses collègues de mettre en œuvre ses principes. Ensuite, Deng devint de plus en plus inaccessible. Quand il mourut en 1997, Jiang avait consolidé sa position. Avec le concours de l'extraordinaire Premier ministre Zhu Rongji, le nouveau dirigeant fit fructifier l'héritage du voyage dans le Sud avec une telle habileté que, lorsque son mandat s'acheva en 2002, le débat ne portait plus sur le bien-fondé de la ligne directrice, mais sur l'impact que pouvait avoir une Chine émergente et dynamique sur l'ordre mondial et sur l'économie de la planète.

## Chapitre 17

### Un tour de montagnes russes vers une autre réconciliation : la période Jiang Zemin

À la suite de Tiananmen, les relations sino-américaines se retrouvèrent à peu de chose près à leur point de départ. En 1971-1972, les États-Unis avaient cherché à se rapprocher de la Chine, qui vivait alors les dernières phases de la Révolution culturelle, convaincus que ces relations étaient essentielles à la mise en place d'un ordre international pacifique et primaient les réticences de l'Amérique à propos de la gouvernance radicale du pays. À présent ils avaient imposé des sanctions, et le dissident Fang Lizhi avait trouvé refuge à l'ambassade américaine à Pékin. Et, à un moment où les institutions démocratiques libérales gagnaient du terrain partout dans le monde, la réforme de la structure intérieure de la Chine devenait l'un des buts politiques majeurs de l'Amérique.

J'avais rencontré Jiang Zemin lorsqu'il était maire de Shanghai. Je ne me serais certainement pas attendu à le voir s'imposer sur le devant de la scène et sortir son pays du désastre pour le conduire, comme il le fit, à l'explosion sidérante d'énergie et de créativité qui a marqué l'essor de la Chine. Bien qu'on en doutât au début, il supervisa l'une des plus fortes augmentations du PIB par habitant de l'histoire humaine, présida à la rétrocession de Hong Kong, restaura les relations de la Chine avec les États-Unis et le reste du monde, et lança le pays sur la voie qui allait le métamorphoser en centrale économique de la planète.

Peu après l'accession de Jiang à la tête de l'État, en novembre 1989, Deng était à court de mots pour me dire la haute considération qu'il avait pour le nouveau secrétaire général :

DENG : Vous avez rencontré le secrétaire général Jiang Zemin et vous aurez d'autres occasions de le faire à l'avenir. C'est un homme qui a ses idées à lui, et d'un calibre remarquable.

KISSINGER : Il m'a beaucoup impressionné.

DENG : C'est un véritable intellectuel.

Peu d'observateurs extérieurs misaient sur la réussite de Jiang. Secrétaire du Parti de Shanghai, sa gestion mesurée de l'agitation dans sa ville lui avait valu des éloges : il avait interrompu la parution d'un quotidien progressiste et influent au début de la crise, mais refusé d'instaurer la loi martiale, et les manifestations de Shanghai avaient été réprimées sans effusion de sang. Toutefois, en sa qualité de secrétaire général, il apparaissait surtout comme une figure de transition – et peut-être avait-il représenté un candidat de compromis entre le courant relativement progressiste (notamment l'idéologue du Parti, Li Ruihuan) et les conservateurs (rassemblés autour de Li Peng, le Premier ministre). Il lui manquait une base de pouvoir personnelle et influente et, à l'inverse de ses prédécesseurs, aucune aura de chef ne s'attachait à sa personne. Il fut le premier dirigeant communiste chinois sans titres de créance révolutionnaires ou militaires. Son accession au pouvoir, comme celle de ses successeurs, résultait de ses qualités d'administrateur et d'économiste. Le consensus absolu et obligatoire du bureau politique n'avait joué aucun rôle dans sa nomination. C'est ainsi, par exemple, qu'il n'affirma sa préséance sur la politique étrangère qu'en 1997, huit ans après sa désignation au poste de secrétaire général<sup>632</sup>.

Les dirigeants du Parti chinois s'étaient comportés jusque-là avec l'aura distante qui seyait à ce sacerdoce, mélange de nouveau matérialisme marxiste et de reliquats de la tradition confucéenne de la Chine. Jiang instaura un modèle différent. Contrairement à Mao le souverain philosophe, à Zhou le mandarin ou à Deng le gardien aguerri de l'intérêt de la nation, Jiang se comportait davantage en membre affable de la famille. Il se montrait simple et cordial. Mao conversait avec ses interlocuteurs depuis les hauteurs de son olympe, comme s'il avait affaire à des étudiants diplômés et qu'il sondât la correction de leurs intuitions philosophiques. Zhou menait les entretiens avec la grâce fluide et



l'intelligence supérieure du sage confucéen. Deng ramenait les discussions à leur dimension pratique, refusant de gaspiller son temps en digressions.

Jiang, lui, ne se targuait d'aucune supériorité philosophique. Il souriait, riait, racontait des anecdotes et établissait un contact physique avec ses interlocuteurs pour créer un lien. Il tirait fierté, parfois avec exubérance, de son don pour les langues et de sa connaissance de la musique occidentale. Avec ses visiteurs étrangers, il glissait volontiers des expressions anglaises, russes, voire roumaines dans ses exposés pour souligner un point – passant de but en blanc d'un riche assortiment d'idiotismes classiques chinois à des américanismes comme « *It takes two to tango*<sup>I</sup> ». Lorsque l'occasion s'y prêtait, il n'hésitait pas, dans les réunions mondaines – et parfois officielles –, à pousser la chansonnette, soit pour détourner l'attention d'un point litigieux, soit pour accentuer la camaraderie.

Les dialogues des dirigeants chinois avec des visiteurs étrangers se déroulent souvent en présence d'une cohorte de conseillers et de transpositeurs qui n'ouvrent pas la bouche et ne font passer que de très rares notes à leur chef. Jiang, au contraire, avait tendance à transformer sa phalange en chœur grec ; il lançait une idée, puis passait le relais à un conseiller pour conclure, avec une telle spontanéité qu'on avait l'impression d'avoir affaire à une équipe dont il était le capitaine. Instruit et très cultivé, Jiang amorçait un dialogue dans lequel l'opinion de son homologue, voire de ses collègues, se voyait créditée d'autant d'importance que la sienne. En ce sens, il était la personnalité la plus éloignée du style « Empire du Milieu » que j'aie rencontrée parmi les dirigeants chinois.

Au moment de son accession aux rangs supérieurs de la direction nationale de la Chine, un rapport interne du Département d'État qualifiait Jiang d'homme « courtois, énergique et parfois extravagant », et rapportait « un épisode survenu en 1987, où il avait bondi sur ses pieds dans la tribune des VIP lors des célébrations de la fête nationale à Shanghai pour diriger un orchestre symphonique dans une interprétation entraînante de l'« Internationale », à laquelle ne manquaient ni les flashes de lumière ni les nuages de fumée<sup>633</sup> ». Au cours d'une visite privée de Nixon à Pékin

en 1989, Jiang s'était brusquement levé pour déclamer l'adresse de Gettysburg en anglais.

Il existait peu de précédents d'une telle absence de décorum chez les dirigeants communistes chinois ou soviétiques. Nombre de ceux qui n'appartenaient pas au sérail sous-estimaient Jiang, prenant à tort son style d'oncle bienveillant pour de la légèreté. En réalité, c'était l'inverse. Sa bonhomie visait à préciser la ligne qu'il traçait, et ce d'autant plus irrévocablement. Lorsqu'il jugeait que les intérêts vitaux de son pays entraient en jeu, il savait se couler dans le moule de ses prédécesseurs titanesques et faire preuve de la même détermination.

Jiang était assez cosmopolite pour comprendre que la Chine allait devoir opérer *au sein* d'un ordre international, et non avec la distance hautaine ou le sentiment de supériorité de l'Empire du Milieu. Zhou en avait eu conscience, Deng aussi. Mais Zhou n'avait pu concrétiser sa clairvoyance que de manière fragmentaire en raison de la présence étouffante de Mao, et la tentative de Deng avait avorté avec Tiananmen. L'affabilité de Jiang traduisait son effort sérieux et calculé pour intégrer la Chine dans un nouvel ordre international et rétablir la confiance des autres pays envers elle, dans le but tant de l'aider à panser ses blessures internes que d'adoucir son image dans le monde. Désarmant les censeurs par ses extravagances passagères, Jiang affichait le visage positif d'un gouvernement qui travaillait à rompre son isolement sur la scène mondiale et à épargner au régime chinois le sort de son homologue soviétique.

Pour promouvoir ses objectifs internationaux, Jiang eut la chance d'avoir à ses côtés l'un des ministres des Affaires étrangères les plus habiles que j'aie jamais connus, Qian Qichen, et un haut responsable de la politique économique d'une intelligence et d'une ténacité exceptionnelles, le vice-Premier ministre (et futur Premier ministre) Zhu Rongji. Tous deux défendaient sans états d'âme l'idée que les institutions politiques de la Chine servaient au mieux ses intérêts. Tous deux croyaient aussi que son expansion continue passait par l'approfondissement de ses liens avec les institutions internationales et l'économie mondiale – y compris avec un monde occidental qui ne ménageait pas ses critiques envers les pratiques de politique intérieure chinoises. Accompagnant l'optimisme provocateur de la trajectoire définie par Jiang, Qian et Zhu multiplièrent les voyages à

l'étranger, les conférences internationales, les entretiens et les dialogues diplomatiques et économiques, affrontant souvent des auditoires sceptiques et critiques avec détermination et humour. Les observateurs chinois ne voyaient pas tous d'un bon œil ce projet d'avoir partie liée avec un monde occidental qu'ils jugeaient indifférent aux réalités du pays ; les observateurs occidentaux n'approuvaient pas tous l'idée de s'engager avec une Chine très éloignée des attentes politiques de l'Ouest. La qualité d'un homme d'État se mesure à sa gestion des ambiguïtés et non des absolus. Jiang, Qian, Zhu et leurs principaux collaborateurs réussirent à sortir leur pays de son isolement et à rétablir les liens fragiles entre la Chine et un monde occidental dubitatif.

Peu après sa nomination en novembre 1989, Jiang me convia à un entretien au cours duquel il examina les faits à travers le prisme d'un retour à la diplomatie classique. Que la réaction de la Chine à des difficultés intérieures eût provoqué la rupture des relations avec les États-Unis dépassait sa compréhension. « Il n'existe pas de gros problèmes entre la Chine et les États-Unis hormis Taïwan, insista-t-il. Nous n'avons pas de querelles de frontières ; pour la question de Taïwan, le communiqué de Shanghai a défini une bonne formule. » La Chine, souligna-t-il, ne prétendait pas que ses principes intérieurs étaient applicables à l'étranger : « Nous n'exportons pas la révolution. Mais le système social de chaque pays doit être choisi par lui. Celui de la Chine découle de notre position historique. »

Toujours est-il que la Chine poursuivrait ses réformes : « Pour ce qui concerne la Chine, la porte reste ouverte. Nous sommes disposés à réagir à tout geste positif des États-Unis. Nous avons de nombreux intérêts communs. » Mais la réforme devait être volontaire, et en aucun cas dictée de l'extérieur :

L'histoire chinoise prouve que plus de pression ne conduit qu'à plus de résistance. Puisque j'étudie les sciences naturelles, j'essaie d'interpréter les choses en fonction de leurs lois. La Chine compte 1,1 milliard d'habitants. C'est beaucoup et cela représente une masse considérable à mettre en mouvement. Il n'est pas facile de la faire aller de l'avant. En ma qualité d'ami de longue date, je vous parle en toute franchise.

Jiang me fit part de ses réflexions sur la crise de la place Tiananmen. Le gouvernement chinois ne se trouvait pas « mentalement préparé » à y faire face, m'expliqua-t-il, et le bureau politique avait commencé par être partagé. Sa version des événements comportait peu de héros – pas plus chez les dirigeants étudiants que dans le Parti, dont il déplorait l'inefficacité et les divisions devant un problème sans précédent.

Lorsque je revis Jiang presque un an plus tard, en septembre 1990, les relations avec les États-Unis restaient tendues. L'accord global liant notre assouplissement des sanctions à la libération de Fang Lizhi avait tardé à se concrétiser. En tout état de cause, les déceptions n'avaient rien de surprenant compte tenu de la définition du problème. Les défenseurs américains des droits de l'homme mettaient l'accent sur des valeurs qu'ils jugeaient universelles. Les dirigeants chinois procédaient à des ajustements fondés sur les intérêts de leur pays tels qu'ils les voyaient. Les militants américains, en particulier certaines organisations non gouvernementales, n'entendaient pas se satisfaire de mesures partielles. Pour eux, ce que Pékin considérait comme des concessions sous-entendait que leurs objectifs faisaient l'objet d'un marchandage, ce qui annulait leur caractère universel. Ils mettaient en avant des buts moraux et non pas politiques ; les dirigeants chinois focalisaient leur attention sur un processus politique permanent – surtout, mettre fin aux tensions immédiates et revenir aux relations « normales ». Ce retour à la normalité était exactement ce que les militants soit refusaient, soit exigeaient de soumettre à des conditions.

Un adjectif péjoratif a récemment surgi dans la polémique : la diplomatie classique est écartée parce que « transactionnelle ». Dans cette optique, une relation constructive à long terme avec des États non démocratiques ne peut pas être durable, presque par définition. Les défenseurs de cette théorie partent du principe qu'une paix longue et durable présuppose une communauté d'États démocratiques. C'est pourquoi l'administration Ford tout comme l'administration Clinton vingt ans plus tard échouèrent à obtenir du Congrès un compromis sur l'application de l'amendement Jackson-Vanik, alors même que l'Union soviétique et la Chine semblaient disposées à faire des concessions. Les militants exclurent toute mesure partielle, arguant qu'ils parviendraient à

leurs buts par l'usure. Jiang évoqua le problème avec moi en 1990. La Chine venait d'adopter « beaucoup de mesures », motivées en grande partie par le désir d'améliorer ses rapports avec les États-Unis :

Certaines concernent même des problèmes intérieurs purement chinois, comme la levée de la loi martiale à Pékin et au Tibet. Nous avons agi en fonction de deux considérations. La première est qu'elles témoignent de la stabilité intérieure de la Chine. Ensuite, nous ne cachons pas le fait que nous nous servons de ces mesures pour fournir une meilleure base d'entente aux relations entre les États-Unis et la Chine.

Ces initiatives, du point de vue de Jiang, n'avaient pas été payées de retour. Pékin avait rempli sa part de l'accord global proposé par Deng, mais n'avait récolté en échange que des exigences toujours nouvelles du Congrès.

Les valeurs démocratiques et les droits de l'homme forment le cœur de la croyance en elle-même de l'Amérique. Mais, comme toutes les valeurs, elles ont un caractère absolu, peu fait pour s'accommoder des nuances qui sont en général indispensables au fonctionnement de la politique étrangère. Si l'adoption des principes américains de gouvernance devient la condition centrale d'une avancée des relations dans d'autres domaines, l'impasse est inévitable. Parvenues à ce point, les deux parties se voient obligées de mettre en balance les exigences de sécurité nationale et les impératifs de leurs principes de gouvernance. Devant le refus catégorique du principe à Pékin, l'administration Clinton décida de modifier sa position, comme nous le verrons plus loin dans ce chapitre. Le problème consiste alors en l'ajustement des priorités entre les États-Unis et leur interlocuteur – autrement dit, à la diplomatie « transactionnelle » coutumière. Ou à l'épreuve de force.

Ce choix est une contingence à laquelle on ne peut se dérober. Je respecte ceux qui sont prêts à se battre pour répondre à l'impératif de propager les valeurs de l'Amérique. Mais la politique étrangère doit définir les moyens autant que les objectifs, et si les moyens mis en œuvre en viennent à outrepasser la tolérance du cadre international ou une relation jugée essentielle à la sécurité nationale, un choix s'impose. Nous ne devons pas minimiser la nature de ce choix. Le débat américain ne

saurait trouver de meilleure issue qu'en associant les deux angles d'approche : les idéalistes reconnaîtraient que les principes ont besoin d'être mis en œuvre au fil du temps, et donc parfois ajustés à la situation ; les réalistes admettraient que les valeurs ont leur réalité propre et doivent s'intégrer aux lignes d'action concrètes. Une telle démarche permettrait d'identifier les nombreuses gradations qui existent dans chaque camp ainsi que l'initiative qu'il conviendrait d'adopter pour se fondre dans celle de l'autre. Dans la pratique, ce but s'est souvent noyé dans les passions polémiques.

Dans les années 1990, les controverses intérieures américaines se répercutèrent dans les pourparlers avec les dirigeants chinois. Quarante ans après la victoire du communisme dans leur pays, ces derniers contestaient un ordre international projetant les valeurs au-delà des frontières (sacro-saint principe de la doctrine communiste en d'autres temps), cependant que les États-Unis ne démordaient pas de l'applicabilité universelle de leurs valeurs par des pressions et des éléments d'incitation, c'est-à-dire l'ingérence dans la politique intérieure d'un autre pays. Que l'héritier de Mao me fît un cours magistral sur la nature d'un système international fondé sur des États souverains ne manquait pas de piquant si l'on songeait à ce que j'avais écrit à ce propos plusieurs décennies auparavant.

Jiang mit à profit ma visite de 1990 pour me tenir ce discours. Avec les dirigeants chinois, il ne cessa d'insister sur ce qui, cinq ans plus tôt seulement, serait tombé sous le sens : la Chine et les États-Unis devaient travailler de concert à un nouvel ordre international – reposant sur des principes comparables à ceux du régime étatique européen en vigueur depuis 1648. En d'autres termes, les dispositifs intérieurs n'entraient pas dans le champ de la politique étrangère. Les relations entre les États étaient régies par des principes d'intérêt national.

Cette proposition était exactement ce qu'abandonnait la nouvelle distribution politique à l'Ouest. Le nouveau concept posait que le monde entrait dans une ère « postsouveraine » dans laquelle les normes internationales des droits humains prendraient le pas sur les prérogatives traditionnelles des États souverains. À l'inverse, Jiang et ses collègues recherchaient un monde multipolaire acceptant le type de socialisme

hybride mêlé de « démocratie populaire » de la Chine, et dans lequel les États-Unis traitaient celle-ci sur un pied d'égalité en la considérant comme une grande puissance.

Lors de ma visite suivante à Pékin, en septembre 1991, Jiang reprit le thème des axiomes de la diplomatie classique. L'intérêt national primait la réaction au comportement intérieur de la Chine :

Il n'existe pas de conflit d'intérêts fondamental entre nos deux pays. Rien ne s'oppose au retour à des relations normales. Si nous sommes en mesure de nous respecter mutuellement et si nous nous abstenons de toute ingérence dans des affaires intérieures, et si nous pouvons fonder nos relations sur l'égalité et le bénéfice mutuel, alors nous trouverons un intérêt commun.

Avec l'atténuation progressive des rivalités de la guerre froide, fit valoir Jiang, « dans la situation actuelle les facteurs idéologiques ne sont pas importants dans les relations entre États ».

Jiang profita de ma visite de septembre 1990 pour me laisser entendre qu'il avait repris toutes les fonctions de Deng – ce qui ne sautait pas encore aux yeux compte tenu de l'opacité habituelle de la structure exacte du pouvoir à Pékin :

Deng Xiaoping est au courant de votre visite. Il m'a prié de vous souhaiter la bienvenue et vous adresse ses salutations. Ensuite, il a mentionné la lettre que le président Bush lui a écrite et il a précisé deux points. Premièrement, il m'a chargé, en ma qualité de secrétaire général, de vous demander de transmettre ses salutations au président Bush. Deuxièmement, après avoir cessé ses activités l'année dernière, il m'a confié l'intégralité de la conduite de ces affaires, toujours à ce titre. Je n'ai pas l'intention d'écrire une lettre en réponse à celle du président Bush à Deng Xiaoping, mais ce que je suis en train de vous dire, bien que je le formule avec mes propres mots, est conforme à la pensée et à l'esprit de ce que Deng veut dire.

De fait, Jiang me demandait de transmettre au président que la Chine avait fait suffisamment de concessions et que la balle était maintenant dans le camp de Washington. « Pour ce qui concerne la Chine, me dit Jiang, elle a toujours chéri l'amitié entre nos deux pays. » Désormais,

déclarait-il, elle s'en tiendrait là : « La partie chinoise en a fait assez. Nous n'avons pas ménagé notre peine et nous avons fait de notre mieux. »

Jiang reprit le thème désormais traditionnel de Mao et de Deng : la Chine demeurait insensible aux pressions et elle résistait avec courage à la moindre tentative d'intimidation de la part de l'étranger. Pékin, comme Washington, devait prendre en compte la pression politique de son peuple : « Encore un point : nous espérons que la partie américaine prend note de cette réalité. Si la Chine adoptait des mesures unilatérales sans contrepartie équivalente de la part des États-Unis, le peuple chinois ne le tolérerait pas. »

### **La Chine et la désintégration de l'Union soviétique**

Un fil rouge courait dans tous ces échanges : la désintégration de l'Union soviétique. Mikhaïl Gorbatchev s'était trouvé à Pékin au moment de la crise de Tiananmen ; mais, alors même qu'une polémique intérieure déchirait la Chine, les fondations du régime soviétique se disloquaient en temps réel sur les écrans de télévision du monde entier, comme au ralenti.

Les dilemmes de Gorbatchev se révélaient encore plus torturants que ceux de Pékin. En Chine, on s'empoignait sur la façon dont le Parti communiste devait gouverner. En Union soviétique, on se querellait pour savoir s'il devait encore gouverner. En donnant à la réforme politique (*glasnost*) la priorité sur la restructuration de l'économie (*perestroïka*), Gorbatchev avait rendu inévitable la controverse sur la légitimité du régime communiste. Il en avait constaté la stagnation généralisée, mais il lui manquait l'imagination ou la compétence nécessaires pour assouplir ses rigidités innées. Les divers centres de contrôle du régime étaient devenus au fil du temps une partie du problème. Dans un système complexe, le Parti communiste, jadis l'instrument de la révolution, n'exerçait aucune autre fonction que de superviser ce qu'il ne comprenait pas : la gestion d'une économie moderne, un problème qu'il résolvait en s'associant à ce qu'il était censé diriger. L'élite communiste formait désormais une classe mandarinale de privilégiés ; officiellement en charge de l'orthodoxie nationale, elle concentrait ses efforts sur le maintien de ses avantages.



La *glasnost* était en parfaite contradiction avec la *perestroïka*. Gorbatchev inaugura, en définitive, l'effondrement du système qui l'avait façonné et auquel il devait son rang. Mais il eut le temps de redéfinir le concept de coexistence pacifique. Ses prédécesseurs l'avaient formulé, et Mao s'était brouillé avec Khrouchtchev à ce propos. Mais il leur avait paru offrir un répit temporaire avant l'ultime affrontement et la victoire. En 1986, au XXII<sup>e</sup> congrès du Parti, Gorbatchev fit de la coexistence pacifique une composante *permanente* des rapports entre le communisme et le capitalisme. C'était sa façon de réintégrer l'ordre international, dont la Russie avait été partie prenante à la période pré-soviétique.

Lors de mes visites, les dirigeants chinois s'étaient escrimés à démarquer la Chine du modèle soviétique, en particulier de Gorbatchev. Dans notre entretien de septembre 1990, Jiang insista :

Il sera vain de chercher un Gorbatchev chinois. Vos entretiens avec nous vous le montrent. Votre ami Zhou Enlai parlait souvent de nos cinq principes de coexistence pacifique. Ils sont toujours là. On ne peut pas envisager qu'il n'y ait qu'un seul ordre social dans le monde. Nous ne voulons pas imposer notre système aux autres et nous ne voulons pas que les autres nous imposent le leur.

Les dirigeants chinois affirmaient les mêmes principes de coexistence que Gorbatchev. Toutefois, ils ne s'en servaient pas pour se concilier l'Occident, à la façon du dirigeant soviétique, mais pour dresser un mur. Aux yeux de Pékin, Gorbatchev s'était mis hors jeu, voire fourvoyé. Son programme de modernisation ne méritait aucun crédit car il était mal conçu : il faisait passer la réforme politique avant la réforme économique. Du point de vue chinois, il faudrait peut-être procéder à une réforme politique le moment venu, mais seulement après une refonte de l'économie. Li Ruihuan expliquait pourquoi, en Union soviétique, une réforme des prix était vouée à l'échec : lorsqu'il existe une pénurie de presque tous les biens de consommation, une réforme des prix aboutit obligatoirement à l'inflation et à la panique. Régulièrement salué comme le « Gorbatchev de la Chine », Zhu Rongji, à l'occasion d'une visite aux États-Unis en 1990, répliquait avec insistance : « Je ne suis pas le Gorbatchev de la Chine. Je suis le Zhu Rongji de la Chine<sup>634</sup>. »

Lorsque je retournai en Chine en 1992, Qian Qichen compara l'effondrement de l'Union soviétique aux « suites d'une explosion : des ondes de choc dans toutes les directions ». La chute du régime soviétique avait indiscutablement créé un nouveau contexte géopolitique. Lorsqu'ils évaluèrent la nouvelle configuration, il apparut à Pékin et à Washington que leurs intérêts ne convergeaient pas de manière aussi manifeste qu'au temps de la quasi-alliance. À l'époque, les désaccords avaient porté principalement sur la tactique à adopter face à l'hégémonie soviétique. Maintenant que leur adversaire commun se réduisait comme peau de chagrin, les divergences entre les valeurs et les visions du monde des deux leaderships allaient devenir, inévitablement, de plus en plus flagrantes.

À Pékin, la fin de la guerre froide provoqua un mélange de soulagement et d'appréhension. Certes, les dirigeants chinois se réjouirent de la désintégration de l'adversaire soviétique. La stratégie de dissuasion active, voire offensive, de Mao et de Deng l'avait emporté. Mais, en même temps, ils ne pouvaient s'empêcher de comparer l'émiettement de l'Union soviétique avec leurs difficultés intérieures. Eux aussi avaient hérité d'un empire multiethnique ancien qu'ils s'efforçaient d'administrer en État moderne socialiste. Même si la proportion de la population non Han se révélait beaucoup moins importante en Chine (environ 10 %) que la quantité de non-Russes dans l'empire soviétique (environ 50 %), il existait des minorités ethniques de traditions différentes. De plus, ces minorités vivaient dans des régions stratégiquement sensibles, aux frontières du Vietnam, de la Russie et de l'Inde.

Dans les années 1970, aucun président des États-Unis ne se serait risqué à affronter la Chine tant que l'Union soviétique se posait en menace stratégique. Dans le camp américain, cependant, la désintégration de l'Union soviétique apparaissait en quelque sorte comme le triomphe permanent et universel des valeurs de la démocratie. Les deux partis avaient le sentiment que l'« histoire » traditionnelle était en passe de se voir supplantée : alliés et adversaires poursuivaient leur marche inexorable vers l'adoption d'une démocratie parlementaire pluripartite et du libre-échange (des institutions indissociables du point de vue américain). Aucun obstacle ne résisterait à cette vague.

Une théorie nouvelle avait vu le jour : l'importance de l'État-nation déclinait et l'ordre international allait dorénavant se fonder sur des principes transnationaux. Puisque l'on convenait que les démocraties étaient pacifiques par définition, tandis que les autocraties tendaient à la violence et au terrorisme international, favoriser un changement de régime devenait une action légitime de politique étrangère et non plus une ingérence dans les affaires intérieures.

Les dirigeants chinois rejetaient la prédiction américaine d'un triomphe de la démocratie occidentale libérale, mais ils comprenaient aussi que leur programme de réformes réclamait la coopération de l'Amérique. En septembre 1990, ils adressèrent donc par mon entremise un « message verbal » au président Bush, qui s'achevait sur un appel à celui-ci :

Pendant plus d'un siècle, le peuple chinois n'a cessé d'être malmené et humilié par des puissances étrangères. Nous ne voulons pas que cette blessure soit rouverte. Je suis convaincu, monsieur le Président, qu'en votre qualité d'ami de longue date de la Chine vous comprenez les sentiments du peuple chinois. La Chine chérit les relations amicales et la coopération sino-américaines, qui ont été difficiles à établir, mais elle chérit encore plus son indépendance, sa souveraineté et sa dignité.

Dans ce nouveau contexte, il est d'autant plus nécessaire que les relations sino-américaines reviennent à la normale sans tarder. Je suis certain que vous pouvez trouver un moyen de parvenir à ce but. Et nous ne manquerons pas de réagir comme il se doit à toutes les actions positives que vous entreprendrez dans l'intérêt de meilleures relations sino-américaines.

Désireux d'étayer ce que Jiang m'avait personnellement confié, les responsables chinois des Affaires étrangères me remirent un message écrit à transmettre au président Bush. Non signé, il tombait dans la catégorie des communications verbales écrites – plus officielles qu'un entretien, moins explicites qu'une note officielle. De plus, en m'accompagnant à l'aéroport, le vice-ministre des Affaires étrangères me tendit des réponses écrites aux éclaircissements que j'avais demandés lors de mon entrevue avec Jiang. Comme le message, elles avaient déjà été formulées au cours

de cet entretien ; me les confier sous une forme écrite attestait leur importance :

Question : Que signifie le fait que Deng ne réponde pas à la lettre du Président ?

Réponse : Deng s'est retiré des affaires l'année dernière. Il a déjà envoyé au Président un message verbal précisant que tous les pouvoirs administratifs sur ces affaires avaient été donnés à Jiang.

Question : Pourquoi la réponse est-elle verbale et non écrite ?

Réponse : Deng a lu la lettre. Mais comme il a remis ces affaires à Jiang, il a demandé à Jiang de répondre. Nous souhaitons donner au Dr Kissinger la possibilité de transmettre un message verbal au Président en raison du rôle qu'il a joué en faveur des relations américano-chinoises.

Question : Deng connaît-il la teneur de votre réponse ?

Réponse : Bien entendu.

Question : Quand vous dites que les États-Unis n'ont pas su prendre des « mesures correspondantes », à quoi pensez-vous ?

Réponse : Le plus gros problème est la poursuite des sanctions américaines contre la Chine. Il vaudrait mieux que le Président puisse les lever, voire les lever *de facto*. Les États-Unis ont aussi un avis déterminant pour les prêts de la Banque mondiale. Un autre point concerne les visites de haut niveau qui faisaient partie de l'accord global.

[...]

Question : Seriez-vous prêts à envisager un autre accord global ?

Réponse : C'est illogique, puisque le premier accord ne s'est jamais concrétisé.

De par son expérience personnelle, le président George H. W. Bush jugeait peu judicieux de mener une politique d'intervention dans la nation la plus peuplée du monde et l'État doté de la plus longue histoire d'autonomie ininterrompue. Prêt à l'ingérence dans des circonstances spéciales et au nom d'individus ou de groupes spécifiques, il estimait qu'un affrontement systématique sur la structure intérieure de la Chine compromettrait des relations vitales pour la sécurité nationale de l'Amérique.

En réponse au message verbal de Jiang, Bush fit une exception à l'interdiction des visites de haut niveau en Chine et encouragea son secrétaire d'État, James Baker, à se rendre à Pékin pour des consultations. Les relations se stabilisèrent pour une courte durée. Mais lorsque l'administration Clinton entra en fonction dix-huit mois plus tard, et pendant presque tout son premier mandat, on repartit pour un nouveau tour de montagnes russes.

### **L'administration Clinton et sa politique chinoise**

En septembre 1992, en pleine tournée électorale, Bill Clinton avait remis en question les principes de gouvernement de la Chine et reproché à l'administration Bush de « chouchouter » Pékin après Tiananmen. « La Chine ne peut pas résister indéfiniment aux forces du changement démocratique, affirmait Clinton. Elle suivra un jour la voie des régimes communistes de l'Europe de l'Est et de l'ancienne Union soviétique. Les États-Unis doivent faire tout ce qui est en leur pouvoir pour favoriser cette évolution<sup>635</sup>. »

Entré en fonctions en 1993, Clinton fit de l'« augmentation » des démocraties son principal objectif de politique étrangère. Le but, déclarait-il à l'Assemblée générale des Nations unies en septembre 1993, était « d'étendre et de consolider la communauté mondiale de démocraties fondées sur l'économie de marché » et « d'élargir le cercle des nations qui sont régies par ces institutions libres » jusqu'à ce que l'humanité ait mis en place « un monde de démocraties prospères qui coopèrent les unes avec les autres et vivent en paix<sup>636</sup> ».

La position vigoureuse du nouveau gouvernement en faveur des droits de l'homme ne visait pas à affaiblir la Chine ni à donner un avantage stratégique aux États-Unis. Elle exprimait l'idée générale d'un ordre mondial auquel on espérait que la Chine participerait en qualité de membre respecté. Dans l'esprit de l'administration Clinton, il s'agissait d'un effort sincère pour soutenir des pratiques que le Président et ses conseillers estimaient devoir être profitables à la Chine.

À Pékin, cependant, les pressions américaines, que d'autres démocraties cautionnaient, apparaissaient comme une manœuvre destinée à perpétuer la faiblesse de la Chine en s'ingérant dans ses questions intérieures, à la façon des colonialistes du XIX<sup>e</sup> siècle. Les dirigeants chinois virent dans les déclarations de la nouvelle administration une tentative capitaliste pour renverser les gouvernements communistes partout dans le monde. Ils soupçonnaient fortement les États-Unis de vouloir profiter de l'effondrement de l'Union soviétique pour accomplir la prophétie de Mao : cesser de chercher à détruire l'un des géants communistes pour « enfoncer le doigt » dans le dos de l'autre.

Au cours des auditions précédant sa confirmation au poste de secrétaire d'État, Warren Christopher formula l'ambition de transformer la Chine en termes plus retenus : les États-Unis s'emploieraient à « favoriser l'évolution pacifique de la Chine du communisme à la démocratie en encourageant les forces de libéralisation économique et politique dans ce grand pays<sup>637</sup> ». Mais cette allusion à l'« évolution pacifique » reprenait, intentionnellement ou non, les termes employés par John Foster Dulles lorsqu'il avait prévu la chute possible des États communistes. À Pékin, ils n'annonçaient pas une orientation prometteuse, mais traduisaient le dessein des Occidentaux de convertir la Chine à la démocratie capitaliste sans recourir à la guerre<sup>638</sup>. Ni les déclarations de Clinton ni celles de Christopher ne suscitèrent de débat aux États-Unis ; pour Pékin, elles tenaient de l'anathème.

Ayant jeté le gant – sans peut-être prendre la pleine mesure de son défi –, l'administration Clinton se dit prête à « interpeller » la Chine sur un large éventail de questions. Parmi celles-ci figuraient les conditions de la réforme intérieure du pays et de son intégration dans l'économie mondiale

en général. Les réticences éventuelles des dirigeants chinois à entamer un dialogue avec les hauts responsables américains qui venaient de préconiser le changement de leur régime politique ne paraissaient pas constituer un obstacle insurmontable. Le sort de cette initiative illustre les complexités et les ambiguïtés d'une telle politique.

Les dirigeants chinois ne prétendaient plus représenter la seule et unique vérité révolutionnaire à l'exportation. Ils se ralliaient désormais à l'objectif essentiellement défensif d'un monde qui ne manifestait pas d'hostilité déclarée à leur système de gouvernance ou à leur intégrité territoriale, et cherchaient à gagner du temps pour développer leur économie et résoudre leurs problèmes internes à leur propre rythme. Une position de politique étrangère sans doute plus proche de celle de Bismarck que de celle de Mao : minimale, sur la défensive, et veillant à construire des digues contre les grandes marées historiques défavorables. Mais, alors même que le courant se modifiait, les dirigeants chinois exprimaient leur ardent désir d'indépendance. Ils masquaient leur inquiétude en ne manquant aucune occasion d'affirmer haut et fort qu'ils opposeraient une résistance farouche aux pressions extérieures. Comme Jiang me l'avait répété en 1991 : « Nous ne nous soumettrons jamais aux pressions. C'est très important [*dit en anglais*]. C'est un principe philosophique. »

De même n'adhéraient-ils pas à l'interprétation selon laquelle la fin de la guerre froide inaugurerait une période d'hyperpuissance de l'Amérique. Dans un entretien de 1991, Qian Qichen avait lancé une mise en garde : le nouvel ordre international ne pourrait pas rester indéfiniment unipolaire et la Chine s'orienterait vers un monde multipolaire – en d'autres termes, elle s'emploierait à contrer la suprématie américaine. Il citait les réalités de la démographie – avec notamment une référence légèrement menaçante à l'avantage massif de la population chinoise – pour mieux se faire comprendre :

Nous estimons qu'il est impossible qu'un monde unipolaire de cette nature voie le jour. Certains semblent croire que, après la fin de la guerre du Golfe et de la guerre froide, les États-Unis peuvent faire n'importe quoi. Je ne pense pas que ce soit exact... Dans le monde musulman, il y a plus d'un milliard de personnes. La Chine a une

population d'un milliard cent millions d'habitants. Celle de l'Asie du Sud dépasse le milliard. La population de la Chine est supérieure à celles des États-Unis, de l'Union soviétique, de l'Europe et du Japon réunies. Le monde n'a donc rien perdu de sa diversité.

Le Premier ministre Li Peng formula l'évaluation sans doute la plus franche du problème des droits de l'homme. En réponse à ma présentation des trois champs d'action où des progrès me paraissaient nécessaires – droits de l'homme, transfert de technologie en matière d'armements et échanges commerciaux –, Li Peng me déclara en décembre 1992 :

Pour ce qui est des trois domaines que vous avez mentionnés, nous pouvons parler des droits de l'homme. Mais, en raison de nos grandes divergences de vues, je doute que des progrès marquants soient possibles. La notion de droits de l'homme inclut des traditions et des valeurs philosophiques. Celles de la Chine diffèrent de celles de l'Occident. Nous estimons que le peuple chinois doit jouir de plus de droits démocratiques et jouer un rôle plus important dans la politique intérieure. Mais cela doit se faire d'une façon qu'il puisse accepter.

Qu'un représentant de l'aile conservatrice de la direction chinoise reconnaisse le besoin de progresser en matière de droits démocratiques sortait de l'ordinaire. De même que la franchise avec laquelle il définissait les limites de la flexibilité chinoise : « Naturellement, sur des questions telles que les droits de l'homme, nous pouvons agir. Nous pouvons en débattre et, sans compromettre nos principes, nous pouvons adopter des mesures d'assouplissement. Mais nous ne pouvons pas parvenir à un plein accord avec l'Occident. Il ébranlerait les bases de notre société. »

Une initiative emblématique de la politique chinoise du premier mandat de Clinton précipita les choses : la Chine ne conserverait son statut de nation la plus favorisée qu'à condition de prouver des avancées dans le dossier des droits de l'homme. L'expression « nation la plus favorisée » prête à confusion ; étant donné qu'une majorité des pays se le voient octroyer, ce statut représente moins un avantage particulier que la confirmation qu'un pays jouit de privilèges commerciaux normaux<sup>639</sup>. Le concept des conditions requises pour obtenir la NPF faisait de son objectif moral une notion américaine et un système typiquement pragmatique de



récompenses et de sanctions (ou de « carottes » et de « bâtons »). Comme l'expliquait Anthony Lake, conseiller pour la sécurité nationale de Clinton, les États-Unis différeraient l'octroi d'un avantage le temps nécessaire pour obtenir un résultat, « appliquant des sanctions qui accroîtront le coût de la répression et du comportement agressif » jusqu'à ce que la direction chinoise procède à un calcul rationnel de son intérêt afin de libéraliser ses institutions intérieures<sup>640</sup>.

En mai 1993, Winston Lord, alors secrétaire d'État adjoint pour les affaires de l'Asie de l'Est et du Pacifique, et, dans les années 1970, mon collaborateur indispensable lors de l'ouverture à la Chine, se rendit à Pékin pour exposer aux responsables chinois la philosophie de la nouvelle administration. À l'issue de son séjour, il lança une mise en garde : un « progrès spectaculaire » sur les questions, entre autres, des droits de l'homme et de la non-prolifération se révélait nécessaire si la Chine voulait éviter la mise en suspens de son statut de NPF<sup>641</sup>. Pris entre un gouvernement chinois qui refusait toute soumission à des conditions, les considérant comme illégitimes, et des ténors politiques américains qui exigeaient des conditions encore plus draconiennes, il se retrouva paralysé.

Je me rendis à Pékin peu après le voyage de Lord, et je m'y heurtai à une direction chinoise qui cherchait vainement à définir un cap pour se sortir de l'impasse des conditions de la NPF. Jiang émit une « suggestion amicale » :

La Chine et les États-Unis, en leur qualité de grands pays, devraient voir les problèmes dans une perspective à long terme. L'essor économique et la stabilité sociale de la Chine servent ses intérêts, mais en font aussi un puissant élément de paix et de stabilité, en Asie et ailleurs. Je pense que les États-Unis, lorsqu'ils observent les autres pays, doivent prendre en compte leur amour-propre et leur souveraineté. Je le leur suggère en toute amitié.

Jiang tenta à nouveau de dissuader les États-Unis de voir dans la Chine une menace ou une concurrente en puissance, réduisant ainsi les incitations à vouloir lui tenir la dragée haute :

Hier, j'ai abordé la question à un colloque. J'ai aussi mentionné un article du *Times* qui laissait entendre que la Chine deviendrait un jour une superpuissance. J'ai dit et répété que la Chine ne représentera jamais une menace pour un autre pays, quel qu'il soit.

Avec le discours inflexible de Clinton et l'humeur combative du Congrès en toile de fond, Lord négocia avec le leader de la majorité au Sénat, George Mitchell, et la représentante Nancy Pelosi un compromis qui prolongeait le statut de NPF pendant un an. La décision figurait dans un décret présidentiel accommodant, non dans une législation contraignante. Elle limitait le caractère conditionnel des droits de l'homme et n'incluait pas les autres sphères de démocratisation, contrairement à ce que de nombreux parlementaires préconisaient. Mais, pour la Chine, la présence de conditions relevait d'une question de principe – exactement comme pour l'Union soviétique quand elle avait rejeté l'amendement Jackson-Vanik. Pékin refusait les conditions en soi, non leur contenu.

Le 28 mai 1993, le président Clinton signa l'ordre exécutif qui prolongeait de douze mois le statut de NPF de la Chine, après quoi il serait renouvelé ou annulé en fonction de son comportement pendant cette période. Clinton insista : la politique chinoise de l'administration s'articulerait autour de « l'exigence sans faille de progrès significatifs en matière de droits de l'homme en Chine<sup>642</sup> ». L'octroi sous condition du statut de NPF, expliqua-t-il, traduisait l'indignation des Américains devant Tiananmen et leurs « préoccupations profondes » et persistantes sur la façon dont la Chine était gouvernée<sup>643</sup>.

L'ordre exécutif usait d'une phraséologie plus dépréciative que celle d'aucune autre administration depuis les années 1960. En septembre 1993, le conseiller à la Sécurité nationale Lake laissa entendre dans un discours que, à moins d'accéder aux exigences américaines, la Chine compterait parmi ce qu'il appelait les « États réactionnaires "aux réactions brutales" » encore accrochés à des formes de gouvernance périmées et recourant à « la force militaire, [à] l'emprisonnement politique et [à] la torture », ainsi qu'à « la rigueur intolérante du racisme, du préjugé ethnique, de la persécution religieuse, de la xénophobie et de l'irrédentisme<sup>644</sup> ».

D'autres facteurs vinrent aggraver la méfiance de la Chine. Les négociations autour de son accession au GATT, l'accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (englobé plus tard dans l'Organisation mondiale du commerce ou OMC), achoppèrent sur des points importants et aboutirent à une impasse. Le désir de Pékin d'accueillir les Jeux olympiques en 2000 fut vivement attaqué. Les majorités du Sénat et de la Chambre des représentants exprimèrent leur désapprobation ; le gouvernement américain se cantonna dans un silence prudent<sup>645</sup>. La candidature échoua de très peu. L'inspection inopportune (et qui se révéla non justifiée) d'un navire chinois que les Américains soupçonnaient d'acheminer des armes chimiques en Iran attisa les tensions. Tous ces incidents, dont chacun répondait à sa propre logique, furent interprétés en Chine comme une stratégie à la Sun Tzu, qui ne reconnaît aucun fait isolé, seulement des configurations exprimant un dessein global.

Les choses se précipitèrent avec la visite du secrétaire d'État Warren Christopher à Pékin en mars 1994. Elle avait pour objectif, comme il le relata par la suite, de parvenir à une solution sur la question du statut NPF avant le mois de juin, date limite de la prolongation d'un an accordée à la Chine, et de « faire clairement comprendre aux Chinois que, compte tenu de la politique du Président, il leur restait peu de temps pour amender leur dossier sur les droits de l'homme. S'ils voulaient conserver leurs privilèges commerciaux à tarif préférentiel, ils devaient faire des progrès marquants, et vite<sup>646</sup> ».

Les responsables chinois avaient indiqué que la date de la visite tombait mal. Christopher avait prévu d'arriver le jour de l'ouverture de la session annuelle du Corps législatif, l'Assemblée nationale populaire. La présence d'un secrétaire d'État américain qui contestait le gouvernement chinois sur des problèmes de droits de l'homme promettait soit d'éclipser les délibérations de l'organe, soit d'inciter les responsables à passer à l'offensive pour prouver que les pressions de l'étranger les laissaient froids. C'était pour eux, comme Christopher le reconnut plus tard, « une tribune idéale pour montrer qu'ils entendaient tenir tête à l'Amérique<sup>647</sup> ».

Et ils le firent. Il en résulta l'une des rencontres diplomatiques les plus franchement hostiles depuis le rapprochement américano-chinois. Lord,

qui accompagnait Christopher, parla de la confrontation entre Christopher et Li Peng comme de « l’entrevue diplomatique la plus brutale » à laquelle il eût jamais assisté<sup>648</sup> – lui qui avait été à mes côtés durant toutes les négociations avec les Nord-Vietnamiens... Christopher rapporta dans ses Mémoires la réaction de Li Peng ; celui-ci avait affirmé que

la politique des droits de l’homme de la Chine ne nous regardait pas, faisant remarquer que les États-Unis avaient chez eux une quantité de problèmes de droits de l’homme qui méritaient qu’on s’en soucie... Pour s’assurer que l’étendue de leur mécontentement ne m’avait pas échappé, les Chinois annulèrent sans ménagements mon entrevue avec le président Jiang Zemin prévue plus tard dans la journée<sup>649</sup>.

Ces tensions, qui semblaient anéantir vingt années de politique constructive avec la Chine, entraînèrent au sein de l’administration une division entre les services économiques et les services politiques en charge du problème. Devant la résistance chinoise et les pressions intérieures américaines qui émanaient de compagnies traitant avec la Chine, l’administration se trouva bientôt, dans les dernières semaines avant l’échéance de la NPF, dans la position peu glorieuse d’avoir à implorer Pékin de faire suffisamment de concessions modestes pour justifier une prolongation du délai.

Peu après le retour de Christopher et compte tenu de la proximité de l’échéance qu’elle avait elle-même imposée pour le renouvellement de la NPF, l’administration renonça discrètement à sa politique de conditions. Le 26 mai 1994, Clinton annonça que son utilité avait été exploitée au maximum et que le statut de NPF de la Chine serait reconduit pour un an sans conditions pour l’essentiel. Il s’engageait à favoriser les progrès des droits de l’homme par d’autres moyens, tels que l’appui des ONG en Chine et l’encouragement de meilleures pratiques commerciales.

Clinton, il faut le répéter, était toujours fermement résolu à soutenir les orientations qui avaient nourri les relations avec la Chine pendant cinq administrations dominées par chacun des deux partis. Mais, en sa qualité de président nouvellement élu, il se montrait sensible aussi à l’opinion publique, encore plus qu’aux impondérables de l’attitude chinoise en

matière de politique étrangère. Il mit en avant la clause conditionnelle en raison de ses convictions et, surtout, parce qu'il cherchait à protéger la Chine contre le crescendo des attaques d'un Congrès décidé à lui refuser purement et simplement la NPF. Clinton estimait que la Chine « devait » à l'administration américaine des concessions sur les droits de l'homme en échange de la reprise de contacts à haut niveau et de l'octroi de la NPF. Mais les Chinois jugeaient qu'ils « avaient droit » aux mêmes contacts à haut niveau et aux mêmes modalités d'échanges commerciaux non soumis à condition que leur reconnaissent toutes les autres nations. Le retrait d'une menace unilatérale ne leur apparaissait pas comme une concession, et ils réagissaient avec une susceptibilité exceptionnelle à la moindre trace d'ingérence dans leurs affaires intérieures. Tant que les droits de l'homme resteraient le principal sujet du dialogue sino-américain, on ne sortirait pas de l'impasse. Aujourd'hui, les partisans d'une politique d'affrontement seraient bien inspirés d'étudier attentivement cet épisode.

Pendant le reste de son premier mandat, Clinton modéra les tactiques conflictuelles et mit l'accent sur un « engagement constructif ». Lord réunit à Hawaï les ambassadeurs américains en poste en Asie pour étudier une ligne d'action générale susceptible d'équilibrer les buts du gouvernement en matière de droits de l'homme et ses impératifs géopolitiques. Pékin s'engagea à reprendre le dialogue, essentiel pour le succès de la politique de réformes de la Chine et pour son appartenance à l'ONC.

Clinton, comme George H. W. Bush avant lui, comprit les inquiétudes des champions de la démocratie et des droits de l'homme. Mais, comme tous ses prédécesseurs et successeurs, il finit par prendre la mesure de la force des convictions chinoises et de la ténacité des dirigeants face à l'opinion.

Les relations entre la Chine et les États-Unis furent rapidement renouées. Jiang put enfin se rendre à Washington en 1997, et Clinton lui rendit la pareille en séjournant huit jours à Pékin en 1998. Les deux présidents firent assaut d'exubérance. Des communiqués prolixes furent publiés. Ils créèrent des organismes consultatifs, abordèrent une quantité de problèmes techniques et mirent fin à près de dix ans de climat d'affrontement.

Il manquait néanmoins à ces relations un objectif commun propre à les définir, comme celui qui avait uni Pékin et Washington dans une même opposition à l'« hégémonisme » soviétique. Les dirigeants américains ne pouvaient rester indifférents aux diverses pressions en faveur des droits de l'homme engendrées par leur politique intérieure et leurs convictions personnelles. Leurs homologues chinois continuaient d'attribuer la politique américaine, au moins pour une part, au désir d'empêcher la Chine d'acquérir le statut de grande puissance. Dans un entretien de 1995, Li Peng se fit un devoir d'apaiser les prétendues craintes de l'Amérique sur les objectifs qu'aurait entretenus une Chine en pleine renaissance : « Il est inutile que certains s'inquiètent de son expansion rapide. La Chine mettra trente ans à rattraper les pays de niveau moyen. Notre population est trop considérable. » Les États-Unis, en retour, certifiaient régulièrement qu'ils n'avaient en rien modifié leur politique d'endiguement. Ces réassurances de part et d'autre laissaient entendre que chaque camp avait la capacité de mettre en œuvre ce qui, précisément, inquiétait l'autre et qu'il se retenait de le faire. Bref, un mélange de protestations apaisantes et de menaces implicites.

### **La troisième crise du détroit de Formose**

Les tensions autour de l'octroi du statut de nation la plus favorisée étaient en voie de résorption lorsque le problème de Taïwan refit surface. Dans le cadre du marchandage tacite des trois communiqués sur lesquels reposait la normalisation des relations, Taïwan avait mis en place une économie dynamique et des institutions démocratiques. Elle était devenue membre de la Banque asiatique de développement ainsi que de l'APEC (Coopération économique pour l'Asie-Pacifique), et avait participé aux Jeux olympiques avec l'accord de Pékin. De son côté, Pékin avait avancé dès les années 1980 des propositions en vue de l'unification, prévoyant de donner une entière autonomie intérieure à Taïwan. Tant que celle-ci acceptait son statut de « Région administrative spéciale » de la République populaire (le statut juridique qu'obtiendraient bientôt Hong Kong et Macao), Pékin s'y engageait, il serait autorisé à conserver ses institutions politiques indépendantes, voire ses propres forces armées<sup>[650](#)</sup>.

Taipei accueillit avec prudence ces propositions. Mais il bénéficia de la transformation économique de la République populaire et, sur ce plan, leur interdépendance s'accrut. Les restrictions sur les échanges commerciaux et sur les investissements bilatéraux s'étant assouplies à la fin des années 1980, de nombreuses sociétés taïwanaises délocalisèrent leur production sur le continent. À la fin de 1993, Taïwan distançait le Japon, devenant la deuxième plus grande source d'investissements outre-mer de la Chine<sup>651</sup>.

Alors que l'interdépendance économique grandissait, les deux parties adoptaient des orientations politiques très divergentes. En 1987, le dirigeant vieillissant de Taïwan, Chiang Ching-kuo, avait levé la loi martiale. Il s'ensuivit une libéralisation spectaculaire des institutions intérieures de Taïwan : les restrictions sur la liberté de la presse disparurent ; les partis politiques concurrents furent autorisés à se présenter aux élections législatives. En 1994, un amendement constitutionnel posa les bases en vue de l'élection présidentielle au suffrage universel direct. Dans l'arène politique taïwanaise, de nouvelles voix dont les activités avaient pâti de la loi martiale s'élevaient à présent en faveur de l'identité nationale taïwanaise et d'une éventuelle indépendance officielle. La plus retentissante était celle de Lee Teng-hui, ténor versatile de l'économie agricole qui s'était hissé jusqu'au sommet du Parti nationaliste et en était devenu le président en 1988.

Lee incarnait tout ce que Pékin exécrait chez un haut responsable taïwanais. Il avait grandi pendant la colonisation japonaise de Taïwan, avait adopté un nom japonais, étudié au Japon et servi dans l'armée impériale pendant la Seconde Guerre mondiale. Par la suite, il avait fait des études supérieures poussées aux États-Unis, à l'université Cornell. À la différence de la plupart des dignitaires du Parti nationaliste, Lee était un Taïwanais pur jus ; il se targuait d'être « d'abord taïwanais, ensuite chinois », et se montrait un héraut fier et irréductible des institutions et de l'histoire taïwanaises<sup>652</sup>.

À l'approche des élections de 1996, Lee et son cabinet se lancèrent dans une série d'initiatives conçues point par point pour augmenter ce qu'ils appelaient l'« espace vital international » de Taïwan. Au grand embarras de Pékin (et de beaucoup à Washington), Lee enclencha avec d'autres ministres d'État une « diplomatie de vacances » qui dépêcha dans les

capitales du monde des responsables taïwanais en voyage « non officiel », parfois à l'occasion de conférences d'organisations internationales, responsables qui se débrouillaient ensuite pour être reçus avec tout l'apparat réservé aux dignitaires de l'État.

L'administration Clinton tenta de garder ses distances par rapport à ces péripéties. Lors d'une rencontre et d'une conférence de presse avec Jiang Zemin à Seattle, en novembre 1993, dans le cadre d'un sommet de l'APEC qui réunissait des nations des deux rives du Pacifique, Clinton déclara :

À l'occasion de notre rencontre, j'ai réaffirmé le soutien des États-Unis aux trois communiqués communs comme base de notre politique à l'égard d'une seule Chine...

La ligne de conduite des États-Unis envers une seule Chine est la bonne pour les États-Unis. Elle ne nous empêche pas de nous conformer à la loi sur les relations avec Taïwan, et pas davantage d'entretenir les solides relations économiques dont nous jouissons avec Taïwan. Un représentant [de Taïwan], comme vous le savez, assiste à cette conférence. Aussi, j'en profite pour préciser notre position à ce sujet. Mais je ne pense pas qu'elle soit une pierre d'achoppement importante dans nos rapports avec la Chine<sup>653</sup>.

Compte tenu des méthodes de travail de Clinton, les dirigeants taïwanais durent faire montre de réserve. Mais Lee entendait bien faire prévaloir le principe de l'identité nationale de Taïwan. En 1994, il demanda l'autorisation de s'arrêter à Hawaï pour se ravitailler en carburant alors qu'il se rendait en Amérique centrale – jamais encore un président taïwanais en exercice n'avait atterri sur le sol américain. Sa cible suivante fut la réunion de 1995 à Cornell, où il avait décroché son doctorat d'économie en 1958. À l'instigation énergique du président de la Chambre des représentants nouvellement élu, Newt Gingrich, le Congrès se prononça à l'unanimité à la Chambre et à une voix contre au Sénat pour soutenir la visite de Lee. Warren Christopher avait assuré en avril au ministre chinois des Affaires étrangères que consentir à une visite de Lee « n'entraîne pas dans la logique de la politique américaine ». Mais, face à une pression si formidable, l'administration retourna sa veste et accéda à la demande d'une visite personnelle et non officielle.



Une fois à Cornell, Lee prononça un discours qui élargissait ce que l'on entendait habituellement par « non officiel ». Après un petit rappel courtois des bons souvenirs qu'il gardait de cette université, il se lança dans un exposé vibrant sur les aspirations du peuple taïwanais à une reconnaissance en bonne et due forme de son pays. Ses formulations elliptiques, ses allusions fréquentes à son « pays » et à sa « nation », ainsi que l'évocation crue du proche trépas du communisme, firent déborder le vase chinois.

Pékin rappela son ambassadeur à Washington, remit à plus tard l'acceptation des lettres de créance de l'ambassadeur américain, James Sasser, et annula d'autres contacts officiels avec le gouvernement américain. Puis, fidèle au scénario des crises du détroit de Formose des années 1950, il procéda au large de la côte du sud-est de la Chine à des manœuvres de l'armée et des tests balistiques qui constituaient tout à la fois des éléments de dissuasion militaire et une dramaturgie politique. Dans le cadre d'une série d'exercices d'intimidation, la Chine lança des missiles dans le détroit de Formose – pour démontrer ses capacités militaires et à titre d'avertissement à l'intention des dirigeants taïwanais. Mais elle utilisa des ogives factices, signalant ainsi le caractère essentiellement symbolique des lancements.

Si la question de Taïwan restait à l'état dormant, c'était uniquement dans la mesure où personne ne contestait les trois communiqués. Ils comportaient en effet tant d'ambiguïtés que la moindre tentative de l'une ou l'autre partie pour en modifier la structure ou pour imposer son interprétation personnelle des clauses aurait compromis tout l'édifice. Pékin n'avait pas réclamé leur clarification, mais, si on lui jetait le gant, il se sentirait obligé de montrer, au minimum, que la Chine ne plaisantait pas en la matière.

Au début de juillet 1995, alors que la crise n'était encore que dans sa phase d'accélération, je me trouvais à Pékin avec une délégation de l'America-China Society, un groupe bipartisan d'anciens hauts fonctionnaires traitant avec la Chine. Le 4 juillet, nous rencontrâmes Qian Qichen, alors vice-Premier ministre, et l'ambassadeur de Chine aux États-Unis, Li Daoyu. Qian nous exposa la position chinoise : la souveraineté était non négociable.

Docteur Kissinger, soyez conscient que la Chine attache une grande importance aux relations sino-américaines, malgré nos dissensions occasionnelles. Nous espérons les voir revenir à la normale et s'améliorer. Mais il faut que les choses soient bien claires pour le gouvernement américain : il n'existe aucune marge de manœuvre sur la question de Taïwan. Nous n'abandonnerons jamais notre position et nos principes sur Taïwan.

Les relations sino-américaines en étaient maintenant au stade où l'arme favorite des États-Unis comme de la Chine consistait à interrompre les contacts à haut niveau, avec ceci de paradoxal que les deux camps se privaient du mécanisme de résolution de crise au moment où il se révélait indispensable. Après la désintégration de l'Union soviétique, chaque camp avait protesté de son amitié, moins pour rechercher une stratégie commune que pour trouver un moyen de symboliser la coopération – en l'occurrence au mépris de la réalité.

Peu après mon arrivée, les dirigeants chinois manifestèrent leur désir de parvenir à une sortie de crise pacifique par un de ces gestes subtils dans lesquels ils excellent. Avant que l'America-China Society entame son programme, je fus convié à donner une conférence dans une école secondaire de Tianjin qu'avait fréquentée naguère Zhou Enlai. Accompagné d'un haut fonctionnaire du ministère des Affaires étrangères, je fus photographié à côté d'une statue de Zhou et, en me présentant, mon accompagnateur rappela les beaux jours de la coopération étroite entre nos deux pays.

Un autre signe que rien n'était perdu nous vint de Jiang. Tandis que la controverse battait son plein de part et d'autre, je lui demandai si la déclaration de Mao selon laquelle la Chine pouvait attendre cent ans le retour de Taïwan restait valable. Non, répondit Jiang. Je m'enquis de la raison : « La promesse a été faite il y a vingt-trois ans. Maintenant, il ne reste plus que soixante-dix-sept ans. »

Le désir mutuel et avoué de dénouer les tensions se heurtait, cependant, aux lendemains de Tiananmen. Il n'y avait eu aucun dialogue à haut niveau ni aucune visite ministérielle depuis 1989 ; au cours des six dernières années, les seuls échanges de cette nature s'étaient déroulés dans les coulisses des conférences internationales ou aux Nations unies.

Paradoxalement, après les manœuvres militaires dans le détroit de Formose, le problème immédiat se fondit en partie dans une question de procédure sur les modalités d'une rencontre éventuelle entre dirigeants.

Depuis Tiananmen, les Chinois n'avaient jamais cessé de rechercher la possibilité d'une visite présidentielle à Washington. Bush et Clinton ayant tous deux éludé, l'affaire leur était restée sur le cœur. Les dirigeants chinois aussi refusaient des contacts à haut niveau tant qu'ils n'auraient pas l'assurance qu'une nouvelle visite en Amérique du président taïwanais serait évitée.

On en était revenu aux discussions de la fin de la visite secrète vingt-cinq ans auparavant, lorsque la question s'était un moment posée de savoir qui était l'hôte de qui – l'impasse s'était résolue avec une formule de Mao qui laissait toute liberté d'interprétation.

Une solution de même nature se dessina quand le secrétaire d'État Christopher et le ministre chinois des Affaires étrangères se rencontrèrent à l'occasion d'une conférence de l'ASEAN à Brunei, ce qui régla le problème du premier pas. Warren Christopher transmit des assurances – dont une lettre présidentielle encore classifiée définissant les intentions américaines – sur la venue en Amérique de dignitaires taïwanais et une invitation à Jiang pour une entrevue avec le Président.

Le sommet entre Jiang et Clinton se concrétisa en octobre, encore que sous une forme qui n'épargnait pas entièrement l'amour-propre de la Chine. Ce ne fut pas une visite d'État, il ne se tint pas à Washington, mais à New York, dans le contexte des célébrations du cinquantième anniversaire des Nations unies. Clinton rencontra Jiang au Lincoln Center, dans le cadre d'une série d'entrevues similaires avec les chefs d'État les plus importants présents à la session de l'ONU. La visite d'un président chinois à Washington au lendemain de manœuvres militaires chinoises dans le détroit de Formose aurait suscité trop d'hostilité.

Dans ce climat d'ambivalence qui ne faisait ni vainqueur, ni vaincu – alternant les ouvertures déguisées et les reculades mitigées –, les élections parlementaires à Taïwan, fixées au 2 décembre 1995, firent de nouveau monter la température. Pékin entama un nouveau cycle d'exercices militaires au large de la province de Fujian, et les trois forces armées

procédèrent à des manœuvres conjointes simulant un débarquement amphibie en territoire hostile. Celles-ci s'accompagnèrent d'une campagne de guerre psychologique tout aussi agressive. La veille des élections législatives, l'APL annonça une nouvelle série pour mars 1996, juste avant l'élection présidentielle taïwanaise<sup>654</sup>.

À l'approche de celle-ci, des tests balistiques « encadrant » Taïwan frappèrent des cibles à la limite des eaux territoriales d'importantes villes portuaires au nord-est et au sud-ouest de l'île. Les États-Unis réagirent par le plus grand déploiement de force dirigé contre la Chine depuis le rapprochement de 1971, envoyant deux groupes de combat sur le porte-avions *Nimitz* vers le détroit de Formose sous prétexte d'éviter une « météo défavorable ». En même temps, avec une marge de manœuvre très étroite, Washington assura à la Chine qu'il ne modifiait pas sa politique à son égard et mit en garde Taïwan contre tout acte de provocation.

Au bord du précipice, Washington et Pékin reculèrent tous deux, conscients de ne pas avoir de buts de guerre pour lesquels se battre ni de conditions à imposer susceptibles de modifier une réalité flagrante, à savoir (pour citer Madeleine Albright) que la Chine est un pays « trop grand pour qu'on l'ignore, trop autoritaire pour qu'on le courtise, difficile à influencer et d'une fierté extrême<sup>655</sup> ». De son côté, l'Amérique était trop puissante pour subir des contraintes et trop attachée à des relations constructives avec la Chine pour en avoir besoin. Une Amérique superpuissante, une Chine dynamique, une planète mondialisée et le déplacement graduel du centre de gravité des affaires du monde de l'Atlantique au Pacifique exigeaient des rapports pacifiques et de coopération. Dans le sillage de la crise, les relations entre la Chine et les États-Unis s'améliorèrent sensiblement.

Au moment où elles se rapprochaient de leur niveau antérieur, une nouvelle crise les ébranla avec la soudaineté d'un coup de tonnerre à la fin d'une journée d'été. Pendant la guerre du Kosovo, en mai 1999, à un point par ailleurs culminant des relations américano-chinoises, un bombardier B-2 américain basé dans le Missouri détruisit l'ambassade de Chine à Belgrade. Une tornade de protestations balaya la Chine. Les étudiants et le gouvernement parurent s'unir dans l'expression d'une même colère devant cette nouvelle preuve, à leurs yeux, du mépris de l'Amérique pour la

souveraineté de la Chine. Jiang parla de « provocation délibérée », ajoutant sur un ton de défi qui révélait une inquiétude latente : « La grande République populaire de Chine ne se laissera jamais intimider, la grande nation chinoise ne sera jamais humiliée et le grand peuple chinois ne sera jamais conquis<sup>656</sup>. »

Aussitôt informée, la secrétaire d'État Madeleine Albright demanda à l'adjoint du chef d'état-major des armées de l'accompagner à l'ambassade de Chine à Washington, bien qu'on fût au beau milieu de la nuit, pour exprimer les regrets du gouvernement américain<sup>657</sup>. Cependant, Jiang se sentit obligé, compte tenu de l'humeur de son opinion publique, d'exprimer son indignation personnelle, mais en l'utilisant ensuite pour modérer les réactions de la population (adoptant la même stratégie que les présidents américains sur le problème des droits de l'homme).

À l'exaspération des Chinois, le camp américain opposa que la Chine n'avait pas à être ménagée. Les deux attitudes traduisaient des convictions profondes et illustraient les possibilités d'affrontement dans des rapports que la politique étrangère moderne soumettait à des tensions réciproques et conflictuelles partout dans le monde. Les deux gouvernements reconnaissaient leur besoin de coopérer, mais ils ne pouvaient avoir la haute main sur leurs empiétements respectifs – l'éternelle gageure des liens sino-américains.

### **Renaissance de la Chine et réflexions de Jiang**

Au milieu des crises relatées ci-dessus, les années 1990 furent une période de croissance économique sidérante pour la Chine, accompagnée d'une transformation de son rôle mondial. Dans les années 1980, le « Réformer et s'ouvrir » en était resté pour une part au stade de grand dessein : des effets visibles, mais dont la profondeur et la longévité restaient sujets à débat. En Chine même, cette orientation continuait de faire débat ; au lendemain de Tiananamen, certaines élites universitaires et politiques du pays préconisaient un repli sur soi et une réduction des liens économiques de la Chine avec l'Occident (une tendance que Deng se sentit obligé de rectifier par son voyage dans le Sud). Lorsque Jiang entra en

fonctions, un secteur en grande partie non réformé d'entreprises étatisées sur le modèle soviétique constituait plus de 50 % de l'économie<sup>658</sup>. Les liens de la Chine avec le commerce mondial restaient hésitants et fragmentaires. Les sociétés étrangères s'interrogeaient encore sur d'éventuels investissements dans le pays ; leurs homologues chinoises s'aventuraient rarement au-delà des frontières.

Au terme de la décennie, ce qui paraissait naguère une perspective aléatoire était devenu une réalité. Tout au long de ces dix années, la Chine avait enregistré un taux de croissance jamais inférieur à 7 % par an, et souvent à deux chiffres, soit une augmentation du PIB par habitant qui compte parmi les plus soutenues et les plus élevées de l'histoire<sup>659</sup>. À la fin des années 1990, le revenu moyen avait approximativement triplé par rapport à son niveau de 1978 ; dans les zones urbaines, onregistra une flambée encore plus spectaculaire, à peu près cinq fois supérieure au niveau de 1978<sup>660</sup>.

Parallèlement à tous ces changements, les échanges commerciaux de la Chine avec les pays voisins étaient en plein essor, et celle-ci jouait un rôle économique régional de plus en plus central. Elle maîtrisa une période dangereusement inflationniste au début des années 1990, mettant en place des contrôles de capitaux et un programme d'austérité fiscale grâce auxquels, estime-t-on, elle évita les pires effets de la crise financière asiatique de 1997-1998. Pour la première fois rempart de croissance et de stabilité en un temps de crise économique, la Chine inaugura un rôle inhabituel : elle qui recevait naguère les prescriptions de l'étranger, souvent de l'Occident, en matière de politique économique, elle se trouva de plus en plus en mesure d'adopter ses solutions personnelles et indépendantes – et de prodiguer des secours d'urgence aux économies en déconfiture. En 2001, le succès de sa candidature pour l'accueil des Jeux olympiques de 2008 à Pékin et la conclusion des négociations faisant d'elle un membre de l'OMC consolidèrent son nouveau statut.

Un recalibrage de la doctrine politique intérieure de la Chine alimenta cette transformation. Poursuivant son avancée sur la voie réformiste que Deng avait tracée, Jiang entreprit d'élargir la notion de communisme en ne la réservant plus à une élite de choix fondée sur la classe, pour y accueillir

un spectre plus diversifié de la société. Il détailla sa théorie, bientôt appelée les « Trois Représentations », au XVI<sup>e</sup> congrès du Parti en 2002 – le dernier auquel il assisterait en qualité de président, à la veille du premier transfert pacifique de pouvoir de l’histoire chinoise moderne. Cette théorie exposait les raisons pour lesquelles le Parti communiste, qui s’était acquis le soutien au moyen de la révolution, devait maintenant représenter aussi les intérêts de ses anciens ennemis idéologiques, parmi lesquels les entrepreneurs. Jiang ouvrait le Parti aux hommes d’affaires de premier plan, démocratisant sa gouvernance interne dans ce qui restait toujours un État à parti unique.

Au fil de ce changement, la Chine et les États-Unis devenaient des partenaires économiques de plus en plus indissociables. Au début des années 1990, le volume total du commerce américain avec la Chine continentale ne représentait encore que la moitié des échanges avec Taïwan. À la fin de la décennie, les échanges commerciaux entre les États-Unis et la Chine avaient quadruplé, et les exportations chinoises vers l’Amérique septuplé<sup>661</sup>. Les multinationales américaines considéraient la Chine comme une composante essentielle de leur stratégie commerciale, à la fois en tant que lieu de production et en tant que marché monétaire de plus en plus indépendant. La Chine, en retour, utilisait ses disponibilités croissantes pour investir dans des bons du Trésor américain (elle deviendrait en 2008 le principal détenteur étranger de la dette américaine).

Dans tous ces domaines, la Chine était en passe d’acquérir un nouveau rôle mondial, possédant des intérêts partout sur la planète et intégrée comme jamais auparavant dans les courants politiques et économiques de la scène internationale. Deux siècles après les premières négociations sur les échanges commerciaux et la reconnaissance diplomatique, placées sous le signe du malentendu de part et d’autre, la Chine et l’Occident avaient conscience d’aborder une nouvelle étape de leurs interactions, qu’ils fussent préparés ou non aux difficultés qu’elles allaient poser. Comme l’observait en 1997 le vice-Premier ministre de la Chine en place, Zhu Rongji : « Jamais encore dans l’histoire la Chine n’a entretenu de communications et des échanges si fréquents avec le reste du monde<sup>662</sup>. »

En des périodes plus anciennes – comme celle de Macartney ou même celle de la guerre froide –, un « monde chinois » et un « monde occidental » étaient entrés en interaction en de rares occasions et à un rythme très progressif. À présent, la technologie moderne et l'interdépendance économique empêchaient, pour le meilleur ou pour le pire, de gérer les relations à un pas si mesuré. En conséquence, les deux parties se voyaient placées dans une situation quelque peu paradoxale : elles avaient infiniment plus de possibilités de se comprendre mais, en même temps, de nouvelles occasions d'empiéter chacune sur les sensibilités de l'autre. La mondialisation qui les avait rapprochées risquait aussi d'exacerber plus souvent et plus vite les tensions en cas de crise.

Comme il approchait du terme de ses fonctions, Jiang exprima sa conscience du danger d'une manière personnelle, presque sentimentale, rarement observée chez les dirigeants chinois, habituellement distants, dogmatiques et réservés. Ce fut à l'occasion d'une rencontre en 2001 avec quelques membres de l'America-China Society. Jiang vivait la dernière de ses douze années de présence aux affaires, mais il était déjà en proie à la nostalgie de ceux qui abandonnent une activité dans laquelle, par définition, toutes les décisions font la différence pour un monde dont ils ne seront bientôt plus, en grande partie, que des spectateurs. Il avait présidé à une période de turbulences qui avait débuté avec une Chine considérablement isolée sur la scène internationale, au moins parmi les États démocratiques avancés, les pays où elle avait le plus besoin d'appliquer son programme de réformes.

Jiang avait surmonté ces défis. La coopération avec l'Amérique avait été renouée. Le programme de réformes s'accélérait et produisait le taux de croissance inouï qui, en moins de dix ans, allait transformer la Chine en une puissance financière et économique mondiale. Une décennie qui avait commencé dans le tumulte et le doute s'était métamorphosée en une période de réussites prodigieuses.

Dans toute l'histoire haute en couleur de la Chine, on ne relevait aucune tentative pour participer à un ordre mondial, que ce soit de concert avec une autre superpuissance ou en s'y opposant. Or la superpuissance en question, les États-Unis, manquait aussi d'expérience en la matière, à supposer que l'aventure la tentât. Un nouvel ordre international ne



manquerait pas d'apparaître, à dessein ou par défaut. Il restait à savoir, pour les deux pays, quelle en serait la nature et quelles mesures présideraient à son avènement. Tous deux en feraient activement partie, en partenaires ou en adversaires. Leurs dirigeants de l'heure professaient leur alliance, mais aucun n'avait encore réussi à la définir ni à construire des abris contre les orages éventuels.

Jiang se voyait à présent confronté à un siècle nouveau et à une autre génération de dirigeants américains. Les États-Unis avaient un nouveau président, le fils de George H. W. Bush, qui avait occupé les plus hautes fonctions au moment où Jiang avait été subitement porté à la tête de son pays par des événements que nul n'aurait pu prévoir. Ses relations avec l'hôte de la Maison-Blanche commencèrent par une nouvelle escarmouche que personne ne cherchait. Le 1<sup>er</sup> avril 2001, un avion de reconnaissance américain qui longeait la côte de la Chine à la limite des eaux territoriales fut pris en chasse par un appareil de l'armée chinoise, avec lequel il entra en collision à proximité de l'île de Hainan, au large de la côte sud. Jiang et Bush refusèrent de laisser l'incident torpiller leurs relations. Le surlendemain, Jiang partit pour l'Amérique du Sud, un voyage prévu de longue date, signalant ainsi qu'en sa qualité de chef de la Commission militaire centrale il ne prévoyait aucune mesure de crise. Bush exprima ses regrets, non pour le vol de reconnaissance, mais pour la mort du pilote chinois.

Jiang semblait pressentir le danger d'incidents fortuits lorsqu'il rencontra les membres de l'America-China Society et s'embarqua dans les méandres d'une déclaration à première vue décousue, citant des poèmes chinois, émaillant soudain ses réflexions de phrases en anglais, portant aux nues les rapports sino-américains. Cette prolixité traduisait toutefois un espoir et un dilemme : l'espoir que les deux pays trouveraient une formule commune pour éviter les turbulences engendrées par le dynamisme même de leurs sociétés – et la crainte qu'ils ne laissent passer l'occasion de le faire.

Ses remarques d'ouverture s'attachèrent à souligner l'importance des relations sino-américaines : « Je ne cherche pas à flatter notre vanité, mais une bonne coopération entre les États-Unis et la Chine est importante pour le monde. Nous ferons de notre mieux pour y parvenir [*cela dit en*

*anglais*]. C'est important pour le monde entier. » Mais s'il s'agissait du « monde entier », existait-il des dirigeants vraiment qualifiés pour traiter avec lui ? Jiang souligna que son éducation, après le confucianisme traditionnel des débuts, s'était poursuivie dans le système occidental, puis dans des écoles de l'ancienne Union soviétique. Il conduisait à présent la transition d'un pays qui traitait avec toutes ces cultures.

La Chine et les États-Unis butaient sur un problème immédiat : l'avenir de Taïwan. Jiang n'usa pas du discours auquel nous étions désormais accoutumés. Ses remarques portèrent plutôt sur la dynamique interne du dialogue et sur la possibilité qu'elle échappe à tout contrôle, indépendamment des intentions des dirigeants, que leurs opinions publiques pouvaient inciter à prendre des mesures qu'ils auraient préféré éviter : « Le plus grand problème entre les États-Unis et la Chine est la question de Taïwan. Par exemple, nous disons souvent “solution pacifique” et “un pays, deux systèmes”. D'une façon générale, je m'en tiens là. Mais j'ajoute parfois que nous ne pouvons pas décider de ne pas utiliser la force. »

Jiang ne pouvait éluder, naturellement, le problème à l'origine de l'impasse sur laquelle s'étaient terminées plus de cent trente réunions entre diplomates chinois et américains avant l'ouverture à la Chine, ni les ambiguïtés délibérément entretenues qui régnaient depuis. Mais, alors que la Chine refusait d'abjurer l'usage de la force parce qu'il aurait impliqué une limitation de sa souveraineté, elle s'en était gardée concrètement depuis trente ans à l'heure où cette conversation avec Jiang avait lieu. Et Jiang avait énoncé les paroles sacramentelles avec un maximum de retenue.

Jiang n'exigeait pas un changement immédiat. Il préféra attirer l'attention sur une anomalie de la position américaine. Les États-Unis ne soutenaient pas l'indépendance de Taïwan, pas plus qu'ils ne prônaient la réunification. De sorte que Taïwan se transformait en un « porte-avions insubmersible » pour l'Amérique. Dans une telle situation, et quelles que fussent les intentions du gouvernement chinois, les convictions de sa population risquaient de générer leur propre dynamique vers un affrontement :

[P]endant mes presque douze années de présence au gouvernement central, j'ai éprouvé avec beaucoup d'intensité les sentiments des 1,2 milliard de Chinois. Bien sûr nous sommes dans les meilleures dispositions à votre égard, mais si une étincelle jaillit il sera difficile de contenir les émotions de plus d'un milliard d'individus.

Je me sentis obligé de répondre à cette menace d'un recours à la force, quand bien même elle était formulée indirectement et à regret :

[S]i la discussion porte sur l'usage de la force, elle renforcera tous ceux qui veulent se servir de Taïwan pour nuire à nos rapports. Dans un affrontement militaire entre les États-Unis et la Chine, même ceux d'entre nous qui en auraient le cœur brisé seraient obligés de soutenir leur propre pays.

Cette fois, Jiang n'entonna pas l'antienne désormais classique de l'insensibilité de la Chine face au danger d'une guerre. Il se plaça dans la perspective d'un monde dont l'avenir dépendait de la coopération sino-américaine. Il parla de compromis – un mot presque banni du vocabulaire des dirigeants chinois à propos de Taïwan, même lorsqu'ils y avaient recours. Il se garda de toute proposition ou menace. Et il n'était plus en position d'influer sur les lendemains. Il préconisa un angle d'approche mondial – exactement ce qui faisait le plus défaut et que l'histoire de chacun des deux pays compliquait à l'extrême :

On ne peut dire si la Chine et les États-Unis peuvent trouver un langage commun et résoudre la question de Taïwan. J'ai fait observer que, si Taïwan n'était pas sous la protection des États-Unis, nous aurions été en mesure de l'émanciper. La question est donc de savoir comment nous pouvons définir un compromis et parvenir à une solution satisfaisante. C'est la partie la plus délicate de nos relations. Je ne suggère rien ici. Nous sommes de vieux amis. Je n'ai pas besoin de recourir au langage diplomatique. En ultime analyse, j'espère que, avec Bush aux commandes, nos deux pays peuvent aborder les relations américano-chinoises dans une perspective stratégique et mondiale.

Les dirigeants chinois que j'avais rencontrés auparavant se projetaient dans le futur, mais leur vision puisait largement dans les enseignements du

passé. Ils s'étaient lancés aussi sur la voie de grands projets qui devaient avoir des conséquences dans un avenir lointain. Mais ils évoquaient rarement la forme du futur à moyen terme, partant du principe qu'elle se définirait à partir des efforts considérables qu'ils avaient entrepris. Jiang demandait quelque chose de moins spectaculaire, mais peut-être de plus profond. Au terme de sa présidence, le besoin de redéfinir le cadre théorique de chaque partie se traduisait dans ses réflexions. Mao avait insisté sur la rigueur idéologique alors même qu'il procédait à des manœuvres tactiques. Jiang semblait dire que chaque partie devait avoir conscience qu'une coopération authentique passait par la compréhension des modifications qu'il lui fallait apporter à son comportement coutumier. Il les pressait de réexaminer leurs doctrines internes et d'être prêtes à les réinterpréter – socialisme compris :

Le monde devrait être productif, haut en couleur, diversifié. Par exemple, en Chine en 1978, nous avons opté pour la réforme et l'ouverture... En 1992, au XIV<sup>e</sup> congrès national, j'ai déclaré que le modèle de développement de la Chine devait s'orienter vers une économie de marché socialiste. Pour qui est habitué à l'Occident, le marché n'a rien de surprenant, mais en 1992 parler ici de « marché » était très risqué.

C'est pourquoi les deux parties, arguait Jiang, devaient adapter leurs idéologies aux nécessités de leur interdépendance :

En bref, l'Occident a tout intérêt à renoncer à son attitude passée envers les pays communistes, et nous devons cesser de porter sur le communisme un regard naïf ou simpliste. On sait que Deng a dit durant son voyage de 1992 dans le Sud que l'instauration du socialisme prendra des générations, des vingtaines de générations. Je suis ingénieur. J'ai calculé que soixante-dix-huit générations se sont succédé de Confucius à aujourd'hui. Deng a dit que le socialisme prendra beaucoup de temps. Deng, je le crois maintenant, a créé un très bon contexte pour moi. De votre point de vue sur les systèmes de valeurs, l'Orient et l'Occident doivent améliorer leur compréhension mutuelle. Je suis peut-être un peu naïf.

L'allusion à soixante-dix-huit générations visait à rassurer les États-Unis : ils ne devaient pas s'alarmer devant la montée en puissance de la Chine, puisqu'il lui faudrait autant de générations pour s'accomplir. Mais la situation politique avait indiscutablement changé pour qu'un successeur de Mao pût affirmer que les communistes devaient renoncer à leur discours simpliste et naïf sur leur idéologie. Ou évoquer le besoin d'un dialogue entre le monde occidental et la Chine sur l'ajustement réciproque de leurs cadres de pensée.

Dans le camp américain, la gageure consistait à définir une voie dans une série d'évaluations divergentes. L'Empire du Milieu était-il un partenaire ou un adversaire ? L'avenir serait-il une coopération ou un affrontement ? La mission de l'Amérique consistait-elle à propager la démocratie en Chine ou à coopérer avec elle à l'avènement d'un monde en paix ? Ou pouvait-on faire les deux ?

Depuis lors, les deux parties se sont toujours vues dans l'obligation de surmonter leur ambivalence intérieure afin de définir, en dernier ressort, la nature de leurs relations.

[1](#)- Ce qui signifie : « Il faut être deux. » (*N.d.T*)

## Chapitre 18

### Le nouveau millénaire

La fin de la présidence de Jiang Zemin marqua un tournant dans les rapports sino-américains. Jiang fut le dernier président avec qui le thème principal du dialogue fut la relation elle-même. Après cela, les deux parties fusionnèrent, sinon leurs convictions, du moins leurs pratiques dans un mode de coexistence placé sous le signe de la coopération. La Chine et les États-Unis n'avaient plus d'adversaire commun, mais il leur restait à définir une notion conjointe de l'ordre mondial. Les réflexions benoîtes de Jiang dans la longue conversation que nous avons eue avec lui, rapportées au chapitre précédent, illustraient cette nouvelle réalité : les deux nations avaient chacune conscience de leur besoin de l'autre parce qu'elles étaient toutes deux trop immenses pour être dominées, trop spéciales pour être transformées et trop nécessaires l'une à l'autre pour se retrancher dans l'isolement. Cela posé, pouvaient-elles atteindre des buts communs ? Et à quelles fins ?

Le passage au nouveau millénaire marqua le début symbolique du changement de la relation. Une nouvelle promotion de dirigeants avait pris les commandes en Chine et aux États-Unis : du côté chinois, une « quatrième génération » menée par le président Hu Jintao et le Premier ministre Wen Jiabao, du côté américain des administrations dirigées successivement par les présidents George W. Bush et, à dater de 2009, Barack Obama. Les deux camps affichaient une attitude ambivalente vis-à-vis des crises qui avaient ébranlé les décennies précédentes.

Hu et Wen abordèrent sous un jour entièrement nouveau la gestion du développement de la Chine et la définition de son rôle mondial. Ils représentèrent la première génération de hauts responsables n'ayant pas connu la révolution, les premiers dirigeants de la période communiste à

accéder à leur poste par la voie constitutionnelle – les premiers aussi à exercer des responsabilités nationales dans une Chine qui affirmait de plus en plus son statut incontestable de grande puissance.

Les deux hommes avaient une expérience directe de la fragilité de leur pays et de la complexité de ses enjeux intérieurs. Jeunes cadres pendant les années 1960, Hu et Wen figuraient parmi les derniers étudiants à avoir suivi un cursus officiel, avant le chaos de la Révolution culturelle qui avait fermé les universités. Inscrit à l'université Qinghua à Pékin – un des centres névralgiques de l'activité des gardes rouges –, Hu y resta en qualité de conseiller politique et d'assistant de recherche, bien placé pour observer le désordre de factions concurrentes dont il devint un jour la cible parce que « trop individualiste<sup>663</sup> ». Lorsque Mao décida de mettre un terme aux ravages des gardes rouges en envoyant la jeune génération dans les campagnes, Hu partagea son sort. Il fut expédié dans la province de Gansu, une des régions les plus désolées et les plus frondeuses de la Chine, et affecté à une centrale hydraulique. Wen, récemment diplômé de l'Institut de géologie de Pékin, fut quant à lui envoyé travailler sur des projets minéralogiques au Gansu, où il devait passer plus de dix ans. À l'extrême nord de leur pays complètement désorganisé, Hu et Wen entreprirent une lente ascension dans les rangs internes de la hiérarchie du Parti. Hu se hissa au poste de secrétaire de la Ligue de la jeunesse communiste de la province du Gansu ; Wen devint directeur adjoint du bureau géologique provincial. Dans une époque de bouleversements et de ferveur révolutionnaire, les deux hommes se distinguèrent par leur assiduité et par leur compétence.

Pour Hu, l'étape suivante fut l'École centrale du Parti à Pékin, où, en 1982, il attira l'attention de Hu Yaobang, alors secrétaire général. Suivit une rapide promotion au poste de secrétaire du Parti du Guizhou, aux confins du sud-ouest de la Chine ; à quarante-trois ans, Hu Jintao était le plus jeune à occuper cette fonction dans l'histoire du Parti communiste<sup>664</sup>. Son passage dans le Guizhou, une province défavorisée qui regroupait un nombre important de minorités, le prépara à sa nouvelle affectation : en 1988, il fut nommé secrétaire du Parti pour la Région autonome du Tibet. Wen, entre-temps, avait été muté à Pékin, occupant des postes de responsabilité croissante au sein du comité central. Il se signala par ses

compétences d'adjoint auprès de trois dirigeants chinois successifs qui lui accordèrent leur confiance : Hu Yaobang, Zhao Ziyang et, plus tard, Jiang Zemin.

Hu et Wen avaient tous deux été confrontés de très près aux troubles que connut la Chine en 1989 : Hu au Tibet, où il était arrivé en décembre 1988, au moment précis où une grave insurrection sévissait ; Wen à Pékin, où, en qualité d'adjoint de Zhao Ziyang, il s'était trouvé aux côtés du secrétaire général lors de son expédition place Tiananmen, pour une ultime et malheureuse tentative d'apaisement auprès des étudiants.

Lors de leur désignation aux plus hautes fonctions, en 2002-2003, chacun pouvait donc se prévaloir d'une vision distincte du réveil chinois. Formés à ses frontières accidentées et instables, responsables de niveau intermédiaire pendant Tiananmen, ils avaient conscience de la complexité des problèmes internes de la Chine. Arrivés au pouvoir durant une période de croissance intérieure longue et soutenue, et dans le sillage de l'entrée de leur pays dans l'ordre économique mondial, ils prirent le gouvernail d'une Chine qui visiblement « se plaçait » en tant que puissance mondiale, avec des intérêts aux quatre coins de la planète.

Deng avait appelé à une trêve dans la guerre maoïste contre la tradition et permis aux Chinois de se raccorder à leurs forces historiques. Mais comme d'autres dirigeants chinois le laissèrent entendre à l'occasion, l'ère de Deng tentait de rattraper le temps perdu. Ce fut une période d'efforts extraordinaires et de non-dits d'un embarras presque ingénu devant les faux pas de la Chine. Jiang affichait une assurance et une bonhomie imperturbables, mais il tenait la barre d'une Chine encore ébranlée par une crise intérieure, et qui s'efforçait de retrouver sa position internationale.

Ce fut au tournant du siècle que les initiatives des périodes Deng et Jiang portèrent leurs fruits. Hu et Wen présidèrent un pays que le sentiment d'être en phase d'apprentissage de la technologie et des institutions occidentales ne bridait plus. La Chine qu'ils gouvernaient se sentait assez sûre d'elle pour refuser, voire railler subtilement à l'occasion, les cours magistraux de l'Amérique sur la réforme. Elle se trouvait maintenant en position de conduire une politique étrangère qui se fondait non plus sur ses possibilités à longue échéance ni sur son futur rôle stratégique, mais sur ses capacités réelles.



Certes, mais à quelles fins ? Pékin aborda la nouvelle ère sous un angle très graduel et conservateur. Jiang et Zhu avaient négocié l'entrée de la Chine dans l'Organisation mondiale du commerce et sa participation pleine et entière à l'ordre économique international. La Chine de Hu et de Wen aspirait avant tout à la normalité et à la stabilité. Ses objectifs, selon la formulation officielle, se résumaient à une « société harmonieuse » et un « monde harmonieux ». Elle concentra sa politique intérieure sur un essor économique soutenu et sur la préservation de l'harmonie sociale au sein d'une vaste population qui connaissait à la fois une prospérité exceptionnelle et des niveaux d'inégalité inaccoutumés. Sa politique étrangère évita les initiatives spectaculaires, et ses principaux responsables accueillirent avec prudence les sollicitations de l'étranger l'invitant à jouer un rôle de leadership plus visible sur la scène internationale. Elle visait avant tout à bénéficier d'un environnement pacifique (notamment de bonnes relations avec les États-Unis), propre à lui garantir une croissance économique continue. Elle conservait, cependant, un intérêt particulier pour le monde en développement – héritage de la théorie des Trois Mondes de Mao –, alors même qu'elle jouait désormais dans la cour des superpuissances économiques.

Comme l'avait craint Mao, l'ADN chinois reprit ses droits. Face aux nouveaux enjeux du <sup>xxi</sup><sup>e</sup> siècle, et dans un monde où le léninisme s'était effondré, Hu et Wen optèrent pour la sagesse du peuple. Ils présentèrent leur désir de réforme non pas en se réclamant des utopies de la révolution permanente maoïste, mais en privilégiant l'objectif de l'édification d'une société « *xiaokang* » (modérément aisée) – un terme aux connotations confucéennes<sup>665</sup>. Ils présidèrent au renouveau de l'étude du maître dans les écoles chinoises et à la célébration de son héritage dans la culture populaire. Et ils l'enrôlèrent au service du « *soft power* » chinois sur la scène mondiale, dans les « instituts Confucius » officiels créés dans les villes du monde entier, ainsi que pour la cérémonie d'ouverture des Jeux olympiques de 2008 à Pékin, où se produisit un contingent de lettrés confucéens traditionnels. En janvier 2011, dans un geste spectaculaire et symbolique, la Chine marqua la réhabilitation du moraliste des temps anciens en lui érigeant une statue au cœur de la capitale, sur la place

Tiananmen, visible depuis le mausolée de Mao, seule autre personnalité à jouir d'un pareil honneur<sup>666</sup>.

La nouvelle administration américaine traduisit un changement de générations comparable. Hu et Bush furent les premiers présidents à avoir été témoins des traumatismes endurés par leurs nations respectives pendant les années 1960 : la Révolution culturelle pour la Chine, la guerre du Vietnam pour les États-Unis. Hu allait faire de l'harmonie sociale une ligne directrice de sa présidence. Bush entra en fonctions au lendemain de la chute de l'Union soviétique, dans un climat de triomphalisme où l'on croyait l'Amérique capable de refaire le monde à son image. Quant à Bush fils, il n'hésita pas à conduire sa politique étrangère sous l'étendard des valeurs les plus profondes de l'Amérique. Il défendit avec passion les libertés individuelles et la liberté de religion, notamment lors de ses visites en Chine.

Autant de domaines où l'ordre du jour de Bush s'appuyait sur une évolution probablement trop accélérée, estimait-on, pour des sociétés non occidentales. Néanmoins, dans sa pratique diplomatique, Bush surmonta l'ambivalence historique entre le comportement missionnaire et l'angle d'approche pragmatique. Il le fit non pas en recourant à une construction théorique mais en équilibrant avec prudence les priorités stratégiques, et il ne laissa subsister aucune ambiguïté sur l'engagement de l'Amérique en faveur des institutions démocratiques et des droits de l'homme. En même temps, il centra son attention sur la sécurité nationale, sans laquelle tout objectif moral opère dans le vide. Bien que critiqué dans l'opinion pour son prétendu ralliement sans faille à l'unilatéralisme, Bush, en traitant simultanément avec la Chine, le Japon et l'Inde – des pays qui fondaient tous leur politique sur le calcul de l'intérêt national –, réussit à améliorer les relations avec chacun d'entre eux, réalisant un modèle de politique asiatique constructive des États-Unis. Sous sa présidence, les relations américano-chinoises se déroulèrent selon les rapports en vigueur entre deux grandes puissances. Ni l'une ni l'autre n'estimèrent jamais avoir des objectifs communs ; sur certaines questions, telle la gouvernance intérieure, leurs objectifs se révélaient incompatibles. Mais elles constatèrent que leurs intérêts se recoupaient dans assez de domaines pour confirmer l'apparition d'un nouveau sentiment de partenariat.

Les positions de Washington et de Pékin sur Taïwan se rapprochèrent très légèrement en 2003, après que le président taïwanais Chen Shui-bian eut proposé un référendum pour demander la représentation du pays aux Nations unies sous le nom de « Taïwan ». Comme cette avancée aurait constitué une violation des engagements américains des trois communiqués, les hauts responsables de l'administration Bush firent savoir à Taipei qu'ils n'appuieraient pas sa candidature. Pendant la visite de Wen Jiabao à Washington en décembre 2003, Bush réaffirma les termes des communiqués, ajoutant que « Washington s'oppos[ait] à toute décision unilatérale de la Chine ou de Taïwan pour changer le *statu quo* » ; il précisa qu'un référendum sur le statut politique de Taïwan ne devait pas escompter l'appui des États-Unis. Wen réagit par une formulation remarquablement ouverte : « Notre politique fondamentale sur le règlement de la question de Taïwan recherche une réunification pacifique et l'application du principe “un pays – deux systèmes”. Nous ferions de notre mieux, et avec la plus grande sincérité, pour instaurer l'unité nationale et la réunification pacifique par des voies qui le seraient tout autant<sup>667</sup>. »

Le désir d'une reprise de la coopération s'expliquait, entre autres, par les attaques du 11 septembre, qui détournèrent de l'Asie de l'Est l'attention stratégique primordiale de l'Amérique, pour la recentrer sur le Moyen-Orient et l'Asie du Sud-Ouest, avec des guerres en Irak et en Afghanistan et un programme de lutte contre les réseaux terroristes. La Chine, qui ne remettait plus en question l'ordre international au nom de la révolution et s'inquiétait des répercussions du terrorisme mondial au sein de ses propres régions minoritaires, en particulier le Xinjiang, s'empessa de condamner les attentats et de proposer l'appui de ses services de renseignement et de sa diplomatie. Dans les préludes à la guerre d'Irak, elle se montra remarquablement moins agressive à l'ONU contre les États-Unis que certains alliés européens de l'Amérique.

À un niveau peut-être plus essentiel, cependant, la période marqua le début d'une divergence entre les évaluations chinoises et américaines sur la conduite à tenir face au terrorisme. La Chine observa en spectateur agnostique l'extension du pouvoir de l'Amérique sur le monde musulman, et surtout les objectifs ambitieux de passage à la démocratie déclarés haut

et fort par l'administration Bush. Pékin ne se départit pas de son désir caractéristique de s'adapter aux réalignements de pouvoir et à la recomposition des gouvernements étrangers, sans porter de jugement moral. Il s'inquiétait surtout de conserver l'accès au pétrole du Moyen-Orient et (après la chute des talibans) de protéger les investissements de la Chine dans les ressources minérales de l'Afghanistan. Ces intérêts étant globalement préservés, la Chine ne remit pas en question la politique américaine en Irak et en Afghanistan (et l'accueillit peut-être favorablement en partie parce qu'elle détournait de l'Asie de l'Est les capacités militaires de l'Amérique).

Le champ d'interaction entre la Chine et les États-Unis se concrétisa avec le rétablissement du rôle central de la Chine dans les affaires de la région et du monde. Sa recherche d'un partenariat égal n'exprimait plus la revendication disproportionnée d'un pays vulnérable ; elle affirmait de jour en jour une réalité étayée par un pouvoir financier et économique. En même temps, mobilisés par de nouveaux enjeux de sécurité et par le remodelage de l'économie, mais surtout par le nouvel alignement de leurs politiques et leur influence économique réciproque, les deux pays se trouvèrent engagés dans un débat intense sur leurs objectifs intérieurs et sur leur rôle mondial – et en dernier ressort sur leur relation mutuelle.

### **Des différences de perspective**

À mesure que le siècle nouveau progressait, deux courants se dessinèrent, parfois antagonistes. Sur beaucoup de questions, les relations sino-américaines évoluèrent sous le signe de la coopération. En même temps, des divergences ancrées dans l'histoire et dans l'orientation géopolitique commencèrent à se faire jour. Les problèmes économiques et la prolifération des armes de destruction massive en offrent de bons exemples.

**Les problèmes économiques :** Lorsque la Chine était un acteur mineur du monde économique, le taux de change de sa monnaie ne gênait personne ; même au cours des années 1980 et 1990, il aurait paru très peu probable que la valeur du yuan deviendrait un jour un sujet de controverse incessante dans le débat politique américain et dans les analyses des

médias. Mais l'ascension de la Chine et son interdépendance économique croissante avec les États-Unis ont transformé une question naguère ésotérique en une polémique continue, dans laquelle les frustrations américaines – et les soupçons chinois sur les intentions de l'Amérique – s'expriment en des termes de plus en plus insistants.

Le différend fondamental découle du concept inhérent aux politiques monétaires des deux parties. Dans l'optique américaine, la valeur basse du yuan (ou *renminbi*) est considérée comme une manipulation des devises favorisant les compagnies chinoises et nuisant, de ce fait, aux sociétés américaines qui opèrent dans le même secteur industriel non spécialisé. Un yuan sous-évalué contribuerait à la perte d'emplois américains – un fait aux conséquences politiques et émotionnelles graves dans la période d'austérité naissante que connaissent les États-Unis. Du point de vue chinois, la poursuite d'une politique monétaire favorable aux manufacturiers nationaux ne relève pas des orientations économiques, mais exprime le besoin de stabilité politique de la Chine. C'est ainsi qu'en expliquant à un auditoire américain, en septembre 2010, que la Chine ne procéderait pas à une réévaluation radicale de sa monnaie, Wen Jiabao recourut à des arguments non pas financiers, mais sociaux : « Vous ignorez combien de compagnies chinoises feraient faillite. Il se produirait de graves perturbations. Seul le Premier [ministre] chinois a une telle pression sur les épaules. C'est la réalité<sup>668</sup>. »

Les États-Unis traitent les questions économiques dans la perspective des exigences d'une croissance mondiale. La Chine réfléchit aux incidences politiques, à la fois intérieures et internationales. Lorsqu'elle presse la Chine de consommer plus et d'exporter moins, l'Amérique met en avant une maxime économique. Mais pour la Chine, un secteur d'exportation amoindri signifie une augmentation peut-être importante du chômage, accompagnée de conséquences politiques. Paradoxalement et à longue échéance, si elle devait adopter la sagesse populaire américaine, la Chine se sentirait peut-être moins tenue de cultiver des liens avec l'Amérique, car elle serait moins dépendante des exportations, et favoriserait la formation d'un bloc asiatique par le renforcement de ses liens économiques avec ses voisins.

Le fond du problème n'est donc pas économique, mais politique. L'effort doit porter sur le profit mutuel, non sur des récriminations quant à de prétendus manquements. D'où l'importance de favoriser le concept de développement conjoint et de communauté du Pacifique analysé dans l'épilogue.

**La non-prolifération et la Corée du Nord :** Durant toute la guerre froide, les armes nucléaires se trouvaient essentiellement aux mains des États-Unis et de l'Union soviétique. Malgré leur hostilité idéologique et géopolitique, les deux pays effectuaient le même calcul de risque et disposaient des moyens techniques pour se protéger d'un accident, de lancements non autorisés et, dans une très large mesure, d'une attaque surprise. Mais la propagation des armes nucléaires compromet cet équilibre : l'évaluation des risques a cessé d'être symétrique, et il sera beaucoup plus ardu, sinon impossible de mettre en place les sauvegardes techniques contre un lancement fortuit, voire un vol – surtout dans les pays manquant de la compétence des superpuissances.

À mesure que la prolifération s'accélère, le calcul de la dissuasion gagne en abstraction. Il devient de jour en jour plus difficile de déterminer qui dissuade qui, et en vertu de quels éléments d'appréciation. Même en partant du principe que les nouveaux pays disposant de l'arme nucléaire éprouvent la même répugnance que leurs prédécesseurs à déclencher entre eux des hostilités de cette nature – un postulat des plus douteux –, ces pays peuvent s'en servir pour protéger les attaques d'États terroristes ou voyous contre l'ordre international. Enfin, ce qu'on sait du réseau de prolifération « privé » du Pakistan, à première vue ami de la Corée du Nord, de la Libye et de l'Iran, prouve les conséquences considérables de la multiplication des armes nucléaires pour l'équilibre international, même lorsque le pays responsable ne correspond pas à la définition officielle d'un État voyou.

La diffusion de ces armes dans des mains que ne freinent pas les considérations historiques et politiques des grands États laisse augurer un monde de dévastation et de pertes en vies humaines encore inconnu jusqu'ici, même à l'ère des massacres génocidaires.

L'ironie veut que la prolifération nucléaire en Corée du Nord s'inscrive à l'ordre du jour du dialogue entre Washington et Pékin. En effet, c'est précisément à propos de la Corée que les États-Unis et la République

populaire de Chine s'affrontèrent pour la première fois sur le champ de bataille, il y a soixante ans. En 1950, la République populaire, encore dans les langes, partit en guerre contre les États-Unis parce qu'une présence militaire américaine permanente sur sa frontière avec la Corée lui paraissait menacer sa sécurité à long terme. Soixante ans plus tard, la Corée du Nord, en se lançant dans un programme d'armement nucléaire, a lancé un nouveau défi, recréant quelques-uns des mêmes problèmes géopolitiques.

Pendant les dix premières années du programme nucléaire nord-coréen, la Chine a considéré qu'il revenait aux États-Unis et à la Corée du Nord de régler ce point entre eux. Puisque la Corée du Nord se sentait menacée essentiellement par les États-Unis, raisonnait-elle, il incombait principalement à ceux-ci de lui donner le sentiment de sécurité requis en remplacement des armes nucléaires. Le temps passant, il devint manifeste que la prolifération nucléaire sur le territoire nord-coréen aurait tôt ou tard des répercussions sur la sécurité chinoise. Si la Corée du Nord devait entrer dans le cercle des puissances détenant l'arme nucléaire, il est plus que vraisemblable que le Japon et la Corée du Sud, voire d'autres pays asiatiques comme le Vietnam et l'Indochine, finiraient par se joindre au club, modifiant ainsi le paysage stratégique de l'Asie.

Les dirigeants chinois refusent cette éventualité. Mais, toutes choses étant égales, la Chine craint un effondrement catastrophique de la Corée du Nord, car il risquerait de reproduire à ses frontières la situation contre laquelle elle s'était battue soixante ans auparavant.

La structure interne du régime coréen ajoute au problème. Même si l'État se proclame communiste, le pouvoir réel est aux mains d'une même dynastie. En 2011, au moment où ces lignes sont écrites, le chef de la famille régnante a commencé à déléguer son autorité à un fils de vingt-sept ans dépourvu de toute expérience en matière de gestion communiste, et encore moins pour ce qui est des relations internationales. Le risque d'implosion d'éléments imprévisibles ou inconnus est permanent. Les pays concernés pourraient alors se sentir obligés de protéger leurs intérêts vitaux par des mesures unilatérales. À ce moment-là, il serait trop tard ou peut-être trop compliqué de mettre en place une action coordonnée. Empêcher une telle issue doit constituer un pan essentiel d'un dialogue

sino-américain et des négociations à six parties incluant les États-Unis, la Chine, la Russie, le Japon et les deux Corées.

### **Comment définir une opportunité stratégique**

Confrontés à une liste grandissante de problèmes, Pékin et Washington recherchèrent pendant les années 2000 un cadre général dans lequel définir leurs relations. Cette volonté fut symbolisée par l'inauguration du dialogue à haut niveau et du dialogue stratégique et économique entre les États-Unis et la Chine (fondus aujourd'hui en un dialogue stratégique et économique) pendant le second mandat de George W. Bush. Il s'agissait, pour une part, d'une tentative en vue de ranimer l'esprit des échanges sincères sur des questions théoriques qui s'était instauré entre Washington et Pékin pendant les années 1970, comme on l'a vu dans des chapitres précédents.

En Chine, la recherche d'un principe organisateur pour la nouvelle ère prit la forme d'une analyse avalisée par le gouvernement, selon laquelle les deux premières décennies du <sup>xxi</sup><sup>e</sup> siècle constituèrent une « période d'opportunité stratégique » réelle pour la Chine. Cette idée exprimait à la fois la reconnaissance des avancées de ce pays, son potentiel d'avantages stratégiques, et – paradoxalement – une inquiétude touchant à ses points vulnérables toujours existants. Hu Jintao formula cette théorie en novembre 2003, à l'occasion d'une réunion du bureau politique du comité central du Parti, où il souligna qu'une convergence exceptionnelle de tendances intérieures et internationales plaçait le pays en position de poursuivre son expansion par « sauts et par bonds ». D'après lui, cette conjoncture s'accompagnait d'un danger : comme d'autres puissances montantes avant elle, la Chine, si elle « ratait l'opportunité » qui se présentait, « risquait de rester à la traîne<sup>669</sup> ».

Wen reprit l'affirmation à son compte dans un article de 2007, soulignant que les « opportunités sont rares et fugaces » et rappelant que la Chine avait déjà laissé passer une occasion favorable en raison de « grandes erreurs, en particulier la catastrophe des dix ans de la “Grande Révolution culturelle” ». Le premier cinquième du nouveau siècle



constituait une période riche en possibilités, « que nous devons saisir solidement et au cours de laquelle nous pouvons accomplir beaucoup de choses ». Le bon usage de cette fenêtre, estimait-il, serait d'une « extrême importance et signification » pour les objectifs de développement de la Chine<sup>670</sup>.

Quels objectifs la Chine avait-elle l'opportunité stratégique de réaliser ? Dans la mesure où l'on cherche à le dater, le débat semble avoir été lancé officiellement dans une série de conférences spéciales et de sessions d'étude qui réunirent les universitaires chinois et la haute direction du pays de 2003 à 2006. Le programme explorait la grandeur et la décadence des grandes puissances au cours de l'histoire : les moyens ayant présidé à leur ascension, les causes de leurs guerres fréquentes, et la question de savoir si, et pourquoi, une grande puissance moderne pouvait s'affirmer sans recourir à un conflit militaire avec les acteurs prédominants de la scène internationale. Ces conférences furent ensuite développées dans une série télévisée de douze épisodes, *La Montée des grandes puissances*, diffusée sur le réseau national chinois en 2006 et suivie par des centaines de millions de spectateurs. Comme l'a fait remarquer le professeur David Shambaugh, elle marqua un moment philosophique exceptionnel dans l'histoire de la politique des grandes puissances : « Peu d'États puissants ou aspirant à l'être, sinon aucun autre, se sont engagés dans un tel exercice de réflexion sur eux-mêmes<sup>671</sup>. »

Quels enseignements la Chine pouvait-elle tirer de ces précédents historiques ? Dans une première tentative de réponse à la question, et des plus fouillées, Pékin s'efforça de modérer les inquiétudes de l'étranger en définissant la théorie de la « montée pacifique » de la Chine. Un article de Zheng Bijian, personnalité politique influente, publié en 2005 dans *Foreign Affairs*, tint lieu de déclaration quasi officielle d'une ligne d'action. Zheng y assurait que la Chine avait adopté une « stratégie... destinée à transcender les voies traditionnelles par lesquelles les grandes puissances s'affirment ». La Chine recherchait un « nouvel ordre politique et économique international », mais « qui puisse être obtenu par des réformes progressives et par la démocratisation des relations internationales », et elle « ne suivrait pas la voie de l'Allemagne ayant conduit à la Première Guerre mondiale, ni celle de l'Allemagne et du

Japon débouchant sur la Seconde Guerre mondiale, lorsque ces pays ont pillé les ressources en usant de violence et visé l'hégémonie. De même, la Chine n'imitera pas les grandes puissances qui se sont disputé la domination du monde pendant la guerre froide<sup>672</sup> ».

Washington réagit en définissant le concept d'une Chine « consciente de ses responsabilités » dans l'équilibre international, demeurant fidèle à ses normes et à ses limites, et assumant des obligations supplémentaires en rapport avec ses capacités grandissantes. S'exprimant en 2005 devant la commission nationale sur les Relations États-Unis-Chine, Robert Zoellick, alors secrétaire d'État adjoint, formula la réponse de l'Amérique à l'article de Zheng. Les dirigeants chinois renâclèrent peut-être à admettre la légèreté qu'on leur prêtait, mais le discours de Zoellick conviait de fait leur pays à devenir un membre privilégié, et déterminant, du système international.

Presque au même moment, Hu Jintao prononçait un discours à l'Assemblée générale des Nations unies, intitulé « Construire en vue d'un monde harmonieux, de paix durable et de prospérité commune », sur le même thème que l'article de Zheng Bijian où il réaffirmait l'importance du système des Nations unies comme cadre pour la sécurité internationale et le développement, et traçait les grandes lignes de la « position chinoise ». Tout en réitérant l'idée qu'elle favorisait la tendance vers la démocratisation des affaires du monde – soit, en pratique, une réduction relative du pouvoir américain en direction d'un monde multipolaire –, Hu soulignait que la Chine entendait poursuivre ses buts pacifiquement et dans le cadre du système onusien :

La Chine respectera, comme toujours, les objectifs et les principes de la charte des Nations unies, participera activement aux affaires internationales et remplira ses obligations internes, travaillera avec les autres pays à la construction d'un nouvel ordre international politique et économique qui soit juste et rationnel. La nation chinoise aime la paix. Le développement de la Chine, loin de blesser ou de menacer quiconque, ne peut que servir la paix, la stabilité et la prospérité de tous dans le monde<sup>673</sup>.

Les théories de la « montée pacifique » et du « monde harmonieux » rappelaient les principes de l'âge classique qui avaient fait la grandeur de la Chine : procédant par degrés ; en accord avec la conjoncture et fuyant les conflits ouverts ; organisée tout autant autour de revendications morales en vue d'un ordre mondial harmonieux que d'une réelle prépondérance matérielle ou territoriale. Elles balisaient aussi la voie vers un statut de grande puissance susceptible de séduire une génération de dirigeants venue aux affaires pendant l'effondrement social de la Révolution culturelle, et consciente que sa légitimité dépendait désormais pour une part de la richesse, du confort et du répit qu'elle pourrait apporter au peuple chinois, après les bouleversements et les privations du siècle précédent. Traduisant une attitude encore plus mesurée, l'expression « montée pacifique » fut amendée dans les communiqués chinois officiels en « développement pacifique », au prétexte que la notion de « montée » avait des connotations par trop menaçantes et triomphalistes.

Pendant les trois années suivantes, et par l'effet de ces convergences périodiques d'événements aléatoires qui modifient les étiages historiques, la pire crise financière depuis la Grande Dépression coïncida avec une phase d'incertitude prolongée et de situations bloquées dans les guerres d'Irak et d'Afghanistan, avec les Jeux olympiques impressionnants de 2008 à Pékin et avec une période continue de solide croissance économique de la Chine. Un concours de circonstances qui conduisit certaines élites chinoise, notamment des fractions situées au plus haut niveau de la hiérarchie gouvernementale, à reconsidérer les postulats de base de la position formulée en 2005 et 2006 qui prévoyait des avancées graduelles.

Les causes de la crise financière et ses pires effets se firent sentir essentiellement aux États-Unis et en Europe. Il s'ensuivit une injection d'urgence et sans précédent de capitaux chinois dans les sociétés et les pays de l'Ouest, et des appels des gouvernements occidentaux à la Chine pour qu'elle modifie la valeur de sa monnaie et augmente sa consommation intérieure afin de fortifier l'économie mondiale.

Depuis l'injonction de Deng, « Réformer et s'ouvrir », la Chine avait toujours vu l'Ouest comme un modèle de réussite économique et de compétence dans le secteur financier. Il était entendu que, malgré tous

leurs défauts idéologiques ou politiques, les pays occidentaux savaient gérer leurs économies et les finances du monde avec le maximum de productivité. Alors que la Chine refusait d'acquérir ce savoir-faire au prix d'une mise en tutelle, de nombreuses élites chinoises partageaient implicitement du principe que l'Occident détenait un savoir qui méritait d'être étudié de près et qu'on s'y adapte.

L'effondrement des marchés financiers américains et européens en 2007 et 2008, et le contraste entre la déroute et les erreurs de l'Occident et la réussite chinoise, portèrent un coup sérieux à la foi dans les hautes performances économiques de l'Ouest. Un nouveau courant d'opinion – parmi la jeune génération plus audible des étudiants et des utilisateurs d'Internet, voire dans certaines fractions de la direction politique et militaire – prit ainsi conscience qu'une modification fondamentale de la structure de l'ordre international était en train de se produire.

Symboliquement, cette période culmina avec les Jeux olympiques spectaculaires de Pékin, qui se déroulèrent au moment précis où la crise économique commençait à déchirer l'Ouest. Ces Jeux se voulaient non seulement un événement sportif, mais l'expression de la résurgence de la Chine. La cérémonie d'ouverture en fut le symbole. Dans l'immense stade, les lumières s'éteignirent. À huit heures et huit minutes exactement (heure locale), le huitième jour du huitième mois de l'année, exploitant le nombre porte-bonheur qui avait déterminé la date de l'inauguration<sup>674</sup>, le fracas de deux mille tambours troua le silence dans un seul et même roulement qui se prolongea pendant dix minutes d'affilée comme pour dire : « Nous sommes là. Nous sommes une réalité, impossibles à méconnaître ou à tenir pour négligeables plus longtemps, mais prêts à offrir les apports de notre civilisation au monde. » Après quoi, les spectateurs du monde entier assistèrent à une heure de tableaux vivants qui illustraient cette culture. Puis le rideau se baissa officiellement sur la période de faiblesse et de sous-performance de la Chine – son « long dix-neuvième siècle », comme on pourrait l'appeler. Pékin redevint l'un des points de mire de la planète, sa civilisation cristallisant la crainte respectueuse et l'admiration de tous.

Lors d'une conférence du Forum mondial sur les études chinoises qui se tint à Shanghai au lendemain des Jeux olympiques, Zheng Bijian, père du

concept de la « montée pacifique », déclara à un journaliste occidental que la Chine avait enfin liquidé la succession de la guerre de l'Opium ainsi que l'héritage d'un siècle de luttes contre l'intrusion de l'étranger, et qu'elle était à présent engagée dans un processus historique de renaissance nationale. Les réformes mises en place par Deng Xiaoping, dit Zheng, avaient permis à la Chine de résoudre l'« énigme du siècle », créant un essor rapide et sortant des millions d'individus de la pauvreté. À mesure qu'elle s'affirmait en grande puissance, la Chine allait miser sur l'attrait de son modèle de développement et entretenir avec les autres pays des relations « ouvertes, non exclusives et harmonieuses », visant à « dégager mutuellement la voie du développement mondial »<sup>675</sup>.

Cultiver l'harmonie n'empêchait pas de rechercher des avantages stratégiques. En juillet 2009, dans le cadre d'une conférence de diplomates chinois, Hu Jintao prononça un discours significatif, dans lequel il définissait les nouvelles orientations. Les vingt premières années du <sup>xxi</sup><sup>e</sup> siècle, affirma-t-il, marquaient encore une « période d'opportunités » pour la Chine ; sur ce point, la situation n'avait pas changé. Mais à la suite de la crise financière et d'autres transformations radicales, le *shi* avait amorcé une évolution. À la lumière des « changements complexes et profonds » maintenant en œuvre, « certaines modifications nouvelles sont apparues dans les opportunités et les défis qui se présentent à nous ». Ces opportunités seraient « importantes », ces défis « graves ». Si la Chine se protégeait des chausse-trappes éventuelles et gérait ses affaires avec diligence, la période de bouleversement pourrait tourner à son avantage :

Depuis l'entrée dans le nouveau siècle et dans la nouvelle phase, il s'est produit sur la scène internationale une série d'événements majeurs de nature extensive et stratégique, qui ont eu une influence considérable et de grande portée sur toutes les données de la situation politique et économique internationale. Si l'on observe le monde, la paix et le développement restent les principaux thèmes du temps, mais la concurrence pour le pouvoir national sous toutes ses formes s'intensifie ; les exigences d'un nombre croissant de pays en développement de participer, sur un pied d'égalité, aux affaires internationales s'intensifient de jour en jour ; les appels à la démocratisation des relations internationales se font plus bruyants ; la

crise financière internationale a infligé un coup terrible au système économique et financier actuel de la planète et à la gouvernance économique du monde ; les perspectives de multipolarité mondiale apparaissent plus clairement ; la situation internationale a engendré quelques nouvelles caractéristiques et nouvelles tendances qu'il convient d'étudier avec une extrême attention<sup>676</sup>.

Les affaires du monde étant en pleine transformation, la tâche de la Chine consistait à analyser, sans parti pris, la nouvelle configuration et à tirer son épingle du jeu. De la crise naîtraient peut-être des opportunités. Oui, mais lesquelles ?

### **Le débat sur le destin national : la vision triomphaliste**

La confrontation de la Chine à l'ordre international moderne conçu par l'Occident a suscité chez les élites chinoises un courant spécial, où elles débattent – avec une exigence et une capacité d'analyse exceptionnelles – de leur destin national et d'une stratégie d'ensemble pour l'accomplir. Le monde assiste en effet à une nouvelle phase dans un dialogue intérieur sur la nature de la puissance chinoise, de son influence et de ses ambitions, qui s'est poursuivi par à-coups depuis le jour où l'Occident a forcé les portes de la Chine. Les débats antérieurs sur le destin national de la Chine se déroulèrent pendant des périodes d'extrême vulnérabilité du pays ; l'analyse actuelle résulte non pas du péril qu'elle encourt, mais de sa force. Après un parcours hésitant et parfois déchirant, la Chine incarne enfin la vision si chère aux réformateurs et aux révolutionnaires des deux derniers siècles : un pays prospère, jouissant de capacités militaires modernes tout en préservant ses valeurs distinctives.

Dans les phases précédentes, la Chine s'était efforcée de déterminer si elle devait chercher à l'extérieur les connaissances qui lui permettraient de corriger ses faiblesses ou se tourner vers l'intérieur, se fermant à un monde impur bien que plus fort en matière de technologie. À son stade actuel, le débat sur le destin national se fonde sur une réalité : le grand projet de consolidation a porté ses fruits et la Chine rattrape l'Occident. La question est à présent de définir les termes de son interaction avec un

monde qui, dans l'opinion de nombreux Chinois internationalistes et libéraux d'aujourd'hui, a gravement nui à la Chine par ses déprédations, dont elle se relève à présent.

À mesure que la crise économique se propageait en Occident peu après les Jeux olympiques, des voix nouvelles – officieuses ou quasi officielles – commencèrent à remettre en question la théorie de la « montée pacifique ». D'après elles, l'analyse des tendances stratégiques proposée par Hu était exacte, mais l'Occident demeurerait une force dangereuse qui ne donnerait jamais à la Chine les possibilités d'une expansion harmonieuse. Il incombait donc à celle-ci de consolider ses gains et de revendiquer avec fermeté un statut de puissance mondiale et de superpuissance.

Deux livres très lus en Chine symbolisent ce courant : un recueil d'essais intitulé *La Chine est malheureuse : la grande ère, le grand but et nos anxiétés intérieures et enjeux extérieurs* (2009) et *Le Rêve chinois : mode de pensée d'une grande puissance et posture stratégique à l'ère post-américaine* (2010). Ces deux ouvrages dénotent un profond nationalisme. Tous deux partent du principe que l'Occident est beaucoup plus faible qu'on ne l'avait cru jusque-là, mais que « quelques étrangers ne se sont pas encore éveillés ; ils n'ont pas vraiment compris que la puissance est en train de se modifier dans les relations sino-occidentales<sup>677</sup> ». Dans cette optique, il incombe à la Chine de cesser de douter d'elle-même et de renoncer à sa passivité, d'abandonner la notion d'essor graduel et de retrouver le sentiment historique de sa mission en se définissant un « but grandiose ».

Ces livres se sont attiré les critiques de la presse chinoise et de courriers anonymes sur des sites Internet : on les jugeait irresponsables et non représentatifs de l'opinion d'une grande majorité de Chinois. Mais la censure gouvernementale n'a pas entamé leur succès et ils figurent parmi les meilleures ventes en Chine, d'où l'on peut déduire qu'ils expriment probablement les vues d'au moins une fraction de la structure institutionnelle du pays. C'est particulièrement vrai du *Rêve chinois*, écrit par Liu Mingfu, colonel de haut rang de l'APL et professeur à l'université de défense nationale de la Chine. Ils figurent ici non parce qu'ils représentent la ligne officielle du gouvernement – ils vont même à



l'encontre de ce que le président Hu Jintao a affirmé avec vigueur dans son allocution aux Nations unies et lors de sa visite d'État de 2011 à Washington –, mais parce qu'ils cristallisent des sentiments contre lesquels le gouvernement chinois s'est senti tenu de réagir.

Une contribution caractéristique de *La Chine est malheureuse* présente le postulat de base. Son titre pose que « L'Amérique n'est pas un tigre de papier » – comme la qualifiait un Mao provocateur – mais plutôt « un vieux concombre peint en vert<sup>678</sup> ». L'auteur, Song Xiaojun, postule que, même dans la conjoncture actuelle, les États-Unis et l'Occident restent une force dangereuse et foncièrement antagoniste :

D'innombrables faits ont déjà prouvé que l'Occident ne renoncera jamais à sa précieuse technique du « commerce à la pointe des baïonnettes », qu'il a peaufinée au cours de plusieurs siècles. Croyez-vous vraiment que si vous « renvoyez les armes à l'entrepôt et conduisez les chevaux de guerre au pâturage<sup>679</sup> », cela [le] convaincra de tout simplement lâcher ses armes et de commercer avec vous pacifiquement<sup>680</sup> ?

Après trente années d'expansion économique accélérée, insiste Song, la Chine se trouve en position de force : « les masses et les jeunes » sont de plus en plus conscients que c'est « le moment ou jamais<sup>681</sup> ». Après la crise financière, écrit-il, la Russie s'est montrée plus encline à cultiver ses relations avec la Chine ; l'Europe s'oriente dans la même direction. Les contrôles à l'exportation américains n'ont plus lieu d'être car la Chine possède déjà la plus grande partie de la technologie dont elle a besoin pour devenir une puissance industrialisée à part entière, et bénéficier bientôt de sa propre base économique agricole, industrielle et « postindustrielle » – en d'autres termes, elle ne dépendra plus des produits ou de la bonne volonté d'autrui.

L'auteur presse la jeunesse et les masses nationalistes de saisir l'occasion et leur oppose l'inertie des élites actuelles : « Quelle bonne opportunité de devenir un pays entièrement industrialisé, dont on sait qu'il veut prendre son essor et changer l'ordre politique et économique injuste et irrationnel du monde ! Comment se fait-il qu'il n'existe pas d'élites pour y penser<sup>682</sup> ? »



Le *Rêve chinois* du colonel de haut rang de l'ALP propose un « but grandiose » à la Chine : « devenir le numéro un du monde », la version moderne de sa gloire d'antan. Une ambition pour laquelle, note-t-il, il sera nécessaire de déloger les États-Unis<sup>683</sup>.

La montée de la Chine, prophétise Liu, marquera l'avènement d'un âge d'or en Asie, dans lequel la culture, les valeurs et les produits chinois définiront les normes internationales. Le monde sera harmonieux parce que le leadership de la Chine s'exercera avec plus de sagesse et de modération que celui de l'Amérique, et que la Chine ne recherchera pas l'hégémonie et se bornera à agir en tant que *primus inter pares* parmi les nations<sup>684</sup>. (Dans un passage à part, Liu analyse favorablement le rôle des empereurs chinois, qui agissaient en « grands frères » bienveillants à l'égard des rois de pays plus petits et plus faibles<sup>685</sup>.)

Liu récuse le concept de « montée pacifique », au motif que la Chine ne peut pas compter uniquement sur ses vertus traditionnelles d'harmonie pour garantir la sécurité du nouvel ordre international. En raison de la nature concurrentielle et amoralisée des grands pouvoirs politiques, écrit-il, la montée de la Chine – et d'un monde pacifique – ne peut être préservée que si elle entretient un « esprit martial » et amasse une force armée suffisante pour dissuader ou, au besoin, terrasser ses adversaires. Donc, pose-t-il, il faut à la Chine une « montée militaire » en plus de sa « montée économique<sup>686</sup> ». Elle doit se tenir prête, à la fois militairement et psychologiquement, à se battre et à vaincre dans un affrontement pour la prééminence stratégique.

La publication de ces livres coïncida avec une série de crises et de tensions en mer de Chine méridionale, avec le Japon et à la frontière indienne, si rapprochées et si semblables qu'on en vient à se demander si elles résultaient d'une politique délibérée. Bien qu'il existe dans chacun des cas une version des événements qui fait de la Chine la partie lésée, les crises elles-mêmes constituent un chapitre du débat chinois en cours sur son rôle régional et mondial.

Les ouvrages examinés ici, et notamment leurs critiques sur la prétendue passivité des « élites », n'auraient pas pu être publiés ni devenir un sujet national de controverse si les élites en question les avaient

interdits. S'agissait-il d'une tactique du ministère pour influencer sur la ligne d'action ? Doit-on y voir l'expression de l'attitude d'une génération trop jeune pour avoir connu la Révolution culturelle à l'âge adulte ? Les dirigeants laissaient-ils le débat dériver en vertu d'une manœuvre psychologique, afin que le monde comprenne les pressions internes de la Chine et commence à les prendre en compte ? Ou s'agit-il simplement d'un exemple parmi d'autres montrant que le pays devient davantage pluraliste, autorisant une plus grande multiplicité de voix et de recensions plus tolérantes, en général, envers les prises de position nationalistes<sup>687</sup> ?

### **Dai Bingguo : une réaffirmation de la montée pacifique**

À ce moment précis, les dirigeants chinois décidèrent d'intervenir dans le débat afin de démontrer que le triomphalisme des succès de librairie est très éloigné de l'humeur du gouvernement. En décembre 2010, le conseiller d'État Dai Bingguo (le plus haut responsable de la politique étrangère de la Chine) entra dans l'arène avec une déclaration exhaustive sur les orientations du pays<sup>688</sup>. Intitulé « Persister sur la voie du développement pacifique », son article peut être compris comme une réponse aux observateurs étrangers inquiets du fait que la Chine puisse entretenir des intentions agressives, et à ceux qui, en Chine même – parmi lesquels, peut-on penser, certains éléments de la structure dirigeante –, tiennent que le pays *devrait* adopter une attitude plus exigeante.

L'expansion pacifique, estime Dai, n'est ni une ruse par laquelle la Chine « cache son éclat et prend son temps » (comme quelques non-Chinois le soupçonnent aujourd'hui), ni une illusion naïve qui sacrifie les atouts de la Chine (comme certains le dénoncent maintenant au sein même du pays). C'est la ligne de conduite authentique et persistante de la Chine parce qu'elle sert au mieux ses intérêts et s'accorde à la situation stratégique internationale :

Persister sur la voie du développement pacifique ne résulte pas d'une imagination subjective ni de calculs d'aucune sorte. Cette orientation découle de notre prise de conscience profonde du fait que le monde actuel tout comme la Chine ont connu d'immenses

transformations, de la même façon que les relations de la Chine avec le monde d'aujourd'hui ont considérablement changé ; c'est pourquoi il est nécessaire d'exploiter au mieux la situation et de s'adapter aux modifications<sup>689</sup>.

Le monde, constate Dai, a rapetissé et des problèmes de première importance exigent maintenant un degré d'interaction sur la scène internationale inconnu jusque-là. La coopération mondiale va donc dans le sens de l'intérêt personnel de la Chine ; elle ne constitue pas une stratégie pour promouvoir une ligne d'action purement nationale. Et Dai de poursuivre par une déclaration dans laquelle on pourrait voir la revendication type des exigences des peuples du monde en matière de paix et de coopération – encore que, dans le contexte, il s'agisse plus vraisemblablement d'une mise en garde contre les obstacles susceptibles de se dresser devant une Chine militante (et sans doute adressée aux deux courants de lecteurs) :

En raison de la mondialisation économique et du développement en profondeur de l'informatisation, ainsi que des avancées rapides en science et en technologie, le monde est devenu de plus en plus « petit » et s'est transformé en « village ». Compte tenu de l'interaction et de l'interdépendance de tous les pays, et du recoupement d'intérêts atteignant un niveau inégalé, leurs intérêts communs sont aujourd'hui plus étendus, les problèmes qui exigent qu'ils se donnent la main pour y répondre se sont multipliés, et les aspirations à une coopération mutuellement bénéfique se sont renforcées<sup>690</sup>.

La Chine, écrit-il, peut prospérer dans ce contexte car elle est largement intégrée dans le monde. Au cours des trente dernières années, elle s'est développée en reliant ses talents et ses ressources à un ordre international plus vaste, non pas en tant que dispositif tactique, mais comme un moyen de répondre aux nécessités de la période actuelle :

La Chine contemporaine connaît en ce moment des changements considérables et profonds. À la suite de plus de trente ans de réforme et d'ouverture, nous sommes passés de la « lutte des classes comme clé » à la construction économique comme tâche centrale, à mesure que nous servons pleinement la cause de la modernisation socialiste.

Nous sommes passés de la mise en œuvre d'une économie planifiée à la promotion d'une réforme dans tous les domaines, tandis que nous construisons un système socialiste d'économie de marché. Nous sommes passés d'un état d'isolement et du souci unilatéral d'indépendance à l'ouverture au monde extérieur et à la mise en place d'une coopération internationale<sup>691</sup>.

Ces changements « sismiques » exigent que la Chine abandonne les vestiges de la doctrine d'indépendance absolue de Mao, qui l'isolerait. Si elle n'analyse pas correctement la situation et si, insiste Dai, nous ne gérons pas « de manière très satisfaisante nos relations avec le monde extérieur », alors les possibilités offertes par la période d'opportunité stratégique actuelle « seront vraisemblablement perdues ». La Chine, souligne-t-il, « est membre d'une grande famille internationale ». Outre le fait qu'elles représentent des aspirations simplement morales, les orientations harmonieuses et coopératives de la Chine « incarnent ce qui est le plus compatible avec nos intérêts et ceux des autres pays<sup>692</sup> ». Derrière cette analyse et bien qu'il n'y soit jamais fait directement allusion, il reconnaît que la Chine a de nombreux voisins dotés de leurs propres capacités militaires et économiques, et que ses rapports avec une partie d'entre eux se sont détériorés depuis un ou deux ans – une tendance que la direction chinoise s'efforce d'inverser.

Quand les dirigeants d'un pays exposent leur stratégie, l'élément tactique ne peut jamais être exclu – ainsi la « montée pacifique » atténuée en un « développement pacifique » plus bénin. Dans son article, Dai répond en particulier au scepticisme de l'étranger qui ne prend pas son argumentation pour argent comptant :

Sur la scène internationale, il y en a qui disent que la Chine a un proverbe : « Cacher ses capacités et prendre son temps, et s'appliquer pour réussir. » De sorte qu'ils s'imaginent que, lorsqu'elle déclare s'engager sur la voie du développement pacifique, elle exécute un complot secret alors qu'elle n'est pas encore puissante.

Mais, écrit Dai, « ce sont des soupçons sans fondement » :

Cette déclaration fut émise pour la première fois par le camarade Deng Xiaoping à la fin des années 1980, début des années 1990. Sa

principale connotation est la suivante : la Chine doit rester humble et prudente et s'abstenir de prendre la tête, de brandir le drapeau, de rechercher l'expansion et de revendiquer l'hégémonie ; cela va de pair avec l'idée de s'engager sur la voie d'un développement pacifique<sup>693</sup>.

De nombreuses générations devront s'atteler au développement pacifique, insiste-t-il. L'importance de la tâche est mise en évidence par les souffrances des générations précédentes. La Chine ne veut pas la révolution ; elle ne veut pas la guerre ni la vengeance ; elle veut simplement que le peuple chinois « dise adieu à la pauvreté et jouisse d'une meilleure vie » et souhaite devenir – par opposition au « rejectionnisme » provocateur de Mao – « le membre le plus responsable, le plus civilisé, et le plus discipliné et respectueux du droit de la communauté internationale<sup>694</sup> ».

Naturellement, même si l'on pouvait nier des objectifs beaucoup plus grandioses, les pays de la région – ceux qui ont vu le déclin et la disparition des anciens empires chinois, certains débordant les frontières politiques actuelles de la République populaire de Chine – jugent ces renoncements difficiles à concilier avec la puissance grandissante de la Chine et avec son passé historique. Un pays qui, pendant la majeure partie de sa période moderne – laquelle a commencé il y a deux mille ans pour la Chine –, s'est considéré comme la civilisation par excellence et qui a estimé, pendant plus de deux siècles, que son leadership mondial, d'une moralité exceptionnelle, a été usurpé par la rapacité des puissances coloniales occidentales et japonaise, ce pays, donc, se satisfera-t-il de limiter ses objectifs stratégiques à la « construction d'une société prospère dans tous les domaines<sup>695</sup> » ?

Oui, et c'est une nécessité, répond Dai. La Chine ne se trouve pas « en position de faire preuve d'arrogance et de vantardise », car elle est toujours confrontée à de formidables défis intérieurs. Son produit national brut, si considérable soit-il en chiffres absolus, doit être réparti sur une population de 1,3 milliard d'habitants, dont 150 millions vivent au-dessous du seuil de pauvreté ; aussi « peut-on dire que les difficultés socio-économiques que nous affrontons sont les plus gros problèmes du

monde et les plus ardues, et que nous ne sommes pas en position de faire preuve d'arrogance et de vantardise<sup>696</sup> ».

Dai écarte l'idée que la Chine cherchera à dominer l'Asie ou à déloger les États-Unis de leur rang de première puissance mondiale ; ce sont de « pures affabulations » qui contredisent le passé historique du pays et ses orientations actuelles. Et de citer à l'appui une proposition étonnante de Deng Xiaoping – si contraire à l'accent habituellement mis par la Chine sur son indépendance – selon laquelle le monde serait autorisé à la « surveiller » pour s'assurer qu'elle ne rechercherait jamais l'hégémonie : « Le camarade Deng Xiaoping a dit naguère : si un jour la Chine devait revendiquer l'hégémonie dans le monde, alors les peuples du monde devraient dénoncer [cette ambition], s'y opposer et même la combattre. Sur ce point, la communauté internationale est en droit de nous surveiller<sup>697</sup>. »

La déclaration de Dai est puissante, éloquente. Pour avoir passé de nombreuses heures pendant dix ans en compagnie de ce chef d'État réfléchi et responsable, je ne mets pas un instant en doute sa sincérité ni son intention. Pourtant, en admettant que Hu, Dai et leurs collègues énoncent en toute bonne foi leur objectif pour la prochaine phase de la politique chinoise, on imagine mal que ce serait le dernier mot de la Chine sur son rôle international ou que nul ne le contesterait jamais. Une nouvelle génération de jeunes Chinois et d'élites montantes au Parti et dans l'ALP viendra aux affaires en 2012 – la première depuis le XIX<sup>e</sup> siècle à avoir grandi dans une Chine en paix et politiquement unifiée, à ne pas avoir connu la Révolution culturelle et dont la réussite économique devance celle de la plupart des autres pays de la planète. Cinquième génération de dirigeants depuis la création de la République populaire de Chine, ils vont, comme leurs prédécesseurs, distiller leur expérience dans une vision du monde et dans un rêve de grandeur nationale. C'est le dialogue avec cette génération qui doit occuper les réflexions stratégiques de l'Amérique.

Au moment où l'administration Obama a pris les commandes, les relations s'étaient coulées dans un nouveau modèle. Les deux présidents ont fait part de leur volonté de se consulter, voire de travailler en

partenariat. Mais leurs médias et une grande partie de l'opinion des élites ont de plus en plus affirmé un autre point de vue.

Pendant la visite d'État de Hu Jintao en janvier 2011, des procédures détaillées de consultation se sont vu renforcer. Elles favoriseront un dialogue grandissant entre les États-Unis et la Chine sur les problèmes dès qu'ils surgiront, tel celui de la Corée, et des efforts croissants en vue du règlement de questions encore en attente, telles que le taux de change et les divergences sur la définition de la libre navigation dans la mer de Chine méridionale.

Il reste à résoudre le passage de la gestion de la crise à la définition d'objectifs communs, de la résolution des controverses stratégiques aux moyens d'éviter qu'elles ne surviennent. Est-il possible de dégager un partenariat réel et un ordre mondial fondé sur la coopération ? La Chine et les États-Unis sauront-ils mettre en place une confiance stratégique authentique ?

# Épilogue

## L'histoire se répète-t-elle ? Le mémorandum de Crowe

Plusieurs commentateurs, dont certains en Chine, ont revisité l'exemple de la rivalité anglo-allemande au <sup>xx</sup><sup>e</sup> siècle en y voyant l'annonce de ce qui pourrait attendre les États-Unis et la Chine au <sup>xxi</sup><sup>e</sup>. L'existence de points de comparaison stratégiques est indéniable. Au niveau le plus superficiel, la Chine est, comme l'Allemagne impériale avant elle, une puissance continentale en pleine résurgence ; et les États-Unis, comme la Grande-Bretagne, sont essentiellement une puissance maritime qui entretient d'intenses liens politiques et économiques avec le continent. Tout au long de son histoire, la Chine affirma une puissance supérieure à celle de ses nombreux voisins, mais ceux-ci, associés, avaient la capacité de menacer la sécurité de son empire, ce qu'ils ne manquèrent pas de faire. Comme dans le cas de l'unification de l'Allemagne au <sup>xix</sup><sup>e</sup> siècle, la réapparition d'une Chine en tant qu'État fort et uni se répercute inévitablement sur les calculs de tous ces pays. Ce système s'est transformé au fil de l'histoire en un équilibre des forces reposant sur l'équilibrage des menaces.

La confiance stratégique peut-elle remplacer une combinaison de menaces stratégiques ? Beaucoup voient là une contradiction dans les termes. Les stratèges se fient aux intentions de l'adversaire présumé seulement jusqu'à un certain point. Car les intentions sont sujettes au changement. Et l'essence de la souveraineté réside dans le droit de prendre des décisions qui ne sont soumises à aucune autre autorité. Une certaine dose de menace fondée sur les capacités reste donc indissociable des relations entre États souverains.

Il est possible – mais exceptionnel – que les relations deviennent si étroites qu'elles excluent ces menaces stratégiques. Dans les rapports



entre les États riverains de l'Atlantique Nord, l'affrontement stratégique n'est pas concevable. Les hauts commandements militaires ne se défient pas mutuellement. Il est entendu que ces menaces se dessinent hors de la région atlantique et doivent être traitées dans le cadre d'une alliance. Les différends entre les États de l'Atlantique Nord reposent habituellement sur des évaluations divergentes à propos des questions internationales et des moyens d'y faire face ; même lorsqu'ils sont d'une extrême âpreté, ils s'apparentent à une querelle au sein d'une même famille. Le *soft power* et la diplomatie multilatérale constituent les outils prédominants de la politique étrangère, et pour quelques États d'Europe de l'Ouest l'action militaire est presque proscrite comme instrument légitime de politique étatique.

En Asie, au contraire, les États se considèrent comme étant potentiellement en affrontement avec leurs voisins. Non pas qu'ils envisagent nécessairement de faire la guerre ; simplement, ils n'écartent pas cette éventualité. S'ils sont trop faibles pour assurer leur propre défense, ils cherchent à entrer dans une alliance qui leur fournit une protection supplémentaire, comme c'est le cas par exemple de l'ASEAN, l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est. La souveraineté, qu'ils ont souvent retrouvée à une période relativement récente, après des périodes de colonisation étrangère, revêt un caractère absolu. Les principes de l'ordre établi par le traité de Westphalie jouent un rôle prédominant, encore plus que dans leur continent d'origine. La notion de souveraineté est jugée primordiale. Le franchissement des frontières par des unités militaires organisées définit l'agression. La non-ingérence dans les affaires intérieures passe pour être un principe fondamental des relations entre États. Dans un système étatique ordonné avec tant de rigueur, la diplomatie s'emploie à préserver les éléments déterminants de l'équilibre des forces.

Un ordre international se révèle relativement stable si le niveau d'assurances réciproques exigé par ses membres peut être obtenu par la diplomatie. Lorsque celle-ci cesse d'opérer, les relations se concentrent de plus en plus sur la stratégie militaire – d'abord sous la forme de courses aux armements, ensuite comme une manœuvre pour acquérir l'avantage

stratégique, même au risque d'un affrontement et, en dernier ressort, d'une guerre.

Un exemple classique de mécanisme international doté de son mouvement propre est fourni par la diplomatie de l'Europe d'avant la Première Guerre mondiale, à une époque où la politique européenne était synonyme de politique mondiale, puisqu'une grande partie du monde vivait sous un régime colonial. À l'entrée dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, l'Europe n'avait pas connu de guerres depuis la fin de la période napoléonienne, en 1815. Les États européens se trouvaient dans un certain équilibre stratégique ; leurs conflits ne remettaient pas en cause leur existence. Aucun État ne voyait le voisin comme un ennemi irréconciliable. Les déplacements d'alliances en étaient facilités. Aucun État n'était assez puissant pour établir l'hégémonie sur les autres. Toute tentative en ce sens aurait suscité une coalition contre lui.

L'unification de l'Allemagne en 1871 provoqua un changement structurel. Jusque-là, l'Europe centrale comportait – on l'imagine mal aujourd'hui – trente-neuf États souverains de dimensions fluctuantes. Dans l'équilibre européen, seules la Prusse et l'Autriche pouvaient être considérées comme de grandes puissances. Les nombreux petits États étaient organisés au sein de l'Allemagne dans une institution qui fonctionnait comme les Nations unies dans le monde contemporain : la Confédération allemande. Comme les Nations unies, la Confédération allemande peinait à prendre des initiatives, mais parvenait à l'occasion à contracter une union pour une action conjointe contre un danger jugé sérieux. Trop divisée pour attaquer, mais suffisamment forte pour se défendre, elle apportait une contribution considérable à l'équilibre européen.

Ce n'est pas l'équilibre qui fut à l'origine des changements du XIX<sup>e</sup> siècle en Europe, mais le nationalisme. L'unification de l'Allemagne exprima les aspirations du siècle. Elle créa aussi, au fil du temps, un climat de crise. La montée en puissance de l'Allemagne altéra l'élasticité de la diplomatie, et elle posa une menace grandissante à l'organisation. Là où il existait naguère trente-sept petits États et deux relativement plus importants apparut une unité politique unique qui en amalgamait trente-huit. Là où la diplomatie européenne était parvenue à une certaine

souplesse au moyen des alignements changeants d'une multiplicité d'États, l'unification de l'Allemagne réduisit les combinaisons possibles et entraîna la formation d'un État plus fort que chacun de ses voisins. C'est pourquoi le Premier Ministre britannique Benjamin Disraeli voyait dans l'unification de l'Allemagne un événement plus lourd de sens que la Révolution française.

L'Allemagne se trouvait désormais si forte qu'elle pouvait vaincre chacun de ses voisins pris séparément, même si elle encourait un risque grave dans le cas où les grands États européens se ligueraient contre elle. Comme ils n'étaient plus que cinq, les possibilités se voyaient réduites d'autant. Les États voisins de l'Allemagne disposaient d'un élément d'incitation pour se coaliser – en particulier la France et la Russie, qui le firent en 1892 –, et l'Allemagne d'un élément de motivation pour briser les alliances.

La crise du système tenait à sa structure même. Aucun pays isolé ne pouvait y échapper, et l'Allemagne, la puissance montante, encore moins que les autres. Mais tous pouvaient se garder de politiques susceptibles d'exacerber les tensions latentes. Or pas un seul ne le fit – surtout pas, pour ne pas changer, l'Empire allemand. Les tactiques choisies par l'Allemagne pour disloquer les coalitions hostiles se révélèrent malavisées en même temps que malheureuses. Elle chercha à utiliser les conférences internationales pour imposer ostensiblement sa volonté aux participants, en partant du principe que la cible humiliée par sa pression se sentirait abandonnée par ses alliés et, quittant l'alliance, irait se mettre en sécurité dans son orbite. La suite des événements prouva le contraire. Les pays humiliés (la France dans la crise marocaine en 1905, la Russie dans l'affaire de la Bosnie-Herzégovine en 1908) en sortirent confortés dans leur détermination à refuser tout assujettissement, resserrant de ce fait le système d'alliance que l'Allemagne avait espéré affaiblir. L'alliance franco-russe fut (officieusement) rejointe en 1904 par la Grande-Bretagne, indignée par la sympathie manifeste témoignée par l'Allemagne aux colons hollandais durant la guerre des Boers (1899-1902). De plus, l'Allemagne remit en question l'emprise de la Grande-Bretagne sur les mers en construisant une flotte importante qui s'ajouta à ce qui formait déjà l'armée de terre la plus puissante du continent. L'Europe avait bel et

bien glissé dans un ordre bipolaire dénué de toute flexibilité diplomatique ; la politique étrangère était devenue un jeu à somme nulle.

L'histoire va-t-elle se répéter ? Il ne fait aucun doute que, si les États-Unis et la Chine devaient entrer dans un conflit stratégique, une situation comparable à la structure européenne antérieure à la Première Guerre mondiale risquerait de se mettre en place en Asie, avec la formation de deux blocs dressés l'un contre l'autre, chacun cherchant à ébranler ou, au moins, à limiter l'influence et le champ d'action de l'autre. Mais, avant de baisser les bras devant la mécanique présumée de l'histoire, voyons comment opéra réellement la rivalité entre le Royaume-Uni et l'Allemagne.

En 1907, un haut fonctionnaire du Foreign Office britannique, Eyre Crowe, écrivit une analyse brillante sur la structure politique européenne et la montée de l'Allemagne. La principale question qu'il soulevait, et qui reste aujourd'hui d'une actualité aiguë, était de savoir si la crise ayant conduit à la Première Guerre mondiale avait pour origine l'ascension de l'Allemagne, en raison d'une sorte de résistance organique à l'apparition d'une force nouvelle et puissante, ou si elle découlait d'une politique allemande spécifique, donc évitable<sup>698</sup>. La crise résultait-elle des capacités de l'Allemagne ou de sa conduite ?

Dans son mémorandum, soumis le jour de l'an 1907, Crowe estimait que le conflit résidait dans le tissu même de la relation. Il définissait ainsi le problème :

Pour l'Angleterre en particulier, la parenté intellectuelle et morale crée une compréhension et une admiration des meilleurs traits de l'esprit allemand, qui la rendent naturellement disposée à accueillir, dans l'intérêt du progrès général de l'humanité, tout ce qui tend à renforcer ce pouvoir et cette influence – à une condition : le respect de l'individualité des autres nations, auxiliaires également précieuses, à leur manière, dans le travail du progrès humain, également habilitées à jouir de toute latitude pour contribuer, en toute liberté, à l'évolution d'une plus haute civilisation<sup>699</sup>.

Mais était-ce le but réel de l'Allemagne ? S'agissait-il de l'évolution naturelle des intérêts culturels et économiques de l'Allemagne en Europe

et dans le monde, traditionnellement soutenus par la diplomatie allemande ? ou bien l'Allemagne recherchait-elle « une hégémonie politique générale et un ascendant politique, menaçant l'indépendance de ses voisins et en dernier ressort l'existence de l'Angleterre<sup>700</sup> » ?

Crowe concluait que le but avoué de l'Allemagne ne changeait rien à la chose. Quelle que fût sa ligne d'action, il était clair que « l'Allemagne serait bien avisée de construire une marine aussi puissante qu'elle peut se l'offrir ». Et, une fois qu'elle aurait atteint la suprématie navale, estimait Crowe, le fait *en soi* – indépendamment des intentions allemandes – constituerait une menace objective pour la Grande-Bretagne, « incompatible avec l'existence de l'Empire britannique<sup>701</sup> ».

Dans ces conditions, les assurances officielles ne signifiaient rien. Qu'importent les affirmations du gouvernement, il en résulterait « une menace formidable pour le reste du monde, similaire à celle que représenterait un processus de conquête délibérée des mêmes positions par “malveillance préméditée”<sup>702</sup> ». Même si les élites politiques modérées de l'Allemagne devaient démontrer leur bonne foi, la politique étrangère modérée de l'Allemagne pouvait « à n'importe quelle étape se fondre » dans un plan conscient d'hégémonie.

Les éléments structurels de l'analyse de Crowe excluaient donc la coopération, voire la confiance. Comme il le faisait observer avec ironie : « Il ne serait pas injustifié de dire que des desseins ambitieux contre des voisins ne sont pas, en règle générale, proclamés ouvertement, et donc que l'absence d'une telle déclaration, voire la profession d'une bienveillance politique illimitée et universelle, ne sont pas en soi une preuve déterminante, confirmant ou démentant l'existence d'intentions non formulées<sup>703</sup>. » Et, au vu de l'importance des enjeux, il ne s'agissait pas d'une « situation dans laquelle l'Angleterre [pouvait] se permettre de courir des risques<sup>704</sup> ». Londres était obligé de présupposer le pire, et d'agir en fonction de ses hypothèses – au moins aussi longtemps que l'Allemagne se construirait une flotte imposante et provocante.

En d'autres termes, déjà en 1907, la diplomatie ne disposait plus d'aucun champ de manœuvre ; la question était à présent de savoir qui reviendrait sur ses positions en cas de crise, et si, chaque fois que cette

condition ne se trouvait pas remplie, la guerre devenait quasi inévitable. Il fallut sept ans pour aboutir à la guerre mondiale.

S'il devait analyser la scène contemporaine, Crowe pourrait parvenir en définitive à une évaluation comparable à celle de son rapport de 1907. Je vais esquisser cette interprétation, encore qu'elle diffère considérablement de la mienne, car elle se rapproche d'une opinion largement répandue de part et d'autre du Pacifique. Les États-Unis et la Chine ont moins été des États-nations que des expressions continentales d'identités culturelles. Leur réussite économique et politique, l'énergie irrépessible et l'assurance de leurs peuples ont conduit ces deux pays à une vision d'universalité. Les gouvernements tant chinois qu'américain ont souvent postulé l'existence d'une identité homogène entre leur politique nationale et les intérêts généraux de l'humanité. Crowe mettrait sans doute en garde : quand deux entités de cette nature se heurtent sur la scène mondiale, on peut s'attendre à de fortes tensions.

Quelles que soient les intentions de la Chine, l'école Crowe jugerait qu'une « montée » réussie de sa part est incompatible avec la position de l'Amérique dans le Pacifique et, par extension, dans le monde. Toute forme de coopération serait interprétée comme l'octroi de la latitude nécessaire à la Chine pour renforcer ses capacités en vue d'une crise éventuelle. C'est ainsi que tout le débat chinois évoqué au chapitre 18, de même que la question de savoir si la Chine pourrait renoncer à « cacher son éclat », serait inexistant pour une analyse à la Crowe : cela surviendra un jour ou l'autre (poserait-on), donc l'Amérique doit agir comme si c'était déjà fait.

Le débat américain ajoute un enjeu idéologique à l'angle d'approche de Crowe, fondé sur l'équilibre des pouvoirs. Les néoconservateurs et autres activistes soutiendraient que les institutions démocratiques définissent les conditions préalables à des relations de confiance et d'assurance. Dans cette optique, les sociétés non démocratiques sont foncièrement précaires et portées à recourir à la force. Aussi les États-Unis se voient-ils obligés d'exercer une influence maximale (pour le dire en termes courtois) ou des pressions pour susciter la création d'institutions plus pluralistes là où il n'en existe pas, et en particulier dans des pays susceptibles de menacer la sécurité américaine. Cela étant, le changement de régime se place en fin

de liste des buts de la politique étrangère de l'Amérique lorsqu'elle traite avec des sociétés non démocratiques ; la paix avec la Chine représente moins une question de stratégie que de modification de la gouvernance chinoise.

L'analyse interprétant les affaires internationales comme une lutte inévitable en vue de la supériorité stratégique n'est pas pour autant le fait des seuls stratèges occidentaux. Les « triomphalistes » chinois appliquent un raisonnement presque identique. À cela près que leur perspective est celle de la puissance montante, tandis que Crowe représentait le Royaume-Uni, défendant son patrimoine de pays qui s'en tenait à son *statu quo*. On en trouve un exemple dans *Le Rêve chinois* du colonel Liu Mingfu, analysé au chapitre 18. De l'avis de Liu, quelle que soit l'intensité de l'engagement de la Chine envers une « montée pacifique », le conflit est inhérent aux relations américano-chinoises. Les rapports entre la Chine et les États-Unis constitueront une « course de marathon » et le « duel du siècle<sup>705</sup> ». En outre, la compétition se révèle essentiellement à somme nulle ; la seule solution de remplacement à la réussite totale est l'échec total : « Si la Chine au <sup>xxi</sup><sup>e</sup> siècle ne peut pas se poser en numéro un mondial, en puissance inégalée, alors elle restera inévitablement à la traîne et sera laissée pour compte<sup>706</sup>. »

Aucun des deux gouvernements n'a avalisé la version américaine du mémorandum de Crowe ni les analyses chinoises plus triomphalistes, mais celles-ci sous-tendent une philosophie beaucoup plus courante. Si l'un ou l'autre camp appliquait les hypothèses de ces théories – et il suffirait d'un seul en l'occurrence –, la Chine et les États-Unis pourraient s'engager facilement dans le type de tension croissante décrit plus haut dans cet épilogue. La Chine s'appliquerait à repousser la puissance américaine le plus loin possible de ses frontières, à circonscrire le champ de l'emprise navale américaine et à réduire le poids de l'Amérique dans la diplomatie internationale. Les États-Unis s'efforceraient d'organiser les nombreux voisins de la Chine pour faire contrepoids à sa prédominance. Les deux camps souligneraient leurs divergences idéologiques. Les notions de dissuasion et de prévention n'étant pas symétriques des deux côtés, leur interaction s'en trouverait encore plus compliquée. Les États-Unis se centrent davantage sur une puissance militaire écrasante, la Chine sur un

impact psychologique déterminant. Tôt ou tard, l'un des deux camps commettrait une erreur d'appréciation.

Une fois figée, cette configuration devient de plus en plus difficile à annuler. Les camps rivaux obtiennent leur identité par la façon dont ils se définissent. L'essence de ce que Crowe décrivait (et qui recueille l'adhésion des triomphalistes chinois et de quelques néoconservateurs américains) est son automaticité apparente. Une fois la configuration mise en place et les alliances formées, il devenait impossible de sortir de ses exigences auto-imposées, en particulier de ses hypothèses internes.

Il n'échappera pas au lecteur du mémorandum de Crowe que les exemples d'hostilité mutuelle cités étaient relativement insignifiants comparés aux conclusions que l'auteur en tirait : des incidents de rivalités coloniales en Afrique australe, des accrochages sur le comportement de fonctionnaires. La concurrence ne venait pas de ce que chacun des camps avait déjà fait, mais de ce qu'il pourrait faire. Les heurts mineurs devenaient des symboles, lesquels prenaient leur propre dynamique. Il ne restait rien à régler, car le système d'alliances se faisant face ne laissait aucune marge d'aménagement.

Cet état de choses ne doit pas se produire dans le cas des relations entre les États-Unis et la Chine dans la mesure où la ligne d'action américaine peut l'empêcher. Certes, si la politique chinoise tenait à jouer selon les règles du mémorandum de Crowe, les États-Unis seraient tenus de résister. Ce serait une issue regrettable.

J'ai longuement décrit l'évolution possible pour montrer que j'ai conscience des obstacles réels aux rapports de coopération américano-chinois, que j'estime être essentiels à la stabilité et à la paix dans le monde. Une guerre froide entre les deux pays interromprait les avancées sur les deux rives du Pacifique pendant une génération. Les querelles essaïmeraient dans les politiques intérieures de toutes les régions au moment où des problèmes mondiaux tels que la prolifération nucléaire, l'environnement, la sécurité énergétique et le changement du climat exigent une coopération elle aussi mondiale.

Les comparaisons historiques sont par nature inexactes. Et même les similitudes les plus étroites n'obligent en rien les nouvelles générations à



répéter les erreurs de leurs prédécesseurs. Tout compte fait, ces erreurs n'ont conduit qu'à la catastrophe pour toutes les parties en cause, vainqueurs et vaincus. La prudence s'impose, de crainte que les deux camps ne s'analysent qu'à la lorgnette des prédictions autoréalisatrices. La tâche ne sera pas aisée. Car, comme le mémorandum de Crowe l'a mis en évidence, les simples assurances ne bloqueront pas le dynamisme sous-jacent. Admettons qu'une nation soit déterminée à prendre le pas sur l'autre. Ne protesterait-elle pas de ses intentions pacifiques ? Un effort conjoint sérieux et exigeant l'attention permanente des plus hauts dirigeants est nécessaire pour mettre en place une confiance stratégique et une coopération authentiques.

Rien n'oblige ni ne doit obliger les relations entre la Chine et les États-Unis à devenir un jeu à somme nulle. Pour le dirigeant européen d'avant la Première Guerre mondiale, ce que gagnait un camp, l'autre le perdait, et le compromis se heurtait à l'opposition d'une opinion publique chauffée à blanc. Les rapports sino-américains ne rencontrent pas ce défi. Les problèmes déterminants sur le front international sont de nature mondiale. Le consensus se révèle parfois difficile, mais l'affrontement sur ces questions va à l'encontre du but recherché.

De même, l'évolution interne des principaux acteurs n'est pas comparable avec la situation d'avant la Première Guerre mondiale. Lorsqu'on envisage la montée de la Chine, il est entendu que l'expansion phénoménale des dernières décennies va se poursuivre pendant une durée indéterminée et que la stagnation relative de l'Amérique est inéluctable. Mais aucun problème ne préoccupe davantage les dirigeants chinois que la sauvegarde de l'unité nationale. Elle imprègne le but d'harmonie sociale, souvent proclamé, difficile à atteindre dans un pays où les régions côtières ont le niveau des sociétés avancées, mais dont l'intérieur abrite certaines des zones les plus arriérées de la planète.

Les dirigeants nationaux ont présenté à leur peuple un catalogue de tâches à accomplir. Y figure la lutte contre la corruption, qualifiée par le président Hu Jintao de « tâche ardue » et avec laquelle lui-même dut en découdre à plusieurs reprises au cours de sa carrière<sup>707</sup>. On y trouve aussi une « campagne de développement à l'ouest », conçue pour élever le niveau de vie des provinces pauvres de l'intérieur, notamment les trois

d'entre elles où Hu Jintao a vécu naguère. S'ajoute à cela la création de liens supplémentaires entre la direction du pays et la paysannerie, ainsi que le fait de favoriser des élections démocratiques à l'échelon des villages et d'accroître la transparence de la conduite de la politique à mesure que la Chine se transforme en société urbanisée. Dans son article de décembre 2010, abordé au chapitre 18, Dai Bingguo soulignait l'ampleur du défi intérieur auquel doit répondre la Chine :

Aux termes du critère de un dollar par jour défini par les Nations unies, 150 millions de Chinois vivent aujourd'hui au-dessous du seuil de pauvreté. Même en se fondant sur le critère de 1 200 yuans par habitant, plus de 40 millions de Chinois vivent encore dans la pauvreté. À l'heure actuelle, il y a encore 10 millions de personnes qui n'ont pas accès à l'électricité, et le problème de l'emploi touche 24 millions d'habitants tous les ans. La Chine possède une population gigantesque et des fondations faibles, le développement entre les villes et la campagne est inégal, la structure industrielle n'est pas rationnelle et l'état sous-développé des forces de production n'a pas fondamentalement changé<sup>708</sup>.

À en croire la description qu'en font ses dirigeants, le défi intérieur chinois se révèle infiniment plus complexe que ne saurait le rendre, dans sa brièveté, la « montée inexorable de la Chine ».

Si stupéfiantes qu'aient été les réformes de Deng, une part de l'expansion spectaculaire de la Chine pendant les premières décennies a bénéficié d'un facteur favorable : la liaison s'effectuait très aisément entre l'énorme réservoir de main-d'œuvre jeune et largement non qualifiée à l'époque – elle avait été « anormalement » coupée de l'économie mondiale durant les années Mao – et les économies occidentales, qui étaient dans l'ensemble prospères, optimistes, fortement financées par le crédit, et qui disposaient de liquidités pour acheter des produits manufacturés en Chine. Aujourd'hui, la force de travail de la Chine vieillit et devient plus qualifiée (entraînant la délocalisation de certains emplois de base de l'industrie manufacturière dans des pays où les salaires sont plus bas, comme le Vietnam et le Bangladesh), et, l'Occident entrant dans une période d'austérité, le tableau se présente sous un jour infiniment plus compliqué.

La démographie s'ajoutera au problème. Poussée en avant par l'augmentation du niveau de vie et de la longévité alliée aux distorsions de la politique de l'enfant unique, la Chine détient l'une des populations le plus rapidement vieillissantes du monde. Le chiffre total de la population en âge de travailler devrait atteindre son niveau maximal en 2015<sup>709</sup>. À partir de cette date, un nombre de plus en plus réduit de citoyens chinois âgés de quinze à soixante-quatre ans devra faire vivre une population âgée grandissante. Les changements démographiques seront sévères : on estime qu'en 2030 le nombre de travailleurs ruraux âgés de vingt à vingt-neuf ans représentera la moitié de son niveau actuel<sup>710</sup>. En 2050, la moitié de la population chinoise devrait avoir plus de quarante-cinq ans, et un quart de la population du pays – en gros l'équivalent de la population totale des États-Unis – plus de soixante-cinq ans<sup>711</sup>.

Un pays confronté à des tâches intérieures de cette ampleur ne va pas se jeter tête baissée, et encore moins de manière automatique, dans un affrontement stratégique ou dans la recherche de la domination mondiale. L'existence d'armes de destruction massive et de technologies militaires modernes dont il est impossible de connaître les conséquences ultimes marque une différence capitale avec la période ayant précédé la Première Guerre mondiale. Rien ne permettait aux chefs d'État qui avaient commencé cette guerre de comprendre les conséquences des armes dont ils disposaient. Les dirigeants contemporains ne peuvent se bercer d'illusions sur le potentiel de destruction qu'ils sont capables de déchaîner.

La concurrence cruciale entre les États-Unis et la Chine sera plus vraisemblablement économique et sociale que militaire. Si les tendances observées aujourd'hui dans la croissance économique, la santé financière, les dépenses d'infrastructure et les équipements éducatifs des deux pays se poursuivent, il s'instaurera peut-être un écart en matière de développement – et dans les perceptions de pays tiers d'une influence relative –, en particulier dans la région Asie-Pacifique. Mais c'est une éventualité que les États-Unis sont capables de bloquer, voire d'inverser par leurs propres efforts.

Il incombe aux États-Unis de conserver leur compétitivité et leur rôle dans le monde. Ils doivent le faire en raison de leurs convictions traditionnelles et non pour coiffer la Chine au poteau. Développer la compétitivité est un projet en grande partie américain, que nous ne devons pas demander à la Chine de résoudre pour nous. La Chine, au nom de sa propre interprétation de son destin national, poursuivra son expansion économique et continuera à cultiver une large gamme d'intérêts en Asie et ailleurs. Cette perspective n'impose pas les affrontements qui ont conduit à la Première Guerre mondiale. Elle traduit une évolution dans de nombreux secteurs où la Chine et les États-Unis coopèrent tout autant qu'ils rivalisent.

La question des droits de l'homme trouvera sa place dans tous les registres d'interaction. Les États-Unis ne peuvent pas être fidèles à eux-mêmes sans affirmer leur engagement envers les principes fondamentaux de dignité humaine et de participation populaire au gouvernement. Compte tenu de la nature de la technologie moderne, ces principes ne resteront pas confinés à l'intérieur des frontières nationales. Mais l'expérience a montré que vouloir les imposer par un affrontement irait vraisemblablement à l'encontre du but recherché – en particulier dans un pays doté d'une aussi puissante vision historique de lui-même que la Chine. Une succession d'administrations américaines, incluant les deux premières années de celle d'Obama, a considérablement équilibré les convictions morales à longue échéance et les ajustements au cas par cas aux exigences de la sécurité nationale. L'angle d'approche de base – analysé dans les chapitres précédents – reste valide ; il appartiendra à chaque nouvelle génération de dirigeants, de part et d'autre, de relever le gant et de découvrir comment parvenir à l'équilibre nécessaire.

La question se résume en dernier ressort aux attentes réalistes et réciproques des États-Unis et de la Chine. Un dessein explicite de l'Amérique qui viserait à organiser l'Asie à partir de l'endiguement de la Chine, ou de la création d'un bloc d'États démocratiques en vue d'une croisade idéologique, court à l'échec – en partie parce que la Chine représente un partenaire commercial indispensable. De même, une tentative chinoise pour exclure l'Amérique des affaires économiques et de sécurité de l'Asie se heurterait à une sérieuse résistance de la part de

presque tous les autres États asiatiques, qui redoutent les effets d'une région dominée par une seule puissance.

Le terme le plus exact pour définir les rapports sino-américains n'est pas tant partenariat que « coévolution ». Cette notion signifie que les deux pays répondent à leurs impératifs intérieurs, coopérant là où ils en ont la possibilité, et adaptent leurs relations pour minimiser le conflit. Aucun n'avalise tous les buts de l'autre et aucun ne pose l'identité totale des intérêts, mais les deux parties s'efforcent d'identifier et de mettre en œuvre des intérêts complémentaires<sup>712</sup>.

Les États-Unis et la Chine doivent à leur peuple et au bien-être du monde d'y travailler. Chacun de ces pays est trop immense pour qu'un rapport de domination sur l'autre s'établisse. C'est pourquoi ni l'un ni l'autre n'est en mesure de définir les termes de la victoire dans une guerre ou dans un conflit de guerre froide. Ils ont besoin de se poser une question qui semble ne jamais avoir été posée officiellement à l'époque du mémorandum de Crowe : où un conflit nous mènera-t-il ? Est-ce un manque de clairvoyance généralisé qui transforma la gestion de l'équilibre en un procédé mécanique, sans qu'on ait évalué le sort du monde si les colosses en mouvement rataient une manœuvre et entraient en collision ? Quel chef d'État aux commandes de l'ordre international qui aboutit à la Première Guerre mondiale n'aurait pas reculé avec horreur s'il avait su à quoi ressemblerait le monde lorsqu'elle s'achèverait ?

### **Vers une communauté du Pacifique ?**

Cette volonté de coévolution doit envisager trois niveaux de relations. Au premier niveau seraient traités les problèmes qui se présentent dans les interactions normales des centres de pouvoir importants. Le système de consultations appliqué pendant trois décennies a largement fait ses preuves en la matière. Les intérêts communs – tels les liens commerciaux et la coopération diplomatique sur des points précis – sont poursuivis avec la compétence de professionnels. Les crises, lorsqu'elles surgissent, se résolvent normalement par le dialogue.

À un deuxième niveau, on s'efforcerait d'élever les analyses habituelles en les introduisant dans un cadre plus général propre à éliminer les causes des tensions. Le problème de la Corée pourrait ainsi être abordé comme la partie d'un concept d'ensemble appliqué à l'Asie du Nord-Est. Si la Corée du Nord réussit à conserver sa capacité nucléaire parce que les négociateurs se montrent incapables d'accélérer la cadence, on peut s'attendre à voir les armes atomiques proliférer dans toute l'Asie du Nord-Est et au Moyen-Orient. Le moment est-il venu de passer à l'étape suivante et de traiter la question de la prolifération coréenne dans le contexte d'un ordre pacifique en Asie du Nord-Est sur lequel on serait tombé d'accord ?

Une perspective encore plus fondamentale placerait le monde à un troisième niveau d'interaction – jamais atteint par les chefs d'État de la période ayant précédé les catastrophes de la Première Guerre mondiale.

L'argument selon lequel la Chine et les États-Unis sont voués à se heurter de plein fouet part du principe qu'ils se comportent l'un envers l'autre comme deux blocs rivaux de part et d'autre du Pacifique. Ce qui les conduit l'un comme l'autre au désastre.

Une dimension de la tension stratégique dans la situation mondiale actuelle tient au fait que les Chinois redoutent que l'Amérique ne veuille endiguer la Chine – à quoi répond la crainte des Américains que la Chine ne cherche à expulser les États-Unis d'Asie. Le concept d'une communauté du Pacifique – région à laquelle les États-Unis, la Chine et d'autres États appartiendraient tous, participant tous à son développement pacifique – pourrait calmer ces appréhensions. Il rassemblerait les États-Unis et la Chine dans une entreprise commune. Des objectifs partagés – de même que leur définition – se substitueraient dans une certaine mesure aux inquiétudes stratégiques. Ils permettraient à d'autres grands pays, tels le Japon, l'Indonésie, le Vietnam, l'Inde et l'Australie, de participer à la construction d'une configuration perçue comme un effort commun et non comme une polarisation entre les blocs « chinois » et « américain ». Cette volonté ne prendrait tout son sens que si elle recueillait la pleine attention, et surtout la conviction, des divers acteurs.

La définition du concept de communauté de l'Atlantique aura constitué l'une des grandes réussites de la génération qui a fondé l'ordre

international à la fin de la Seconde Guerre mondiale. Un concept similaire pourrait-il remplacer, ou au moins atténuer, les tensions potentielles entre les États-Unis et la Chine ? Il traduirait une réalité, à savoir que les États-Unis sont une puissance asiatique, et que c'est ce que de nombreuses puissances asiatiques exigent. Et il satisferait les aspirations de la Chine à un rôle mondial.

Un même concept politique régional répondrait aussi pour une large part aux craintes de la Chine à propos d'une politique d'endiguement des États-Unis à son égard. Il convient de comprendre ce que recouvre le terme « endiguement ». Les pays limitrophes de la Chine et disposant de ressources importantes, comme l'Inde, le Japon, le Vietnam et la Russie, représentent des réalités que la politique américaine n'a pas créées. La Chine a vécu avec ces pays durant toute son histoire. Lorsqu'elle écartait la notion d'« endiguement », la secrétaire d'État Hillary Clinton parlait d'une action conduite par les Américains pour former un bloc stratégique sur une base antichinoise. En travaillant à la formation d'une communauté du Pacifique, la Chine et les États-Unis entretiendraient des relations constructives entre eux et avec tous les autres participants, et non pas en tant que blocs antagonistes.

Le futur de l'Asie sera pour beaucoup modelé par l'idée que s'en feront la Chine et l'Amérique, et ce dans la mesure où chaque nation est capable de parvenir à une certaine conformité avec le rôle régional historique de l'autre. Au fil de leur histoire, les États-Unis ont souvent été mobilisés par l'idée que leurs idéaux avaient une pertinence universelle et par leur devoir, proclamé haut et clair, de les propager. La Chine a fondé ses actions sur sa singularité ; son extension s'est faite par une osmose culturelle et non par une ferveur missionnaire.

Pour ces deux sociétés, qui incarnent des versions différentes de leur caractère d'exception, la voie de la coopération est intrinsèquement complexe. L'humeur du moment compte moins que la faculté de mettre en place des modes d'action capables de survivre aux inévitables changements de situation. Les chefs d'État des deux rives du Pacifique ont l'obligation d'établir une tradition de consultations et de respect mutuel afin que la construction conjointe d'un ordre mondial commun devienne pour leurs successeurs l'expression d'aspirations nationales analogues.

Lorsque la Chine et les États-Unis renouèrent pour la première fois leurs relations il y a quarante ans, la contribution la plus importante des dirigeants de l'époque fut leur volonté de voir plus haut que les problèmes de l'heure. Dans un sens, leur longue prise de distances mutuelle joua en leur faveur, écartant tout problème ordinaire à court terme entre eux. Les dirigeants de la génération précédente purent ainsi traiter du futur plutôt que des pressions immédiates, et poser les fondements d'un monde alors unimaginable mais impossible à concrétiser en l'absence d'une coopération sino-américaine.

Désireux de comprendre la nature même de la paix, j'ai étudié la construction et le mode de fonctionnement des ordres internationaux depuis l'université, soit pendant plus d'un demi-siècle. En me fondant sur mes recherches, je suis conscient que les brèches entre les perceptions culturelles, historiques et stratégiques que j'ai décrites ici vont poser de part et d'autre de formidables défis aux dirigeants même les mieux intentionnés et les plus clairvoyants. Par ailleurs, si l'histoire se bornait à la réitération mécanique du passé, aucune transformation ne se serait jamais produite. Tous les hauts faits furent une vision de l'esprit avant de devenir une réalité. Dans ce sens, ils sont le fruit de l'engagement, non de la résignation à l'inévitable.

Dans son essai intitulé « Projet de paix perpétuelle », le philosophe Emmanuel Kant tenait que le monde parviendrait enfin à la paix durable par l'une des deux voies suivantes : soit l'intuition humaine, soit des conflits et des catastrophes d'une ampleur qui ne laisserait pas d'autre choix à l'humanité. Nous nous trouvons à cette croisée des chemins.

Lorsque nous convînmes des termes du communiqué qui annonçait la visite secrète, le Premier ministre Zhou Enlai déclara : « Le monde va trembler sur ses bases. » Quelle apothéose si, quarante ans plus tard, les États-Unis et la Chine réussissaient à fusionner leurs efforts non pas pour ébranler le monde, mais pour le construire !



# Notes

## Prologue

1- John W. Garver, « China's Decision for War with India in 1962 », in Alastair Iain Johnston et Robert S. Ross, éd., *New Directions in the Study of China's Foreign Policy*, Stanford, Stanford University Press, 2006, p. 116, citant Sun Shao et Chen Zibin, *Ximalaya shan de xue : Zhong Yin zhangzheng shilu* [Neiges des montagnes de l'Himalaya : le vrai récit de la guerre sino-indienne], Taiyuan, Bei Yue Wenyi Chubanshe, 1991, p. 95. Wang Hongwei, *Ximalaya shan qingjie : Zhong Yin guanxi yanjiu* [Le Sentiment de l'Himalaya : une étude des relations sino-indiennes] (Pékin : Zhongguo Zangxue Chubanshe, 1998), p. 228-230.

2- *Huaxia* et *Zhonghua*, autres appellations courantes de la Chine, n'ont pas de signification anglaise précise, mais possèdent des connotations similaires de grande civilisation centrale.

## La singularité de la Chine

3- « Ssuma Ch'ien's Historical Records – Introductory Chapter », trad. H. J. Allen, *The Journal of the Royal Asiatic Society of Great Britain and Ireland*, Londres, Royal Asiatic Society, 1894, p. 278-280 (« Chapitre 1 : Original Records of the Five Gods »).

4- Abbé Régis Évariste Huc, *L'Empire chinois*, 1854, document produit en version numérique par P. Palant dans le cadre de la collection « Les classiques des sciences sociales », <http://ugac.quebec.ca/Zone30/classiquesdesciences sociales/index.html>, p. 428.

5- Luo Guanzhong, *The Romance of the Three Kingdoms*, trad. Moss Roberts, Pékin, Foreign Languages Press, 1995, 1. [*L'épopée des trois royaumes* ; trad. Chao-yin Durand-Sun, Paris, Éd. You-feng, impr. 2006-2008].

6- Mao s'est servi de cet exemple pour démontrer pourquoi la Chine survivrait même à une guerre nucléaire. Ross Terrill, *Mao : A Biography*, Stanford, Stanford University Press, 2000, p. 268.

7- John King Fairbank et Merle Goldman, *China : A New History*, 2<sup>e</sup> éd. augm., Cambridge, Belknap Press, 2006, p. 93 [*Histoire de la Chine : des origines à nos jours* ; trad. Simon Duran, Paris, Tallandier, 2010].

8- F. W. Mote, *Imperial China : 900-1800*, Cambridge, Harvard University Press, 1999, p. 614-615.

9- *Ibid.*, p. 615.

10- Thomas Meadows, *Desultory Notes on the Government and People of China*, Londres, W. H. Allen & Co, 1847, présenté sous forme d'extraits in Schurmann et Schell, éd., *Imperial China*, p. 150.

11- Lucian Pye, « Social Science theories in Search of Chinese Realities », *China Quarterly*, n° 132 (1992), p. 1162.

12- Prévoyant que ses collègues de Washington s'opposeraient à cette proclamation de la sphère de juridiction universelle de la Chine, l'envoyé américain à Pékin obtint une autre

traduction et une exégèse textuelle différente d'un expert britannique local. Ce dernier expliqua que l'expression litigieuse – littéralement « d'apaiser et de brider le monde » – était une formule standard et que la lettre adressée à Lincoln était en fait (selon les critères de la cour chinoise) un document particulièrement modeste dont la formulation dénotait une authentique bonne volonté. *Papers Relating to Foreign Affairs Accompanying the Annual message of the President to the First Session of the Thirty-eighth Congress*, vol. 2, Washington, D. C., U. S. Government Printing Office, 1864, document n° 33 (« Mr. Burlingame to Mr. Steward, Peking, January 29, 1863 »), p. 846-848.

[13](#)- On trouvera un brillant compte rendu de ces réalisations sous la plume d'un intellectuel occidental profondément (peut-être excessivement) enchanté par la Chine dans l'encyclopédie en plusieurs volumes de Joseph Needham, *Science and Civilisation in China*, Cambridge, Cambridge University Press, 1954.

[14](#)- Fairbank et Goldman, *China*, p. 89.

[15](#)- Angus Maddison, *The World Economy : A Millennial Perspective*, Paris, OCDE, 2006, appendice B, p. 261-263 [*L'Économie mondiale : une perspective millénaire*, Paris, OCDE, 2001]. Il faut tenir compte du fait que, jusqu'à la révolution industrielle, le PIB total était plus étroitement lié à l'importance démographique ; la Chine et l'Inde éclipsaient donc les pays occidentaux simplement, en partie, à cause de leur nombreuse population. Je souhaite remercier Michael Cembalest d'avoir porté ces chiffres à mon attention.

[16](#)- Jean-Baptiste Du Halde, *Description géographique, historique, chronologique, politique et physique de l'empire de la Chine et de la Tartarie chinoise*, La Haye, H. Scheurleer, 1736, cité à partir du passage traduit in Schurmann et Schell, éd., *Imperial China*, p. 71.

[17](#)- François Quesnay, *Le Despotisme de la Chine*, in *Œuvres économiques complètes et autres textes*, Ch. Théré, L. Charles et J.-C. Perrot, éd., vol. 2, Paris, Institut national d'études démographiques, 2005.

[18](#)- Pour une étude de la carrière politique de Confucius synthétisant les comptes rendus chinois classiques, voir Annping Chin, *The Authentic Confucius : A Life of Thought and Politics*, New York, Scribner, 2007.

[19](#)- Voir Benjamin I. Schwartz, *The World of Thought in Ancient China*, Cambridge, Belknap Press, 1985, p. 63-66.

[20](#)- Confucius, *The Analects*, trad. W. E. Soothill, New York, Dover, 1995, p. 107.

[21](#)- Voir Mark Mancall, « The Ch'ing Tribute System : An Interpretive Essay », in John King Fairbank, éd., *The Chinese World Order*, Cambridge, Harvard University Press, 1968, p. 63-65 ; Mark Mancall, *China at the Center : 300 Years of Foreign Policy*, New York, Free Press, 1984, p. 22.

[22](#)- Ross Terrill, *The New Chinese Empire*, New York, Basic Books, 2003, p. 46.

[23](#)- Fairbank et Goldman, *China*, p. 28, 68-69.

[24](#)- Masataka Banno, *China and the West 1858-1861 : The Origins of the Tsungli Yamen*, Cambridge, Harvard University Press, 1964, p. 224-225 ; Mancall, *China at the Center*, p. 16-17.

[25](#)- Banno, *China and the West*, 224-228 ; Jonathan Spence, *The Search for Modern China*, New York, W. W. Norton, 1999, p. 197.

[26](#)- Owen Lattimore, « China and the Barbarians », in Joseph Barnes, éd., *Empire in the East*, New York, Doubleday, 1934, p. 22.

[27](#)- Lien-sheng Yang, « Historical Notes on the Chinese World Order », in Fairbank, éd., *The Chinese World Order*, p. 33.

[28](#)- Cité en extrait dans G. V. Melikhov, « Ming Policy Toward the Nüzhen (1402-1413) », in S. L. Tikhvinsky, éd., *China and Her Neighbors : From Ancient Times to the Middle Ages*, Moscou, Éditions du Progrès, 1981, p. 209.

[29](#)- Ying-shih Yü, *Trade and Expansion in Han China : A Study in the Structure of Sino-Barbarian Economic Relations*, Berkeley, University of California Press, 1967, p. 37.

[30](#)- Immanuel C. Y. Hsü, *China's Entrance into the Family of Nations : The Diplomatic Phase, 1858-1880*, Cambridge, Harvard University Press, 1960, p. 9.

[31](#)- Ainsi l'extension de la souveraineté chinoise sur la Mongolie (« intérieure » et aussi, à différents moments de l'histoire chinoise, « extérieure ») et sur la Mandchourie, origines respectives des conquérants étrangers qui fondèrent les dynasties Yuan et Qing.

[32](#)- Pour des discussions éclairantes à ce sujet et une explication plus complète des règles du *wei qi*, voir David Lai, « Learning from the Stone : A Go Approach to Mastering China's Strategic Concept, *Shi* », Carlisle, Pa, United States Army War College Strategic Studies Institute, 2004 ; et David Lai et Gary W. Hamby, « East Meets West ; An Ancient Game Sheds New Light on U.S.-Asian Strategic relations », *Korean Journal of Defense Analysis*, 14, n° 1 (printemps 2002).

[33](#)- On a affirmé de façon convaincante que *L'Art de la guerre* est l'œuvre d'un auteur postérieur (mais toujours très ancien) de l'époque des Royaumes combattants, et qu'il a cherché à donner plus de légitimité à ses idées en les datant fallacieusement de l'ère de Confucius. Ces arguments sont résumés in Sun Tzu, *The Art of War*, trad. S. B. Griffith, Oxford, Oxford University Press, 1971, Introduction, p. 1-12 [*L'Art de la guerre* ; trad. de l'anglais par Francis Wang, Paris, Flammarion, 1972 ; et Andrew Meyer et Andrew Wilson, « *Sunzi Bingfa* as History and Theory », in Bradford, A. Lee et Karl F. Walling, éd., *Strategic Logic and Political Rationality : Essays in Honor of Michael Handel*, Londres, Frank Cass, 2003.

[34](#)- Sun Tzu, *The Art of War*, trad. J. Minford, New York, Viking, 2002, p. 3.

[35](#)- *Ibid.*, p. 87-88.

[36](#)- *Ibid.*, p. 14-16.

[37](#)- *Ibid.*, p. 23.

[38](#)- *Ibid.*, p. 6.

[39](#)- En chinois mandarin, *shi* se prononce approximativement comme « sir », mais avec un *ch*. Le caractère chinois associe les éléments de « cultivé » et de « force ».

[40](#)- Kidder Smith, « The Military Texts : The *Sunzi* », in Wm. Theodore de Bary et Irene Bloom, éd., *Sources of Chinese Tradition*, vol. 1, *From Earliest Times to 1600*, 2<sup>e</sup> éd., New York, Columbia University Press, 1999, p. 215. L'auteur chinois Lin Yutang présentait le *shi* comme une notion esthétique et philosophique de ce qu'une situation « va devenir... la façon dont le vent, la pluie, l'inondation ou la bataille se présentent pour l'avenir, s'ils vont prendre ou perdre de la force, cesser bientôt ou se poursuivre indéfiniment, augmenter ou diminuer, dans quelle direction [et] avec quelle vigueur ». Lin Yutang, *The Importance of Living*, New York, Harper, 1937, p. 442.

[41](#)- Voir Joseph Needham et Robin D. S. Yates, *Science and Civilisation in China*, vol. 5, 6<sup>e</sup> partie : « Military Technology Missiles and Sieges », Cambridge, Cambridge University Press,

1994, p. 33-35, 67-79.

[42](#)- Voir Lai et Hamby, « East Meets West », p. 275.

[43](#)- Georg Wilhelm Friedrich Hegel, *The Philosophy of History* [La Philosophie de l'histoire], trad. E. S. Haldane et F. Simon, cité in Spence, *The Search for Modern China*, p. 135-136.

## La question du *kowtow* et la guerre de l'Opium

[44](#)- L'histoire de l'expansion Qing en « Asie intérieure » sous plusieurs empereurs remarquablement compétents est racontée très en détail dans Peter Perdue, *China Marches West : The Qing Conquest of Central Eurasia*, Cambridge, Belknap Press, 2005.

[45](#)- Voir J. L. Cranmer-Byng, éd., *An Embassy in China : Being the journal kept by Lord Macartney during his embassy to the Emperor Ch'ien-lung, 1793-1794*, Londres, Longmans, Green, 1962, Introduction, p. 7-9 (citant les *Collected Statutes* de la dynastie Qing).

[46](#)- « Lord Macartney's Commission from Henry Dundas » (8 septembre 1792), in Pei-kai Cheng, Michael Lestz et Jonathan Spence, éd., *The Search for Modern China : A Documentary Collection*, New York, W. W. Norton, 1999), p. 93-96.

[47](#)- *Ibid.*, p. 95.

[48](#)- Journal de Macartney in *An Embassy to China*, p. 87-88.

[49](#)- *Ibid.*, p. 84-85.

[50](#)- Alain Peyrefitte, *L'Empire immobile ou le Choc des mondes*, Paris, Fayard, 1989, p. 244.

[51](#)- Journal de Macartney in *An Embassy to China*, p. 105.

[52](#)- *Ibid.*, p. 90.

[53](#)- *Ibid.*, p. 123.

[54](#)- *Ibid.*

[55](#)- Voir chapitre 1, « La singularité de la Chine », p. 40.

[56](#)- Journal de Macartney in *An Embassy to China*, p. 137.

[57](#)- Premier édit de Qianlong au roi George III (septembre 1793), in Cheng, Lestz et Spence, éd., *The Search for Modern China : A Documentary Collection*, p. 104-106.

[58](#)- Deuxième édit de Qianlong au roi George III (septembre 1793), in Cheng, Lestz et Spence, éd., *The Search for Modern China : A Documentary Collection*, p. 109.

[59](#)- Journal de Macartney, in *An Embassy to China*, p. 170.

[60](#)- Angus Maddison, *The World Economy : A Millennial Perspective* [L'Économie mondiale : une perspective millénaire], Paris, Organisation for Economic Cooperation and Development, 2006, appendice B, p. 261, tableau B-18, « World GDP, 20 Countries and Regional Totals, 0-1998 A.D. ».

[61](#)- Voir Jonathan Spence, *The Search for Modern China*, New York, W. W. Norton, 1999, p. 149-150 ; Alain Peyrefitte, *L'Empire immobile*, p. 598-599 ; Dennis Bloodworth et Ching Ping Bloodworth, *The Chinese Machiavelli : 3000 Years of Chinese Statecraft*, New York, Farrar, Straus & Giroux, 1976, p. 280.

[62](#)- Peter Ward Fay, *The Opium War, 1840-1842*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 1975, p. 68.

- [63](#)- Peyrefitte, *L'Empire immobile*, p. xxvi.
- [64](#)- « Lin Tse-hsü's Moral Advice to Queen Victoria, 1839, » in Ssu-yü Teng et John K. Fairbank, éd., *China's Response to the West : A Documentary Survey, 1839-1923*, Cambridge, Harvard University Press, 1979, p. 26.
- [65](#)- *Ibid.*, p. 26-27.
- [66](#)- *Ibid.*, p. 25-26.
- [67](#)- « Lord Palmerston to the Minister of the Emperor of China » (Londres, 20 février 1840), reproduit in Hosea Ballou Morse, *The International Relations of the Chinese Empire*, vol. 1, *The Period of Conflict, 1834-1860*, 2<sup>e</sup> partie, Londres, Longmans, Green, 1910, p. 621-624.
- [68](#)- *Ibid.*, p. 625.
- [69](#)- Requête à l'Empereur, traduite et présentée sous forme d'extraits in Franz Schurmann et Orville Schell, éd., *Imperial China : The Decline of the Last Dynasty and the Origins of Modern China, the 18th and 19th Centuries*, New York, Vintage, 1967, p. 146-147.
- [70](#)- E. Backhouse et J. O. P. Bland, *Annals and Memoirs of the Court of Peking*, Boston, Houghton Mifflin, 1914, p. 396.
- [71](#)- Tsiang Ting-fu, *Chung-kuo chin tai shih [Histoire moderne de la Chine]*, Hong Kong, Li-ta Publishers, 1955, traduit et présenté sous forme d'extraits dans Schurmann et Schell, éd., *Imperial China*, p. 139.
- [72](#)- *Ibid.*, p. 139-140.
- [73](#)- Maurice Collis, *Foreign Mud : Being an Account of the Opium Imbroglia at Canton in the 1830s and the Anglo-Chinese War That Followed*, New York, New Directions, 1946, p. 297.
- [74](#)- Voir Teng et Fairbank, éd., *China's Response to the West*, p. 27-29.
- [75](#)- Immanuel C. Y. Hsü, *The Rise of Modern China*, 6<sup>e</sup> éd., Oxford, Oxford University Press, 2000, p. 187-188.
- [76](#)- Spence, *The Search for Modern China*, p. 158.
- [77](#)- John King Fairbank, *Trade and Diplomacy on the China Coast : The Opening of the Treaty Ports, 1842-1854*, Stanford, Stanford University Press, 1969, p. 109-112.
- [78](#)- « Ch'i-ying's Method for Handling the Barbarians, 1844 », trad. in Teng et Fairbank, éd., *China's Response to the West*, p. 38-39.
- [79](#)- *Ibid.*, p. 38. Voir aussi Hsü, *the Rise of Modern China*, p. 208-209. Un exemplaire de cette requête a été découvert bien des années plus tard au moment où les Britanniques s'emparèrent d'une résidence officielle à Guangzhou. Déshonoré par sa révélation au cours d'une négociation avec des représentants britanniques en 1858, Qiying prit la fuite. Il fut condamné à mort pour avoir quitté une négociation officielle sans autorisation. En considération de son prestige, il fut « autorisé » à accomplir l'acte lui-même à l'aide d'une cordelette de soie.
- [80](#)- Meadows, *Desultory Notes on the Government and People of China*, in Schurmann et Schell, éd., *Imperial China*, p. 148-149.
- [81](#)- Voir Morse, *The International Relations of the Chinese Empire*, vol. 1, 2<sup>e</sup> partie, p. 632-636.
- [82](#)- Voir *ibid.*, 1<sup>re</sup> partie, p. 309-310 ; deuxième édit de Qianlong au roi George III (septembre 1793), in Cheng, Lestz et Spence, éd., *The Search for Modern China : A*

*Documentary Collection*, p. 109.

## De la prééminence au déclin

[83](#)- « Wei Yuan's Statement of a Policy for Maritime Defense, 1842 », in Ssu-yü Teng et John K. Fairbank, éd., *China's Response to the West : A Documentary Survey, 1839-1923*, Cambridge, Harvard University Press, 1979, p. 30.

[84](#)- *Ibid.*, p. 31-34.

[85](#)- *Ibid.*, p. 34.

[86](#)- Les avis divergent sur la raison d'être de l'inclusion des clauses de nation la plus favorisée dans ces traités initiaux : s'agissait-il d'une stratégie chinoise concertée ou d'une omission tactique ? Un chercheur relève qu'à certains égards elle réduisait la marge de manœuvre de la cour des Qing dans ses négociations ultérieures avec les puissances étrangères, dans la mesure où n'importe quelle puissance occidentale pouvait être assurée d'obtenir les avantages accordés à ses rivales. D'un autre côté, elle avait pour effet concret d'empêcher un colonisateur, quel qu'il fût, d'accéder à une position économique dominante – ce qui contraste avec l'expérience de nombreux pays voisins au cours de cette période. Voir Immanuel C. Y. Hsü, *The Rise of Modern China*, 6<sup>e</sup> éd., Oxford, Oxford University Press, 2000, p. 190-192.

[87](#)- « Wei Yuan's Statement of a Policy for Maritime Defense », in Teng et Fairbank, éd., *China's Response to the West*, p. 34.

[88](#)- Prince Gong (Yixin), « The New Foreign Policy of January 1861 », in Teng et Fairbank, éd., *China's Response to the West*, 48.

[89](#)- Journal de Marcartney, in J. L. Cranmer-Byng, éd., *An Embassy to China : Being the journal kept by Lord Macartney during his embassy to the Emperor Ch'ien-lung, 1793-1794*, Londres, Longmans, Green, 1962, p. 191, 239.

[90](#)- John King Fairbank et Merle Goldman, *China : A New History*, 2<sup>e</sup> éd. augm., Cambridge, Belknap Press, 2006, p. 216 [*Histoire de la Chine : des origines à nos jours* ; trad. Simon Duran, Paris, Tallandier, 2010]. Pour un récit de la révolte des Taiping et de la carrière de son charismatique chef de file Hong Xiuquan, voir Jonathan Spence, *God's Chinese Son*, New York, W. W. Norton, 1996.

[91](#)- Hsü, *The Rise of Modern China*, p. 209.

[92](#)- *Ibid.*, p. 209-211.

[93](#)- Bruce Elleman, *Modern Chinese Warfare, 1795-1989*, New York, Routledge, 2001, p. 48-50 ; Hsü, *The Rise of Modern China*, p. 212-215.

[94](#)- Mary C. Wright, *The Last Stand of Chinese Conservatism : the T'ung-Chih Restoration, 1862-1874*, 2<sup>e</sup> éd., Stanford, Stanford University Press, 1962, p. 233-236.

[95](#)- Hsü, *The Rise of Modern China*, p. 215-218.

[96](#)- Dans un commentaire acide sur la perte de Vladivostok cent quinze ans plus tard (et sur le sommet du président Ford avec le secrétaire général soviétique Leonid Brejnev dans cette ville), Deng Xiaoping m'a expliqué que les différents noms donnés à la ville par les Chinois et les Russes reflétaient leurs objectifs respectifs : le nom chinois se traduisait approximativement par « limace de mer » alors que le nom russe signifiait « autorité de l'Est ». « Je ne crois pas qu'elle ait d'autre signification que ce qu'elle veut dire au pied de la lettre », a-t-il ajouté.



[97](#)- « The New Foreign Policy of January 1861 », in Teng et Fairbank, éd., *China's Response to the West*, p. 48. Pour préserver la cohérence du présent volume, la graphie de « Nian » a été modifiée dans ce passage par rapport à « Nien », plus courant à l'époque de la publication de l'ouvrage cité. Le mot chinois d'origine est le même.

[98](#)- *Ibid.*

[99](#)- *Ibid.*

[100](#)- *Ibid.*

[101](#)- Christopher A. Ford, *The Mind of Empire : China's History and Modern Foreign Relations*, Lexington, University of Kentucky Press, 2010, p. 142-143.

[102](#)- Je remercie mon collaborateur, l'ambassadeur J. Stapleton Roy, d'avoir attiré mon attention sur ce détail linguistique.

[103](#)- Ce récit de la carrière de Li s'inspire d'événements relatés dans William J. Hail, « Li Hung-Chang », in Arthur W. Hummel, éd., *Eminent Chinese of the Ch'ing Period*, Washington, D. C., U. S. Government Printing Office, 1943, p. 464-471 ; J. O. P. Bland, *Li Hung-chang*, New York, Henry Holt, 1917 ; et Edgar Sanderson, éd., *Six Thousand Years of World History*, vol. 7, *Foreign Statesmen*, Philadelphia, E. R. DuMont, 1900, p. 425-444.

[104](#)- Hail, « Li Hung-Chang », in Hummel, éd., *Eminent Chinese of the Ch'ing Period*, p. 466.

[105](#)- « Excerpts from Tseng's Letters, 1862 », trad. et présentés sous forme d'extraits in Teng et Fairbank, éd., *China's Response to the West*, p. 62.

[106](#)- Li Hung-chang, « Problems of Industrialization », in Franz Schurmann et Orville Schell, *Imperial China : The Decline of the last Dynasty and the Origins of Modern China, the 18th and 19th Centuries*, New York, Vintage, 1967, p. 238.

[107](#)- Teng et Fairbank, éd., *China's Response to the West*, p. 87.

[108](#)- « Letter to Tsungli Yamen Urgin Study of Western Arms », in *ibid.*, 70-72.

[109](#)- « Li Hung-chang's Support of Western Studies », in *ibid.* p. 75.

[110](#)- *Ibid.*

[111](#)- *Ibid.*

[112](#)- Cité in Wright, *The Last Stand of Chinese Conservatism*, p. 222.

[113](#)- Cité in Jerome Ch'en, *China and the West : Society and Culture, 1815-1937*, Bloomington, Indiana University Press, 1979, p. 429.

[114](#)- Selon les *Registres de la succession légitime des souverains divins* du XIV<sup>e</sup> siècle (un ouvrage largement distribué plus tard dans les années 1930 par le bureau de la pensée du ministère japonais de l'Éducation) : « Le Japon est le pays divin. C'est l'ancêtre céleste qui en a le premier posé les fondations, et la déesse du Soleil a laissé ses descendants régner sur lui pour toujours et à jamais. Cela n'est vrai que de notre pays, et l'on ne trouve rien de comparable à l'étranger. Voilà pourquoi on l'appelle le pays divin. » John W. Dower, *War Without Mercy : Race and Power in the Pacific War*, New York, Pantheon, 1986, p. 222.

[115](#)- Voir Kenneth B. Pyle, *Japan Rising*, New York, Public Affairs, 2007, p. 37-38.

[116](#)- Voir Karel van Wolferen, *The Enigma of Japanese Power : People and Politics in a Stateless Nation*, Londres, Macmillan, 1989, p. 13.

[117](#)- Sur la conception classique d'un ordre tributaire centré sur le Japon, voir Michael R. Auslin, *Negotiating with Imperialism : The Unequal Treaties and the Culture of Japanese Diplomacy*, Cambridge, Harvard University Press, 2004, p. 14 ; et Marius B. Jansen, *The Making of Modern Japan*, Cambridge, Belknap Press, 2000, p. 69.

[118](#)- Jansen, *The Making of Modern Japan*, p. 87.

[119](#)- Cité in Ch'en, *China and the West*, p. 87.

[120](#)- Masakazu Iwata, *Okubo Toshimichi : The Bismarck of Japan*, Berkeley, University of California Press, 1964, citant Wang Yusheng, *China and Japan in the Last Sixty Years*, Tientsin, Ta Kung Pao, 1932-1934.

[121](#)- La crise de 1874 éclata à l'occasion du naufrage d'un équipage des îles Ryukyu sur le littoral de l'extrême sud-est de Taïwan et de l'assassinat des marins par une tribu taïwanaise. Quand le Japon réclama une forte indemnité, Pékin commença par répondre que les tribus non sinisées ne relevaient pas de lui. Du point de vue chinois traditionnel, ce n'était pas dépourvu de toute logique : les « barbares » n'étaient pas du ressort de Pékin. Du point de vue du droit international et de la politique modernes, c'était indéniablement une erreur de calcul, car cela signalait que la Chine n'exerçait pas une autorité complète sur Taïwan. Le Japon réagit en lançant contre l'île une expédition punitive, que les autorités Qing furent incapables d'empêcher. Tokyo persuada alors Pékin de verser une indemnité, ce qu'un observateur contemporain a présenté comme une « transaction qui a réellement scellé le destin de la Chine, en faisant savoir au monde qu'il y avait là un riche empire qui était prêt à payer, mais qui n'était pas prêt à se battre ». Alexander Michie, *An Englishman in China During the Victorian Era*, vol. 2, Londres, William Blackwood & Sons, 1900, p. 256. Cette crise fut d'autant plus préjudiciable à la Chine que, jusque-là, Pékin comme Tokyo avaient revendiqué les îles Ryukyu comme un État tributaire ; après la crise, les îles tombèrent sous l'emprise japonaise. Voir Hsü, *The Rise of Modern China*, p. 315-317.

[122](#)- Teng et Fairbank, éd., *China's Response to the West*, p. 71.

[123](#)- Cité dans Bland, *Li Hung-chang*, p. 160.

[124](#)- *Ibid.*, p. 160-161.

[125](#)- « Text of the Sino-Russian Secret Treaty of 1896 », in Teng et Fairbank, éd., *China's Response to the West*, p. 131.

[126](#)- Bland, *Li Hung-chang*, p. 306.

[127](#)- Pour un récit de ces événements et des délibérations internes de la cour de Chine, voir Hsü, *The Rise of Modern China*, p. 390-398.

[128](#)- Contrairement aux indemnités antérieures, l'essentiel de l'indemnité des Boxers a fait l'objet d'une renonciation ultérieure ou a été réaffectée par les puissances étrangères à des œuvres de charité en Chine même. Les États-Unis ont attribué une partie de leur indemnité à la construction de l'université Tsinghua à Pékin.

[129](#)- Ces stratégies sont rapportées avec des détails fascinants in Scott A. Boorman, *The Protracted Game : A Wei-ch'i Interpretation of Maoist Revolutionary Strategy*, New York, Oxford University Press, 1969.

[130](#)- Jonathan Spence, *The Search for Modern China*, New York, W. W. Norton, 1999, p. 485.

## La révolution permanente de Mao



[131](#)- À propos de Mao sur Qin Shihuang, voir, par exemple, « Talks at the Beidaihe Conference : August 19, 1958 », in Roderick MacFarquhar, Timothy Cheek et Eugene Wu, éd., *The Secret Speeches of Chairman Mao : From the Hundred Flowers to the Great Leap Forward*, Cambridge, Harvard University Press, 1989, p. 405 ; « Talks at the First Zhengzhou Conference : November 10, 1958 », in MacFarquhar, Cheek et Wu, éd., *The Secret Speeches of Chairman Mao*, p. 476 ; Tim Adams, « Behold the Mighty Qin », *The Observer* (August 19, 2007) ; et Li Zhisui, *The Private Life of Chairman Mao*, trad. Tai Hung-chao, New York, Random House, 1994, p. 122 [*La vie privée du président Mao*, trad. de l'anglais par Henri Marcel, Frank Straschitz et Martine Leroi-Batistelli, Paris, Plon, 1994].

[132](#)- André Malraux, *Antimémoires*, Paris, Gallimard, 1972, coll. « Folio », p. 557-558.

[133](#)- « Speech at the Supreme State Conference : Excerpts, 28 January 1958 », in Stuart Schram, éd., *Mao Tse-tung Unrehearsed : Talks and Letters : 1956-71*, Harmondsworth, Penguin, 1975, p. 92-93 [*Mao Tse-tung parle au peuple : 1956-1971* ; trad. Sylvie Barjansky, Paris, Presses universitaires de France, 1977].

[134](#)- « On the People's Democratic Dictatorship : In Commemoration of the Twenty-eighth Anniversary of the Communist Party of China : June 30, 1949 », in *Selected Works of Mao Tse-tung*, vol. 4, Pékin, Foreign Languages Press, 1969, p. 412.

[135](#)- « Sixty Points on Working Methods – A Draft Resolution from the Office of the Centre of the CPC : 19.2.1958 », in Jerome Ch'en, éd., *Mao Papers : Anthology and Bibliography*, Londres, Oxford University Press, 1970, p. 63.

[136](#)- *Ibid.*, p. 66.

[137](#)- « The Chinese People Have Stood Up : September 1949 », in Timothy Cheek, éd., *Mao Zedong and China's Revolutions : A Brief History with Documents*, New York, Palgrave, 2002, p. 126.

[138](#)- Voir M. Taylor Fravel, « Regime Insecurity and Internal Cooperation : Explaining China's Compromises in Territorial Disputes, » *International Security*, 30, n° 2 (automne 2005), p. 56-57 ; « A Himalayan Rivalry : India and China, » *The Economist*, 396, n° 8696 (21 août 2010), p. 17-20.

[139](#)- Zhang Baijia, « Zhou Enlai – The Shaper and Founder of China's Diplomacy », in Michael H. Hunt et Niu Jun, éd., *Toward a History of Chinese Communist Foreign Relations, 1920s-1960s : Personalities and Interpretive Approaches*, Washington, D. C., Woodrow Wilson International Center for Scholars, Asia Program, 1992, p. 77.

[140](#)- Charles Hill, *Grand Strategies : Literature, Statecraft, and World Order*, New Haven, Yale University Press, 2010, p. 2.

[141](#)- « Memorandum of conversation : Beijing, July 10, 1971, 12 : 10-6 p.m. », in Steven E. Phillips, éd., *Foreign Relations of the United States (FRUS), 1969-1976*, vol. 17, *China 1969-1972* Washington, D. C., U. S. Government Printing Office, 2006, p. 404. Zhou Enlai a récité ces vers lors d'une de nos premières entrevues à Pékin en juillet 1971.

[142](#)- John W. Garver, « China's Decision for War with India in 1962 », in Alastair Iain Johnston et Robert S. Ross, éd., *New Directions in the Study of China's Foreign Policy*, Stanford, Stanford University Press, 2006, p. 107.

[143](#)- Li, *The Private Life of Chairman Mao*, p. 83.

[144](#)- « On the Correct Handling of Contradictions Among the People : February 27, 1957 », in *Selected Works of Mao Tse-tung*, vol. 5, Pékin, Foreign Languages Press, 1977, p. 417.

[145](#)- Edgar Snow, *The Long Revolution*, New York, Random House, 1972, p. 417 [*La Longue révolution* ; trad. Claude-Hélène Sibert et Guy-Henry Thurein, Paris, Stock, 1973].

[146](#)- Lin Piao [Lin Biao], *Long Live the Victory of People's War !*, Pékin, Foreign Languages Press, 1967, p. 38 (publié initialement le 3 septembre 1965 dans le *Renmin Ribao* [Quotidien du peuple]).

[147](#)- Kuisong Yang et Yafeng Xia, « Vacillating Between Revolution and Détente : Mao's Changing Psyche and Policy Toward the United States, 1969-1976 », *Diplomatic History*, 34, n° 2 (avril 2010).

[148](#)- Chen Jian et David L. Wilson, éd., « All Under the Heaven Is Great Chaos : Beijing, the Sino-Soviet Border Clashes, and the Turn Toward Sino-American Rapprochement, 1968-69 », *Cold War International History Project Bulletin*, n° 11, Washington, D. C., Woodrow Wilson International Center for Scholars, hiver 1998, p. 161.

[149](#)- Michel Oksenberg, « The Political Leader », in Dick Wilson, éd., *Mao Tse-tung in the Scales of History*, Cambridge, Cambridge University Press, 1978, p. 90.

[150](#)- Stuart Schram, *The Thought of Mao Tse-Tung*, Cambridge, Cambridge University Press, 1989, p. 23.

[151](#)- « The Chinese Revolution and the Chinese Communist Party : December 1939 », in *Selected Works of Mao Tse-tung*, vol. 2, p. 306.

[152](#)- John King Fairbank et Merle Goldman, *China : A New History*, 2<sup>e</sup> éd. augm., Cambridge, Belknap Press, 2006, p. 395 [*Histoire de la Chine : des origines à nos jours* ; trad. Simon Duran, Paris, Tallandier, 2010].

[153](#)- « Memorandum of Conversation : Beijing, Feb. 21, 1972, 2:50-3:55 p.m. », *FRUS*, vol. 17, p. 678.

[154](#)- « The Foolish Old Man Who Removed the Mountains », in *Selected Works of Mao Tse-tung*, vol. 3, p. 272.

## Diplomatie triangulaire et guerre de Corée

[155](#)- « Conversation entre I. V. Staline et Mao Zedong : Moscou, 16 décembre 1949 », Archives du président de la Fédération russe (APFR), fond 45, opis 1, delo p. 329, listi 9-17, trad. Danny Rozas, in *Cold War International History Project : Virtual Archive*, Woodrow Wilson International Center for Scholars, consulté sur [www.cwihp.org](http://www.cwihp.org).

[156](#)- Strobe Talbott, trad. et éd., *Khrushchev Remembers : The Last Testament* (Boston, Little, Brown, 1974), p. 240 [*Mémoires inédits* ; introd. de Strobe Talbott ; éd. établie par Strobe Talbott, Jerrold L. Schecter et Vyacheslav V. Luchkov ; trad. (de la version anglaise) par Pierre Girard, Paris, P. Belfond, 1991].

[157](#)- « Conversation entre I. V. Staline et Mao Zedong », [www.cwihp.org](http://www.cwihp.org).

[158](#)- *Ibid.*

[159](#)- *Ibid.*

[160](#)- *Ibid.*

[161](#)- Voir chapitre 6, « La Chine affronte les deux superpuissances », p. 187.

[162](#)- « Appendix D to Part II – China : The Military Situation in China and Proposed Military Aid », in *The China White Paper : August 1949*, vol. 2, Stanford, Stanford University Press, 1967, p. 814.

[163](#)- « Letter of Transmittal : Washington, July 30, 1949 », in *The China White Paper : August 1949*, vol. 1, Stanford, Stanford University Press, 1967, p. xvi.

[164](#)- Dean Acheson, « Crisis in Asia – An Examination of U. S. Policy », *Department of State Bulletin* (23 janvier 1950), p. 113.

[165](#)- Sergei N. Goncharov, John W. Lewis et Xue Litai, *Uncertain Partners : Stalin, Mao, and the Korean War*, Stanford, Stanford University Press, 1993, p. 98.

[166](#)- Acheson, « Crisis in Asia – An Examination of U. S. Policy », p. 115.

[167](#)- *Ibid.*

[168](#)- *Ibid.*, p. 118.

[169](#)- L'issue des négociations sino-soviétiques d'après-guerre restait encore sur le cœur de la Chine quarante ans plus tard. En 1989, Deng Xiaoping exhorta le président George H. W. Bush à « regarder la carte pour voir ce qui s'est passé après que l'Union soviétique a séparé la Mongolie-Extérieure de la Chine. Dans quel genre de situation stratégique nous sommes-nous trouvés ? Ceux qui ont plus de cinquante ans en Chine se rappellent que la forme de la Chine ressemblait à celle d'une feuille d'érable. Maintenant, si vous regardez la carte, vous voyez un gros bout du nord qui a été coupé. » George H. W. Bush et Brent Scowcroft, *A World Transformed*, New York, Alfred A. Knopf, 1998, p. 95-96. L'allusion faite par Deng à la situation stratégique de la Chine doit être également appréhendée à la lumière de la présence militaire soviétique non négligeable en Mongolie, qui a commencé au moment de la rupture sino-soviétique et a duré pendant toute la guerre froide.

[170](#)- Goncharov, Lewis et Xue, *Uncertain Partners*, p. 103.

[171](#)- Stuart Schram, *The Thought of Mao Tse-Tung*, Cambridge, Cambridge University Press, 1989, p. 153.

[172](#)- « Conversation entre I. V. Staline et Mao Zedong », sur [www.cwihp.org](http://www.cwihp.org).

[173](#)- Les forces soviétiques s'étaient d'abord avancées plus au sud, au-delà du 38° parallèle, mais avaient tenu compte d'un appel de Washington à se replier au nord et à diviser la péninsule à peu près en son milieu.

[174](#)- hen Jian, *China's Road to the Korean War : The Making of the Sino-American Confrontation*, New York, Columbia University Press, 1994, p. 87-88 (citant l'entretien de l'auteur avec Shi Zhe).

[175](#)- athryn Weathersby, « “Should We Fear This ?” Stalin and the Danger of War with America », Cold War International History Project Working Paper Series, document de travail n° 39 (Washington D. C., Woodrow Wilson International Center for Scholars, juillet 2002), p. 9-11.

[176](#)- « M'Arthur Pledges Defense of Japan », *New York Times* (2 mars 1949), archives historiques du *New York Times*.

[177](#)- Acheson, « Crisis in Asia – An Examination of U. S. Policy », p. 116.

[178](#)- *Ibid.*

[179](#)- Weathersby, « “Should We Fear This ?” », p. 11.

- [180](#)- Goncharov, Lewis et Xue, *Uncertain Partners*, p. 144.
- [181](#)- *Ibid.*
- [182](#)- *Ibid.*, p. 145.
- [183](#)- Chen, *China's Road to the Korean War*, p. 112.
- [184](#)- Shen Zhihua, *Mao Zedong, Stalin, and the Korean War*, trad. Neil Silver, chapitre 6 (publié initialement en chinois sous le titre *Mao Zedong Sidalin yu Chaoxian zhanzheng*, Guangzhou, Guangdong Renmin Chubanshe, 2003).
- [185](#)- *Ibid.*
- [186](#)- *Ibid.*
- [187](#)- Yang Kuisong, introduction à *ibid.* (adapté de Yang Kuisong, « Sidalin Weishenma zhichi Chaoxian zhanzheng – du Sehn Zhihua zhu “Mao Zedong, Sidalin yu Chaoxian zhanzheng” » [« Pourquoi Staline a-t-il soutenu la guerre de Corée – à propos de la lecture de “Mao Zedong, Stalin and the Korean War” de Shen Zhihua »], *Ershiyi Shiji* [Vingtième siècle], février 2004.
- [188](#)- Harry S. Truman, « Statement by the President on the Situation in Korea, June 27, 1950 », n° 173, *Public Papers of the Presidents of the United States*, Washington, D. C., U. S. Government Printing Office, 1965, p. 492.
- [189](#)- Gong Li, « Tension Across the Taiwan Strait in the 1950s : Chinese Strategy and Tactics », in Robert S. Ross et Jiang Changbin, éd., *Re-examining the Cold War : U.S.-China Diplomacy, 1954-1973*, Cambridge, Harvard University Press, 2001, p. 144.
- [190](#)- United Nations General Assembly Resolution 376 (V), « The Problem of the Independence of Korea » (7 octobre 1950), consulté sur <http://daccess-dds-ny.un.org/doc/RESOLUTION/GEN/NR0/059/74/IMG/NR005974.pdf?OpenElement>.
- [191](#)- On trouvera un exposé captivant de ces principes appliqué aux heurts sur l'Oussouri in Michael Gerson, *The Sino-Soviet Border Conflict : Deterrence, Escalation, and the Threat of Nuclear War in 1969* (Alexandria, Va., Center for Naval Analyses, 2010).
- [192](#)- Sur les buts de guerre de Mao, voir par exemple Shu Guang Zhang, *Mao's Military Romanticism : China and the Korean War, 1959-1953*, Lawrence, University Press of Kansas, 1995, p. 101-107, 123-125, 132-133 ; et Chen Jian, *Mao's China and the Cold War*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 2001, p. 91-96.
- [193](#)- Chen, *China's Road to the Korean War*, p. 137.
- [194](#)- Shen, *Mao Zedong, Stalin, and the Korean War*, chapitre 7.
- [195](#)- *Ibid.*
- [196](#)- Chen, *China's Road to the Korean War*, p. 143.
- [197](#)- *Ibid.*, p. 143-144.
- [198](#)- *Ibid.*, p. 144.
- [199](#)- Goncharov, Lewis et Xue, *Uncertain Partners*, 164-167.
- [200](#)- Chen, *China's Road to the Korean War*, p. 149-150.
- [201](#)- *Ibid.*, p. 150.
- [202](#)- *Ibid.*, p. 164.

[203](#)- « Doc 64 : Zhou Enlai Talk with Indian Ambassador K. M. Panikkar, 3 oct. 1950 », in Goncharov, Lewis et Xue, *Uncertain Partners*, p. 276.

[204](#)- *Ibid.*, p. 278.

[205](#)- *Ibid.* Le Premier ministre Jawaharlal Nehru avait écrit à Zhou, ainsi qu'aux représentants américain et britannique, à propos des perspectives de limitation du conflit coréen.

[206](#)- « Lettre de Fyn Si [Staline] à Kim Il-sung (via Shtykov) : 8 octobre 1950 », APFR, fond 45, opis 1, delo 347, listi 65-67 (texte de relais présenté comme le télégramme de Staline à Mao), in *Cold War International History Project : Virtual Archive*, Woodrow Wilson International Center for Scholars, consulté sur [www.cwihp.org](http://www.cwihp.org).

[207](#)- Goncharov, Lewis et Xue, *Uncertain Partners*, p. 177.

[208](#)- *Ibid.*

[209](#)- *Ibid.*

[210](#)- Voir Shen Zhihua, « The Discrepancy Between the Russian and Chinese Versions of Mao's 2 October 1950 Message to Stalin on Chinese Entry into the Korean War : A Chinese Scholar's Reply », *Cold War International History Project Bulletin* 8/9, Washington, D. C., Woodrow Wilson International Center for Scholars, hiver 1996, p. 240.

[211](#)- Goncharov, Lewis et Xue, *Uncertain Partners*, p. 200-201, citant Hong Xuezhi et Hu Qicai, « Pleurez le maréchal Xu avec un chagrin sans bornes », *Le Quotidien du peuple* (16 octobre 1990) et Yao Xu, *Cong Yalujiang dao Banmendian* [De la rivière Yalou à Panmunjom], Pékin, Presses du peuple, 1985.

[212](#)- Goncharov, Lewis et Xue, *Uncertain Partners*, p. 195-196.

## La Chine affronte les deux superpuissances

[213](#)- « Assistant Secretary Dean Rusk addresses China Institute in America, May 18, 1951 », reproduit in « Editorial note », Fredrick Aandahl, éd., *Foreign Relations of the United States (FRUS), 1951*, vol. 7, *Korea and China : Part 2*, Washington, D. C., U. S. Government Printing Office, 1983, p. 1671-1672.

[214](#)- En raison des différences de dialecte et de systèmes de romanisation, Quemoy est connu ailleurs sous les noms de « Jinmen », « Kinmen » ou « Ch'in-men ». Matsu est aussi connu sous le nom de « Mazu ».

[215](#)- Xiamen était alors appelé « Amoy » dans la presse occidentale ; Fuzhou « Foochow ».

[216](#)- Dwight D. Eisenhower, « Annual Message to the Congress on the State of the Union : February 2, 1953 », n° 6, *Public Papers of the Presidents of the United States*, Washington, D. C., U. S. Government Printing Office, 1960, p. 17.

[217](#)- John Lewis Gaddis, *The Cold War : A New History*, New York, Penguin, 2005, p. 131.

[218](#)- Robert L. Suettinger, « U. S. "Management" of Three Taiwan Strait "Crises" », in Michael D. Swaine et Zhang Tuosheng avec Danielle F. S. Cohen, éd., *Managing Sino-American Crises : Case Studies and Analysis*, Washington, D. C., Carnegie Endowment for International Peace, 2006, p. 254.

[219](#)- *Ibid.*, p. 255.

[220](#)- « The Chinese People Cannot Be Cowed by the Atom Bomb : January 28th, 1955 (Principaux sujets de conversation avec l'ambassadeur Carl-Johan [Cay] Sundstrom, premier

envoyé finlandais en Chine, lorsqu'il est allé présenter ses lettres de créance à Pékin) », in *Mao Tse-tung : Selected Works*, vol. 5, Pékin, Foreign Languages Press, 1977, p. 152-153.

[221](#)- « Text of the Joint Resolution on the Defense of Formosa : February 7, 1955 », *Department of State Bulletin*, vol. 32, n° 815, Washington, D. C., U. S. Government Printing Office, 1955, p. 213.

[222](#)- « Editorial Note », in John P. Glennon, éd., *Foreign Relations of the United States (FRUS)*, vol. 19, *National Security Policy, 1955-1957*, Washington, D. C., U. S. Government Printing Office, 1990, p. 61.

[223](#)- Suettinger, « U. S. "Management" of Three Taiwan Strait "Crises" », p. 258.

[224](#)- Strobe Talbott, trad. et éd., *Khrushchev Remembers : The Last Testament*, Boston, Little, Brown, 1974, p. 264 [*Mémoires inédits* ; trad. Pierre Girard, Paris, P. Belfond, 1991].

[225](#)- « Memorandum of Conversation of N.S. Khrushchev with Mao Zedong, Beijing : 2 October 1959 », *Cold War International History Project Bulletin*, n° 12/13, Washington, D. C., Woodrow Wilson International Center for Scholars, automne/hiver 2001, p. 264.

[226](#)- Jung Chang et Jon Halliday, *Mao : The Unknown Story*, New York, Random House, 2005, p. 389-390.

[227](#)- Zhan Baijia et Jia Qingguo, « Steering Wheel, Shock Absorber, and Diplomatic Probe in Confrontation : Sino-American Ambassadorial Talks Seen from the Chinese Perspective », in Robert S. Ross et Jiang Changbin, éd., *Re-examining the Cold War : U. S.-China Diplomacy, 1954-1973*, Cambridge, Harvard University Press, 2001, p. 185.

[228](#)- Steven Goldstein, « Dialogue of the Deaf ? The Sino-American Ambassadorial-Level Talks, 1955-1970 », in Ross et Jiang, éd., *Re-examining the Cold War*, p. 200. On trouvera une histoire convaincante des discussions utilisant des sources chinoises comme américaines dans Yafeng Xia, *Negotiating with the Enemy : U. S.-China Talks During the Cold War, 1949-1972*, Bloomington, Indiana University Press, 2006.

[229](#)- « Text of Rusk's Statement to House Panel on U. S. Policy Toward Communist China », *New York Times* (17 avril 1966), consulté sur ProQuest Historical Newspapers (1851-2007).

[230](#)- *Ibid.*

[231](#)- Talbott, trad. et éd., *Khrushchev Remembers*, p. 249 [*Mémoires inédits* ; trad. Pierre Girard, Paris, P. Belfond, 1991].

[232](#)- Lorenz M. Lüthi, *The Sino-Soviet Split : Cold War in the Communist World* (Princeton, Princeton University Press, 2008, p. 38.

[233](#)- La révolution d'Octobre fait allusion à la prise du pouvoir par les bolcheviks en octobre 1917.

[234](#)- Stuart Schram, *The Thought of Mao Tse-Tung*, Cambridge, Cambridge University Press, 1989, p. 113.

[235](#)- *Ibid.*, p. 149.

[236](#)- Lüthi, *The Sino-Soviet Split*, p. 50, citant l'analyse de l'auteur des « International Reference Reports » chinois de 1956 et Wu Lengxi, *Shinian lunzhan, 1956-1966 : Zhongguo guanxi huiyilu* [*Dix ans de débats, 1956-1966 : Souvenirs des relations sino-soviétiques*], Pékin, Zhongyang wenxian, 1999 (Mémoires de l'ancien chef de l'agence de presse officielle de la Chine Xinhua).



[237](#)- *Ibid.*, p. 62-63.

[238](#)- Li Zhisui, *The Private Life of Chairman Mao*, trad. Tai Hung-chao, New York, Random House, 1994, p. 261-262 [*La Vie privée du président Mao*, trad. de l'anglais par Henri Marcel, Frank Straschitz et Martine Leroi-Batistelli, Paris, Plon, 1994].

[239](#)- Talbott, trad. et éd., *Khrushchev Remembers*, p. 255 [*Mémoires inédits* ; trad. Pierre Girard, Paris, Belfond, 1991].

[240](#)- *Ibid.*

[241](#)- *Ibid.*, p. 260.

[242](#)- « Playing for High Stakes ; Khrushchev speaks out on Mao, Kennedy, Nixon and the Cuban Missile Crisis », *LIFE* 69, n° 25 (18 décembre 1970), p. 25.

[243](#)- Le Parti nationaliste, également connu sous le nom de Kuomintang.

[244](#)- « First Conversation between N. S. Khrushchev and Mao Zedong : 7/31/1958 », *Cold War International History Project : Virtual Archive*, Woodrow Wilson International Center for Scholars, consulté sur [www.cwihp.org](http://www.cwihp.org).

[245](#)- *Ibid.*

[246](#)- *Ibid.*

[247](#)- William Taubman, *Khrushchev : The Man and His Era*, New York, W. W. Norton, 2003, p. 392.

[248](#)- « Discussion entre N. S. Khrouchtchev et Mao Zedong : 3 octobre 1959 », Archives du président de la Fédération russe (APFR), fond 52, opis 1, delo 499, listi 1-33, trad. Vladislav M. Zubok, *Cold War International History Project : Virtual Archive*, Woodrow Wilson International Center for Scholars, consulté sur [www.cwihp.org](http://www.cwihp.org).

[249](#)- *Ibid.*

[250](#)- Lüthi, *The Sino-Soviet Split*, p. 101 ; Wu Lengxi, « Inside Story of the Decision Making During the Shelling of Jinmen » (*Zhuanji wenxue* [Littérature biographique], Pékin, n° 1, 1994), trad. et reproduit in Li Xiaobing, Chen Jian et David L. Wilson, éd., « Mao Zedong's Handling of the Taiwan Straits Crisis of 1958 : Chinese Recollections and Documents », *Cold War International History Project Bulletin* 6/7, Washington, D. C., Woodrow Wilson International Center for Scholars, hiver 1995, p. 213-214.

[251](#)- Wu, « Inside Story of the Decision Making During the Shelling of Jinmen », p. 208.

[252](#)- *Ibid.*, p. 209-210.

[253](#)- Gong Li, « Tension Across the Taiwan Strait in the 1950s : Chinese Strategy and Tactics », in Ross et Jiang, éd., *Re-examining the Cold War*, p. 157-158 ; Chen Jian, *Mao's China and the Cold War*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 2001, p. 184.

[254](#)- Chen, *Mao's China and the Cold War*, p. 184-185.

[255](#)- « Statement by the Secretary of State, September 4, 1958 », in Harriet Dashiell Schwar, éd., *Foreign Relations of the United States (FRUS), 1958-1960*, vol. 10, *China*, Washington, D. C., U. S. Government Printing Office, 1996, p. 135.

[256](#)- « Telegram from the Embassy in the Soviet Union to the Department of State, Moscow, September 7, 1958, 9 p.m. », *FRUS*, vol. 19, p. 151.

[257](#)- Dwight D. Eisenhower, « Letter to Nikita Krushchev, Chairman, Council of Ministers, USSR, on the Formosa Situation : September 13, 1958 », n° 263, *Public Papers of the Presidents of the United States*, Washington, D. C., U. S. Government Printing Office, 1960, p. 702.

[258](#)- Andrei Gromyko, *Memoirs*, New York, Doubleday, 1990, p. 251-252 [*Mémoires* ; trad. de la version anglaise par Françoise du Sorbier, Gérard Gefen, Amal Naccache et Sabine Montagne, Paris, Belfond, 1989].

[259](#)- Lüthi, *The Sino-Soviet Split*, p. 102.

[260](#)- *Ibid.*, p. 102-103.

[261](#)- « Telegram from the Embassy in the Soviet Union to the Department of State, September 19, 1958, 8 p. m. », *FRUS*, vol. 19, p. 236.

[262](#)- « Discussion entre N. S. Khrouchtchev et Mao Zedong : 3 octobre 1959 ».

[263](#)- Xia, *Negotiating with the Enemy*, p. 98-99.

[264](#)- Le 30 septembre 1958, six semaines après le début de la deuxième crise des îles littorales, Dulles a donné une conférence de presse dans laquelle il contestait l'utilité de stationner autant de troupes nationalistes sur Quemoy et Matsu, et relevait que les États-Unis n'avaient « aucune obligation juridique de défendre les îles littorales ». Chiang Kai-shek répondit le lendemain en rejetant les remarques de Dulles, qu'il présentait comme une « déclaration unilatérale » que Taïpei « n'était pas obligée d'accepter ». Taïpei continua à défendre et à fortifier les îles. Li, « Tension Across the Taiwan Strait in the 1950s : Chinese Strategy and Tactics », p. 163.

[265](#)- « Memorandum of Conversation, Beijing, February 24, 1972, 5:15-8:05 p.m. », in Steven E. Phillips, éd., *Foreign Relations of the United States (FRUS), 1969-1976*, vol. 17, *China 1969-1972*, Washington, D. C., U. S. Government Printing Office, 2006, p. 766.

[266](#)- Talbott, trad. et éd. *Khrushchev Remembers*, p. 265 [*Mémoires inédits* ; trad. Pierre Girard, Paris, P. Belfond, 1991].

## Une décennie de crises

[267](#)- Frederick C. Teiwes, « The Establishment and Consolidation of the New Regime, 1949-1957 », in Roderick MacFarquhar, éd., *The Politics of China : The Eras of Mao and Deng*, 2<sup>e</sup> éd., Cambridge, Cambridge University Press, 1997, p. 74.

[268](#)- Jonathan Spence, *The Search for Modern China*, New York, W. W. Norton, 1999, p. 541-542.

[269](#)- Lorenz M. Lüthi, *The Sino-Soviet Split : Cold War in the Communist World*, Princeton, Princeton University Press, 2008, p. 76.

[270](#)- *Ibid.*, p. 84.

[271](#)- On trouvera un développement de ce point et des liens entre la politique extérieure et la politique intérieure de Mao dans Chen Jian, *Mao's China and the Cold War*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 2001, p. 6-15.

[272](#)- Des récits sinistres de cet épisode singulièrement destructeur sont disponibles dans Jasper Becker, *Hungry Ghosts : Mao's Secret Famine*, New York, Henry Holt, 1998 [*La grande famine de Mao* ; trad. Michel Pencréac'h, Paris, Éd. Dagorno, 1998] ; et Frederick C. Teiwes, *China's Road to Disaster : Mao, Central Politicians, and Provincial Leaders in the Unfolding of the Great Leap Forward, 1955-1959*, Armonk, NY, East Gate, 1998.



- [273](#)- Neville Maxwell, *India's China War*, Garden City, NY, Anchor, 1972, p. 37.
- [274](#)- John W. Garver, « China's Decision for War with India in 1962 », in Alastair Iain Johnston et Robert S. Ross, éd., *New Directions in the Study of China's Foreign Policy*, Stanford, Stanford University Press, 2006, p. 106.
- [275](#)- *Ibid.*, p. 107.
- [276](#)- *Ibid.*
- [277](#)- *Ibid.*, p. 108.
- [278](#)- *Ibid.*, p. 109.
- [279](#)- *Ibid.*, p. 110.
- [280](#)- *Ibid.*, p. 115.
- [281](#)- *Ibid.*, p. 120-121.
- [282](#)- « Workers of All Countries United, Oppose Our Common Enemy : December 15, 1962 », Pékin, Foreign Languages Press, 1962 (réimpression de l'éditorial de *Renmin Ribao* [*Le Quotidien du Peuple*]).
- [283](#)- *Ibid.*
- [284](#)- *Pravda*, 5 avril 1964, cité dans Hemen Ray, *Sino-Soviet Conflict over India : An Analysis of the Causes of Conflict Between Moscow and Beijing over India Since 1949*, New Delhi, Abhinav Publications, 1986, p. 106.
- [285](#)- John King Fairbank et Merle Goldman, *China : A New History*, 2<sup>e</sup> éd. augm., Cambridge, Belknap Press, 2006, p. 392 [*Histoire de la Chine : des origines à nos jours* ; trad. Simon Duran, Paris, Tallandier, 2010].
- [286](#)- Roderick MacFarquhar et Michael Schoenals, *Mao's Last Revolution*, Cambridge, Belknap Press, 2006, p. 87-91 [*La Dernière Révolution de Mao : histoire de la Révolution culturelle, 1966-1976* ; trad. Pierre-Emmanuel Dauzat, Paris, Gallimard, 2009].
- [287](#)- Mark Gayn, « China Convulsed », *Foreign Affairs*, 45, n° 2 (janvier 1967), p. 247, 252.
- [288](#)- *Renmin Ribao* [*Le Quotidien du Peuple*] (Pékin), 31 janvier 1967, p. 6, cité in Tao-tai Hsia et Constance A. Johnson, « Legal Developments in China Under Deng's Leadership », Washington, D. C., Library of Congress, Far Eastern Law Division, 1984, p. 9.
- [289](#)- Anne F. Thurston, *Enemies of the People*, New York, Alfred A. Knopf, 1987, p. 101-103 ; MacFarquhar et Schoenals, *Mao's Last Revolution*, p. 118-120 [*La Dernière Révolution de Mao : histoire de la Révolution culturelle, 1966-1976* ; trad. Pierre-Emmanuel Dauzat, Paris, Gallimard, 2009].
- [290](#)- MacFarquhar et Schoenals, *Mao's Last Revolution*, p. 224-227.
- [291](#)- *Ibid.*, p. 222-223.
- [292](#)- Voir chapitre 14, « Reagan et l'avènement de la normalité », p. 389.
- [293](#)- Voir Yafeng Xia, modérateur, *H-Diplo Roundtable Review*, 11, n° 43 (Hu Angang, *Mao Zedong yu wenge* [*Mao Zedong and the Cultural Revolution*]), 6 octobre 2010, p. 27-33, consulté sur <http://www.h-net.org/~diplo/roundtables/PDF/Roundtable-XI-43.pdf>.
- [294](#)- John F. Kennedy, « A Democrat Looks at Foreign Policy », *Foreign Affairs*, 36, n° 1 (octobre 1957), p. 50.

[295](#)- Wu Lengxi, « Inside Story of the Decision Making During the Shelling of Jinmen », in Li, Chen et Wilson, éd., « Mao Zedong's Handling of the Taiwan Straits Crisis of 1958 », *CWIHP Bulletin* 6/7, p. 208.

[296](#)- Yafeng Xia, *Negotiating with the Enemy : U. S.-China Talks During the Cold War, 1949-1972*, Bloomington, Indiana University Press, 2006, p. 109-114, 234 ; Noam Kochavi, *A Conflict Perpetuated : China Policy During the Kennedy Years*, Westport, Conn., Praeger, 2002, p. 101-114.

[297](#)- Lyndon B. Johnson, « Remarks to the American Alumni Council : United States Asian Policy : July 12, 1966 », n° 325, *Public Papers of the Presidents of the United States*, Washington, D. C., U. S. Government Printing Office, 1967, livre 2, p. 719-720.

[298](#)- Xia, *Negotiating with the Enemy*, p. 117-131.

[299](#)- « Communist China : 6 December 1960, » *National Intelligence Estimate*, n° 13-60, p. 2-3.

[300](#)- Li Je, « Changes in China's Domestic Situation in the 1960s and Sino-U.S. Relations », in Robert S. Ross et Jiang Changbin, éd., *Re-examining the Cold War : US-China Diplomacy, 1954-1973*, Cambridge, Harvard University Press, 2001, p. 302.

[301](#)- *Ibid.*, p. 304.

[302](#)- *Ibid.*, p. 185, 305.

## La voie de la réconciliation

[303](#)- Richard M. Nixon, « Asia After Viet Nam, » *Foreign Affairs*, 46, n° 1 (octobre 1967), p. 121.

[304](#)- *Ibid.*, p. 123.

[305](#)- Edgar Snow, « Interview with Mao », *The New Republic*, 152, n° 9, numéro 2623 (27 février 1965), p. 21-22.

[306](#)- L'ampleur du soutien chinois apparaît dans les procès-verbaux d'entretiens récemment déclassifiés entre responsables chinois et vietnamiens. On trouvera une compilation des principaux entretiens avec un commentaire éditorial dans Odd Arne Westad, Chen Jian, Stein Tønnesson, Nguyen Vu Tung et James G. Hershberg, éd., « 77 Conversations Between Chinese and Foreign Leaders on the Wars in Indochina, 1964-1977 », Cold War International History Project Working Paper Series, document de travail n° 22, Washington, D. C., Woodrow Wilson International Center for Scholars, mai 1998. Pour une analyse de l'implication de la République populaire dans les guerres de Hanoi avec la France et les États-Unis, voir Qiang Zhai, *China and the Vietnam Wars, 1950-1975*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 2000.

[307](#)- Zhang Baijia, « China's Role in the Korean and Vietnam Wars », in Michael D. Swaine and Zhang Tuosheng avec Danielle F. S. Cohen, éd., *Managing Sino-American Crises : Case Studies and Analysis*, Washington, D. C., Carnegie Endowment for International Peace, 2006, p. 201.

[308](#)- Snow, « Interview with Mao », p. 22.

[309](#)- *Ibid.*, p. 23.

[310](#)- Yawei Liu, « Mao Zedong and the United States : A Story of Misperceptions », in Hongshan Li et Zhaozhong Hong, éd., *Image, perception, and the Making of U.S.-China Relations*, Lanham, University Press of America, 1998, p. 202.

[311](#)- Lyndon B. Johnson, « Address at Johns Hopkins University : Peace Without Conquest : April 7, 1965 », n° 172, *Public Papers of the Presidents of the United States*, Washington, D. C., U. S. Government Printing Office, 1966, p. 395.

[312](#)- « Text of Rusk's Statement to House Panel on U. S. Policy Toward Communist China », *New York Times* (17 avril 1966), consulté sur Proquest Historical Newspapers (1851-2007).

[313](#)- Liu, « Mao Zedong and the United States », p. 203.

[314](#)- Chen Jian et David L. Wilson, éd., « All Under the Heaven Is Great Chaos : Beijing, the Sino-Soviet border Clashes, and the Turn Toward Sino-American Rapprochement, 1968-69 », *Cold War International History Project Bulletin*, 11, Washington, D. C., Woodrow Wilson International Center for Scholars, hiver 1998, p. 161.

[315](#)- *Ibid.*, p. 158.

[316](#)- *Ibid.*

[317](#)- Comme l'a décrit Donald Zagoria dans un article perspicace de 1968, un influent échantillonnage de responsables chinois, dont Deng Xiaoping et Liu Shaoqi, était favorable à une réconciliation conditionnelle avec Moscou. Dans une conclusion qui devançait l'analyse de nombreux observateurs, Zagoria suggérait que des nécessités stratégiques finiraient par pousser la Chine à se réconcilier avec les États-Unis. Donald S. Zagoria, « The Strategic Debate in Peking », in Tang Tsou, éd., *China in Crisis*, vol. 2, Chicago, University of Chicago Press, 1968.

- [318](#)- Chen et Wilson, éd., « All Under the Heaven Is Great Chaos », p. 161.
- [319](#)- Li Zhisui, *The Private Life of Chairman Mao*, trad. Tai Hung-chao, New York, Random House, 1994, p. 514 [*La Vie privée du président Mao*, trad. de l'anglais par Henri Marcel, Frank Straschitz et Martine Leroi-Batistelli, Paris, Plon, 1994].
- [320](#)- Richard Nixon, « Inaugural Address : January 20, 1969 », n° 1, *Public Papers of the Presidents of the United States*, Washington, D. C., U. S. Government Printing Office, 1971, p. 3.
- [321](#)- Voir Henry Kissinger, *White House Years*, Boston, Little, Brown, 1979, p. 168 [*À la Maison-Blanche*, Paris, Fayard, 1979].
- [322](#)- Chen Jian, *Mao's China and the Cold War*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 2001, p. 245-246.
- [323](#)- Chen et Wilson, éd., « All Under the Heaven Is Great Chao », p. 166.
- [324](#)- *Ibid.*, p. 167.
- [325](#)- *Ibid.*, p. 170.
- [326](#)- *Ibid.*, p. 168.
- [327](#)- Xiong Xianghui, « The Prelude to the Opening of Sino-American Relations », *Zhonggong dangshi ziliao* [CCP History Materials], n° 42 (juin 1992), p. 81, cité en extraits par William Burr, éd., « New Documentary Reveals Secret U. S., Chinese Diplomacy Behind Nixon's Trip », National Security Archive Electronic Briefing Book, n° 145 (21 décembre 2004), <http://www.gwu.edu/~nsarchiv/NSAEBB/NSAEBB145/index.htm>.
- [328](#)- *Ibid.*
- [329](#)- Chen et Wilson, éd., « All Under the Heaven Is Great Chaos », p. 170.
- [330](#)- *Ibid.*, p. 171.
- [331](#)- *Ibid.*
- [332](#)- On trouvera un compte rendu de l'incident qui fait la synthèse des recherches récentes dans Michael S. Gerson, *The Sino-Soviet Border Conflict : Deterrence, Escalation, and the Threat of Nuclear War in 1969*, Alexandria, Va., Center for Naval Analyses, 2010, p. 23-24.
- [333](#)- Voir Kissinger, *White House Years*, p. 142.
- [334](#)- « Minutes of the Senior Review Group Meeting, Subject : U. S. Policy on Current Sino-Soviet Differences (NSSM 63) », p. 134-135. Voir aussi Gerson, *The Sino-Soviet Border Conflict*, p. 37-38.
- [335](#)- Elliot L. Richardson, « The Foreign Policy of the Nixon Administration : Address to the American Political Science Association, September 5, 1969 », *Department of State Bulletin*, 61, n° 1567 (22 septembre 1969), p. 260.
- [336](#)- Gerson, *The Sino-Soviet Border Conflict*, p. 49-52.
- [337](#)- « Jing Zhicheng, Attaché, Chinese Embassy, Warsaw on : The Fashion Show in Yugoslavia », *Nixon's China Game*, pbs.org, septembre 1999, consulté sur <http://www.pbs.org/wgbh/amex/china/filmmore/reference/interview/zhigeng01.html>.
- [338](#)- *Ibid.*
- [339](#)- « Memorandum from Secretary of State Rogers to President Nixon, March 10, 1970 », in Steven E. Phillips, éd., *Foreign Relations of the United States (FRUS), 1969-1976*, vol. 17, *China 1969-1972*, Washington, D. C., U. S. Government Printing Office, 2006, p. 188-191.

[340](#)- Voir Kuisong Yang et Yafeng Xia, « Vacillating Between Revolution and Détente : Mao's Changing Psyche and Policy Toward the United States, 1969-1976 », *Diplomatic History*, 34, n° 2 (avril 2010).

[341](#)- Edgar Snow, « A Conversation with Mao Tse-Tung », *LIFE*, 70, n° 16 (30 avril 1971), p. 47.

[342](#)- *Ibid.*, p. 48.

[343](#)- *Ibid.*, p. 46.

[344](#)- *Ibid.*, p. 48.

[345](#)- *Ibid.*, p. 47.

[346](#)- *Ibid.*, p. 48.

[347](#)- *Ibid.*

[348](#)- *Ibid.*

[349](#)- Voir Zhenyuan Fu, *Autocratic Tradition and Chinese Politics*, New York, Cambridge University Press, 1993, p. 188 ; et Li, *The Private Life of Chairman Mao*, p. 120. Le médecin de Mao présumait que le traducteur de Mao, qui connaissait mal le chinois littéraire, n'avait pas compris le sens caché et avait traduit cette expression littéralement. Une autre possibilité est que le traducteur de Mao ait parfaitement compris l'expression, mais ait été trop terrifié pour traduire un jeu de mots que Mao n'avait fait que sous-entendre et qui – présenté en anglais – aurait paru dangereusement irrespectueux. L'épouse de Mao, Jiang Qing, a crié le même vers de défi à la fin de son procès en 1980. Ross Terrill, *Madame Mao : The White-Boned Demon*, Stanford, Stanford University Press, 1999, p. 344.

[350](#)- *Oxford Concise English-Chinese/Chinese-English Dictionary*, 2<sup>e</sup> éd., Hong Kong, Oxford University Press, 1999, p. 474. Je remercie Schuyler Schouten, mon assistant de recherche, de cette analyse linguistique.

[351](#)- « Editorial Note », *FRUS*, 17, p. 239-240.

[352](#)- « Tab B. », *FRUS*, 17, p. 250.

[353](#)- *Ibid.*

[354](#)- Snow, « A Conversation with Mao Tse-tung », p. 47.

[355](#)- « Tab A. », *FRUS*, 17, p. 249.

[356](#)- « Memorandum from the President's Assistant for National Security Affairs (Kissinger) to President Nixon, Washington, January 12, 1971 », *FRUS*, 17, p. 254.

[357](#)- Yang et Xia, « Vacillating Between Revolution and Détente », p. 401-402.

[358](#)- *Ibid.*, p. 405, citant Lin Ke, Xu Tao et Wu Xujun, *Lishi de zhenshi – Mao Zedong shenbian gongzuo ren yuan de zhengyan* [La vraie vie de Mao Zedong – témoignages du personnel de Mao], Hong Kong, 1995, p. 308. Voir aussi Yafeng Xia, « China's Elite Politics and Sino-American Rapprochement, January 1969-February 1972 », *Journal of Cold War Studies*, 8, n° 4 (automne 2006), p. 13-17.

[359](#)- Voir Kissinger, *White House Years*, p. 710.

[360](#)- « Message from the Premier of the People's Republic of China Chou En-lai to President Nixon, Beijing, April 21, 1971 », *FRUS*, 17, p. 301.

[361](#)- *Ibid.*

[362](#)- Voir Kissinger, *White House Years*, p. 720.

[363](#)- « Message from the Government of the United States to the Government of the People's Republic of China, Washington, May 10, 1971 », *FRUS*, 17, p. 318.

[364](#)- « Message from the Premier of the People's Republic of China Chou en-Lai to President Nixon, Beijing, May 29, 1971 », *FRUS*, 17, p. 332.

## La reprise des relations : premières rencontres avec Mao et Zhou

[365](#)- Gao Wenqian, *Zhou Enlai : The Last Perfect Revolutionary*, trad. Peter Rand et Lawrence R. Sullivan, New York, Public Affairs, 2007, p. 162.

[366](#)- « Answers to the Italian Journalist Oriana Fallaci : April 21 and 23, 1980 », in *Selected Works of Deng Xiaoping (1975-1982)*, vol. 2, trad. The Bureau for the Compilation and Translation of Works of Marx, Engels, Lenin and Stalin Under the Central Committee of the Communist Party of China, Pékin, Foreign Languages Press, 1984, p. 326-327.

[367](#)- Gao Wenqian, *Zhou Enlai : The Last Perfect Revolutionary* offre un portrait complexe et admiratif à maints égards de Zhou. Il adopte finalement une conclusion différente de celle de Deng à propos de la participation de Zhou aux bouleversements intérieurs de Mao. Un ouvrage récent sur la Révolution culturelle rédigé par Hu Angang, *Mao Zedong yu wenge [Mao Zedong et la Révolution culturelle]*, Hong Kong, Da Feng Chubanshe, 2008, prononce un verdict légèrement plus sévère sur le rôle de Zhou au cours de cette période. Pour un débat en anglais, voir Yafeng Xia, modérateur, *H-Diplo Roundtable Review*, 11, n° 43 (6 octobre 2010), <http://www.h-net.org/~diplo/roundtables/PDF/Roundtable-XI-43.pdf>.

[368](#)- « Memorandum of Conversation : Beijing, July 9, 1971, 4:5-11:30 p.m. », in Steven E. Phillips, éd., *Foreign Relations of the United States (FRUS), 1969-1976*, vol. 17, *China 1969-1972*, Washington, D. C., U. S. Government Printing Office, 2006, p. 363.

[369](#)- « Memorandum of Conversation : Beijing, October 21, 1971, 10:30 a.m.-1:45 p.m. », *FRUS*, 17, p. 504. Dans les procès-verbaux américains originaux de ces entretiens, le nom de « Zhou » figure dans la translittération « Chou » de Wade-Giles, alors la plus courante. Pour éviter les nombreux va-et-vient d'une graphie à une autre entre le corps du texte et les conversations citées dans cet ouvrage, dans les passages tirés de transcriptions américaines, les noms des interlocuteurs chinois, ainsi que des mots en chinois prononcés en version originale par les Chinois, ont été rendus dans le système de romanisation pinyin.

[370](#)- « Memorandum of Conversation : Beijing, February 17-18, 1973, 11:30 p.m.-1:20 a.m. », in David P. Nickles, éd., *Foreign Relations of the United States (FRUS), 1969-1976*, vol. 18, *China 1973-1976*, Washington, D. C., U. S. Government Printing Office, 2007, p. 124.

[371](#)- « Memorandum of Conversation : Beijing, July 9, 1971, 4:35-11:20 p.m. », *FRUS*, 17, p. 367.

[372](#)- *Ibid.*, p. 390.

[373](#)- « Memorandum of Conversation : Beijing, July 10, 1971, 12:10-6:00 p.m. », *FRUS*, 17, p. 400.

[374](#)- Peu après ma visite de juillet 1971, Zhou a pris l'avion pour Hanoi afin d'informer les dirigeants nord-vietnamiens de la nouvelle position diplomatique de la Chine. Selon la plupart des récits, ces conversations ne se seraient pas très bien passées ; pas plus que les discussions ultérieures de Zhou avec Mme Nguyen Thi Binh, l'implacable ministre fantôme des Affaires étrangères du « Gouvernement révolutionnaire provisoire » du front de Hanoi au Sud-Vietnam.

Voir Chen Jian, « China, Vietnam and Sino-American Rapprochement », in Odd Arne Westad et Sophie Quinn-Judge, éd., *The Third Indochina War : Conflict Between China, Vietnam and Cambodia, 1972-1979*, Londres, Routledge, 2006, p. 53-54 ; et Qiang Zhai, *China and the Vietnam Wars, 1950-1975*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 2000, p. 196-197.

[375](#)- « Memorandum of Conversation : Beijing, July 9, 1971, 4:32-11:20 p.m. », *FRUS*, 17, p. 367-368.

[376](#)- *Ibid.*, p. 367.

[377](#)- *Ibid.*

[378](#)- *Ibid.*, p. 369.

[379](#)- « Memorandum of Conversation : Shanghai, February 28, 1972, 8:30-9:30 a.m. », *FRUS*, 17, p. 823.

[380](#)- Un compte rendu partiel de cette discussion de déjeuner est disponible dans *FRUS*, 17, p. 416.

[381](#)- Au cours des années qui se sont écoulées depuis, le Fujian est devenu un centre de commerce de part et d'autre du détroit et de liaisons touristiques, notamment via Quemoy et Matsu.

[382](#)- « Memorandum of Conversation : Beijing, July 10, 1971, 12:10-6:00 p.m. », *FRUS*, 17, p. 403-404.

[383](#)- Chen Jian, *Mao's China and the Cold War*, Chapell Hill, University of North Carolina Press, 2001, p. 267.

[384](#)- « Memorandum of Conversation : Beijing, July 10, 1971, 12:10-6:00 p.m. », *FRUS*, 17, p. 430-431.

[385](#)- Margaret MacMillan, *Nixon and Mao : The Week That Changed the World*, New York, Random House, 2007, p. 22.

[386](#)- « Memorandum of Conversation : Beijing, February 21, 1972, 2:50-3:55 p.m. », *FRUS*, 17, p. 681.

[387](#)- *Ibid.*, p. 678-679.

[388](#)- *Ibid.*, p. 681.

[389](#)- *Ibid.*, p. 680.

[390](#)- *Ibid.*, p. 681-682.

[391](#)- Edward (Ted) Heath, Premier Ministre britannique de 1970 à 1974. Heath se rendrait plus tard à Pékin et rencontrerait Mao en 1974 et 1975.

[392](#)- Paris avait reconnu la République populaire de Chine en 1964.

[393](#)- « Memorandum of Conversation : Beijing, 21 February, 1972, 2:50-3:55 p.m. », *FRUS*, 17, p. 679-680.

[394](#)- *Ibid.*, p. 684.

[395](#)- *Ibid.*, p. 683.

[396](#)- *Ibid.*

[397](#)- « Conversation Between President Nixon and the Ambassador to the Republic of China (McConaughy) : Washington, June 30, 1971, 12:18-12:35 p.m. », *FRUS*, 17, p. 349.



[398](#)- *Ibid.*, p. 351-352.

[399](#)- « Memorandum of Conversation : Beijing, February 21, 1972, 5:58-6:55 p.m. », *FRUS*, 17, p. 688.

[400](#)- *Ibid.*, p. 689.

[401](#)- « Memorandum of Conversation : Beijing, February 22, 1972, 2:10-6:00 p.m. », *FRUS*, 17, p. 700.

[402](#)- « Memorandum of Conversation : Beijing, February 24, 1972, 5:15-8:05 p.m. », *FRUS*, 17, p. 770.

[403](#)- « Memorandum of Conversation : Washington, February 14, 1972, 4:09-6:19 p.m. », *FRUS*, 17, p. 666.

[404](#)- Voir, par exemple, Gao Wenqian, *Zhou Enlai*, p. 151-153, 195-200.

[405](#)- Voir Kuisong Yang et Yafeng Xia, « Vacillating Between Revolution and Détente : Mao's Changing Psyche and Policy Toward the United States, 1969-1976 », *Diplomatic History*, 34, n° 2 (avril 2010), p. 407.

[406](#)- « Joint Statement Following Discussions with Leaders of the People's Republic of China : Shanghai, February 27, 1972 », *FRUS*, 17, p. 812-816.

[407](#)- *Ibid.*, p. 814.

[408](#)- « Memorandum of Conversation : Beijing, February 22, 1971, 2:10-6:00 p.m. », *FRUS*, 17, p. 697.

[409](#)- « Joint Statement Following Discussions with Leaders of the People's Republic of China : Shanghai, February 27, 1972 », *FRUS*, 17, p. 815.

[410](#)- Comité central du PCC, « Note sur le communiqué commun sino-américain, 7 mars 1972 », trad. et cité in Yang et Xia, « Vacillating Between Revolution and Détente », p. 395.

## La quasi-alliance : entretiens avec Mao

[411](#)- « Memorandum of Conversation : Beijing, February 17-18, 1973, 11:30 p.m.-1:20 a.m. », in David P. Nickles, éd., *Foreign Relations of the United States (FRUS), 1969-1976*, vol. 18, *China 1973-1976*, Washington, U. S. Government Printing Office, 2007, p. 124.

[412](#)- *Ibid.*, p. 124-125.

[413](#)- *Ibid.*, p. 381.

[414](#)- *Ibid.*, p. 387-388.

[415](#)- Le « Long Telegram » de Moscou de George Kennan, de 1946, et son article officiellement anonyme de 1947 de *Foreign Affairs*, « The Sources of Soviet Conduct », posaient que l'idéologie conduisait l'Union soviétique à entretenir une hostilité implacable envers les États-Unis et l'Ouest, et que le communisme soviétique s'étendrait partout où il ne rencontrerait pas d'opposition déterminée. Même s'il jugeait possible d'endiguer la pression soviétique par « l'application habile et vigilante d'une contre-force à une série de points géographiques et politiques qui changeaient constamment », sa théorie de l'endiguement n'accordait pas la priorité à la force militaire ; elle tablait sur la pression diplomatique et sur le pouvoir de la politique interne et des réformes sociales dans le monde non communiste pour dresser un rempart contre l'expansion soviétique.



[416](#)- « Memorandum of Conversation : Beijing, November 12, 1973, 5:40-8:25 p.m. », *FRUS*, 18, p. 385.

[417](#)- *Ibid.*, p. 389.

[418](#)- La République démocratique et populaire du Yémen, alors État séparé aligné avec Moscou.

[419](#)- « Memorandum from the President's Assistant for National Security Affairs (Kissinger) to President Nixon : Washington, November 1971 », in Steven E. Phillips, *Foreign Relations of the United States (FRUS), 1969-1976*, vol. 17, *China 1969-1972*, Washington, U. S. Government Printing Office, 2006, p. 548.

[420](#)- « Memorandum of Conversation : Beijing, November 12, 1973, 5:40-8:25 p.m. », *FRUS*, 18, p. 391.

[421](#)- « Memorandum of Conversation : Beijing, February 17-18, 1973, 11:30 p.m.-1:20 a.m. », *FRUS*, 18, p. 125.

[422](#)- « Memorandum of Conversation : Beijing, November 12, 1973, 5:40-8:25 p.m. », *FRUS*, 18, p. 131. D'après certains témoignages, la liste des pays de la ligne horizontale établie par Mao comprenait la Chine. Le mot n'était pas traduit et ne figurait pas dans la transcription américaine de la conversation. L'inclusion de la Chine était au moins sous-entendue par la présence de pays à l'est et à l'ouest de ses frontières.

[423](#)- Kuisong Yang et Yafeng Xia, « Vacillating Between Revolution and Détente : Mao's Changing Psyche and Policy Toward the United States, 1969-1976 », *Diplomatic History*, 34, n° 2, avril 2010, p. 408.

[424](#)- « Memorandum of Conversation : Beijing, February 17-18, 1973, 11:30 p.m.-1:20 a.m. », *FRUS*, 18, p. 134.

[425](#)- *Ibid.*, p. 136.

[426](#)- « Memorandum of Conversation : Beijing, October 21, 1975, 6:25-8:05 p.m. », *FRUS*, 18, p. 794.

[427](#)- Yang et Xia, « Vacillating Between Revolution and Détente », p. 413.

[428](#)- *Ibid.*, p. 414.

[429](#)- « Memorandum of Conversation : Beijing, February 15, 1973, 5:57-9:30 p.m. », *FRUS*, 18, p. 18, 38.

[430](#)- *Ibid.*, p. 32.

[431](#)- « Memorandum of Conversation : Beijing, February 17-18, 1973, 11:30 p.m.-1:20 a.m. », *FRUS*, 18, p. 137.

[432](#)- Voir chapitre 13, « “Toucher les fesses du tigre” : la troisième guerre du Vietnam », et Henry Kissinger, *Years of Upheaval*, Boston, Little, Brown, 1982, p. 16-18, p. 339-367 [trad. française : *Les Années orageuses*, Paris, Fayard, 1982, p. 27-30, 839-862].

[433](#)- L'analyse chinoise se révéla à long terme moins exacte qu'à l'ordinaire, car il est généralement admis aujourd'hui que les accord d'Helsinki, signés en 1975, ont joué un rôle important dans l'affaiblissement de la mainmise des Soviétiques sur l'Europe de l'Est.

## La fin de l'ère Mao

[434](#)- Roderick MacFarquhar, « The Succession to Mao and the End of Maoism, 1969-1982 », in Roderick Mac Farquhar, éd., *The Politics of China : The Era of Mao and Deng*, 2<sup>e</sup> éd., Cambridge, Cambridge University Press, 1997, p. 278-281, 299-301. En quête d'un successeur dans la jeune génération « pure » de la Chine, Mao promut Wang Hongwen, trente-sept ans, qui ne s'était distingué jusque-là qu'en tant qu'organisateur gauchiste à l'échelon provincial, au poste de numéro trois de la hiérarchie du Parti communiste. Son ascension fulgurante sidéra de nombreux observateurs. Étroitement aligné sur Jiang Qing, Wang ne parvint jamais à acquérir une identité politique indépendante ni à exercer un pouvoir correspondant à son poste officiel. Il tomba avec le reste de la bande des Quatre en octobre 1976.

[435](#)- Cette comparaison est analysée, entre autres, in David Shambaugh, « Introduction : Assessing Deng Xiaoping's Legacy », et Lucian W. Pye, « An Introductory Profile : Deng Xiaoping and China's Political Culture », in David Shambaugh, éd., *Deng Xiaoping : Portrait of a Chinese Statesman*, Oxford, Clarendon Press, 2006, p. 1-2, 14.

[436](#)- « Memorandum of Conversation : Beijing, November 14, 1973, 7:35-8:24 a.m. », in David P. Nickles, éd., *Foreign Relations of the United States (FRUS), 1969-1976*, vol. 18, *China 1973-1976*, Washington, U. S. Government Printing Office, 2007, p. 430.

[437](#)- « Memorandum from Richard H. Solomon of the National Security Staff to Secretary of State Kissinger, Washington, January 25, 1974 », *FRUS*, 18, p. 455.

[438](#)- Gao Wenqian, *Zhou Enlai : The Last Perfect Revolutionary*, trad. en anglais par Peter Rand et Lawrence R. Sullivan, New York, Public Affairs, 2007, p. 246.

[439](#)- Kuisong Yang et Yafeng Xia, « Vacillating Between Revolution and Détente : Mao's Changing Psyche and Policy Toward the United States, 1969-1976 », *Diplomatic History*, 34, n° 2, avril 2010, p. 414. Les procès-verbaux de ces réunions n'ont pas été publiés. La citation est tirée d'un mémoire non publié d'un diplomate chinois de haut niveau, qui connaissait le résumé de la réunion du bureau politique établi par le ministre des Affaires étrangères, Qiao Guanhua.

[440](#)- Zhou Enlai, « Report on the Work of the Government : January 13, 1975 », *Peking Review*, 4, 24 janvier 1975, p. 21-23.

[441](#)- *Ibid.*, p. 23.

[442](#)- « Speech by Chairman of the Delegation of the People's Republic of China, Teng Hsiao-Ping, at the Special Session of the U. N. General Assembly : April 10, 1974 », Pékin, Foreign Languages Press, 1974.

[443](#)- *Ibid.*, p. 5.

[444](#)- *Ibid.*, p. 6.

[445](#)- *Ibid.*, p. 8.

[446](#)- « Memorandum of Conversation : Beijing, October 21, 1975, 6:25-8:05 p.m. », *FRUS*, 18, p. 788-789.

[447](#)- *Ibid.*, p. 788.

[448](#)- George H. W. Bush, chef du bureau de liaison américain à Pékin, Winston Lord, directeur du bureau de planification politique du Département d'État, et moi-même.

[449](#)- « Memorandum of Conversation : Beijing, October 21, 1975, 6:25-8:05 p.m. », *FRUS*, 18, p. 789-790.

[450](#)- *Ibid.*, p. 789.

[451](#)- *Ibid.*, p. 793.

[452](#)- *Ibid.* En 1940, la Grande-Bretagne retira son corps expéditionnaire après la bataille de France.

[453](#)- *Ibid.*, p. 794.

[454](#)- *Ibid.*

[455](#)- *Ibid.*, p. 791

[456](#)- *Ibid.*, p. 792.

[457](#)- *Ibid.*

[458](#)- *Ibid.*, p. 790.

[459](#)- *Ibid.*, p. 791.

[460](#)- *Ibid.*

[461](#)- « Memorandum of Conversation : Beijing, October 25, 1975, 9:30 a.m. », *FRUS*, 18, p. 832.

[462](#)- *Ibid.*

[463](#)- « Papers Prepared by the Director of Policy Planning Staff (Lord), Washington, undated », *FRUS*, 18, p. 831.

[464](#)- Memorandum of Conversation : Beijing, December 2, 1975, 4:10-6:00 p.m. », *FRUS*, 18, p. 858.

[465](#)- *Ibid.*, p. 859.

[466](#)- Compagnon de Mao à Yan'an pendant la guerre civile, ancien général, maintenant ambassadeur à Washington.

[467](#)- Wang Hairong et Nancy Tang.

[468](#)- Qiao Guanhua, ministre des Affaires étrangères.

[469](#)- « Memorandum of Conversation : Beijing, December 2, 1975, 4:10-6:00 p.m. », *FRUS*, 18, p. 859.

[470](#)- *Ibid.*, p. 867.

[471](#)- Certains des textes critiquaient sévèrement les excès de Qin Shihuang et de l'impératrice Wu Zetian de la dynastie Tang, métaphores de Mao et de Jiang Qing.

[472](#)- Voir Henry Kissinger, *Years of Renewal*, New York, Simon & Schuster, 1999, p. 897 [trad. française : *Les Années de renouveau*, Paris, Fayard, 2000, p. 789].

## L'indestructible Deng

[473](#)- Richard Evans, *Deng Xiaoping and the Making of Modern China*, New York, Viking, 1993, p. 186-187.

[474](#)- Voir, par exemple, « The Army Needs to Be Consolidated : January 25, 1975 », *Selected Works of Deng Xiaoping : 1975-1982*, 2 vol., trad. The Bureau for the Compilation and Translation of Works of Marx, Engels, Lenin and Stalin Under the Central Committee of the Communist Party of China, Beijing, Foreign Languages Press, 1984, p. 11-13 ; et « Some Problems Outstanding in the Iron and Steel Industry : May 29, 1975 », in *ibid.*, p. 18-22.

[475](#)- « The Whole Party Should Take the Overall Interest into Account and Push the Economy Forward : March 5, 1975 », in *ibid.*, p. 14-17.

[476](#)- « Priority Should Be Given to Scientific Research : September 26, 1975 », <http://web.peopledaily.com.cn/english/dengxp/vol2/text/b1080.html>.

[477](#)- « The Army Needs to Be Consolidated : January 25, 1975 », *Selected Works of Deng Xiaoping*, p. 13.

[478](#)- « Things Must Be Put in Order in All Fields : September 27 and October 4, 1975 », in *ibid.*, p. 47.

[479](#)- Deng Xiaoping, « Memorial Speech », reproduit in *China Quarterly*, n° 65, mars 1976, p. 423.

[480](#)- « The “Two Whatevers” Do Not Accord with Marxism : May 24, 1977 », in *Selected Works of Deng Xiaoping*, vol. 2, p. 51, note 1 (citant l’éditorial de février 1977 présentant le principe) ; voir aussi Roderick MacFarquhar, éd., « The Succession to Mao and the End of Maoism, 1969-1982 », in Roderick MacFarquhar, éd., *The Politics of China*, p. 312-313.

[481](#)- Roderick MacFarquhar, éd., « The Succession to Mao and the End of Maoism, 1969-1982 », in Roderick MacFarquhar, éd., *The Politics of China*, p. 312.

[482](#)- « Speech at the All-Army Conference on Political Work : June 2, 1978 », in *Selected Works of Deng Xiaoping*, vol. 2, p. 132.

[483](#)- « The “Two Whatevers” Do Not Accord with Marxism : May 24, 1977 », in *ibid.*, p. 51.

[484](#)- « Respect Knowledge, Respect Trained Personnel : May 24, 1977 », in *ibid.*, p. 53.

[485](#)- Stanley Karnow, « Our Next Move on China », *New York Times*, 14 août 1977 ; Jonathan Spence, *The Search for Modern China*, New York, W. W. Norton, 1999, p. 632.

[486](#)- Voir Lucian W. Pye, « An Introductory Profile : Deng Xiaoping and China’s Political Culture », in David Shambaugh (éd.), *Deng Xiaoping : Portrait of a Chinese Statesman*, Oxford, Clarendon Press, 2006.

[487](#)- « Emancipate the Mind, Seek Truth from Facts and Unite As One in Looking into the Future : December 13, 1978 », in *Selected Works of Deng Xiaoping*, vol. 2, p. 152.

[488](#)- *Ibid.*, p. 154.

[489](#)- *Ibid.*

[490](#)- « Uphold the Four Cardinal Principles : March 30, 1979, in *Selected Works of Deng Xiaoping*, vol. 2, p. 181.

[491](#)- *Ibid.*, p. 181.

[492](#)- *Ibid.*, p. 182-183.

[493](#)- Jusqu’en 1983, Deng fut vice-Premier ministre et président de la Conférence consultative politique du peuple chinois. De 1981 à 1989, il fut président de la Commission militaire centrale et président de la commission consultative.

[494](#)- Evans, *Deng Xiaoping and the Making of Modern China*, p. 256.

« Toucher les fesses du tigre » :  
la troisième guerre du Vietnam

[495](#)- « Toucher les fesses du tigre » est une expression de Mao devenue populaire qui signifie faire quelque chose d'audacieux ou de dangereux. Cette remarque fut motivée par ma rencontre avec Hua Guofeng à Pékin en avril 1979.

[496](#)- Pendant la Révolution culturelle, Lin Biao, alors ministre de la Défense, abolit tous les rangs et décorations et ordonna que les troupes chinoises soient soumises à une formation idéologique détaillée à l'aide du « Petit Livre rouge » des aphorismes de Mao. L'ALP fut chargée de jouer un rôle social et idéologique qui débordait de loin la mission d'une armée ordinaire. On trouvera un compte rendu pénétrant du tribut que ces décisions infligèrent à l'ALP pendant le conflit avec le Vietnam in Edward O'Dowd, *Chinese Military Strategy in the Third Indochina War*, New York, Routledge, 2007.

[497](#)- « Zhou Enlai, Kang Sheng et Pham Van Dong : Beijing, 29 April 1968 », in Odd Arne Westad, Chen Jian, Stein Tønneson, Nguyen Vu Tung et James G. Hershberg, éd., « 77 Conversations Between Chinese and Foreign Leaders on the Wars in Indochina, 1964-1977 », Cold War International History Project Working Papers Series, document de travail n° 22, Washington, Woodrow Wilson International History Project, mai 1998, p. 127-128. (Entre crochets dans l'original.)

[498](#)- Voir chapitre 8, « La voie de la réconciliation », p. 210.

[499](#)- J'ai toujours cru que le fait d'avoir voulu inclure de force les Khmers rouges affichant l'idéologie correcte – aux yeux de Mao – dans un compromis, inutile comme il s'avéra, a contribué à la chute de Zhou. Voir aussi Kissinger, *Years of Upheaval*, Boston, Little, Brown, 1982, p. 368 [trad. française : *Les Années orageuses*, Paris, Fayard, 1982, p. 840].

[500](#)- Robert S. Ross, *The Indochina Tangle : China's Vietnam Policy, 1975-1979*, New York, Columbia University Press, 1988, p. 74, citant la dépêche de l'agence Xinhua du 15 août 1975, traduite in Foreign Broadcast Information Service (FBIS) Daily Report, People's Republic of China, 16 mars 1976, A7.

[501](#)- *Ibid.*

[502](#)- *Ibid.*, p. 98, citant la dépêche de l'agence Xinhua, traduite in Foreign Broadcast Information Service (FBIS) Daily Report, People's Republic of China, 16 mars 1976, A13.

[503](#)- En avril 1978, le président afghan fut assassiné et son gouvernement remplacé ; le 5 décembre 1978, l'Union soviétique et le nouveau gouvernement signèrent un traité d'amitié, de bon voisinage et de coopération, et le 19 février 1979, l'ambassadeur des États-Unis en Afghanistan fut assassiné.

[504](#)- Cyrus Vance, *Hard Choices : Critical Years in America's Foreign Policy*, New York, Simon & Schuster, 1983, p. 79.

[505](#)- « President Carter's Instructions to Zbigniew Brzezinski for His Mission to China, May 17, 1978, in Zbigniew Brzezinski, *Power and Principle : Memoirs of the National Security Adviser, 1977-1981*, New York, Farrar, Straus & Giroux, 1985, Annex I, 2.

[506](#)- Les cinq principes étaient les suivants : l'affirmation d'une seule politique chinoise, l'engagement à ne pas fournir d'appui américain aux mouvements d'indépendance taïwanais ; la dissuasion par l'Amérique de toute tentative de déploiement japonais à Taïwan ; le soutien à toute solution pacifique entre Pékin et Taipei ; la recherche d'une normalisation continue. Voir chapitre 9, « La reprise des relations : premières rencontres avec Mao et Zhou », p. 271.

[507](#)- « Memorandum of Conversation, Summary of the President's Meeting with the People's Republic of China Vice Premier Deng Xiaoping : Washington, January, 29th, 1979, 3:35-4:59

p.m. », Jimmy Carter Presidential Library (JCPL), Vertical File – China, item n° 270, p. 10-11.

508- « Summary of Dr. Brzezinski's Meeting with Foreign Minister Huang Hua : Beijing, May 21st, 1978 », JCPL, Vertical File – China, item n° 232, p. 3.

509- *Ibid.*, p. 6-7.

510- *Ibid.* Sadate fut président de l'Égypte de 1970 jusqu'à son assassinat en 1981. L'« action audacieuse » à laquelle il est fait allusion comportait l'expulsion d'Égypte par Sadate de plus de vingt mille conseillers militaires soviétiques en 1972, le déclenchement de la guerre d'octobre 1973 et l'engagement dans un processus de paix avec Israël qui s'ensuivit.

511- *Ibid.*, p. 4.

512- *Ibid.*, p. 10-11.

513- « Memorandum of Conversation, Meeting with Vice Premier Teng Hsiao P'ing : Beijing, May 21st, 1978 », JCPL, Vertical File – China, item n° 232e, p. 16.

514- *Ibid.*, p. 5-6.

515- « Summary of Dr. Brzezinski's Meeting with Chairman Hua Kuo-feng : Beijing, May 22nd, 1978 », JCPL, Vertical File – China, item n° 233c, p. 4-5.

516- « Memorandum of Conversation, Summary of the President's Meeting with Ambassador Ch'ai Tse-min : Washington, September 19, 1978 », JCPL, Vertical File – China, item n° 250b, p. 3.

517- « Memorandum of Conversation, Meeting with Vice Premier Teng Hsiao P'ing : Beijing, May 21st 1978 », JCPL, Vertical File – China, item n° 232e, p. 6.

518- Au cours des années récentes, les dirigeants chinois et les analystes politiques ont introduit l'expression « montée pacifique » pour qualifier l'ambition de la politique étrangère de la Chine d'acquérir un statut de grande puissance dans le cadre du système international en vigueur. Dans un article de fond où il effectue la synthèse des réflexions des spécialistes chinois et occidentaux sur cette notion, le chercheur Barry Buzan montre que l'idée d'une « montée pacifique » de la Chine s'est dessinée à la fin des années 1970 et au début des années 1980, lorsque Deng a de plus en plus aligné le développement intérieur et la politique étrangère de la Chine sur le monde non révolutionnaire et a cherché à définir des intérêts communs avec l'Occident. Ses voyages à l'étranger ont illustré ce réalignement de façon spectaculaire. Voir Barry Buzan, « China in international Society : Is "Peaceful Rise" Possible ? », *The Chinese Journal of International Politics*, 3, 2010, p. 12-13.

519- « An interview with Teng Hsiao P'ing », *Time*, 5 février 1979, <http://www.time.com/time/magazine/>.

520- « China and Japon Hug and Make Up », *Time*, 6 novembre 1978, <http://www.time.com/time/magazine/article/0,9171,948275-1,00.html>.

521- Henry Kamm, « Teng Begins Southeast Asian Tour to Counter Rising Soviet Influence », *New York Times*, 6 novembre 1978, A1.

522- Henry Kamm, « Teng Tells the Thais Moscow-Hanoi Treaty Perils World's Peace », *New York Times*, 9 novembre 1978, A9.

523- « Excerpts from Talks Given in Wuchang, Shenzhen, Zhuhai et Shanghai : January 18-February 21, 1992 », in *Selected Works of Deng Xiaoping*, vol. 3, trad. The Bureau for the

Compilation and Translation of Works of Marx, Engels, Lenin and Stalin Under the Central Committee of the Communist Party of China, Pékin, Foreign Languages Press, 1994, p. 366.

[524](#)- Lee Kuan Yew, *From the Third World to First : The Singapore Story – 1965-2000*, New York, HarperCollins, 2000, p. 597.

[525](#)- *Ibid.*, p. 598-599.

[526](#)- Fox Butterfield, « Differences Fade as Rivals Mingle to Honor Teng », *New York Times*, 30 janvier 1979, A1.

[527](#)- Joseph Lelyveld, « “Astronaut” Teng Gets New View of World in Houston », *New York Times*, 3 février 1979, A1.

[528](#)- Fox Butterfield, Teng Again Says Chinese May Move Against Vietnam », *New York Times*, 1<sup>er</sup> février 1979, A16.

[529](#)- Joseph Lelyveld, « “Astronaut” Teng Gets New View of World in Houston », A1. Pour une question d’harmonisation avec le texte principal de l’ouvrage, l’orthographe originelle du passage cité, « Teng Hsia-p’ing » figure sous la forme « Deng Xiaoping ».

[530](#)- Vingt-deux ans représentaient l’intervalle entre les deux guerres mondiales. Plus de vingt-deux ans s’étant écoulés depuis le second conflit, les dirigeants chinois s’inquiétaient de voir les événements se couler dans un certain rythme historique. Mao avait fait une remarque identique au dirigeant du Parti communiste australien, E. F. Hill, dix ans auparavant. Voir aussi chapitre 8, « La voie vers la réconciliation », p. 212 ; et Chen Jian et David L. Wilson (éd.), « All Under the Heaven Is Great Chaos : Beijing, the Sino-Soviet Border Clashes, and the Turn Toward Sino-American Rapprochement, 1968-69 », *Cold War International History Project Bulletin*, p. 11, Washington, Woodrow Wilson International Center for Scholars, hiver 1998, p. 161.

[531](#)- « Memorandum of Conversation, Summary of the President’s First Meeting with PRC Vice Premier Deng Xiaoping : Washington, January 29th, 1979, JCPL, Vertical File – China, item n° 268, p. 8-9.

[532](#)- « Memorandum of Conversation, Meeting with Vice Premier Teng Hsiao P’ing : Beijing, May 21st, 1978 », JCPL, Vertical File – China, item n° 232e, p. 14.

[533](#)- « Memorandum of Conversation, Summary of the President’s Meeting with the People’s Republic of China Vice Premier Deng Xiaoping : Washington, January 29th, 1979, 3:35-4:59 p.m. », JCPL, Vertical File – China, item n° 270, p. 10-11.

[534](#)- « Memorandum of Conversation : Carter-Deng, Subject : Vietnam : Washington, January 29th, 1979, 5:00 p.m.-5:40 p.m. », JCPL, Brzezinski Collection, China [PRC] 12/19/78-10/3/79, item n° 007, p. 2.

[535](#)- Ross, *The Indochina Tangle*, p. 229.

[536](#)- « Memorandum of Conversation, Carter-Deng, Washington, January 29th, 1979, 5:00 p.m.-5:40 p.m. », JCPL, Brzezinski Collection, China [PRC] 12/19/78-10/3/79, item n° 007, p. 2.

[537](#)- *Ibid.*, p. 5.

[538](#)- Brzezinski, *Power and Principle*, p. 410.

[539](#)- « President Reporting on His Conversations with Deng : January 30th, 1979 », JCPL, Brzezinski Collection, China [PRC] 12/19/78-10/3/79, item n° 009, p. 1.

[540](#)- Henry Scott-Stokes, « Teng Criticizes the U. S. for a Lack of Firmness in Iran », *New York Times*, 8 février 1979, A12.



[541](#)- Le chiffre inférieur figure in Bruce Elleman, *Modern Chinese Warfare, 1795-1989*, New York, Routledge, 2001. Le chiffre supérieur est l'estimation de Edward O'Dowd in *Chinese Military Strategy in the Third Indochina War*, p. 3, 45-55.

[542](#)- O'Dowd, *Chinese Military Strategy in the Third Indochina War*, p. 45.

[543](#)- Deng Xiaoping à Jimmy Carter le 30 janvier 1979, cité in Brzezinski, *Power and Principle*, p. 409-410.

[544](#)- « Text of Declaration by Moscow », *New York Times*, 19 février 1979 ; Craig R. Whitney, « Security Pact Cited : Moscow Says It Will Honor Terms of Treaty – No Direct Threat Made », *New York Times*, 19 février 1979, A1.

[545](#)- Edward Cowan, « Blumenthal Delivers Warning », *New York Times*, 28 février 1979, A1.

[546](#)- *Ibid.*

[547](#)- Un des rares spécialistes à contester la sagesse populaire – et à souligner la dimension antisoviétique du conflit – est Bruce Elleman, dans son *Modern Chinese Warfare*, p. 284-297.

[548](#)- Pour un examen des diverses estimations des pertes de l'ALP, voir O'Dowd, *Chinese Military Strategy in the Third Indochina War*, p. 45.

[549](#)- « Memorandum of Conversation, Summary of the President's First Meeting with PRC Vice Premier Deng Xiaoping : Washington, January 20th, 1979 », JCPL, Vertical File – China, item n° 268, p. 8.

[550](#)- « Memorandum, President Reporting on His Conversations with Deng : January 30th, 1979 », JCPL, Brzezinski Collection, China [PRC] 12/19/78-10/3/79, item n° 009, p. 2.

[551](#)- « Memorandum of Conversation with Vice Premier Deng Xiaoping : Beijing, January 8th, 1980 », JCPL, NSA Brzez. Matl. Far East, Box n° 69, Brown (Harold) Trip Memcons, 1/80, File, p. 16.

[552](#)- « Memorandum of Conversation with Vice Premier Deng Xiaoping : Beijing, January 8th, 1980 », JCPL, NSA Brzez. Matl. Far East, Box n° 69, Brown (Harold) Trip Memcons, 1/80, File, p. 15.

[553](#)- « President Carter's Instructions to Zbigniew Brzezinski for His Mission to China, May 17, 1978 », in Brzezinski, *Power and Principle*, annexe I, p. 4.

[554](#)- D'après une estimation, le Vietnam avait positionné « 700 000 troupes de combat dans la partie nord du pays ». Karl D. Jackson, « Indochina, 1982-1985 : Peace Yields to War », in Solomon et Kosaka, éd., *The Soviet Far-East Military Buildup*, cité in Elleman, *Modern Chinese Warfare*, 206.

[555](#)- « Memorandum of Conversation, Summary of the Vice President's Meeting with People's Republic of China Vice Premier Deng Xiaoping : Beijing, August 28th, 1979, 9:30 a.m.-12:00 noon », JCPL, Vertical File – China, item n° 279, p. 9.

[556](#)- « Memorandum of Conversation Between President Carter and Premier Hua Guofeng of the People's Republic of China : Tokyo, July 10th, 1980 », JCPL, SSA Brzez. Matl. Subj. File, Box n° 38, « Memcons : President, 7/80.

[557](#)- Cité in Chen Jian, *China's Road to the Korean War*, New York, Columbia University Press, 1994, p. 149.

[558](#)- « Memorandum of Conversation, Summary of Dr. Brzezinsky Conversation with Vice Premier Geng Biao of the People's Republic of China : Washington, May 29th, 1980 », JCPL,



NSA Brzez. Matl. Far East, Box n° 70, « Geng Biao Visit, 5/23-31/80 », Folder, p. 5.

[559](#)- Lee, *From Third World to First*, p. 603.

## Reagan et l'avènement de la normalité

[560](#)- George H. W. Bush et Brent Scowcroft, *A World Transformed*, New York, Alfred A. Knopf, 1998, p. 93-94.

[561](#)- Taiwan Relations Act, Public Law 96-8, § 3.1.

[562](#)- Joint Communiqué Issued by the Governments of the United States and the People's Republic of China (August 17, 1982), reproduit in Alan D. Romberg, *Rein In at the Brink of the Precipice : American Policy Toward Taiwan and U.S.-PRC Relations*, Washington, Henry L. Stimson Center, 2003, p. 243.

[563](#)- Nancy Bernkopf Tucker, *Strait Talk : United States-Taiwan Relations and the Crisis with China*, Cambridge, Harvard University Press, 2009, p. 151.

[564](#)- *Ibid.*

[565](#)- *Ibid.*, p. 148-150.

[566](#)- John Lewis Gaddis, *The Cold War : A New History*, New York, Penguin, 2005, p. 213-214, note 43.

[567](#)- Hu Yaobang, « Create a New Situation in All Fields of Socialist Modernization – Report to the 12th National Congress of the Communist Party of China : September 1, 1982 », *Beijing Review*, n° 37, 13 septembre 1982, p. 29.

[568](#)- *Ibid.*, p. 30-31.

[569](#)- *Ibid.*

[570](#)- *Ibid.*

[571](#)- Charles Hill, « Shifts in China's Foreign Policy : The U. S and USSR », 21 avril 1984, Ronald Reagan Presidential Library (ci-après RRPL), 90946 (Asia Affairs Directorate, NSC).

[572](#)- Directorate of Intelligence, Central Intelligence Agency, « China-USSR : Manoeuvring in the Triangle », 20 décembre 1985, RRPL, 007-R.

[573](#)- « Memorandum of President Reagan from Former President Nixon », en annexe au « Memorandum for the President » de William P. Clark, concernant : « Former President Nixon's Trip to China », 25 septembre 1982, RRPL, William Clark Files, 002.

[574](#)- George P. Shultz, *Turmoil and Triumph : My Years as Secretary of State*, New York, Charles Scribner's Sons, 1993, p. 382.

[575](#)- Ronald Reagan, « Remarks at Fudan University in Shanghai, April 30, 1984 », *Public Papers of the Presidents of the United States*, Washington, U. S. Government Printing Office, 1986, recueil 1, p. 603-608 ; « Remarks to Chinese Community Leaders in Beijing, April 27, 1984 », *Public Papers of the Presidents of the United States*, recueil 1, p. 579-584.

[576](#)- Donald Zagoria, « China's Quiet Revolution », *Foreign Affairs*, 62, n° 4, avril 1984, p. 881.

[577](#)- Jonathan Spence, *The Search for Modern China*, New York, W. W. Norton, 1999, p. 654-655.

578- Nicholas Kristof, « Hu Yaobang, Ex-Party Chief in China, Dies at 73 », *New York Times*, 16 avril 1989, <http://www.nytimes.com/1989/04/16/obituaries/hu-yaobang-ex-party-chief-in-china-dies-at-73.html?pagewanted=1>.

579- Christopher Marsh, *Unparalleled Reforms*, New York, Lexington, 2005, p. 41.

## Tiananmen

580- Richard Baum, *Burying Mao : Chinese Politics in the Age of Deng Xiaoping*, Princeton, Princeton University Press, 1994, p. 231-232.

581- Jonathan Spence signale que 1989 représenta la convergence de plusieurs anniversaires à forte intensité politique : « les deux cents ans de la Révolution française, le soixante-dixième anniversaire du mouvement du 4-Mai, le quarantième anniversaire de la République populaire elle-même et les dix ans de la reprise des relations diplomatiques officielles avec les États-Unis ».

582- Andrew J. Nathan, « Preface to the Paperback Edition : The Tiananmen papers – An Editor's Reflections », in Zhang Liang, Andrew Nathan et Perry Links (éd.), *The Tiananmen Papers*, New York, Public Affairs, 2001, p. viii.

583- Richard Baum, *Burying Mao : Chinese Politics in the Age of Deng Xiaoping*, Princeton, Princeton University Press, 1994, p. 254.

584- Nathan, Introduction to *The Tiananmen Papers*, « The Documents and Their Significance », p. lv.

585- La politique de l'administration Clinton, désireuse de soumettre le statut de la nation la plus favorisée accordé à la Chine à un changement de son attitude envers les droits de l'homme, fut une tentative en ce sens. Elle sera abordée plus en détail au chapitre 17, « Un tour de montagnes russes vers une autre réconciliation : la période Jiang Zemin ».

586- David M. Lampton, *Same Bed, Different Dreams : Managing U. S.-China Relations, 1989-2000*, Berkeley, University of California Press, 2001, p. 305.

587- George H. W. Bush et Brent Scowcroft, *A World Transformed*, New York, Alfred A. Knopf, 1998, p. 89-90.

588- *Ibid.*, p. 97-98.

589- Le Congrès et la Maison-Blanche redoutaient que les étudiants séjournant aux États-Unis et ayant manifesté en public ne subissent des représailles à leur retour en Chine. Le Président avait indiqué que les demandes de prolongement de visa recevraient un accueil favorable, tandis que le Congrès voulait l'accorder d'office.

590- Bush et Scowcroft, *A World Transformed*, p. 100.

591- *Ibid.*, p. 101.

592- *Ibid.*

593- *Ibid.*, p. 102.

594- *Ibid.*

595- Lampton, *Same Bed, Different Dreams*, p. 302.

596- Bush et Scowcroft, *A World Transformed*, p. 105-106. Le ministre chinois des Affaires étrangères, Qian Qichen, conteste ce témoignage dans ses Mémoires, affirmant que l'avion n'avait jamais été en danger. Qian Qichen, *Ten Episodes in China's Diplomacy*, New York, HarperCollins, 2005, p. 133.

- [597](#)- Bush et Scowcroft, *A World Transformed*, p. 106.
- [598](#)- *Ibid.*
- [599](#)- Qian, *Ten Episodes in China's Diplomacy*, p. 134.
- [600](#)- Bush et Scowcroft, *A World Transformed*, p. 109.
- [601](#)- *Ibid.*, p. 107.
- [602](#)- *Ibid.*
- [603](#)- *Ibid.*, p. 107-108.
- [604](#)- *Ibid.*, p. 107-109.
- [605](#)- *Ibid.*, p. 110.
- [606](#)- Deng avait clairement signalé son désir de se retirer des affaires dans un très bref délai. Il le fit en 1992, tout en continuant à être considéré comme un arbitre influent de la politique.
- [607](#)- Les cinq principes de coexistence pacifique avaient été négociés par l'Inde et la Chine en 1964. Ils portaient sur la coexistence et la non-ingérence mutuelle entre des pays aux orientations idéologiques différentes.
- [608](#)- Deng tint le même discours à Richard Nixon lors de la visite privée de celui-ci à Pékin en octobre 1989 : « Dites au président Bush : mettons fin au passé, les États-Unis doivent prendre l'initiative, et eux seuls peuvent le faire. Ils en ont la capacité... pas la Chine. Parce que c'est l'Amérique la plus forte, la Chine est la plus faible, elle est la partie lésée. Si vous voulez que la Chine supplie, n'y comptez pas. Même si cela traîne cent ans, le peuple chinois ne [vous] suppliera jamais de mettre fin aux sanctions [contre la Chine]... Quoi qu'il fasse, un dirigeant chinois commettrait forcément une erreur, et le peuple chinois ne le lui pardonnerait jamais. » Cité in Lampton, *Same Bed, Different Dreams*, p. 29.
- [609](#)- Certains estimaient, à la Maison-Blanche, que le fait d'inviter Fang Lizhi à un banquet présidentiel avec les autorités chinoises qu'il critiquait était une provocation inutile. Ils reprochaient à l'ambassade américaine à Pékin de ne pas les avoir avertis du tollé qui ne manquerait pas de s'ensuivre. En incluant Fang dans la liste des invités éventuels, l'ambassadeur américain à Pékin, Winston Lord, l'avait en fait désigné comme dissident avoué dont la présence susciterait peut-être la stupéfaction du gouvernement chinois, mais qui n'en méritait pas moins d'être convié.
- [610](#)- « Cable, From : U. S. Embassy Beijing, To : Department of State, Wash DC, SITREP n° 49, June 12, 0500 Local (June 11, 1989) », in Jeffrey T. Richardson et Michael L. Evans, éd., *Tiananmen Square, 1989 : The Declassified History*, National Security Archive Electronic Briefing Book n° 16 (June 1, 1999), document 26.
- [611](#)- Bush et Scowcroft, *A World Transformed*, p. 99.
- [612](#)- U. S. Embassy Beijing Cable, « China and the U. S. – A Protracted Engagement », July 11, 1989, SECRET, in Michael L. Evans, éd., *The U. S. Tiananmen Papers : New Documents Revel U. S. Perceptions of 1989 Chinese Political Crisis*, National Security Archive Electronic Briefing Book (June 4, 2001), document 11.
- [613](#)- Bush et Scowcroft, *A World Transformed*, p. 101-102.
- [614](#)- Deng parlait de Winston Lord.
- [615](#)- Qian, *Ten Episodes in China's Diplomacy*, p. 140.

[616](#)- Bush et Scowcroft, *A World Transformed*, p. 174.

[617](#)- *Ibid.*, p. 176-177.

[618](#)- Fang et sa femme quittèrent finalement la Chine pour le Royaume-Uni dans un avion de transport militaire américain. Ils se réinstallèrent aux États-Unis, où Fang devint professeur de physique à l'université de l'Arizona.

[619](#)- Richard Evans, *Deng Xiaoping and the Making of Modern China*, Londres, Hamish Hamilton, 1993, p. 304 (citant *Zheng Ming*, Hong Kong, 1<sup>er</sup> mai 1990).

[620](#)- « Deng Initiates New Policy “Guiding Principle” », FBIS-CHI-91-215 ; voir aussi United States Department of Defense, Office of the Secretary of Defense, « Military Power of the People’s Republic of China : A Report to Congress Pursuant to the National Defense Authorization Act Fiscal Year 2000 » (2007), p. 7, <http://www.defense.gov/pubs/pdfs/070523-china-military-power-final.pdf>.

[621](#)- « Deng Initiates New Policy “Guiding Principle” », FBIS-CHI-91-215.

## Quel genre de réforme ?

### Le « voyage dans le Sud » de Deng

[622](#)- Richard Baum, *Burying Mao : Chinese Politics in the Age of Deng Xiaoping*, Princeton, Princeton University Press, 1994, p. 334.

[623](#)- « Excerpts from Talks Given in Wuchang, Shenzhen, Zhuhai and Shanghai : January 18-February 21, 1992 », *Selected Works of Deng Xiaoping*, vol. 3, trad. The Bureau for the Compilation and Translation of Works of Marx, Engels, Lenin and Stalin Under the Central Committee of the Communist Party of China, Pékin, Foreign Languages Press, 1994, p. 359.

[624](#)- *Ibid.*, p. 360.

[625](#)- *Ibid.*, p. 361.

[626](#)- *Ibid.*, p. 362-363.

[627](#)- *Ibid.*, p. 364-365.

[628](#)- *Ibid.*, p. 366.

[629](#)- David M. Lampton, *Same Bed, Different Dreams : Managing U.S.-China Relations, 1989-2000*, Berkeley, University of California Press, 2001, p. xi.

[630](#)- « Excerpts from Talks Given in Wuchang, Shenzhen, Zhuhai and Shanghai : January 18-February 21, 1992 », *Selected Works of Deng Xiaoping*, vol. 3, trad. The Bureau for the Compilation and Translation of Works of Marx, Engels, Lenin and Stalin Under the Central Committee of the Communist Party of China, Pékin, Foreign Languages Press, 1994, p. 370.

[631](#)- *Ibid.*, p. 369.

## Un tour de montagnes russes

### vers une autre réconciliation : la période Jiang Zemin

[632](#)- Voir David M. Lampton, *Same Bed, Different Dreams : Managing U. S.-China Relations, 1989-2000*, Berkeley, University of California Press, 2001, p. 293, 308.

[633](#)- State Department Bureau of Intelligence and Research, « China : Aftermath of the Crisis », 27 juillet 1989, p. 17, in Jeffrey T. Richardson et Michael L. Evans, éd., « Tiananmen

Square, 1989 : The Declassified History », National Security Archive Electronic Briefing Book n° 16 (June 1, 1999), document 36.

[634](#)- Steven Mufson, « China's Economic "Boss" : Zhu Rongji to Take Over as Premier », *Washington Post*, 5 mars 1993, A1.

[635](#)- Déclaration, 14 septembre 1992, citée in A. M. Rosenthal, « On My Mind : Here We Go Again », *New York Times*, 9 avril 1993 ; pour diverses interprétations chinoises et occidentales de cette déclaration, voir aussi Lampton, *Same Bed, Different Dreams*, p. 32.

[636](#)- « Confronting the Challenges of a Broader World », President Clinton Address to the United Nations General Assembly, New York, 27 septembre 1993, tiré de *Department of State Dispatch*, 4, n° 39, 27 septembre 1993.

[637](#)- Robert Suettinger, *Beyond Tiananmen : The Politics of U. S.-China Relations, 1989-2000*, Washington, The Brookings Institution, 2003, p. 161.

[638](#)- Dans un discours prononcé en novembre 1989, Deng Xiaoping avait appelé la Chine à « adhérer au socialisme et empêcher l'évolution pacifique vers le capitalisme ». Mao avait régulièrement mis en garde lui aussi contre l'« évolution pacifique ». Voir « Mao Zedong and Dulles's "Peaceful Evolution" Strategy : Revelations from Bo Yibo's Memoirs », *Cold War International History Project Bulletin*, 6/7, Washington, Woodrow Wilson International Center for Scholars, hiver 1996-1997, p. 228.

[639](#)- En vertu de quoi le label « Most Favored Nation » a été officiellement rebaptisé « Permanent Normal Trade Relations » [relations commerciales normales permanentes], bien que le signe MFN reste encore en usage.

[640](#)- Anthony Lake, « From Containment to Enlargement », allocution à la Nitze School of Advanced International Studies, Johns Hopkins University, Washington, 21 septembre 1993, tiré de *Department of State Dispatch*, 4, n° 39, 27 septembre 1993.

[641](#)- Suettinger, *Beyond Tiananmen*, p. 165.

[642](#)- William J. Clinton, « Statement on Most-Favored-Nation Trade Status for China », 28 mai 1993, *Public Papers of the President of the United States*, Washington, U. S. Government Printing Office, 1994, recueil 1, p. 770-771.

[643](#)- *Ibid.*, p. 770-772.

[644](#)- Lake, « From Containment to Enlargement ».

[645](#)- Suettinger, *Beyond Tiananmen*, p. 168-171.

[646](#)- Warren Christopher, *Chances of a Lifetime*, New York, Scribner, 2001, p. 237.

[647](#)- *Ibid.*

[648](#)- *Ibid.*, p. 238.

[649](#)- *Ibid.*, p. 238-239.

[650](#)- Voir, par exemple, Deng Xiaoping, « An Idea for the Peaceful Reunification of the Chinese Mainland and Taiwan : June 26, 1983 », *Selected Works of Deng Xiaoping*, vol. 3, p. 40-42.

[651](#)- John W. Garver, *Face Off : China, the United States, and Taiwan's Democratization*, Seattle, University of Washington Press, 1997, p. 15 ; James Carman, « Lee Teng-Hui : A Man of the Country », *Cornell Magazine*, juin 1995, consultable sur [http://www.news.cornell.edu/campus/Lee/Cornell\\_Magazine\\_Profile.html](http://www.news.cornell.edu/campus/Lee/Cornell_Magazine_Profile.html).

- [652](#)- Lampton, *Same Bed, Different Dreams*, p. 101.
- [653](#)- William J. Clinton, « Remarks and an Exchange with Reporters Following Discussions with President Jiang Zemin of China in Seattle : November 19, 1993 », *Public Papers of the President of the United States*, Washington, U. S. Government Printing Office, 1994, p. 2022-2025.
- [654](#)- Garver, *Face Off*, p. 92-97 ; Robert Suettinger, « U. S. “Management” of Three Taiwan Strait “Crises” », in Michael D. Swaine et Zhang Tuosheng en collaboration avec Danielle F. S. Cohen, éd., *Managing Sino-American Crises : Case Studies and Analysis*, Washington, Carnegie Endowment for International Peace, 2006, p. 278.
- [655](#)- Madeleine Albright, *Madam Secretary*, New York, Hyperion, 2003, p. 546 [trad. française : *Madame le Secrétaire d'État*, Paris, Albin Michel, 2003, p. 528].
- [656](#)- Robert Lawrence Kuhn, *The Man Who Changed China : The Life and Legacy of Jiang Zemin*, New York, Crown Publishers, 2004, p. 2.
- [657](#)- Albright, *Madam Secretary*, p. 528 [trad. française : p. 514].
- [658](#)- Christopher March, *Unparalleled Reforms*, New York, Lexington, 2005, p. 72.
- [659](#)- Barry Naughton, *The Chinese Economy : Transitions and Growth*, Cambridge, MIT Press, 2007, p. 142-143.
- [660](#)- Michael P. Riccards, *The Presidency and the Middle Kingdom : China, the United States, and Executive Leadership*, New York, Lexington Books, 2000, p. 12.
- [661](#)- Lampton, *Same Bed, Different Dreams*, appendice A, p. 379-380.
- [662](#)- Zhu Rongji, « Speech and Q&A at the Advanced Seminar on China's Economic Development in the Twenty-first Century », 22 septembre 1997, in *Zhu Rongji's Answers to Journalists' Questions*, Oxford, Oxford University Press, 2011, chapitre 5.

## Le nouveau millénaire

[663](#)- Richard Daniel Ewing, « Hu Jintao : The Making of a Chinese General Secretary », *China Quarterly*, n° 173, mars 2003, p. 19.

[664](#)- *Ibid.*, p. 21-22.

[665](#)- Xiaokang, terme politique officiel aujourd'hui largement utilisé, est une expression confucéenne vieille de 2 500 ans, qui désigne une population modérément aisée, disposant d'un revenu disponible modeste. Voir « Confucius and the Party Line », *The Economist*, 22 mai 2003 ; « Confucius Makes a Comeback », *The Economist*, 17 mai 2007.

[666](#)- « Rectification of Statues », *The Economist*, 20 janvier 2011.

[667](#)- George W. Bush, « Remarks Following Discussions with Premier Wen Jiabao and an Exchange with Reporters : December 9, 2003 », *Public Papers of the Presidents of the United States*, Washington, U. S. Government Printing Office, 2006, p. 1701.

[668](#)- David Barboza, « Chinese Leader Fields Executives' Questions », *New York Times*, 22 septembre 2010.

[669](#)- Cui Changfa et Xu Mingshan, éd., *Gaoceng Jiangtan [Top-leaders' Rostrums]*, Pékin, Hongki Chubanshe, 2007, p. 165-182, cité in Masuda Masayuki, « China's Search for a New Foreign Policy Frontier : Concept and Practice of "Harmonious World" », p. 62, in Masafumi Iida, éd., *China's Shift : Global Strategy of the Rising Power*, Tokyo, NIDS Joint Research Series, 2009.

[670](#)- Wen Jiabao, « A Number of Issues Regarding the Historic Tasks in the Initial Stage of Socialism and China's Foreign policy », *Xinhua*, 26 février 2007, cité in Masuda, « China's Search for a Foreign Policy Frontier : Concept and Practice of "Harmonious World" », p. 62-63.

[671](#)- David Shambaugh, « Coping with a Conflicted China », *The Washington Quarterly*, 34, n° 1, hiver 2011, p. 8.

[672](#)- Zheng Bijian, « China's "Peaceful Rise" to Great-Power Status », *Foreign Affairs*, 84, n° 5, septembre-octobre 2005, p. 22.

[673](#)- Hu Jintao, « Build Towards a Harmonious World of Lasting Peace and Common Prosperity », discours au sommet des Nations unies, New York, 15 septembre 2005.

[674](#)- Le nombre 8 est considéré comme de bon augure en numérologie chinoise. C'est presque un homonyme du mot « prospérer » dans certains dialectes chinois.

[675](#)- Nathan Gardels, « Post-Olympic Powershift : The Return of the Middle Kingdom in a Post-American World », *New Perspectives Quarterly*, 25, n° 4, automne 2008, p. 7-8.

[676](#)- « Di shi yi ci zhuwaishi jie huiyi zhao kai, Hu Jintao, Wen Jiabao jianghua » [« Hu Jintao et Wen Jiabao s'expriment à la 121<sup>e</sup> réunion des envoyés à l'étranger »], site web du gouvernement populaire central de la République populaire de Chine, consultable sur [http://www.gov.cn/ldhd/2009-07/20/content\\_1370171.html](http://www.gov.cn/ldhd/2009-07/20/content_1370171.html).

[677](#)- Wang Xiaodong, « Gai you xifang zhengshi zhongguo "bu gaoxing" le » [C'est à l'Occident maintenant de regarder les choses en face : la Chine est malheureuse], in Song Xiaojun, Wang Xiaodong, Huang Jisu, Sons Qian et Liu Yang, *Zhongguo bu gaoxing : da shidai, da mubiao ji women de neiyao waihuan [La Chine est malheureuse : la grande ère, le but grandiose et nos anxiétés intérieures et enjeux extérieurs]*, Nankin, Jiangsu Renmin Chubanshe, 2009, p. 39.



[678](#)- Song Xiaojun, « Meiguo bu shi zhilaohu, shi “lao huanggua shua lü qí” » [« L’Amérique n’est pas un tigre de papier, elle est un “vieux concombre peint en vert” »], in Song, Wang et autres, *Zhongguo bu gaoxing*, p. 85.

[679](#)- Expression chinoise classique signifiant le retour à la paix après un conflit sans désir de reprendre les hostilités.

[680](#)- Song, « Meiguo bu shi zhilaohu », p. 86.

[681](#)- *Ibid.*, p. 92.

[682](#)- *Ibid.*

[683](#)- Liu Mingfu, *Zhongguo meng : hou meiguo shidai de daguo siwei yu shanlüe dingwei* [Le Rêve chinois : mode de pensée d’une grande puissance et posture stratégique à l’ère postaméricaine], Pékin, Zhongguo Youyi Chubans Gongsi, 2010.

[684](#)- *Ibid.*, p. 69-73, 103-117.

[685](#)- *Ibid.*, p. 124.

[686](#)- *Ibid.*, p. 256-262.

[687](#)- Certaines analyses posent que les sentiments exprimés dans ces ouvrages, s’ils sont réels et peut-être courants dans une grande partie de la hiérarchie militaire chinoise, sont motivés en partie par le profit : les livres provocateurs se vendent bien dans n’importe quel pays, et des écrits nationalistes tels que *La Chine est malheureuse* et *Le Rêve de la Chine* sont publiés par des maisons d’édition privées. Voir Phillip C. Saunders, « Will China’s Dream Turn into America’s Nightmare ? », *China Brief*, 10, n° 7, Washington, Jamestown Foundation, 1<sup>er</sup> avril 2010, p. 11-12.

[688](#)- Dai Bingguo, « Persisting with Taking the Path of Peaceful Development », Pékin, Ministère des Affaires étrangères de la République populaire de Chine, 6 décembre 2010.

[689](#)- *Ibid.*

[690](#)- *Ibid.*

[691](#)- *Ibid.*

[692](#)- *Ibid.*

[693](#)- *Ibid.*

[694](#)- *Ibid.*

[695](#)- Hu Jintao, « Speech at the Meeting Marking the 30th Anniversary of Reform and Opening Up », 18 décembre 2008, consultable sur [http://www.bjreview.com.cn/Key\\_Document\\_Translation/2009-04/27/content\\_194200.htm](http://www.bjreview.com.cn/Key_Document_Translation/2009-04/27/content_194200.htm).

[696](#)- Dai, « Persister sur la voie du développement pacifique ».

[697](#)- *Ibid.*

## Épilogue

[698](#)- Crowe connaissait doublement le problème. Né à Leipzig d’un père diplomate britannique et d’une mère allemande, il n’avait gagné la Grande-Bretagne qu’à l’âge de dix-sept ans. Sa femme était d’origine allemande et, même loyal serviteur de la Couronne, Crowe avait gardé des liens culturels et familiaux avec le continent européen. Michael L. Dockrill et Brian J.



C. McKercher, *Diplomacy and World Power : Studies in British Foreign Policy, 1890-1951*, Cambridge, Cambridge University Press, 1996, p. 27.

[699](#)- Eyre Crowe, « Memorandum on the Present State of British Relations with France and Germany », Foreign Office, 1<sup>er</sup> janvier 1907, in G. P. Gooch et Harold Temperley, éd., *British Documents on the Origins of the War*, vol. 3 : *The Testing of the Entente*, Londres, H. M. Stationery Office, 1928, p. 407.

[700](#)- *Ibid.*, p. 417.

[701](#)- *Ibid.*, p. 416.

[702](#)- *Ibid.*, p. 417.

[703](#)- *Ibid.*, p. 407.

[704](#)- *Ibid.*

[705](#)- Phillip C. Saunders, « Will *China's Dream* Turn into America's Nightmare ? », *China Brief*, 10, n° 7, Washington, Jamestown Foundation, 1<sup>er</sup> avril 2010, p. 10 (citant l'article de Liu Mingfu in *Global Times*).

[706](#)- Liu Mingfu, *Zhongguo meng : hou meiguo shidai de daguo siwei yu zhanlue dinwei* [Le Rêve chinois : mode de pensée d'une grande puissance et posture stratégique à l'ère postaméricaine], Pékin, Zhongguo Youyi Chubun Gongsi, 2010, p. 24 ; Chris Buckley, « China PLA Officer Urges Challenging U. S. Dominance », Reuters, 28 février 2010, disponible sur <http://www.reuters.com/article/2110/03/01/us-china-usa-military-exclusive-idUSTRE6200P620100301>.

[707](#)- Richard Daniel Ewing, « Hu Jintao : The Making of a Chinese General Secretary », *China Quarterly*, n° 173, mars 2003, p. 29-31.

[708](#)- Dai Bingguo, « Persisting with Taking the Path of Peaceful Development », Pékin, Ministère des Affaires étrangères de la République populaire de Chine, 6 décembre 2010.

[709](#)- Adele Hayutin, « China's Demographic Shifts : The Shape of Things to Come », Stanford Center on Longevity, 24 octobre 2008, p. 7.

[710](#)- Ethan Devine, « The Japan Syndrome », *Foreign Policy*, 30 septembre 2010, disponible sur [http://www.foreignpolicy.com/articles/2010/09/30/the\\_japan\\_syndrome](http://www.foreignpolicy.com/articles/2010/09/30/the_japan_syndrome).

[711](#)- Hayutin, « China's Demographic Shifts », p. 3.

[712](#)- Voir Joshua Cooper Ramo, « Hu's Visit : Finding a Way Forward on U. S.-China Relations », *Time*, 8 avril 2010. Ramo emprunte le concept de coévolution à la biologie comme cadre d'interprétation des relations américano-chinoises.

## Index des noms

Acheson, Dean [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#) [7](#) [8](#) [9](#) [10](#) [11](#) [12](#) [13](#) [14](#) [15](#) [16](#) [17](#) [18](#) [19](#) [20](#) [21](#) [22](#)  
[23](#) [24](#) [25](#)

Albright, Madeleine [1](#) [2](#)

Amherst, William Pitt (Lord) [1](#) [2](#)

Andropov, Iouri [1](#) [2](#)

Baker, James A. [1](#) [2](#)

Bismarck, Otto von [1](#) [2](#)

Blumenthal, W. Michael [1](#) [2](#)

Bohlen, Charles (« Chip ») [1](#)

Brejnev, Leonid [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#)

Brown, Harold [1](#) [2](#) [3](#)

Bruce, Frederick [1](#) [2](#)

Brzezinski, Zbigniew [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#) [7](#) [8](#) [9](#) [10](#)

Bundy, McGeorge [1](#)

Bush, George H. W. [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#) [7](#) [8](#) [9](#) [10](#) [11](#) [12](#) [13](#) [14](#) [15](#) [16](#) [17](#) [18](#) [19](#) [20](#)  
[21](#) [22](#) [23](#) [24](#) [25](#) [26](#) [27](#) [28](#) [29](#) [30](#) [31](#) [32](#) [33](#) [34](#) [35](#) [36](#) [37](#) [38](#) [39](#) [40](#) [41](#) [42](#) [43](#) [44](#)  
[45](#) [46](#) [47](#) [48](#) [49](#)

Bush, George W. [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#) [7](#) [8](#)

Carter, Jimmy [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#) [7](#) [8](#) [9](#) [10](#) [11](#) [12](#) [13](#) [14](#) [15](#) [16](#) [17](#) [18](#) [19](#) [20](#) [21](#) [22](#)  
[23](#) [24](#) [25](#) [26](#) [27](#) [28](#) [29](#) [30](#) [31](#) [32](#) [33](#) [34](#) [35](#) [36](#) [37](#) [38](#)

Catherine II la Grande [1](#) [2](#)

Caton l'Ancien [1](#)

Ceausescu, Nicolae [1](#) [2](#)

Chai Zemin [1](#) [2](#) [3](#)

Chen Jian [1](#)

Chen Shui-bian [1](#)

Chen Yi [1](#) [2](#) [3](#) [4](#)

Chevardnadze, Edouard [1](#)

Chiang Ching-kuo [1](#)

Chiang Kai-shek [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#) [7](#) [8](#) [9](#) [10](#) [11](#) [12](#) [13](#) [14](#) [15](#) [16](#) [17](#) [18](#) [19](#) [20](#) [21](#)  
[22](#) [23](#)

Christopher, Warren M. [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#) [7](#) [8](#) [9](#) [10](#) [11](#) [12](#)

Churchill, Winston [1](#)

Cixi (impératrice) [1](#)

Clausewitz, Carl von [1](#) [2](#)

Clinton, Bill [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#) [7](#) [8](#) [9](#) [10](#) [11](#) [12](#) [13](#) [14](#) [15](#) [16](#) [17](#) [18](#) [19](#) [20](#) [21](#) [22](#) [23](#)  
[24](#) [25](#) [26](#) [27](#)

Clinton, Hillary R. [1](#)

Confucius [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#) [7](#) [8](#) [9](#) [10](#) [11](#) [12](#) [13](#) [14](#) [15](#) [16](#) [17](#) [18](#) [19](#) [20](#) [21](#)

Crowe, Eyre [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#) [7](#) [8](#) [9](#) [10](#) [11](#) [12](#) [13](#) [14](#) [15](#) [16](#) [17](#)

Dai Bingguo [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#) [7](#) [8](#) [9](#) [10](#) [11](#) [12](#) [13](#)

Deng Liqun [1](#) [2](#)

Deng Nan [1](#)

Deng Pufang [1](#)

Deng Xiaoping [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#) [7](#) [8](#) [9](#) [10](#) [11](#) [12](#) [13](#) [14](#) [15](#) [16](#) [17](#) [18](#) [19](#) [20](#) [21](#) [22](#)  
[23](#) [24](#) [25](#) [26](#) [27](#) [28](#) [29](#) [30](#) [31](#) [32](#) [33](#) [34](#) [35](#) [36](#) [37](#) [38](#) [39](#) [40](#) [41](#) [42](#) [43](#) [44](#) [45](#) [46](#)  
[47](#) [48](#) [49](#) [50](#) [51](#) [52](#) [53](#) [54](#) [55](#) [56](#) [57](#) [58](#) [59](#) [60](#) [61](#) [62](#) [63](#) [64](#) [65](#) [66](#) [67](#) [68](#) [69](#) [70](#)  
[71](#) [72](#) [73](#) [74](#) [75](#) [76](#) [77](#) [78](#) [79](#) [80](#) [81](#) [82](#) [83](#) [84](#) [85](#) [86](#) [87](#) [88](#) [89](#) [90](#) [91](#) [92](#) [93](#) [94](#)  
[95](#) [96](#) [97](#) [98](#) [99](#) [100](#) [101](#) [102](#) [103](#) [104](#) [105](#) [106](#) [107](#) [108](#) [109](#) [110](#) [111](#) [112](#) [113](#)  
[114](#) [115](#) [116](#) [117](#) [118](#) [119](#) [120](#) [121](#) [122](#) [123](#) [124](#) [125](#) [126](#) [127](#) [128](#) [129](#) [130](#)  
[131](#) [132](#) [133](#) [134](#) [135](#) [136](#) [137](#) [138](#) [139](#) [140](#) [141](#) [142](#) [143](#) [144](#) [145](#) [146](#) [147](#)  
[148](#) [149](#) [150](#) [151](#) [152](#) [153](#) [154](#) [155](#) [156](#) [157](#) [158](#) [159](#) [160](#) [161](#) [162](#) [163](#) [164](#)  
[165](#) [166](#) [167](#) [168](#) [169](#) [170](#) [171](#) [172](#) [173](#) [174](#) [175](#) [176](#) [177](#) [178](#) [179](#) [180](#) [181](#)  
[182](#) [183](#) [184](#) [185](#) [186](#) [187](#) [188](#) [189](#) [190](#) [191](#) [192](#) [193](#) [194](#) [195](#) [196](#) [197](#) [198](#)  
[199](#) [200](#) [201](#) [202](#) [203](#) [204](#) [205](#) [206](#) [207](#) [208](#) [209](#) [210](#) [211](#) [212](#) [213](#) [214](#) [215](#)  
[216](#) [217](#) [218](#) [219](#) [220](#) [221](#) [222](#) [223](#) [224](#) [225](#) [226](#) [227](#) [228](#) [229](#) [230](#) [231](#) [232](#)

[233](#) [234](#) [235](#) [236](#) [237](#) [238](#) [239](#) [240](#) [241](#) [242](#) [243](#) [244](#) [245](#) [246](#) [247](#) [248](#) [249](#)  
[250](#) [251](#) [252](#) [253](#) [254](#) [255](#) [256](#) [257](#) [258](#) [259](#) [260](#) [261](#) [262](#) [263](#) [264](#) [265](#) [266](#)  
[267](#) [268](#) [269](#) [270](#) [271](#) [272](#) [273](#) [274](#) [275](#) [276](#) [277](#) [278](#) [279](#) [280](#) [281](#) [282](#) [283](#)  
[284](#) [285](#) [286](#) [287](#) [288](#) [289](#) [290](#) [291](#) [292](#) [293](#) [294](#) [295](#) [296](#) [297](#) [298](#) [299](#) [300](#)  
[301](#) [302](#) [303](#) [304](#) [305](#) [306](#) [307](#) [308](#) [309](#) [310](#) [311](#) [312](#) [313](#) [314](#) [315](#) [316](#) [317](#)  
[318](#) [319](#) [320](#) [321](#) [322](#) [323](#) [324](#) [325](#) [326](#) [327](#) [328](#) [329](#) [330](#) [331](#) [332](#) [333](#) [334](#)  
[335](#) [336](#) [337](#) [338](#) [339](#) [340](#) [341](#) [342](#) [343](#) [344](#) [345](#) [346](#) [347](#) [348](#) [349](#) [350](#) [351](#)  
[352](#)

Disraeli, Benjamin [1](#)

Dobrynine, Anatoli [1](#) [2](#)

Du Halde, Jean-Baptiste [1](#)

Dulles, John Foster [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#) [7](#) [8](#) [9](#) [10](#) [11](#) [12](#) [13](#) [14](#) [15](#) [16](#)

Dundas, Henry [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#) [7](#)

Eagleburger, Lawrence [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#)

Eisenhower, Dwight D. [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#) [7](#) [8](#) [9](#) [10](#) [11](#) [12](#) [13](#) [14](#) [15](#) [16](#) [17](#) [18](#) [19](#)  
[20](#) [21](#)

Elgin (Lord) [1](#) [2](#) [3](#)

Elliot, Charles [1](#) [2](#) [3](#)

Fallaci, Oriana [1](#)

Fang Lizhi [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#) [7](#) [8](#) [9](#) [10](#) [11](#) [12](#) [13](#) [14](#) [15](#) [16](#) [17](#) [18](#) [19](#) [20](#) [21](#) [22](#) [23](#)  
[24](#) [25](#) [26](#) [27](#) [28](#) [29](#) [30](#) [31](#) [32](#) [33](#) [34](#) [35](#)

Fedorenko, Nikolai [1](#)

Ford, Gerald R. [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#) [7](#) [8](#) [9](#) [10](#) [11](#) [12](#) [13](#) [14](#) [15](#) [16](#) [17](#) [18](#) [19](#) [20](#) [21](#) [22](#)  
[23](#) [24](#) [25](#) [26](#) [27](#) [28](#) [29](#)

Gates, Thomas S. Jr. [1](#)

Gaulle, Charles de [1](#) [2](#)

Geng Biao [1](#)

George III (roi d'Angleterre) [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#)

Gingrich, Newt [1](#)

Gong (prince) [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#) [7](#) [8](#) [9](#) [10](#) [11](#) [12](#)

Gorbatchev, Mikhaïl [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#) [7](#) [8](#) [9](#) [10](#) [11](#) [12](#) [13](#) [14](#) [15](#) [16](#) [17](#) [18](#) [19](#) [20](#)  
[21](#) [22](#) [23](#)

Gordon, Charles (« Chinese » ou « le Chinois ») [1](#) [2](#) [3](#) [4](#)

Gromyko, Andreï [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#)

Haig, Alexander [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#) [7](#)

Han (dynastie) [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#)

Hay, John [1](#)

Hegel, Georg Wilhelm Friedrich [1](#) [2](#)

Helms, Richard [1](#)

Hill, E. F. [1](#) [2](#)

Hitler, Adolf [1](#) [2](#) [3](#) [4](#)

Hô Chi Minh [1](#) [2](#) [3](#) [4](#)

Holdridge, John [1](#)

Howe, Jon [1](#)

Hu Angang [1](#)

Hu Jintao [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#) [7](#) [8](#) [9](#) [10](#) [11](#) [12](#) [13](#) [14](#) [15](#) [16](#) [17](#) [18](#) [19](#) [20](#) [21](#) [22](#) [23](#) [24](#)  
[25](#) [26](#) [27](#)

Hu Yaobang [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#) [7](#) [8](#) [9](#) [10](#) [11](#) [12](#) [13](#) [14](#) [15](#) [16](#) [17](#) [18](#) [19](#)

Hua Guofeng [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#) [7](#) [8](#) [9](#) [10](#) [11](#) [12](#) [13](#) [14](#) [15](#) [16](#) [17](#) [18](#) [19](#) [20](#) [21](#) [22](#)  
[23](#) [24](#) [25](#) [26](#) [27](#) [28](#) [29](#) [30](#) [31](#) [32](#)

Huang Hua [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#)

Huang Zhen [1](#) [2](#) [3](#)

Huc, Régis Évariste [1](#)

Hurley, Patrick [1](#) [2](#)

Hussein, Saddam [1](#)

Ignatieff, Nikolai [1](#) [2](#) [3](#) [4](#)

Ji Pengfei [1](#)

Jiang Qing [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#) [7](#) [8](#) [9](#) [10](#) [11](#) [12](#) [13](#) [14](#)

Jiang Zemin [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#) [7](#) [8](#) [9](#) [10](#) [11](#) [12](#) [13](#) [14](#) [15](#) [16](#) [17](#) [18](#) [19](#) [20](#) [21](#) [22](#) [23](#)  
[24](#) [25](#) [26](#) [27](#) [28](#) [29](#) [30](#) [31](#) [32](#) [33](#) [34](#) [35](#) [36](#) [37](#) [38](#) [39](#) [40](#) [41](#) [42](#) [43](#) [44](#) [45](#) [46](#) [47](#)  
[48](#) [49](#) [50](#) [51](#) [52](#) [53](#) [54](#) [55](#) [56](#) [57](#) [58](#) [59](#) [60](#) [61](#) [62](#) [63](#) [64](#) [65](#) [66](#) [67](#) [68](#) [69](#) [70](#) [71](#)  
[72](#) [73](#) [74](#) [75](#) [76](#) [77](#) [78](#)

Johnson, Lyndon B. [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#)

Jomini, Antoine-Henri [1](#)

Kant, Emmanuel [1](#)

Kennan, George [1](#) [2](#) [3](#) [4](#)

Kennedy, John F. [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#) [7](#) [8](#)

Keynes, John Maynard [1](#)

Khrouchtchev, Nikita [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#) [7](#) [8](#) [9](#) [10](#) [11](#) [12](#) [13](#) [14](#) [15](#) [16](#) [17](#) [18](#) [19](#) [20](#)  
[21](#) [22](#) [23](#) [24](#) [25](#) [26](#) [27](#) [28](#) [29](#) [30](#) [31](#) [32](#) [33](#) [34](#) [35](#) [36](#) [37](#) [38](#) [39](#) [40](#) [41](#) [42](#) [43](#) [44](#)  
[45](#) [46](#) [47](#) [48](#) [49](#) [50](#) [51](#) [52](#) [53](#) [54](#) [55](#) [56](#) [57](#) [58](#) [59](#) [60](#) [61](#) [62](#) [63](#) [64](#) [65](#) [66](#) [67](#) [68](#)  
[69](#) [70](#) [71](#) [72](#) [73](#) [74](#) [75](#) [76](#) [77](#) [78](#) [79](#) [80](#) [81](#)

Kim Il-sung [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#) [7](#) [8](#) [9](#) [10](#) [11](#) [12](#) [13](#) [14](#) [15](#) [16](#) [17](#) [18](#) [19](#) [20](#) [21](#) [22](#) [23](#)  
[24](#) [25](#) [26](#) [27](#) [28](#) [29](#) [30](#) [31](#) [32](#) [33](#) [34](#) [35](#) [36](#) [37](#) [38](#) [39](#)

Kohler, Foy [1](#)

Kossyguine, Alekseï [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#)

Kovalev, Ivan [1](#)

Lake, Anthony [1](#) [2](#)

Lampton, David [1](#)

Lattimore, Owen [1](#)

Lay, Horatio [1](#)

Le Duc Tho [1](#) [2](#)

Lee Kuan Yew [1](#) [2](#) [3](#)

Lee Teng-hui [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#) [7](#) [8](#)

Lénine, V. I. [1](#) [2](#) [3](#)

Li Daoyu [1](#)

Li Hongzhang [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#) [7](#) [8](#) [9](#) [10](#) [11](#) [12](#) [13](#) [14](#) [15](#) [16](#) [17](#) [18](#) [19](#) [20](#) [21](#) [22](#)  
[23](#) [24](#) [25](#) [26](#) [27](#) [28](#) [29](#) [30](#) [31](#) [32](#) [33](#) [34](#)

Li Peng [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#) [7](#) [8](#)

Li Ruihuan [1](#) [2](#) [3](#)

Lilley, James [1](#) [2](#)

Lin Biao [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#) [7](#) [8](#) [9](#) [10](#) [11](#) [12](#) [13](#) [14](#) [15](#) [16](#) [17](#) [18](#) [19](#) [20](#) [21](#) [22](#) [23](#)

Lin Zexu [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#) [7](#) [8](#) [9](#) [10](#)

Lincoln, Abraham [1](#)

Liu Mingfu [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#)

Liu Shaoqi [1](#)

Lord, Winston [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#) [7](#) [8](#) [9](#)

Lu Hsing-chi [1](#)

MacArthur, Douglas [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#)

Macartney, Georges (Lord) [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#) [7](#) [8](#) [9](#) [10](#) [11](#) [12](#) [13](#) [14](#) [15](#) [16](#) [17](#) [18](#)  
[19](#) [20](#) [21](#) [22](#) [23](#) [24](#) [25](#) [26](#) [27](#) [28](#) [29](#) [30](#) [31](#) [32](#) [33](#) [34](#) [35](#) [36](#) [37](#) [38](#) [39](#) [40](#) [41](#) [42](#)  
[43](#) [44](#) [45](#) [46](#) [47](#)

Machiavel, Nicolas [1](#) [2](#) [3](#)

Maclean, Donald [1](#)

Malraux, André [1](#)

Mao Zedong [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#) [7](#) [8](#) [9](#) [10](#) [11](#) [12](#) [13](#) [14](#) [15](#) [16](#) [17](#) [18](#) [19](#) [20](#) [21](#) [22](#) [23](#)  
[24](#) [25](#) [26](#) [27](#) [28](#) [29](#) [30](#) [31](#) [32](#) [33](#) [34](#) [35](#) [36](#) [37](#) [38](#) [39](#) [40](#) [41](#) [42](#) [43](#) [44](#) [45](#) [46](#) [47](#)  
[48](#) [49](#) [50](#) [51](#) [52](#) [53](#) [54](#) [55](#) [56](#) [57](#) [58](#) [59](#) [60](#) [61](#) [62](#) [63](#) [64](#) [65](#) [66](#) [67](#) [68](#) [69](#) [70](#) [71](#)  
[72](#) [73](#) [74](#) [75](#) [76](#) [77](#) [78](#) [79](#) [80](#) [81](#) [82](#) [83](#) [84](#) [85](#) [86](#) [87](#) [88](#) [89](#) [90](#) [91](#) [92](#) [93](#) [94](#) [95](#)  
[96](#) [97](#) [98](#) [99](#) [100](#) [101](#) [102](#) [103](#) [104](#) [105](#) [106](#) [107](#) [108](#) [109](#) [110](#) [111](#) [112](#) [113](#)  
[114](#) [115](#) [116](#) [117](#) [118](#) [119](#) [120](#) [121](#) [122](#) [123](#) [124](#) [125](#) [126](#) [127](#) [128](#) [129](#) [130](#)  
[131](#) [132](#) [133](#) [134](#) [135](#) [136](#) [137](#) [138](#) [139](#) [140](#) [141](#) [142](#) [143](#) [144](#) [145](#) [146](#) [147](#)  
[148](#) [149](#) [150](#) [151](#) [152](#) [153](#) [154](#) [155](#) [156](#) [157](#) [158](#) [159](#) [160](#) [161](#) [162](#) [163](#) [164](#)  
[165](#) [166](#) [167](#) [168](#) [169](#) [170](#) [171](#) [172](#) [173](#) [174](#) [175](#) [176](#) [177](#) [178](#) [179](#) [180](#) [181](#)  
[182](#) [183](#) [184](#) [185](#) [186](#) [187](#) [188](#) [189](#) [190](#) [191](#) [192](#) [193](#) [194](#) [195](#) [196](#) [197](#) [198](#)  
[199](#) [200](#) [201](#) [202](#) [203](#) [204](#) [205](#) [206](#) [207](#) [208](#) [209](#) [210](#) [211](#) [212](#) [213](#) [214](#) [215](#)  
[216](#) [217](#) [218](#) [219](#) [220](#) [221](#) [222](#) [223](#) [224](#) [225](#) [226](#) [227](#) [228](#) [229](#) [230](#) [231](#) [232](#)  
[233](#) [234](#) [235](#) [236](#) [237](#) [238](#) [239](#) [240](#) [241](#) [242](#) [243](#) [244](#) [245](#) [246](#) [247](#) [248](#) [249](#)  
[250](#) [251](#) [252](#) [253](#) [254](#) [255](#) [256](#) [257](#) [258](#) [259](#) [260](#) [261](#) [262](#) [263](#) [264](#) [265](#) [266](#)  
[267](#) [268](#) [269](#) [270](#) [271](#) [272](#) [273](#) [274](#) [275](#) [276](#) [277](#) [278](#) [279](#) [280](#) [281](#) [282](#) [283](#)

[284](#) [285](#) [286](#) [287](#) [288](#) [289](#) [290](#) [291](#) [292](#) [293](#) [294](#) [295](#) [296](#) [297](#) [298](#) [299](#) [300](#)  
[301](#) [302](#) [303](#) [304](#) [305](#) [306](#) [307](#) [308](#) [309](#) [310](#) [311](#) [312](#) [313](#) [314](#) [315](#) [316](#) [317](#)  
[318](#) [319](#) [320](#) [321](#) [322](#) [323](#) [324](#) [325](#) [326](#) [327](#) [328](#) [329](#) [330](#) [331](#) [332](#) [333](#) [334](#)  
[335](#) [336](#) [337](#) [338](#) [339](#) [340](#) [341](#) [342](#) [343](#) [344](#) [345](#) [346](#) [347](#) [348](#) [349](#) [350](#) [351](#)  
[352](#) [353](#) [354](#) [355](#) [356](#) [357](#) [358](#) [359](#) [360](#) [361](#) [362](#) [363](#) [364](#) [365](#) [366](#) [367](#) [368](#)  
[369](#) [370](#) [371](#) [372](#) [373](#) [374](#) [375](#) [376](#) [377](#) [378](#) [379](#) [380](#) [381](#) [382](#) [383](#) [384](#) [385](#)  
[386](#) [387](#) [388](#) [389](#) [390](#) [391](#) [392](#) [393](#) [394](#) [395](#) [396](#) [397](#) [398](#) [399](#) [400](#) [401](#) [402](#)  
[403](#) [404](#) [405](#) [406](#) [407](#) [408](#) [409](#) [410](#) [411](#) [412](#) [413](#) [414](#) [415](#) [416](#) [417](#) [418](#) [419](#)  
[420](#) [421](#) [422](#) [423](#) [424](#) [425](#) [426](#) [427](#) [428](#) [429](#) [430](#) [431](#) [432](#) [433](#) [434](#) [435](#) [436](#)  
[437](#) [438](#) [439](#) [440](#) [441](#) [442](#) [443](#) [444](#) [445](#) [446](#) [447](#) [448](#) [449](#) [450](#) [451](#) [452](#) [453](#)  
[454](#) [455](#) [456](#) [457](#) [458](#) [459](#) [460](#) [461](#) [462](#) [463](#) [464](#) [465](#) [466](#) [467](#) [468](#) [469](#) [470](#)  
[471](#) [472](#) [473](#) [474](#) [475](#) [476](#) [477](#) [478](#) [479](#) [480](#) [481](#) [482](#) [483](#) [484](#) [485](#) [486](#) [487](#)  
[488](#) [489](#) [490](#) [491](#) [492](#) [493](#) [494](#) [495](#) [496](#) [497](#) [498](#) [499](#) [500](#) [501](#) [502](#) [503](#) [504](#)  
[505](#) [506](#) [507](#) [508](#) [509](#) [510](#) [511](#) [512](#) [513](#) [514](#) [515](#) [516](#) [517](#) [518](#) [519](#) [520](#) [521](#)  
[522](#) [523](#) [524](#) [525](#) [526](#) [527](#) [528](#) [529](#) [530](#) [531](#) [532](#) [533](#) [534](#) [535](#) [536](#) [537](#) [538](#)  
[539](#) [540](#) [541](#) [542](#) [543](#) [544](#) [545](#) [546](#) [547](#) [548](#) [549](#) [550](#) [551](#) [552](#) [553](#) [554](#) [555](#)  
[556](#) [557](#) [558](#) [559](#) [560](#) [561](#) [562](#) [563](#) [564](#) [565](#) [566](#) [567](#) [568](#) [569](#) [570](#) [571](#) [572](#)  
[573](#) [574](#) [575](#) [576](#) [577](#) [578](#) [579](#) [580](#) [581](#) [582](#) [583](#) [584](#) [585](#) [586](#) [587](#) [588](#) [589](#)  
[590](#) [591](#) [592](#) [593](#) [594](#) [595](#) [596](#) [597](#) [598](#) [599](#) [600](#) [601](#) [602](#) [603](#) [604](#) [605](#) [606](#)  
[607](#) [608](#) [609](#) [610](#) [611](#) [612](#) [613](#) [614](#) [615](#) [616](#) [617](#) [618](#) [619](#) [620](#) [621](#) [622](#) [623](#)  
[624](#) [625](#) [626](#) [627](#) [628](#) [629](#) [630](#) [631](#) [632](#) [633](#) [634](#) [635](#) [636](#) [637](#) [638](#) [639](#) [640](#)  
[641](#) [642](#) [643](#) [644](#) [645](#) [646](#) [647](#) [648](#) [649](#) [650](#) [651](#) [652](#) [653](#) [654](#) [655](#) [656](#) [657](#)  
[658](#) [659](#) [660](#) [661](#) [662](#) [663](#) [664](#) [665](#) [666](#) [667](#) [668](#) [669](#) [670](#) [671](#) [672](#) [673](#) [674](#)  
[675](#) [676](#) [677](#) [678](#) [679](#) [680](#) [681](#) [682](#) [683](#) [684](#) [685](#) [686](#) [687](#) [688](#) [689](#) [690](#) [691](#)  
[692](#) [693](#) [694](#) [695](#) [696](#) [697](#) [698](#) [699](#) [700](#) [701](#) [702](#) [703](#) [704](#) [705](#) [706](#) [707](#) [708](#)  
[709](#) [710](#) [711](#) [712](#) [713](#) [714](#) [715](#) [716](#) [717](#) [718](#) [719](#) [720](#) [721](#) [722](#) [723](#) [724](#) [725](#)  
[726](#) [727](#) [728](#) [729](#) [730](#) [731](#) [732](#) [733](#) [734](#) [735](#) [736](#) [737](#) [738](#) [739](#) [740](#) [741](#) [742](#)  
[743](#) [744](#) [745](#) [746](#) [747](#) [748](#) [749](#) [750](#) [751](#) [752](#) [753](#) [754](#) [755](#) [756](#) [757](#) [758](#) [759](#)  
[760](#) [761](#) [762](#) [763](#) [764](#) [765](#) [766](#) [767](#) [768](#) [769](#) [770](#) [771](#) [772](#) [773](#) [774](#) [775](#) [776](#)  
[777](#) [778](#) [779](#) [780](#) [781](#) [782](#) [783](#) [784](#) [785](#) [786](#) [787](#) [788](#) [789](#) [790](#) [791](#) [792](#) [793](#)  
[794](#) [795](#) [796](#) [797](#)

Marshall, George [1](#) [2](#)

Marx, Karl [1](#)

Matthews, Diane [1](#)

McLeod, Gary [1](#)



Meadows, Thomas [1](#)

Mencius [1](#)

Middleton, Drew [1](#)

Ming (dynastie) [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#)

Mitchell, George [1](#)

Molotov, Viatcheslav [1](#)

Mondale, Walter « Fritz » [1](#) [2](#) [3](#)

Mussolini, Benito [1](#)

Nakasone, Yasuhiro [1](#) [2](#)

Napier (Lord) [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#)

Napoléon Ier [1](#)

Nariakira, Shimazu [1](#)

Nathan, Andrew J. [1](#)

Nehru, Jawaharlal [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#) [7](#) [8](#)

Nie Rongzhen [1](#)

Nixon, Richard M. [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#) [7](#) [8](#) [9](#) [10](#) [11](#) [12](#) [13](#) [14](#) [15](#) [16](#) [17](#) [18](#) [19](#) [20](#) [21](#)  
[22](#) [23](#) [24](#) [25](#) [26](#) [27](#) [28](#) [29](#) [30](#) [31](#) [32](#) [33](#) [34](#) [35](#) [36](#) [37](#) [38](#) [39](#) [40](#) [41](#) [42](#) [43](#) [44](#) [45](#)  
[46](#) [47](#) [48](#) [49](#) [50](#) [51](#) [52](#) [53](#) [54](#) [55](#) [56](#) [57](#) [58](#) [59](#) [60](#) [61](#) [62](#) [63](#) [64](#) [65](#) [66](#) [67](#) [68](#) [69](#)  
[70](#) [71](#) [72](#) [73](#) [74](#) [75](#) [76](#) [77](#) [78](#) [79](#) [80](#) [81](#) [82](#) [83](#) [84](#) [85](#) [86](#) [87](#) [88](#) [89](#) [90](#) [91](#) [92](#) [93](#)  
[94](#) [95](#) [96](#) [97](#) [98](#) [99](#) [100](#) [101](#) [102](#) [103](#) [104](#) [105](#) [106](#) [107](#) [108](#) [109](#) [110](#) [111](#) [112](#)  
[113](#) [114](#) [115](#) [116](#) [117](#) [118](#) [119](#) [120](#) [121](#) [122](#) [123](#) [124](#) [125](#) [126](#) [127](#) [128](#) [129](#)  
[130](#) [131](#) [132](#) [133](#) [134](#) [135](#) [136](#) [137](#) [138](#) [139](#) [140](#) [141](#) [142](#) [143](#) [144](#) [145](#) [146](#)  
[147](#) [148](#) [149](#) [150](#) [151](#) [152](#) [153](#) [154](#) [155](#) [156](#) [157](#)

Novotny, Antonin [1](#)

Obama, Barack [1](#) [2](#) [3](#)

Ohira, Masayoshi [1](#)

Palmerston, Henry John Temple (Lord) [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#) [7](#) [8](#) [9](#) [10](#)

Panikkar, K. M. [1](#) [2](#)

Pelosi, Nancy [1](#) [2](#)

Peng Dehuai [1](#) [2](#)

Peng Zhen [1](#)

Perry, Matthew [1](#)

Peyrefitte, Alain [1](#)

Pham Van Dong [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#)

Phomvihane, Kaysone [1](#)

Pierre le Grand [1](#)

Pol Pot [1](#) [2](#)

Pottinger, Frederick Keying [1](#)

Pottinger, Henry (Sir) [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#) [7](#)

Pye, Lucian [1](#)

Qian Qichen [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#) [7](#) [8](#) [9](#) [10](#) [11](#) [12](#) [13](#) [14](#) [15](#) [16](#)

Qiao Guanhua [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#) [7](#) [8](#)

Qin (dynastie) [1](#)

Qin Shihuang [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#)

Qing (dynastie) [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#) [7](#) [8](#) [9](#) [10](#) [11](#) [12](#) [13](#) [14](#) [15](#) [16](#) [17](#) [18](#) [19](#) [20](#) [21](#) [22](#) [23](#) [24](#) [25](#) [26](#) [27](#) [28](#) [29](#) [30](#) [31](#) [32](#)

Qishan [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#) [7](#) [8](#)

Qiyong (prince) [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#) [7](#) [8](#) [9](#) [10](#) [11](#)

Quesnay, François [1](#)

Rather, Dan [1](#)

Ready, Jack [1](#)

Reagan, Ronald [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#) [7](#) [8](#) [9](#) [10](#) [11](#) [12](#) [13](#) [14](#) [15](#) [16](#) [17](#) [18](#) [19](#) [20](#) [21](#) [22](#) [23](#) [24](#) [25](#) [26](#) [27](#) [28](#) [29](#) [30](#) [31](#) [32](#) [33](#) [34](#) [35](#) [36](#) [37](#) [38](#) [39](#) [40](#) [41](#) [42](#) [43](#) [44](#) [45](#) [46](#) [47](#) [48](#) [49](#) [50](#)

Reynolds, Joshua [1](#)

Rhee, Syngman [1](#) [2](#) [3](#) [4](#)

Richardson, Elliot [1](#)

Rogers, William [1](#)

Roosevelt, Franklin D. [1](#)

Roosevelt, Theodore [1](#)  
Rumsfeld, Donald [1](#)  
Rusk, Dean [1](#) [2](#) [3](#) [4](#)  
Sadate, Anouar al- [1](#)  
Sainteny, Jean [1](#) [2](#)  
Samphan, Khieu [1](#)  
Sasser, James [1](#)  
Schlesinger, James R. [1](#) [2](#) [3](#) [4](#)  
Scott, Hugh [1](#)  
Scowcroft, Brent [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#) [7](#) [8](#) [9](#) [10](#) [11](#) [12](#) [13](#) [14](#) [15](#) [16](#) [17](#) [18](#) [19](#)  
Shambaugh, David [1](#)  
Shang (dynastie) [1](#) [2](#)  
Shen Zhihua [1](#)  
Shi Zhe [1](#) [2](#)  
Shultz, George P. [1](#) [2](#) [3](#)  
Sihanouk, Norodom [1](#)  
Smyser, Dick [1](#)  
Snow, Edgar [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#) [7](#) [8](#) [9](#) [10](#) [11](#) [12](#) [13](#) [14](#) [15](#) [16](#) [17](#) [18](#) [19](#) [20](#) [21](#) [22](#) [23](#)  
[24](#) [25](#) [26](#) [27](#) [28](#)  
Song (dynastie) [1](#) [2](#)  
Song Xiaojun [1](#)  
Souslov, Mikhaïl [1](#)  
Staline, Joseph [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#) [7](#) [8](#) [9](#) [10](#) [11](#) [12](#) [13](#) [14](#) [15](#) [16](#) [17](#) [18](#) [19](#) [20](#) [21](#) [22](#)  
[23](#) [24](#) [25](#) [26](#) [27](#) [28](#) [29](#) [30](#) [31](#) [32](#) [33](#) [34](#) [35](#) [36](#) [37](#) [38](#) [39](#) [40](#) [41](#) [42](#) [43](#) [44](#) [45](#) [46](#)  
[47](#) [48](#) [49](#) [50](#) [51](#) [52](#) [53](#) [54](#) [55](#) [56](#) [57](#) [58](#) [59](#) [60](#) [61](#) [62](#) [63](#) [64](#) [65](#) [66](#) [67](#) [68](#) [69](#) [70](#)  
[71](#) [72](#) [73](#) [74](#) [75](#) [76](#) [77](#) [78](#) [79](#) [80](#) [81](#) [82](#) [83](#) [84](#) [85](#) [86](#) [87](#) [88](#) [89](#) [90](#) [91](#) [92](#) [93](#) [94](#)  
[95](#) [96](#) [97](#) [98](#) [99](#) [100](#) [101](#) [102](#) [103](#) [104](#) [105](#) [106](#) [107](#) [108](#) [109](#) [110](#) [111](#) [112](#) [113](#)  
[114](#)  
Stoessel, Walter [1](#) [2](#)  
Sun Tzu [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#) [7](#) [8](#) [9](#) [10](#) [11](#) [12](#) [13](#) [14](#) [15](#) [16](#) [17](#) [18](#) [19](#) [20](#) [21](#) [22](#) [23](#) [24](#)

Sun Yat-sen [1](#) [2](#)

Tamerlan [1](#) [2](#)

Tanaka, Kakuei [1](#)

Tang (dynastie) [1](#) [2](#)

Tang Longbin [1](#)

Tang, Nancy [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#) [7](#)

Tchernenko, Konstantin [1](#) [2](#)

Thompson, Llewellyn [1](#)

Tito, Josip Broz [1](#) [2](#)

Trotsky, Léon [1](#) [2](#)

Truman, Harry S. [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#) [7](#) [8](#) [9](#) [10](#) [11](#) [12](#) [13](#) [14](#) [15](#) [16](#) [17](#) [18](#) [19](#)

Tyler, John [1](#)

Vance, Cyrus [1](#)

Vichinski, Andreï [1](#)

Victoria (reine d'Angleterre) [1](#) [2](#) [3](#) [4](#)

Vô Nguyên Giap [1](#)

Wang Bingnan [1](#) [2](#)

Wang Hairong [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#)

Wang Hongwen [1](#)

Wang Jiaxiang [1](#)

Wei Yuan [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#) [7](#) [8](#) [9](#) [10](#) [11](#) [12](#) [13](#) [14](#) [15](#)

Wen Jiabao [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#) [7](#) [8](#) [9](#) [10](#) [11](#) [12](#) [13](#) [14](#) [15](#) [16](#)

Whiting, Allen [1](#) [2](#)

Wo-ren [1](#)

Xiong Xianghui [1](#)

Xu Xiangqian [1](#)

Yahya Khan, Agha Muhammad [1](#) [2](#)

Yang Shangkun [1](#)

Yao Wenjuan [1](#)

Yao Yilin [1](#)

Ye Jianying [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#)

Yuan (dynastie) [1](#)

Yuan Shikai [1](#) [2](#)

Zeng Guofan [1](#)

Zhang Chunqiao [1](#) [2](#)

Zhang Wenjin [1](#)

Zhao Ziyang [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#) [7](#) [8](#) [9](#) [10](#) [11](#) [12](#) [13](#) [14](#) [15](#)

Zheng Bijian [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#)

Zheng He [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#) [7](#)

Zhou (dynastie) [1](#)

Zhou Enlai [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#) [7](#) [8](#) [9](#) [10](#) [11](#) [12](#) [13](#) [14](#) [15](#) [16](#) [17](#) [18](#) [19](#) [20](#) [21](#) [22](#) [23](#)  
[24](#) [25](#) [26](#) [27](#) [28](#) [29](#) [30](#) [31](#) [32](#) [33](#) [34](#) [35](#) [36](#) [37](#) [38](#) [39](#) [40](#) [41](#) [42](#) [43](#) [44](#) [45](#) [46](#) [47](#)  
[48](#) [49](#) [50](#) [51](#) [52](#) [53](#) [54](#) [55](#) [56](#) [57](#) [58](#) [59](#) [60](#) [61](#) [62](#) [63](#) [64](#) [65](#) [66](#) [67](#) [68](#) [69](#) [70](#) [71](#)  
[72](#) [73](#) [74](#) [75](#) [76](#) [77](#) [78](#) [79](#) [80](#) [81](#) [82](#) [83](#) [84](#) [85](#) [86](#) [87](#) [88](#) [89](#) [90](#) [91](#) [92](#) [93](#) [94](#) [95](#)  
[96](#) [97](#) [98](#) [99](#) [100](#) [101](#) [102](#) [103](#) [104](#) [105](#) [106](#) [107](#) [108](#) [109](#) [110](#) [111](#) [112](#) [113](#)  
[114](#) [115](#) [116](#) [117](#) [118](#) [119](#) [120](#) [121](#) [122](#) [123](#) [124](#) [125](#) [126](#) [127](#) [128](#) [129](#) [130](#)  
[131](#) [132](#) [133](#) [134](#) [135](#) [136](#) [137](#) [138](#) [139](#) [140](#) [141](#) [142](#) [143](#) [144](#) [145](#) [146](#) [147](#)  
[148](#) [149](#) [150](#) [151](#) [152](#) [153](#) [154](#) [155](#) [156](#) [157](#) [158](#) [159](#) [160](#) [161](#) [162](#) [163](#) [164](#)  
[165](#) [166](#) [167](#) [168](#) [169](#) [170](#) [171](#) [172](#) [173](#) [174](#) [175](#) [176](#) [177](#) [178](#) [179](#) [180](#) [181](#)  
[182](#) [183](#) [184](#) [185](#) [186](#) [187](#) [188](#) [189](#) [190](#) [191](#) [192](#) [193](#) [194](#) [195](#) [196](#) [197](#) [198](#)  
[199](#) [200](#) [201](#) [202](#) [203](#) [204](#) [205](#) [206](#) [207](#) [208](#) [209](#) [210](#) [211](#) [212](#) [213](#) [214](#) [215](#)  
[216](#) [217](#) [218](#) [219](#) [220](#) [221](#) [222](#) [223](#) [224](#) [225](#) [226](#) [227](#) [228](#) [229](#) [230](#) [231](#) [232](#)  
[233](#) [234](#) [235](#) [236](#) [237](#) [238](#) [239](#) [240](#) [241](#) [242](#) [243](#) [244](#) [245](#) [246](#) [247](#) [248](#) [249](#)  
[250](#) [251](#) [252](#) [253](#) [254](#) [255](#) [256](#) [257](#) [258](#) [259](#) [260](#) [261](#) [262](#) [263](#) [264](#) [265](#) [266](#)  
[267](#) [268](#)

Zhu Rongji [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#) [7](#) [8](#)

Zoellick, Robert [1](#) [2](#)